

SÉNAT

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SESSION ORDINAIRE DE 2025-2026

COMPTE RENDU INTÉGRAL

Séance du jeudi 4 décembre 2025

(31^e jour de séance de la session)



**PREMIER
MINISTRE**

Direction de l'information
légale et administrative

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. XAVIER IACOVELLI

1. **Loi de finances pour 2026.** – Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 11162)

PREMIÈRE PARTIE (SUITE) (p. 11162)

Article 48 et état A (p. 11162)

Amendement n° I-2799 du Gouvernement. – Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Demandes de seconde délibération (p. 11183)

M. Claude Raynal, président de la commission des finances

Mme Amélie de Montchalin, ministre

Seconde délibération (p. 11183)

Article 3 *sexies* (nouveau) (p. 11183)

Amendement n° A-1 de la commission. – Adoption, par scrutin public n° 77, de l'amendement supprimant l'article.

Article 11 *sexies* (nouveau) (p. 11187)

Amendement n° A-2 de la commission. – Adoption, par scrutin public n° 78, de l'amendement supprimant l'article.

Article 11 *septies* (nouveau) (p. 11188)

Amendement n° A-3 de la commission. – Rejet par scrutin public n° 79.

Article 21 (p. 11190)

Amendement n° A-4 de la commission et sous-amendement n° A-8 de M. Alexandre Ouizille. – Retrait de l'amendement, le sous-amendement devenant sans objet.

Article 36 (p. 11200)

Amendement n° A-5 de la commission. – Adoption par scrutin public n° 80.

Adoption de l'article modifié.

Suspension et reprise de la séance (p. 11223)

Article 48 et état A (p. 11223)

Amendement n° A-6 rectifié du Gouvernement. – Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article liminaire (p. 11241)

Amendement n° A-7 du Gouvernement. – Adoption.

Adoption de l'article modifié.

2. **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 11244)

Suspension et reprise de la séance (p. 11244)

PRÉSIDENCE DE MME SYLVIE VERMEILLET

3. **Loi de finances pour 2026.** – Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 11244)

Vote sur l'ensemble de la première partie
du projet de loi (p. 11244)

M. Raphaël Daubet

M. Michel Canévet

M. Marc Laménie

M. Albéric de Montgolfier

M. Stéphane Fouassin

M. Thierry Cozic

M. Pierre Barros

M. Thomas Dossus

Adoption, par scrutin public n° 81, de la première partie du projet de loi, modifiée.

M. David Amiel, ministre délégué chargé de la fonction publique et de la réforme de l'État

Suspension et reprise de la séance (p. 11251)

SECONDE PARTIE (p. 11251)

Sport, jeunesse et vie associative (p. 11252)

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial de la commission des finances

M. Jean-Jacques Lozach, rapporteur pour avis de la commission de la culture

M. Yan Chantrel, rapporteur de la commission de la culture

Organisation des travaux (p. 11253)

Mme la présidente

Sport, jeunesse et vie associative
(suite) (p. 11254)

Mme la présidente

M. Ahmed Laouedj

M. Claude Kern

M. Dany Wattebled

M. Michel Savin

M. Dominique Théophile

Mme Colombe Brossel

M. Jérémy Bacchi

Mme Mathilde Ollivier

M. Aymeric Durox

Mme Anne Ventalon

M. David Ros

Mme Béatrice Gosselin

Mme Marina Ferrari, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative

État B (p. 11263)

Amendement n° II-425 de M. Aymeric Durox. – Rejet.

Amendement n° II-225 de M. Yan Chantrel. – Rectification.

Amendement n° II-226 de M. Yan Chantrel. – Retrait.

Amendement n° II-445 de Mme Nathalie Delattre. – Rectification.

Amendements identiques n°s II-26 de la commission, II-412 rectifié de Mme Marie-Claude Lermytte et II-420 rectifié *bis* de Mme Annick Billon

Amendement n° II-443 rectifié *bis* de Mme Lana Tetuanui. – Rectification.

Amendements identiques n°s II-26 de la commission, II-412 rectifié de Mme Marie-Claude Lermytte, II-420 rectifié *bis* de Mme Annick Billon (suite), II-225 rectifié de M. Yan Chantrel, II-445 rectifié de Mme Nathalie Delattre et II-443 rectifié *ter* de Mme Lana Tetuanui. – Adoption des six amendements.

Amendement n° II-228 de M. Yan Chantrel. – Adoption.

Amendement n° II-201 de Mme Mathilde Ollivier. – Adoption.

Amendement n° II-549 rectifié de M. Michel Canévet. – Rejet par scrutin public n° 82.

Amendement n° II-219 de M. Jean-Jacques Lozach. – Devenu sans objet.

Amendement n° II-220 de M. David Ros. – Devenu sans objet.

Amendement n° II-464 de M. Jérémy Bacchi. – Rejet par scrutin public n° 83.

Amendement n° II-279 rectifié de M. Cyril Pellevat. – Devenu sans objet.

Amendements identiques n°s II-199 de Mme Mathilde Ollivier, II-249 rectifié *bis* de Mme Catherine Belrhiti et II-314 rectifié *ter* de Mme Jocelyne Antoine. – Rejet, par scrutin public n° 84, des trois amendements.

Amendement n° II-284 rectifié de M. Dominique Théophile. – Devenu sans objet.

Amendement n° II-410 rectifié de M. Michel Canévet. – Rejet.

Amendement n° II-194 de Mme Mathilde Ollivier. – Devenu sans objet.

Amendement n° II-230 de M. Yan Chantrel. – Devenu sans objet.

Amendements identiques n°s II-449 de Mme Nathalie Delattre et II-466 de M. Jérémy Bacchi. – Rejet, par scrutin public n° 85, des deux amendements.

Amendement n° II-552 rectifié de M. Akli Mellouli. – Rejet par scrutin public n° 86.

Amendements identiques n°s II-195 de Mme Mathilde Ollivier et II-229 de M. Yan Chantrel. – Devenus sans objet.

Amendement n° II-448 de Mme Nathalie Delattre. – Adoption.

Amendement n° II-495 de Mme Christine Lavarde et sous-amendement n° II-1679 de M. Michel Savin

Amendement n° II-550 rectifié de M. Michel Canévet. – Rectification.

Amendements identiques n°s II-495 de Mme Christine Lavarde et II-550 rectifié *bis* de M. Michel Canévet; sous-amendement n° II-1679 de M. Michel Savin. – Adoption, par scrutin public n° 87, du sous-amendement; rejet des deux amendements.

Amendement n° II-311 de Mme Mathilde Ollivier. – Devenu sans objet.

Amendement n° II-281 rectifié de M. Cyril Pellevat. – Retrait.

Amendements identiques n°s II-577 rectifié *quater* de M. Cédric Vial et II-578 rectifié *ter* de M. Jean-Michel Arnaud. – Adoption, par scrutin public n° 88 des deux amendements, après levée du gage par le Gouvernement.

Amendement n° II-202 de Mme Mathilde Ollivier. – Retrait.

Amendement n° II-222 de M. Jean-Jacques Lozach. – Devenu sans objet.

Amendement n° II-193 de Mme Mathilde Ollivier. – Rectification.

Amendement n° II-463 de M. Jérémy Bacchi. – Rectification.

Amendement n° II-442 rectifié de M. Michel Savin

Amendement n° II-221 de M. David Ros. – Devenu sans objet.

Amendements identiques n°s II-247 rectifié *bis* de Mme Catherine Belrhiti et II-446 de Mme Nathalie Delattre. – Rectification des deux amendements.

Amendements identiques n°s II-442 rectifié de M. Michel Savin (*suite*), II-193 rectifié de Mme Mathilde Ollivier, II-463 rectifié de M. Jérémy Bacchi, II-247 rectifié *ter* de Mme Catherine Belrhiti et II-446 rectifié de Mme Nathalie Delattre. – Adoption des cinq amendements.

Amendement n° II-203 de Mme Mathilde Ollivier. – Devenu sans objet.

Amendement n° II-224 de M. Jean-Jacques Lozach. – Devenu sans objet.

Amendements identiques n°s II-197 de Mme Mathilde Ollivier, II-422 rectifié de M. Alexandre Ouizille. – Rejet, par scrutin public n° 89, des deux amendements.

Amendement n° II-465 de M. Jérémy Bacchi. – Rejet par scrutin public n° 90.

Amendement n° II-204 de Mme Mathilde Ollivier. – Rejet.

Amendements identiques n°s II-223 de M. Yan Chantrel et II-396 rectifié *bis* de Mme Annick Billon. – Devenus sans objet.

Amendement n° II-313 rectifié *bis* de Mme Béatrice Gosselin. – Adoption par scrutin public n° 91.

Renvoi de la suite de la discussion.

Suspension et reprise de la séance (p. 11289)

Outre-mer (p. 11289)

M. Georges Patient, rapporteur spécial de la commission des finances

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial de la commission des finances

Mme Micheline Jacques, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques

M. Teva Rohfritsch, rapporteur pour avis de la commission des lois

Organisation des travaux (p. 11292)

Mme la présidente

Outre-mer
(*suite*) (p. 11292)

Mme Lana Tetuanui

M. Pierre Médevielle

Mme Viviane Malet

Mme Solanges Nadille

M. Saïd Omar Oili

Mme Evelyne Corbière Naminzo

M. Akli Mellouli

Mme Annick Girardin

M. Georges Naturel

Mme Audrey Bélim

Mme Agnès Canayer

Mme Catherine Conconne

Mme Naïma Moutchou, ministre des outre-mer

4. Mise au point au sujet de votes (p. 11303)

Suspension et reprise de la séance (p. 11303)

PRÉSIDENCE DE M. PIERRE OUZOULIAS

5. Loi de finances pour 2026. – Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 11304)

Outre-mer
(*suite*) (p. 11304)

État B (p. 11304)

Amendement n° II-1680 du Gouvernement. – Adoption.

Amendement n° II-482 rectifié de M. Georges Naturel. – Devenu sans objet.

Amendement n° II-357 rectifié de M. Robert Wienie Xowie. – Devenu sans objet.

Amendement n° II-527 de Mme Viviane Artigalas. – Devenu sans objet.

Amendement n° II-1676 du Gouvernement. – Adoption.

Amendement n° II-1677 du Gouvernement. – Adoption.

Amendement n° II-1675 du Gouvernement. – Adoption.

Amendement n° II-1674 du Gouvernement. – Adoption.

Amendement n° II-1673 du Gouvernement

Amendement n° II-480 rectifié *bis* de M. Georges Naturel. – Rectification.

Amendements identiques n°s II-1673 du Gouvernement et II-480 rectifié *ter* de M. Georges Naturel. – Adoption des deux amendements.

Amendement n° II-483 rectifié de M. Georges Naturel. – Retrait.

Amendement n° II-461 rectifié de M. Michel Canévet. – Non soutenu.

Amendement n° II-432 de M. Aymeric Durox. – Rejet.

Amendements identiques n^{os} II-212 de Mme Solanges Nadille et II-580 de Mme Audrey Bélim. – Rejet, par scrutin public n^o 92, des deux amendements.

Amendement n^o II-320 de M. Victorin Lurel. – Rejet par scrutin public n^o 93.

Amendement n^o II-557 de M. Akli Mellouli. – Rejet.

Amendement n^o II-556 de M. Akli Mellouli. – Retrait.

Amendement n^o II-187 de Mme Solanges Nadille. – Retrait.

Amendement n^o II-582 rectifié *ter* de Mme Audrey Bélim. – Retrait.

Amendements identiques n^{os} II-338 de Mme Evelyne Corbière Naminzo et II-504 de M. Victorin Lurel. – Retrait de l'amendement n^o II-504 ; rejet, par scrutin public n^o 94, de l'amendement n^o II-338.

Amendements identiques n^{os} II-370 rectifié *bis* de Mme Viviane Malet et II-572 rectifié de Mme Solanges Nadille. – Adoption des deux amendements.

Amendements identiques n^{os} II-321 de M. Victorin Lurel et II-583 de Mme Audrey Bélim. – Devenus sans objet.

Amendement n^o II-530 rectifié *bis* de Mme Viviane Artigalas. – Devenu sans objet.

Amendement n^o II-571 rectifié de Mme Solanges Nadille. – Retrait.

Amendement n^o II-339 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Rejet par scrutin public n^o 95.

Amendement n^o II-559 de M. Akli Mellouli. – Rejet par scrutin public n^o 96.

Amendement n^o II-560 de M. Akli Mellouli. – Rejet.

Amendement n^o II-523 de Mme Audrey Bélim. – Rejet.

Amendement n^o II-585 rectifié *ter* de Mme Audrey Bélim. – Rejet.

Amendement n^o II-524 de Mme Audrey Bélim. – Rejet par scrutin public n^o 97.

Amendement n^o II-584 rectifié *ter* de Mme Audrey Bélim. – Rejet.

Amendement n^o II-528 de Mme Viviane Artigalas. – Adoption.

Amendement n^o II-475 de Mme Solanges Nadille. – Devenu sans objet.

Amendements identiques n^{os} II-185 rectifié de M. François Patriat et II-502 rectifié de M. Victorin Lurel. – Adoption des deux amendements, après levée du gage par le Gouvernement.

Amendement n^o II-358 de M. Robert Wienie Xowie. – Rejet.

Amendement n^o II-529 de Mme Solanges Nadille. – Adoption.

Amendements identiques n^{os} II-371 rectifié *bis* de Mme Viviane Malet et II-503 de M. Victorin Lurel. – Devenus sans objet.

Amendement n^o II-426 de M. Aymeric Durox. – Devenu sans objet.

Amendement n^o II-565 de M. Akli Mellouli. – Rejet par scrutin public n^o 98.

Amendement n^o II-566 de M. Akli Mellouli. – Rejet.

Amendement n^o II-428 de M. Aymeric Durox. – Rejet.

Amendement n^o II-340 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Rejet.

Amendement n^o II-517 de M. Saïd Omar Oili. – Rejet par scrutin public n^o 99.

Amendement n^o II-323 rectifié de M. Victorin Lurel. – Retrait.

Amendement n^o II-324 rectifié de M. Victorin Lurel. – Adoption.

Amendement n^o II-518 de M. Saïd Omar Oili. – Rejet par scrutin public n^o 100.

Amendement n^o II-493 de Mme Solanges Nadille. – Rejet par scrutin public n^o 101.

Amendement n^o II-492 de Mme Solanges Nadille. – Rejet.

Amendement n^o II-479 rectifié *bis* de Mme Solanges Nadille. – Adoption après levée du gage par le Gouvernement.

Amendement n^o II-516 de M. Saïd Omar Oili. – Rejet par scrutin public n^o 102.

Amendement n^o II-520 de M. Saïd Omar Oili. – Rejet.

Amendement n^o II-522 de Mme Audrey Bélim. – Rejet par scrutin public n^o 103.

Rappels au règlement (p. 11339)

Mme Mathilde Ollivier

M. Victorin Lurel

M. Akli Mellouli

Mme Evelyne Corbière Naminzo

Mme Annick Girardin

Mme Lana Tetuanui

Mme Annick Billon

M. Dominique Théophile

Mme Micheline Jacques

M. Thani Mohamed Soilihi

État B
(suite) (p. 11341)

Amendement n° II-510 de Mme Catherine Conconne. – Non soutenu.

Amendement n° II-325 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenu.

Amendement n° II-554 de M. Akli Mellouli. – Non soutenu.

Amendement n° II-404 rectifié de M. Teva Rohfritsch. – Rejet.

Amendement n° II-207 de M. François Patriat. – Rejet.

Amendement n° II-555 de M. Akli Mellouli. – Non soutenu.

Amendement n° II-406 rectifié de M. Teva Rohfritsch. – Rejet.

Amendement n° II-405 rectifié de M. Teva Rohfritsch. – Rejet.

Amendements identiques n°s II-497 rectifié de M. Victorin Lurel et II-551 rectifié *bis* de Mme Viviane Malet. – Rejet de l'amendement n° II-551 rectifié *bis*, l'amendement n° II-497 rectifié n'étant pas soutenu.

Amendement n° II-216 de M. François Patriat. – Rejet.

Amendement n° II-217 de M. François Patriat. – Rejet.

Amendement n° II-575 rectifié de Mme Solanges Nadille. – Rejet.

Amendement n° II-191 de Mme Solanges Nadille. – Rejet.

Amendements identiques n°s II-343 de Mme Evelyne Corbière Naminzo et II-570 rectifié de Mme Solanges Nadille. – Rejet de l'amendement n° II-570 rectifié, l'amendement n° II-343 n'étant pas soutenu.

Amendement n° II-386 rectifié *bis* de M. Dominique Théophile. – Rejet.

Amendement n° II-334 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenu.

Amendement n° II-509 de M. Victorin Lurel. – Non soutenu.

Amendements identiques n°s II-188 de M. François Patriat et II-469 rectifié de Mme Catherine Conconne. – Rejet de l'amendement n° II-188, l'amendement n° II-469 rectifié n'étant pas soutenu.

Amendement n° II-470 rectifié de Mme Catherine Conconne. – Non soutenu.

Amendement n° II-481 rectifié de M. Georges Naturel. – Retrait.

Amendement n° II-353 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenu.

Amendement n° II-514 de Mme Catherine Conconne. – Non soutenu.

Amendement n° II-431 de M. Aymeric Durox. – Rejet.

Amendement n° II-332 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenu.

Amendement n° II-429 de M. Aymeric Durox. – Rejet.

Amendement n° II-333 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenu.

Amendement n° II-511 de Mme Catherine Conconne. – Non soutenu.

Amendement n° II-186 de M. François Patriat. – Retrait.

Amendement n° II-341 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenu.

Amendement n° II-427 de M. Aymeric Durox. – Rejet.

Amendements identiques n°s II-208 de Mme Solanges Nadille et II-505 de M. Victorin Lurel. – Retrait de l'amendement n° II-208, l'amendement n° II-505 n'étant pas soutenu.

Amendements identiques n°s II-213 de M. François Patriat et II-562 de M. Akli Mellouli. – Retrait de l'amendement n° II-213, l'amendement n° II-562 n'étant pas soutenu.

Amendement n° II-382 rectifié de M. Dominique Théophile. – Retrait.

Amendement n° II-346 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenu.

Amendement n° II-206 de M. François Patriat. – Rejet.

Amendement n° II-561 de M. Akli Mellouli. – Non soutenu.

Amendement n° II-430 de M. Aymeric Durox. – Rejet.

Amendement n° II-345 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenu.

Amendement n° II-513 de Mme Catherine Conconne. – Non soutenu.

Amendement n° II-189 de Mme Solanges Nadille. – Retrait.

Amendement n° II-512 de Mme Catherine Conconne. – Non soutenu.

Amendements n°s II-337, II-327, II-329 et II-330 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenus.

Amendement n° II-519 de M. Saïd Omar Oili. – Non soutenu.

Amendement n° II-581 rectifié *ter* de Mme Audrey Bélim. – Non soutenu.

Amendement n° II-347 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenu.

Amendements identiques n°s II-104 rectifié de M. Thani Mohamed Soilihi, II-126 rectifié de M. Antoine Lefèvre, II-298 rectifié *bis* de Mme Marie-Do Aeschli-mann, II-473 rectifié de Mme Catherine Conconne et II-531 de M. Guy Benarroche. – Adoption des amende-

ments n° II-104 rectifié, II-126 rectifié et II-298 rectifié *bis*, les amendements n° II-473 et II-531 n'étant pas soutenus.

Amendements identiques n° II-205 de Mme Solanges Nadille et II-348 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Retrait de l'amendement n° II-205, l'amendement n° II-348 n'étant pas soutenu.

Amendements n° II-349, II-326 et II-342 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenus.

Amendement n° II-507 de Mme Audrey Bélim. – Non soutenu.

Amendement n° II-378 rectifié *quater* de M. Dominique Théophile. – Rejet.

Amendement n° II-355 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenu.

Amendement n° II-472 rectifié de Mme Catherine Conconne. – Non soutenu.

Amendements identiques n° II-367 rectifié *bis* de Mme Viviane Malet et II-553 rectifié de M. Victorin Lurel. – Retrait de l'amendement n° II-367 rectifié *bis*, l'amendement n° II-533 rectifié n'étant pas soutenu.

Amendement n° II-215 de Mme Solanges Nadille. – Retrait.

Amendements identiques n° II-352 de Mme Evelyne Corbière Naminzo et II-369 rectifié *bis* de Mme Viviane Malet. – Retrait de l'amendement n° II-369 rectifié *bis*, l'amendement n° II-352 n'étant pas soutenu.

Amendement n° II-515 rectifié de Mme Catherine Conconne. – Non soutenu.

Amendement n° II-402 rectifié de M. Teva Rohfritsch. – Retrait.

Amendement n° II-400 rectifié de M. Teva Rohfritsch. – Retrait.

Amendement n° II-365 rectifié *bis* de Mme Viviane Malet. – Retrait.

Amendement n° II-506 de Mme Audrey Bélim. – Non soutenu.

Amendement n° II-563 de M. Akli Mellouli. – Non soutenu.

Amendement n° II-354 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenu.

Amendements n° II-525 et II-526 de Mme Audrey Bélim. – Non soutenus.

Amendements n° II-328 et II-350 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenus.

Amendement n° II-398 rectifié de M. Teva Rohfritsch. – Rejet.

Amendement n° II-407 rectifié de M. Teva Rohfritsch. – Rejet.

Amendement n° II-408 rectifié de M. Teva Rohfritsch. – Rejet.

Amendement n° II-564 de M. Akli Mellouli. – Non soutenu.

Amendements n° II-336 et II-335 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenus.

Amendements identiques n° II-192 de M. François Patriat, II-331 de Mme Evelyne Corbière Naminzo et II-471 rectifié de Mme Catherine Conconne. – Retrait de l'amendement n° II-192, les amendements n° II-331 et II-471 n'étant pas soutenus.

Amendement n° II-558 de M. Akli Mellouli. – Non soutenu.

Amendement n° II-508 de M. Victorin Lurel. – Non soutenu.

Amendements identiques n° II-322 rectifié de M. Victorin Lurel et II-576 rectifié *bis* de Mme Viviane Malet. – Retrait de l'amendement n° II-567 rectifié *bis*, l'amendement n° II-322 n'étant pas soutenu.

Amendement n° II-409 rectifié de M. Teva Rohfritsch. – Retrait.

Amendement n° II-521 de Mme Audrey Bélim. – Non soutenu.

Amendement n° II-403 rectifié de M. Teva Rohfritsch. – Retrait.

Amendement n° II-356 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenu.

Amendement n° II-419 rectifié de M. Teva Rohfritsch. – Retrait.

Amendement n° II-138 rectifié *bis* de Mme Lana Tetuanui. – Retrait.

Amendement n° II-344 de Mme Evelyne Corbière Naminzo. – Non soutenu.

Amendements n° II-586 et II-587 de M. Robert Wienie Xowie. – Non soutenus.

Amendement n° II-494 rectifié *bis* de Mme Viviane Malet. – Rejet.

Amendement n° II-214 de Mme Solanges Nadille. – Retrait.

Vote sur les crédits de la mission (p. 11368)

Adoption, par scrutin public n° 104, des crédits de la mission « Outre-mer », figurant à l'état B, modifiés.

6. Ordre du jour (p. 11368)

COMPT E RENDU INTÉGRAL

PRÉSIDENTENCE DE M. XAVIER IACOVELLI

vice-président

M. le président. La séance est ouverte.

(La séance est ouverte à midi.)

1

LOI DE FINANCES POUR 2026

SUITE DE LA DISCUSSION D’UN PROJET DE LOI

M. le président. L’ordre du jour appelle la discussion du projet de loi de finances pour 2026, considéré comme rejeté par l’Assemblée nationale (projet n° 138, rapport général n° 139, avis n°s 140 à 145).

Dans la discussion des articles de la première partie, nous en sommes parvenus à l’examen de l’article d’équilibre et de l’état A sur les voies et moyens.

PREMIÈRE PARTIE
(SUITE)

CONDITIONS GÉNÉRALES
DE L’ÉQUILIBRE FINANCIER

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES À L’ÉQUILIBRE
DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 48 et état A

① I – Pour 2026, les ressources affectées au budget, évaluées dans l’état A annexé à la présente loi, les plafonds des charges et l’équilibre général qui en résulte sont fixés aux montants suivants :

(En millions d’euros*)							
	Ressources (1) dont fonctionnement (2) dont investissement (3)			Charges (1) dont fonctionnement (2) dont investissement (3)			Solde
	1	2	3	1	2	3	
Budget général							
Recettes fiscales** / dépenses***	372 911	372 911		447 414	417 423	29 990	
Recettes non fiscales	28 696	15 669	13 027				
Recettes totales / dépenses totales	401 607	388 580	13 027	447 414	417 423	29 990	
À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l’Union européenne	78 296	78 296					
Montants nets pour le budget général	323 311	310 284	13 027	447 414	417 423	29 990	-124 102
Évaluation des fonds de concours et des attributions de produits	6 143	4 873	1 269	6 143	4 873	1 269	
Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours	329 454	315 158	14 296	453 556	422 297	31 260	
Budgets annexes							
Contrôle et exploitation aériens	2 774	2 774		2 426	2 149	277	+349
Publications officielles et information administrative	175	175		147	130	17	+28

Totaux pour les budgets annexes	2 949	2 949		2 573	2 279	293	+376
Évaluation des fonds de concours et des attributions de produits :							
- Contrôle et exploitation aériens	45	33	13	45	33	13	
- Publications officielles et information administrative	0	0	0	0	0	0	
Totaux pour les budgets annexes y compris fonds de concours	2 995	2 982	13	2 618	2 312	306	
Comptes spéciaux							
Comptes d'affectation spéciale	77 513	72 092	5 421	77 535	71 834	5 700	-21
Comptes de concours financiers	149 418	0	149 418	150 140	3 878	146 262	-722
Comptes de commerce (solde)							+1
Comptes d'opérations monétaires (solde)							+110
Solde pour les comptes spéciaux							-632
Solde général							-124 358
<p>Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.</p> <p>** Recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).</p> <p>*** Dépenses budgétaires brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).</p>							

③ II. – Pour 2026 :

④ 1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards d'euros)	
Besoin de financement	
Amortissement de la dette à moyen et long termes	175,8
dont remboursement du nominal à valeur faciale	173,4
dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)	2,4
Amortissement de la dette reprise de SNCF Réseau	2,5
Amortissement des autres dettes reprises	0,0
Déficit à financer	124,4
Autres besoins de trésorerie	3,0
Total	305,7
Ressources de financement	
Émission de dette à moyen et long termes, nette des rachats	310,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	0,0
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	-2,3
Variation des dépôts des correspondants	0,0
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État	0,0
Autres ressources de trésorerie	-2,0

Total	305,7
--------------	--------------

- ⑥ 2° Le ministre chargé des finances est autorisé à procéder, en 2026, dans des conditions fixées par décret :
- ⑦ a) à des emprunts à long, moyen et court termes libellés en euros ou en autres devises pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie ou pour renforcer les réserves de change ;
- ⑧ b) à l'attribution directe de titres de dette publique négociable à la Caisse de la dette publique ;
- ⑨ c) à des conversions facultatives, à des opérations de pension sur titres d'État ;
- ⑩ d) à des opérations de dépôts de liquidités auprès de la Caisse de la dette publique, auprès d'établissements publics nationaux dont la liste est établie par décret, auprès de la Société de prise de participations de l'État, auprès du Fonds européen de stabilité financière, auprès du Mécanisme européen de stabilité, auprès des institutions et agences financières de l'Union européenne, sur le marché interbancaire de la zone euro, auprès des États de la même zone ainsi qu'auprès d'organisations internationales ;
- ⑪ e) à des souscriptions de titres de créances négociables émis par des établissements publics administratifs, à des rachats, à des échanges d'emprunts, à des échanges de devises ou de taux d'intérêt, à l'achat ou à la vente d'options, de contrats à terme sur titres d'État ou d'autres instruments financiers à terme.
- ⑫ 3° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année et en valeur nominale, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an est fixé à 136,6 milliards d'euros.
- ⑬ 4° Le plafond de l'encours total de dette autorisé pour le budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » pour 2026 est fixé à 1,34 milliard d'euros.
- ⑭ Le plafond de l'encours total de dette autorisé pour le budget annexe « Publications officielles et information administrative » pour 2026 est fixé à 0,0 milliard d'euros.
- ⑮ III. – Pour 2026, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'État, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est fixé au nombre de 2 016 366.
- ⑯ IV. – Pour 2026, les éventuels surplus mentionnés au 10° du I de l'article 34 de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances sont utilisés dans leur totalité pour réduire le déficit budgétaire.
- ⑰ Il y a constatation de tels surplus si, pour l'année 2026, le produit des impositions de toute nature établies au profit de l'État net des remboursements et dégrèvements d'impôts, révisé dans la dernière loi de finances rectificative ou de fin de gestion pour l'année 2026 ou, à défaut, dans le projet de loi de finances pour 2027, est, à législation constante, supérieur à l'évaluation figurant dans l'état A mentionné au I du présent article.

ÉTAT A

Voies et moyens**I. – BUDGET GÉNÉRAL**

(En euros)		
Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Évaluation pour 2026
	1. Recettes fiscales	
	11. Impôt net sur le revenu	104 036 408 951
1101	Impôt net sur le revenu	104 036 408 951
	12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	2 414 300 000
1201	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	2 414 300 000
	13. Impôt net sur les sociétés	58 996 738 886
1301	Impôt net sur les sociétés	58 996 738 886
	13 bis. Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	1 411 000 000
1302	Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	1 411 000 000
	13 ter. Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	374 000 000
1303	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	374 000 000
	13 quater. Impôt minimum mondial à 15 % - pilier 2	500 000 000
1304	Impôt minimum mondial à 15 % - pilier 2	500 000 000
	14. Autres impôts directs et taxes assimilées	37 948 317 904

1401	Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	1 127 940 000
1402	Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	4 800 000 000
1403	Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n° 63-254 du 15 mars 1963 art 28-IV)	0
1404	Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	23 276
1405	Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	168 407
1406	Impôt sur la fortune immobilière	3 094 517 338
1407	Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	28 420 067
1408	Prélèvements sur les entreprises d'assurance	166 981 751
1409	Taxe sur les salaires	0
1410	Cotisation minimale de taxe professionnelle	822 828
1411	Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	27 451 462
1412	Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	34 654 281
1413	Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	148 510 276
1415	Contribution des institutions financières	0
1416	Taxe sur les surfaces commerciales	240 601 099
1421	Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1 029 273
1427	Prélèvements de solidarité	15 634 906 822
1429	Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement)	0
1430	Taxe sur les services numériques	881 600 000
1431	Taxe d'habitation sur les résidences principales	0
1439	Taxe sur le patrimoine financier	1 000 000 000
1440	Contribution différentielle applicable à certains contribuables titulaires de très hauts revenus	1 650 000 000
1441	Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises	4 000 000 000
1442	Taxe sur les petits colis	500 000 000
1497	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	2 741 291 801
1498	Cotisation foncière des entreprises	1 000 000
1499	Recettes diverses	1 868 399 223
	15. Accises sur les énergies	24 680 655 254
1501	Accises sur les énergies (ex-TICPE)	16 838 655 254
	1502 Accises sur les énergies (ex-TICGN)	2 287 000 000
	1503 Accises sur les énergies (ex-TICFE)	5 546 000 000
1504	Autres taxes intérieures	9 000 000
	16. Taxe sur la valeur ajoutée nette	109 122 581 300
1601	Taxe sur la valeur ajoutée nette	109 122 581 300
	17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	43 163 420 990

1701	Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	471 303 447
1702	Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	241 186 681
1703	Mutations à titre onéreux de meubles corporels	239 536
1704	Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	75 335 666
1705	Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	4 422 986 306
1706	Mutations à titre gratuit par décès	16 995 331 339
1707	Contribution de sécurité immobilière	814 607 244
1711	Autres conventions et actes civils	586 128 882
1712	Actes judiciaires et extrajudiciaires	0
1713	Taxe de publicité foncière	617 316 900
1714	Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurance en cas de décès	478 273 006
1715	Taxe additionnelle au droit de bail	0
1716	Recettes diverses et pénalités	322 226 234
1721	Timbre unique	567 000 000
1722	Taxe sur les véhicules de société	0
1723	Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0
1725	Permis de chasser	0
1726	Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	1 270 000 000
1751	Droits d'importation	0
1752	Contribution sur la rente infra-marginale de la production d'électricité	0
1754	Autres droits et recettes accessoires	4 530 152
1755	Amendes et confiscations	42 903 860
1756	Taxe générale sur les activités polluantes	1 356 000 000
1757	Cotisation à la production sur les sucres	0
1758	Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabac	0
1761	Taxe et droits de consommation sur les tabacs	67 000 000
1766	Garantie des matières d'or et d'argent	0
1768	Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	176 500 433
1769	Autres droits et recettes à différents titres	194 326 520
1773	Taxe sur les achats de viande	0
1774	Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0
1776	Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	49 327 696
1777	Taxe sur certaines dépenses de publicité	14 931 000
1780	Taxe de l'aviation civile	0
1781	Taxe sur les installations nucléaires de base	683 000 000
1782	Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	23 560 308
1785	Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs)	3 241 000 000

1786	Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	991 544 429
1787	Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	434 990 196
1788	Prélèvement sur les paris sportifs	1 041 745 542
1789	Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	125 826 524
1790	Redevance sur les paris hippiques en ligne	0
1796	Taxe sur les rachats d'actions	200 000 000
1797	Taxe sur les transactions financières	2 630 000 000
1798	Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'État en 2010)	0
1799	Autres taxes	5 024 299 089
	18. Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	-9 736 425 884
	Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État, autres que ceux s'appliquant à l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée	-9 736 425 884
	2. Recettes non fiscales	
	21. Dividendes et recettes assimilées	5 098 612 567
2110	Produits des participations de l'État dans des entreprises financières	1 257 454 531
	2116 Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	3 835 100 000
2199	Autres dividendes et recettes assimilées	6 058 036
	22. Produits du domaine de l'État	1 359 819 260
2201	Revenus du domaine public non militaire	600 000 000
2202	Autres revenus du domaine public	9 000 000
2203	Revenus du domaine privé	314 152 593
2204	Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	434 666 667
2209	Païement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0
2211	Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'État	0
2212	Autres produits de cessions d'actifs	0
2299	Autres revenus du Domaine	2 000 000
	23. Produits de la vente de biens et services	2 475 138 796
2301	Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	677 333 333
2303	Autres frais d'assiette et de recouvrement	995 750 997
2304	Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor public au titre de la collecte de l'épargne	33 719 302
2305	Produits de la vente de divers biens	21 630
2306	Produits de la vente de divers services	3 649 187
2399	Autres recettes diverses	764 664 347
	24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	7 928 085 569
2401	Intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers	216 427 403
2402	Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	26 383 753

2403	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	46 842 264
2409	Intérêts des autres prêts et avances	135 000 000
2411	Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	184 000 000
2412	Autres avances remboursables sous conditions	0
2413	Reversement au titre des créances garanties par l'État	13 483 162
2499	Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	7 305 948 987
	25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	2 695 870 585
2501	Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	796 444 287
2502	Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	708 326 831
2503	Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	114 322 164
2504	Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'État	11 815 651
2505	Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires	1 048 281 302
2510	Frais de poursuite	5 051 373
2511	Frais de justice et d'instance	7 503 411
2512	Intérêts moratoires	17 292
2513	Pénalités	4 108 274
	26. Divers	9 138 322 575
2601	Reversements de Natixis	0
2602	Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	401 700 000
2603	Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	596 000 000
2604	Divers produits de la rémunération de la garantie de l'État	331 693 639
2611	Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	289 355 000
2612	Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	13 810 903
2613	Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	3 938
2614	Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0
2615	Commissions et frais de trésorerie perçus par l'État dans le cadre de son activité régalienne	32 628
2616	Frais d'inscription	7 076 744
2617	Recouvrement des indemnités versées par l'État au titre des expulsions locatives	6 262 809
2618	Remboursement des frais de scolarité et accessoires	5 752 308
2620	Récupération d'indus	63 324 964
2621	Recouvrements après admission en non-valeur	125 082 363
2622	Divers versements de l'Union européenne	6 140 000 000
2623	Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	101 012 363
2624	Intérêts divers (hors immobilisations financières)	51 849 207
2625	Recettes diverses en provenance de l'étranger	3 439 916
2626	Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art. 109 de la loi de finances pour 1992)	3 963 753
2627	Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0

2697	Recettes accidentelles	378 114 827
2698	Produits divers	156 000 000
2699	Autres produits divers	463 847 213
	3. Prélèvements sur les recettes de l'État	
	31. Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales	49 514 696 624
3101	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement	32 578 368 022
3103	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	3 575 438
3104	Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	15 000 000
3106	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	7 866 719 297
3107	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	896 979 349
3108	Dotation élu local	123 506 000
3109	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité de Corse	42 946 742
3111	Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	431 738 376
3112	Dotation départementale d'équipement des collèges	326 317 000
3113	Dotation régionale d'équipement scolaire	661 186 000
3118	Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	2 686 000
3119	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions)	97 697 769
3120	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements)	1 174 315 500
3121	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération intercommunale)	610 772 436
3122	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	59 537 455
3123	Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	370 103 970
3130	Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	3 308 187
3131	Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	107 000 000
3133	Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	6 822 000
3134	Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	164 278 401
3135	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	48 020 649
3136	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Guyane	27 000 000
3137	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	122 559 085
3138	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française	90 552 000
3145	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises des locaux industriels	3 501 958 378

3146	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des communes et des établissements publics de coopération intercommunale contributeurs au fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	3 000 000
3159	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	33 366 000
3160	Prélèvement sur les recettes de l'État en faveur des communes nouvelles	33 201 983
3163	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation et du lissage des pertes exceptionnelles de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties	17 393 977
3165	Prélèvement sur les recettes de l'État compensant les pertes de recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences secondaires	94 786 610
	32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	28 781 025 011
3201	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne	28 781 025 011
	4. Fonds de concours et attributions de produits	6 142 822 550

RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL

(En euros)		
Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Évaluation pour 2026
	1. Recettes fiscales	372 910 997 401
	Impôt net sur le revenu	104 036 408 951
	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	2 414 300 000
	Impôt net sur les sociétés	58 996 738 886
	Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	1 411 000 000
	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	374 000 000
	Impôt minimum mondial à 15 % - pilier 2	500 000 000
	Autres impôts directs et taxes assimilées	37 948 317 904
	Accises sur les énergies	24 680 655 254
	Taxe sur la valeur ajoutée nette	109 122 581 300
	Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	43 163 420 990
	Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	-9 736 425 884
	2. Recettes non fiscales	28 695 849 352
	Dividendes et recettes assimilées	5 098 612 567
	Produits du domaine de l'État	1 359 819 260
	Produits de la vente de biens et services	2 475 138 796
	Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	7 928 085 569
	Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	2 695 870 585
	Divers	9 138 322 575
	Total des recettes fiscales et non fiscales (I)	401 606 846 753
	3. Prélèvements sur les recettes de l'État	78 295 721 635

	Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales	49 514 696 624
	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	28 781 025 011
	Total des recettes (I), nettes des prélèvements	323 311 125 118
	4. Fonds de concours et attributions de produits	6 142 822 550

II. – BUDGETS ANNEXES

<i>(En euros)</i>	
Intitulé de la recette	Évaluation pour 2026
Contrôle et exploitation aériens	2 819 490 268
Redevances de route	1 866 561 929
Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour la métropole	264 271 624
Redevance océanique et redevances pour services terminaux de la circulation aérienne en outre-mer	47 700 000
Redevances de surveillance et de certification	30 000 000
Tarif de l'aviation civile (part de la taxe sur le transport aérien de marchandises et de la taxe sur le transport aérien de passagers)	545 458 427
Tarif de solidarité de la taxe sur le transport aérien de passagers	0
Contribution Bâle-Mulhouse	9 561 675
Frais d'assiette et recouvrement sur taxes perçues pour le compte de tiers	7 013 134
Recettes diverses	3 500 000
Produit de cession d'actif	0
Total des recettes et des ressources de financement	2 774 066 789
Fonds de concours et attributions de produits	45 423 479
Publications officielles et information administrative	175 300 000
Bulletin officiel des annonces des marchés publics	65 000 000
Bulletin des annonces légales et obligatoires	6 600 000
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales	100 000 000
Journal officiel de la République française - Lois et Décrets	0
Vente de publications et abonnements	1 000 000
Prestations et travaux d'édition	1 900 000
Autres activités	800 000
Produit de cession d'actif	0
Total des recettes et des ressources de financement	175 300 000
Fonds de concours et attributions de produits	0

III. – COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

<i>(en euros)</i>		
Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Évaluation pour 2026
	Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 928 700 107

	Contrôle automatisé	344 340 107
01	Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé	344 340 107
02	Recettes diverses ou accidentelles	
	Circulation et stationnement routiers	1 584 360 000
03	Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé	170 000 000
04	Amendes forfaitaires de la police de la circulation et amendes forfaitaires majorées issues des infractions constatées par la voie du système de contrôle-sanction automatisé et des infractions aux règles de la police de la circulation	1 414 360 000
05	Recettes diverses ou accidentelles	
	Développement agricole et rural	146 000 000
01	Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations agricoles	146 000 000
03	Recettes diverses ou accidentelles	
	Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	381 901 000
01	Fraction du produit de l'accise sur l'électricité affectée au financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	381 901 000
02	Recettes diverses ou accidentelles	
	Gestion du patrimoine immobilier de l'État	270 000 000
01	Produits des cessions immobilières	160 000 000
02	Produits de redevances domaniales	110 000 000
	Participations financières de l'État	5 421 152 655
01	Produit des cessions, par l'État, de titres, parts ou droits de sociétés détenus directement	3 225 300 001
02	Reversement de produits, sous toutes formes, résultant des cessions de titres, parts ou droits de sociétés détenus indirectement par l'État	
03	Reversement de dotations en capital et de produits de réduction de capital ou de liquidation	
04	Remboursement de créances rattachées à des participations financières	
05	Remboursements de créances liées à d'autres investissements, de l'État, de nature patrimoniale	180 000 000
06	Versement du budget général	2 015 852 654
	Pensions	69 365 610 595
	Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	66 077 244 637
01	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	4 858 448 372
02	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	6 043 821
03	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	890 091 061
04	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	27 656 152
05	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	70 032 376
06	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom	46 876 895
07	Personnels civils : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension	323 991 541

08	Personnels civils : retenues pour pensions : validation des services auxiliaires : part agent : retenues rétroactives, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC	3 652 820
09	Personnels civils : retenues pour pensions : rachat des années d'études	3 200 000
10	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité	15 490 286
11	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés hors l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité	0
12	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste	116 763 268
14	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres et détachés des budgets annexes	39 411 455
21	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension (hors allocation temporaire d'invalidité)	36 439 171 965
22	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors allocation temporaire d'invalidité)	43 591 903
23	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	6 743 000 838
24	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	125 664 963
25	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	430 570 076
26	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom	279 552 834
27	Personnels civils : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension	1 312 809 951
28	Personnels civils : contributions des employeurs : validation des services auxiliaires : part employeur : complément patronal, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC	6 207 320
32	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste	13 037 079
33	Personnels civils : contributions des employeurs : allocation temporaire d'invalidité	176 530 475
34	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres et détachés des budgets annexes	295 588 784
41	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	1 004 363 258
42	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	105 087
43	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	2 628 899
44	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	1 058 198
45	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	865 764
47	Personnels militaires : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension	63 365 545
48	Personnels militaires : retenues pour pensions : validation des services auxiliaires : part agent : retenues rétroactives, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC	6 249

49	Personnels militaires : retenues pour pensions : rachat des années d'études	1 200 000
51	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	10 531 243 365
52	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	1 212 779
53	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	18 226 573
54	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	7 085 356
55	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	3 091 852
57	Personnels militaires : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension	787 207 477
58	Personnels militaires : contributions des employeurs : validation des services auxiliaires : part employeur : complément patronal, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC	
61	Recettes diverses (administration centrale) : Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) : transfert au titre de l'article 59 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010	432 000 000
62	Recettes diverses (administration centrale) : La Poste : versement de la contribution exceptionnelle de l'Établissement public national de financement des retraites de La Poste	
63	Recettes diverses (administration centrale) : versement du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) au titre de la majoration du minimum vieillesse : personnels civils	1 200 000
64	Recettes diverses (administration centrale) : versement du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) au titre de la majoration du minimum vieillesse : personnels militaires	
65	Recettes diverses (administration centrale) : compensation démographique généralisée : personnels civils	920 000 000
66	Recettes diverses (administration centrale) : compensation démographique généralisée : personnels militaires	0
67	Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels civils	15 000 000
68	Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels militaires	9 000 000
69	Autres recettes diverses	11 000 000
	Ouvriers des établissements industriels de l'État	2 117 942 237
71	Cotisations salariales et patronales	275 607 127
72	Contribution au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE) et au Fonds des rentes d'accident du travail des ouvriers civils des établissements militaires (RATOCÉM)	1 721 720 380
73	Compensations inter-régimes généralisée et spécifique	108 000 000
74	Recettes diverses	12 570 641
75	Autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives	44 089
	Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 170 423 721
81	Financement de la retraite du combattant : participation du budget général	463 983 167
82	Financement de la retraite du combattant : autres moyens	
83	Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : participation du budget général	160 000
84	Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : autres moyens	

85	Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : participation du budget général	603 500
86	Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : autres moyens	
87	Financement des pensions militaires d'invalidité : participation du budget général	617 370 506
88	Financement des pensions militaires d'invalidité : autres moyens	
89	Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : participation du budget général	17 700 000
90	Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : autres moyens	
91	Financement des allocations de reconnaissance des anciens supplétifs : participation du budget général	58 719 010
92	Financement des pensions des anciens agents du chemin de fer franco-éthiopien : participation du budget général	15 641
93	Financement des pensions des sapeurs-pompiers et anciens agents de la défense passive victimes d'accident : participation du budget général	11 813 897
94	Financement des pensions de l'ORTF : participation du budget général	58 000
95	Financement des pensions des anciens agents du chemin de fer franco-éthiopien : autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives	
96	Financement des pensions des sapeurs-pompiers et anciens agents de la défense passive victimes d'accident : autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives	
97	Financement des pensions de l'ORTF : autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives	
98	Financement des pensions de l'ORTF : recettes diverses	
	Total des recettes	77 513 364 357

IV. – COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS

<i>(En euros)</i>		
Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Évaluation pour 2026
	Accords monétaires internationaux	0
01	Remboursements des appels en garantie de convertibilité concernant l'Union monétaire ouest-africaine	
02	Remboursements des appels en garantie de convertibilité concernant l'Union monétaire d'Afrique centrale	
03	Remboursements des appels en garantie de convertibilité concernant l'Union des Comores	
	Avances à l'audiovisuel public	3 878 312 945
01	Recettes	3 878 312 945
	Avances aux collectivités territoriales	135 206 566 623
	Avances aux collectivités et établissements publics, et aux collectivités régies par l'article 74 de la Constitution	0
01	Remboursement des avances de l'article 70 de la loi du 31 mars 1932 et de l'article L. 2336-1 du code général des collectivités territoriales	
02	Remboursement des avances de l'article 14 de la loi n° 46-2921 du 23 décembre 1946 et de l'article L. 2336-2 du code général des collectivités territoriales	
03	Remboursement des avances de l'article 34 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953 (avances spéciales sur recettes budgétaires)	

04	Avances à la Nouvelle-Calédonie (fiscalité nickel)	
05	Remboursement des avances aux collectivités régies par les articles 74 et 76 de la constitution	
11	Remboursement des avances destinées à soutenir la Nouvelle Calédonie	
	Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	135 206 566 623
05	Recettes diverses	62 341 091 732
09	Taxe d'habitation et taxes annexes	3 821 332 659
10	Taxes foncières et taxes annexes	56 701 402 081
11	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	347 694 901
12	Cotisation foncière des entreprises et taxes annexes	11 995 045 250
	Avances remboursables de droits de mutation à titre onéreux destinées à soutenir les départements et d'autres collectivités affectés par les conséquences économiques de l'épidémie de covid-19	0
13	Avances remboursables de droits de mutation à titre onéreux destinées à soutenir les départements et d'autres collectivités affectés par les conséquences économiques de l'épidémie de covid-19	
	Prêts à des États étrangers	432 160 761
	Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	267 855 717
01	Remboursement des prêts accordés à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	267 855 717
	Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	42 805 044
02	Remboursement de prêts du Trésor	42 805 044
	Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers	121 500 000
03	Remboursement de prêts octroyés par l'Agence française de développement	121 500 000
	Prêts aux États membres de la zone euro	0
04	Remboursement des prêts consentis aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro	
	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	159 325 178
	Prêts et avances pour le logement des agents de l'État	0
02	Avances aux agents de l'État pour l'amélioration de l'habitat	
04	Avances aux agents de l'État à l'étranger pour la prise en location d'un logement	
	Prêts pour le développement économique et social	159 325 178
05	Prêts accordés au titre du soutien à la filière nickel	30 000 000
06	Prêts pour le développement économique et social	110 177 446
07	Prêts à la filière automobile	
09	Prêts aux petites et moyennes entreprises	
12	Prêts octroyés dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir	19 147 732
	Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle	0
10	Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle	

	Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la covid-19 ou par le conflit en Ukraine	0
11	Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la covid-19 ou par le conflit en Ukraine	
	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	9 742 110 140
01	Remboursement des avances octroyées au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune	9 000 000 000
03	Remboursement des avances octroyées à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	230 795 799
04	Remboursement des prêts et avances octroyés à des services de l'État	331 655 832
05	Remboursement des avances octroyées au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex	15 000 000
06	Remboursement des prêts octroyés aux exploitants d'aéroports touchés par la crise de covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité	94 658 509
07	Remboursement des prêts octroyés à Île-de-France Mobilités à la suite des conséquences de l'épidémie de covid-19	60 000 000
08	Remboursement des prêts destinés à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) à la suite des conséquences de l'épidémie de Covid-19	
10	Remboursement des prêts octroyés à FranceAgriMer au titre des préfinancements de fonds européens	10 000 000
Total des recettes		149 418 475 647

M. le président. L'amendement n° I-2799, présenté par le Gouvernement, est ainsi libellé :

I. – Dans l'état A, modifier ainsi les évaluations de recettes :

I. Budget général			
<i>(En euros)</i>			
N° de ligne			Évaluation pour 2026
	1. Recettes fiscales		
	1. Impôt net sur le revenu	minorer de	-1 110 200 000
1101-Net	Impôt net sur le revenu	minorer de	-1 110 200 000
	3. Impôt net sur les sociétés	minorer de	-74 900 000
1301-Net	Impôt net sur les sociétés	minorer de	-74 900 000
	4. Autres impôts directs et taxes assimilées	minorer de	-5 417 778 570
1406	Contribution des hauts patrimoines	minorer de	-600 000 000
1407	Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	majorer de	+50 489 406
1429	Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement)	minorer de	-50 000 000
1430	Taxe sur les services numériques	majorer de	+300 000 000
1439	Taxe sur le patrimoine financier	minorer de	-900 000 000
1441	Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises	minorer de	-4 000 000 000
1442	Taxe sur les petits colis	majorer de	+400 000 000
1499	Recettes diverses	minorer de	-618 267 976
	5. Accises sur les énergies	majorer de	+44 694 830

1501	Accises sur les énergies (ex-TICPE)	majorer de	+166 094 830
1502	Accises sur les énergies (ex-TICGN)	minorer de	-60 700 000
1503	Accises sur les énergies (ex-TICFE)	minorer de	-60 700 000
	6. Taxe sur la valeur ajoutée nette	minorer de	-6 526 356 792
1601-Net	Taxe sur la valeur ajoutée nette	minorer de	-6 526 356 792
	7. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	minorer de	-135 183 704
1756	Taxe générale sur les activités polluantes	minorer de	-53 000 000
1761	Taxe et droits de consommation sur les tabacs	majorer de	+11 000 000
1785	Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs)	minorer de	-8 000 000
1789	Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	minorer de	-27 919 994
1798	Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'État en 2010)	majorer de	+881 410
1799	Autres taxes	minorer de	-58 145 120
	8. Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	majorer de	+274 716 000
200NR	Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État, autres que ceux s'appliquant à l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée	majorer de	+274 716 000
	2. Recettes non fiscales		
	1. Dividendes et recettes assimilées	majorer de	+76 600 000
2116	Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	majorer de	+76 600 000
	3. Produits de la vente de biens et services	minorer de	-140 000 000
2399	Autres recettes diverses	minorer de	-140 000 000
	4. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	minorer de	-64 371 610
2403	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	minorer de	-582 620
2409	Intérêts des autres prêts et avances	majorer de	+28 242 000
2499	Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	minorer de	-92 030 990
	6. Divers	majorer de	+162 026 361
2603	Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	majorer de	+194 000 000
2604	Divers produits de la rémunération de la garantie de l'État	minorer de	-1 973 639
2698	Produits divers	minorer de	-30 000 000
	3. Prélèvements sur les recettes de l'État		
	1. Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales	minorer de	-4 397 045 220
3101	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement	minorer de	-5 172 394 431

3107	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	majorer de	+50 000 000
3108	Dotation élu local	majorer de	+59 494 000
3119	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions)	majorer de	+180 766 000
3122	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes)	minorer de	-59 400 000
3145	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	majorer de	+481 689 211
3146	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	majorer de	+800 000
3168	Prélèvement sur les recettes de l'État compensant les retards de versement de la taxe d'aménagement (ligne nouvelle)		-
3169	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité de Corse au titre de la non-indexation sur l'indice des prix à la consommation harmonisé de la dotation de continuité territoriale (ligne nouvelle)	majorer de	+62 000 000
	2. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	minorer de	-341 144 462
3201	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne	minorer de	-341 144 462
Récapitulation des recettes du budget général			
N° de ligne	Intitulé de la recette		
	1. Recettes fiscales	minorer de	-12 945 008 236
1	Impôt net sur le revenu	minorer de	-1 110 200 000
3	Impôt net sur les sociétés	minorer de	-74 900 000
4	Autres impôts directs et taxes assimilées	minorer de	-5 417 778 570
5	Accises sur les énergies	majorer de	+44 694 830
6	Taxe sur la valeur ajoutée nette	minorer de	-6 526 356 792
7	Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	minorer de	-135 183 704
8	Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	majorer de	+274 716 000
	2. Recettes non fiscales	majorer de	+34 254 751
1	Dividendes et recettes assimilées	majorer de	+76 600 000
3	Produits de la vente de biens et services	minorer de	-140 000 000
4	Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	minorer de	-64 371 610
6	Divers	majorer de	+162 026 361
	Total des recettes fiscales et non fiscales (I)	minorer de	-12 910 753 485
	3. Prélèvements sur les recettes de l'État	minorer de	-4 738 189 682

1	Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales	minorer de	-4 397 045 220
2	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	minorer de	-341 144 462
	Total des recettes (I), nettes des prélèvements	minorer de	-8 172 563 803
IV. Comptes de concours financiers			
Numéro de ligne	Intitulé de la recette		
	Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution	majorer de	+300 000 000
	Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	majorer de	+300 000 000
05	Recettes diverses	majorer de	+300 000 000
	Total des recettes	majorer de	+300 000 000

II. – Alinéa 1, tableau

Rédiger ainsi ce tableau :

<i>(En millions d'euros*)</i>	RESSOURCES dont fonctionnement dont investissement			CHARGES dont fonctionnement dont investissement			SOLDE
Budget général							
Recettes fiscales** / dépenses***	359 966	359 966		447 414	417 423	29 990	
Recettes non fiscales	28 730	15 691	13 039				
Recettes totales / dépenses totales	388 696	375 657	13 039	447 414	417 423	29 990	
<i>À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne</i>	<i>73 558</i>	<i>73 558</i>					
Montants nets pour le budget général	315 139	302 100	13 039	447 414	417 423	29 990	-132 275
Évaluation des fonds de concours et des attributions de produits	6 143	4 873	1 269	6 143	4 873	1 269	
Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours	321 281	306 973	14 308	453 556	422 297	31 260	
Budgets annexes							
Contrôle et exploitation aériens	2 774	2 774		2 426	2 149	277	+349
Publications officielles et information administrative	175	175		147	130	17	+28
Totaux pour les budgets annexes	2 949	2 949		2 573	2 279	293	+376

Évaluation des fonds de concours et des attributions de produits :							
- Contrôle et exploitation aériens	45	33	13	45	33	13	
- Publications officielles et information administrative							
Totaux pour les budgets annexes y compris fonds de concours	2 995	2 982	13	2 618	2 312	306	
Comptes spéciaux							
Comptes d'affectation spéciale	77 513	72 092	5 421	77 535	71 834	5 700	-21
Comptes de concours financiers	149 718		149 718	150 140	3 878	146 262	-422
Comptes de commerce (solde)							+1
Comptes d'opérations monétaires (solde)							+110
Solde pour les comptes spéciaux							-332
Solde général							-132 231

III. – Alinéa 4, tableau

Rédiger ainsi ce tableau :

(En milliards d'euros)	
Besoin de financement	
Amortissement de la dette à moyen et long termes	169,9
<i>Dont remboursement du nominal à valeur faciale</i>	167,5
<i>Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)</i>	2,4
Amortissement de la dette reprise de SNCF Réseau	2,5
Amortissement des autres dettes reprises	0,0
Déficit à financer	132,2
Autres besoins de trésorerie	3,0
Total	307,6
Ressources de financement	
Émissions de dette à moyen et long termes nettes des rachats	310,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	0,0
Variation nette de l'encours de titres d'État à court terme	-0,4
Variation des dépôts des correspondants	0,0
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État	0,0
Autres ressources de trésorerie	-2,0
Total	307,6

IV. – En conséquence, alinéa 11

Remplacer le montant :

136,6

par le montant :

142,5

La parole est à Mme la ministre.

Mme Amélie de Montchalin, *ministre de l'action et des comptes publics*. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, j'arrive de l'Assemblée nationale et je suis ravie que vous soyez parvenus à clore la nuit dernière l'examen de la première partie du projet de loi de finances pour 2026.

Au travers de cet amendement, je vous propose de modifier l'article d'équilibre, afin de tirer les conséquences de vos votes sur les articles fiscaux et les articles budgétaires de la première partie, mais aussi d'intégrer toutes les informations nouvelles disponibles à ce jour : les conséquences de l'adoption du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 et de vos votes en première lecture sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026.

Je profite de la présentation de cet amendement pour signaler la nécessité d'une seconde délibération, pour coordination, de l'article liminaire.

En outre, en cas d'adoption en seconde délibération des amendements proposés par la commission des finances, il sera nécessaire de rappeler le présent article d'équilibre. Le principe est le suivant : nous faisons une photo de la situation – c'est ce que je suis présentement en train de faire –, puis des amendements sont mis aux voix dans le cadre d'une seconde délibération, et, en cas d'adoption, nous mettons à jour cette photo.

Ainsi, indépendamment du nouvel article liminaire que je suis susceptible de vous représenter ultérieurement, nous prévoyons à ce stade un déficit budgétaire de 132 milliards d'euros, ce qui représente une dégradation de 8 milliards d'euros par rapport au texte déposé par le Gouvernement, avec, à l'issue de vos votes, une baisse des recettes fiscales nettes de 13 milliards d'euros.

Comment se décompose ce montant ?

Nous notons une diminution de 4 milliards d'euros liée à la suppression de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises ; une baisse de 900 millions d'euros liée à vos votes sur la taxe sur le patrimoine financier, dite taxe holding ; un amoindrissement de 600 millions d'euros en conséquence de l'adoption de l'amendement d'Albéric de Montgolfier et d'autres sénateurs portant réforme de l'impôt sur la fortune immobilière ; une augmentation, en sens inverse, de 900 millions d'euros en raison de la hausse de la taxe sur les petits colis que vous avez décidée, mais dont le rendement est minoré par une affectation partielle, à hauteur de 500 millions d'euros, à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afit France) ; la compression de 1,1 milliard d'euros des recettes de l'impôt sur le revenu, en raison de l'indexation de la première tranche et du maintien partiel de l'exonération des indemnités journalières sur le régime des accidents du travail et maladies professionnelles ; une diminution de 1,1 milliard d'euros liée à la stabilité du rendement des accises sur les énergies, en raison de la réaffectation au budget général de la fraction d'accises dite contribution au service public de l'électricité (CSPE) ; une perte de recettes de

TVA de 6 milliards d'euros, en raison notamment de votre décision de rebudgétiser la TVA des régions ; enfin, des modifications apportées aux taxes affectées, à hauteur de 900 millions d'euros.

Par ailleurs, à l'issue de vos délibérations, les recettes non fiscales sont à peu près stables par rapport à ce que le Gouvernement prévoyait.

Pour finir, il convient de tirer les conséquences de la baisse faciale des prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales à hauteur de 4,4 milliards d'euros. C'est lié à la rebudgétisation de la TVA affectée aux régions à hauteur de 5,2 milliards d'euros à l'adoption de différents amendements qui contribuent à augmenter ces prélèvements, ce qui dégrade le solde budgétaire de 800 millions d'euros.

Telle est donc, à ce stade, compte non tenu des amendements que va présenter M. le rapporteur général dans un instant, la photographie de l'équilibre du budget en fonction de vos votes.

D'où cette nouvelle version de l'article d'équilibre, que je vous soumets.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-François Husson, *rapporteur général de la commission des finances*. L'article d'équilibre fait l'objet d'un amendement du Gouvernement, qui tend à actualiser les prévisions de recettes de l'État, à l'issue de l'examen de la première partie.

Il s'agit de prendre en compte non seulement les votes intervenus dans l'hémicycle sur la première partie du PLF, mais encore les modifications apportées au projet de loi de financement de la sécurité sociale. En effet, il ne vous aura pas échappé, mes chers collègues, qu'un certain nombre d'amendements sur ce texte ont une incidence sur le PLF.

En raison de la réévaluation des recettes en fonction des derniers éléments disponibles, des corrections techniques sont requises. L'actualisation n'est pas négligeable, puisqu'elle pèse sur la prévision de solde. Par exemple, elle réduit de 435 millions d'euros les prévisions de recettes de TVA, mais accroît de 200 millions d'euros les prévisions de recettes au titre du prélèvement sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, à l'issue de l'examen de la première partie du PLF, le déficit budgétaire s'élèverait à 132,4 milliards d'euros, soit une dégradation de 8 milliards d'euros par rapport au texte transmis au Sénat.

En particulier, les recettes fiscales nettes baissent de façon importante ; c'est dû en particulier à une diminution de 5,1 milliards d'euros, liée à la rebudgétisation de la TVA affectée aux régions, ce qui est néanmoins compensé par la réduction à due concurrence d'un prélèvement sur recettes.

En tout état de cause, les dispositions de cet amendement revêtent une nature technique.

Enfin, je tiens à vous remercier, madame la ministre, de nous avoir transmis cet amendement dans les temps – ce n'était plus l'habitude depuis quelque temps –, ce qui nous a permis de l'examiner dans de meilleures conditions qu'au cours des années précédentes. C'est une bonne pratique, je tenais à le souligner.

Sans doute, certains chiffres peuvent être sujets à appréciation, car ils reposent sur des hypothèses de rendement des impositions, mais, je tiens à le dire, nous n'avons relevé aucune différence majeure d'approche à ce stade.

La commission s'en remet donc à la sagesse du Sénat sur cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° I-2799.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble constitué de l'article d'équilibre et de l'état A annexé, modifié.

(L'article 48 et l'état A annexé sont adoptés.)

Demandes de seconde délibération

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Claude Raynal, président de la commission des finances. La commission des finances demande une seconde délibération des articles 3 *sexies*, 11 *sexies*, 11 *septies*, 21 et 36.

M. le président. En application du premier alinéa de l'article 47 *bis*, alinéa 1^{er}, du règlement, la commission demande qu'il soit procédé à une seconde délibération des articles 3 *sexies*, 11 *sexies*, 11 *septies*, 21 et 36.

La seconde délibération est de droit quand elle est demandée par la commission des finances.

La seconde délibération est ordonnée.

La parole est à Mme la ministre.

Mme Amélie de Montchalin, ministre. Le Gouvernement demande, en ce qui le concerne, une seconde délibération de l'article d'équilibre et de l'article liminaire.

Seconde délibération

Article 3 *sexies* (nouveau)

M. le président. Le Sénat a précédemment adopté l'article 3 *sexies* dans cette rédaction :

- ① I. – Il est institué, au titre du premier exercice clos à compter du 31 décembre 2026, une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises procédant au rachat de leurs propres actions en vue de réduire leur capital.
- ② II. – Sont redevables de la contribution exceptionnelle les personnes morales répondant aux deux critères cumulatifs suivants :
 - ③ 1° Elles sont redevables de l'impôt sur les sociétés prévu à l'article 205 du code général des impôts et réalisent un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1 milliard d'euros au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due ou au titre de l'exercice précédent.
 - ④ Le chiffre d'affaires mentionné au premier alinéa du présent II s'entend du chiffre d'affaires réalisé en France par le redevable au cours de l'exercice ou de la période d'imposition, ramené le cas échéant à douze mois, et, pour la société mère d'un groupe mentionné aux articles 223 A ou 223 A *bis* du code général des impôts, de la somme des chiffres d'affaires de chacune des sociétés membres de ce groupe.

⑤ Pour les redevables qui sont placés sous le régime prévu aux mêmes articles 223 A ou 223 A *bis*, la contribution exceptionnelle est due par la société mère ;

⑥ 2° Elles procèdent au rachat de leurs propres actions en vue de réduire leur capital, à l'exclusion des opérations mentionnées au II de l'article 235 *ter* XB du même code. Un décret en Conseil d'État fixe les seuils de rachat de titres, exprimés en pourcentage du capital social, nécessaires à l'application du présent 2°.

⑦ III. – L'assiette de la contribution exceptionnelle est égale à la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due et au titre de l'exercice précédent, calculé sur l'ensemble des résultats imposables aux taux prévus à l'article 219 du code général des impôts, déterminé avant imputation des réductions et crédits d'impôt et des créances fiscales de toute nature.

⑧ Pour les redevables placés sous le régime prévu aux articles 223 A ou 223 A *bis* du même code, la contribution exceptionnelle est assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due et au titre de l'exercice précédent afférent au résultat d'ensemble et à la plus-value nette d'ensemble du groupe définis aux articles 223 B, 223 B *bis* et 223 D dudit code, déterminé avant imputation des réductions et crédits d'impôt et des créances fiscales de toute nature.

⑨ IV. – A. – Pour les redevables dont le chiffre d'affaires au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due et au titre de l'exercice précédent est inférieur à 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 10,3 %.

⑩ Pour les redevables dont le chiffre d'affaires au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due et au titre de l'exercice précédent est supérieur ou égal à 1 milliard d'euros et inférieur à 1,1 milliard d'euros, le taux mentionné au premier alinéa du présent A est multiplié par le rapport entre, au numérateur, la différence entre le plus élevé des deux chiffres d'affaires du redevable et 1 milliard d'euros et, au dénominateur, 100 millions d'euros.

⑪ Le taux déterminé en application de la formule prévue au deuxième alinéa du présent A est exprimé avec deux décimales après la virgule. Le deuxième chiffre après la virgule est augmenté d'une unité si le chiffre suivant est supérieur ou égal à 5.

⑫ B. – Pour les redevables dont le chiffre d'affaires au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due ou au titre de l'exercice précédent est supérieur ou égal à 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 %.

⑬ Pour les redevables dont le chiffre d'affaires au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due et au titre de l'exercice précédent est supérieur ou égal à 3 milliards d'euros et inférieur à 3,1 milliards d'euros, le taux applicable (T) est déterminé à partir du plus élevé des deux chiffres d'affaires exprimé en milliards d'euros (CA) et des taux mentionnés au premier alinéa du A du présent IV (T1) et au premier alinéa du présent B (T2), au moyen de la formule suivante :

⑭
$$T = T1 + (T2 - T1) \times (CA - 3 \text{ milliards d'euros}) / 100 \text{ millions d'euros.}$$

- ⑮ Le taux déterminé en application de la formule prévue au troisième alinéa du présent B est exprimé avec deux décimales après la virgule. Le deuxième chiffre après la virgule est augmenté d'une unité si le chiffre suivant est supérieur ou égal à 5.
- ⑯ V. – Les réductions et crédits d'impôt ainsi que les créances fiscales de toute nature ne sont pas imputables sur la contribution exceptionnelle.
- ⑰ VI. – La contribution exceptionnelle n'est pas admise dans les charges déductibles pour la détermination du résultat imposable.
- ⑱ VII. – La contribution exceptionnelle est établie, contrôlée et recouvrée comme l'impôt sur les sociétés et sous les mêmes garanties et sanctions. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à ce même impôt.
- ⑲ VIII. – A. – La contribution exceptionnelle est payée spontanément au comptable public compétent au plus tard à la date prévue au deuxième alinéa du 2 de l'article 1668 du code général des impôts pour le versement du solde de liquidation de l'impôt sur les sociétés.
- ⑳ B. – La contribution exceptionnelle donne lieu à un versement anticipé à la date prévue pour le paiement du dernier acompte de l'impôt sur les sociétés de l'exercice ou de la période d'imposition. Le montant du versement anticipé est fixé à 98 % du montant de la contribution exceptionnelle estimé au titre de l'exercice ou de la période d'imposition en cours et déterminé selon les modalités prévues au présent article.
- ㉑ Si le montant du versement anticipé est supérieur à la contribution exceptionnelle due au titre de l'exercice ou de la période d'imposition, l'excédent est restitué dans un délai de trente jours à compter de la date mentionnée au A du présent VIII.
- ㉒ C. – L'intérêt de retard prévu à l'article 1727 du code général des impôts et la majoration prévue à l'article 1731 du même code sont appliqués à la différence entre, d'une part, 98 % du montant de la contribution exceptionnelle due au titre d'un exercice et, d'autre part, 98 % du montant de cette contribution estimé au titre du même exercice servant de base au calcul du versement anticipé, sous réserve que cette différence soit supérieure à 20 % du montant de la contribution et à 1,2 million d'euros.
- ㉓ L'intérêt de retard prévu à l'article 1727 dudit code et la majoration prévue à l'article 1731 du même code, déterminés dans les conditions prévues au premier alinéa du présent C, ne s'appliquent pas si le montant estimé de la contribution exceptionnelle a été déterminé à partir du compte de résultat prévisionnel prévu à l'article L. 232-2 du code de commerce, révisé dans les quatre mois suivant l'ouverture du second semestre de l'exercice, avant déduction de l'impôt sur les sociétés. Pour la société mère d'un groupe mentionné aux articles 223 A ou 223 A *bis* du code général des impôts, le compte de résultat prévisionnel s'entend de la somme des comptes de résultat prévisionnels des sociétés membres du groupe.

L'amendement n° A-1, présenté par M. Husson, au nom de la commission des finances, est ainsi libellé :

Supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean-François Husson, rapporteur général de la commission des finances. Mes chers collègues, trois des amendements que la commission vous propose tendent à procéder de la même logique : ils visent tous à revenir sur des dispositions fiscales qui présentent de fortes fragilités juridiques et opérationnelles et qui me semblent donc inopportunes.

Le présent amendement tend ainsi à supprimer l'article 3 *sexies*. Cet article a été inséré dans le PLF à la suite de l'adoption de l'amendement n° I-2527 rectifié *ter* de M. Delcros et de certains de ses collègues, sur lequel la commission des finances et le Gouvernement avaient émis un avis défavorable.

Cet article institue une « contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises procédant au rachat de leurs propres actions en vue de réduire leur capital », contribution qui s'ajouterait à la taxe existante sur les rachats d'actions.

Cet article pose des problèmes de constitutionnalité, car cette surtaxe d'impôt sur les sociétés s'appliquerait dès lors qu'une entreprise procède à un rachat d'actions, sans que le seuil de déclenchement soit précisé et sans qu'il existe un lien entre le fait générateur – le rachat des actions – et la différence de traitement fiscal.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Amélie de Montchalin, ministre. Je partage l'avis de M. le rapporteur général.

Lors de l'examen de l'amendement n° I-2527 rectifié *ter*, j'avais appelé l'attention du Sénat sur un certain nombre de risques concernant l'applicabilité de la mesure. Il me semble utile que votre assemblée, forte de ces éléments, se prononce de manière peut-être plus éclairée sur cette disposition.

Le Gouvernement émet donc un avis favorable sur cet amendement.

M. le président. La parole est à M. Pascal Savoldelli, pour explication de vote.

M. Pascal Savoldelli. Nous arrivons à un moment important du processus budgétaire, car nous sommes en train d'assister à une très nette bascule de la droite sénatoriale vers le dogmatisme budgétaire. (*Exclamations sur les travées du groupe Les Républicains.*)

Chers collègues, l'an dernier, vous aviez supprimé 5 milliards d'euros de recettes dans la première partie du PLF. Cette année, vous en supprimez 8 milliards ou 10 milliards d'euros, si l'on suit bien l'ensemble de nos travaux, soit plus du double, alors même que l'effort en matière de recettes était déjà deux fois plus faible qu'en 2024 dans le texte initial du Gouvernement.

Cette accélération n'a rien d'un incident, elle traduit un choix politique, et je sais que vous l'assumez, chers collègues : ce doublement de la dégradation du solde, après l'examen du PLFSS et de la première partie du PLF, n'est pas une erreur de pilotage. C'est la politique de l'offre, rien que la politique de l'offre, et aucun soutien à la demande.

Cela ne peut avoir qu'une issue : des coupes massives dans les dépenses de l'État, autrement dit une saignée dans les services publics et dans les dépenses en faveur des classes populaires.

Dans le même temps, vous faites un choix tout aussi clair : 6 milliards d'euros restitués aux riches. Jamais sous la V^e République une majorité sénatoriale n'avait poussé aussi loin un geste fiscal à sens unique, n'avait fait un choix

aussi disproportionné, aussi déséquilibré ! C'est un choix plus politique que budgétaire, et vous le faites alors que le Gouvernement risque la censure.

Pendant ce temps-là, rien sur le pacte Dutreil, pourtant au cœur des stratégies d'optimisation patrimoniale, rien non plus sur l'encadrement des grandes niches fiscales, et un renoncement de M. le rapporteur général sur le crédit d'impôt services à la personne (Cisap), alors que des solutions pertinentes émanaient de nombreuses travées de cet hémicycle pour, enfin, maîtriser ce dispositif.

Parce que cette trajectoire met le pays face à un choc d'austérité annoncé, nous voterons contre tous les amendements examinés dans le cadre de cette seconde délibération.

M. le président. La parole est à M. Thierry Cozic, pour explication de vote.

M. Thierry Cozic. Monsieur le rapporteur général, nous siégeons depuis plus d'une semaine, jour et nuit. Nous avons eu des débats pertinents, de qualité, et nous avons pris le temps de nous exprimer, tant dans la majorité que dans l'opposition, sur chaque sujet ; mais ce que vous faites là, avec cette seconde délibération de cinq articles, pose un véritable problème par rapport à la qualité de nos débats.

Je le rappelle, la majorité sénatoriale a coupé près de 8,5 milliards d'euros de recettes dans ce budget particulièrement dur pour les classes les plus modestes et favorable aux plus grandes entreprises et aux plus riches de notre pays. En revenant sur nos délibérations, vous remettez en cause le débat parlementaire, le parlementarisme lui-même.

Ce n'est pas la première fois. L'an dernier, il y avait eu un esclandre après l'examen de la première partie, lorsque le Gouvernement avait demandé une seconde délibération sur vingt-sept dispositions ! Nous avons fait valoir que cela n'était pas juste.

Nous avons eu largement le temps de nous exprimer et, sur chaque vote, chacun s'est prononcé en connaissance de cause.

Il est tout de même incroyable que, après sept jours et plus de soixante-dix heures de débat, l'on remette sur le tapis un certain nombre de dispositions démocratiquement adoptées. Dans l'état dans lequel se trouve le pays et dans la crise politique que nous traversons, c'est un très mauvais signal. Nos concitoyens attendent autre chose de la classe politique. Ces méthodes envoient un signal délétère.

Sur l'ensemble des amendements examinés dans le cadre de la seconde délibération, le groupe SER votera contre, tant pour des raisons de principe que pour des motifs de fond. *(Applaudissements sur des travées du groupe SER.)*

M. le président. La parole est à M. Patrick Kanner, pour explication de vote.

M. Patrick Kanner. Ce n'est plus du parlementarisme rationalisé, c'est du parlementarisme bâillonné ! *(Protestations sur les travées du groupe Les Républicains.)* Eh oui, mes chers collègues !

Les dispositions susceptibles d'être supprimées ont-elles été adoptées par la Haute Assemblée de manière irresponsable, sans que les arguments des uns et des autres aient été pris en compte ?

Il y a eu un vote, en effet ; la majorité et la commission n'ont pas choisi de recourir au scrutin public – dont acte –, mais il y a bel et bien eu un débat et un vote. Nous sommes donc face à une démarche que je qualifierais de revanche.

Madame la ministre, vous dites vouloir éclairer notre vote, mais vous nous demandez surtout de nous faire hara-kiri ! Eh bien, ce sera non !

Et pour ce qui concerne l'inconstitutionnalité supposée de la disposition, le Conseil constitutionnel est là pour s'en inquiéter ; ce n'est pas à vous de le faire, monsieur le rapporteur général. Le Sénat a décidé politiquement que ces dispositions étaient bonnes pour notre pays. En conséquence, nous voterons contre les amendements de seconde délibération.

J'y insiste, mes chers collègues, cette procédure fragilise considérablement le parlementarisme. J'espère donc que, sur de nombreuses travées de cet hémicycle, on assumera la délibération politique forte, utile et éclairée qui a été la nôtre sur l'ensemble des amendements considérés.

Telle est en tout cas la position du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain. *(Applaudissements sur les travées du groupe SER. – M. Thomas Dossus applaudit également.)*

M. le président. La parole est à M. Grégory Blanc, pour explication de vote.

M. Grégory Blanc. Je souhaite exprimer, de manière très solennelle, la position du groupe Écologiste – Solidarité et Territoires sur cette seconde délibération. La question des rachats d'actions est en effet assez symbolique.

L'année dernière, il y a eu, précisément sur cette question, un vote majoritaire en première lecture au Sénat. La disposition insérée a néanmoins été retirée en deuxième lecture, dans les conditions que l'on sait.

Cette année, il y a encore eu sur un vote cette question, et ce vote fut éclairé, puisque, malgré l'avis de Mme la ministre, nous avons confirmé, les uns et les autres, notre volonté de disposer d'une disposition sur cette question au moment de la réunion de la commission mixte paritaire.

Or, cette année, ce n'est pas le Gouvernement qui sollicite une seconde délibération ; le problème politique se pose donc de nature différente. Cette année, c'est M. le rapporteur général et la droite sénatoriale qui sont à l'origine de cette volonté d'effacement d'un vote démocratique, pour des raisons de positionnement politique, mais aussi de positionnement tactique, voire de posture : ce n'est pas sur le fondement d'un problème technique ou juridique que vous nous demandez d'effacer ce vote, monsieur le rapporteur général.

D'ailleurs, si l'argument de l'inconstitutionnalité de certaines dispositions tenait la route, il aurait été tout aussi valable lorsque nous avons débattu de la loi du 26 janvier 2024, dite loi Immigration ; nous savions bien, alors, que certains articles étaient inconstitutionnels, mais vous les avez maintenus dans le texte, mes chers collègues.

À l'Assemblée nationale, c'est un dispositif différent qui a été adopté pour les rachats d'actions ; aussi, vous voulez pouvoir arriver en commission mixte paritaire en affirmant que le Sénat s'oppose à toute disposition sur les rachats d'actions, malgré notre vote majoritaire.

Il ne s'agit donc pas d'une décision technique ; c'est une décision très politique, c'est un coup de force. Vous avez été battus et, parce que vous avez été battus, vous souhaitez changer les règles démocratiques.

Bref, la droite sénatoriale refuse tout compromis et rejette l'idée que le texte budgétaire aboutisse, comme nous l'avons dénoncé dès le début de l'examen de ce projet de loi. *(Applaudissements sur les travées des groupes GEST et SER.)*

M. le président. La parole est à Mme Vanina Paoli-Gagin, pour explication de vote.

Mme Vanina Paoli-Gagin. Le groupe Les Indépendants – République et Territoires votera naturellement pour ces amendements de suppression.

Je souhaite apporter une précision quant au rachat d'actions. Ce sujet est certes politique, mais il est aussi très technique, car l'objectif d'une telle opération pour une entreprise est souvent de permettre aux premiers investisseurs, issus des premiers tours de table, de sortir de l'actionnariat en récupérant des liquidités.

Les mécaniques en jeu peuvent être très pragmatiques. Ils contribuent alors à soutenir l'innovation et le financement des entreprises innovantes de notre économie. Et Dieu sait que nous en avons besoin... (*Applaudissements sur les travées du groupe INDEP.*)

M. le président. La parole est à M. Bernard Delcros, pour explication de vote.

M. Bernard Delcros. Tout d'abord, pour répondre aux propos de Mme Vanina Paoli-Gagin, l'article taxant les rachats d'actions, issu d'un amendement que j'ai défendu et qui a été adopté par le Sénat, ne cible pas tous les rachats d'actions.

Certaines de ces opérations sont en effet justifiées, mais il existe aussi une dérive spéculative de la part de certaines grandes entreprises. L'existence de cette dérive a d'ailleurs été confirmée devant la commission des finances par le ministre Roland Lescure, qui a reconnu qu'il fallait trouver un levier pour y faire face.

Ensuite, je puis entendre que la disposition pose un problème constitutionnel, en raison de l'inégalité de traitement devant l'impôt, mais, si cet outil fiscal n'est pas le bon, trouvons-en un autre! Celui qui a été adopté l'année dernière, à savoir la taxe à 8 % sur les rachats d'actions, n'est pas plus adapté, nous le savons, puisqu'il s'appuie sur la valeur nominale des actions, et non sur leur valeur de marché, ce qui entraîne un très faible rendement et une très faible efficacité.

Je pense que nous sommes d'accord sur l'objectif, madame la ministre. Tâchons donc de trouver l'outil adéquat.

Enfin, on ne peut se réfugier chaque fois derrière un problème de constitutionnalité; le Sénat n'est pas le Conseil constitutionnel.

M. le président. La parole est à M. Emmanuel Capus, pour explication de vote.

M. Emmanuel Capus. J'interviendrai à la fois sur la forme et sur le fond.

Commençons par la forme. L'article 43 du règlement du Sénat prévoit la possibilité d'une seconde délibération. Où est donc le problème? C'est conforme au règlement, aux dispositions que nous nous sommes données, y recourir ne pose aucune difficulté. Nous n'allons pas renoncer, comme le demandaient les communistes et les socialistes au début de l'examen de la première partie, à procéder à de secondes délibérations. Qu'est-ce que c'est que cette histoire!

On a fait de même en exhortant le Gouvernement à renoncer au 49.3, et nous voyons où cela nous a menés (*M. Olivier Paccard s'exclame.*): nous nous retrouvons complètement encalminés, à nous demander comment nous allons faire adopter notre PLFSS et notre PLF.

Les choses sont claires: il existe dans notre règlement un article qui prévoit la possibilité d'une seconde délibération. Dès lors, quand une erreur a été commise, nous procédons à une seconde délibération. C'est la démocratie! Nous ne

sommes pas moins légitimes maintenant que lorsque nous débattions au milieu de la nuit, mes chers collègues. Voilà pour la forme.

J'en viens au fond. J'ai une vraie divergence avec Pascal Savoldelli. L'un de nous doit avoir des problèmes d'audition, car je n'ai pas du tout entendu les mêmes choses que vous, mon cher collègue: nous avons voté un paquet, et même un tombereau, d'impôts nouveaux! Il n'y a pas d'impôts en moins, il y a des impôts en plus: contribution différentielle sur les hauts revenus, taxe sur les holdings, ISF, taxe sur le rachat d'actions, *et cætera, et cætera*.

Nous n'avons pas cessé, nous avons créé au moins une quinzaine de nouveaux impôts, à tel point que nous ne sommes même pas capables de déterminer combien de milliards d'euros d'impôts supplémentaires nous avons décidés! (*Protestations sur les travées des groupes SER, CRCE-K et GEST.*)

M. Grégory Blanc. Moins 13 milliards d'euros!

M. Emmanuel Capus. Non, ce n'est pas vrai, pas moins 13 milliards d'euros! Beaucoup plus que l'année dernière. Arrêtez de mentir! (*Mêmes mouvements, sur les mêmes travées.*) Par rapport à l'année dernière, il s'agit bien de milliards d'euros en plus, pas en moins! Cessez de répéter: « Moins 13 milliards »!

Ainsi, ces secondes délibérations sont d'autant plus nécessaires qu'elles permettent de diminuer quelque peu la pression fiscale. (*Applaudissements sur les travées du groupe INDEP.*)

M. le président. La parole est à Mme Sophie Primas, pour explication de vote.

Mme Sophie Primas. Il faut savoir raison garder, mes chers collègues.

Nous avons déposé 2 700 amendements sur la première partie du projet de loi de finances, et on nous demande une seconde délibération sur cinq d'entre eux, dont deux sont purement techniques; la seconde délibération porte donc, en réalité, sur trois amendements. Voilà de quoi vous vous offusquez. Je le répète, sachons raison garder! (*Protestations sur les travées des groupes SER, CRCE-K et GEST.*)

M. Vincent Éblé. Mais nous avons voté!

Mme Sophie Primas. Nous avons siégé des heures, de jour comme de nuit; c'est notre travail, nous ne nous en plaignons pas, mais il peut arriver que, emportés par l'élan de l'hémicycle, nous prenions une décision spontanée qui ne correspond pas exactement à notre volonté.

Je songe par exemple à la taxe concernant les Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft); l'amendement retiré a été repris par notre collègue Savoldelli, mais, après avoir pris le temps de la réflexion, avec un peu de raison, notre avis a pu évoluer.

M. Pascal Savoldelli. Vous ne voulez pas taxer les Gafam, assumez vos choix politiques!

Mme Sophie Primas. Par ailleurs, notre collègue Capus l'a souligné, en quoi la seconde délibération serait-elle moins démocratique que la première? Elle est prévue par notre règlement. Nous allons nous exprimer de nouveau, et ce second vote ne sera pas moins démocratique que le premier.

M. Vincent Éblé. Nous pouvons voter douze fois, aussi!

Mme Sophie Primas. Nous avons fait des choix politiques, nous les assumons.

Le groupe Les Républicains votera pour ces amendements, dans le cadre de la seconde délibération. (*Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. Jean-Baptiste Lemoyne, pour explication de vote.

M. Jean-Baptiste Lemoyne. Mes chers collègues, il n'y a pas lieu de monter dans les tours en s'offusquant d'une prétendue attaque contre la démocratie parlementaire... Les vieux routiers du Parlement de la commission des finances savent que les secondes délibérations sont un marronnier ; il s'agit d'un procédé classique.

Ce qui varie, en revanche, d'une année sur l'autre, c'est l'intensité de cette deuxième délibération.

M. Pascal Savoldelli. Oui !

M. Jean-Baptiste Lemoyne. Or l'intensité de celle du jour serait de 0,5 sur une échelle qui compterait 10 degrés...

Je vous invite à consulter les archives, mes chers collègues. Je remercie d'ailleurs les excellents rédacteurs du compte rendu intégral, grâce auxquels nous pouvons nous replonger avec délice dans nos discussions passées. J'ai pour ma part consulté les discussions du mois de décembre 2012, lors de l'examen, sous la présidence de M. Jean-Pierre Bel, président du Sénat, du projet de loi de finances pour 2013.

Figurez-vous que, à cette époque, un certain Jérôme Cahuzac, ministre délégué au budget, avait demandé une seconde délibération sur rien de moins que huit articles ; non pas cinq amendements, mais bien huit articles ! En outre – tenez-vous bien, chers collègues –, non seulement il y avait eu une deuxième délibération, mais le Gouvernement avait demandé le vote bloqué, imposant au Sénat de se prononcer sur l'ensemble du texte.

Par conséquent, chers collègues socialistes, avant de mimer l'outrage, je vous invite à consulter l'histoire, en particulier celle que vous avez assumée. (*Vifs applaudissements sur les travées des groupes RDPI, INDEP, UC et Les Républicains.*)

M. Roger Karoutchi. Voilà pour les donneurs de leçons !

M. le président. La parole est à M. Éric Kerrouche, pour explication de vote.

M. Éric Kerrouche. La seconde délibération est en effet une procédure prévue tant par le règlement du Sénat que par celui de l'Assemblée nationale, même si son utilisation est régulièrement dénoncée dans les deux chambres.

Toutefois, ce n'est pas ce que nous critiquons aujourd'hui. Le véritable problème est que, en général, la seconde délibération est une initiative prise par le Gouvernement, contre les assemblées.

M. Grégory Blanc. Exactement !

M. Éric Kerrouche. Voilà la pratique habituelle.

Ce que nous dénonçons aujourd'hui, ce n'est pas le recours général à la seconde délibération, c'est ce que nous vivons actuellement : cette fois-ci, la procédure est utilisée par M. le rapporteur général contre sa propre assemblée. (*Applaudissements sur les travées du groupe SER.*)

M. Patrick Kanner. Très bien !

M. le président. La parole est à Mme Maryse Carrère, pour explication de vote.

Mme Maryse Carrère. Mes chers collègues, nous ne savons toujours pas au juste, alors que nous allons devoir passer au vote, de quoi nous sommes en train de parler, car nous n'avons même pas les éléments nécessaires sous les yeux.

Sur la forme, le groupe du RDSE n'est pas d'accord. Sans doute, nous avons passé des jours et des nuits à débattre dans cet hémicycle, mais il est vrai que la deuxième délibération est un outil réglementaire usuel.

Aujourd'hui, nous allons en effet revenir sur quelques articles. Et si les dispositions visées revêtent en effet un aspect technique, elles ont aussi une dimension très politique.

Aussi, le groupe du RDSE n'y trouve pas son compte : il votera contre ces amendements. (*Applaudissements sur des travées des groupes RDSE et SER.*)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° A-1.

J'ai été saisi de deux demandes de scrutin public émanant, l'une, de la commission des finances et, l'autre, du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain.

Je rappelle que l'avis de la commission est favorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(*Le scrutin a lieu.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 77 :

Nombre de votants	341
Nombre de suffrages exprimés	338
Pour l'adoption	216
Contre	122

Le Sénat a adopté.

En conséquence, l'article 3 *sexies* est supprimé.

Article 11 *sexies* (nouveau)

M. le président. Le Sénat a précédemment adopté l'article 11 *sexies* dans cette rédaction :

- ① Le chapitre III du titre V du livre IV du code des impositions sur les biens et services est complété par une section 6 ainsi rédigée :
- ② « Section 6
- ③ « *Contribution exceptionnelle sur les entreprises relevant du secteur des services numériques*
- ④ « Art. L. 453-84. – Sont soumises à la contribution exceptionnelle sur les entreprises du secteur des services numériques toutes les entreprises, quel que soit leur lieu d'établissement, qui utilisent directement ou indirectement les infrastructures numériques situées sur le territoire national et qui réalisent un chiffre d'affaires mondial consolidé supérieur à 750 millions d'euros et un chiffre d'affaires en France supérieur à 50 millions d'euros au titre des services numériques.
- ⑤ « Art. L. 453-85. – La contribution est assise sur le montant du chiffre d'affaires hors taxes réalisé en France au titre des services numériques. Le taux de la contribution est fixé à 1 %.

- ⑥ « Art. L. 453-86. – Le produit de la contribution est affecté au financement, à la modernisation et à la résilience des réseaux et infrastructures numériques. »

L'amendement n° A-2, présenté par M. Husson, au nom de la commission des finances, est ainsi libellé :

Supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean-François Husson, rapporteur général de la commission des finances. L'article 11 *sexies* résulte de l'adoption d'un amendement, initialement défendu par M. Michallet, qui l'avait qualifié d'amendement d'appel, avant de le retirer. Cette disposition a été reprise par M. Savoldelli.

L'amendement avait pour objet de créer une contribution exceptionnelle sur les entreprises relevant du secteur des services numériques. Il avait été adopté, là encore, malgré les avis défavorables de la commission des finances et du Gouvernement.

Or l'assiette d'une telle contribution, à savoir le chiffre d'affaires hors taxes réalisé en France au titre des services numériques, est mal définie, pour ne pas dire indéfinie, ce qui soulèverait des problèmes juridiques d'application.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Amélie de Montchalin, ministre. Favorable.

M. le président. La parole est à M. Pascal Savoldelli, pour explication de vote.

M. Pascal Savoldelli. Sophie Primas nous a expliqué que, sur cet amendement – proposé, je le rappelle, par l'un de nos collègues Les Républicains –, nous aurions eu un moment d'égarement... Or c'est bien parce que notre groupe l'a trouvé juste qu'il l'a repris.

Je vais vous raconter une anecdote, car l'idée vient de là. En 2018, Éric Bocquet et moi-même rencontrons le patron de Google France. Nous recevons un très bon accueil et parlons de tout. Il nous indique que Google France réalise 447 millions d'euros de chiffre d'affaires et paie 17 millions d'euros d'impôts ; jusque-là, rien de discutable. Puis, il en vient à nous dire que sa société touche 2 milliards d'euros grâce à la publicité, sans acquitter aucun impôt.

M. Grégory Blanc. Et voilà !

M. Pascal Savoldelli. Nous avons repris l'amendement de notre collègue parce qu'il tendait vers plus de justice sociale, parce que Google et compagnie paient trois fois moins d'impôts que tous les autres types d'entreprises en France, de la TPE au grand groupe.

Mes chers collègues, cet amendement avait du sens. Qui peut croire alors que les modifications proposées dans le cadre de la seconde délibération ne sont que de simples ajustements techniques ?

Chacun le reconnaîtra, dès le départ de nos travaux, j'ai posé, au nom du groupe communiste, la question de savoir s'il y aurait une seconde délibération. M. le rapporteur général s'est abstenu de répondre et Mme la ministre a affirmé qu'elle ne souhaitait pas y avoir recours.

D'autres collègues l'ont dit avant moi, il faut nous plier à des règles communes. Nos votes peuvent bien sûr ensuite différer, mais il importe que tout soit mis sur la table dès le départ. C'est une question d'éthique politique ! (MM. Pierre Barros et Thierry Cozic applaudissent.)

M. le président. La parole est à Mme Nathalie Goulet, pour explication de vote.

Mme Nathalie Goulet. Je voterai contre cet amendement de suppression de l'article 11 *sexies*. En effet, en plus de rapporter un peu d'argent, le dispositif proposé aurait permis de mieux réguler un secteur qui est tout de même un véritable Far West.

Je rappelle aux plus jeunes de nos collègues que la seconde délibération présentait autrefois un aspect tout à fait intéressant : c'était à ce moment précis que nous votions la réserve parlementaire.

M. Jean-Baptiste Lemoyne. Exact !

Mme Nathalie Goulet. Désormais, nous supprimons des articles... Le 1^{er} décembre de l'année dernière, la seconde délibération avait porté sur vingt-six articles, relatifs, notamment, à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Certains d'entre vous, mes chers collègues, avaient alors décidé de quitter l'hémicycle. C'était un bien triste dimanche pour notre assemblée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° A-2.

J'ai été saisi de deux demandes de scrutin public émanant, l'une, du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, l'autre, du groupe Les Républicains.

Je rappelle que l'avis du Gouvernement est favorable.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 78 :

Nombre de votants	325
Nombre de suffrages exprimés	322
Pour l'adoption	222
Contre	100

Le Sénat a adopté.

En conséquence, l'article 11 *sexies* est supprimé.

Article 11 septies (nouveau)

M. le président. Le Sénat a précédemment adopté l'article 11 *septies* dans cette rédaction :

- ① I. – Il est institué une contribution sur les revenus publicitaires et les recettes tirées de la valorisation des données des utilisateurs situés en France, due par les entreprises exploitant un service de réseau social en ligne au sens du présent article.
- ② II. – Sont considérés comme services de réseaux sociaux en ligne les services de communication au public en ligne qui :
 - ③ 1° Permettent aux utilisateurs, au moyen d'un compte ou d'un profil, de créer, partager, publier ou diffuser des contenus pouvant être consultés par d'autres utilisateurs ;
 - ④ 2° Organisent des interactions sociales entre utilisateurs, notamment par la consultation, la réaction, la réponse, le commentaire, la mise en relation ou la diffusion en réseau ;

- 5 3° Tirent tout ou partie de leur modèle économique de la diffusion de publicités personnalisées, ciblées ou contextualisées, ou de la collecte, du traitement, de l'analyse ou de la valorisation des données générées par ces interactions ;
- 6 4° Ne relèvent pas de cette définition :
- 7 a) Les services d'intermédiation de vente de biens ou de services ;
- 8 b) Les moteurs de recherche ;
- 9 c) Les services pour lesquels les interactions entre utilisateurs constituent une fonctionnalité accessoire à l'activité principale.
- 10 III. – La contribution est assise :
- 11 1° Sur les revenus tirés de la diffusion en France de publicités personnalisées, ciblées ou contextualisées ;
- 12 2° Sur les recettes provenant de la collecte, du traitement, de l'analyse, de l'exploitation ou de la monétisation des données des utilisateurs situés en France, y compris lorsqu'elles sont réalisées à des fins publicitaires, commerciales ou d'optimisation algorithmique.
- 13 Sont réputés tirés de France, pour l'application du présent III, les revenus ou recettes pour lesquels les utilisateurs dont proviennent les données, interactions, consultations ou segments publicitaires sont situés en France, appréciés notamment au regard :
- 14 a) De l'adresse IP ;
- 15 b) De la localisation du terminal utilisé ;
- 16 c) Des informations associées au compte utilisateur ;
- 17 d) Du ciblage géographique des publicités ;
- 18 e) Ou des paramètres techniques de diffusion.
- 19 IV. – Sont soumises à la contribution les entreprises réalisant un chiffre d'affaires mondial supérieur à 750 millions d'euros et un chiffre d'affaires supérieur à 25 millions d'euros en France au titre des activités mentionnées au III.
- 20 V. – Le taux de la contribution est fixé à 3 % du montant des recettes mentionnées au IV.
- 21 VI. – Un décret précise les modalités de déclaration, de liquidation, de contrôle et de recouvrement de la contribution ainsi que les règles permettant d'identifier les utilisateurs situés en France et les recettes afférentes.

L'amendement n° A-3, présenté par M. Husson, au nom de la commission des finances, est ainsi libellé :

Supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean-François Husson, *rapporteur général de la commission des finances*. Par cet amendement, la commission propose de supprimer l'article 11 *septies*, qui crée une contribution sur les revenus publicitaires et les recettes tirées de la valorisation des données des utilisateurs situés en France.

Cet article avait été introduit dans le projet de loi de finances à la suite de l'adoption d'un amendement déposé sur l'initiative du sénateur Fargeot et de certains de ses collègues, malgré les demandes de retrait de la commission et du Gouvernement.

Là encore, l'assiette a été mal définie. Pour preuve, son produit n'est absolument pas chiffré dans l'amendement à l'article d'équilibre que nous venons d'examiner.

Nous pouvons nous accorder, me semble-t-il, sur le fait que cette nouvelle contribution n'aura pas d'impact sur l'utilisation effective des réseaux sociaux par les Français, notamment, ainsi que le notaient M. Fargeot et un certain nombre d'autres collègues, par la plus jeune génération.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Amélie de Montchalin, *ministre*. Favorable.

M. le président. La parole est à M. Daniel Fargeot, pour explication de vote.

M. Daniel Fargeot. Ma proposition partait d'un constat simple. Les réseaux sociaux captent chaque jour une valeur gigantesque en France : nos données, nos interactions, notre attention ; plus important encore, notre comportement est monétisé. Ils transforment tout cela en revenu publicitaire, mais sans contribuer à la hauteur de l'activité qu'ils réalisent sur notre territoire. Il s'agit là, à mon sens, d'une asymétrie devenue aussi intolérable qu'intenable.

Je le dis très simplement, pour répondre à M. le rapporteur général : les effets des réseaux sociaux peuvent être effectivement destructeurs chez les jeunes. Il est évident qu'une taxation ne résoudrait pas le problème. En revanche, elle imposerait aux entreprises concernées de contribuer au budget de la France, ce qui serait un moindre mal.

Cette contribution, dont le taux avait été fixé à 3 %, était censée taxer les publicités diffusées en France et la valorisation des données des utilisateurs français, un champ aujourd'hui totalement non taxé. Certains s'en émeuvent, au motif qu'une telle taxe, ciblée sur les grands réseaux que sont notamment Facebook, TikTok et Instagram ne plairait pas au président Trump... Est-ce bien sérieux, nom d'un chien ?

Plutôt que de sacrifier notre économie productive, trouvons de nouvelles recettes qui ne l'affecteront pas.

Tel est bien l'objet de cette taxe, au travers de laquelle nous défendons à la fois la justice fiscale, la cohérence économique et la souveraineté numérique. L'Autriche l'a fait ; l'Espagne, qui a bien avancé sur le sujet, est sur le point de faire de même. Si la valeur est créée en France, elle doit être taxée en France ! (*Très bien ! et applaudissements sur les travées du groupe UC.* – *M. Yannick Jadot applaudit également.*)

M. Pascal Savoldelli. Très bien !

M. le président. La parole est à Mme Ghislaine Senée, pour explication de vote.

Mme Ghislaine Senée. L'article 11 *septies* est en effet issu d'un amendement déposé par notre collègue Daniel Fargeot. Lorsqu'il a été débattu dans l'hémicycle, nous avons tous pris la parole pour dire que nous partagions sa position. Cette seconde délibération met à mal ce que nous avons vécu alors, d'autant qu'elle a été demandée, non pas par le Gouvernement, mais par M. le rapporteur général.

Je rappelle que Mme la ministre s'était engagée devant nous à ne pas présenter de demande de seconde délibération. Nous avions d'ailleurs très mal vécu celle qui, l'année dernière, avait frappé de nombreux articles et affecté l'examen des différentes missions budgétaires en seconde partie du projet de loi de finances.

Il est déjà choquant que M. le rapporteur général finisse par demander à sa majorité d'abandonner consciemment, politiquement, une délibération qui a été portée par notre

assemblée. Mais ce qui me choque le plus, mes chers collègues, c'est d'entendre dire qu'il peut nous arriver, lorsque les débats s'allongent, de faire des erreurs.

Le groupe Écologiste – Solidarité et Territoires est un petit groupe : nous sommes seize en tout et pour tout, et nous nous relayons, nuit et jour, pour assumer pleinement nos votes. Vous, vous êtes 160 dans la majorité et vous allez nous faire croire que vous n'arrivez pas à vous relayer ? (*Protestations sur les travées du groupe Les Républicains.*)

Nous votons de manière pleine et entière, en toute conscience. Je ne puis laisser sous-entendre le contraire. En tout cas, de notre côté, nous nous organisons pour le faire. (*Très bien ! et applaudissements sur les travées du groupe GEST. – MM. Serge Méryllou et Jean-Marc Vayssouze-Faure applaudissent également.*)

M. le président. La parole est à Mme Nathalie Goulet, pour explication de vote.

Mme Nathalie Goulet. L'ensemble du groupe Union Centriste soutient la proposition qu'a fait adopter notre collègue Daniel Fargeot au travers de son amendement. Il votera donc contre l'amendement de la commission présenté dans le cadre de cette seconde délibération.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° A-3.

J'ai été saisi de deux demandes de scrutin public émanant, l'une, du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, l'autre, du groupe Les Républicains.

Je rappelle que l'avis du Gouvernement est favorable.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(*Le scrutin a lieu.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 79 :

Nombre de votants	341
Nombre de suffrages exprimés	340
Pour l'adoption	166
Contre	174

Le Sénat n'a pas adopté. (*Très bien ! et applaudissements sur les travées des groupes UC, RDSE, GEST, SER et CRCE-K.*)

M. Yannick Jadot. Fargeot président ! (*Sourires.*)

Article 21

M. le président. Le Sénat a précédemment adopté l'article 21 dans cette rédaction :

- ① I. – Le code des impositions sur les biens et services est ainsi modifié ;
- ② 1° Au premier alinéa de l'article L. 132-2, après le mot : « année », sont insérés les mots : « suivant celle du premier jour de la période pour laquelle la loi a, en dernier lieu, fixé sa valeur » ;
- ③ 2° Le chapitre III du titre III du livre IV, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, est ainsi modifié :
- ④ a) Au début, est ajoutée une section 1 ainsi rédigée :

« Section 1

« Dispositions communes

- ⑦ « Art. L. 433-1. – Le déchet, le déchet dangereux et le déchet non dangereux s'entendent au sens respectivement des 1, 2 et 2 bis de l'article 3 de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.
- ⑧ « Toutefois, n'est pas qualifié de déchet ou de déchet dangereux le déchet radioactif métallique au sens de l'article L. 433-2 du présent code.
- ⑨ « Le combustible solide de récupération s'entend du déchet non dangereux solide qui est composé de déchets triés de manière à en extraire la fraction valorisable sous forme de matière puis préparé pour être utilisé comme combustible, dans des conditions déterminées par décret.
- ⑩ « Art. L. 433-2. – La matière radioactive s'entend au sens du troisième alinéa de l'article L. 542-1-1 du code de l'environnement.
- ⑪ « Le déchet radioactif métallique s'entend du bien métallique qui est un déchet radioactif au sens du cinquième alinéa du même article L. 542-1-1.
- ⑫ « Art. L. 433-3. – L'installation classée autorisée s'entend de l'installation mentionnée à l'article L. 511-1 du code de l'environnement soumise à autorisation en application de l'article L. 512-1 du même code.
- ⑬ « Art. L. 433-4. – Le transfert transfrontalier de déchets s'entend de celui auquel s'applique le règlement relatif aux transferts de déchets, conformément à l'article 2 de ce règlement, à l'exception des transferts entre la France et Monaco.
- ⑭ « Le règlement relatif aux transferts de déchets s'entend du règlement (UE) 2024/1157 du Parlement européen et du Conseil du 11 avril 2024 relatif aux transferts de déchets, modifiant les règlements (UE) n° 1257/2013 et (UE) 2020/1056 et abrogeant le règlement (CE) n° 1013/2006.
- ⑮ « Un transfert transfrontalier de déchets est réputé intervenir à la date figurant sur le document de mouvement adressé aux autorités compétentes du pays d'expédition en application de l'article 4 du même règlement ou, à défaut, à la date à laquelle les déchets quittent le territoire national.
- ⑯ « Art. L. 433-5. – La valorisation s'entend au sens du seizième alinéa de l'article L. 541-1-1 du code de l'environnement.
- ⑰ « La valorisation matière s'entend au sens du dernier alinéa du même article L. 541-1-1.
- ⑱ « Art. L. 433-6. – L'opération irrégulière de traitement de déchets ou de déchets radioactifs métalliques s'entend :
- ⑲ « 1° De la réception de déchets ou de déchets radioactifs métalliques effectuée dans une installation ne disposant pas de l'autorisation mentionnée à l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- ⑳ « 2° De la réception de déchets ou de déchets radioactifs métalliques qui méconnaît les prescriptions de l'autorisation mentionnée au même article L. 512-1 relatives aux catégories de déchets et aux traitements

associés, à l'origine géographique des déchets, à la période d'exploitation de l'installation ou à ses limites de capacités, annuelles ou totales ;

21 « 3° Du transfert de déchets en vue d'une réception effectuée en méconnaissance de la réglementation équivalente à celle mentionnée aux 1° ou 2° du présent article et applicable au lieu de destination ;

22 « 4° Du transfert de déchets effectué en méconnaissance du règlement relatif aux transferts de déchets ou, le cas échéant, du II de l'article L. 541-40 du code de l'environnement. » ;

23 b) Sont ajoutées des sections 3 à 6 ainsi rédigées :

24 « Section 3

25 « **Taxe sur les déchets radioactifs métalliques stockés et autres déchets métalliques stockés avec ces derniers**

26 « Art. L. 433-32. – Les règles relatives à la taxe sur les déchets radioactifs métalliques stockés et autres déchets métalliques stockés avec ces derniers sont déterminées par le titre I^{er} du livre I^{er}, par le titre I^{er} du présent livre et par la présente section.

27 « Art. L. 433-33. – Est soumise à la taxe, sous réserve de l'article L. 433-35, la réception en vue de leur stockage de déchets métalliques et de déchets radioactifs métalliques dans une installation taxable au sens de l'article L. 433-34.

28 « Art. L. 433-34. – L'installation taxable s'entend de l'installation qui répond aux conditions suivantes :

29 « 1° Elle est autorisée et classée au titre du stockage de déchets pouvant contenir des substances radioactives autres que celles d'origine naturelle ou des substances radioactives d'origine naturelle dont l'activité en radionucléides naturels des chaînes de l'uranium et du thorium est supérieure à 20 becquerels par gramme ;

30 « 2° Elle est située sur le territoire de taxation mentionné à l'article L. 411-5.

31 « Art. L. 433-35. – Est exemptée la réception de déchets radioactifs métalliques issus d'une valorisation de matière radioactive.

32 « Le premier alinéa n'est pas applicable lorsque l'opération est irrégulière.

33 « Art. L. 433-36. – Est exemptée la réception des déchets mentionnés au paragraphe 3 de la sous-section 1 de la section 4 du présent chapitre.

34 « Art. L. 433-37. – Le fait générateur de la taxe est constitué par l'opération mentionnée à l'article L. 433-33.

35 « Art. L. 433-38. – Le montant de la taxe est égal, pour chaque réception constitutive d'un fait générateur, au produit des facteurs suivants :

36 « 1° La masse des déchets métalliques et des déchets radioactifs métalliques ;

37 « 2° Le tarif mentionné à l'article L. 433-39, majoré dans les conditions prévues à l'article L. 433-40 lorsque l'opération est irrégulière.

38 « Le tarif et la majoration mentionnés au 2° du présent article sont indexés sur l'inflation dans les conditions mentionnées au chapitre II du titre III du livre I^{er}.

Le montant révisé est arrondi au centième d'euro par tonne. La révision ultérieure est réalisée à partir du montant non arrondi.

39 « Art. L. 433-39. – Le tarif est égal à 366,80 euros par tonne.

40 « Art. L. 433-40. – Lorsque l'opération est irrégulière, le tarif est majoré, en 2026, de 200 euros par tonne.

41 « Art. L. 433-41. – Est redevable de la taxe la personne qui est titulaire de l'autorisation de l'installation où intervient la réception mentionnée à l'article L. 433-33 ou, en l'absence d'autorisation, la personne qui exploite cette installation.

42 « Art. L. 433-42. – Un décret détermine les conditions dans lesquelles le redevable tient un registre des déchets qu'il réceptionne.

43 « Art. L. 433-43. – La taxe est acquittée au moyen d'acomptes.

44 « Section 4

45 « **Taxe sur les déchets mis en décharge**

46 « Sous-section 1

47 « Champ d'application

48 « Art. L. 433-44. – Les règles relatives au champ d'application de la taxe sur les déchets mis en décharge sont déterminées par le titre I^{er} du livre I^{er}, par le titre I^{er} du livre IV et par la présente sous-section.

49 « Paragraphe 1

50 « Dispositions générales

51 « Art. L. 433-45. – Sont soumises à la taxe, sous réserve de l'article L. 433-46, les opérations suivantes :

52 « 1° La réception de déchets en vue de leur stockage dans une installation classée autorisée au titre du stockage de déchets située sur le territoire de taxation mentionné à l'article L. 433-47 ;

53 « 2° Le transfert transfrontalier de déchets en vue de leur stockage depuis le territoire de taxation à destination d'une installation située hors de ce territoire et soumise à une réglementation équivalente à l'autorisation mentionnée au 1° du présent article.

54 « Art. L. 433-46. – Ne sont pas soumises à la taxe les opérations suivantes :

55 « 1° La réception de déchets dans une installation exemptée en application du paragraphe 2 ;

56 « 2° La réception de déchets exemptés en application du paragraphe 3 ;

57 « 3° Le transfert transfrontalier de déchets, lorsque l'installation de destination ou les déchets transférés sont exemptés.

58 « Le présent article n'est pas applicable lorsque l'opération est irrégulière.

59 « Art. L. 433-47. – Le territoire de taxation comprend, outre le territoire unique mentionné à l'article L. 411-5, le territoire de Monaco.

60 « Paragraphe 2

61 « Installations exemptées

62 « Art. L. 433-48. – Est exemptée l'installation exclusivement utilisée pour stocker les déchets que la personne exploitant cette installation produit.

63 « Art. L. 433-49. – Est exemptée l'installation d'injection d'effluents industriels autorisée en application de l'article 84 de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

64 « *Paragraphe 3*

65 « *Déchets exemptés*

66 « Art. L. 433-50. – Sont exemptés :

67 « 1° Le déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine ;

68 « 2° Le déchet de matériaux de construction et d'isolation contenant de l'amiante ainsi que le déchet d'équipement de protection individuelle et de moyens de protection collective pollués par des fibres d'amiante ;

69 « 3° Le déchet issu d'une collecte séparée ou d'un tri dont la valorisation matière est interdite ou dont l'élimination est prescrite, sauf lorsqu'il a été mélangé intentionnellement postérieurement à des déchets qui ne répondent pas à cette condition. Un arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'environnement détermine les catégories de déchets concernés ;

70 « 4° Lorsque le déplacement des déchets participe de la bonne gestion des stocks de déchets présents sur le territoire national, dans les conditions déterminées par décret, le déchet en provenance d'une installation classée autorisée au titre du stockage des déchets ou d'un dépôt de déchets dont l'existence n'est pas aisément imputable à une ou plusieurs personnes déterminées, notamment en cas de catastrophe naturelle.

71 « Art. L. 433-51. – Sont exemptés :

72 « 1° Le déchet destiné à faire l'objet d'une valorisation matière ;

73 « 2° Le résidu dangereux d'une valorisation matière performante de terres polluées stocké à proximité du lieu de la valorisation. Un arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'environnement détermine les catégories de terres polluées, les critères et niveaux de performance de la valorisation, les seuils limites d'émissions de polluants dans l'air que celle-ci induit et les conditions de proximité entre le stockage du résidu et le lieu de la valorisation.

74 « Art. L. 433-52. – Sont exemptés :

75 « 1° Le déchet non dangereux qui répond aux conditions suivantes :

76 « a) Il est extrait des matières solides issues du traitement thermique de déchets ayant fait l'objet d'une réception soumise à la taxe sur les déchets incinérés mentionnée à l'article L. 433-73 ou à une mesure équivalente sur un territoire étranger ;

77 « b) Il répond aux critères déterminés par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'environnement caractérisant l'impossibilité technique de toute valorisation ;

78 « 2° Le déchet dangereux issu du traitement thermique de déchets ayant fait l'objet d'une réception soumise à la taxe sur les déchets incinérés mentionnée à l'article L. 433-7 ou à une mesure équivalente sur un territoire étranger.

79 « *Sous-section 2*

80 « *Fait générateur*

81 « Art. L. 433-53. – Les règles relatives au fait générateur de la taxe sur les déchets mis en décharge sont déterminées par le titre II du livre I^{er} et par la présente sous-section.

82 « Art. L. 433-54. – Le fait générateur de la taxe est constitué par l'opération mentionnée à l'article L. 433-45.

83 « *Sous-section 3*

84 « *Montant*

85 « Art. L. 433-55. – Les règles relatives au montant de la taxe sur les déchets mis en décharge sont déterminées par le titre III du livre I^{er} et par la présente sous-section.

86 « *Paragraphe 1*

87 « *Dispositions générales*

88 « Art. L. 433-56. – Le montant de la taxe est égal, pour chaque réception ou transfert transfrontalier constitutif d'un fait générateur, au produit des facteurs suivants :

89 « 1° La masse des déchets ;

90 « 2° Le tarif mentionné à l'article L. 433-57, majoré dans les conditions prévues à l'article L. 433-58 lorsque l'opération est irrégulière.

91 « Ce tarif et cette majoration sont indexés sur l'inflation dans les conditions définies au chapitre II du titre III du livre I^{er}. Le montant révisé est arrondi au centième d'euro par tonne. La révision ultérieure est réalisée à partir du montant non arrondi.

92 « Art. L. 433-57. – Le tarif, exprimé en euro par tonne et déterminé en fonction de la dangerosité des déchets, de l'année civile considérée et, le cas échéant, à compter de 2027, de l'application de l'indexation mentionnée au dernier alinéa de l'article L. 433-56, est le suivant :

93

«

(En euros par tonne)					
Dangerosité des déchets	Tarif en 2026	Tarif en 2027	Tarif en 2028	Tarif en 2029	Tarif en 2030
Non dangereux	69	73	77	81	85

Dangereux	30,36	indexation	indexation	indexation	indexation
94	« Art. L. 433-58. – Lorsque l'opération est irrégulière, le tarif est majoré de 200 euros par tonne en 2026.				
95	« <i>Paragraphe 2</i>				
96	« <i>Dispositions particulières</i>				
97	« Art. L. 433-59. – Pour les déchets réceptionnés dans une installation classée autorisée au titre du stockage de déchets non dangereux et qui assure le traitement de déchets des ménages ou assimilés, le tarif peut faire l'objet d'une majoration dont le montant est déterminé par la commune ou les communes mentionnées à l'article L. 2333-92 du code général des collectivités territoriales dans la limite de 2 euros par tonne.				
98	« La majoration est fixée pour chaque année civile au plus tard le 14 octobre de l'année précédente.				
99	« Art. L. 433-60. – Par dérogation à l'article L. 433-57, lorsque la réception de déchets non dangereux intervient en Guyane dans une installation qui n'est pas accessible par voie terrestre, le tarif est égal à 3 euros par tonne.				
100	« Le dernier alinéa de l'article L. 433-56 n'est pas applicable à ce tarif.				
101	« Art. L. 433-61. – Lorsque l'opération intervient en Corse, le tarif mentionné à l'article L. 433-57 pour les déchets non dangereux est minoré de 20 %.				
102	« Art. L. 433-62. – Lorsque l'opération intervient sur le territoire d'une collectivité relevant de l'article 73 de la Constitution, le tarif mentionné à l'article L. 433-57 pour les déchets non dangereux est minoré d'une proportion comprise entre 20 % et 80 %.				
103	« La proportion mentionnée au premier alinéa du présent article est déterminée par arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de l'outre-mer et de l'environnement en fonction de l'ampleur des investissements éligibles en cours ou engagés en faveur du tri ou de la valorisation des déchets.				
104	« Par dérogation au même premier alinéa, le tarif est nul dans le Département de Mayotte.				
105	« <i>Sous-section 4</i>				
106	« <i>Exigibilité</i>				
107	« Art. L. 433-63. – Les règles relatives à l'exigibilité de la taxe sur déchets mis en décharge sont déterminées par le titre IV du livre I ^{er} .				
108	« <i>Sous-section 5</i>				
109	« <i>Personnes soumises à l'obligation fiscale</i>				
110	« Art. L. 433-64. – Les règles relatives aux personnes soumises à l'obligation fiscale pour la taxe sur les déchets mis en décharge sont déterminées par le titre VI du livre I ^{er} et par la présente sous-section.				
111	« Art. L. 433-65. – Est redevable de la taxe :				
112	« 1° Le titulaire de l'autorisation de l'installation où intervient la réception mentionnée au 1° de l'article L. 433-45 ou, en l'absence d'autorisation, la personne qui exploite l'installation ;				
113	« 2° La personne qui, au sens du 7 de l'article 3 du règlement relatif aux transferts, organise le transfert transfrontalier de déchets mentionné au 2° de l'article L. 433-45 du présent code.				
114	« Art. L. 433-66. – Le redevable est soumis à une obligation de représentation fiscale dans les conditions définies au chapitre II du titre V du livre I ^{er} .				
115	« <i>Sous-section 6</i>				
116	« <i>Constatation de la taxe</i>				
117	« Art. L. 433-67. – Les règles relatives à la constatation de la taxe sur les déchets mis en décharge sont déterminées par le titre VI du livre I ^{er} et par la présente sous-section.				
118	« Art. L. 433-68. – Un décret détermine les conditions dans lesquelles le redevable tient un registre des déchets qu'il réceptionne ou transfère.				
119	« <i>Sous-section 7</i>				
120	« <i>Païement de la taxe</i>				
121	« Art. L. 433-69. – Les règles relatives au paiement de la taxe sur les déchets mis en décharge sont déterminées par le titre VI du livre I ^{er} et par la présente sous-section.				
122	« Art. L. 433-70. – La taxe est acquittée au moyen d'acomptes.				
123	« <i>Sous-section 8</i>				
124	« <i>Contrôle, recouvrement et contentieux</i>				
125	« Art. L. 433-71. – Les règles relatives au contrôle, au recouvrement et au contentieux de la taxe sur les déchets mis en décharge sont déterminées par :				
126	« 1° Le titre VIII du livre I ^{er} ;				
127	« 2° Pour la majoration mentionnée à l'article L. 433-59, l'article L. 2333-95 du code général des collectivités territoriales.				
128	« <i>Sous-section 9</i>				
129	« <i>Affectation</i>				
130	« Art. L. 433-72. – Les règles relatives à l'affectation de la majoration mentionnée à l'article L. 433-59 sont déterminées par le 9° du b de l'article L. 2331-3 du code général des collectivités territoriales.				
131	« <i>Section 5</i>				
132	« <i>Taxe sur les déchets incinérés</i>				
133	« <i>Sous-section 1</i>				
134	« <i>Champ d'application</i>				
135	« Art. L. 433-73. – Les règles relatives au champ d'application de la taxe sur les déchets incinérés sont déterminées par le titre I du livre I ^{er} , par le titre I ^{er} du livre IV et par la présente sous-section.				
136	« <i>Paragraphe 1</i>				
137	« <i>Dispositions générales</i>				
138	« Art. L. 433-74. – Sont soumises à la taxe, sous réserve de l'article L. 433-75, les opérations suivantes :				
139	« 1° La réception de déchets en vue de leur traitement thermique dans une installation classée autorisée au titre du traitement thermique de déchets située sur le territoire de taxation mentionné à l'article L. 433-76 ;				

- 140 « 2° Le transfert transfrontalier de déchets en vue de leur traitement thermique depuis le territoire de taxation à destination d'une installation située hors de ce territoire et soumise à une réglementation équivalente à celle en application de laquelle l'autorisation mentionnée au 1° du présent article est délivrée.
- 141 « Art. L. 433-75. – Ne sont pas soumises à la taxe les opérations suivantes :
- 142 « 1° La réception de déchets dans une installation exemptée en application du paragraphe 2 ;
- 143 « 2° La réception de déchets exemptés en application du paragraphe 3 ;
- 144 « 3° Le transfert transfrontalier de déchets, lorsque l'installation de destination ou les déchets transférés sont exemptés.
- 145 « Le présent article n'est pas applicable lorsque l'opération est irrégulière.
- 146 « Art. L. 433-76. – Le territoire de taxation comprend, outre le territoire unique mentionné à l'article L. 411-5, le territoire de Monaco.
- 147 « *Paragraphe 2*
- 148 « *Installations exemptées*
- 149 « Art. L. 433-77. – Est exemptée l'installation exclusivement utilisée pour incinérer les déchets que la personne exploitant cette installation produit.
- 150 « Art. L. 433-78. – Est exemptée, pour les déchets non dangereux, l'installation classée autorisée au titre de la co-incinération.
- 151 « Art. L. 433-78-1 (nouveau). – Est exemptée, pour les déchets non dangereux, l'installation classée de valorisation énergétique par traitement thermique des déchets dans laquelle :
- 152 « 1° L'intégralité des gaz de procédé est soit captée et confinée en vue de sa valorisation matière ou énergétique, soit réintégrée au cycle de production ;
- 153 « 2° L'installation ne procède à aucun rejet atmosphérique direct de fumées et de gaz de combustion susceptibles de contenir les substances polluantes soumises aux valeurs limites d'émission dans l'air applicables aux installations d'incinération ou de co-incinération de déchets énumérées dans l'annexe VI de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution).
- 154 « *Paragraphe 3*
- 155 « *Déchets exemptés*
- 156 « Art. L. 433-79. – Est exempté le déchet mentionné aux 2° à 4° de l'article L. 433-50.
- 157 « Art. L. 433-80. – Est exempté le déchet destiné à faire l'objet de l'une des opérations de valorisation suivantes :
- 158 « 1° Une valorisation matière ;
- 159 « 2° La production d'électricité distribuée par le réseau des collectivités régies par l'article 73 de la Constitution ;
- 160 « 3° Une transformation en un combustible qui est destiné :
- 161 « a) À cesser d'être un déchet en application de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement ;
- 162 « b) À l'utilisation dans une installation classée autorisée au titre de la co-incinération ;
- 163 « 4° Pour les hydrocarbures, un traitement thermique dans le cadre duquel n'intervient aucune combustion ;
- 164 « 5° Pour les combustibles solides de récupération, une combustion aux fins de la production de chaleur, d'électricité ou de gaz bas-carbone au sens de l'article L. 447-1 du code de l'énergie.
- 165 « Art. L. 433-81. – Est exempté le déchet soumis à l'accise sur les énergies en application des 1° ou 2° de l'article L. 312-2.
- 166 « *Sous-section 2*
- 167 « *Fait générateur*
- 168 « Art. L. 433-82. – Les règles relatives au fait générateur de la taxe sur les déchets incinérés sont déterminées par le titre II du livre I^{er} et par la présente sous-section.
- 169 « Art. L. 433-83. – Le fait générateur de la taxe est constitué par l'opération mentionnée à l'article L. 433-74.
- 170 « *Sous-section 3*
- 171 « *Montant*
- 172 « Art. L. 433-84. – Les règles relatives au montant de la taxe sur les déchets incinérés sont déterminées par le titre III du livre I^{er} et par la présente sous-section.
- 173 « *Paragraphe 1*
- 174 « *Dispositions générales*
- 175 « Art. L. 433-85. – Le montant de la taxe est égal, pour chaque réception ou transfert transfrontalier constitutif d'un fait générateur, au produit des facteurs suivants :
- 176 « 1° La masse des déchets ;
- 177 « 2° Le tarif mentionné à l'article L. 433-86, majoré dans les conditions prévues à l'article L. 433-88 lorsque l'opération est irrégulière.
- 178 « Ce tarif et cette majoration sont indexés sur l'inflation dans les conditions définies au chapitre II du titre III du livre I^{er}. Le montant révisé est arrondi au centième d'euro par tonne. La révision ultérieure est réalisée à partir du montant non arrondi.
- 179 « Art. L. 433-86. – Le tarif, exprimé en euro par tonne et déterminé en fonction de la dangerosité des déchets, de la performance de l'installation au sens de l'article L. 433-87, de l'année civile considérée et, le cas échéant, à compter de 2027, de l'application de l'indexation mentionnée au dernier alinéa de l'article L. 433-85, est le suivant :
- 180

«

(En euros par tonne)						
Dangerosité des déchets	Performance de l'installation	Tarif en 2026	Tarif en 2027	Tarif en 2028	Tarif en 2029	Tarif en 2030
Non dangereux	De 65 % à 100 %	19	23	27	31	35
	Inférieure à 65 %	30	38	47	56	65
Dangereux	-	15,18	indexation	indexation	indexation	indexation

181 « Art. L. 433-87. – Pour l'application de la présente section, la performance d'une installation s'entend de sa capacité, par le traitement thermique des déchets, à produire efficacement de l'énergie susceptible d'être utilisée.

182 « Cette production est réputée débiter au moment de la notification au représentant de l'État dans le département de la date de mise en service des équipements qui permettent la production de l'énergie.

183 « La performance est égale au rendement énergétique de cette opération, déterminé par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'environnement. Toutefois, elle est réputée être nulle lorsque l'opération est irrégulière.

184 « Art. L. 433-88. – Lorsque l'opération est irrégulière, le tarif est majoré de 200 euros par tonne en 2026.

185 « *Paragraphe 2*

186 « *Dispositions particulières*

187 « Art. L. 433-89. – Pour les déchets réceptionnés dans une installation classée autorisée au titre du traitement thermique de déchets non dangereux, le tarif

mentionné au 2° de l'article L. 433-85 est déterminé dans les conditions prévues à l'article L. 433-90 pour le déchet non dangereux qui répond aux conditions suivantes :

188 « 1° Il est réceptionné par une installation dont la performance est au moins égale à 70 %, sans que cette opération soit irrégulière ;

189 « 2° Il s'agit du résidu d'une opération de tri de déchets ayant fait l'objet d'une collecte séparée, au sens du vingtième alinéa de l'article L. 541-1-1 du code de l'environnement, ayant pour objet de séparer les déchets susceptibles de faire l'objet d'une valorisation matière et répondant aux critères de performance déterminés par arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'environnement.

190 « Art. L. 433-90. – Le tarif applicable aux résidus de tri performant mentionné à l'article L. 433-89, exprimé en euro par tonne et déterminé en fonction de l'année civile considérée, est le suivant :

191

«

(En euros par tonne)				
Tarif en 2026	Tarif en 2027	Tarif en 2028	Tarif en 2029	Tarif en 2030
8	8,5	9	9,5	10

192 « Art. L. 433-91. – Pour les déchets réceptionnés dans une installation classée autorisée au titre du traitement thermique de déchets non dangereux et qui assure le traitement de déchets des ménages et assimilés, le tarif mentionné au 2° de l'article L. 433-85 peut faire l'objet d'une majoration dont le montant est déterminé par la commune ou les communes mentionnées à l'article L. 2333-92 du code général des collectivités territoriales dans la limite de 2 euros par tonne.

193 « La majoration est fixée pour chaque année civile au plus tard le 14 octobre de l'année précédente.

194 « Art. L. 433-92. – Lorsque l'opération intervient en Corse, le tarif mentionné au 2° de l'article L. 433-85 est minoré de 20 % pour les déchets non dangereux.

195 « Art. L. 433-93. – Lorsque l'opération intervient sur le territoire d'une collectivité relevant de l'article 73 de la Constitution, le tarif mentionné au 2° de l'article L. 433-85 est minoré d'une proportion comprise entre 20 % et 80 % pour les déchets non dangereux.

196 « La proportion mentionnée au premier alinéa du présent article est déterminée par arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de l'outre-mer et de l'environnement en fonction de l'ampleur des investissements éligibles en cours ou engagés en faveur du tri ou de la valorisation des déchets.

197 « Par dérogation au même premier alinéa, le tarif est nul dans le Département de Mayotte.

198 « *Sous-section 4*

199 « *Exigibilité*

200 « Art. L. 433-94. – Les règles relatives à l'exigibilité de la taxe sur déchets incinérés sont déterminées par le titre IV du livre I^{er}.

201 « *Sous-section 5*

202 « *Personnes soumises à l'obligation fiscale*

203 « Art. L. 433-95. – Les règles relatives aux personnes soumises à l'obligation fiscale pour la taxe sur les déchets incinérés sont déterminées par le titre VI du livre I^{er} et par la présente sous-section.

204 « Art. L. 433-96. – Est redevable de la taxe :

205 « 1° Le titulaire de l'autorisation de l'installation où intervient la réception mentionnée au 1° de l'article L. 433-74 ou, en l'absence d'autorisation, la personne qui exploite l'installation ;

206 « 2° La personne qui, au sens du 7 de l'article 3 du règlement relatif aux transferts, organise le transfert mentionné au 2° de l'article L. 433-74 du présent code ;

207 « 3° Lorsque l'une des conditions mentionnées aux 1° ou 2° de l'article L. 433-89 n'est pas remplie, l'apporteur de déchets qui atteste de l'éligibilité au tarif mentionné au même article L. 433-89 dans les conditions prévues à l'article L. 433-99.

208 « Art. L. 433-97. – Le redevable est soumis à une obligation de représentation fiscale dans les conditions définies au chapitre II du titre V du livre I^{er}.

209 « Sous-section 6

210 « Constatation de la taxe

211 « Art. L. 433-98. – Les règles relatives à la constatation de la taxe sur les déchets incinérés sont déterminées par le titre VI du livre I^{er} et par la présente sous-section.

212 « Art. L. 433-99. – Le redevable mentionné aux 1° ou 2° de l'article L. 433-96 constate le tarif mentionné à l'article L. 433-89 sur la base d'une attestation transmise par l'apporteur des déchets certifiant que les conditions mentionnées aux 1° et 2° du même article L. 433-89 sont remplies.

213 « L'apporteur de déchets conserve un double de l'attestation.

214 « Un arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de l'environnement détermine les conditions de transmission de l'attestation et son contenu.

215 « Art. L. 433-100. – Le redevable mentionné au 3° de l'article L. 433-96 constate la différence entre le tarif mentionné à l'article L. 433-86 et le tarif mentionné à l'article L. 433-88.

216 « Art. L. 433-101. – Un décret détermine les conditions dans lesquelles le redevable tient un registre des réceptions, des transferts et des apports qu'il effectue.

217 « Sous-section 7

218 « Paiement de la taxe

219 « Art. L. 433-102. – Les règles relatives au paiement de la taxe sur les déchets incinérés sont déterminées par le titre VI du livre I^{er} et par la présente sous-section.

220 « Art. L. 433-103. – La taxe est acquittée au moyen d'acomptes.

221 « Sous-section 8

222 « Contrôle, recouvrement et contentieux

223 « Art. L. 433-104. – Les règles relatives au contrôle, au recouvrement et au contentieux de la taxe sur les déchets incinérés sont déterminées par :

224 « 1° Le titre VIII du livre I^{er} ;

225 « 2° Pour la majoration mentionnée à l'article L. 433-91, l'article L. 2333-95 du code général des collectivités territoriales.

226 « Sous-section 9

227 « Affectation

228 « Art. L. 433-105. – Les règles relatives à l'affectation de la majoration mentionnée à l'article L. 433-91 sont déterminées par le 9° du b de l'article L. 2331-3 du code général des collectivités territoriales.

229 « Section 6

(Division supprimée)

230 « Sous-section 1

(Division supprimée)

231 « Art. L. 433-106 à L. 433-111. – (Supprimés)

232 « Sous-section 2

(Division supprimée)

233 « Art. L. 433-112 et L. 433-113. – (Supprimés)

234 « Sous-section 3

(Division supprimée)

235 « Art. L. 433-114 et L. 433-115. – (Supprimés)

236 « Paragraphe 1

(Division supprimée)

237 « Art. L. 433-116 à L. 433-118. – (Supprimés)

238 « Paragraphe 2

(Division supprimée)

239 « Art. L. 433-119 à L. 433-122. – (Supprimés)

240 « Sous-section 4

(Division supprimée)

241 « Art. L. 433-123 et L. 433-124. – (Supprimés)

242 « Sous-section 5

(Division supprimée)

243 « Art. L. 433-125 et L. 433-126. – (Supprimés)

244 « Sous-section 6

(Division supprimée)

245 « Art. L. 433-127 à L. 433-129. – (Supprimés)

246 « Sous-section 7

(Division supprimée)

247 « Art. L. 433-130. – (Supprimé)

248 « Sous-section 8

(Division supprimée)

249 « Art. L. 433-131. – (Supprimé) » ;

250 3° Le même chapitre III, dans sa rédaction résultant du b du 2° du présent I, est ainsi modifié :

251 a) Au 1^{er} janvier 2027, à l'article L. 433-39, le montant : « 366,80 € » est remplacé par le montant : « 419,20 € » ;

252 b) (Supprimé)

253 c) Au 1^{er} janvier 2030 :

254 – au premier alinéa des articles L. 433-62 et L. 433-93, après le mot : « Constitution, », sont insérés les mots : « à l'exception de La Réunion, » ;

255 – les articles L. 433-61 et L. 433-92 sont abrogés ;

256 d) Au 1^{er} janvier 2031, le dernier alinéa des articles L. 433-62 et L. 433-93 sont supprimés ;

257 e) Au 1^{er} janvier 2032 :

- 258 – au premier alinéa de l'article L. 433-62, les mots : « d'une des collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution, à l'exception de la Réunion, » sont remplacés par les mots : « de la Guyane ou du Département-Région de Mayotte » ;
- 259 – au premier alinéa de l'article L. 433-93, les mots : « d'une des collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution, à l'exception de la Réunion, » sont remplacés par les mots : « de la Guyane ou du Département-Région de Mayotte » ;
- 260 f) Au 1^{er} janvier 2035, les articles L. 433-62 et L. 433-93 sont abrogés.
- 261 II. – Le code général des impôts est ainsi modifié :
- 262 1^o Au M. de l'article 278-0 *bis*, les mots : « séparée, de collecte en déchetterie, de tri et de valorisation matière » sont remplacés par les mots : « et de traitement » ;
- 263 2^o Le *h* de l'article 279 est abrogé.
- 264 III. – L'article L. 541-30-2 du code de l'environnement est ainsi rétabli :
- 265 « *Art. L. 541-30-2.* – Est tenu de répercuter la taxe qu'il acquitte dans les contrats conclus avec les personnes dont il réceptionne les déchets le redevable de :
- 266 « 1^o La taxe sur les déchets radioactifs métalliques stockés et autres déchets métalliques stockés avec ces derniers mentionnée à l'article L. 433-32 du code des impositions sur les biens et services ;
- 267 « 2^o La taxe sur les déchets mis en décharge mentionnée à l'article L. 433-44 du même code ;
- 268 « 3^o La taxe sur les déchets incinérés mentionnée à l'article L. 433-73 dudit code.
- 269 « Ce redevable adresse chaque année à ces personnes une copie des données qui le concernent relatives aux quantités de déchets et aux tarifs déclarés en application de l'article L. 161-1 dudit code. »
- 270 IV. – Le titre III du livre III de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- 271 1^o Le *b* de l'article L. 2331-3 est complété par un 9^o ainsi rédigé :
- 272 « 9^o La majoration de la taxe sur les déchets mis en décharge mentionnée à l'article L. 433-59 du code des impositions sur les biens et services et la majoration de la taxe sur les déchets incinérés mentionnée à l'article L. 433-91 du même code, le cas échéant dans les conditions prévues aux articles L. 2333-92 et L. 2333-96 du présent code. » ;
- 273 2^o L'intitulé de la section 14 du chapitre III est ainsi rédigé : « Majorations des taxes sur les déchets mis en décharge ou incinérés applicables aux déchets ménagers » ;
- 274 3^o L'article L. 2333-92 est ainsi modifié :
- 275 a) Le premier alinéa est ainsi modifié :
- 276 – après les mots : « , établir », la fin de la première phrase est ainsi rédigée : « la majoration de la taxe sur les déchets mis en décharge mentionnée à l'article L. 433-59 du code des impositions sur les biens et services et la majoration de la taxe sur les déchets incinérés mentionnée à l'article L. 433-91 du même code. » ;
- 277 – la seconde phrase est supprimée ;
- 278 b) Le deuxième alinéa est supprimé ;
- 279 c) Le dernier alinéa est ainsi modifié :
- 280 – à la première phrase, les mots : « la taxe » sont remplacés par les mots : « les majorations » et le mot : « son » est remplacé par le mot : « leur » ;
- 281 – la seconde phrase est supprimée ;
- 282 4^o Les articles L. 2333-93 et L. 2333-94 sont abrogés ;
- 283 5^o L'article L. 2333-95 est ainsi modifié :
- 284 a) Les I et II sont abrogés ;
- 285 b) À la première phrase du III, les mots : « visée au I » sont remplacés par les mots : « prévue en application de l'article L. 161-1 du code des impositions sur les biens et services pour les majorations mentionnées aux articles L. 433-59 et L. 433-91 du même code » ;
- 286 c) Le V est ainsi modifié :
- 287 – au premier alinéa, les mots : « de la taxe » sont remplacés par les mots : « des majorations » et, à la fin, les mots : « la taxe est due » sont remplacés par les mots : « les majorations sont dues » ;
- 288 – les deux derniers alinéas sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :
- 289 « La commune est compétente pour assurer le recouvrement et suivre le contentieux dans les conditions mentionnées à l'article L. 180-1 du code des impositions sur les biens et services. » ;
- 290 6^o L'article L. 2333-96 est ainsi modifié :
- 291 a) À la première phrase, les mots : « la taxe » sont remplacés par les mots : « les majorations » et les mots : « prévue à l'article L. 2333-94 » sont supprimés ;
- 292 b) À la fin de la dernière phrase, les mots : « de la taxe » sont remplacés par les mots : « des majorations ».
- 293 V. – Le chapitre I^{er} du titre X du code des douanes est ainsi modifié :
- 294 1^o L'article 266 *nonies*, dans sa rédaction résultant du B du I de l'article 104 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, est ainsi modifié :
- 295 a) Le 1 est ainsi modifié :
- 296 – les A-0, A et A *bis* sont abrogés ;
- 297 – les deuxième et troisième lignes du tableau du second alinéa du B sont supprimées ;
- 298 b) Le 1 *bis* est ainsi modifié :
- 299 – à la première phrase du premier alinéa, les mots : « ainsi que le minimum et le maximum mentionné au *a* du A du même 1 » sont supprimés ;
- 300 – le second alinéa est supprimé ;
- 301 c) Le 2 est abrogé ;
- 302 2^o Sont abrogés :
- 303 a) Le 1 du I, les 1 *bis* à 1 *octodécies* du II et le IV de l'article 266 *sexies* ;
- 304 b) Les 1 et 1 *bis* de l'article 266 *septies* ;
- 305 c) Le 1 de l'article 266 *octies* ;
- 306 d) Le 4 de l'article 266 *décies*.

307 VI. – Au 31 décembre 2025, l'article 18 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 est ainsi modifiée :

308 1° Le I est ainsi modifié :

309 a) À la fin du vingt et unième alinéa du 1°, la référence : « L. 433-4 » est remplacée par la référence « L. 433-10 » ;

310 b) Le 2° est ainsi modifié :

311 – le sixième alinéa est ainsi rédigé : « Section 2 » ;

312 – au début du dixième alinéa, la référence : « L. 433-1 » est remplacée par la référence : « L. 433-7 » ;

313 – aux onzième, dix-neuvième, trente-huitième et quarante-sixième alinéas et à la fin du soixantième alinéa, la référence : « L. 433-2 » est remplacée par la référence : « L. 433-8 » ;

314 – au quatorzième et dix-neuvième alinéas et à la fin du trente-neuvième alinéa, la référence : « L. 433-4 » est remplacée par la référence : « L. 433-10 » ;

315 – à la fin du seizième alinéa et au vingt-deuxième alinéa, la référence : « L. 433-5 » est remplacée par la référence : « L. 433-11 » ;

316 – au dix-huitième alinéa, la référence : « L. 433-3 » est remplacée par la référence : « L. 433-9 » ;

317 – au vingt-sixième alinéa, la référence : « L. 433-6 » est remplacée par la référence : « L. 433-12 » ;

318 – au vingt-septième alinéa, la référence : « L. 433-7 » est remplacée par la référence : « L. 433-13 » ;

319 – au trente-deuxième alinéa, la référence : « L. 433-8 » est remplacée par la référence : « L. 433-14 » ;

320 – au trente-cinquième alinéa, la référence : « L. 433-9 » est remplacée par la référence : « L. 433-15 » ;

321 – au trente-huitième alinéa, la référence : « L. 433-10 » est remplacée par la référence : « L. 433-16 » ;

322 – au quarantième alinéa, la référence : « L. 433-11 » est remplacée par la référence : « L. 433-17 » ;

323 – au quarante et unième alinéa, la référence : « L. 433-12 » est remplacée par la référence : « L. 433-18 » ;

324 – au quarante-sixième alinéa, la référence : « L. 433-13 » est remplacée par la référence : « L. 433-19 » ;

325 – au quarante-septième alinéa, la référence : « L. 433-14 » est remplacée par la référence : « L. 433-20 » et la référence : « L. 433-25 » est remplacée par la référence : « L. 433-31 » ;

326 – au quarante-huitième alinéa, la référence : « L. 433-15 » est remplacée par la référence : « L. 433-21 » ;

327 – au cinquantième alinéa, la référence : « L. 433-16 » est remplacée par la référence : « L. 433-22 » ;

328 – au cinquante-sixième alinéa, la référence : « L. 433-17 » est remplacée par la référence : « L. 433-23 » ;

329 – au cinquante-neuvième alinéa, la référence : « L. 433-18 » est remplacée par la référence : « L. 433-24 » ;

330 – au soixantième alinéa, la référence : « L. 433-19 » est remplacée par la référence : « L. 433-25 » ;

331 – au soixante-troisième alinéa, la référence : « L. 433-20 » est remplacée par la référence : « L. 433-26 » ;

332 – au soixante-quatrième alinéa, la référence : « L. 433-21 » est remplacée par la référence : « L. 433-27 » ;

333 – au soixante-septième alinéa, la référence : « L. 433-22 » est remplacée par la référence : « L. 433-28 » ;

334 – au soixante-dixième alinéa, la référence : « L. 433-23 » est remplacée par la référence : « L. 433-29 » ;

335 – au soixante et onzième alinéa, la référence : « L. 433-24 » est remplacée par la référence : « L. 433-30 » ;

336 – au dernier alinéa, la référence : « L. 433-25 » est remplacée par la référence : « L. 433-31 » ;

337 c) Au 5°, la référence : « L. 433-15 » est remplacée par la référence : « L. 433-21 » ;

338 2° Le II est ainsi modifié :

339 a) Au 1°, la référence : « L. 433-9 » est remplacée par la référence : « L. 433-15 » ;

340 b) Au 7°, la référence : « L. 433-1 » est remplacée par la référence : « L. 433-7 » ;

341 c) À l'avant-dernier alinéa du 8°, la référence : « L. 433-1 » est remplacée par la référence : « L. 433-7 » ;

342 3° Le III est ainsi modifié :

343 a) Au dernier alinéa du 1°, la référence : « L. 433-9 » est remplacée par la référence : « L. 433-15 » ;

344 b) Au 2°, la référence : « L. 433-1 » est remplacée par la référence : « L. 433-7 » ;

345 c) Au second alinéa du 3° et au dernier alinéa du 4°, la référence : « L. 433-9 » est remplacée par la référence : « L. 433-15 » ;

346 4° Au dernier alinéa du IV, la référence : « L. 433-9 » est remplacée par la référence : « L. 433-15 » ;

347 5° Au dernier alinéa du V, la référence : « L. 433-1 » est remplacée par la référence : « L. 433-7 » ;

348 6° Le tableau du second alinéa du 2° du VI est ainsi modifié :

349 a) À la fin de la première ligne, le mot : « nucléaires » est supprimé ;

350 b) À la seconde ligne de la deuxième colonne, la référence : « L. 433-1 » est remplacée par la référence : « L. 433-7 » ;

351 c) Aux deuxième et dernière lignes de la dernière colonne, la référence : « L. 433-9 » est remplacée par la référence : « L. 433-15 ».

352 VII. – L'article 28 de la loi n° 2025-176 du 24 février 2025 d'urgence pour Mayotte est abrogé.

353 VIII. – Après la quarante-quatrième ligne du tableau du second alinéa de l'article 4 de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, sont insérées cinq lignes ainsi rédigées :

354

«

Taxe générale sur les activités polluantes instituée par l'article 266 <i>sexies</i> du code des douanes, pour les faits générateurs mentionnés aux 1 et 1 <i>bis</i> de l'article 266 <i>septies</i> du même code, s'agissant des installations classées au titre du stockage de déchets pouvant contenir des substances radioactives autres que celles d'origine naturelle ou des substances radioactives d'origine naturelle dont l'activité en radionucléides naturels des chaînes de l'uranium et du thorium est supérieure à 20 becquerels par gramme	Taxe sur les déchets radioactifs métalliques stockés et autres déchets métalliques stockés avec ces derniers mentionnée à l'article L. 433-32	-
Taxe générale sur les activités polluantes instituée par l'article 266 <i>sexies</i> du code des douanes, pour les faits générateurs mentionnés aux 1 et 1 <i>bis</i> de l'article 266 <i>septies</i> du même code, s'agissant des installations classées au titre du stockage de déchets	Taxe sur les déchets mis en décharge mentionnée à l'article L. 433-44	À l'exception de la majoration prévue à l'article L. 433-59
Taxe générale sur les activités polluantes instituée par l'article 266 <i>sexies</i> du code des douanes, pour les faits générateurs mentionnés aux 1 et 1 <i>bis</i> de l'article 266 <i>septies</i> du même code, s'agissant des installations classées au titre du traitement thermique de déchets	Taxe sur les déchets incinérés mentionnée à l'article L. 433-73	À l'exception de la majoration prévue à l'article L. 433-91
Taxe sur les déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés prévue à l'article L. 2333-92 du code général des collectivités territoriales	Taxe sur les déchets mis en décharge mentionnée à l'article L. 433-44	Majoration prévue à l'article L. 433-59
Taxe sur les déchets réceptionnés dans un incinérateur de déchets ménagers prévue à l'article L. 2333-92 du code général des collectivités territoriales	Taxe sur les déchets incinérés mentionnée à l'article L. 433-73	Majoration prévue à l'article L. 433-91

»

³⁵⁵ IX. – Les références à des dispositions abrogées par le V sont remplacées par les références aux dispositions correspondantes du code des impositions sur les biens et services ou du code de l'environnement.

³⁵⁶ X. – Le I est applicable à Saint-Martin.

³⁵⁷ XI. – A. – Le présent article entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026, à l'exception du 3^o du I et du VI, qui entrent en vigueur aux dates qu'ils prévoient.

³⁵⁸ B. – Le champ de l'exemption prévue au 4^o de l'article L. 433-50 du code des impositions sur les biens et services est, jusqu'à l'intervention des textes pris pour son application, celui résultant des 1 *quinquies*, 1 *terdecies* et 1 *quindecies* du II de l'article 266 *sexies* du code des douanes, dans sa rédaction antérieure à la présente loi.

³⁵⁹ Le champ de l'exemption prévue au 2^o de l'article L. 433-50 du code des impositions sur les biens et services, est, jusqu'à l'intervention des textes pris pour son application, celui résultant du 1 *septdecies* du II de l'article 266 *sexies* du code des douanes, dans sa rédaction antérieure à la présente loi.

³⁶⁰ Les proportions mentionnées aux articles L. 433-62 et L. 433-93 du code des impositions sur les biens et services sont, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté prévu au deuxième alinéa des mêmes articles L. 433-62 et L. 433-93, de 35 % en Guadeloupe, à La Réunion et en Martinique et de 75 % en Guyane et dans le Département-Région de Mayotte.

³⁶¹ Jusqu'à l'intervention des textes pris pour l'application de l'article L. 161-1 du code des impositions sur les biens et services, sont déclarées dans les conditions définies au I de l'article 266 *undecies* du code des douanes, dans sa rédaction antérieure à la présente loi,

la taxe sur les déchets radioactifs métalliques stockés et autres déchets métalliques stockés avec ces derniers mentionnée à l'article L. 433-32 du code des impositions sur les biens et services, la taxe sur les déchets mis en décharge mentionnée à l'article L. 433-44 du même code et la taxe sur les déchets incinérés mentionnée à l'article L. 433-73 dudit code.

³⁶² Les obligations mentionnées aux articles L. 433-42, L. 433-68 et L. 433-101 du même code restent régies, jusqu'à l'intervention des textes pris pour l'application des mêmes articles L. 433-42, L. 433-68 et L. 433-101, par le III de l'article 266 *undecies* du code des douanes, dans sa rédaction antérieure à la présente loi.

³⁶³ C. – La constatation et le paiement de la majoration de la taxe sur les déchets mis en décharge mentionnée à l'article L. 433-59 du code des impositions sur les biens et services et la majoration de la taxe sur les déchets incinérés mentionnée à l'article L. 433-91 du même code sont régis, jusqu'à l'intervention des textes pris pour l'application à ces majorations des titres VI et VII du livre I^{er} du même code, par la dernière phrase du premier alinéa de l'article L. 2333-92 du code général des collectivités territoriales et par l'article L. 2333-95 du même code, dans leur rédaction antérieure à la présente loi.

³⁶⁴ XII (*nouveau*). – La perte de recettes résultant pour l'État de l'article L. 433-78-1 du code des impositions sur les biens et services est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du même code.

L'amendement n° A-4, présenté par M. Husson, au nom de la commission des finances, est ainsi libellé :

Alinéa 180

Remplacer le tableau par le tableau suivant :

(En euros par tonne)						
Dangerosité des déchets	Performance de l'installation	Tarif en 2026	Tarif en 2027	Tarif en 2028	Tarif en 2029	Tarif en 2030
Non dangereux	De 65 % à 100 %	16	17	18	19	20
	Inférieure à 65 %	29	33	37	41	45
Dangereux	-	15,18	indexation	indexation	indexation	indexation

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean-François Husson, rapporteur général de la commission des finances. Madame la ministre, mes chers collègues, je vais tout d'abord vous présenter cet amendement, puis vous faire une proposition.

Cet amendement vise à corriger une erreur, contenue d'ailleurs dans deux amendements identiques, dans un ensemble regroupant, de mémoire, quatre ou cinq amendements. Il s'agit de la trajectoire de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en matière de traitement des déchets.

Sur l'une des trajectoires, celle qui touche à l'incinération, il y avait une erreur sur une donnée chiffrée. Nous l'avons corrigée en commission des finances, ce qui a manifestement entraîné une incompréhension, pour ne pas dire un début de polémique, qui, à mon sens, n'a pas lieu d'être.

Plutôt que de laisser enfler la polémique sur cet amendement, je me propose de le retirer, mais de vous expliquer précisément au préalable quelle était notre intention lorsque nous l'avons déposé.

La disposition qui avait été introduite aurait coûté 7 millions d'euros. Pour tout vous dire, j'envisageais de la laisser passer pour traiter le problème en commission mixte paritaire. C'est ce que je vous proposerai de nouveau ce matin, en acceptant de retirer l'amendement. À l'heure des réseaux sociaux, dont il a été question précédemment, mieux vaut en effet éviter toute polémique, surtout lorsqu'elle touche les élus des collectivités territoriales qui ont la charge de ces unités de traitement des déchets.

L'idée, en ce domaine, était de baisser la trajectoire initiale prévue par le Gouvernement, afin que le dispositif coûte moins cher.

Au reste, et c'est bien compréhensible, il était proposé que les unités de valorisation énergétique qui internalisent le traitement de leur pollution seraient exonérées. Il ne serait

pas concevable de pénaliser encore davantage des collectivités ayant elles-mêmes pris en charge un tel traitement et disposant de réseaux de chaleur performants, lesquels bénéficient déjà de ce fait d'une TVA à 5,5 %.

En outre, le Gouvernement a proposé de passer la TVA s'appliquant sur l'ensemble de la thématique des déchets à 5,5 %.

J'ai vite compris que presque plus personne n'arrivait à s'y retrouver parmi ces éléments, pourtant factuels et que chacun d'entre nous peut vérifier, d'autant que j'ai appris qu'un certain nombre d'autres considérations circulaient sur les réseaux sociaux.

Par conséquent, mes chers collègues, plutôt que d'enflammer, c'est le cas de le dire, inutilement le débat, je vous propose de retirer cet amendement et de traiter ce sujet posément, tranquillement et avec objectivité lors de la navette, en commission mixte paritaire.

M. le président. L'amendement n° A-4 est retiré.

En conséquence, le sous-amendement n° A-8 n'a plus d'objet.

Article 36

M. le président. Le Sénat a précédemment adopté l'article 36 dans cette rédaction :

① I. – Le produit des impositions de toutes natures mentionnées à la colonne B du tableau ci-après et dont le rendement prévisionnel est mentionné à la colonne E est affecté aux bénéficiaires suivants, autres que les collectivités territoriales, leurs établissements publics, les organismes de sécurité sociale et les organismes du secteur public de la communication audiovisuelle, le cas échéant, dans la limite du plafond au titre de 2026 prévu à la colonne F :

(En euros)						
	A. - Impositions de toutes natures ou ressources affectées (références juridiques)	B. - Intitulé de la ressource	C. - Bénéficiaire actuel	D. - Nouveau bénéficiaire éventuel	E. - Rendement prévisionnel en 2026 (*)	F. - Plafond d'affectation 2026
1	Art. L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation	Participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC)	Action Logement Services	-	1 998 000 000	Non plafonnée

2	Art. L. 422-13 et L. 422-20 (2°) du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 1512-20 (1°) du code des transports (affectation)	Taxe sur le transport aérien de passagers, tarif de solidarité (TAP, TS)	Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF)	-	1 447 000 000	271 000 000
3	Art. L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 1512-20 (3°) du code des transports (affectation)	Accise sur les énergies perçue en métropole sur les produits autres que les charbons, les gaz naturels et l'électricité	AFITF	-	1 619 455 925	1 619 455 925
4	Art. L. 421-175 du code des impositions sur les biens et services (création) et L. 1512-20 (2°) du code des transports (affectation)	Taxe sur la distance parcourue sur le réseau autoroutier concédé	AFITF	-	776 000 000	566 667 000
5	Art. L. 425-1 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 1512-20 (4°) du code des transports (affectation)	Taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance (TEITLD)	AFITF	-	500 000 000	550 000 000
5 <i>bis</i> (ligne nouvelle)	Art. 22 de la loi de finances pour 2026	Recettes issues de la taxe sur les petits colis	AFITF	-	500 000 000	500 000 000
6	Art. L. 421-29 et L. 421-30 (3°) du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 3314-4 du code des transports (affectation)	Taxe sur l'immatriculation des véhicules de transport (TIVT)	Association pour le développement de la formation professionnelle dans les transports (AFT)	-	62 000 000	Non plafonnée
7	Art. 1609 C du code général des impôts	Taxes spéciales d'équipement	Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques en Guadeloupe	-	1 377 000	1 377 000

8	Art. 1609 D du code général des impôts	Taxes spéciales d'équipement	Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques en Martinique	-	1 353 000	1 353 000
9	Art. L. 213-10, L. 213-10-8 et L. 213-10-10 à L. 213-10-12 du code de l'environnement	Redevances pour pollution de l'eau, redevances pour modernisation des réseaux de collecte, redevance sur la consommation d'eau potable, redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif, redevances pour pollutions diffuses, redevances pour prélèvement sur la ressource en eau, redevance pour stockage d'eau en période d'étiage, redevances cynégétiques, droit de validation du permis de chasse, redevance pour protection du milieu aquatique, redevance pour obstacle sur les cours d'eau	Agences de l'eau	-	2 485 659 120	2 522 620 000
10	Art. L. 2135-9 à L. 2135-18 du code du travail	Contribution patronale au dialogue social (0,016 %)	Association de gestion du fonds paritaire national (AGFPN)	-	123 656 000	Non plafonnée
11	Art. 706-163 du code de procédure pénale	Fraction des produits annuels de la vente de biens confisqués	Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC)	-	150 600 000	9 900 000
12	Art. L. 143-11-4 et L. 143-11-6 du code du travail	Contribution des employeurs à l'association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés	Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés (AGS)	-	1 747 000 000	Non plafonnée
13	Art. L. 621-5-3 et D. 621-27 à D. 621-30 du code monétaire et financier	Droits et contributions pour frais de contrôle	Autorité des marchés financiers (AMF)	-	140 382 179	126 000 000

14	Art. 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre-2012 de finances pour 2013	Recettes issues de la mise aux enchères des "quotas carbone"	Agence nationale de l'habitat (ANAH)	-	1 460 080 000	700 000 000
15	Art. L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation (création) et L. 342-21 (1°) du code de la construction et de l'habitation (affectation)	Prélèvement sur la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC)	Agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS)	-	6 450 000	6 450 000
16	Art. L. 342-21 (2°) du code de la construction et de l'habitation	Cotisation versée par les organismes d'habitations à loyer modéré	ANCOLS	-	11 334 000	11 334 000
17	Art. L. 455-44 du code des impositions sur les biens et services (création) et L. 43 (V) du code des postes et des communications électroniques (affectation)	Taxe sur l'utilisation des bandes « 700 MHz » et « 800 MHz » du spectre radioélectrique	Agence nationale des fréquences (ANFr)	-	380 000	Non plafonnée
18	Art. L. 322-39 et L. 322-50 (a du 2°) du code des impositions sur les biens et services (création) et L. 542-12-1 du code de l'environnement (affectation)	Taxe sur les installations nucléaires de base relevant du secteur énergétique et assimilées, tarif de recherche (TINB-E, TR)	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA)	-	63 237 400	55 000 000
19	Art. L. 322-39 et L. 322-50 (c du 2°) du code des impositions sur les biens et services (création) et L. 542-12-3 du code de l'environnement (affectation)	Taxe sur les installations nucléaires de base relevant du secteur énergétique et assimilées, tarif de conception (TINB-E, TC)	ANDRA	-	133 290 000	Non plafonnée
20	Art. 1609 <i>sexvicies</i> (I) du code général des impôts	Taxe pour le développement de la formation professionnelle dans les métiers de la réparation de l'automobile, du cycle et du motorcycle	Association nationale pour la formation automobile (ANFA)	-	28 812 000	Non plafonnée

21	Art. 1609 <i>tricies</i> du code général des impôts (création) et Art. L. 112-11-1 (2°) du code du sport (affectation)	Prélèvement sur les paris sportifs en ligne de la Française des jeux et des nouveaux opérateurs agréés	Agence nationale du sport (ANS)	-	208 363 994	230 444 000
22	Art. L. 455-28 du code des impositions sur les biens et services (création) et L. 112-11-1 (3°) du code du sport (affectation)	Taxe sur la cession de droits d'exploitation audiovisuelle des manifestations sportives	ANS	-	44 288 953	59 665 000
23	Art. L. 5141-8 (I) du code de la santé publique	Taxe liée aux dossiers de demande concernant les médicaments vétérinaires ou leur publicité	Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)	-	8 154 329	5 362 350
24	Art. L. 5141-8 (II) du code de santé publique	Taxe annuelle portant sur les autorisations de médicaments vétérinaires et les autorisations d'établissements pharmaceutiques vétérinaires	ANSES	-	4 400 000	4 620 000
25	Art. 130 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre-2006 de finances pour 2007	Taxe relative à la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants, des matières fertilisantes et de leurs adjuvants et des supports de culture	ANSES	-	9 500 000	10 500 000
26	Art. L. 253-8-2 (VI) du code rural et de la pêche maritime	Taxe annuelle sur la vente des produits phytopharmaceutiques	ANSES	-	4 179 000	4 200 000
27	Art. R. 522-1 et R. 522-24 du code de l'environnement	Redevance sur les produits biocides	ANSES	-	2 973 900	Non plafonnée
28	Art. L. 137-20 à L. 137-22 du code de la sécurité sociale (création) et L. 137-24 du code de la sécurité sociale (affectation)	Fraction des prélèvements sociaux sur les jeux	Agence nationale de santé publique (ANSP)	-	5 000 000	400 000

29	Art. 953 (IV et V) du code général des impôts et L. 436-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	Fraction des droits de timbre relative aux titres de séjours	Agence nationale des titres sécurisés (ANTS)	-	21 090 000	14 490 000
30	Art. L. 421-29 et L. 421-30 (1°) du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. 46-1 (1° du I) de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre-2011 de finances pour 2012 (affectation)	Taxe fixe sur l'immatriculation des véhicules (TFIV)	ANTS	-	44 000 000	36 200 000
31	Art. L. 421-168 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. 46-1 (2° du I) de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre-2011 précitée (affectation)	Taxe sur le renouvellement du permis de conduire	ANTS	-	15 000 000	7 000 000
32	Art. 953 (I) du code général des impôts	Fraction des droits de timbre sur les passeports sécurisés	ANTS	-	392 710 000	217 043 000
33	Art. 1628 <i>bis</i> du code général des impôts	Fraction des droits de timbre sur les cartes nationales d'identité	ANTS	-	25 250 000	12 000 000
34	Art. L. 453-35 à L. 453-44 du code des impositions sur les biens et services et L. 7345-4 du code du travail	Taxe sur les exploitants de plateformes de mises en relation par voie électronique en vue de fournir certaines prestations de transport	Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi (ARPE)	-	1 500 000	1 500 000
35	Art. 1605 <i>nonies</i> du code général des impôts	Taxe sur la cession à titre onéreux des terrains nus ou des droits relatifs à des terrains nus rendus constructibles du fait de leur classement	Agence de services et de paiement (ASP)	-	17 000 000	17 000 000
36	Art. L. 341-6 du code forestier	Indemnité de défrichement	ASP	-	2 000 000	2 000 000

37	Loi n° 87-517 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés, Art. L. 5212-1, L. 5212-10, L. 5214-1 et L. 5214-3 du code du travail	Contribution annuelle au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (FIPH)	Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (AGEFIPH)	-	507 000 000	Non plafonnée
38	Art L. 452-14 et L. 452-15 (1°) du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. 11 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles (affectation)	Taxe sur les spectacles vivants, fraction perçue sur les spectacles d'art dramatique, lyrique et chorégraphique (TSV, ADLC)	Association pour le soutien du théâtre privé (ASTP)	-	10 267 658	8 500 000
39	Art. L. 612-20 du code monétaire et financier	Contributions pour frais de contrôle	Banque de France-ACPR	-	246 120 000	220 000 000
40	Art. L. 6241-2 (II) du code du travail	Solde de la taxe d'apprentissage après prise en compte des versements directs des entreprises mentionnés au II de l'article L. 6241-2 du code du travail	Caisse des dépôts et consignations	-	513 133 507	Non plafonné
41	Art. 1 600 (III) du code général des impôts	Taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises pour frais de chambres de commerce et d'industrie de région (TA-CVAE)	CCI France	-	326 339 124	245 117 000
42	Art. 1 600 (I et II) du code général des impôts	Fraction de la taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises pour frais de chambres de commerce et d'industrie de région (TA-CFE)	CCI France	-	280 712 986	280 000 000
43	Art. 1 635 <i>bis</i> A du code général des impôts et L. 361-2-1 du code rural et de la pêche maritime	Contributions additionnelles aux primes ou cotisations afférentes à certaines conventions d'assurance	Caisse centrale de réassurance (CCR)	-	120 000 000	120 000 000
44	Art L. 426-1 du code des assurances	Contribution forfaitaire annuelle à la charge des professionnels de santé	CCR	-	8 300 000	Non plafonnée

45	Art. L. 322-39 du code des impositions sur les biens et services (création) et XIII du présent article (affectation)	Taxe sur les installations nucléaires de base relevant du secteur énergétique et assimilées, tarif de base (TINB-E, TA)	Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)	-	793 183 000	175 000 000
45 bis (ligne nouvelle)	Art. L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 332-4 du code de la recherche (affectation)	Fraction d'accise sur l'électricité	CEA	-	5 546 000 000	60 700 000
45 ter (ligne nouvelle)	Art. L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 332-4 du code de la recherche (affectation)	Fraction d'accise sur le gaz	CEA	-	2 287 000 000	60 700 000
46	Art. L. 423-4 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 322-15 du code de l'environnement (affectation)	Taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP)	Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)	-	42 500 000	42 500 000
47	Art. L. 451-17 du code général de la fonction publique	Cotisation obligatoire	Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT)	-	413 018 054	Non plafonnée
48	Art. L. 471-1 et L. 471-2 (9°) du code des impositions sur les biens et services (création) Art. L. 521-8-1 (4°) du code de la recherche (affectation)	Taxe sur les biens des industries du papier (TBIP)	Centre technique du papier (CTP)	-	2 800 000	Non plafonnée
49	Art. L. 471-1 et L. 471-2 (10°) du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 521-8-1 (5°) du code de la recherche (affectation)	Taxe sur les biens des industries de la plasturgie et des composites (TBIPC)	Centre technique industriel de la plasturgie et des composites (CTIPC)	-	7 450 000	Non plafonnée

50	Art. L. 452-4 du code de la construction et de l'habitation	Cotisation versée par les organismes d'habitations à loyer modéré (HLM) et les sociétés d'économie mixte (SEM)	Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS)	-	590 200 000	Non plafonnée
51	Art. L. 452-4-1 du code de la construction et de l'habitation	Cotisation additionnelle versée par les organismes d'habitations à loyer modéré (HLM) et les sociétés d'économie mixte (SEM)	CGLLS	-	38 000 000	Non plafonnée
52	Art. 1604 du code général des impôts	Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, pour frais de chambres d'agriculture (TCA-TFPNB)	Chambres départementales d'agriculture	-	334 720 915	338 402 845
53	Art. L. 452-1 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 116-1 (1°) du code du cinéma et de l'image animée (affectation)	Taxe sur les spectacles cinématographiques	Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC)	-	147 781 000	Non plafonnée
54	Article L. 454-1 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 116-1 (5°) du code du cinéma et de l'image animée (affectation)	Taxe sur la publicité télévisuelle et autres ressources liées à la diffusion de services de télévision	CNC	-	241 516 000	Non plafonnée
55	Art. L. 453-13 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 116-1 (3°) du code du cinéma et de l'image animée (affectation)	Taxe sur les services de télévision	CNC	-	251 946 000	Non plafonnée
56	Art. L. 452-28 du code des impositions sur les biens et services (création) et L. 116-1 (2°) du code du cinéma et de l'image animée (affectation)	Taxe sur les vidéogrammes	CNC	-	2 970 000	Non plafonnée

57	Article L. 453-25 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 116-1 (4°) du code du cinéma et de l'image animée (affectation)	Taxe sur les services d'accès à des contenus audiovisuels à la demande	CNC	-	151 368 000	Non plafonnée
58	Art. L. 454-16 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 116-1 (6°) du code du cinéma et de l'image animée (affectation)	Taxe sur la publicité diffusée au moyen de services d'accès à des contenus audiovisuels à la demande	CNC	-	43 148 000	Non plafonnée
59	Art. L. 455-1 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 116-1 (7°) du code du cinéma et de l'image animée (affectation)	Taxe sur le visa d'exploitation cinématographique	CNC	-	90 000	Non plafonnée
60	Art. L. 455-9 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 116-1 (8°) du code du cinéma et de l'image animée (affectation)	Taxe sur l'autorisation d'exercice de l'activité d'exploitant d'établissement de spectacles cinématographiques	CNC	-	10 000	Non plafonnée
61	Art. L. 455-17 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 116-1 (9°) du code du cinéma et de l'image animée (affectation)	Taxe sur la production et la distribution d'œuvres cinématographiques	CNC	-	7 728 000	Non plafonnée
62	Art L. 452-14 et L. 452-15 (2°) du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. 4 (II) de la loi n° 2019-1100 du 30 octobre 2019 relative à la création du Centre national de la musique (affectation)	Taxe sur les spectacles vivants, fraction perçue sur les spectacles de variétés (TSV, SV)	Centre national de la musique (CNM)	-	59 880 000	58 000 000

63	Art. 1609 <i>sexdecies</i> C du code général des impôts	Taxe sur les locations en France de phonogrammes musicaux et de vidéomusiques destinés à l'usage privé du public dans le cadre d'une mise à disposition à la demande sur les réseaux en ligne	CNM	-	21 330 000	21 000 000
64	Art. L. 6331-35 à L. 6331-41 du code du travail	Contribution spécifique pour le développement de la formation professionnelle initiale et continue dans les métiers des professions du bâtiment et des travaux publics	Comité de concertation et de coordination de l'apprentis- sage du bâtiment et des travaux publics (3CABTP)	-	130 983 111	Non plafonnée
65	Art. L. 471-1 et L. 471-2 (3°) du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 521-8-1 (11°) du code de la recherche (affectation CTI) et Art. 5-1 (3°) de la loi n° 78-654 du 22 juin 1978 concernant les comités professionnels de développement économique (affectation CPDE)	Taxe sur les biens des industries de l'habillement (TBIH)	Comité de développe- ment et de promotion de l'habillement (DEFI)	Comité de développe- ment et de promotion de l'habillement (DEFI), Institut français du textile et de l'habillement (IFTH) (IV du présent article)	9 800 000	Non plafonnée
66	Art. L. 733-2 du code général de la fonction publique	Cotisation obligatoire	Comité de gestion des œuvres sociales des personnels hospitaliers (CGOS)	-	498 330 000	Non plafonnée
67	Art. L. 471-1 et L. 471-2 (1°) du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. 5-1 (1°) de la loi n° 78-654 du 22 juin 1978 précitée (affectation)	Taxe sur les biens des industries de l'horlogerie, de la bijouterie- joaillerie, de l'orfèvrerie et des arts de la table (TBIHBJOAT)	Comité Francéclat - Comité professionnel de développe- ment de l'horlogerie, de la bijouterie, de la joaillerie, de l'orfèvrerie et des arts de la table	-	20 000 000	Non plafonnée

68	Art. 1519 B et 1519 C du code général des impôts	Taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale	Comité national des pêches maritimes et des élevages marins	-	5 400 000	Non plafonnée
69	Art. L. 642-6 du code de l'énergie	Rémunération pour services rendus au comité professionnel des stocks stratégiques pétroliers	Comité professionnel des stocks stratégiques pétroliers	-	591 000 000	Non plafonnée
70	Art. 1519 B et 1519 C du code général des impôts	Taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale	Comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins	-	7 200 000	Non plafonnée
71	Art. 1601 du code général des impôts et 3 de la loi n° 48-977 du 16 juin 1948 relative à la taxe pour frais de chambre de métiers applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	Fraction de la taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises pour frais de chambre régionale de métiers et d'artisanat (TA-CFE)	Chambres régionales de métiers et de l'artisanat (CRMA) (y compris Alsace et Moselle)	-	264 464 412	156 399 000
72	Art. L. 471-1 et L. 471-2 (11° à 15°) du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 521-8-1, 7°, 8° et 9° (b à d) du code de la recherche (affectation)	Taxe sur les biens des industries de la fonderie (TBIF), taxe sur les biens des industries de la soudure (TBIS), taxe sur les biens des industries aérauliques et thermiques (TBIAT), taxe sur les biens des industries de la construction métallique (TBICC) et taxe sur les biens des industries mécaniques (TBIC)	Centres techniques industriels de l'industrie (CTI) : Centre technique des industries mécaniques (CETIM), Centre technique industriel de la construction métallique (CTICM), Centre technique des industries aérauliques et thermiques (CETIAT)	-	109 850 000	Non plafonnée
73	Art. L. 471-1 et L. 471-2 (2°) du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. 5-1 (2°) de la loi n° 78-654 du 22 juin 1978 précitée (affectation)	Taxe sur les biens des industries du cuir, de la chaussure et de la maroquinerie (TBICCM)	Comité professionnel de développement des industries du cuir, de la maroquinerie, de la ganterie et de la chaussure (CTC)	-	18 110 000	Non plafonnée

74	Art. 72 de la loi de finances rectificative pour 2003 (n° 2003-1312 du 30 décembre-2003)	Taxe pour le développement de l'industrie de la conservation des produits agricoles (CTCPA)	Centre technique de la conservation des produits agricoles (CTCPA)	-	2 900 000	2 900 000
75	Art. L. 471-1 et L. 471-2 (4° et 5°) du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 521-8-1 (1° et a du 9°) du code de la recherche (affectation CTI) et Art. 5-1 (4°) de la loi n° 78-654 du 22 juin 1978 précitée (affectation CPDE)	Taxe sur les biens des industries de l'ameublement (TBIA) et taxe sur les biens des industries du bois (TBIB)	CTI de la filière bois - Comité professionnel de développement des industries françaises de l'ameublement et du bois (CODIFAB), Institut technologique FCBA (Filière cellulose, bois, ameublement), Centre technique de la mécanique (CETIM)	-	14 212 000	Non plafonnée
76	Art. L. 471-1 et L. 471-2 (6° à 8°) du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 521-8-1 (2° et 3°) du code de la recherche (affectation)	Taxe sur les biens des industries du béton (TBIB), taxe sur les biens des industries des matériaux de construction en terre cuite (TBIMCT) et taxe sur les biens des industries des roches ornementales et de construction (TBIROC)	CTI des matériaux de construction : Centre d'études et de recherches de l'industrie du béton (CERIB), Centre technique de matériaux naturels de construction (CTMNC)	-	13 200 000	Non plafonnée
77	Art. 1609 B du code général des impôts	Taxes spéciales d'équipement	Établissement public foncier et d'aménagement de Guyane	-	4 842 000	4 842 000
78	Art. 1607 <i>ter</i> du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Taxes spéciales d'équipement	Établissement public foncier de Bretagne	-	8 500 500	8 500 500
79	Art. 1607 <i>ter</i> du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Taxes spéciales d'équipement	Établissement public foncier de Grand-Est	-	14 709 500	14 709 500
80	Art. 1607 <i>ter</i> du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Taxes spéciales d'équipement	Établissement public foncier d'Île-de-France	-	139 136 000	139 136 000

81	Art. 1607 <i>ter</i> du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Taxes spéciales d'équipement	Établissement public foncier de l'Ouest Rhône-Alpes	-	20 469 500	20 469 500
82	Art. 1609 B du code général des impôts	Taxes spéciales d'équipement	Établissement public foncier et d'aménagement de Mayotte	-	3 829 000	3 829 000
83	Art. 1607 <i>ter</i> du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Taxes spéciales d'équipement	Établissement public foncier de Normandie	-	10 813 500	10 813 500
84	Art. 1607 <i>ter</i> du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Taxes spéciales d'équipement	Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine	-	23 904 500	23 904 500
85	Art. 1607 <i>ter</i> du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Taxes spéciales d'équipement	Établissement public foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur	-	45 421 500	45 421 500
86	Art. 1607 <i>ter</i> du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Taxes spéciales d'équipement	Établissement public foncier de Vendée	-	9 532 500	9 532 500
87	Art. 1607 <i>ter</i> du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Taxes spéciales d'équipement	Établissement public foncier de Hauts-de-France	-	16 814 000	16 814 000
88	Art. 1607 <i>ter</i> du code général des impôts et L. 321-1 du code de l'urbanisme	Taxes spéciales d'équipement	Établissement public foncier d'Occitanie	-	32 258 500	32 258 500

89	Art. L. 841-5 du code de l'éducation	Contribution vie étudiante et campus	Établissements publics d'enseignement supérieur, établissements mentionnés aux articles L. 443-1 et L. 753-1 du code de l'éducation ou à l'article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur, établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général et centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires	-	194 000 000	194 000 000
90	Art. L. 421-1 à L. 421-7 du code des assurances	Contribution des assurés	Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (FGAO)	-	109 506 698	Non plafonnée
91	Art. L. 422-1 du code des assurances	Prélèvement sur les contrats d'assurance de biens	Fonds de garantie des victimes d'actes terroristes et autres infractions (FGTI)	-	672 336 479	Non plafonné
92	Art. L. 423-37 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 541-10-25-1 du code de l'environnement (affectation)	Taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP)	Filière de responsabilité élargie du producteur (REP) relative aux navires de plaisance et de sport hors d'usage (NPSHU)	-	900 000	Non plafonnée

93	Art. 138 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (création) et 90 de la loi n° 2017-1775 du 28 décembre-2017 de finances rectificative pour 2017 (affectation)	Fraction du prélèvement sur les jeux de loterie correspondant aux jeux dédiés au patrimoine	Fondation du patrimoine	-	26 466 381	Non plafonnée
94	Art. 1 635 <i>bis</i> P du code général des impôts	Droit affecté au fonds d'indemnisation de la profession d'avoués près les cours d'appel	Fonds d'indemnisation de la profession d'avoués près les cours d'appel	-	24 891 090	Non plafonné
95	Art. L. 6331-69 du code du travail	Contribution conventionnelle à la formation pour les entreprises de travail temporaire	Fonds pour l'emploi du travail temporaire	-	68 500 000	Non plafonnée
96	Art. L. 351-12 du code général de la fonction publique et Art. 20 du décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 relatif au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique	Contribution annuelle au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique	Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP)	-	120 000 000	Non plafonnée
97	Art. L. 718-2-1 du code rural et de la pêche maritime	Participation des employeurs à la formation professionnelle continue (PEFPC) : Participation au financement de la formation des professions non salariées (entreprises du vivant, agriculture)	France compétences	-	60 670 319	Non plafonnée
98	Art L. 6242-1, L. 6131-3 et L. 6131-4 (I) du code du travail	Contribution supplémentaire à l'apprentissage	France compétences	-	190 917 674	Non plafonnée
99	Art. L. 6331-48 (1°) et L. 6331-50 du code du travail	PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (à l'exception des artisans et des exploitants agricoles)	France compétences	-	204 009 023	Non plafonnée

100	Art. L. 6331-48 (2°) et L. 6331-50 du code du travail	PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (artisans)	France compétences	-	95 013 716	99 260 726
101	Art. L. 6331-53 du code du travail	PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (pêche et culture)	France compétences	-	488 466	Non plafonnée
102	Art. L. 6331-6 et L. 6131-4 du code du travail	PEFPC : Participation au financement de la formation des titulaires d'un contrat à durée déterminée	France compétences	-	322 864 714	Non plafonnée
103	Art. L. 6331-57 et L. 6331-60 du code du travail	PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (particuliers employeurs)	France compétences	-	19 140 081	Non plafonnée
104	Art. L. 6331-65 (2°) et L. 6331-68 du code du travail	PEFPC : Participation au financement de la formation des professions non salariées (artistes auteurs)	France compétences	-	13 135 319	Non plafonnée
105	Art. L. 6331-55 du code du travail	PEFPC : Participation au financement de la formation des intermittents	France compétences	-	69 095 039	Non plafonnée
106	Art. L. 6131-2, L. 6131-4 (I), L. 6241-1 et L. 6241-2 du code du travail	Contribution unique à la formation professionnelle et à l'alternance	France compétences	-	10 811 758 276	11 031 758 276
107	Art. L. 6523-1-5 du code du travail	Contribution spécifique à la formation professionnelle pour Saint-Pierre-et-Miquelon	France Compétences	-	344 906	Non plafonnée
108	Art. L. 236-2 du code rural et de la pêche maritime	Redevance pour délivrance de certificats sanitaires et phytosanitaires	FranceAgriMer	-	840 000	882 000
109	Art. L. 322-39 et L. 322-50 (b du 2°) du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 542-11-1 du code de l'environnement (affectation)	Taxe sur les installations nucléaires de base relevant du secteur énergétique et assimilées, tarif d'accompagnement (TINB-E, TA)	Groupements d'intérêt public "Objectif Meuse" et "Haute-Marne" et communes concernées	-	57 895 489	Non plafonnée

110	Art. L. 820-10 du code de commerce	Contribution annuelle acquittée par les personnes inscrites comme commissaires aux comptes, droit fixe sur chaque rapport de certification des comptes et contribution de la compagnie nationale des commissaires aux comptes	Haute autorité de l'audit (H2A)	-	18 060 000	18 060 000
111	Art. L. 642-13 du code rural et de la pêche maritime	Droit sur les produits bénéficiant d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique protégée	Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)	-	7 330 000	7 140 000
112	Art. L. 411-2 (premier alinéa) du code de la propriété intellectuelle	Redevances perçues à l'occasion des procédures et formalités en matière de propriété industrielle ainsi que de registre du commerce et des sociétés, établies par divers textes	Institut national de la propriété industrielle (INPI)	-	186 900 000	94 000 000
113	Art. L. 471-1 et L. 471-2 (16°) du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 521-8-1 (10°) du code de la recherche (affectation)	Taxe sur les biens des industries des corps gras (TICG)	Institut des corps gras (ITERG)	-	763 000	Non plafonnée
114	Art. 1609 <i>tertricies</i> du code général des impôts	Redevance sur les paris hippiques	Sociétés-mères de courses de chevaux	-	70 261 915	Non plafonnée
115	Art. L. 423-6 du code de l'environnement	Droit d'examen du permis de chasse	Office français de la biodiversité (OFB)	-	700 000	Non plafonné
116	Art. R. 423-11 du code de l'environnement	Redevance pour délivrance initiale du permis de chasse	OFB	-	1 100 000	Non plafonnée
117	Art. 1519 B et 1519 C du code général des impôts	Taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale	OFB		3 600 000	Non plafonnée

117 bis (ligne nouvelle)	Art. 138 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (création) et Art. 115 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre-2022 de finances pour 2023 (affectation)	Fraction du prélèvement sur les jeux de loterie correspondant aux jeux consacrés à la biodiversité	OFB	-	8 000 000	Non plafonnée
118	Art. L. 312-1 et L. 312-22 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 121-6 du code de l'énergie (affectation)	Fraction d'accise sur les carburants, à l'exception du gaz naturel carburant	Opérateurs électriques chargés d'une mission de service public au titre du 1° de l'article L. 121-7 du code de l'énergie, pour la part relative aux contrats de cogénération à partir de gaz naturel, et au 3° du même article L. 121-7	-	344 111 088	Non plafonnée
119	Art. L. 312-1 et L. 312-22 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 121-35 du code de l'énergie (affectation)	Fraction d'accise sur les carburants, à l'exception du gaz naturel carburant	Opérateurs de gaz naturel chargés d'une mission de service public au titre des 3° à 6° de l'article L. 121-36 du code de l'énergie	-	773 767 059	Non plafonnée
120	Art. R. 434-35 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	Redevance perçue à l'occasion de l'introduction des familles étrangères en France	Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)	-	800 000	Non plafonnée
121	Art. L. 312-1 et L. 312-37-1 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 121-6 du code de l'énergie (affectation)	Accise sur les énergies, perçue sur l'électricité et les combustibles (accise sur les énergies de chauffage), composante modulée en fonction des coûts de la péréquation tarifaire	Opérateurs électriques chargés d'une mission de service public dans les zones non interconnectées au réseau métropolitain continental au titre de l'article L. 121-6 du code de l'énergie	-	3 249 484 246	Non plafonnée

122	Art. L. 423-37 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 742-11-2 du code de sécurité intérieure (affectation)	Taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP)	Organismes de secours et de sauvetage en mer agréés (article L. 742-9 du code de la sécurité intérieure)	-	4 000 000	4 000 000
123	Art. L. 423-37 du code des impositions sur les biens et services (création) et L. 742-11-2 du code de sécurité intérieure (affectation)	Taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP) fraction perçue sur les engins ne battant pas pavillon français	Organismes de secours et de sauvetage en mer agréés (article L. 742-9 du code de la sécurité intérieure)	-	160 000	168 000
124	Art. 1519 B et 1519 C du code général des impôts	Taxe sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale	Organismes de secours et de sauvetage en mer agréés (article L. 742-9 du code de la sécurité intérieure)	-	1 800 000	Non plafonnée
125	Art. L. 423-47 à L. 423-56 du code des impositions sur les biens et services (création) et L. 321-12 du code de l'environnement (affectation)	Taxe sur le transport maritime de passagers embarqués à destination d'espaces naturels protégés	Personne publique assurant la gestion de l'espace naturel protégé concerné ou commune d'implantation de l'espace naturel protégé	-	4 500 000	Non plafonnée
126	Art. L. 422-49 du code des impositions sur les biens et services (création) et Art. L. 6360-2 du code des transports (affectation)	Taxe sur les nuisances sonores aériennes	Personnes publiques ou privées exploitant des aérodrômes	-	48 800 000	50 000 000
127	Art. 231 <i>ter</i> du code général des impôts (création) et 36 (XI) de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre-2016 de finances pour 2017 (affectation)	Taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement annexées à ces catégories de locaux perçue dans la région d'Île-de-France	Société des grands projets (SGP)	-	792 847 053	782 000 000

128	Art. 1599 <i>quater A bis</i> du code général des impôts	Imposition forfaitaire sur le matériel roulant circulant sur le réseau de transport ferroviaire et guidé géré par la RATP (IFER-STIF RATP)	SGP	-	86 198 112	89 626 608
129	Art. 1 609 G du code général des impôts	Taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public Société des grands projets	SGP	-	67 100 000	67 100 000
130	Art. 1599 <i>quater C</i> du code général des impôts	Taxe sur les surfaces de stationnement	SGP	-	18 472 976	18 926 712
131	Art. L. 2531-17 du code général des collectivités territoriales	Taxe additionnelle régionale de 15 % à la taxe de séjour en Île-de-France	SGP	-	20 280 000	20 000 000
132	Art. L. 5424-15, D. 5424-7, D. 5424-29 et D. 5424-36 à D. 5424-41 du code du travail (création) et R. 4643-35 à R. 4643-42 dont R. 4643-40 du code du travail (affectation)	Cotisation bâtiment et travaux publics (BTP) intempéries	Union des caisses de France - congés intempéries BTP (UCF CIBTP)	-	128 325 577	Non plafonnée
133	Art. 1 635 <i>bis</i> Q du code général des impôts	Droit de timbre sur les procédures civiles et prud'homales en première instance	Union nationale des caisses des règlements pécuniaires des avocats (UNCARPA)	-	45 000 000	45 000 000
134	Art. L. 136-1 à L. 136-8 du code de la sécurité sociale et 1600-0 C et 1600-0 D du code général des impôts	Contribution sociale généralisée (CSG)	UNEDIC	-	17 100 000 000	Non plafonnée
135	Art. L. 4316-1 1° et R. 4316-1 du code des transports (ligne supprimée)	Redevance hydraulique	VNF - Voies navigables de France	-	150 800 000	150 300 000

* Le rendement prévisionnel est inscrit à titre indicatif.

③ I *bis* (nouveau). – Il est opéré en 2026 un prélèvement de 20 millions d'euros sur les fonds de roulement du réseau des chambres de commerce et d'industrie. Ce prélèvement est réparti entre les différents établissements du réseau par CCI France et est reversé au budget général de l'État avant le 31 décembre 2026. Le recouvrement ainsi que le contentieux, les garanties et les sanctions relatifs à ce prélèvement sont régis par les règles applicables en matière de taxe sur les salaires.

④ I *ter* (nouveau). – Au début du II de l'article 115 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, les mots : « 2024 et 2025 » sont remplacés par les mots : « 2026 et 2027 ».

⑤ II. – L'article L. 137-24 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

⑥ 1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :

- 7 « Une fraction du produit des prélèvements prévus aux articles L. 137-20, L. 137-21 et L. 137-22, qui ne peut excéder 5 millions d'euros, est affectée à l'Agence nationale de santé publique dans la limite d'un plafond annuel fixé par la loi de finances. » ;
- 8 2° Au début du second alinéa, les mots : « Le surplus du produit de ces prélèvements est affecté » sont remplacés par les mots : « La part du produit de ces prélèvements qui excède 5 millions d'euros est affectée ».
- 9 III. – (*Supprimé*)
- 10 IV. – A. – Au 3° de l'article 5-1 de la loi n° 78-654 du 22 juin 1978 concernant les comités professionnels de développement économique, après le mot : « hauteur », sont insérés les mots : « de 70 % ».
- 11 B. – L'article L. 521-8-1 du code de la recherche est complété par un 11° ainsi rédigé :
- 12 « 11° À l'Institut français du textile et de l'habillement, à hauteur de 30 % de la fraction perçue sur les biens des industries de l'habillement au sens de l'article L. 471-6 du même code. »
- 13 C. – Le troisième alinéa de l'article L. 521-8-3 du code de la recherche est complété par une phrase ainsi rédigée : « Pour les biens des industries de l'habillement mentionnés à l'article L. 471-6 du code des impositions sur les biens et services, seul l'organisme mentionné au 3° de l'article 5-1 de la loi n° 78-654 du 22 juin 1978 est compétent. »
- 14 D. – L'article L. 471-58 du code des impositions sur les biens et services est ainsi modifié :
- 15 1° Au début du c du 1°, sont ajoutés les mots : « Sans préjudice du n du 2° du présent article, » ;
- 16 2° Le 2° est complété par un n ainsi rédigé :
- 17 « n) Les biens des industries de l'habillement au sens de l'article L. 471-6. »
- 18 V. – A. – À la deuxième phrase du premier alinéa du I de l'article 1600 du code général des impôts, après le mot : « région », sont insérés les mots : « et l'établissement public du commerce et de l'industrie de Corse ».
- 19 B. – Le 10° de l'article L. 711-16 du code de commerce est ainsi modifié :
- 20 1° À la première phrase, après le mot : « région », sont insérés les mots : « et l'établissement public du commerce et de l'industrie de Corse » ;
- 21 2° La troisième phrase est ainsi modifiée :
- 22 a) Après le mot : « région », sont insérés les mots : « et l'établissement public du commerce et de l'industrie de Corse » ;
- 23 b) Après la deuxième occurrence du mot : « chambres », sont insérés les mots : « et de l'établissement public du commerce et de l'industrie de Corse » ;
- 24 c) Après la seconde occurrence du mot : « industrie », sont insérés les mots : « et l'établissement public du commerce et de l'industrie de Corse ».
- 25 V bis (*nouveau*). – L'article 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 est ainsi modifié :
- 26 1° Au I, après la référence : « I ter », sont insérés les mots : « et du I quater » ;
- 27 2° Après le I ter, il est inséré un I quater ainsi rédigé :
- 28 « I quater. – Une fraction de 90 millions d'euros du produit de la mise aux enchères des quotas d'émission de gaz à effet de serre mentionné au I est affectée chaque année à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. »
- 29 VI. – Le troisième alinéa du I de l'article 135 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Le montant de la contribution fixé pour chaque agence de l'eau résultant de l'application des quatrième et avant-dernier alinéas du présent I peut être modulé, à la hausse ou à la baisse, dans la limite de 10 %. »
- 30 VII. – A. – La trente et unième ligne de la première colonne du tableau du second alinéa du I de l'article 125 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 est ainsi rédigée : « Redevances pour pollution de l'eau, redevances pour modernisation des réseaux de collecte, redevance sur la consommation d'eau potable, redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif, redevances pour pollutions diffuses, redevances pour prélèvement sur la ressource en eau, redevance pour stockage d'eau en période d'étiage, redevances cynégétiques, droit de validation du permis de chasse, redevance pour protection du milieu aquatique, redevance pour obstacle sur les cours d'eau ».
- 31 B. – Le premier alinéa de l'article L. 213-10 du code de l'environnement est ainsi modifié :
- 32 1° Après la première occurrence du mot : « potable », sont insérés les mots : « pour modernisation des réseaux de collecte, » ;
- 33 2° À la fin, les mots : « et pour protection du milieu aquatique » sont remplacés par les mots : « , pour protection du milieu aquatique et pour obstacle sur les cours d'eau ».
- 34 C. – Le A du IV de l'article 125 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 est abrogé.
- 35 VIII. – Le tableau du dernier alinéa du 1 du III bis de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 est ainsi rédigé :
- 36
- «
- | A. – Personne affectataire | B. – Part du plafond global |
|--|-----------------------------|
| Agence de l'eau Adour-Garonne | 15,2 % |
| Agence de l'eau Artois-Picardie | 6,7 % |
| Agence de l'eau Loire-Bretagne | 17,5 % |
| Agence de l'eau Rhin-Meuse | 7,6 % |
| Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse | 25,2 % |
| Agence de l'eau Seine-Normandie | 27,8 % |
- »

- 37 IX. – À la fin de la deuxième phrase du 2° du 1 du VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, le montant : « 3 949 162 945,00 euros » est remplacé par le montant : « 3 878 312 945,00 euros ».
- 38 X. – Il est opéré en 2026 un prélèvement de 50 millions d'euros sur les ressources du Centre national du cinéma et de l'image animée mentionné à l'article L. 111-1 du code du cinéma et de l'image animée. En l'absence de versement spontané avant le 1^{er} juin 2026, le ministre chargé du budget émet un titre de perception, recouvré comme en matière de créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine.
- 39 XI. – A. – Le code des assurances est ainsi modifié :
- 40 1° L'article L. 422-1 est ainsi modifié :
- 41 a) Au deuxième alinéa, le mot : « biens » est remplacé par le mot : « dommages » ;
- 42 b) Au troisième alinéa, les mots : « , dans sa rédaction en vigueur à la date de publication de la loi n° 2013-1279 du 29 décembre 2013 de finances rectificative pour 2013 » sont remplacés par les mots : « et des contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile générale relevant de la branche 13 du même article R. 321-1 » ;
- 43 c) Au quatrième alinéa, le montant : « 6,50 € » est remplacé par le montant : « 15 € » ;
- 44 2° Au premier alinéa de l'article L. 422-6, après le mot : « applicables », sont insérés les mots : « dans leur rédaction résultant de la loi n° ... du ... de finances pour 2026 ».
- 45 B. – Le présent XI entre en vigueur le 1^{er} janvier 2027.
- 46 XII. – L'article L. 6241-1 du code du travail est ainsi modifié :
- 47 1° Le second alinéa du I est complété par une phrase ainsi rédigée : « En sont également redevables les associations, les organismes, les fondations, les fonds de dotation, les congrégations et les syndicats à activités non lucratives mentionnés au 1^{bis} de l'article 206 dudit code et aux 5°, 5° *bis* et 11° de l'article 207 du même code. » ;
- 48 2° Le 4° du III est abrogé.
- 49 XIII. – Le produit du tarif de base de la taxe sur les installations nucléaires de base relevant du secteur énergétique et assimilées est reversé au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives mentionné à l'article L. 332-1 du code de la recherche, dans la limite d'un plafond fixé par la loi de finances.
- 50 XIV (nouveau). – Le II de l'article L. 425-20 du code des impositions sur les biens et services est ainsi modifié :
- 51 1° Le premier alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :
- 52 « II. – À compter de 2025, une fraction égale à 50 000 000 € du produit de la taxe est affectée annuellement à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France. Cette fraction est dédiée à la conduite d'un programme de cofinancement d'études et de travaux à réaliser sur les ponts et autres ouvrages d'art sous la responsabilité des communes exerçant la compétence définie au 5° de l'article L. 2122-21 du code général des collectivités territoriales ou, le cas échéant, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre auxquels cette compétence a été transférée dans les conditions prévues au II de l'article L. 5214-16, au I de l'article L. 5215-20, au I de l'article L. 5215-20-1 ou au II de l'article L. 5216-5 du même code.
- 53 « Ce montant est exclusivement dévolu à ce programme de cofinancement de travaux à réaliser sur les ponts et autres ouvrages d'art et ne peut être redéployé au profit du financement de dépenses d'investissement d'une autre nature dans le champ des dépenses qui peuvent être financées par l'Agence mentionnée à l'article L. 1512-19 du code des transports aux termes de l'article R. 1512-12 du même code. » ;
- 54 2° Le deuxième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée : « La répartition de cette fraction entre les affectataires est déterminée en fonction de la longueur de voirie en gestion selon des modalités définies par décret. » ;
- 55 3° Le dernier alinéa est supprimé.
- 56 XV (nouveau). – L'article L. 332-4 du code de la recherche est ainsi rétabli :
- 57 « Art. L. 332-4. – Sont affectées au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, dans la limite des plafonds fixés par la loi de finances :
- 58 « 1° Une fraction du produit de l'accise sur les énergies mentionnée à l'article L. 312-1 du code des impositions sur les biens et services et perçue sur l'électricité ;
- 59 « 2° Une fraction du produit de l'accise sur les énergies mentionnée au même article L. 312-1 et perçue sur le gaz. »
- 60 XVI (nouveau). – L'article L. 312-107 du code des impositions sur les biens et services est ainsi modifié :
- 61 1° Le 3° est complété par un c ainsi rédigé :
- 62 « c) L'article L. 332-4 du code de la recherche. » ;
- 63 2° Après le 4°, il est inséré un 5° ainsi rédigé :
- 64 « 5° S'agissant de l'accise perçue sur le gaz, l'article L. 332-4 du code de la recherche. »
- 65 XVII (nouveau). – Au premier alinéa de l'article 137 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, le montant : « 74,7 millions d'euros » est remplacé par le montant : « 79,7 millions d'euros ».
- 66 XVIII (nouveau). – Le produit de la taxe relative aux frais de gestion des petits colis en provenance de pays tiers est affectée jusqu'à son abrogation à l'Agence de financement des infrastructures de transport mentionnée à l'article L. 1512-19 du code des transports.
- 67 XIX (nouveau). – La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.
- 68 XX (nouveau). – La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales du présent article est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

69 XXI (nouveau). – La perte de recettes résultant pour l'État du XIX est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

70 XXII (nouveau). – La perte de recettes résultant pour l'État de l'augmentation de 40 à 50 millions d'euros du plafond d'affectation du produit de la taxe sur les nuisances sonores aériennes aux personnes publiques ou privées exploitant des aéroports est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

L'amendement n° A-5, présenté par M. Husson, au nom de la commission des finances, est ainsi libellé :

I. Alinéa 2, tableau, septième ligne

Supprimer cette ligne.

II. Alinéa 66

Supprimer cet alinéa.

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean-François Husson, rapporteur général de la commission des finances. Par cet amendement, la commission propose de revenir sur les dispositions introduites dans le texte à la suite de l'adoption à l'article 36 de l'amendement n° I-1810 rectifié. Présenté hier soir par le président Longeot, celui-ci vise à affecter 500 millions d'euros du produit de la taxe sur les petits colis à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afit France).

Comme cela a été dit en séance publique, cette affectation est totalement orthogonale avec notre cadre juridique et contraire au droit européen. Elle met en péril la taxe elle-même, dont le produit serait en outre affecté, conformément aux dispositions du code des douanes, aux douaniers, faute d'avoir la possibilité juridique de l'affecter ailleurs.

Je propose donc de supprimer une telle affectation, qui n'est ni opérante ni conforme au droit européen.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Amélie de Montchalin, ministre. Mesdames, messieurs les sénateurs, je profite de l'examen de cet amendement, sur lequel j'émetts un avis favorable, pour vous indiquer que, sur chaque amendement déposé dans le cadre de cette seconde délibération, je m'en tiens aux avis que mes collègues ou moi-même avons exprimés au banc du Gouvernement.

Nous étions défavorables à l'amendement n° I-1810 rectifié ; je suis donc, par cohérence, favorable à celui qui est proposé par M. le rapporteur général.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° A-5.

J'ai été saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe Les Républicains.

Je rappelle que l'avis du Gouvernement est favorable.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 80 :

Nombre de votants	341
Nombre de suffrages exprimés	340
Pour l'adoption	240
Contre	100

Le Sénat a adopté.

Je mets aux voix l'article 36, modifié.

(L'article 36 est adopté.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre.

Mme Amélie de Montchalin, ministre. Mesdames, messieurs les sénateurs, pour des raisons que vous pourrez comprendre, nous avons besoin de quelques minutes pour pouvoir vous présenter l'article d'équilibre et l'article liminaire parfaitement mis à jour, compte tenu des votes intervenus et des décisions prises dans le cadre de la seconde délibération.

Monsieur le président, je sollicite donc une courte suspension de séance, afin de permettre au Gouvernement de proposer au Sénat une version actualisée de ces deux articles.

M. le président. Mes chers collègues, nous allons interrompre nos travaux pour quelques instants.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à douze heures cinquante, est reprise à douze heures cinquante-cinq.)

M. le président. La séance est reprise.

Article 48 et état A

Article 48

① I – Pour 2026, les ressources affectées au budget, évaluées dans l'état A annexé à la présente loi, les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux montants suivants :

②

(En millions d'euros*)							
	Ressources (1) dont fonctionnement (2) dont investissement (3)			Charges (1) dont fonctionnement (2) dont investissement (3)			Solde
	1	2	3	1	2	3	
Budget général							
Recettes fiscales** / dépenses***	359 966	359 966		447 414	417 423	29 990	

Recettes non fiscales	28 730	15 691	13 039				
Recettes totales / dépenses totales	388 696	375 657	13 039	447 414	417 423	29 990	
À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne	73 558	73 558					
Montants nets pour le budget général	315 1339	302 100	13 039	447 414	417 423	29 990	-132 275
Évaluation des fonds de concours et des attributions de produits	6 143	4 873	1 269	6 143	4 873	1 269	
Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours	321 281	306 973	14 308	453 556	422 297	31 260	
Budgets annexes							
Contrôle et exploitation aériens	2 774	2 774		2 426	2 149	277	+349
Publications officielles et information administrative	175	175		147	130	17	+28
Totaux pour les budgets annexes	2 949	2 949		2 573	2 279	293	+376
Évaluation des fonds de concours et des attributions de produits :							
- Contrôle et exploitation aériens	45	33	13	45	33	13	
- Publications officielles et information administrative	0	0	0	0	0	0	
Totaux pour les budgets annexes y compris fonds de concours	2 995	2 982	13	2 618	2 312	306	
Comptes spéciaux							
Comptes d'affectation spéciale	77 513	72 092	5 421	77 535	71 834	5 700	-21
Comptes de concours financiers	149 418	0	149 718	150 140	3 878	146 262	-422
Comptes de commerce (solde)							+1
Comptes d'opérations monétaires (solde)							+110
Solde pour les comptes spéciaux							-332
Solde général							-132 231
<p>Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.</p> <p>** Recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).</p> <p>*** Dépenses budgétaires brutes, minorées des remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (cf. état B, mission « Remboursements et dégrèvements », programme 200).</p>							

③ II. – Pour 2026 :

④ 1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

⑤

(En milliards d'euros)	
Besoin de financement	
Amortissement de la dette à moyen et long termes	169,9
dont remboursement du nominal à valeur faciale	167,5

dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)	2,4
Amortissement de la dette reprise de SNCF Réseau	2,5
Amortissement des autres dettes reprises	0,0
Déficit à financer	132,2
Autres besoins de trésorerie	3,0
Total	307,6
Ressources de financement	
Émission de dette à moyen et long termes, nette des rachats	310,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	0,0
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	-0,4
Variation des dépôts des correspondants	0,0
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État	0,0
Autres ressources de trésorerie	-2,0
Total	307,6

- ⑥ 2° Le ministre chargé des finances est autorisé à procéder, en 2026, dans des conditions fixées par décret :
- ⑦ a) à des emprunts à long, moyen et court termes libellés en euros ou en autres devises pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie ou pour renforcer les réserves de change ;
- ⑧ b) à l'attribution directe de titres de dette publique négociable à la Caisse de la dette publique ;
- ⑨ c) à des conversions facultatives, à des opérations de pension sur titres d'État ;
- ⑩ d) à des opérations de dépôts de liquidités auprès de la Caisse de la dette publique, auprès d'établissements publics nationaux dont la liste est établie par décret, auprès de la Société de prise de participations de l'État, auprès du Fonds européen de stabilité financière, auprès du Mécanisme européen de stabilité, auprès des institutions et agences financières de l'Union européenne, sur le marché interbancaire de la zone euro, auprès des États de la même zone ainsi qu'auprès d'organisations internationales ;
- ⑪ e) à des souscriptions de titres de créances négociables émis par des établissements publics administratifs, à des rachats, à des échanges d'emprunts, à des échanges de devises ou de taux d'intérêt, à l'achat ou à la vente d'options, de contrats à terme sur titres d'État ou d'autres instruments financiers à terme.
- ⑫ 3° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année et en valeur nominale, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an est fixé à 142,5 milliards d'euros.
- ⑬ 4° Le plafond de l'encours total de dette autorisé pour le budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » pour 2026 est fixé à 1,34 milliard d'euros.
- ⑭ Le plafond de l'encours total de dette autorisé pour le budget annexe « Publications officielles et information administrative » pour 2026 est fixé à 0,0 milliard d'euros.
- ⑮ III. – Pour 2026, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'État, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est fixé au nombre de 2 016 366.
- ⑯ IV. – Pour 2026, les éventuels surplus mentionnés au 10° du I de l'article 34 de la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances sont utilisés dans leur totalité pour réduire le déficit budgétaire.
- ⑰ Il y a constatation de tels surplus si, pour l'année 2026, le produit des impositions de toute nature établies au profit de l'État net des remboursements et dégrèvements d'impôts, révisé dans la dernière loi de finances rectificative ou de fin de gestion pour l'année 2026 ou, à défaut, dans le projet de loi de finances pour 2027, est, à législation constante, supérieur à l'évaluation figurant dans l'état A mentionné au I du présent article.

ÉTAT A

Voies et moyens**I. – BUDGET GÉNÉRAL**

(En euros)		
Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Évaluation pour 2026
	1. Recettes fiscales	
	11. Impôt net sur le revenu	102 926 208 951

1101	Impôt net sur le revenu	102 926 208 951
	12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	2 414 300 000
1201	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	2 414 300 000
	13. Impôt net sur les sociétés	58 921 838 886
1301	Impôt net sur les sociétés	58 921 838 886
	13 bis. Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	1 411 000 000
1302	Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	1 411 000 000
	13 ter. Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	374 000 000
1303	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	374 000 000
	13 quater. Impôt minimum mondial à 15 % - pilier 2	500 000 000
1304	Impôt minimum mondial à 15 % - pilier 2	500 000 000
	14. Autres impôts directs et taxes assimilées	32 530 539 334
1401	Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	1 127 940 000
1402	Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	4 800 000 000
1403	Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n° 63-254 du 15 mars 1963 art 28-IV)	0
1404	Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	23 276
1405	Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	168 407
1406	Contribution des hauts patrimoines	2 494 517 338
1407	Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	78 909 473
1408	Prélèvements sur les entreprises d'assurance	166 981 751
1409	Taxe sur les salaires	0
1410	Cotisation minimale de taxe professionnelle	822 828
1411	Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	27 451 462
1412	Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	34 654 281
1413	Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	148 510 276
1415	Contribution des institutions financières	0
1416	Taxe sur les surfaces commerciales	240 601 099
1421	Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1 029 273
1427	Prélèvements de solidarité	15 634 906 822
1429	Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement)	-50 000 000
1430	Taxe sur les services numériques	1 181 600 000
1431	Taxe d'habitation sur les résidences principales	0
1439	Taxe sur le patrimoine financier	100 000 000
1440	Contribution différentielle applicable à certains contribuables titulaires de très hauts revenus	1 650 000 000

1441	Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises	0
1442	Taxe sur les petits colis	900 000 000
1497	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	2 741 291 801
1498	Cotisation foncière des entreprises	1 000 000
1499	Recettes diverses	1 250 131 247
	15. Accises sur les énergies	24 635 960 424
1501	Accises sur les énergies (ex-TICPE)	17 004 750 084
	1502 Accises sur les énergies (ex-TICGN)	2 226 300 000
	1503 Accises sur les énergies (ex-TICFE)	5 485 300 000
1504	Autres taxes intérieures	9 000 000
	16. Taxe sur la valeur ajoutée nette	109 596 224 508
1601	Taxe sur la valeur ajoutée nette	109 596 224 508
	17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	43 028 237 286
1701	Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	471 303 447
1702	Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	241 186 681
1703	Mutations à titre onéreux de meubles corporels	239 536
1704	Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	75 335 666
1705	Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	4 422 986 306
1706	Mutations à titre gratuit par décès	16 995 331 339
1707	Contribution de sécurité immobilière	814 607 244
1711	Autres conventions et actes civils	586 128 882
1712	Actes judiciaires et extrajudiciaires	0
1713	Taxe de publicité foncière	617 316 900
1714	Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	478 273 006
1715	Taxe additionnelle au droit de bail	0
1716	Recettes diverses et pénalités	322 226 234
1721	Timbre unique	567 000 000
1722	Taxe sur les véhicules de société	0
1723	Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0
1725	Permis de chasser	0
1726	Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	1 270 000 000
1751	Droits d'importation	0
1752	Contribution sur la rente infra-marginale de la production d'électricité	0
1754	Autres droits et recettes accessoires	4 530 152
1755	Amendes et confiscations	42 903 860
1756	Taxe générale sur les activités polluantes	1 303 000 000
1757	Cotisation à la production sur les sucres	0

1758	Droit de licence sur la rémunération des débiteurs de tabac	0
1761	Taxe et droits de consommation sur les tabacs	78 000 000
1766	Garantie des matières d'or et d'argent	0
1768	Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	176 500 433
1769	Autres droits et recettes à différents titres	194 326 520
1773	Taxe sur les achats de viande	0
1774	Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0
1776	Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	49 327 696
1777	Taxe sur certaines dépenses de publicité	14 931 000
1780	Taxe de l'aviation civile	0
1781	Taxe sur les installations nucléaires de base	683 000 000
1782	Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	23 560 308
1785	Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs)	3 233 000 000
1786	Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	991 544 429
1787	Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	434 990 196
1788	Prélèvement sur les paris sportifs	1 041 745 542
1789	Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	97 906 530
1790	Redevance sur les paris hippiques en ligne	0
1796	Taxe sur les rachats d'actions	200 000 000
1797	Taxe sur les transactions financières	2 630 000 000
1798	Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'État en 2010)	881 410
1799	Autres taxes	4 966 153 969
	18. Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	-9 461 709 884
	Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État, autres que ceux s'appliquant à l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée	-9 461 709 884
	2. Recettes non fiscales	
	21. Dividendes et recettes assimilées	5 175 12 567
2110	Produits des participations de l'État dans des entreprises financières	1 257 454 531
2116	Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	3 911 700 000
2199	Autres dividendes et recettes assimilées	6 058 036
	22. Produits du domaine de l'État	1 359 819 260
2201	Revenus du domaine public non militaire	600 000 000
2202	Autres revenus du domaine public	9 000 000
2203	Revenus du domaine privé	314 152 593
2204	Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	434 666 667
2209	Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0
2211	Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'État	0

2212	Autres produits de cessions d'actifs	0
2299	Autres revenus du Domaine	2 000 000
	23. Produits de la vente de biens et services	2 335 138 796
2301	Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	677 333 333
2303	Autres frais d'assiette et de recouvrement	995 750 997
2304	Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	33 719 302
2305	Produits de la vente de divers biens	21 630
2306	Produits de la vente de divers services	3 649 187
2399	Autres recettes diverses	624 664 347
	24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	7 863 713 959
2401	Intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers	216 427 403
2402	Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	26 383 753
2403	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	46 259 644
2409	Intérêts des autres prêts et avances	163 242 000
2411	Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	184 000 000
2412	Autres avances remboursables sous conditions	0
2413	Reversement au titre des créances garanties par l'État	13 483 162
2499	Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	7 213 917 997
	25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	2 695 870 585
2501	Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	796 444 287
2502	Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	708 326 831
2503	Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	114 322 164
2504	Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'État	11 815 651
2505	Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires	1 048 281 302
2510	Frais de poursuite	5 051 373
2511	Frais de justice et d'instance	7 503 411
2512	Intérêts moratoires	17 292
2513	Pénalités	4 108 274
	26. Divers	9 300 348 936
2601	Reversements de Natixis	0
2602	Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	401 700 000
2603	Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations	790 000 000
2604	Divers produits de la rémunération de la garantie de l'État	329 720 000
2611	Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	289 355 000
2612	Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	13 810 903
2613	Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	3 938
2614	Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0

2615	Commissions et frais de trésorerie perçus par l'État dans le cadre de son activité régalienn	32 628
2616	Frais d'inscription	7 076 744
2617	Recouvrement des indemnisations versées par l'État au titre des expulsions locatives	6 262 809
2618	Remboursement des frais de scolarité et accessoires	5 752 308
2620	Récupération d'indus	63 324 964
2621	Recouvrements après admission en non-valeur	125 082 363
2622	Divers versements de l'Union européenne	6 140 000 000
2623	Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	101 012 363
2624	Intérêts divers (hors immobilisations financières)	51 849 207
2625	Recettes diverses en provenance de l'étranger	3 439 916
2626	Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art. 109 de la loi de finances pour 1992)	3 963 753
2627	Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0
2697	Recettes accidentelles	378 114 827
2698	Produits divers	126 000 000
2699	Autres produits divers	463 847 213
	3. Prélèvements sur les recettes de l'État	
	31. Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales	45 117 651 404
3101	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement	27 405 973 591
3103	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	3 575 438
3104	Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	15 000 000
3106	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	7 866 719 297
3107	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	946 979 349
3108	Dotation élu local	183 000 000
3109	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité de Corse	42 946 742
3111	Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	431 738 376
3112	Dotation départementale d'équipement des collèges	326 317 000
3113	Dotation régionale d'équipement scolaire	661 186 000
3118	Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	2 686 000
3119	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions)	278 463 769
3120	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements)	1 174 315 500
3121	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération intercommunale)	610 772 436
3122	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	137 455
3123	Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	370 103 970

3130	Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	3 308 187
3131	Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	107 000 000
3133	Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	6 822 000
3134	Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	164 278 401
3135	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	48 020 649
3136	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Guyane	27 000 000
3137	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	122 559 085
3138	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française	90 552 000
3145	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation foncière des entreprises des locaux industriels	3 939 647 589
3146	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des communes et des établissements publics de coopération intercommunale contributeurs au fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	3 800 000
3159	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	33 366 000
3160	Prélèvement sur les recettes de l'État en faveur des communes nouvelles	33 201 983
3163	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation et du lissage des pertes exceptionnelles de recettes de taxe foncière sur les propriétés bâties	17 393 977
3165	Prélèvement sur les recettes de l'État compensant les pertes de recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences secondaires	94 786 610
3168	Prélèvement sur les recettes de l'État compensant les retards de versement de la taxe d'aménagement (ligne nouvelle)	0
3169	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité de Corse au titre de la non-indexation sur l'indice des prix à la consommation harmonisé de la dotation de continuité territoriale (ligne nouvelle)	62 000 000
	32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	28 439 880 549
3201	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne	28 439 880 549
	4. Fonds de concours et attributions de produits	6 142 822 550

RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL

(En euros)		
Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Évaluation pour 2026
	1. Recettes fiscales	359 965 989 165
	Impôt net sur le revenu	102 926 208 951
	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	2 414 300 000
	Impôt net sur les sociétés	58 921 838 886
	Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	1 411 000 000

	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	374 000 000
	Impôt minimum mondial à 15 % - pilier 2	500 000 000
	Autres impôts directs et taxes assimilées	32 530 539 334
	Accises sur les énergies	24 725 350 084
	Taxe sur la valeur ajoutée nette	102 596 224 508
	Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	43 028 237 286
	Autres remboursements et dégrèvements d'impôts d'État	-9 461 709 884
	2. Recettes non fiscales	28 730 104 103
	Dividendes et recettes assimilées	5 175 212 567
	Produits du domaine de l'État	1 359 819 260
	Produits de la vente de biens et services	2 335 138 796
	Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	7 863 713 959
	Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	2 695 870 585
	Divers	9 138 322 575
	Total des recettes fiscales et non fiscales (I)	401 606 846 753
	3. Prélèvements sur les recettes de l'État	73 557 531 953
	Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales	45 117 651 404
	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne	28 439 880 549
	Total des recettes (I), nettes des prélèvements	315 138 561 315
	4. Fonds de concours et attributions de produits	6 142 822 550

II. – BUDGETS ANNEXES

(En euros)	
Intitulé de la recette	Évaluation pour 2026
Contrôle et exploitation aériens	2 819 490 268
Redevances de route	1 866 561 929
Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour la métropole	264 271 624
Redevance océanique et redevances pour services terminaux de la circulation aérienne en outre-mer	47 700 000
Redevances de surveillance et de certification	30 000 000
Tarif de l'aviation civile (part de la taxe sur le transport aérien de marchandises et de la taxe sur le transport aérien de passagers)	545 458 427
Tarif de solidarité de la taxe sur le transport aérien de passagers	0
Contribution Bâle-Mulhouse	9 561 675
Frais d'assiette et recouvrement sur taxes perçues pour le compte de tiers	7 013 134
Recettes diverses	3 500 000
Produit de cession d'actif	0
Total des recettes et des ressources de financement	2 774 066 789

Fonds de concours et attributions de produits	45 423 479
Publications officielles et information administrative	175 300 000
Bulletin officiel des annonces des marchés publics	65 000 000
Bulletin des annonces légales et obligatoires	6 600 000
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales	100 000 000
Journal officiel de la République française - Lois et Décrets	0
Vente de publications et abonnements	1 000 000
Prestations et travaux d'édition	1 900 000
Autres activités	800 000
Produit de cession d'actif	0
Total des recettes et des ressources de financement	175 300 000
Fonds de concours et attributions de produits	0

III. – COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

<i>(en euros)</i>		
Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Évaluation pour 2026
	Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 928 700 107
	Contrôle automatisé	344 340 107
01	Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé	344 340 107
02	Recettes diverses ou accidentelles	
	Circulation et stationnement routiers	1 584 360 000
03	Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé	170 000 000
04	Amendes forfaitaires de la police de la circulation et amendes forfaitaires majorées issues des infractions constatées par la voie du système de contrôle-sanction automatisé et des infractions aux règles de la police de la circulation	1 414 360 000
05	Recettes diverses ou accidentelles	
	Développement agricole et rural	146 000 000
01	Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations agricoles	146 000 000
03	Recettes diverses ou accidentelles	
	Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	381 901 000
01	Fraction du produit de l'accise sur l'électricité affectée au financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	381 901 000
02	Recettes diverses ou accidentelles	
	Gestion du patrimoine immobilier de l'État	270 000 000
01	Produits des cessions immobilières	160 000 000
02	Produits de redevances domaniales	110 000 000
	Participations financières de l'État	5 421 152 655
01	Produit des cessions, par l'État, de titres, parts ou droits de sociétés détenus directement	3 225 300 001
02	Reversement de produits, sous toutes formes, résultant des cessions de titres, parts ou droits de sociétés détenus indirectement par l'État	

03	Reversement de dotations en capital et de produits de réduction de capital ou de liquidation	
04	Remboursement de créances rattachées à des participations financières	
05	Remboursements de créances liées à d'autres investissements, de l'État, de nature patrimoniale	180 000 000
06	Versement du budget général	2 015 852 654
	Pensions	69 365 610 595
	Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité	66 077 244 637
01	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	4 858 448 372
02	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	6 043 821
03	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	890 091 061
04	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	27 656 152
05	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	70 032 376
06	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom	46 876 895
07	Personnels civils : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension	323 991 541
08	Personnels civils : retenues pour pensions : validation des services auxiliaires : part agent : retenues rétroactives, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC	3 652 820
09	Personnels civils : retenues pour pensions : rachat des années d'études	3 200 000
10	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité	15 490 286
11	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés hors l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité	0
12	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste	116 763 268
14	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres et détachés des budgets annexes	39 411 455
21	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension (hors allocation temporaire d'invalidité)	36 439 171 965
22	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors allocation temporaire d'invalidité)	43 591 903
23	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	6 743 000 838
24	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	125 664 963
25	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	430 570 076
26	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom	279 552 834
27	Personnels civils : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension	1 312 809 951

28	Personnels civils : contributions des employeurs : validation des services auxiliaires : part employeur : complément patronal, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC	6 207 320
32	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste	13 037 079
33	Personnels civils : contributions des employeurs : allocation temporaire d'invalidité	176 530 475
34	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres et détachés des budgets annexes	295 588 784
41	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	1 004 363 258
42	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	105 087
43	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	2 628 899
44	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	1 058 198
45	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	865 764
47	Personnels militaires : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension	63 365 545
48	Personnels militaires : retenues pour pensions : validation des services auxiliaires : part agent : retenues rétroactives, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC	6 249
49	Personnels militaires : retenues pour pensions : rachat des années d'études	1 200 000
51	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension	10 531 243 365
52	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension	1 212 779
53	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension	18 226 573
54	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension	7 085 356
55	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)	3 091 852
57	Personnels militaires : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension	787 207 477
58	Personnels militaires : contributions des employeurs : validation des services auxiliaires : part employeur : complément patronal, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC	
61	Recettes diverses (administration centrale) : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) : transfert au titre de l'article 59 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010	432 000 000
62	Recettes diverses (administration centrale) : La Poste : versement de la contribution exceptionnelle de l'Établissement public national de financement des retraites de La Poste	
63	Recettes diverses (administration centrale) : versement du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) au titre de la majoration du minimum vieillesse : personnels civils	1 200 000
64	Recettes diverses (administration centrale) : versement du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) au titre de la majoration du minimum vieillesse : personnels militaires	
65	Recettes diverses (administration centrale) : compensation démographique généralisée : personnels civils	920 000 000

66	Recettes diverses (administration centrale) : compensation démographique généralisée : personnels militaires	0
67	Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels civils	15 000 000
68	Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels militaires	9 000 000
69	Autres recettes diverses	11 000 000
	Ouvriers des établissements industriels de l'État	2 117 942 237
71	Cotisations salariales et patronales	275 607 127
72	Contribution au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (FSPOEIE) et au Fonds des rentes d'accident du travail des ouvriers civils des établissements militaires (RATOCEM)	1 721 720 380
73	Compensations inter-régimes généralisée et spécifique	108 000 000
74	Recettes diverses	12 570 641
75	Autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives	44 089
	Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions	1 170 423 721
81	Financement de la retraite du combattant : participation du budget général	463 983 167
82	Financement de la retraite du combattant : autres moyens	
83	Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : participation du budget général	160 000
84	Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : autres moyens	
85	Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : participation du budget général	603 500
86	Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : autres moyens	
87	Financement des pensions militaires d'invalidité : participation du budget général	617 370 506
88	Financement des pensions militaires d'invalidité : autres moyens	
89	Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : participation du budget général	17 700 000
90	Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : autres moyens	
91	Financement des allocations de reconnaissance des anciens supplétifs : participation du budget général	58 719 010
92	Financement des pensions des anciens agents du chemin de fer franco-éthiopien : participation du budget général	15 641
93	Financement des pensions des sapeurs-pompiers et anciens agents de la défense passive victimes d'accident : participation du budget général	11 813 897
94	Financement des pensions de l'ORTF : participation du budget général	58 000
95	Financement des pensions des anciens agents du chemin de fer franco-éthiopien : autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives	
96	Financement des pensions des sapeurs-pompiers et anciens agents de la défense passive victimes d'accident : autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives	
97	Financement des pensions de l'ORTF : autres financements : Fonds de solidarité vieillesse (FSV), Fonds de solidarité invalidité (FSI) et cotisations rétroactives	
98	Financement des pensions de l'ORTF : recettes diverses	
	Total des recettes	77 513 364 357

(En euros)		
Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Évaluation pour 2026
	Accords monétaires internationaux	0
01	Remboursements des appels en garantie de convertibilité concernant l'Union monétaire ouest-africaine	
02	Remboursements des appels en garantie de convertibilité concernant l'Union monétaire d'Afrique centrale	
03	Remboursements des appels en garantie de convertibilité concernant l'Union des Comores	
	Avances à l'audiovisuel public	3 878 312 945
01	Recettes	3 878 312 945
	Avances aux collectivités territoriales	135 506 566 623
	Avances aux collectivités et établissements publics, et aux collectivités régies par l'article 74 de la Constitution	0
01	Remboursement des avances de l'article 70 de la loi du 31 mars 1932 et de l'article L. 2336-1 du code général des collectivités territoriales	
02	Remboursement des avances de l'article 14 de la loi n° 46-2921 du 23 décembre 1946 et de l'article L. 2336-2 du code général des collectivités territoriales	
03	Remboursement des avances de l'article 34 de la loi n° 53-1336 du 31 décembre 1953 (avances spéciales sur recettes budgétaires)	
04	Avances à la Nouvelle-Calédonie (fiscalité nickel)	
05	Remboursement des avances aux collectivités régies par les articles 74 et 76 de la constitution	
11	Remboursement des avances destinées à soutenir la Nouvelle Calédonie	
	Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes	135 506 566 623
05	Recettes diverses	62 641 091 732
09	Taxe d'habitation et taxes annexes	3 821 332 659
10	Taxes foncières et taxes annexes	56 701 402 081
11	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	347 694 901
12	Cotisation foncière des entreprises et taxes annexes	11 995 045 250
	Avances remboursables de droits de mutation à titre onéreux destinées à soutenir les départements et d'autres collectivités affectés par les conséquences économiques de l'épidémie de covid-19	0
13	Avances remboursables de droits de mutation à titre onéreux destinées à soutenir les départements et d'autres collectivités affectés par les conséquences économiques de l'épidémie de covid-19	
	Prêts à des États étrangers	432 160 761
	Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	267 855 717
01	Remboursement des prêts accordés à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France	267 855 717
	Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France	42 805 044
02	Remboursement de prêts du Trésor	42 805 044

	Prêts à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social dans des États étrangers	121 500 000
03	Remboursement de prêts octroyés par l'Agence française de développement	121 500 000
	Prêts aux États membres de la zone euro	0
04	Remboursement des prêts consentis aux États membres de l'Union européenne dont la monnaie est l'euro	
	Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	159 325 178
	Prêts et avances pour le logement des agents de l'État	0
02	Avances aux agents de l'État pour l'amélioration de l'habitat	
04	Avances aux agents de l'État à l'étranger pour la prise en location d'un logement	
	Prêts pour le développement économique et social	159 325 178
05	Prêts accordés au titre du soutien à la filière nickel	30 000 000
06	Prêts pour le développement économique et social	110 177 446
07	Prêts à la filière automobile	
09	Prêts aux petites et moyennes entreprises	
12	Prêts octroyés dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir	19 147 732
	Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle	0
10	Prêts à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris-Charles de Gaulle	
	Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la covid-19 ou par le conflit en Ukraine	0
11	Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de la covid-19 ou par le conflit en Ukraine	
	Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	9 742 110 140
01	Remboursement des avances octroyées au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune	9 000 000 000
03	Remboursement des avances octroyées à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics	230 795 799
04	Remboursement des prêts et avances octroyés à des services de l'État	331 655 832
05	Remboursement des avances octroyées au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex	15 000 000
06	Remboursement des prêts octroyés aux exploitants d'aéroports touchés par la crise de covid-19 au titre des dépenses de sûreté-sécurité	94 658 509
07	Remboursement des prêts octroyés à Île-de-France Mobilités à la suite des conséquences de l'épidémie de covid-19	60 000 000
08	Remboursement des prêts destinés à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) à la suite des conséquences de l'épidémie de Covid-19	
10	Remboursement des prêts octroyés à FranceAgriMer au titre des préfinancements de fonds européens	10 000 000
Total des recettes		149 718 475 647

L'amendement n° A-6 rectifié, présenté par le Gouvernement, est ainsi libellé :

I. – État A

Modifier ainsi les évaluations de recettes :

I. BUDGET GÉNÉRAL			
(En euros)			
N° de ligne	Intitulé de la recette		Évaluation pour 2026
	1. Recettes fiscales		
	4. Autres impôts directs et taxes assimilées	majorer de	+200 000 000
1430	Taxe sur les services numériques	minorer de	-300 000 000
1442	Taxe sur les petits colis	majorer de	+500 000 000
RÉCAPITULATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL			
	1. Recettes fiscales	majorer de	+200 000 000
4	Autres impôts directs et taxes assimilées	majorer de	+200 000 000
	Total des recettes fiscales et non fiscales (I)	majorer de	+200 000 000
	Total des recettes (I), nettes des prélèvements	majorer de	+200 000 000

II. – Alinéa 1, tableau

②

Rédiger ainsi ce tableau :

(En millions d'euros*)							
	Ressources (1) dont fonctionnement (2) dont investissement (3)			Charges (1) dont fonctionnement (2) dont investissement (3)			Solde
	1	2	3	1	2	3	
Budget général							
Recettes fiscales** / dépenses***	360 166	360 166		447 414	417 423	29 990	
Recettes non fiscales	28 730	15 691	13 039				
Recettes totales / dépenses totales	388 896	375 857	13 039	447 414	417 423	29 990	
<i>À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne</i>	<i>73 558</i>	<i>73 558</i>					
Montants nets pour le budget général	315 339	302 300	13 039	447 414	417 423	29 990	-132 075
Évaluation des fonds de concours et des attributions de produits	6 143	4 873	1 269	6 143	4 873	1 269	
Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours	321 481	307 173	14 308	453 556	422 297	31 260	
Budgets annexes							
Contrôle et exploitation aériens	-	2 774		2 426	2 149	277	+349
Publications officielles et information administrative	175	175		147	130	17	+28
Totaux pour les budgets annexes	2 949	2 949		2 573	2 279	293	+376
Évaluation des fonds de concours et des attributions de produits :							

- Contrôle et exploitation aériens	45	33	13	45	33	13	
- Publications officielles et information administrative							
Totaux pour les budgets annexes y compris fonds de concours	2 995	2 982	13	2 618	2 312	306	
Comptes spéciaux							
Comptes d’affectation spéciale	77 513	72 092	5 421	77 535	71 834	5 700	-21
Comptes de concours financiers	149 718		149 718	150 140	3 878	146 262	-422
Comptes de commerce (solde)							+1
Comptes d’opérations monétaires (solde)							+110
Solde pour les comptes spéciaux							-332
Solde général							-132 031

III. – Alinéa 4, tableau

Rédiger ainsi ce tableau :

<i>(En milliards d’euros)</i>	
Besoin de financement	
Amortissement de la dette à moyen et long termes	169,9
<i>dont remboursement du nominal à valeur faciale</i>	<i>167,5</i>
<i>dont suppléments d’indexation versés à l’échéance (titres indexés)</i>	<i>2,4</i>
Amortissement de la dette reprise de SNCF Réseau	2,5
Amortissement des autres dettes reprises	0,0
Déficit à financer	132,0
Autres besoins de trésorerie	3,0
Total	307,6
Ressources de financement	
Émission de dette à moyen et long termes, nette des rachats	310,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	0,0
Variation nette de l’encours des titres d’État à court terme	-0,6
Variation des dépôts des correspondants	0,0
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l’État	0,0
Autres ressources de trésorerie	-2,0
Total	307,4

La parole est à Mme la ministre.

Mme Amélie de Montchalin, ministre. Je profite de cette intervention pour exprimer toute ma gratitude aux équipes de Bercy, aux commissaires du Gouvernement et à tous ceux qui, hors de cet hémicycle, s’efforcent de préparer au mieux les débats et de garantir leur sincérité.

Comme vous pouvez le constater, il ne leur a fallu que quelques minutes pour adapter les montants figurant dans les amendements que je m’appête à présenter, afin que ceux-ci traduisent le résultat de vos votes le plus fidèlement possible. Qu’ils en soient de nouveau remerciés, car je sais qu’ils suivent nos discussions derrière leur écran.

J'adresse par ailleurs des remerciements aux membres de mon cabinet et de ceux des ministres qui se sont succédé au banc pour permettre au Gouvernement de transmettre au Sénat les informations les plus précises possible.

L'article d'équilibre, actualisé par rapport à ce que je vous ai indiqué voilà un peu moins d'une heure, affiche désormais un déficit budgétaire qui s'établit désormais à 132 milliards d'euros.

La dégradation s'élève à présent à 7,7 milliards d'euros par rapport au texte initial. Cela s'explique notamment par le fait que, au travers des votes que vous avez émis dans le cadre de la seconde délibération, vous avez amélioré nos recettes fiscales nettes de 200 millions d'euros, en revenant en particulier sur la taxe sur les petits colis et sur la taxe sur les services numériques.

Un certain nombre de dispositions actées lors de cette même seconde délibération ne sont pas facilement chiffrables. Il s'agit notamment, j'y reviendrai, d'éléments qui relèvent davantage de la technique que du rendement. Ils n'ont donc pas d'impact sur le solde budgétaire.

Mesdames, messieurs les sénateurs, j'en viens au montant qui est sans doute le plus important. Le déficit, au moment où le PLF vous a été transmis, c'est-à-dire une fois que vous aviez achevé l'examen du PLFSS, s'élevait à 4,8 % du PIB. Dans le texte issu de vos travaux, il représente maintenant 5,1 % du PIB, soit une dégradation de 0,3 point.

Cette dégradation est presque intégralement portée par des transferts supplémentaires aux collectivités et, dans une moindre mesure, à certaines agences et à certains opérateurs. Cela entraîne donc davantage de dépenses dans ces sous-secteurs, soit autant d'argent qui, j'imagine, sera dépensé et dégradera donc, en miroir, le solde de l'État. En effet, je le rappelle, l'article liminaire présente uniquement le solde de l'ensemble des administrations publiques centrales.

Afin de vous permettre d'examiner la seconde partie du projet de loi de finances et de débattre aussi bien des dépenses prévues que des économies attendues, je vous invite donc à adopter les amendements n^{os} A-6 rectifié et A-7, qui visent à actualiser respectivement le tableau d'équilibre et l'article liminaire.

Ces dispositions constituent en quelque sorte la photographie, la description fidèle des choix que vous avez réalisés lors de la première partie et qu'il est indispensable de prendre en compte avant d'entamer l'examen de la seconde. Je vous remercie par avance de la confiance que vous voudrez bien accorder au Gouvernement sur ce point.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-François Husson, rapporteur général de la commission des finances. Sagesse.

M. le président. La parole est à M. Pascal Savoldelli, pour explication de vote.

M. Pascal Savoldelli. Le budget qui nous avait été soumis par le Gouvernement se fondait sur un tiers d'augmentation des recettes et deux tiers de réduction des dépenses.

La majorité sénatoriale se préparait à transférer 90 % de l'ajustement budgétaire sur les services publics et leurs usagers, pour une économie de 31 milliards d'euros. Nous

voyons désormais que c'était un mensonge, non seulement d'un point de vue comptable, mais aussi politique : vous demandez seconde délibération sur seconde délibération, avec l'assurance de ceux qui craignent d'envisager le pire.

Le problème de la seconde délibération, ce n'est pas sa légalité ou sa légitimité technique – on pourrait discuter de l'histoire de cette procédure, qui est d'ailleurs très intéressante –, c'est son sens politique. En effet, vous amputez les moyens de l'État et vous nous placez entièrement sous la tutelle des marchés financiers !

Si nous critiquons la seconde délibération, ce n'est pas parce qu'elle ne plaît pas au groupe communiste. C'est parce que le projet de budget déposé par le Gouvernement n'emportait l'adhésion que de 8 % des Français. À combien tombera ce pourcentage après cette seconde délibération ? *(Sourires.)*

Le problème de la seconde délibération est donc d'ordre politique : il a trait à la cohésion sociale. Telle est la question qui est posée ! Nous avons débattu, quels que soient nos avis respectifs, d'un budget approuvé par seulement 8 % des Français.

Mme Amélie de Montchalin, ministre. Ce n'est pas l'objet de cet amendement !

M. Pascal Savoldelli. C'est précisément pour cette raison que les différents groupes ont travaillé pour trouver de nouvelles recettes, sans nécessairement suivre, d'ailleurs, la ligne de partage entre majorité et opposition : le vote sur l'amendement n^o A-1, visant à supprimer l'article 3 *sexies* créé par un amendement de nos collègues centristes, l'a bien montré.

Nous avons essayé de faire évoluer ce texte, afin qu'il soit le budget non plus de seulement 8 % des Français, mais du plus grand nombre de nos concitoyens.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n^o A-6 rectifié.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble constitué de l'article d'équilibre et de l'état A annexé, modifié.

(L'article 48 et l'état A sont adoptés.)

Article liminaire

M. le président. Le Sénat a précédemment adopté l'article liminaire dans la rédaction suivante :

- ① Les prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques, les prévisions de solde par sous-secteur, la prévision, déclinée par sous-secteur d'administration publique, de l'objectif d'évolution en volume et la prévision en milliards d'euros courants des dépenses d'administrations publiques, les prévisions de prélèvements obligatoires, de dépenses et d'endettement de l'ensemble des administrations pour l'année 2026, les prévisions pour 2026 de ces mêmes agrégats de la loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027, ainsi que les données d'exécution pour l'année 2024 et les prévisions d'exécution pour l'année 2025 de ces mêmes agrégats, s'établissent comme suit :

②

(En points de produit intérieur brut, sauf mention contraire)				
	Loi de finances initiale pour 2025			LPFP 2023-2027
	2024	2025	2026	2026
Ensemble des administrations publiques				
Solde structurel (1)	-5,8	-5,1	-4,3	-2,9
Solde conjoncturel (2)	0,0	-0,2	-0,4	-0,2
Solde des mesures ponctuelles et temporaires (3)	-0,1	0,0	0,0	0,0
Solde effectif (1 + 2 + 3)	-5,8	-5,4	-4,7	-2,7
Dette au sens de Maastricht	113,2	115,9	117,9	109,6
Taux de prélèvements obligatoires (y compris Union européenne, nets des crédits d'impôts)	42,8	43,6	43,9	44,4
Dépense publique (hors crédits d'impôt)	56,6	56,8	56,4	54,4
Dépense publique (hors crédits d'impôt, en milliards d'euros)	1 652	1 696	1 725	1 705
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (en %) (1)	2,1	1,7	0,3	0,5
Principales dépenses d'investissement (en milliards d'euros) (2)	26	29	35	35
Administrations publiques centrales				
Solde	-5,3	-4,6	-4,5	-4,2
Dépense publique (hors crédits d'impôts en milliards d'euros)	651	663	683	678
Évolution de la dépense publique en volume (en %) (3)	-0,8	1,0	1,8	1,5
Administrations publiques locales				
Solde	-0,6	-0,5	-0,3	0,2
Dépense publique (hors crédits d'impôt, en milliards d'euros)	330	337	338	329
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (en %) (3)	3,2	1,2	-0,7	-1,9
Administrations de sécurité sociale				
Solde	0,0	-0,3	0,1	0,9
Dépense publique (hors crédits d'impôt, en milliards d'euros)	778	805	814	798
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (en %) (3)	3,8	2,4	-0,3	0,7
<p>Les chiffres en comptabilité nationale relatifs au projet de loi de finances pour 2026 se réfèrent, pour 2024, au compte publié par l'Insee en comptabilité nationale en base 2020, et pour 2025-6, aux prévisions du Gouvernement dans la même base. Les prévisions relatives à la loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 en comptabilité nationale, antérieures au changement de base des comptes nationaux français, étaient relatives à la base antérieure des comptes nationaux, la base 2014. Le passage des comptes nationaux en base 2020, opéré par l'Insee sous le contrôle d'Eurostat, a significativement affecté les ratios de finances publiques et la comparabilité des exercices. La sortie de l'Établissement de Retraite Additionnelle de la Fonction Publique (ERAFP), structurellement excédentaire, du champ des administrations publiques a conduit à une dégradation du déficit public d'environ 2,6 Md€ en 2023. Par ailleurs, des changements méthodologiques affectant significativement les ratios de finances publiques ont entraîné un niveau nettement plus élevé des dépenses publiques et des recettes hors prélèvements obligatoires sans impact sur le solde. Deux principaux effets expliquent cette augmentation : (i) l'intégration du compte complet de SNCF Réseau (dont seul le solde était retracé précédemment) pour 10 Md€ environ de hausse des recettes hors PO et des dépenses en 2023 et (ii) un nouveau traitement des corrections liées à la recherche et développement pour 4 Md€ environ de hausse des recettes hors PO et des dépenses. Ainsi, s'agissant tout particulièrement de la dépense, les effets du changement de base contribuent largement aux écarts importants sur le montant en milliards d'euros et sur la part dans le PIB de la dépense publique.</p> <p>Le scénario potentiel retenu dans ce projet de loi de finances a évolué depuis la loi de programmation de finances publiques (LPFP) 2023-2027 afin de tirer les conséquences des révisions de la chronique de PIB opérées par l'Insee depuis l'adoption de la LPFP. La croissance du PIB ayant été revue à la hausse sur les années antérieures à 2024, le diagnostic sur la capacité de rebond de l'économie française ont été révisés. Par ailleurs, la croissance potentielle est désormais estimée à 1,20 % par an en 2025 et 2026, contre 1,35 % dans la LPFP.</p>				

(1) À champ constant.

(2) Au sens du projet de loi de programmation des finances publiques pour 2023-2027.

(3) À champ constant, hors transferts entre administrations publiques

L'amendement n° A-7, présenté par le Gouvernement, est ainsi libellé :

Alinéa 1, tableau

Rédiger ainsi ce tableau :

(En points de produit intérieur brut, sauf mention contraire)				
	Loi de finances initiale pour 2025			LPFP 2023-2027
	2024	2025	2026	2026
Ensemble des administrations publiques				
Solde structurel (1)	-5,8	-5,1	-4,7	-2,9
Solde conjoncturel (2)	0,0	-0,2	-0,4	-0,2
Solde des mesures ponctuelles et temporaires (3)	-0,1	0,0	0,0	0,0
Solde effectif (1 + 2 + 3)	-5,8	-5,4	-5,1	-2,7
Dette au sens de Maastricht	113,2	116,0	118,3	109,6
Taux de prélèvements obligatoires (y compris Union européenne, nets des crédits d'impôts)	42,8	43,6	43,7	44,4
Dépense publique (hors crédits d'impôt)	56,6	56,8	56,5	54,4
Dépense publique (hors crédits d'impôt, en milliards d'euros)	1 652	1698	1729	1 705
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (en %) (1)	2,1	1,8	0,5	0,5
Principales dépenses d'investissement (en milliards d'euros) (2)	26	28	35	35
Administrations publiques centrales				
Solde	- 5,3	-4,6	-4,9	-4,2
Dépense publique (hors crédits d'impôts en milliards d'euros)	651	664	681	678
Évolution de la dépense publique en volume (en %) (3)	-0,8	1,3	1,6	1,5
Administrations publiques locales				
Solde	- 0,6	-0,5	-0,3	0,2
Dépense publique (hors crédits d'impôt, en milliards d'euros)	330	337	341	329
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (en %) (3)	3,2	1,2	0,0	-1,9
Administrations de sécurité sociale				
Solde	0,0	-0,3	0,2	0,9
Dépense publique (hors crédits d'impôt, en milliards d'euros)	778	805	815	798
Évolution de la dépense publique hors CI en volume (en %) (3)	3,8	2,3	-0,1	0,7

Cet amendement est déjà défendu.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean-François Husson, rapporteur général de la commission des finances. Cet amendement tend à procéder à des ajustements sur des décimales, que je ne conteste pas. En revanche, j'ai été interpellé sur la modification apportée à l'évolution de la dépense des administrations publiques locales en volume, c'est-à-dire hors inflation.

Alors que la dépense publique locale devait diminuer de 0,7 % dans la version initiale de ce projet de budget, le Gouvernement déduit de l'adoption du projet de loi de finances de fin de gestion et du vote imminent de la première partie du projet de loi de finances par le Sénat que cette dépense publique locale sera nulle.

Or, madame la ministre, un écart de 0,7 point, cela me paraît beaucoup. C'est une dépense supplémentaire de l'ordre de 2 milliards à 3 milliards d'euros de plus que par rapport à la copie initiale.

L'amendement du Gouvernement à l'article liminaire part du principe que 1 euro de recette supplémentaire pour les collectivités locales équivaut à 1 euro de dépense locale de plus.

Madame la ministre, permettez-moi de vous dire que je trouve votre raisonnement tout à fait contestable au regard de l'état des finances de certaines collectivités locales. Les départements, en particulier, sont soumis à d'importantes contraintes, liées notamment aux allocations individuelles de solidarité et aux politiques d'accompagnement social.

Néanmoins, j'émet un avis de sagesse sur cet amendement.

M. le président. La parole est à Mme la ministre.

Mme Amélie de Montchalin, ministre. Ce débat est récurrent. Il s'agit, au fond, de savoir comment nous comptabilisons l'utilisation par les collectivités des transferts et recettes octroyés par l'État.

En fonction de leur statut – région, département, intercommunalité, commune –, de leur taille et de leurs finances, les collectivités préfèrent parfois épargner ces recettes pour financer des investissements. Les cycles communaux peuvent aussi entraîner des reports.

Il se trouve que, dans notre pays, il existe, sur ce sujet, un juge de paix : lorsque nous lui soumettons les prévisions du Gouvernement dans le cadre du projet de loi de finances, le Haut Conseil des finances publiques (HCFP) nous invite à considérer que tout euro transféré aux collectivités par l'État est dépensé.

Une telle méthode est cohérente avec la logique selon laquelle les collectivités doivent voter des budgets à l'équilibre : en général, donc, les collectivités prévoient d'associer des dépenses à chaque recette. Je le répète, c'est un débat intéressant. Mais le juge de paix qu'est le Haut Conseil des finances publiques a retenu cette convention pour examiner les textes que nous lui soumettons.

Puisque cette convention prévaut au début de l'examen du projet de loi de finances, elle s'applique également à mi-parcours des débats – c'est-à-dire là où nous sommes parvenus aujourd'hui. Aussi, par souci de cohérence, nous avons utilisé cette méthode pour que je puisse vous présenter des chiffres comparables.

Bien sûr, nous pourrions raffiner nos calculs et présenter au HCFP des données différentes ; s'il en était décidé ainsi, je m'y conformerais évidemment.

Ainsi, cette méthode ne fait pas l'objet d'une polémique entre M. le rapporteur général et le Gouvernement. Elle résulte seulement d'une convention imposée par le Haut Conseil aux finances publiques, qui est, comme vous le savez, une institution indépendante.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° A-7.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'article liminaire, modifié.

(L'article liminaire est adopté.)

2

MISE AU POINT AU SUJET D'UN VOTE

M. le président. La parole est à M. Jacques Fernique.

M. Jacques Fernique. Lors du scrutin public n° 78 sur l'amendement n° A-2 tendant à supprimer l'article 11 *sexies* du projet de loi de finances pour 2026, les membres du groupe Écologiste – Solidarité et Territoires n'ont pu, par ma faute, participer au vote électronique, alors qu'ils entendaient voter contre.

M. le président. Acte est donné de cette mise au point, mon cher collègue. Elle figurera dans l'analyse politique du scrutin concerné.

Mes chers collègues, nous allons maintenant interrompre nos travaux ; nous les reprendrons à quatorze heures quarante.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à treize heures dix, est reprise à quatorze heures quarante, sous la présidence de Mme Sylvie Vermeillet.)

PRÉSIDENCE DE MME SYLVIE VERMEILLET vice-présidente

Mme la présidente. La séance est reprise.

3

LOI DE FINANCES POUR 2026

SUITE DE LA DISCUSSION D'UN PROJET DE LOI

Mme la présidente. Nous reprenons la discussion du projet de loi de finances pour 2026, considéré comme rejeté par l'Assemblée nationale.

Nous en sommes parvenus au vote sur l'ensemble de la première partie.

Vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi

Mme la présidente. Avant de passer au vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 2026, je vais donner la parole à ceux de nos collègues qui ont été inscrits par les groupes pour expliquer leur vote.

Je rappelle au Sénat que, conformément à l'article 42 de la loi organique relative aux lois de finances du 1^{er} août 2001 et à l'article 47 *bis*, alinéa 2, de notre règlement, lorsque le Sénat n'adopte pas la première partie du projet de loi de finances, l'ensemble du projet de loi est considéré comme rejeté.

J'indique au Sénat que, compte tenu de l'organisation du débat décidée par la conférence des présidents, chacun des groupes dispose de cinq minutes pour ces explications de vote, à raison d'un orateur par groupe, l'orateur ne figurant sur la liste d'aucun groupe disposant, quant à lui, de trois minutes.

La parole est à M. Raphaël Daubet, pour le groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen. (*Applaudissements sur les travées des groupes RDSE et INDEP.*)

M. Raphaël Daubet. Madame la présidente, monsieur le ministre, mes chers collègues, nonobstant l'entorse de la seconde délibération, nous aurions pu dire du Sénat, au terme d'un débat intense, mais respectueux, qu'il honore, comme souvent, la démocratie parlementaire. Je salue d'ailleurs les fonctionnaires de notre institution, qui ont permis que cette première partie du budget s'achève dans les temps.

Je m'exprime au nom d'un groupe profondément attaché au bicamérisme, inquiet de l'instabilité politique et certain qu'une forme de responsabilité particulière pèse sur notre chambre. Peu importe, d'ailleurs, le résultat de cette discussion, la copie sénatoriale n'étant évidemment pas celle que nous appelions de nos vœux.

Au fond, qu'attendions-nous de cette première partie sur les recettes ? À nos yeux, elle devait répondre à quatre enjeux.

Premièrement, la première partie du projet de loi de finances devait contribuer à réduire le déficit public. La majorité sénatoriale a fait un autre choix, en pariant sur la réduction de la dépense publique. Nous pensons que c'est une erreur et que la réorganisation de l'État exige des réformes structurelles profondes, qui ne se feront pas au détour d'un examen budgétaire.

Le Sénat est même allé plus loin en votant 8 milliards d'euros de nouvelles baisses de fiscalité. Or un constat s'impose aujourd'hui : les baisses d'impôts accordées depuis 2017 – au total, 60 milliards d'euros par an – n'ont pas été compensées mécaniquement par la croissance ou par la consommation.

Le déficit public a plongé, et le comble, c'est que le ras-le-bol fiscal est toujours là ! La décision, dans la situation de déficit et d'endettement où nous sommes, d'abandonner d'autres taxes, nous paraît extrêmement périlleuse.

Deuxièmement, il fallait utiliser le levier fiscal pour activer le redressement productif de notre pays. Il est impératif que nous soutenions l'innovation, la recherche et le développement, tant dans le secteur de l'industrie que dans celui de l'agriculture.

Le défi est immense : nous devons encourager la décarbonation, la transition numérique ou encore les nouvelles technologies comme moteur de croissance et facteur de compétitivité.

Notre système de soutien public aux entreprises doit donc évoluer, pour encourager l'innovation de nos très petites, petites et moyennes entreprises (TPE-PME), ainsi que nos entreprises de taille intermédiaire (ETI)

Ce texte est-il à la hauteur ? Des signaux positifs doivent être soulignés, comme la prorogation du crédit d'impôt au titre des investissements en faveur de l'industrie verte (C3IV), soutenue par notre groupe, ou encore l'appui aux agriculteurs *via* les coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma).

Nous proposons d'aller plus loin, en orientant le pacte Dutreil vers l'innovation et l'investissement de nos entreprises familiales, ou encore en transformant le crédit d'impôt recherche (CIR).

Notons enfin une victoire symbolique contre la fiscalisation des prix Nobel – cette mesquinerie aurait fait de nous la risée de la communauté internationale des chercheurs.

En ce qui concerne le logement, dont la crise est si profonde, nous regrettons l'occasion manquée de notre collègue Daubresse, dont la proposition résultait non pas d'une idée farfelue, mais bien des conclusions d'un rapport fouillé. Elle consistait en un choc puissant, plutôt qu'une demi-mesure, seul capable de porter l'économie et de résoudre la crise sociale. Or nous nous sommes privés d'une recette de 4 milliards d'euros en supprimant l'article 4...

Troisièmement, nous devons dégager des moyens spécifiques pour notre autonomie stratégique. Mon groupe est attaché à cette notion, qui inclut les domaines militaire, énergétique et diplomatique, y compris le *soft power* que nous tirons de nos partenariats internationaux.

Les économies sur la dépense publique ne sont pas une réponse à ces enjeux. Ainsi, une augmentation d'un dixième de point de la taxe sur les transactions financières aurait permis de parvenir à une partie de nos objectifs, sans affaiblir l'attractivité de la place de Paris.

Quatrièmement, nous espérons que ce projet de loi de finances réponde à la demande de justice fiscale. Nous voulons non pas stigmatiser les plus riches, mais les empêcher de dévoyer le droit fiscal à des fins d'optimisation patrimoniale.

C'est le sens de la réforme de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), du renforcement de la taxation des holdings patrimoniales, du recentrage du régime d'apport-cession ou encore de la prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus, contre l'avis de notre rapporteur général. Nous souhaitions aller plus loin, par exemple sur les œuvres d'art ou encore sur la *flat tax*.

Mme la présidente. Il faut conclure, mon cher collègue.

M. Raphaël Daubet. Au regard de la nécessité de doter la France d'un budget, le groupe du RDSE ne s'opposera pas à l'adoption de la première partie de ce texte, afin de permettre à notre assemblée de poursuivre le débat. (*Applaudissements sur les travées des groupes RDSE et Les Républicains. – M. Marc Laménie applaudit également.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Michel Canévet, pour le groupe Union Centriste. (*Applaudissements sur les travées du groupe UC, ainsi que sur des travées du groupe INDEP.*)

M. Michel Canévet. Madame la présidente, monsieur le ministre, mes chers collègues, le groupe Union Centriste tient tout d'abord à saluer la manière dont les débats se sont déroulés. En effet, M. le rapporteur général et le Gouvernement, par la voix des trois ministres qui sont intervenus, ont été respectueux des parlementaires tout en essayant d'expliquer leurs propositions avec calme et pédagogie.

Ensuite, ces débats ont été caractérisés par les raisonnements de certains sénateurs, que d'aucuns qualifieraient de postures.

Ainsi, j'ai entendu nombre de mes collègues, du côté gauche de l'hémicycle, opposer le public au privé. Je ne crois pas qu'une telle manière de penser soit pertinente !

M. Pierre Barros. Nous n'avons jamais dit cela !

M. Pascal Savoldelli. On ne voit pas de quoi vous parlez !

M. Michel Canévet. Nous avons déjà assisté à de telles postures à l'occasion de l'examen du projet de loi de financement de la sécurité sociale.

Nous en avons eu une nouvelle démonstration lors des récents débats, notamment sur l'enseignement, alors même que les moyens alloués aux établissements publics sont bien supérieurs à ceux qui sont affectés au privé.

Mme Émilienne Poumirol. Encore heureux !

M. Michel Canévet. Toutefois, chers collègues de gauche, vous devriez vous demander pourquoi la Bretagne et les Pays de la Loire, où il existe un véritable réseau d'établissements scolaires pluralistes, affichent les meilleurs résultats de France.

M. Pierre Ouzoulias. Parce qu'ils ne respectent pas les programmes !

M. Michel Canévet. Les mêmes postures ont pu être observées lors de débats sur la gratuité des services.

En réalité, les partisans de la gratuité appellent à augmenter la fiscalité des entreprises ! Est-ce une façon de soutenir le développement économique de notre pays ? Nous ne le pensons pas ! Lorsque l'on instaure la gratuité, il faut l'assumer, sans en faire peser la charge sur les entreprises.

Lors de ce débat a également émergé la concurrence entre le commerce en ligne et le commerce sédentaire. Certes, notre société évolue, et il faut en tenir compte. Mais ceux qui pratiquent le commerce en ligne ne paient pas toujours tous les impôts et les taxes dont ils devraient s'acquitter. Aussi, il est normal que nous fassions évoluer les textes – et c'est ce que nous avons fait.

Toutefois, le débat qui m'a le plus marqué, et qui revient de façon quasi systématique, c'est celui qui oppose les riches et les pauvres. Vraiment, cela dépasse l'entendement ! (*Vives protestations sur les travées des groupes CRCE-K et SER.*)

M. Pascal Savoldelli. Vous avez raison : il faut interdire ce débat !

M. Michel Canévet. Combien de fois avons-nous entendu dire dans cet hémicycle que les riches ne paieraient pas assez d'impôts ? Peut-on encore tenir ces discours d'un autre temps ? (*Mêmes mouvements.*)

Mme Émilienne Poumirol. Il y a de plus en plus de pauvres !

M. Pascal Savoldelli. Il y a 12 millions de pauvres en France !

M. Michel Canévet. Nous avons entendu ces propos tout au long de l'examen du projet de loi de finances.

Il est temps de remettre la situation en perspective. En France, la fiscalité est proportionnée aux revenus ! L'impôt sur le revenu est calculé en fonction de ce que chacun gagne, et des ajustements sont prévus. (*Mme Audrey Linkenheld et M. Thierry Cozic protestent.*)

S'il existe parfois des dispositions d'évitement fiscal, nous avons précisément formulé des propositions – je salue notamment celles de M. le rapporteur général – pour réduire au maximum l'optimisation fiscale,...

Mme Audrey Linkenheld. Nous aussi !

M. Michel Canévet. ... afin que tous les contribuables s'acquittent effectivement de ce qu'ils doivent payer.

L'une des lignes de force du groupe Union Centriste, c'est de considérer que chacun doit payer sa part, mais pas davantage ! En effet, chers collègues, la fiscalité de notre pays ne doit pas être confiscatoire ! (*Applaudissements sur les travées des groupes UC et INDEP.*) Sinon, c'est l'esprit d'entreprise que nous risquons d'annihiler.

En outre, l'une des orientations majeures de mon groupe est la confiance que nous accordons aux entrepreneurs pour créer de l'emploi et apporter de la richesse à notre pays, (*Applaudissements sur les travées des groupes UC et INDEP.*), car ce sont bien les entreprises qui permettent à chacun de s'émanciper et de bien vivre. (*Protestations sur les travées du groupe SER.*)

M. Thierry Cozic. Les milliardaires ?

M. Michel Canévet. Vous pouvez dire ce que vous voulez, chers collègues, telle est la réalité !

La situation de notre pays ne s'améliorera que si nous faisons confiance aux entrepreneurs pour assurer, demain, la prospérité de notre pays.

M. Akli Mellouli. Cela fait huit ans que cela ne marche pas !

M. Michel Canévet. Soyez donc bien conscients que tout ce qui tend à réduire les moyens des entreprises et à accroître leurs charges nuit autant à leur prospérité qu'à celle de l'emploi et de notre pays.

Mme Émilienne Poumirol. C'est le Medef qui parle...

M. Michel Canévet. Si nous voulons assurer notre avenir, il nous faut donc évoluer sur le sujet.

Mme Audrey Linkenheld. Mais le ruissellement ne marche pas !

M. Michel Canévet. Nous avons formulé plusieurs propositions en ce sens. Le groupe Union Centriste continuera à promouvoir cette ligne, à laquelle nous sommes attachés.

M. Akli Mellouli. Alors tout va bien ! Surtout, ne changeons rien !

M. Michel Canévet. Reste enfin, monsieur le ministre, la question du logement. Nous l'avons largement évoquée dans nos interventions et nos amendements.

Le Gouvernement doit réfléchir à des solutions pour remédier à la crise de ce secteur, à l'heure où nombre de Français ne parviennent pas à se loger. En outre, cela pourrait rapporter des recettes, *via* la fiscalité, et créer de l'emploi. (*Bravo ! et applaudissements sur les travées des groupes UC et INDEP, ainsi que sur des travées du groupe Les Républicains.*)

M. Franck Dherisin. Vive les centristes !

Mme la présidente. La parole est à M. Marc Laménie, pour le groupe Les Indépendants – République et Territoires. (*Applaudissements sur les travées du groupe INDEP, ainsi que sur des travées du groupe RDSE.*)

M. Marc Laménie. Madame la présidente, monsieur le ministre, mes chers collègues, la ligne politique du groupe Les Indépendants sur l'examen de ce budget a été présentée avec clarté par mes collègues lors de la discussion générale.

Nous pensons que la situation budgétaire très dégradée de la France vient du trop-plein de dépenses publiques, alimentées par une overdose fiscale et une trop faible quantité de travail en comparaison de nos concurrents européens.

Trop de dépenses, trop d'impôts et pas assez de travail !

La réduction des dépenses sera évoquée à l'occasion de la seconde partie du projet de loi de finances, qui commencera cet après-midi.

En revanche, la question de la quantité de travail aurait dû être réglée dans le PLFSS. Sur ce sujet, le Sénat a proposé des avancées et a rejeté la suspension de la réforme des retraites. C'est une bonne chose, mais nous craignons que la raison ne l'emporte pas dans ce débat.

Vient enfin la question des impôts. C'est l'objet du vote auquel nous nous apprêtons à procéder.

Le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO) vient de rendre publics les résultats de son baromètre semestriel des prélèvements fiscaux et sociaux en France. Sa lecture nous apprend que 78 % de nos concitoyens pensent que le niveau d'imposition général en France est trop élevé. Nous pourrions décider qu'ils ont tort et gouverner contre eux, mais nous savons ce que de tels choix ont coûté aux pouvoirs en France.

Notre refus de toute augmentation d'impôt n'est pas une position politique de façade. Comme l'immense majorité des Français, nous sommes persuadés que notre pays souffre d'une fiscalité excessive, qui étouffe la consommation des ménages et l'activité économique de nos entreprises, nos artisans et nos indépendants.

M. Emmanuel Capus. C'est vrai !

M. Marc Laménie. Les ménages français, à qui l'on a vendu trop longtemps la fable du salaire différé, préfèrent désormais, à raison, qu'on leur laisse le fruit de leur travail pour vivre.

Nos chefs d'entreprise, nos artisans et indépendants, de leur côté, voient l'activité ralentir et se demandent comment faire pour continuer à se battre dans la compétition mondiale, tout en payant, en France, les impôts les plus lourds de l'Union européenne.

Pourtant, l'exercice que nous avons vécu durant une semaine – de jour comme de nuit ! –, à l'occasion de l'examen la première partie du projet de loi de finances, ne s'est pas déroulé comme nous le souhaitions. Pendant ces cinq jours de débats, d'étonnantes majorités se sont dessinées pour adopter bien trop d'impôts et taxes nouvelles.

Contribution différentielle sur les hauts revenus, impôt sur la fortune improductive, taxe sur les holdings, les rachats d'actions, les réseaux sociaux, le numérique, le gaz, les croisières, les cartes grises, les carburants en Île-de-France... La politique de la taxe n'est pas la bonne solution.

Même si la seconde délibération a écarté une partie de ces taxes, nous ne pourrions pas nous associer au vote sur la première partie du projet de loi de finances.

Il nous reste à examiner la seconde partie de ce texte. Cet exercice doit être un moment de rassemblement autour d'un constat évident : il nous faut baisser les crédits des missions. Seules doivent être préservées les missions régaliennes de l'État et les dépenses qui préparent l'avenir.

Mon groupe proposera des mesures d'économies sur plusieurs de ces missions. J'espère que tous nos collègues s'associeront à nous pour les voter.

M. Claude Raynal, président de la commission des finances. Il y a peu de chances !

M. Marc Laménie. Au nom de mon groupe, je remercie l'ensemble des sénateurs, ainsi que le personnel du Sénat, les ministres et leurs collaborateurs du travail de qualité qu'ils ont fourni durant ces débats.

Néanmoins, les sénateurs du groupe Les Indépendants s'abstiendront sur la première partie du PLF. (*Applaudissements sur les travées du groupe INDEP. – M. Thomas Dossus applaudit également.*)

M. Emmanuel Capus. Excellent !

Mme la présidente. La parole est à M. Albéric de Montgolfier, pour le groupe Les Républicains. (*Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains.*)

M. Albéric de Montgolfier. Madame la présidente, monsieur le ministre, mes chers collègues, ne tournons pas autour du pot : le projet de loi de finances que vous nous avez présenté est mauvais.

D'une part, il s'inscrit dans la droite ligne des précédents budgets, qui ont laissé filer le déficit. D'autre part, il choisit la facilité, puisqu'il augmente la fiscalité, au lieu de recourir à des économies structurelles.

Le résultat est là : le budget laisse s'envoler le déficit, repoussant son retour sous les 3 % du PIB à la Saint-Glinglin. Cette échéance avait été annoncée par Bruno Le Maire dès 2017, puis 2018 ou 2019 : or nous ne savons toujours pas quand cela se produira !

En attendant, la charge de la dette sera bientôt le premier poste du budget de l'État.

Je rappelle les chiffres, pour que mes collègues les aient bien en tête. Avant la période de la covid, les intérêts de la dette française représentaient à peu près 10 % des recettes fiscales nettes de l'État, soit environ 300 milliards d'euros, contre 32 milliards d'euros juste avant cette période. Or nous allons bientôt payer 100 milliards d'euros d'intérêts d'emprunt annuels.

Aucun pays au monde ne peut se permettre de consacrer le tiers de ses recettes fiscales nettes au seul paiement des intérêts d'emprunt. Or tel est le résultat réel de cette politique, qui nous a conduits à recourir à la dette non pas pour équilibrer les comptes publics, mais simplement pour boucler notre budget !

Qui est responsable ? L'origine de cette situation est l'accumulation des déficits primaires. L'endettement public de notre pays est dû, à hauteur de 85 %, au fait que nous votons à chaque fois des budgets en déficit. Et l'endettement va malheureusement continuer à augmenter l'année prochaine, alors même que les taux d'intérêt sont remontés.

Face à cette situation, le groupe Les Républicains a eu deux objectifs simples : tout d'abord, ne pas recourir de façon excessive à la pression fiscale ; ensuite, préserver les collectivités, notamment leur capacité d'emprunt.

Le premier objectif – ne pas recourir de façon excessive à la pression fiscale –, nous l'assumons. Nous avons ainsi proposé plus de 7 milliards d'euros d'économies d'impôt par rapport à la version initiale du PLF.

Ces économies doivent bénéficier, d'abord, aux entreprises et à l'emploi. Je pense, en particulier, au rejet, sur l'initiative de Jean-François Husson et de notre groupe, de la surtaxe de l'IS, pour un montant de 4 milliards d'euros, à la consolidation du pacte Dutreil, ainsi qu'au rejet de la réforme de la franchise en base de TVA pour les autoentrepreneurs.

Nous avons ensuite souhaité préserver, autant que possible, les finances des ménages les plus modestes, notamment en supprimant le gel du barème de l'impôt sur le revenu en faveur des contribuables les plus modestes.

Nous avons pris d'autres initiatives, notamment en matière de logement locatif. Nous avons souhaité, par ailleurs, baser l'assiette de l'IFI uniquement sur les biens immobiliers,

Notre second objectif était de préserver les collectivités, notamment leur capacité d'investissement. Nous répétons communément dans cette assemblée que les collectivités représentent plus de 70 % de l'investissement public en France. Or, si l'on exclut les dépenses militaires, nous

savons, mes chers collègues, que c'est beaucoup plus ! Le Sénat, notamment sa majorité, a donc souhaité ne pas trop porter atteinte à leur capacité d'investir.

C'est la raison pour laquelle nous avons doublé le fonds de sauvegarde des départements, diminué la contribution au titre du dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico) et rejeté la réforme relative à l'assiette des dépenses éligibles au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).

Telles ont été les orientations du Sénat face à la facilité consistant à laisser filer les déficits, qui caractérisait le projet de budget initial.

Je conclurai mon propos en exprimant un regret, comme je le fais d'une année sur l'autre – il est vrai que j'ai vu bien des choses depuis que je siége au sein de la commission des finances... C'est celui, monsieur le ministre, que les gouvernements successifs n'entendent pas le Sénat, ou qu'ils l'entendent trop tardivement. Je prendrai deux exemples.

Le premier concerne le commerce électronique, dit aussi e-commerce. Nous avons eu l'impression que le Gouvernement découvrait le sujet... Mme de Montchalin a proposé de créer une commission ou un groupe de travail pour comprendre pourquoi, dans ce secteur, la TVA n'entrait pas dans les caisses !

Or, en 2013, lorsque je m'étais rendu avec notre ancien collègue Philippe Dallier au bureau de douane, à Roissy, nous avons déjà constaté que l'e-commerce avait explosé, et que la TVA et les droits de douane n'étaient pas recouverts...

Des propositions consensuelles, approuvées par l'ensemble des groupes du Sénat – j'en prends le président de la commission des finances à témoin – ont été formulées. Ainsi, une initiative a été prise concernant les petits colis, et nous avons proposé d'instaurer la responsabilité solidaire des plateformes. Elles ont toutes été balayées !

De la même façon, nous avons considéré, avec notre collègue Vincent Éblé, que l'IFI était un mauvais impôt, parce qu'il fiscalisait exclusivement l'immobilier, et pas du tout les actifs improductifs. Ce constat, nous l'avions dressé ensemble. Or, là aussi, le Gouvernement a tergiversé et n'a pas écouté le Sénat.

Monsieur le ministre, le seul message que je puis vous adresser en cet instant est le suivant : écoutez le Sénat, et la France se portera mieux ! *(Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains. – M. Marc Laménie applaudit également.)*

Mme la présidente. La parole est à M. Stéphane Fouassin, pour le groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants. *(Applaudissements sur les travées du groupe RDPI.)*

M. Stéphane Fouassin. Madame la présidente, monsieur le ministre, mes chers collègues, au terme de sept jours et sept nuits d'examen intensif de cette première partie du projet de loi de finances pour 2026, je souhaite dresser un premier bilan des avancées significatives obtenues par notre groupe sur ce texte, qui nous permettent aujourd'hui de le voter avec conviction.

Permettez-moi tout d'abord de souligner l'une de nos priorités absolues : la protection de nos territoires ultramarins. Alors que l'article 7 du projet de loi initial aurait eu pour conséquence de fragiliser considérablement nos outre-mer, nous avons obtenu la suppression pure et simple dudit article.

Cette réforme aurait porté un coup fatal à l'économie de nos territoires ultramarins, déjà fragilisés par leur insularité et leur éloignement. Nos territoires d'outre-mer ne sauraient être les variables d'ajustement de l'équilibre budgétaire national. Cette victoire majeure témoigne de notre attachement indéfectible à la cohésion républicaine et à l'égalité territoriale.

Notre deuxième priorité concernait le soutien aux entreprises et à l'innovation.

Nous avons préservé nos microentrepreneurs en supprimant la réforme proposée des franchises en base de TVA, une mesure qui protège des centaines de milliers d'entrepreneurs français. Nous avons également prolongé les dispositifs essentiels : le crédit d'impôt pour l'industrie verte (C3IV), ou encore, jusqu'en 2028, l'exonération de certains impôts locaux pour les jeunes entreprises innovantes. Ces mesures concrètes donnent de l'oxygène à notre tissu économique et permettent de soutenir l'innovation française.

Troisième priorité : la défense du pouvoir d'achat de nos concitoyens.

Nous avons obtenu des avancées concrètes pour éviter que des mesures ne viennent rogner le revenu disponible des Français : l'indexation de la première tranche de l'impôt sur le revenu ; l'exonération fiscale des pourboires, pour 2026, qui permettra de soutenir directement les travailleurs des secteurs de la restauration et des services ; la suppression de la hausse de la fiscalité sur les biocarburants, qui vise à protéger les agriculteurs et les automobilistes.

Quatrième priorité, et non des moindres : nous avons cherché à préserver nos collectivités territoriales, qui étaient excessivement sollicitées dans le projet initial du Gouvernement.

Grâce à l'action coordonnée du Sénat, l'effort demandé aux collectivités territoriales a été ramené à 2 milliards d'euros, soit une baisse significative par rapport aux premières propositions gouvernementales. Cette réduction témoigne de notre compréhension des réalités territoriales et de la nécessité de préserver la capacité d'investissement de nos communes, intercommunalités, départements et régions.

Mes chers collègues, après l'examen en un temps record de près de 2 500 amendements, cette première partie du budget a trouvé un équilibre, certes imparfait, mais qui porte désormais l'empreinte de nos priorités.

Nous savons que cet équilibre devra évoluer lors de la future commission mixte paritaire. Des compromis devront être construits avec nos collègues députés, car notre responsabilité collective transcende nos appartenances politiques : il s'agit de donner un budget à la Nation avant le 31 décembre.

Le groupe RDPI sera pleinement au rendez-vous, fort des avancées obtenues au Sénat et conscient des enjeux qui nous attendent. Vous l'aurez compris, nous voterons, en responsabilité, pour cette première partie du PLF. *(Applaudissements sur les travées du groupe RDPI.)*

Mme la présidente. La parole est à M. Thierry Cozic, pour le groupe Socialiste, Écologiste et Républicain. *(Applaudissements sur les travées du groupe SER.)*

M. Thierry Cozic. Madame la présidente, monsieur le ministre, mes chers collègues, « une maison qui me semble apaisée, républicaine et rationnelle » : c'est en ces termes élogieux que le président du Medef, Patrick Martin, a qualifié le Sénat, lors d'une table ronde organisée par la délégation sénatoriale aux entreprises.

Après avoir siégé une semaine en face de vous, mes chers collègues, je dois dire que le président du Medef en a eu pour son argent ! (*Sourires sur les travées des groupes SER, CRCE-K et GEST. – Protestations sur les travées des groupes Les Républicains et INDEP.*) Il n'est bien sûr pas le seul : les plus aisés de notre pays ont, eux aussi, été plus qu'épargnés.

À n'en pas douter, à l'issue de l'examen de la première partie du projet de budget pour 2026, lors duquel a été adoptée une diminution des recettes fiscales de 8 milliards d'euros, les grandes entreprises et les plus riches gagnent au grattage et au tirage : CDHR (Contribution différentielle sur les hauts revenus) : moins 100 millions d'euros ; taxe sur les holdings : moins 800 millions d'euros ; IFI, moins 600 millions d'euros ; suppression de la surtaxe de l'IS : 4 milliards d'euros !

Et quand une nouvelle recette, relative au rachat d'actions est votée par la Haute Assemblée, une seconde délibération l'annule...

M. Christian Redon-Sarrazy. C'est honteux !

M. Thierry Cozic. C'est Noël avant l'heure, et la hotte du patronat et des puissants est bien remplie ! D'ailleurs, je me demande bien pourquoi nous avons étudié la partie recettes car, durant nos débats, la majorité sénatoriale avait seulement trois mots à la bouche : « baisse des dépenses ». L'an prochain, commençons directement par les dépenses ; ainsi, nous gagnerons du temps et cela évitera les séances de nuit...

Revenons tout de même au texte. En 2003, les très hauts revenus gagnaient 95 fois plus que les ménages les plus modestes ; en 2022, c'était 167 fois plus. Face à de tels chiffres, on pourrait penser qu'une taxation plus juste, à hauteur des facultés contributives de ces foyers, eût été privilégiée. Mais, une fois de plus, nous nous sommes heurtés au dogme du « pas un seul impôt supplémentaire ».

Pour ce qui concerne la taxe sur les holdings, je tiens à exprimer notre profond désaccord sur les amendements de la majorité sénatoriale, qui ont littéralement éviscéré son assiette.

Le rendement espéré était de 1 milliard d'euros ; s'il dépasse désormais les 100 millions, ce sera un exploit. Je l'ai dit : avec le Gouvernement, nous avions une « taxe passoire » ; avec la version sénatoriale, cela devient une « taxe trou noir ». Il n'y a strictement plus rien !

Les mêmes qui n'ont eu de cesse de nous faire la leçon sur le sérieux budgétaire sont ceux-là mêmes qui organisent l'attrition des comptes publics en supprimant toute nouvelle recette possible.

Dois-je vous rappeler, monsieur le rapporteur général, que c'est à cause d'une suppression chronique de recettes par Emmanuel Macron que vous aviez effectué, l'an dernier, un contrôle sur place et sur pièces qui vous a permis de découvrir l'ampleur du maquillage des comptes publics ? Et je ne reviens pas sur la suppression de la surtaxe de l'impôt sur les sociétés, qui, en plus d'être un non-sens budgétaire, constitue une hérésie économique !

Tout n'est pas à jeter pour autant. Il y a eu de timides ouvertures sur certains sujets importants. Je pense notamment au pacte Dutreil : l'allongement de quatre à six ans de la durée de l'engagement individuel de conservation des titres et parts de société pour bénéficier de l'exonération de 75 % de leur valeur dans le cadre de ce pacte est une disposition notable. Or 70 % des 5,5 milliards d'euros que représente cet avantage fiscal sont captés par 1 % des héritiers ; il est donc regrettable que nos amendements visant à plafonner le dispositif aient été balayés...

Enfin, l'opération « poche droite, poche gauche » autour de la diminution des factures des ménages chauffés à l'électricité, compensée par l'augmentation de celles des ménages chauffés au gaz, n'est pas acceptable.

Quant aux collectivités territoriales, là encore, le message est clair : on leur demande toujours plus, avec toujours moins.

La majorité sénatoriale revendique sa proximité avec les territoires. Mais, au fil des votes, c'est surtout sa mise à distance qui s'est organisée méthodiquement : aucune indexation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) sur l'inflation pour 2026 ; rejet du rétablissement du fonds vert ; refus de toucher aux variables d'ajustement... On l'aura bien compris : non, vous n'êtes pas les défenseurs des collectivités que vous prétendez être !

Il y a bien eu, certes, quelques ouvertures ; je pense notamment à la prolongation de l'expérimentation du revenu de solidarité active (RSA) jusqu'en 2031 dans trois départements, ou au maintien de la TVA affectée aux régions. Mais un peu de lumière dans l'obscurité ne suffit pas à éclairer toute la maison. Et de la lumière, nous en aurions bien besoin dans la période actuelle !

Cette première partie laisse donc un goût amer sur les travées socialistes. Alors que nous n'avons de cesse d'appeler au compromis et de faire des pas pour doter notre pays d'un budget, l'intransigeance de la majorité sénatoriale a de quoi décontenancer et nous interroge quant aux motivations réelles d'un tel durcissement.

Mes chers collègues, il n'est jamais trop tard pour se ressaisir ! La rancœur n'est jamais bonne conseillère. J'appelle donc de mes vœux une partie dépenses plus raisonnable.

Vous l'aurez compris, le groupe Socialiste, Écologiste et Républicain votera contre la première partie du projet de loi de finances pour 2026. (*Bravo ! et applaudissements sur les travées du groupe SER.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Pierre Barros, pour le groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky.

M. Pierre Barros. Madame la présidente, monsieur le ministre, mes chers collègues, depuis la dissolution de 2024, les gouvernements Barnier, Bayrou ou encore Lecornu nous demandent de faire preuve de responsabilité.

C'est ainsi que l'on nous explique que chacun devra participer à l'effort nécessaire pour redresser la France, et que cet effort, collectif et temporaire, devra concerner toutes les catégories de Français... Mais la réalité est tout autre ! Ceux-là mêmes qui nous intiment l'ordre de faire preuve de responsabilité et nous disent que nous n'avons pas compris la gravité de la situation se sont assis ces derniers jours, dans cet hémicycle, sur leurs propres principes.

Je m'explique. Alors que 12 milliards d'euros de recettes supplémentaires étaient prévus dans le projet de loi de finances pour 2026, quelque 13 milliards d'euros de recettes se sont miraculeusement envolés. Et pas n'importe lesquelles : 5,5 milliards d'euros concernent uniquement les entreprises, les multipropriétaires et les très hauts patrimoines logés dans les holdings. On comprend, ainsi, que ces grands patrons et ces grandes fortunes n'appartiennent pas à ce que l'on appelle « toutes les catégories de Français ».

La majorité sénatoriale nous rappelle, encore une fois, que le monde est bien fracturé : il y a ceux qui possèdent et ceux qui sont condamnés à payer. Je vais en donner quelques exemples aux Français.

Vous avez sanctuarisé les cadeaux fiscaux aux entreprises en supprimant l'article 4 et la surtaxe de l'impôt sur les sociétés. Vous leur avez ainsi offert 4 milliards d'euros sans contrepartie, sans conditionnalité et sans même une justification économique solide.

Vous avez sanctuarisé les cadeaux fiscaux faits aux multi-propriétaires *via* la transformation de l'IFI en impôt sur la fortune improductive. C'est encore un cadeau, à hauteur de 600 millions d'euros.

Et que dire de votre taxe sur les holdings, sinon qu'elle a été complètement vidée de sa substance ? Au lieu d'un impôt juste, efficace et moderne, vous proposez un compte d'apothicaire inefficace et impraticable. Résultat, 900 millions d'euros supplémentaires ont été rendus aux patrimoines les plus indécents.

Vous tournez le dos à cette ressource financière, comme vous avez tourné le dos aux 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises, soigneusement laissées hors du champ du débat budgétaire. Et c'est ce que vous appelez faire preuve de responsabilité !

À l'inverse, le groupe CRCE-K a présenté plus de 250 propositions visant à renforcer les recettes publiques, à hauteur de 70 milliards d'euros.

Parmi celles-ci : la taxe Zucman ; la réforme de l'héritage ; la remise en cause du pacte Dutreil et l'encadrement des aides publiques ; les taxes sur les superprofits et les superdividendes ; le rétablissement de l'*exit tax* et de l'ISF ; la taxe sur les rachats d'actions ; la taxe sur les transactions financières ; la taxe sur les plus-values latentes ; la taxe sur les Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et les multinationales ; et jusqu'à nos propositions tendant à lutter contre la marchandisation des conflits et les profiteurs de crises.

Néanmoins, vous avez refusé de toucher au capital. Alors, qui va donc payer ces 8 milliards d'euros de manque à gagner ? Les classes populaires ? Le service public ? Car ce cadeau fait aux entreprises représente, en contrepartie, de 33 milliards à 35 milliards d'euros de coupes budgétaires dans les dépenses publiques à venir.

Vous vous apprêtez donc à supprimer, dès cet après-midi, des dizaines de milliards d'euros fléchés vers l'école, l'environnement, la culture, la solidarité et l'ensemble des missions de service public, hors budget militaire, alors que vous avez déjà visé, ces derniers jours, les plus fragilisés. En effet, vous vous êtes attaqués aux malades en maintenant la fiscalisation des indemnités journalières (IJ) pour les affections de longue durée (ALD).

Vous avez alourdi la charge pesant sur les classes moyennes en désindexant le barème de l'impôt sur le revenu pour les deuxième et troisième tranches.

Et vous avez poursuivi l'étranglement du service public en refusant de compenser à l'euro près les suppressions d'impôts locaux, en acceptant la logique d'une offensive contre les communes industrielles, en ne voulant pas compenser les évolutions de cotisations de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL), en diminuant la DGF en valeur et en ne rétablissant pas la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

C'est un choix politique. Il vous appartient. Mais alors, assumez-le. Cessez de nous parler de responsabilité et, surtout, de culpabiliser les Français !

Nous voterons évidemment contre cette première partie du projet de loi de finances pour 2026. (*Applaudissements sur les travées du groupe CRCE-K et sur des travées du groupe SER.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Thomas Dossus, pour le groupe Écologiste – Solidarité et Territoires. (*Applaudissements sur les travées du groupe GEST.*)

M. Thomas Dossus. Madame la présidente, monsieur le ministre, mes chers collègues, nous voici parvenus à la fin de l'examen de la première partie du projet de loi de finances.

Cette première partie du PLF est le symbole d'une méthode gouvernementale dans l'impasse : tandis qu'un seul député a voté pour le premier volet de ce budget, ici, la majorité sénatoriale a réduit drastiquement les recettes.

Après huit ans à vider les caisses, les trois derniers Premiers ministres se sont retrouvés face au gouffre de nos comptes publics, et deux d'entre eux y sont déjà tombés.

Vous vous entêtez, mes chers collègues, à refuser de mettre à contribution celles et ceux qui ont le plus profité de la politique, inefficace, de l'offre. Résultat : affaiblissement écologique, économique, démocratique, fragilisation de nos collectivités locales, de nos capacités d'innovation et de nos solidarités.

Face à ce constat, qu'a fait le Sénat durant ces journées de débats budgétaires pour corriger la donne ? La majorité sénatoriale, c'est-à-dire Les Républicains et l'Union Centriste, a aggravé la situation de nos finances publiques en renonçant à faire contribuer à leur juste hauteur les plus hauts patrimoines et les grands groupes.

L'exemple le plus frappant est la suppression de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises : de 4 milliards à 6 milliards d'euros se sont ainsi volatilisés. En supprimant cette contribution exceptionnelle, la majorité a profondément affaibli la parole de son propre camp. En effet, le gouvernement Barnier avait prévu initialement, c'est-à-dire l'an dernier, qu'elle soit levée sur deux ans.

L'IFI, au lieu d'être élargi, a été dévitalisé.

La taxe sur les holdings patrimoniales a été transformée dans un sens qui relève moins de la justice fiscale que de la protection de quelques grandes structures familiales.

Au lieu de fléchir de nouveau vers les collectivités ce qu'il reste de la CVAE, la droite, main dans la main avec le Gouvernement, a privé définitivement nos collectivités de 1 milliard d'euros de recettes supplémentaires. Tout le monde fait le constat que, sous la présidence Macron, la fin de l'autonomie des collectivités et la recentralisation se sont accélérées. La droite sénatoriale y aura encore contribué ces derniers jours.

Enfin, dans son élan réactionnaire, la majorité a malmené la fiscalité environnementale : suppression de la taxe sur les emballages plastiques ; réduction de la redevance pour pollutions diffuses des industriels ; augmentation de la fiscalité sur le gaz sans aucune progressivité. Autant de reculs sur l'écologie et de retards pour la transition de notre économie.

Le bilan ? Un volet de recettes profondément déséquilibré, qui renforce les inégalités, affaiblit l'État et dégrade *in fine* notre capacité d'action publique au travers tant des missions classiques de l'État que des politiques d'avenir.

Dans ce paysage, quelques avancées et corrections montrent qu'un autre chemin était possible : l'indexation de la première tranche de l'impôt sur le revenu, même limitée ; l'augmentation de la durée de détention minimale des actions pour bénéficier du pacte Dutreil ; l'application du taux réduit de TVA à 5,5 % pour les opérations de réparation ; le maintien de certaines dépenses dans l'assiette du FCTVA. Tout cela va, timidement, dans le bon sens. Malheureusement, ces points positifs restent marginaux face au déséquilibre général du texte.

Et comment ne pas évoquer nos conditions d'examen dégradées, du fait des délais imposés par la gestion gouvernementale chaotique ? De ces débats, peu lisibles en dehors de cet hémicycle, le Parlement ne sort pas grandi !

J'en viens au sujet du logement.

Les groupes de gauche du Sénat, notamment le groupe écologiste, ont appelé à faire un pas en avant pour faciliter la situation des bailleurs privés, pour les aider, raisonnablement, à relancer la construction sur ses deux piliers, le public et le privé.

Il est impératif que le Gouvernement respecte son engagement de baisser la réduction de loyer de solidarité (RLS) pour les bailleurs sociaux de 700 millions d'euros, et non pas seulement de 200 millions d'euros, comme cela semble se profiler. Un accord est intervenu à l'Assemblée nationale, qu'il faut respecter ; or nous avons l'impression que le Gouvernement souhaite s'en affranchir.

Notre groupe a participé à l'obtention de quelques avancées : la suppression du mécanisme du travail réputé acquis ; la clause anti-abus ; le rehaussement du plafond du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique et de celui du crédit d'impôt en faveur de la préservation des haies bocagères ; la sécurisation de la participation des bailleurs de fonds pour les aides à la pierre ; l'augmentation de la taxe sur les petits colis ; la majoration de l'affectation aux autorités organisatrices de la mobilité (AOM) des recettes du quota carbone ; le renforcement des moyens des services départementaux d'incendie et de secours (Sdis) ; l'instauration d'une forme de taxe générale « amont » sur les activités polluantes (TGAP) ; la sortie du cannabidiol (CBD) et des produits non nicotiniques du nouveau dispositif d'accise.

Il s'agit, certes, d'avancées et de corrections utiles sur de nombreux sujets, mais qui sont insuffisantes pour compenser un texte globalement injuste, incohérent et politiquement affaibli.

Toutes les politiques structurantes – ISF climatique, impôt plancher sur la fortune, taxe sur les transactions financières, diversification des ressources des collectivités – ont été balayées.

Ici, au Sénat, les choses sont claires pour la droite : dans le budget de la sécurité sociale, ce sont les plus fragiles, notamment les allocataires des minima sociaux, qui contribuent au redressement des comptes publics, tandis que, dans le budget général de l'État, les ultrariches et les grands groupes sont épargnés !

Nous ne pouvons pas soutenir un budget qui affaiblit l'État face aux défis climatiques, géopolitiques et sociaux, qui aggrave les inégalités et qui fragilise le contrat social de la Nation. C'est pourquoi le groupe écologiste votera contre la première partie du projet de loi de finances. (*Applaudissements sur les travées des groupes GEST et SER.*)

Mme la présidente. Je mets aux voix, modifié, l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 2026.

En application de l'article 59 du règlement, le scrutin public ordinaire est de droit.

Il va y être procédé dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(*Le scrutin a lieu.*)

Mme la présidente. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 81 :

Nombre de votants	345
Nombre de suffrages exprimés	303
Pour l'adoption	198
Contre	105

Le Sénat a adopté.

La parole est à M. le ministre délégué.

M. David Amiel, ministre délégué auprès de la ministre de l'action et des comptes publics, chargé de la fonction publique et de la réforme de l'État. Mesdames, messieurs les sénateurs, je tiens, au nom du Gouvernement, à vous remercier de ce vote qui va nous permettre de continuer à examiner le projet de loi de finances pour 2026.

Chacun le sait, en l'absence de budget, nous serions tous condamnés au pire, c'est-à-dire à assister impuissants, d'une part, à l'explosion des déficits, et, d'autre part, à l'impossibilité de financer les réponses aux urgences du pays. Cet esprit de gravité et de responsabilité devra continuer à nous animer lors de l'examen de la deuxième partie de ce projet de budget.

Je salue également M. le rapporteur général de la commission des finances, Jean-François Husson, pour la clarté et la précision de ses explications, ainsi que pour les amendements qu'il a proposés, dans un esprit toujours constructif.

Enfin, j'adresse mes remerciements à M. le président de la commission des finances, Claude Raynal, et, encore une fois, à vous tous, mesdames, messieurs les sénateurs, pour la grande qualité de nos débats, qui répond, par-delà nos différences, aux attentes des Français, lesquels nous regardent. (*M. Thani Mohamed Soilihi applaudit.*)

M. Jean-François Husson, rapporteur général de la commission des finances. Merci à vous, monsieur le ministre !

Mme la présidente. La séance est suspendue.

(*La séance, suspendue à quinze heures vingt-cinq, est reprise à quinze heures vingt-huit.*)

Mme la présidente. La séance est reprise.

Mes chers collègues, nous en sommes parvenus aux dispositions de la seconde partie du projet de loi de finances.

SECONDE PARTIE

MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

Mme la présidente. Nous allons maintenant entamer l'examen des différentes missions.

Sport, jeunesse et vie associative

Mme la présidente. Le Sénat va examiner les crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative ».

La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial de la commission des finances. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, comme il est d'usage, je commencerai par vous exposer les grandes caractéristiques et les principales évolutions de la mission « Sport, jeunesse et vie associative » pour 2026.

La mission voit ses crédits diminuer de 17,5 %, pour atteindre 1 235,9 millions d'euros. Bien qu'il s'agisse d'une « petite » mission du budget de l'État par le volume de ses crédits, elle est celle qui, en proportion, contribue le plus à la réduction du déficit public.

Ces baisses de financement pèsent principalement sur le programme 163, « Jeunesse et vie associative », qui perd plus d'un quart de ses financements, avec une baisse de 26,1 %.

Le service civique voit ses crédits diminuer de 114,4 millions sur 579,4 millions d'euros. Par conséquent, une cible de 110 000 jeunes a été retenue pour 2026, en diminution de 40 000 par rapport à celle des années précédentes, qui était donc de 150 000 jeunes.

Je regrette vivement cette décision. La dernière fois que l'objectif avait été fixé à 110 000 jeunes, c'était il y a dix ans. À la suite des attentats du 13 novembre 2015, la cible du service civique avait été rehaussée à 150 000, afin de répondre par l'engagement citoyen aux attaques prenant pour cible la France et ses valeurs.

Le service civique est l'une des dernières politiques de grande ampleur qui porte entièrement sur la mobilisation de la jeunesse. Son efficacité est largement reconnue, y compris par la Cour des comptes, et il représente un véritable soutien pour le monde associatif.

La commission des finances a donc voté un amendement visant à rehausser de 40 millions d'euros les financements du service civique. Avec les 15 millions d'euros qui viennent d'être adoptés dans le projet de loi de finances de fin de gestion, il est possible de limiter la baisse du nombre de missions. Cet amendement est soutenu conjointement par le rapporteur général, que je remercie vivement.

Je précise par ailleurs que je demanderai au Gouvernement de lever le gage de cet amendement sur le programme « Sport ».

Le dispositif des « colos apprenantes » a également fait les frais de la politique d'économies. Ce programme, lancé après la pandémie de covid-19, permettait de subventionner des séjours en colonie de vacances à hauteur de 500 euros par enfant.

Je regrette la fin de cette politique, dont j'avais soutenu la mise en place depuis plusieurs années. Les colonies de vacances sont un maillon essentiel de l'éducation populaire, et il s'agissait selon moi d'une politique plus efficace et moins coûteuse que le service national universel pour renforcer la mixité sociale.

Je donnerai donc un avis de sagesse sur un amendement visant à maintenir 10 millions d'euros pour cette politique, à destination des enfants qui en ont le plus besoin.

Le programme « Sport » enregistre, quant à lui, une diminution de 6,5 % de ses crédits de paiement, qui s'explique principalement par la division par deux des crédits du Pass'Sport.

Je suis également préoccupé par le plan « 5 000 équipements sportifs – Génération 2024 ». Celui-ci n'aura pas permis de financer les 500 équipements sportifs structurants promis, car ce sont des projets de plus faible ampleur qui ont été finalement privilégiés.

C'est la raison pour laquelle la commission des finances a donné un avis favorable à un amendement visant à rehausser les financements des infrastructures des collectivités territoriales de 50 millions d'euros : il s'agit de faire en sorte que ce plan soit conforme à ses ambitions initiales.

Quant aux jeux Olympiques d'hiver de 2030, ils sont encore en phase d'amorçage. Il est trop tôt pour donner une trajectoire pluriannuelle des financements de la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo) 2030, mais, à ce stade, le pacte des financeurs prévoit que l'ensemble des concours publics alloués au financement des investissements des projets de la maquette devrait être de 800 millions d'euros, hors réserves et dépenses de fonctionnement.

Les enjeux environnementaux seront par ailleurs encore plus importants pour les Jeux de 2030 qu'ils ne l'étaient pour ceux de 2024. Il conviendra donc de s'assurer que l'organisation soit exemplaire de ce point de vue.

Vous aurez compris que la version initiale de la mission ne me satisfaisait pas. Toutefois, je n'avais pas proposé son rejet en commission, dans l'espoir que la copie puisse être améliorée en séance publique. Au regard à la fois de l'amendement de la commission et des amendements qui sont aujourd'hui proposés, j'ai bon espoir que nous puissions améliorer, autant que faire se peut, le budget du sport, de la jeunesse et de la vie associative.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur pour avis. (*Applaudissements sur les travées du groupe SER.*)

M. Jean-Jacques Lozach, rapporteur pour avis de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, le Gouvernement nous dit que le budget du sport diminue de 4,6 %. Mais cette présentation est en réalité trompeuse : en effet, les crédits du programme 219 « Sport » baissent de 6,5 %, et même de 9 % hors dépenses de personnel.

En ce qui concerne les deux taxes affectées à l'Agence nationale du sport (ANS), le plafond d'affectation que nous avons obtenu pour 2025 est reconduit, mais sans prise en compte de la dynamique des paris sportifs.

Le déplafonnement supplémentaire de 50 millions d'euros que nous avons obtenu en première partie du projet de loi de finances est d'autant plus nécessaire que le rendement de la taxe sur les droits de retransmission audiovisuelle des événements sportifs, dite taxe Buffet, est, lui, très incertain, du fait de l'évolution des droits audiovisuels sportifs, en particulier du football.

Le plafond fixé pour cette taxe est fictif ; il permet au Gouvernement d'afficher un montant stable, et donc une diminution limitée du budget du sport, qui ne correspond pas à la réalité.

Concernant les jeux Olympiques et Paralympiques de 2030, traditionnellement, les Jeux d'hiver sont de moindre ampleur que les Jeux d'été, mais ils comportent une part supérieure de financement public. Le récent

rapport de la Cour des comptes sur l'organisation des Jeux de 2024 doit nous inciter à la vigilance, car les coûts de ces jeux en matière de sécurité ou de transport sont pour le moment invisibles.

Sur le fond, ce budget accorde peu d'importance au « sport pour tous », le sport du quotidien, dans un contexte de questionnement sur la gouvernance du budget du sport – je pense, par exemple, à l'avenir de l'Agence nationale du sport.

Les équipements sont délaissés. Or l'existence d'infrastructures sportives renouvelées est un préalable indispensable au développement des pratiques. Ainsi, 75 % des équipements sportifs ont plus de 20 ans et de nombreuses fédérations n'ont pu faire face à la demande accrue de nouveaux licenciés potentiels. Ont été ainsi refusées 40 000 demandes de licence pour le volley, et 100 000 pour le handball.

Si la politique de mutualisation des équipements scolaires est utile, elle ne sera pas suffisante. Une politique nationale de maillage du territoire en équipements structurants renouvelés est nécessaire. Évidemment, l'enjeu est non pas seulement sportif, mais aussi social et sanitaire.

Par ailleurs, deux politiques en faveur de la pratique des jeunes sont sacrifiées : d'une part, les deux heures supplémentaires de sport au collège ; d'autre part, le Pass'Sport, qui exclut désormais la tranche des 6-13 ans. Plusieurs fédérations ont déjà constaté une diminution de la pratique de cette catégorie d'âge. L'État se désengage ainsi de plusieurs politiques sportives, pour un bénéfice immédiat en termes budgétaires. La grande cause nationale de l'année 2024 paraît bel et bien oubliée.

Au même moment, près de la moitié des collectivités locales déclarent réduire leurs investissements en matière sportive. L'incertitude est encore accrue par les annonces du Premier ministre concernant un futur grand acte de décentralisation.

Or le sport est à la fois un vecteur de cohésion sociale et un facteur d'influence au plan mondial. Sacrifier l'un des plus petits budgets de l'État, pourtant doté d'un fort effet de levier à plusieurs niveaux, est tout simplement incompréhensible.

Ces nombreux reculs et ces incertitudes persistantes ont conduit la commission de la culture à rendre un avis défavorable sur le budget du sport. (*Applaudissements sur les travées du groupe SER. – M. Pierre Ouzoulias applaudit également.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur pour avis. (*Applaudissements sur les travées du groupe SER.*)

M. Yan Chantrel, rapporteur de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, la commission de la culture a examiné le programme 163, « Jeunesse et vie associative », qui ne dispose plus que de 626,6 millions d'euros pour 2026, soit 221,5 millions d'euros de moins qu'en 2025.

La suppression du service national universel (SNU) aurait pu être l'occasion de renforcer les politiques des programmes qui fonctionnent. Au contraire, le Gouvernement choisit de réduire encore les moyens consacrés à la jeunesse : plus d'un quart des crédits votés l'an dernier disparaissent !

Le service civique en est la première victime. Le budget qui y est consacré diminue de 20 % : 25 000 jeunes en seront écartés en 2026 par rapport à 2025, alors même qu'il y a chaque année trois fois plus de candidatures que de missions. Et ce sont, comme toujours, les plus fragiles qui seront les premiers exclus.

Au-delà des jeunes eux-mêmes, ce nouveau coup de rabot viendra également fragiliser des associations déjà en grande difficulté : en 2025, certaines ont dû engager des plans de sauvegarde inédits pour faire face à la baisse, en cours d'année, du nombre de missions de service civique.

Le mentorat, lui aussi, voit ses crédits baisser : 24,5 millions y sont consacrés en 2026, contre 29 millions en 2025, alors que le plan « 1 jeune, 1 mentor » accompagne un nombre croissant de jeunes fragiles. Les résultats sont pourtant très prometteurs, notamment pour les collégiens et lycéens issus de milieux modestes.

En 2025, le nombre de jeunes provenant de lycées professionnels en bénéficiant a progressé de 47 % par rapport à 2023, tandis que le nombre de jeunes accompagnés par l'aide sociale à l'enfance (ASE) a progressé de 39 %. À l'heure où près d'un jeune actif sur cinq est au chômage, affaiblir ce dispositif est incompréhensible.

J'aimerais également évoquer la situation des colonies de vacances. La suppression brutale des colos apprenantes intervient alors que le secteur n'a pas retrouvé son niveau d'avant-crise : 1,34 million de mineurs sont partis en 2023-2024, soit 100 000 de moins qu'en 2018-2019. Le Pass colo, trop limité et méconnu, ne compensera pas la disparition d'un dispositif qui bénéficiait à plus de 80 000 enfants chaque année depuis 2020. Il est urgent de relancer la dynamique du départ en vacances.

Je terminerai en évoquant la situation du monde associatif. Le secteur est au bord de la rupture : 30 % des associations employeuses ont moins de trois mois de trésorerie. Les financements publics continuent de s'éroder ; près d'une association sur deux a vu ses subventions baisser en 2025. Malgré cela, le projet de loi de finances pour 2026 ne prévoit aucun nouveau soutien.

Comme vous pouvez le constater, l'évolution des crédits du programme 163 ne répond pas aux défis que doivent relever les secteurs de la jeunesse et de la vie associative. C'est pourquoi la commission de la culture a donné un avis défavorable à l'adoption de ses crédits. (*Applaudissements sur les travées du groupe SER.*)

Organisation des travaux

Mme la présidente. Mes chers collègues, avant de donner la parole aux orateurs et pour votre bonne information, je vous indique que soixante-quatre amendements sont à examiner sur cette mission. Je vous rappelle que la conférence des présidents a fixé la durée maximale de la discussion à deux heures.

Compte tenu de l'organisation de la journée, nous pourrions prévoir quarante-cinq minutes de discussion supplémentaire pour terminer son examen aux alentours de dix-huit heures quinze et passer ensuite à la mission « Outre-mer ».

Au-delà de cet horaire, conformément à l'organisation de nos travaux décidée par la conférence des présidents et en accord avec la commission des finances, la suite de l'examen de cette mission sera reportée à dimanche.

En outre, la conférence des présidents, qui s'est réunie hier, mercredi 3 décembre, a décidé que, lorsque le nombre d'amendements déposés ne paraissait pas pouvoir garantir leur examen serein dans les délais impartis, les temps de parole seraient fixés, sur proposition de la commission des finances, à une minute.

S'agissant de la présente mission, même avec les marges que nous avons dégagées, le nombre d'amendements à examiner rapporté à la durée dont nous disposons aujourd'hui nous conduit à devoir observer un rythme de trente-cinq amendements par heure, ce qui est élevé.

Aussi, afin de nous donner toutes les chances de terminer aujourd'hui l'examen de cette mission et en application de la décision de la conférence des présidents, les durées d'intervention seront fixées à une minute.

Sport, jeunesse et vie associative (suite)

Mme la présidente. Mes chers collègues, je vous rappelle que le temps de parole attribué à chaque groupe pour chaque unité de discussion comprend le temps d'intervention générale et celui de l'explication de vote. Par ailleurs, le Gouvernement dispose au total de dix minutes pour intervenir.

Dans la suite de la discussion, la parole est à M. Ahmed Laouedj. *(Applaudissements sur les travées du groupe RDSE.)*

M. Ahmed Laouedj. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, faire un budget, c'est faire des choix. Or, avec cette mission « Sport, jeunesse et vie associative », le Gouvernement fait le choix de l'austérité au détriment de celles et de ceux qui permettent à notre cohésion sociale de tenir encore debout : les jeunes et le tissu associatif.

Entre 2025 et 2026, les crédits de la mission donnent l'illusion d'une légère progression budgétaire, avec une hausse de 1,9 % en autorisations d'engagement. Mais cette façade masque une réalité beaucoup plus préoccupante : les crédits de paiement chutent de 17,5 %, passant de 1,49 milliard à 1,23 milliard d'euros.

L'État investit dans l'exceptionnel, mais se désengage du quotidien : soutien à la jeunesse, à la vie associative, à l'éducation populaire et au sport pour tous.

En ce qui concerne la jeunesse et la vie associative, la baisse de 26 % du programme 163 est particulièrement alarmante : suppression du SNU, réduction de plus de 100 millions d'euros pour le service civique, extinction des colos apprenantes.

La jeunesse n'est pas un coût : elle est un investissement. En la négligeant, on fabrique des renoncements et cela se traduira très concrètement.

Le service civique doit rester un levier d'engagement et d'émancipation, particulièrement là où les perspectives sont plus limitées.

En Seine-Saint-Denis, où les associations portent à bout de bras la solidarité, l'éducation populaire et l'accompagnement des jeunes, ces coupes auront un effet direct.

Déjà fragilisées par l'inflation, l'augmentation des charges et la précarité des financements, nombreuses sont les associations qui peinent à maintenir leurs actions : plus d'une sur trois a dû réduire son activité, alors qu'elles sont en première ligne face à des besoins croissants.

Ce n'est pas aux associations de payer la facture de l'austérité.

C'est pourquoi le groupe RDSE a déposé plusieurs amendements qui seront défendus au cours de notre discussion.

Ces amendements visent : à garantir un nombre suffisant de missions de service civique, afin que l'engagement demeure une véritable opportunité pour nos jeunes ; à sécuriser le financement des petites associations, notamment dans les quartiers prioritaires ; à soutenir les collectivités locales dans la rénovation et la modernisation des équipements sportifs de proximité ; enfin, à assurer la stabilité du fonds pour le développement de la vie associative (FDVA) à hauteur de 50 millions d'euros, pour soutenir durablement la vie associative dans nos territoires.

Ces propositions ne bouleversent pas l'équilibre budgétaire, elles visent simplement à corriger les angles morts les plus criants et à ne pas laisser les acteurs de terrain devenir la variable d'ajustement des restrictions budgétaires.

Du côté du sport, les crédits reculent également, et la fin du plan « Génération 2024 » affaiblit la capacité des collectivités locales à entretenir les équipements qui permettent au plus grand nombre de pratiquer.

Exclure les 6-13 ans du Pass'Sport réduit l'accès à la pratique sportive dans les familles modestes, alors que le sport reste un enjeu de santé publique et d'inclusion.

En conclusion, la baisse brutale des crédits de cette mission révèle un choix politique que nous ne pouvons pas cautionner : un désengagement massif de l'État là où les besoins sont les plus criants. Cela signifie, très concrètement, moins de moyens pour accompagner, former, intégrer et prévenir.

En Seine-Saint-Denis, territoire jeune, populaire et riche d'initiatives, cette contraction budgétaire aura des conséquences directes : des projets annulés, des portes qui ferment, des opportunités manquées pour celles et ceux qui devraient être au cœur de nos priorités.

En l'état, si cette mission n'est pas sérieusement rééquilibrée, je voterai contre. Certains de mes collègues du groupe RDSE s'abstiendront, mais tous partagent le même constat : ce budget n'est pas à la hauteur de l'enjeu républicain que représente notre jeunesse.

L'avenir d'un pays se mesure d'abord à ce qu'il investit dans sa jeunesse. Je continuerai donc à défendre, avec constance, des politiques publiques qui accompagnent, qui protègent et qui émancipent. *(Applaudissements sur les travées du groupe RDSE, ainsi que sur des travées du groupe SER.)*

Mme la présidente. La parole est à M. Claude Kern. *(Applaudissements sur les travées du groupe UC.)*

M. Claude Kern. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, véritable quadrature du cercle, les arbitrages budgétaires à venir devront concilier ambition sportive, responsabilité financière et soutien aux dynamiques territoriales.

Le projet de loi de finances prévoit une baisse de 17 % des crédits du sport, de la jeunesse et de la vie associative, soit un budget en net recul pour ces deux missions. Pourtant, la période nécessite un signal fort, ainsi qu'un accompagnement périlant de la puissance publique.

En ce qui concerne le budget consacré à la jeunesse et à la vie associative, la chute de 26 % des crédits de ce programme est particulièrement préoccupante.

Malgré la préservation des crédits en faveur des associations, celles-ci continuent de survivre dans un système à bout de souffle, qui réclame urgemment une refonte profonde : il faut sortir de la logique d'appels à projets et instaurer enfin

des subventions pluriannuelles, stables et prévisibles, pour rendre le modèle économique plus performant sans obérer l'autonomie des collectivités territoriales.

Il est primordial de maintenir une solide politique de soutien à la vie associative et au bénévolat, véritable marque de fabrique française, qui accuse aujourd'hui un tassement sans précédent.

Il faut capitaliser le formidable élan qu'ont provoqué les derniers jeux Olympiques en matière de volontariat et accompagner cette dynamique de l'engagement, tout en sécurisant le financement de la vie associative face aux baisses de subventions, notamment des collectivités territoriales qui, cette année, sont particulièrement touchées. Elles financent pourtant près de trois fois plus les associations que l'État.

C'est la vie même de nos territoires qui sera atteinte par les impacts délétères de ces mesures.

C'est grâce au bénévolat, qui est aujourd'hui en crise, et aux lourds investissements nécessaires à la réhabilitation des équipements sportifs structurants qu'il sera possible de développer efficacement et de démocratiser la pratique sportive.

Nous pouvons faire confiance aux collectivités territoriales qui sont inventives pour trouver des solutions : elles répondront présent, comme elles l'ont toujours fait. Néanmoins, cela ne vous exonère pas, madame la ministre, de votre responsabilité face à ce défi.

Quant aux jeunes, ils paient le prix fort de décisions qui semblent déconnectées de la réalité. Coupes massives dans le service civique et dans le plan « 1 jeune, 1 mentor », disparition des colos apprenantes : vous amputez substantiellement des leviers pourtant reconnus d'insertion, de mixité, de sociabilité.

Autant de signaux négatifs alors que la santé mentale des jeunes, pourtant grande cause nationale en 2025, continue à se dégrader dangereusement.

La cohésion autour des valeurs de la République et la mixité sociale doivent être repensées au sein d'une politique globale beaucoup plus ciselée pour la jeunesse dans son ensemble.

Nous attendons donc rapidement vos retours quant à vos futurs projets pour proposer une offre d'aide plus lisible, rationnelle et efficace en direction de la jeunesse.

Concernant le programme « Sport », en baisse de 18 % en autorisations d'engagement et de 6,5 % en crédits de paiement, hors taxes affectées, c'est clairement un réel mauvais coup : le compte n'y est pas, madame la ministre !

Le budget des prochains jeux Olympiques et Paralympiques (JOP), qui va monter en puissance dans la perspective de 2030, ne doit pas occulter l'importance de nombreux sujets qui méritent une attention particulière.

Le fonctionnement de l'ANS mérite d'être examiné cinq ans après sa création. Son action manque de lisibilité, ses conférences régionales sont quasi invisibles, et sa suppression a même été proposée dans un rapport sénatorial.

Nous devons donc nous concentrer de manière pragmatique sur les priorités : sport pour tous, santé, inclusion, pratique quotidienne et non pas uniquement recherche de performances. La gouvernance actuelle de l'ANS mériterait d'être repensée.

Il serait plus clair pour tout le monde et plus économe de privilégier une déconcentration des crédits à un échelon de proximité plus pertinent ; vous avez évoqué le département, nous approuvons cette proposition. Pouvez-vous vous y engager aujourd'hui ?

Il est aujourd'hui nécessaire de s'inscrire dans une politique sportive plus lisible et efficace et d'éviter les ambiguïtés entre missions de l'État, de l'ANS et des collectivités territoriales, lesquelles financent déjà l'essentiel du sport dans notre pays.

J'en viens au financement des équipements sportifs. Pendant que l'État se désengage, les budgets locaux s'effritent, les collectivités territoriales sont essorées et les besoins explosent. Certes, le plan « 5 000 équipements » paraît être un succès, et nous en saluons les résultats ; néanmoins, si l'on n'apporte pas de garanties durables pour moderniser et rénover les infrastructures, ce sont des millions de pratiquants que nous laisserons tomber.

Il est crucial d'octroyer des garanties aux collectivités territoriales pour faciliter la mise en œuvre d'une vision sportive dynamique. Nous attendons vos engagements en la matière...

Vous le savez, madame la ministre, ces enjeux sont essentiels pour la pratique du sport pour tous. Alors que dire des décisions récentes ? Une baisse de 60 % des crédits de cette action, la suppression des deux heures supplémentaires de sport au collège, l'exclusion des 6-13 ans du Pass'Sport... Comment prétendre démocratiser le sport après les Jeux de Paris tout en sabrant les moyens qui permettent d'en ouvrir l'accès ?

Loin d'être des ajustements, ces mesures sont des reculs sociaux, sanitaires, éducatifs. C'est un véritable coup dur pour l'avenir sportif et la cohésion sociale de notre pays. Résultat, on fait des économies de façade, mais l'impact délétère sera massif.

La stratégie nationale sport-santé a pourtant bien été lancée, mais que les décisions prises sont paradoxales, ce qui interroge quant à sa mise en œuvre effective.

Une évidence s'impose : les paris sportifs, qui génèrent des profits colossaux, doivent contribuer davantage.

Des solutions raisonnables permettraient d'augmenter les crédits alloués à ces programmes sans affaiblir d'autres secteurs : lutte contre le piratage sportif, réorientation de la taxe Buffet et de la taxe sur les paris sportifs, ou encore hausse du FDVA. Il est temps de se positionner courageusement et d'envisager des solutions qui auront réellement des conséquences sur tout le secteur.

Pour conclure, comme vous l'aurez compris, madame la ministre, nous suivrons avec attention la position du Gouvernement sur toutes ces questions. À moins de signaux forts de votre part en faveur d'une réelle préservation des objectifs et de leur cohérence, le groupe Union Centriste, au nom duquel j'interviens aujourd'hui, se ralliera aux conclusions défavorables des rapporteurs. *(Applaudissements sur les travées du groupe UC.)*

M. Pierre Ouzoulias. Très bien !

Mme la présidente. La parole est à M. Dany Wattebled. *(Applaudissements sur les travées des groupes INDEP et UC. – M. Patrick Kanner applaudit également.)*

M. Dany Wattebled. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, la mission « Sport, jeunesse et vie associative » est essentielle en matière de lien social et de

cohésion. Les crédits qui lui sont affectés permettent de soutenir nos associations, le monde du sport, mais aussi des politiques nécessaires pour notre jeunesse.

C'est donc avec une attention particulière que nous examinons chaque année cette mission. Je tiens d'ailleurs à saluer le travail mené par les rapporteurs au Sénat et à l'Assemblée nationale.

Les programmes consacrés au sport, à la jeunesse et à la vie associative ont fait l'objet d'avis défavorables de la part de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport. Et pour cause : ils voient leurs crédits baisser.

Ainsi, pour 2026, les crédits du programme « Sport » diminuent de 6,5 % par rapport à 2025.

Ceux du programme « Jeunesse et vie associative » baissent de 221 millions d'euros. Cette baisse est liée à différents facteurs. On note une diminution des crédits affectés à des politiques comme le service civique ou le plan « 1 jeune, 1 mentor ». Mais c'est surtout la suppression du service national universel qui explique la baisse importante des crédits affectés au programme. Pour rappel, celui-ci avait mobilisé 65 millions d'euros pour l'exercice 2025.

Lors de l'examen de la mission au sein de la commission de la culture, nombre de nos collègues, dont le rapporteur pour avis lui-même, ont déploré que ces crédits n'aient pas été réaffectés à d'autres actions du programme. À mon sens, le principal problème n'est pas celui-là. Nous devons réaliser des économies, c'est un fait et il faut le dire. La suppression d'un dispositif est toujours une occasion de le faire, et il n'y a pas lieu d'en rougir. De plus, la mise en place prochaine du service militaire volontaire nécessitera forcément le déploiement de nouveaux moyens.

En revanche, je regrette la diminution de 15 %, par rapport à 2025, des montants affectés au plan « 1 jeune, 1 mentor ». Ce plan est passé de 72 000 à 135 000 jeunes accompagnés entre 2021 et 2024. Il a notamment bénéficié à plusieurs milliers de jeunes relevant de l'aide sociale à l'enfance.

Très concrètement, il répond à des besoins clairs, comme le relève un rapport paru en juin 2025 de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. De fait, il me paraît difficile d'en réduire les crédits, mais des économies sont nécessaires et doivent être menées.

Pour en revenir au programme « Sport », celui-ci enregistre une diminution de ses crédits par rapport à 2025.

Plusieurs mesures permettant de faire des économies sont actées dans ce programme. Je pense, entre autres, à la clôture du plan « Génération 2024 », le nombre d'équipements prévu ayant été atteint. Mais les économies résultent aussi de la baisse des montants affectés à deux dispositifs d'aide au développement de la pratique sportive des jeunes : le Pass'Sport et les deux heures supplémentaires de sport au collège. Est-ce cela l'héritage des jeux Olympiques ?

Je suis, par ailleurs, assez circonspect au sujet de la taxe Buffet, dont le rendement sera forcément touché par les évolutions du marché des droits audiovisuels sportifs. Ce rendement n'a cessé de baisser depuis 2021. Il passerait de 59 millions d'euros il y a cinq ans, à 44 millions d'euros pour 2026. Or je tiens à rappeler que la taxe Buffet vise à encourager le sport amateur, qui en a plus que besoin au regard de la situation actuelle et des bénéfices qu'il apporte.

Enfin, la mission « Sport, jeunesse et vie associative » prévoit une montée en puissance nécessaire du programme consacré aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2030.

Nous alertons néanmoins sur la nécessité d'associer au mieux les territoires à l'organisation de ce grand moment. Hier, le conseil départemental de Savoie a suspendu sa participation aux réunions d'organisation des Jeux en raison du manque de visibilité et de consultation.

Mes chers collègues, en définitive, même si elles sont difficiles à assumer, le groupe Les Indépendants salue les diminutions de crédits réalisées dans le cadre de cette mission.

Sous réserve des amendements qui pourraient être adoptés durant l'examen de la mission, il votera en faveur de ces crédits. À titre personnel cependant, je soutiens les amendements qui prévoient 40 millions d'euros supplémentaires dans le programme consacré à la jeunesse et à la vie associative pour rehausser le budget affecté au service civique. *(Applaudissements sur les travées du groupe INDEP.)*

Mme la présidente. La parole est à M. Michel Savin. *(Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains.)*

M. Michel Savin. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, je limiterai mon intervention au programme « Sport », mes collègues Béatrice Gosselin et Anne Ventalon intervenant plus tard sur le programme « Jeunesse et vie associative ».

Après un budget pour 2025 déjà en forte baisse, nous assistons cette année encore à une diminution des crédits en faveur du sport. Le projet de loi de finances pour 2026 présenté par le Gouvernement poursuit sans nuance cette trajectoire descendante. Pourtant, le Président de la République s'était engagé à maintenir les moyens du sport jusqu'à la fin de son quinquennat. L'ambition affichée de faire du sport un enjeu national est définitivement abandonnée.

Nous sommes bien conscients que la situation budgétaire du pays nous impose de faire des efforts, mais ces derniers doivent rester réalistes et proportionnés. L'ampleur de la réduction des crédits du programme 219 « Sport » est incompréhensible, d'autant plus que cette mission ne représente qu'une part infime – 0,09 % – du budget général de l'État. Les coupes sont pourtant massives et les prévisions pour les exercices suivants ne font que confirmer cette tendance inquiétante.

La baisse se concentre essentiellement sur l'action n° 01, « Promotion du sport pour le plus grand nombre », dont les crédits diminuent de 50 % en autorisations d'engagement et de 25 % en crédits de paiement. N'oublions pas non plus les gels, surgels et annulations de crédits survenus au cours de l'année 2025 sans débat ni avis du Parlement, pour plus de 140 millions d'euros. Au-delà du désintérêt manifeste de l'exécutif pour le sport, il y a là un mépris démocratique.

Dans cette période d'entre deux jeux Olympiques et Paralympiques, le désengagement de l'État en matière d'équipement sportif et de soutien à la jeunesse envoie un signal profondément préoccupant. L'abandon du plan « Génération 2024 » fragilise encore davantage les collectivités territoriales, qui assument pourtant l'essentiel des charges de construction, de rénovation et d'entretien des équipements. Nos piscines sont vieillissantes, pour ne pas dire dégradées, mais chaque année nous attendons le bilan des noyades pour nous en émouvoir.

Alors que le Président de la République affirmait qu'il est absolument clé d'investir dans les infrastructures sportives, le sport et la formation, les crédits d'investissement structurants sont aujourd'hui tout simplement supprimés. Que vaut encore la parole présidentielle ?

Ce budget porté par le Gouvernement n'est pas une erreur ; c'est un renoncement. Les gymnases, les piscines, les pistes d'athlétisme se détériorent faute de capacités d'investissement suffisantes des collectivités territoriales. L'État doit demeurer un partenaire privilégié de nos territoires afin d'offrir à nos jeunes, à nos associations et aux acteurs du sport une politique ambitieuse en faveur du sport pour le plus grand nombre.

Madame la ministre, le Sénat est une nouvelle fois venu au secours du mouvement sportif en adoptant lors de l'examen de la première partie du budget un amendement que j'ai défendu, qui vise à réinjecter 50 millions d'euros dans le programme « Sport » en faveur de l'investissement dans les équipements sportifs de nos collectivités territoriales.

Toutefois, l'avis défavorable que le Gouvernement a émis sur cet amendement nous inquiète. Madame la ministre, la balle est désormais dans votre camp. *(Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains.)*

Mme la présidente. La parole est à M. Dominique Théophile. *(Applaudissements sur les travées du groupe RDPI.)*

M. Dominique Théophile. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, dix-huit mois après la clôture de jeux Olympiques et Paralympiques unanimement salués, nous aurions pu et dû mieux capitaliser sur l'élan exceptionnel qu'ils ont suscité. Ce rendez-vous devait être un tremplin durable, mais, hélas ! l'essai n'a pas été pleinement transformé : j'en éprouve un profond regret.

Si le budget des sports ne représente que 0,3 % de celui de l'État, il est l'un de ces petits budgets qui portent de grandes ambitions : celles de nos athlètes, de nos associations, de nos jeunes. C'est précisément parce que ce budget est modeste qu'il doit être calibré avec soin.

Or, cette année, le budget présenté dans le projet de loi de finances ne paraît pas à la hauteur des ambitions sportives que la Nation s'est fixées. Les programmes « Sport » et « Jeunesse et vie associative » voient leurs crédits respectifs diminuer de 6,5 % – soit de 39 millions d'euros – et de 25 %. Bien que ces diminutions s'expliquent en partie par la fin du plan « Génération 2024 », la suppression du service national universel, ou encore la révision du Pass'Sport, elles nous interpellent.

Le Pass'Sport, dispositif essentiel dans les territoires, notamment en outre-mer, voit le montant de son allocation passer de 50 euros à 70 euros, ce qui constitue un signal positif. Toutefois, nous nous interrogeons au sujet de son recentrage sur les 14-17 ans et de la baisse des crédits qui lui sont affectés. Pour préserver ses effets auprès du plus grand nombre et assurer son accessibilité, nous défendrons un amendement visant à maintenir les crédits de l'année dernière.

Le RDPI salue la légère augmentation de la dotation de l'Agence nationale du sport, acteur central du soutien au mouvement sportif, destinée à favoriser l'innovation et l'achat d'équipements de haut niveau. Toutefois, après cinq années de fonctionnement, une réflexion sur l'évolution de cette agence apparaît nécessaire afin d'assurer sa pleine efficacité.

Le programme 385, « Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030 », pour sa part, accompagne la montée en puissance des Jeux de 2030. Cette perspective importante mérite une planification rigoureuse et continue.

Pour ce qui concerne le programme « Jeunesse et vie associative », la baisse des crédits s'explique en grande partie par la suppression du SNU. Le service civique,

appelé à devenir plus formateur et plus exigeant, voit néanmoins son objectif d'accueil réduit à 100 000 volontaires. Nous saluons l'ambition d'améliorer la qualité de ce service, mais, là encore, il semblait possible d'attribuer plus de crédits pour maintenir la quantité de personnes accueillies.

De même, le plan « 1 jeune, 1 mentor », amputé de 15 % de ses crédits, est fragilisé. Notre groupe a déposé un amendement visant à préserver sa dynamique, tant les résultats qu'il a obtenus sont probants.

Nous saluons enfin la stabilisation des crédits dédiés au FDVA, pilier essentiel du tissu associatif local.

Permettez-moi de dire un mot essentiel de l'outre-mer, où le sport constitue un enjeu social, éducatif et presque identitaire. Je tiens à le rappeler, nous attendons l'application concrète des préconisations du rapport sur les politiques publiques du sport dans les outre-mer que j'ai remis à la ministre des sports en juin 2023. Ces préconisations ne doivent pas rester théoriques ; elles constituent une véritable feuille de route pour réduire les fractures territoriales en matière d'accès au sport.

Il est vrai que ce budget comporte des avancées et que nous partageons ses priorités, mais il reste en deçà de l'élan que la France aurait pu entretenir après les jeux Olympiques et Paralympiques. Sous réserve des mesures correctives qu'il défendra, le groupe RDPI votera les crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative ». Après des jeux Olympiques fortement appréciés dans le monde entier, le sport français mérite bien plus. *(Applaudissements sur les travées du groupe RDPI.)*

Mme la présidente. La parole est à Mme Colombe Brossel. *(Applaudissements sur les travées du groupe SER.)*

Mme Colombe Brossel. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, investir dans le sport, la jeunesse, l'éducation populaire et l'engagement associatif, ce n'est pas financer des dépenses accessoires ; c'est donner à chaque jeune, à chaque habitant, quel que soit son milieu, les moyens de grandir et de s'engager.

C'est aussi soutenir le tissu associatif qui agit, directement ou indirectement, au bénéfice de tous partout dans le pays. C'est lui qui permet l'émancipation ou compense les fragilités en parvenant à tisser du lien social et en devant, de plus en plus souvent, réparer ce que les politiques publiques n'ont su ni prévenir ni guérir.

De toute évidence, cette mission ne bénéficie pas des moyens qu'elle mérite. Le budget présenté est loin d'être à la hauteur des ambitions parfois affichées en conférence de presse, mais surtout loin des besoins que font remonter les acteurs de terrain.

Que dire des coups de rabot imposés à l'Agence du service civique ? Le Gouvernement propose de priver 40 000 jeunes d'une expérience d'engagement saluée tant par les volontaires que par les organismes et les associations qui les accueillent.

Plusieurs de nos collègues l'ont déjà indiqué, les colos apprenantes lancées en 2020, dont plus de 80 000 enfants souvent issus des milieux populaires bénéficient chaque année, sont purement et simplement annulées. Cette suppression s'inscrit dans un mouvement plus large : les crédits consacrés à la jeunesse et à l'éducation populaire baissent de plus de 23 %. Le recul est massif.

Le désengagement touche également le plan « 1 jeune, 1 mentor ». Aujourd'hui, alors que seul un jeune en ayant besoin sur dix en bénéficie, le Gouvernement propose de réduire de 13 000 le nombre de ses bénéficiaires. Pourtant,

il a lancé en 2025 un nouvel appel à projets pour que les associations élargissent leur terrain d'intervention. Celles-ci ont répondu aux attentes et aujourd'hui, en pleine contradiction, en pleine incohérence, le Gouvernement choisit de fragiliser l'ensemble du dispositif.

Madame la ministre, ces coups de rabot ne sont pas anecdotiques. Ils viennent s'additionner à ceux qui ont été décidés l'an passé ou en cours d'exercice. Le 11 octobre dernier, plus de 300 actions ont eu lieu partout en France à l'appel du mouvement associatif pour dénoncer les coupes budgétaires. En 2024, les associations perdaient déjà 2,2 milliards d'euros ; en 2026, elles risquent de perdre 1 milliard d'euros supplémentaires.

Nous refusons de laisser cette dérive budgétaire se poursuivre alors que 90 000 emplois sont en jeu dans le secteur associatif et que les collectivités territoriales, elles-mêmes exsangues, sont obligées de limiter, voire de réduire leurs financements.

La mobilisation du mouvement associatif, le 11 octobre dernier, envoyait un signal d'alerte clair. Manifestement, le Gouvernement n'a pas voulu entendre ce message des salariés et de l'ensemble des bénévoles qui tiennent et font vivre ce pays.

Le groupe socialiste, lui, a décidé de les écouter. Il partage ainsi la position du rapporteur pour avis de la commission de la culture. Il défendra, au cours de l'examen des crédits de la mission, plusieurs amendements ; j'espère que certains au moins seront adoptés, car je sais qu'ils sont largement partagés par d'autres groupes. *(Applaudissements sur les travées des groupes SER et CRCE-K.)*

Mme la présidente. La parole est à M. Jérémy Bacchi.

M. Jérémy Bacchi. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, nous devons capitaliser sur l'élan sportif du pays, renforcer la jeunesse, soutenir la vie associative, consolider un héritage annoncé. Pourtant, le PLF pour 2026 marque un recul massif des moyens consacrés aux politiques publiques les plus structurantes, qui aura des conséquences immédiates sur les familles, les jeunes, les clubs et les collectivités territoriales.

La mission « Sport, jeunesse et vie associative » est l'une des plus touchées. Les crédits du programme 219, « Sport », diminuent de 18 % en autorisations d'engagement et de 6,5 % en crédits de paiement. La démocratisation sportive, pourtant essentielle, en paie le prix. L'essentiel du retrait est concentré sur l'action n° 01 de ce programme, « Promotion du sport pour le plus grand nombre », qui finance des dispositifs clés comme le Pass'Sport et une partie importante des moyens de l'Agence nationale du sport.

Le Pass'Sport, qui avait permis à 1,6 million de jeunes de pratiquer une activité sportive en 2024, est recentré sur les 14-17 ans. Les enfants de 6 ans à 13 ans en sont désormais écartés, alors même que cet âge est déterminant pour commencer une pratique sportive.

Dans le même temps, le budget du programme chute pour atteindre 39 millions d'euros, soit près de 36 millions de moins qu'en 2025. Les alertes sont pourtant nombreuses : décrochage attendu des inscriptions, aggravation des inégalités territoriales, fragilisation de la pratique féminine. Toutes les organisations sportives ont exprimé leur inquiétude, parfois dans des termes très fermes.

Le dispositif « deux heures de sport en plus au collège » subit lui aussi un net ralentissement. Ses crédits diminuent de 7 millions d'euros après un recentrage déjà opéré en 2024. Pour nous, seule une augmentation des horaires d'éducation

physique et sportive à quatre heures hebdomadaires, réalisées par des enseignants formés et avec des équipements adaptés, permettrait une véritable démocratisation de la pratique sportive. Nous jugeons donc très défavorablement une telle baisse, réalisée une fois de plus sur le dos des collègues en zone prioritaire, autrement dit, sur les plus vulnérables.

L'Agence nationale du sport n'est pas épargnée : elle subit une baisse de près de 89 millions d'euros en autorisations d'engagement. Le plan « Génération 2024 » est interrompu avant son terme, alors qu'il était prévu qu'entre 2024 et 2026 il finance 5 000 équipements sportifs – terrains de proximité, cours d'école actives, piscines ou gymnases. Au lieu des 300 millions d'euros prévus, seuls 157 millions d'euros auront été effectivement affectés. Alors que les besoins demeurent nombreux, l'État interrompt un dispositif qui constituait l'un des rares leviers contre la vétusté des équipements sportifs dans nos territoires.

Les inquiétudes sont tout aussi grandes pour le programme 163 « Jeunesse et vie associative », dont les crédits baissent de 26 %. Ses actions n° 01, « Développement de la vie associative », et n° 02, « Actions en faveur de la jeunesse et de l'éducation populaire », reculent de manière importante.

Le compte d'engagement citoyen et le fonds pour le développement de la vie associative restent stables en euros constants, ce qui revient, compte tenu de l'inflation, à réduire les moyens réels disponibles pour la formation des bénévoles et le soutien aux initiatives associatives.

Plus grave encore, la disparition des colos apprenantes retire 36 millions d'euros à une politique qui avait permis à environ 400 000 enfants, souvent issus de milieux modestes, de bénéficier d'un séjour éducatif. Dans un pays où près de 40 % des enfants ne partent pas en vacances et où les inégalités d'accès aux loisirs sont croissantes, une telle suppression risque d'aggraver la fracture sociale, pourtant déjà très marquée.

En résumé, ce PLF tourne le dos aux territoires, abandonne les familles les plus modestes et renonce à soutenir celles et ceux qui, chaque jour, créent du lien, de l'émancipation et de la solidarité sur nos territoires. Il est non seulement insuffisant, mais véritablement dramatique pour le sport, la jeunesse et la vie associative dans notre pays. Nous voterons donc résolument contre ce budget. *(Applaudissements sur les travées du groupe CRCE-K. – Mme Marie-Pierre Monier applaudit également.)*

Mme la présidente. La parole est à Mme Mathilde Ollivier. *(Applaudissements sur les travées du groupe GEST.)*

Mme Mathilde Ollivier. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, en écrivant ce discours, j'ai eu un drôle de sentiment : celui de revivre exactement le même débat que l'année dernière. C'était comme si rien ne changeait, sinon quelques lignes dans un tableau Excel ; comme si le sport, la jeunesse et les associations de ce pays étaient condamnés à subir en boucle le même mauvais scénario – véritablement *Un jour sans fin*.

Une fois encore, cette mission est la variable d'ajustement du projet d'ensemble du Gouvernement. Pour le deuxième budget qui suit les Jeux de 2024, vous rabotez, vous réduisez, vous coupez.

Une fois encore, les premières victimes sont celles et ceux qui ne défilent pas sous les projecteurs : les jeunes, les clubs, les éducateurs, les pratiquants du quotidien.

Pendant que les crédits consacrés aux grands événements sportifs et au sport de haut niveau continuent d'augmenter, ceux qui concernent le sport du quotidien reculent de 151 millions d'euros, notamment en raison de la suppression du Pass'Sport pour les jeunes de 6 ans à 13 ans.

Ces décisions ne sont pas dénuées de portée politique. Elles disent tout d'une vision : il faut un sport de vitrine, un sport de performance, mais non pas un sport de proximité, un sport populaire, un sport pour la santé et pour l'égalité.

Mes chers collègues, je dois vous dire ma colère. Alors que des sommes considérables sont investies dans de grands événements sportifs – la construction d'une patinoire à Nice pour les Jeux d'hiver de 2030 coûte 138 millions d'euros –, nos équipements existants sont laissés à l'abandon, se dégradent et ferment. Les piscines, par exemple, où nos enfants apprennent à nager, qui sont des lieux qui sauvent littéralement des vies, tombent en ruine et ferment une à une. Avec le seul budget de cette patinoire, nous aurions pu en rénover une cinquantaine dans nos territoires.

Je demande donc la création d'un plan national d'urgence pour la rénovation de nos piscines. Apprendre à nager n'est pas un luxe, c'est un droit et un enjeu de santé publique. Que ferons-nous demain si une génération entière n'a plus accès à ce service public essentiel ?

Madame la ministre, votre projet ne fragilise pas seulement le sport, mais aussi la jeunesse et le monde associatif. Les associations tirent la sonnette d'alarme depuis maintenant des semaines. Je songe notamment aux structures de vacances et de séjours collectifs, aux mouvements de scoutisme et aux réseaux d'éducation populaire. Alors que près de 5 millions d'enfants ne partent pas en vacances chaque année, vous choisissez de supprimer ou d'affaiblir des dispositifs essentiels à leur départ, tels que les colos apprenantes.

Madame la ministre, j'attends de votre part un discours de vérité. Avez-vous pleinement conscience que votre politique privera des millions d'enfants de la possibilité de partir, de ressentir la joie simple de marcher sur nos plages ou dans nos montagnes ?

Voilà que le Président de la République nous explique que son projet pour notre jeunesse est désormais de répondre à une prétendue soif de service militaire. Pour notre part, nous continuerons à dire que la jeunesse n'est pas en mal d'engagement.

Elle n'a pas besoin que l'on invente pour elle un service militaire à 2 milliards d'euros venu d'en haut pour qu'elle prouve sa solidarité ou fasse nation. En revanche, elle a besoin de lieux pour se rencontrer, débattre, créer, s'émanciper. C'est cela, l'éducation populaire ; c'est cela, un pays qui fait confiance à sa jeunesse.

Le groupe Écologiste – Solidarité et Territoires défendra des amendements visant à changer radicalement ce budget, à restaurer les crédits de la mission, à élargir le Pass'Sport, à financer le sport de proximité plutôt que les Jeux d'hiver de 2030, à soutenir les associations, l'éducation populaire et à garantir le droit aux vacances pour toutes et tous.

Les enjeux de cette mission sont au cœur de la vie quotidienne de nos concitoyennes et de nos concitoyens ; c'est précisément pour cette raison que, en l'état, ce budget ne peut clairement pas être voté. *(Applaudissements sur les travées du groupe GEST, ainsi que sur des travées du groupe SER. – M. Ahmed Laouedj applaudit également.)*

Mme la présidente. La parole est à M. Aymeric Durox.

M. Aymeric Durox. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, qu'il est loin le temps des jeux Olympiques et Paralympiques, pendant lequel nos dirigeants annonçaient leur intention de faire de la France une nation sportive, une nation où le sport serait un élément constitutif incontournable des politiques publiques, à l'école ou dans la santé !

Qu'il est loin le temps où le Gouvernement annonçait qu'il nous faudrait réussir l'héritage des Jeux, tant pour inciter à la pratique sportive que pour accompagner nos clubs.

En effet, madame la ministre, les rideaux sont fermés et la triste réalité du manque d'ambition de notre politique sportive se fait jour. Vous proposez un budget en baisse de 17 %, soit une diminution de près de 300 millions d'euros.

Pour soutenir nos associations et encourager nos jeunes à pratiquer une activité sportive, vous n'avez rien trouvé de mieux que de diminuer de 230 millions d'euros les crédits alloués à cette mission. Vous avez notamment exclu les jeunes Français âgés de 6 à 14 ans du dispositif du Pass'Sport, qui constituait pourtant une aide à l'inscription en club pour les plus modestes. Comment pouvez-vous dire qu'il faut que la pratique sportive des plus jeunes augmente dans notre pays tout en assumant une telle décision ? Comment lutter contre la sédentarité de nos jeunes si l'État n'accompagne plus de tels dispositifs ?

Autre mauvaise surprise pour les acteurs du sport, le nombre de conseillers techniques baissera l'année prochaine de vingt-six équivalents temps plein travaillé (ETPT). Une telle décision est indigne de la réussite collective de notre pays et de nos athlètes durant les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. Préparer les Jeux de Los Angeles en 2028 et réussir les Jeux d'hiver en 2030 implique de mieux orienter les crédits vers nos clubs et nos fédérations qui permettent, grâce aux bénévoles, de développer le sport de masse et de soutenir nos athlètes de haut niveau.

Alors que le sport semble enfin avoir percé le plafond de verre en étant assimilé au mieux-vivre, au bien-être, à la lutte contre les maladies chroniques et la sédentarité, il est fondamental que le Gouvernement s'implique davantage.

Nous devons donner au Comité national olympique et sportif français (CNOSF) les moyens d'assurer son autonomie financière en consolidant ses dotations, et adopter un modèle économique souple et pérenne pour nos fédérations. Il faut poursuivre et amplifier le soutien à nos dirigeants qui se présentent pour intégrer les fédérations internationales, et accueillir davantage de grands événements sportifs internationaux sur notre sol.

Nous devons faire du sport un outil de *soft power* – de diplomatie d'influence, en bon français – bien plus important, en particulier grâce au réseau France Sport Expertise.

Madame la ministre, bâtir une nation sportive est difficile. Cela prend du temps, encore plus dans notre pays où le sport a longtemps été mal considéré.

Chaque décision gouvernementale a un effet immédiat, comme le montre la baisse des licences dans de nombreuses disciplines sportives, notamment chez les jeunes Français les plus précaires, après le retrait du dispositif Pass'Sport.

En réalité, la seule ligne budgétaire en augmentation est celle qui concerne l'organisation des Jeux d'hiver de 2030, que nous attendons et que nous soutenons tous, bien naturellement – enfin, presque tous. Toutefois, madame la ministre,

une question se pose : souhaitez-vous faire de la France une nation sportive, ou bien uniquement une nation qui organise les plus grands événements sportifs ?

Pour toutes ces raisons, nous nous opposerons à ce budget sans ambition pour notre pays.

Mme la présidente. La parole est à Mme Anne Ventalon. *(Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains.)*

Mme Anne Ventalon. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, la mission « Sport, jeunesse et vie associative » incarne l'ambition républicaine qui consiste à transmettre des valeurs, à offrir des repères, à permettre à chacun de s'élever par l'engagement collectif et la responsabilisation.

Pourtant, dans le PLF pour 2026, les crédits du programme 163 diminuent de 26 %. Ce choix budgétaire, si nous n'y prenons garde, risque d'affaiblir durablement le tissu associatif, qui constitue pourtant un pilier essentiel de notre cohésion nationale.

Le monde associatif traverse aujourd'hui une période de grande fragilité : tensions de trésorerie, érosion du financement public, difficulté à maintenir la continuité et la qualité des actions. Les besoins augmentent, mais les moyens ne suivent pas. Certes, les crédits consacrés à l'action n° 01, « Développement de la vie associative », sont préservés, mais ils stagnent malgré la hausse continue des charges et la forte progression de la demande sociale.

Les acteurs du secteur saluent unanimement le réseau Guid'Asso, service de proximité indispensable pour accompagner les associations. Toutefois, le budget qui lui est alloué ne permet ni son déploiement complet ni un maillage territorial à la hauteur des attentes.

Le même constat s'impose pour le fonds pour le développement de la vie associative. Celui-ci est vital pour des milliers de petites et moyennes associations : il finance la formation des bénévoles, le fonctionnement et le développement des projets. Là encore, la stagnation des montants se heurte à la réalité : en 2025, une association sur trois n'a pas été accompagnée, faute de moyens. Si ce fonds n'est pas renforcé, nous risquons de décourager l'engagement bénévole, qui est pourtant la force vive de notre pays.

À côté du bénévolat, la professionnalisation garantie par le fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) est tout aussi indispensable. Sans lui, de nombreuses organisations perdraient leur colonne vertébrale, celle qui garantit la mise en œuvre concrète des projets, l'encadrement des bénévoles et la stabilité nécessaire pour mener des actions de long terme auprès de la jeunesse.

Dans nos communes, notamment rurales, les associations sont souvent les dernières à maintenir un lien social réel. Elles animent la vie locale, accompagnent les plus fragiles, soutiennent nos jeunes là où les services publics se retirent progressivement.

Les maires et les présidents d'intercommunalités connaissent les forces de leurs associations et les difficultés auxquelles elles font face. C'est pourquoi les politiques publiques doivent être conçues en lien étroit avec les collectivités.

Nous devons tendre vers une plus grande affirmation de la décentralisation, simplifier les dispositifs et rendre lisibles les financements pour que chaque euro investi atteigne vraiment le terrain. C'est dans cet esprit constructif, mais vigilant que notre groupe abordera l'examen de cette mission. *(Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains.)*

Mme la présidente. La parole est à M. David Ros. *(Applaudissements sur les travées du groupe SER.)*

M. David Ros. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, « une ambition de long cours : faire de la France une nation sportive. [...] Dans un contexte rempli de défis pour la Nation, faisons de ce moment de partage un sentiment d'unité. Le sport doit nous rassembler. »

Comment ne pas faire nôtre cette déclaration du Président de la République ? Madame la ministre, nous ferons donc équipe, pour ne pas dire mêlée *(M. Patrick Kanner applaudit.)*, afin de souligner à quel point le projet de budget 2026 pour le sport est en décalage avec cette ambition.

Pour poursuivre sur le terrain des métaphores, il convient de choisir une discipline olympique pourvoyeuse de médailles chère à notre président Larcher : l'équitation.

En effet, lorsque l'on examine le budget proposé, nous sommes face à des épreuves de saut d'obstacles, de dressage et de concours incomplets.

M. Pierre Ouzoulias. Très bien !

M. David Ros. Le rapporteur Jean-Jacques Lozach l'a clairement démontré, cette épreuve budgétaire est bien loin de rassembler au prestigieux prix de l'Arc de Triomphe.

Ainsi, les crédits du programme « Sport » subissent une baisse de plus de 6,5 %, soit 40 millions d'euros, après celle de 23 % de l'année précédente, pour un montant de 180 millions d'euros. Le budget total du programme dépasse à peine 550 millions d'euros, faisant ainsi du sport le cheval le moins bien doté du haras budgétaire gouvernemental. *(M. Patrick Kanner s'exclame.)*

L'action « Promotion du sport pour le plus grand nombre », la plus touchée, affiche une baisse de plus de 50 millions d'euros, soit plus d'un quart de ses crédits. Pour l'ANS, la haie à franchir est de plus de 46 millions d'euros, affectant le financement du plan d'équipement et des emplois sportifs qualifiés.

À cela s'ajoute la forte baisse du Pass'Sport, de près de 36 millions d'euros, l'arrêt du dispositif « deux heures de sport en plus au collège » ou encore l'absence de fléchage de 1 million d'euros pour le sport étudiant.

Ces choix sont d'autant plus dommageables que la présidente du CNOSF, Mme Amélie Oudéa-Castéra, appelle les futurs maires de 2026 à faire du sport une grande cause municipale. Or comment entretenir sans moyens dédiés un patrimoine dont plus de 75 % des équipements ont plus de 20 ans d'âge, à l'image des bassins et équipements nautiques ? *(Mme Audrey Linkenheld acquiesce.)*

Face à la baisse inquiétante des activités physiques et sportives constatée depuis plusieurs années, l'Observatoire des métiers du sport estime le coût social de l'inactivité physique à 140 milliards d'euros par an. Or, il est scientifiquement démontré que les pratiques sportives permettent notamment d'éviter l'apparition des quatre cavaliers de l'apocalypse : cancer, maladies cardiovasculaires, diabète et maladies neurodégénératives.

Madame la ministre, parce que nous partageons l'ambition d'une nation sportive et non celle d'une nation qui regarde le sport à la télévision, cantonnée comme des enfants dans les chevaux à bascule ; parce que nous souhaitons que le sport soit un étalon du haras budgétaire et non un poney *(Sourires.)* ; parce que nous refusons que vous soyez obligée de pratiquer l'équitation western, voire la voltige en cercle, le groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, votera contre ce

budget s'il reste en l'état, et pour tout amendement qui participera à faire de nouveau du sport une valeur étalon. *(Applaudissements sur les travées du groupe SER. – Mme Sonia de La Provôté applaudit également.)*

M. Patrick Kanner. Bravo !

Mme la présidente. La parole est à Mme Béatrice Gosselin. *(Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains.)*

Mme Béatrice Gosselin. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, je concentrerai mon intervention sur quatre enjeux essentiels de cette mission : le service civique, les colos apprenantes, le dispositif « 1 jeune, 1 mentor » et le pass Culture, car ces sujets suscitent de réelles préoccupations dans nos territoires.

Tout d'abord, les crédits attribués au service civique diminuent de plus de 114 millions d'euros en 2026, et l'objectif annuel passe de 150 000 à 110 000 volontaires. C'est un signal extrêmement inquiétant.

Nous nous félicitons donc du dépôt de l'amendement de notre collègue Jean-François Husson, qui tend à rehausser de 40 millions d'euros les crédits consacrés à ce dispositif. Ce dernier est, en effet, l'une des dernières politiques de grande ampleur tournées exclusivement vers la jeunesse. Son efficacité est reconnue, y compris par la Cour des comptes.

Pour nos associations, mais aussi dans les établissements scolaires et médico-sociaux, principalement dans la ruralité, où ils sont un maillon social indispensable, les volontaires sont un soutien concret, quotidien et, parfois, décisif. Ainsi, fragiliser le service civique, c'est fragiliser tout un écosystème éducatif et social.

Dans le cadre des colos apprenantes, ensuite, depuis 2020, plus de 400 000 enfants ont bénéficié d'un séjour éducatif. Ce dispositif a démontré son efficacité : il corrige des inégalités profondes et consolide les apprentissages pendant les vacances.

Pourtant, le Gouvernement souhaite supprimer l'intégralité de l'enveloppe de 37 millions d'euros qui y est consacrée dans le cadre du présent PLF, alors même que les résultats sont très positifs. Ainsi, les deux tiers des parents estiment que leur enfant a acquis des compétences utiles pour l'école, près de 40 % des bénéficiaires vivent dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), 20 % sont issus de zones rurales et 7 % relèvent de l'aide sociale à l'enfance.

Je sais que le Gouvernement travaille déjà avec les services de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) sur ce sujet. Cependant, au-delà de cet effort, il faut rappeler le rôle éducatif, social et d'émancipation que jouent les colos apprenantes.

Dans un contexte où les coûts explosent – transport, hébergement, alimentation, normes de sécurité –, l'absence de crédits de l'État met tout simplement en péril la pérennité du dispositif.

C'est la raison pour laquelle j'ai déposé un amendement visant à abonder spécifiquement les crédits des colos apprenantes, afin d'en garantir la continuité et d'en maintenir l'accès pour les publics les plus fragiles : les enfants confiés à l'ASE, les enfants en situation de handicap et ceux qui relèvent de la Mutualité sociale agricole (MSA).

M. Adel Ziane. Bravo !

Mme Béatrice Gosselin. J'en arrive au dispositif « 1 jeune, 1 mentor », au sujet duquel je veux saluer l'initiative de notre collègue Max Brisson, qui propose de revaloriser le financement du mentorat, qui a été ramené à 24,5 millions d'euros.

Pourtant, en 2024, plus de 160 000 jeunes ont été accompagnés par un mentor. Le coût modeste par binôme, la qualité du cadre d'intervention et son effet sur l'orientation, la confiance et l'insertion professionnelle justifient pleinement le maintien des crédits actuels. Ce dispositif doit être consolidé, et non réduit.

Enfin, le pass Culture est un outil précieux pour l'accès à la culture, particulièrement dans les départements ruraux, où la distance conditionne tout.

Je ne reviendrai pas sur la suppression de sa part individuelle. Cependant, sa part collective, réduite à 2 euros ou 3 euros par élève, devient concrètement inutilisable. Les enseignants nous disent très clairement que, à ce niveau, ils ne peuvent plus financer ni un bus, ni une visite, ni une sortie culturelle.

Mme la présidente. Veuillez conclure, ma chère collègue.

Mme Béatrice Gosselin. Du fait de ces contraintes budgétaires, ce sont les jeunes éloignés de l'offre culturelle qui sont encore pénalisés. Alors je vous en prie : modifiez ces crédits, les jeunes en ont besoin ! *(Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains, ainsi que sur des travées du groupe SER.)*

Mme la présidente. La parole est à Mme la ministre.

Mme Marina Ferrari, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative. Madame la présidente, mesdames, messieurs les sénateurs, le budget de mon ministère, qui représente 0,3 % du budget de l'État dans le cadre du PLF pour 2026, est certes modeste, mais ses répercussions sociales sont considérables.

Par exemple, la politique sportive est un pilier essentiel de notre cohésion sociale, de la santé publique et de l'émancipation de notre jeunesse. Comme vous le savez, 1 euro investi dans le sport entraîne au minimum 13 euros d'économies directes ou indirectes pour les finances publiques, d'après une étude récente du conseil social du mouvement sportif (Cosmos).

Aussi, je suis honorée de débattre avec vous des crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative ». Comme l'a rappelé le Premier ministre, ce budget est une base de travail perfectible. Vous aurez naturellement, en votre qualité de parlementaires, le dernier mot. En d'autres termes, pour reprendre une expression déjà employée ici, la balle est dans votre camp...

Concernant le budget du sport en 2026, la baisse des crédits du programme 219, « Sport », est contenue à 4,6 % par rapport à 2025, soit 41 millions d'euros de moins. Je rappelle que la mobilisation de la ministre qui m'a précédée, du monde sportif et des élus a permis de limiter cette diminution.

Je tiens par ailleurs à rappeler que, depuis 2017, les moyens alloués au sport sur le périmètre du programme 219 ont augmenté de 322 millions d'euros, soit une hausse de 68 %, ce qui reflète un engagement sans précédent. En outre, la baisse actuelle est due pour l'essentiel au recentrage du Pass'Sport.

S'agissant justement de ce dernier dispositif, je fais miennes les interrogations exprimées par un certain nombre d'élus et de parlementaires. C'est pourquoi j'ai demandé une évaluation précise des conséquences dudit recentrage à l'issue de la

campagne qui se termine au 31 décembre 2025. Au regard de ses conclusions, nous pourrions envisager des ajustements pour la campagne 2026, notamment concernant le périmètre et les publics éligibles, dans le respect du cadre budgétaire, tel qu'il sera issu de vos débats.

Les moyens de l'ANS, eux, sont quasiment stabilisés, à 3 millions d'euros près, à hauteur de 396 millions d'euros, dont 240 millions d'euros issus de taxes affectées. Je rappelle que le débat parlementaire de l'an dernier avait permis de rehausser de 80 millions d'euros le plafond de la taxe sur les paris sportifs, niveau maintenu dans le PLF pour 2026. Les moyens consacrés à la haute performance demeurent eux inchangés, à 123 millions d'euros.

Les deux plans « 5 000 terrains de sport » et « 5 000 équipements – Génération 2024 » ont rencontré un réel succès, avec 10 617 éléments d'infrastructures financés par l'Agence nationale du sport depuis 2019, pour un total de 143 millions d'euros réellement décaissés d'ici au 31 décembre 2025. L'État honorera bien l'ensemble de ses engagements.

Par ailleurs, dans le cadre du PLF pour 2026, 20 millions d'euros d'autorisations d'engagement seront ouverts sur le programme « Sport » pour financer des équipements innovants et liés à la haute performance.

Je souhaite, tout comme certains d'entre vous, qu'une attention particulière soit portée aux piscines et à leur financement. Sur ce sujet, je souligne d'ailleurs la décision récente mettant fin à la vidange annuelle obligatoire des piscines. Satisfaire cette demande de longue date des élus locaux permettra d'éviter des fermetures longues, de diminuer la consommation d'eau et d'alléger concrètement les charges pesant sur les collectivités territoriales.

J'ai bien noté, enfin, le consensus qui s'est dégagé hier ici même autour de l'amendement de Michel Savin, que je salue, visant à augmenter le montant affecté au profit du sport de la taxe sur les paris sportifs à hauteur de 50 millions d'euros. Si je ne souhaite pas alourdir la fiscalité des opérateurs, je comprends parfaitement vos interrogations sur le rendement et sur le niveau du plafond, compte tenu du dynamisme de cette taxe. C'est une piste potentielle pour dégager des financements indispensables aux équipements sportifs, notamment les piscines.

Au travers de ce budget, nous mettons également en œuvre la stratégie nationale sport-santé 2025-2030, présentée au mois de septembre. Elle se traduit par le financement des maisons sport-santé à hauteur de 6,5 millions d'euros, dans le cadre du programme 219, complété par les fonds d'intervention régionaux (FIR) du ministère de la santé.

Elle s'accompagne également de la création de nouveaux parcours coordonnés renforcés, permettant la prise en charge d'une activité physique adaptée pour prévenir l'aggravation des pathologies chroniques, prévue à l'article 19 du PLFSS pour 2026.

Enfin, le présent budget ouvre les moyens nécessaires à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver des Alpes françaises 2030 sur le programme 385, « Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030 ». Il importe de s'y préparer au mieux en anticipant dès à présent le lancement de certaines études techniques indispensables. Nous y reviendrons lors de l'examen de vos amendements.

Le budget du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques (Cojop), fixé à 2,132 milliards d'euros, a été adopté le 20 octobre dernier. La contribution de l'État sera plafonnée à 362 millions d'euros en autorisations d'enga-

gement, conformément au cadrage initial. Comme pour les Jeux de Paris 2024, nous serons vigilants au strict respect du budget. Le projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030, discuté à l'Assemblée nationale à partir du 15 décembre, après son adoption par votre chambre, constitue une étape majeure du lancement opérationnel des Jeux.

Se tient d'ailleurs aujourd'hui le conseil d'administration de la Société de livraison des ouvrages olympiques, qui doit arrêter le budget de l'opérateur et acter la contribution globale de l'État et des régions à hauteur de 587 millions d'euros.

Les crédits consacrés à la jeunesse et à la vie associative connaissent, dans le cadre du PLF pour 2026, une baisse de 26 %, soit 221 millions d'euros. Je précise néanmoins que lesdits crédits, entre la loi de finances initiale pour 2017 et le présent texte, ont progressé de 146 millions d'euros, soit 30 % de plus.

Malgré cette diminution, les moyens du ministère directement fléchés vers les associations sont préservés. Ainsi, le FDVA demeure doté de 68 millions d'euros, le Fonjep de 37 millions d'euros et le réseau Guid'Asso de 7 millions d'euros. Je connais les difficultés rencontrées par de nombreuses structures et souhaite leur apporter des garanties de stabilité, raison pour laquelle je demeure extrêmement attentive à la situation.

Je rappelle également que le Gouvernement propose le doublement du plafond du dispositif fiscal dit Coluche, lequel permet une réduction d'impôt de 75 % du montant du don. Il serait ainsi porté à 2 000 euros, contre 1 000 euros aujourd'hui. Cette mesure, prévue à l'article 9 du PLF, constitue un soutien direct au dynamisme associatif en sus du soutien fiscal que l'état apporte aux associations sous la forme d'une diminution de ses propres recettes, à hauteur de 4 milliards d'euros par an.

Quant au service civique, son budget s'établit à 465 millions d'euros pour 110 000 missions, contre 150 000 en 2024 et 135 000 en 2025. C'est un dispositif unanimement reconnu, qu'il nous faut préserver. Le Président de la République, lors de l'annonce de la création du service national volontaire le 27 novembre, a rappelé le rôle clé d'un tel dispositif dans la mobilisation non militaire de la Nation et dans la préparation aux nouveaux risques. Les crédits inscrits au PLF permettent de financer 110 000 missions, dont 59 000 entrées en mission pour 2026.

Le projet de loi de fin de gestion pour 2025 a permis une première évolution, avec 15 millions d'euros supplémentaires permettant d'arriver à 117 000 missions, dont 66 000 entrées. J'ai bien pris note des amendements déposés sur le sujet.

Concernant les colos apprenantes, le dispositif ne dispose plus de moyens spécifiques. Toutefois, il est proposé au conseil d'administration de la Cnaf d'ouvrir une enveloppe de 20 millions d'euros pour l'aide au départ en colonie de vacances en 2026. Les crédits du Pass colo, eux, sont maintenus à hauteur de 11,5 millions d'euros, issus du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes ». Alors que le service national universel disparaît, il est essentiel de conserver des moyens alloués aux séjours et de maintenir une exigence de labellisation.

Les crédits du mentorat sont quant à eux ajustés, passant de 29 millions à 24,5 millions d'euros.

Avant de conclure, je souhaite mentionner l'enjeu transverse des effectifs du ministère. Ceux du réseau déconcentré de la jeunesse et des sports sont préservés et 100 équivalents temps plein (ETP) sont redéployés pour renforcer le contrôle des accueils collectifs de mineurs et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Je pense que nous reconnaissons, toutes et tous, l'impérieuse nécessité de renforcer nos missions de protection des publics vulnérables.

Depuis le 4 novembre, la direction générale du SNU a été intégrée au sein de la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (Djepva), afin de constituer une sous-direction de l'engagement, à même de piloter l'ensemble du parcours d'engagement citoyen, conformément aux annonces du Président de la République formulées le 27 novembre dernier.

Un effort est demandé concernant les conseillers techniques sportifs (CTS), avec une réduction de vingt-six ETPT, soit treize ETPT correspondant au non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. Je souhaite cependant préserver les postes d'entraîneur national.

Les effectifs de l'ANS seront également ajustés, passant de soixante et onze à soixante-sept équivalents temps plein, soit une baisse de 6 %. Nous veillerons à maintenir les moyens nécessaires pour les échéances olympiques à venir.

En conclusion, le contexte politique impose à chacun de contribuer à l'effort collectif. Le ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative n'y échappe pas, mais cet effort doit être équilibré et justement réparti entre les différents sujets, nombreux et d'importance. Je ne doute pas que ces derniers nourriront nos échanges. *(Mme Maryse Carrère, MM. Jean-Michel Arnaud, Jean-Baptiste Lemoyne et Michel Savin applaudissent.)*

Mme la présidente. Nous allons procéder à l'examen des crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative », figurant à l'état B.

ÉTAT B

(En euros)		
Mission / Programme	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Sport, jeunesse et vie associative	1 595 267 308	1 235 856 750
Sport	567 919 047	554 410 380
dont titre 2	134 338 185	134 338 185
Jeunesse et vie associative	626 640 612	626 640 612
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030	400 707 649	54 805 758

Mme la présidente. Je suis saisie de huit amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-425, présenté par MM. Durox, Hochart et Szczurek, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport dont titre 2				
Jeunesse et vie associative		165 000 000		165 000 000
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL		165 000 000		165 000 000
SOLDE	- 165 000 000		- 165 000 000	

La parole est à M. Aymeric Durox.

M. Aymeric Durox. Cet amendement vise à minorer les crédits du service civique d'un montant de 165 millions d'euros.

En effet, alors que l'objectif initial sous-tendant le service civique, tel qu'il figure dans la loi du 10 mars 2010 relative au service civique, est louable sur le papier, il s'avère que les missions accomplies au travers du dispositif en constituent un véritable dévoiement.

Ainsi, sous couvert de renforcer la cohésion nationale, promouvoir la mixité sociale et favoriser l'engagement citoyen des jeunes, le dispositif finance des programmes d'accompagnement des demandeurs d'asile ou des missions

« interculturelles » à l'étranger, qui s'apparentent à de véritables vacances aux frais du contribuable. Cela a été documenté et les Français n'en veulent plus.

En conséquence, et au vu du rapport public annuel de la Cour des comptes de 2018, lequel déplorait déjà « une dépense budgétaire croissante et mal évaluée », il convient de restreindre le périmètre des missions éligibles au service civique.

Mme la présidente. L'amendement n° II-225, présenté par M. Chantrel, Mmes Brossel et Monier, M. Kanner, Mme Daniel, M. Lozach, Mmes Matray et S. Robert, MM. Ros, Ziane, Bourgi et Fichet, Mme Linkenheld, MM. Michau, Montaugé, Pla et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		84 000 000		84 000 000
Jeunesse et vie associative	134 000 000		134 000 000	
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030		50 000 000		50 000 000
TOTAL	134 000 000	134 000 000	134 000 000	134 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Patrick Kanner.

M. Patrick Kanner. Nous voulons développer le service civique, car nous considérons aujourd'hui que cette politique vertueuse, imaginée par Martin Hirsch sous la présidence de Nicolas Sarkozy, développée sous celle de François Hollande et prolongée par les gouvernements placés sous l'autorité du président Macron, se voit menacée par une amputation brutale. Il ne faut donc pas sacrifier, madame la ministre, ce dispositif, qui est le plus utile, le plus efficace et le plus républicain que nous ayons.

Il est vrai que, progressivement, d'année en année, des coupes ont été organisées sur les contrats aidés et le Pass'Sport ; le pass Culture a aussi été raboté et, heureusement, le SNU n'existera plus en 2026. Nous pouvons donc dire,

assez sereinement, que les Premiers ministres qui se sont succédé depuis 2017 n'ont pas vraiment cru en la jeunesse. Peut-être, madame la ministre, nous rassurerez-vous ou, du moins, présenterez-vous un budget digne de ce nom.

La jeunesse ne sera jamais, pour nous, socialistes, une variable d'ajustement.

Mme la présidente. L'amendement n° II-226, présenté par M. Chantrel, Mmes Brossel et Monier, M. Kanner, Mme Daniel, M. Lozach, Mmes Matray et S. Robert, MM. Ros, Ziane, Bourgi et Fichet, Mme Linkenheld, MM. Michau, Montaugé, Pla et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		35 000 000		35 000 000
Jeunesse et vie associative	85 000 000		85 000 000	
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030		50 000 000		50 000 000
TOTAL	85 000 000	85 000 000	85 000 000	85 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Patrick Kanner.

M. Patrick Kanner. Cet amendement de repli est défendu.

Mme la présidente. L'amendement n° II-445, présenté par Mme N. Delattre et MM. Laouedj, Cabanel et Bilhac, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		65 000 000		65 000 000
Jeunesse et vie associative	65 000 000		65 000 000	
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL	65 000 000	65 000 000	65 000 000	65 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Ahmed Laouedj.

M. Ahmed Laouedj. Le service civique constitue l'une des politiques publiques les plus efficaces en matière d'engagement des jeunes et de cohésion sociale. Or, aujourd'hui, il est fragilisé par la diminution progressive du nombre de missions financées, alors que les besoins ne faiblissent pas.

Les missions de service civique constituent un soutien essentiel pour de nombreuses structures et un levier d'insertion pour les jeunes les plus éloignés des parcours traditionnels. Une contraction du dispositif pour 2026, telle qu'elle a été annoncée, irait à rebours de la demande sociale et des objectifs d'inclusion et de cohésion que nous portons de longue date.

La trésorerie de l'Agence du service civique, qui devait représenter environ un mois d'activité pour garantir la sécurité des paiements, n'équivaut plus qu'à six jours. Il est essentiel de la faire remonter à un niveau minimal pour assurer la crédibilité du service civique.

Ainsi, cet amendement tend à poursuivre un double objectif : garantir le maintien de 135 000 missions de service civique en 2026 et reconstituer une trésorerie de

fonctionnement à hauteur d'un mois d'activité. Pour ce faire, nous proposons une dotation supplémentaire de 65 millions d'euros au programme 163 « Jeunesse et vie associative ».

Mme la présidente. Les trois amendements suivants sont identiques.

L'amendement n° II-26 est présenté par M. Husson, au nom de la commission des finances.

L'amendement n° II-412 rectifié est présenté par Mme Lermytte, MM. Wattebled, A. Marc, Pellevat, Chasseing et Grand, Mme Bessin-Guérin, MM. Chevalier et Laménie et Mmes Nadille et Housseau.

L'amendement n° II-420 rectifié *bis* est présenté par Mmes Billon et Antoine, MM. Levi et J.M. Arnaud, Mmes Perrot et Sollogoub et M. Duffourg.

Ces trois amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		40 000 000		40 000 000
Jeunesse et vie associative	40 000 000		40 000 000	
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. le rapporteur spécial, pour présenter l'amendement n° II-26.

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial. Le présent amendement vise à transférer 40 millions d'euros supplémentaires au programme 163, « Jeunesse et vie associative », afin de rehausser d'autant le budget du service civique. L'amendement est gagé sur le programme 219, « Sport ». Il vous sera peut-être demandé de lever ce gage, madame la ministre...

En tout état de cause, les arguments en faveur d'une telle proposition ont été développés. Je remercie M. le rapporteur général de son engagement, qui nous permet de la formuler.

Mme la présidente. La parole est à M. Dany Wattebled, pour présenter l'amendement n° II-412 rectifié.

M. Dany Wattebled. Défendu.

Mme la présidente. La parole est à Mme Annick Billon, pour présenter l'amendement n° II-420 rectifié *bis*.

Mme Annick Billon. J'ajoute qu'un certain nombre de missions sont réalisées grâce au service civique. Je prendrai un seul exemple, en Vendée : celui de l'Ehpad des Glycines, à Saint-Denis-la-Chevasse, qui accueille deux jeunes femmes en mission auprès des personnes âgées. Le dispositif a donc une réelle utilité.

Mme la présidente. L'amendement n° II-443 rectifié *bis*, présenté par Mme Tetuanui et MM. Duffourg, Fargeot et Rohfritsch, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		1		1
Jeunesse et vie associative	1		1	
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL	1	1	1	1
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Lana Tetuanui.

Mme Lana Tetuanui. Je souhaite appuyer cette demande, surtout pour la Polynésie française, madame la ministre, où ce dispositif est essentiel. Vous l'aurez compris, comme l'ensemble de mes collègues, nous plaçons pour le maintien, sinon une augmentation, des crédits alloués au service civique.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial. Vous connaissez mon attachement au service civique, qui est également celui de beaucoup sur les travées de cette haute assemblée. J'aurais donc souhaité qu'aucune baisse de crédits ne soit inscrite au projet de loi de finances pour 2026.

Toutefois, la commission des finances est parvenue à un accord pour relever de 40 millions d'euros le financement du service civique, sur le fondement à la fois de mon rapport, qui alerte sur la situation, et de l'action du rapporteur général. En outre, le projet de loi de finances de fin de gestion a permis d'ouvrir 15 millions d'euros supplémentaires pour ce dispositif civique, soit un total de 55 millions d'euros.

Je propose donc que l'ensemble des amendements qui visent le même objectif, c'est-à-dire les amendements n° II-225, II-445 et II-443 rectifié *bis*, soient rectifiés pour être rendus identiques à celui de la commission. Je propose également le retrait de l'amendement n° II-226 et appelle le Gouvernement à lever le gage.

En revanche, j'émet un avis défavorable sur l'amendement n° II-425, qui tend à diminuer de 165 millions d'euros les crédits consacrés au service civique, dont je rappelle qu'il est l'une des dernières politiques publiques majeures en faveur de l'engagement de la jeunesse. Toutes les études montrent son effet positif sur le parcours des jeunes, raison pour laquelle je tiens à ce qu'il soit préservé.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Marina Ferrari, ministre. Je répondrai d'abord au sénateur Durox, dont l'amendement se distingue singulièrement des autres. En effet, monsieur le sénateur, vous nous proposez de supprimer 165 millions d'euros de crédits alloués au service civique, ramenant cette ligne budgétaire

à 300 millions d'euros. J'ai bien compris, d'après votre argumentaire, que vous remettiez en cause certains types de missions. Nous menons là un débat très politique.

Je rappelle, toutefois, que sept jeunes sur dix sont inactifs ou demandeurs d'emploi à leur entrée en service civique ; à la sortie, un an après, sept sur dix sont en emploi ou en reprise d'études, ce qui démontre l'efficacité du dispositif.

Par ailleurs, monsieur le sénateur, dans votre département de Seine-et-Marne, on compte 1 300 volontaires en 2024, près de 12 000 ayant été formés depuis 2010. Surtout, les missions les plus représentées sur place sont d'abord celles qui concernent le sport, à hauteur de 34 %, contre 16 % au niveau national. Or je note que, dans votre intervention lors de la discussion générale, vous avez fait beaucoup référence au sport et pas du tout à la jeunesse, ce que je déplore. En l'occurrence, toucher aux missions du service civique, c'est aussi toucher au sport : avis défavorable.

Pour les autres amendements, l'avis sera, là aussi, défavorable. Je voudrais d'abord vous remercier, monsieur le président Kanner, car je connais votre engagement pour le service civique, qui se traduit d'ailleurs par une proposition de loi sur laquelle j'espère que nous aurons le plaisir de travailler ensemble.

L'amendement n° II-225 tend à augmenter les crédits consacrés au service civique de 134 millions d'euros, afin de porter à 150 000 le nombre de missions, pour 99 000 jeunes entrants lors de l'année à venir. Or ce nombre est démesuré par rapport aux capacités observées durant les années précédentes, avec un point haut à 86 400 entrées.

L'amendement n° II-226 vise, quant à lui, à augmenter ces mêmes crédits de 85 millions d'euros, afin d'arriver à 135 000 missions. Or je rappelle qu'une première avancée a déjà été obtenue par les parlementaires, dans leur sagesse, dans le cadre de la loi de fin de gestion. Ainsi, 15 millions d'euros ont été attribués, ce qui permet d'augmenter le total des missions à 117 300.

À ce jour, compte tenu des arbitrages rendus l'année dernière et en fonction desquels nous continuerons à travailler, nous avons bien la volonté de préserver le milieu associatif puisque, comme vous le savez, en 2024, les deux

tiers des missions de service civique s'effectuaient dans ce secteur. Désormais, cette proportion est de trois quarts. Nous poursuivons donc sur cet objectif.

Sur les trois amendements identiques n° II-26, présenté par la commission des finances, II-412 rectifié et II-420 rectifié bis, je salue l'engagement des commissaires, et notamment de M. le rapporteur général. À ce stade, je ne suis pas en mesure d'en lever le gage. En revanche, dans le cadre de la navette parlementaire et du respect des équilibres généraux du budget, j'espère que nos discussions permettront d'améliorer la copie.

Enfin, madame la sénatrice Tetuanui, concernant votre amendement d'appel, je dirai simplement, comme vous y avez fait allusion, que 25 % des jeunes Ultramarins bénéficient aujourd'hui du service civique, ce qui est la preuve de l'efficacité du dispositif.

Je rappelle enfin, en saluant toutes les associations engagées dans le déploiement du service civique, que celui-ci fête ses 15 ans et qu'il est une politique extrêmement efficace pour notre jeunesse.

Pour conclure, l'avis est défavorable sur l'ensemble des amendements.

Mme la présidente. La parole est à M. Patrick Kanner, pour explication de vote.

M. Patrick Kanner. Premièrement, en accord avec l'auteur de l'amendement, Yann Chantrel, et à l'invitation de M. le rapporteur spécial, nous rectifions notre amendement n° II-225 afin de le rendre identique à celui de M. le rapporteur général Husson, par souci d'efficacité. Par conséquent, nous retirons l'amendement n° II-226.

Deuxièmement, j'ai pris bonne note, madame la ministre, de votre intérêt quant à la proposition de loi dite Kanner visant à renforcer le service civique, adoptée très largement par le Sénat. Nous serions très heureux de voir prospérer ce texte à l'Assemblée nationale et de montrer ainsi que le service civique est une politique utile pour les jeunes de notre pays.

Troisièmement, je souhaite dire un mot de l'amendement scandaleux présenté par M. Durox. C'est une honte ! Nous ferons savoir, monsieur Durox, quelle est la politique de la jeunesse du Front national, car c'est bien cela que vous sous-entendez en défendant une mesure tendant à la liquidation du service civique. Comptez sur nous pour dire comment vous envisagez l'avenir de la jeunesse dans notre pays ! *(Applaudissements sur les travées des groupes SER et CRCE-K.)*

Mme la présidente. Je suis donc saisie d'un amendement n° II-225 rectifié, dont le libellé est identique à celui de l'amendement n° II-26.

L'amendement n° II-226 est retiré.

La parole est à M. Ahmed Laouedj, pour explication de vote.

M. Ahmed Laouedj. Nous rectifions également notre amendement, afin de le rendre identique à celui de la commission.

Mme la présidente. Je suis donc saisie d'un amendement n° II-445 rectifié, dont le libellé est identique à celui de l'amendement n° II-26.

La parole est à M. Jean-Jacques Lozach, pour explication de vote.

M. Jean-Jacques Lozach. Je formulerai simplement une observation en écho à la fin de l'intervention de Mme la ministre : nous serons très vigilants quant au devenir de l'amendement n° II-26, ainsi que de ceux qui lui sont identiques.

En effet, ils sont gagés sur le programme 219, c'est-à-dire le programme « Sport ». Or, lors de nos interventions précédentes, nous nous félicitons collectivement de l'obtention, dans la première partie du projet de loi de finances, de 50 millions d'euros supplémentaires pour ce programme, ce qui aurait permis de faire passer de 180 millions à 230 millions d'euros le budget de l'Agence nationale du sport.

Il ne faudrait donc pas que cette avancée soit totalement annihilée par une adoption de ces amendements.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean-François Husson, rapporteur général de la commission des finances. Je souhaite tout d'abord me réjouir des propos qui viennent d'être tenus, qui marquent une convergence vers une même proposition. Nous vous demandons, madame la ministre, d'être notre porte-parole efficace – je dis bien : efficace – auprès du Gouvernement. Je forme le vœu que cette efficacité aboutisse au même résultat que l'an passé, lorsque nous nous étions quelque peu mis en colère sur le sujet du sport.

Le sport et la jeunesse ne doivent être ni minimisés ni sacrifiés, car leurs valeurs sont trop importantes.

Nous fêtons les 15 ans du service civique, comme vous l'avez rappelé, madame la ministre. Or, quand on fête un anniversaire, ce n'est pas le moment d'enlever les bougies ; c'est le moment de mettre en valeur tous les effets de cette politique, notamment à travers les associations, et ce dans de nombreux domaines. C'est particulièrement le cas dans l'engagement associatif et sportif.

Sans changement, le budget du service civique serait de 10 % inférieur à ce qu'il était en 2019. Soyez donc notre porte-parole pour dire que cela est tout à fait inacceptable. La jeunesse de France mérite bien mieux que le manque de considération que révèle la copie initiale. *(Mme Laure Darcos applaudit.)*

Mme la présidente. La parole est à Mme Lana Tetuanui, pour explication de vote.

Mme Lana Tetuanui. J'ai écouté votre réponse, madame la ministre, et je vous prendrai au mot, dans le prolongement des propos de M. le rapporteur général.

Par ailleurs, je rends mon amendement identique à celui de la commission.

Mme la présidente. Je suis donc saisie d'un amendement n° II-443 rectifié *ter*, dont le libellé est identique à celui de l'amendement n° II-26.

La parole est à Mme Mathilde Ollivier, pour explication de vote.

Mme Mathilde Ollivier. Nous voterons bien sûr ces amendements, abondamment défendus, qui tendent à transférer des crédits supplémentaires au service civique.

Puisque les 15 ans du dispositif ont été mentionnés, je voulais rappeler une autre date : celle de l'annonce par Gabriel Attal, il y a deux ans, de 50 000 missions de service civique écologique.

Vous avez parlé du sport, de la vie associative et des apports du service civique. Or, malgré l'annonce que je viens de mentionner, nous constatons une réduction du nombre des services civiques, ce qui affecte les objectifs fixés il y a deux ans. À quoi bon de telles annonces, si l'on réduit encore et encore les crédits alloués au service civique ? Il y a là une contradiction manifeste.

Mme la présidente. La parole est à M. Laurent Lafon, pour explication de vote.

M. Laurent Lafon. Madame la ministre, nous savons dans quelles conditions vous défendez ce budget, que vous êtes loin d'avoir préparé du début à la fin. En revanche, nous serons très attentifs au vote final de ce PLF.

Vous avez compris, au travers de la position quasi unanime exprimée par les membres de différents groupes, que nous sommes attachés au service civique. Ainsi, selon nous, un service civique à 110 000 missions est un service civique mis à mal. En outre, un tel nombre cache le fait qu'il y a beaucoup moins d'entrants réels. Avec l'amendement de la commission des finances, que je remercie, nous arrivons à un niveau intermédiaire, à 130 000 ou 135 000. Il faudrait, bien évidemment, ne pas être sous ce total.

Nous avons écouté vos propos, mais nous aurions apprécié que le Gouvernement lève le gage, afin de montrer que la très forte convergence des groupes du Sénat suscite un appui de sa part.

Mme la présidente. La parole est à M. Michel Savin, pour explication de vote.

M. Michel Savin. Je rejoins M. le président de la commission de la culture.

Madame la ministre, il est dommage que le Gouvernement ne lève pas le gage. Nous aurions été rassurés sur le devenir de l'amendement de Jean-François Husson et des amendements identiques, que j'appelle bien sûr tous mes collègues à voter. Leur adoption vous donnera des arguments supplémentaires pour obtenir des crédits dans la suite du débat parlementaire.

Sans revenir aux montants consacrés au service civique ces dernières années, la levée du gage nous aurait permis au moins de répondre à la demande.

Nous aurons le même enjeu dans un instant sur la politique sportive. Le Gouvernement doit entendre que nous ne pouvons pas accepter une baisse de crédits aussi importante sur des politiques qui profitent à la jeunesse de notre pays.

Madame la ministre, encore une fois, je regrette que vous ne leviez pas le gage, même si je le comprends. Vous avez maintenant le soutien du Sénat pour obtenir des résultats au cours de la navette parlementaire.

Mme la présidente. La parole est à Mme Colombe Brossel, pour explication de vote.

Mme Colombe Brossel. Madame la ministre, nous vous avons entendue en commission puis en séance publique.

Permettez-moi de relever une forme de contradiction entre, d'une part, votre plaidoyer en faveur du service civique et de ses réalisations et, d'autre part, votre refus de lever le gage.

La politique publique, ce sont des déclarations d'amour, mais aussi quelquefois des preuves d'amour. Vous le voyez, dans une démarche assez sénatoriale, nous sommes prêts les uns et les autres au compromis.

M. Jean-François Husson, rapporteur général de la commission des finances. Nous vous le proposons. Il est garanti !

Mme Colombe Brossel. Le service civique doit entrer dans une nouvelle dynamique.

Madame la ministre, il est impératif que vous leviez le gage. En adoptant l'amendement du rapporteur général, nous pourrions atteindre environ 79 000 entrées en service civique. Le tissu associatif ne serait pas touché, alors qu'il l'aurait été en cas d'application du texte initial.

En revanche, cela signifierait que les 8 000 services civiques présents dans les établissements scolaires et qui ont été les victimes collatérales des baisses budgétaires de l'année dernière ne reviendront pas cette année. J'ai bien peur qu'ils ne reviennent jamais.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° II-425.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix les amendements identiques n°s II-225 rectifié, II-445 rectifié, II-26, II-412 rectifié, II-420 rectifié *bis* et II-443 rectifié *ter*.

(Les amendements sont adoptés.)

Mme la présidente. L'amendement n° II-228, présenté par M. Chantrel, Mmes Brossel et Monier, M. Kanner, Mme Daniel, M. Lozach, Mmes Matray et S. Robert, MM. Ros, Ziane, Bourgi et Fichet, Mme Linkenheld, MM. Michau, Montaugé, Pla et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>				
Jeunesse et vie associative	36 000 000		36 000 000	
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030		36 000 000		36 000 000
TOTAL	36 000 000	36 000 000	36 000 000	36 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Colombe Brossel.

Mme Colombe Brossel. Pour des raisons qui nous échappent, les crédits permettant l'octroi d'une aide financière pour les volontaires en service civique qui souhaitent passer le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (Bafa) ou le brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD) ont été supprimés.

L'aide financière exceptionnelle qui avait été mise en place entre le 1^{er} janvier 2022 et la fin de l'année 2023 n'a, en effet, pas été reconduite.

Madame la ministre, je sais bien que « faire et défaire, c'est toujours travailler », mais votre ancienne collègue, Mme El Haïry, avait présenté, à la fin du mois de février 2022, un plan censé relancer les vocations dans le secteur de l'accueil collectif de mineurs. Diverses mesures étaient prévues, dont celle que nous proposons.

La crise des vocations n'étant pas totalement résolue, nous souhaitons maintenir les crédits relatifs à cette aide financière utile, qui représente au demeurant des sommes minimales.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial. Je souscris à l'objectif de cet amendement.

La caisse d'allocations familiales (CAF) propose toutefois une aide « socle » à destination des jeunes souhaitant passer le Bafa, que l'on peut compléter par des aides des CAF locales.

Par ailleurs, une aide de l'État d'une centaine d'euros est également versée aux personnes qui ont effectué un service civique.

Cet amendement étant satisfait, j'en demande le retrait.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Marina Ferrari, ministre. Je reviens un instant sur le débat précédent. Message reçu, monsieur le rapporteur général, je serai votre porte-voix, je l'espère efficace, dans la suite de la navette parlementaire ! (*M. le rapporteur général et M. Laurent Lafon expriment leur satisfaction.*)

Le dispositif qu'avait présenté Sarah El Haïry entrerait dans le cadre d'une expérimentation de deux ans, désormais terminée. Il me semble que, compte tenu des contraintes budgétaires actuelles, il est nécessaire d'évaluer précisément les dispositifs avant toute reconduction.

On se plaint souvent du manque d'évaluation. Or cette évaluation a été faite en l'espèce et force est de constater que le dispositif que vous défendez, madame la sénatrice, n'a pas été à la hauteur des attentes.

Par ailleurs, comme l'a rappelé M. le rapporteur spécial, d'autres dispositifs permettent aux jeunes qui le souhaitent de suivre des formations qualifiantes.

Pour toutes ces raisons, je demande le retrait de cet amendement ; à défaut, j'y serai défavorable.

Mme la présidente. Madame Brossel, l'amendement n° II-228 est-il maintenu ?

Mme Colombe Brossel. Oui, madame la présidente.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° II-228.

(*L'amendement est adopté.*)

Mme la présidente. L'amendement n° II-201, présenté par Mmes Ollivier et de Marco, MM. Benarroche, G. Blanc, Dantec, Dossus, Fernique et Gontard, Mme Guhl, MM. Jadot et Mellouli, Mme Poncet Monge, M. Salmon et Mmes Senée, Souyris et M. Vogel, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		5 000 000		5 000 000
Jeunesse et vie associative	5 000 000		5 000 000	
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Mathilde Ollivier.

Mme Mathilde Ollivier. Le frein principal à l'entrée dans un service civique est le niveau de l'indemnité proposée. C'est particulièrement vrai pour les services civiques à l'étranger, les jeunes étant confrontés à des frais supplémentaires liés au transport, à l'hébergement et à l'arrivée dans un pays inconnu.

Un engagement citoyen comme le service civique ne doit pas se construire dans la précarité. Malheureusement, c'est trop souvent le cas.

C'est la raison pour laquelle nous proposons de porter la contribution de l'État à 700 euros par mois pour les Françaises et les Français en mission à l'étranger.

Cette mesure est juste, réaliste et conforme aux valeurs de solidarité que nous défendons.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial. Je comprends l'intention de Mme Ollivier : il faut travailler sur la rémunération des volontaires.

Depuis quelques années, nous essayons toutefois de l'améliorer à une échelle plus large. Je demande donc le retrait de cet amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Marina Ferrari, ministre. Comme vous le savez, madame la sénatrice, les jeunes en service civique à l'étranger bénéficient déjà d'une majoration de 10 % sur leur rémunération.

J'estime donc que la demande est satisfaite, d'où une demande de retrait. À défaut, l'avis du Gouvernement sera défavorable.

Mme la présidente. Madame Ollivier, l'amendement n° II-201 est-il maintenu ?

Mme Mathilde Ollivier. Oui, madame la présidente.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° II-201.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. Je suis saisie de neuf amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-549 rectifié, présenté par MM. Canévet, Duffourg, Longeot, Bonneau, Cambier, Maurey et Delahaye, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport dont titre 2		39 200 000		39 200 000
Jeunesse et vie associative				
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL		39 200 000		39 200 000
SOLDE	- 39 200 000		- 39 200 000	

La parole est à M. Michel Canévet.

M. Michel Canévet. Cet amendement vise à recentrer l'État sur les missions pour lesquelles il est taillé.

Il est clair qu'il convient aujourd'hui de réorganiser les interventions des uns et des autres. Il faut notamment faire confiance aux collectivités territoriales pour assurer la prise en charge d'un certain nombre de missions.

Dans le contexte financier que nous connaissons, il n'est pas pensable que l'État continue à s'occuper de tout quand les collectivités territoriales exercent déjà des compétences dans les mêmes domaines.

Cet amendement vise donc à supprimer le Pass'Sport afin, d'une part, de permettre à l'État de faire des économies et, d'autre part, de recentrer le soutien aux activités sportives au niveau des collectivités territoriales.

Mme la présidente. L'amendement n° II-219, présenté par MM. Lozach et Ros, Mme Monier, M. Kanner, Mme Brossel, M. Chantrel, Mmes Daniel, Matray et S. Robert, MM. Ziane, Bourgi et Fichet, Mme Linkenheld, MM. Michau, Montaugé, Pla et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport dont titre 2	60 800 000		60 800 000	
Jeunesse et vie associative		10 800 000		10 800 000
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030		50 000 000		50 000 000
TOTAL	60 800 000	60 800 000	60 800 000	60 800 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. David Ros.

M. David Ros. L'amendement n° II-219 de notre collègue et rapporteur pour avis Jean-Jacques Lozach vise, à l'inverse, à soutenir le dispositif Pass'Sport, qui touche 3,5 millions de jeunes.

Le texte que nous examinons prévoit une baisse de crédits très importante de 36 millions d'euros, excluant de fait la tranche d'âge des 6-13 ans du dispositif.

Or, comme l'a très bien dit Mme la ministre, les enjeux liés à la santé sont très importants et la tranche d'âge des 6-13 ans est essentielle de ce point de vue. Les fédérations sportives notent d'ailleurs une baisse importante de leurs licenciés dans cette catégorie.

Il est donc proposé, par cet amendement, de réintégrer les 6-13 ans dans le champ des bénéficiaires, d'augmenter la valeur faciale du Pass'Sport de 70 euros à 100 euros et de réévaluer les crédits alloués au dispositif à hauteur de 60,8 millions d'euros.

Mme la présidente. L'amendement n° II-220, présenté par MM. Ros et Lozach, Mme Monier, M. Kanner, Mme Brossel, M. Chantrel, Mmes Daniel, Matray et S.

Robert, MM. Ziane, Bourgi et Fichet, Mme Linkenheld, MM. Michau, Montaugé, Pla et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>	50 000 000		50 000 000	
Jeunesse et vie associative				
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030		50 000 000		50 000 000
TOTAL	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. David Ros.

M. David Ros. Cet amendement est un peu moins ambitieux que le précédent.

Il vise à créditer le Pass'Sport de 50 millions d'euros et à réintégrer la tranche des 6-13 ans dans le dispositif tout en maintenant la valeur faciale à 70 euros.

Mme la présidente. L'amendement n° II-464, présenté par M. Bacchi, Mme Corbière Naminzo, M. Ouzoulias et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>	50 000 000		50 000 000	
Jeunesse et vie associative		50 000 000		50 000 000
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Jérémy Bacchi.

M. Jérémy Bacchi. Il est défendu !

Mme la présidente. L'amendement n° II-279 rectifié, présenté par M. Pellevat, Mmes Bellamy et Bessin-Guérin, MM. Brault, Chevalier, Grand et Laménie, Mme Lermytte et MM. A. Marc et Panunzi, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>	38 500 000		38 500 000	
Jeunesse et vie associative				

Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030		38 500 000		38 500 000
TOTAL	38 500 000	38 500 000	38 500 000	38 500 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Jean-Jacques Panunzi.

M. Jean-Jacques Panunzi. Défendu !

Mme la présidente. Les trois amendements suivants sont identiques.

L'amendement n° II-199 est présenté par Mmes Ollivier et de Marco, MM. Benarroche, G. Blanc, Dossus, Fernique et Gontard, Mme Guhl, MM. Jadot et Mellouli, Mme Poncet Monge, M. Salmon et Mmes Senée, Souyris et M. Vogel.

L'amendement n° II-249 rectifié *bis* est présenté par Mme Belrhiti, M. H. Leroy, Mmes V. Boyer et Aeschlimann, M. Panunzi, Mmes Lassarade, Bellamy et Gosselin, M. Genet et Mme Muller-Bronn.

L'amendement n° II-314 rectifié *ter* est présenté par Mme Antoine, MM. Pillefer et J.M. Arnaud, Mmes Billon et N. Delattre, M. Dhersin, Mmes Gacquerre et Guidez, M. Hingray, Mme Jouve, MM. Levi, Mizzon et Pellevat, Mmes Perrot et Sollogoub et M. Théophile.

Ces trois amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>	35 800 000		35 800 000	
Jeunesse et vie associative		35 800 000		35 800 000
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL	35 800 000	35 800 000	35 800 000	35 800 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Mathilde Ollivier, pour présenter l'amendement n° II-199.

Mme Mathilde Ollivier. Défendu !

Mme la présidente. La parole est à Mme Béatrice Gosselin, pour présenter l'amendement n° II-249 rectifié *bis*.

Mme Béatrice Gosselin. Défendu !

Mme la présidente. La parole est à M. Bernard Pillefer, pour présenter l'amendement n° II-314 rectifié *ter*.

M. Bernard Pillefer. La suppression du Pass'Sport pour les 6-13 ans prive les familles d'une aide précieuse. Elle entrave l'accès au sport pour une part significative de la jeunesse.

Une telle mesure fragilise en outre gravement les associations sportives locales, qui dépendent largement des inscriptions et des financements liés à ce dispositif pour assurer leur fonctionnement.

Par cet amendement, ma collègue Jocelyne Antoine propose de rétablir l'éligibilité au Pass'Sport dès l'âge de 6 ans et d'augmenter les crédits du programme 219, « Sport », de 35,8 millions d'euros.

Mme la présidente. L'amendement n° II-284 rectifié, présenté par MM. Théophile, Buis et Buval, Mmes Cazebonne et Duranton, M. Fouassin, Mme Havet, MM. Iacovelli, Kulimoetoke, Lemoyne, Lévrier et Mohamed Soilihi, Mme Nadille, MM. Patient et Patriat, Mme Phinera-Horth, MM. Rohfritsch, Rambaud et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>	35 800 000		35 800 000	
Jeunesse et vie associative				
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030		35 800 000		35 800 000

TOTAL	35 800 000	35 800 000	35 800 000	35 800 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Dominique Théophile.

M. Dominique Théophile. Depuis sa création, le Pass'Sport a fait ses preuves auprès de ses bénéficiaires. Il représente un outil essentiel de santé publique dans les territoires, en particulier dans les outre-mer.

La diminution de 35,8 millions d'euros des crédits alloués à ce dispositif s'explique notamment par le recentrage sur le public des 14-30 ans. Or, en voulant concentrer le dispositif sur les personnes considérées comme les plus éloignées du sport, on risque surtout de porter préjudice à la pratique sportive du plus grand nombre.

Le maintien du Pass'Sport est indispensable dans nos outre-mer. Il réduit la barrière financière qui peut faire obstacle à la pratique sportive et la rend ainsi plus accessible. Donnons-lui des moyens à la hauteur de ses ambitions.

C'est pourquoi les membres du groupe RDPI proposent de rétablir les crédits à un niveau identique à celui qui était inscrit dans la loi de finances pour 2025.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial. Le Pass'Sport est un dispositif intéressant. Il était légitime de chercher à le recentrer sur les familles qui en ont le plus besoin.

Le recentrage effectué par le Gouvernement ne me satisfait pas tout à fait pour autant : j'aurais préféré que les conditions d'éligibilité portent sur les ressources des familles plutôt que sur l'âge des bénéficiaires.

Toutefois, rétablir les crédits antérieurs du Pass'Sport sans le réformer pourrait conduire à une sous-exécution importante du dispositif semblable à celle que nous avons connue les années précédentes. Je demande donc le retrait de l'ensemble des amendements qui vont dans ce sens.

Je demande également le retrait de l'amendement n° II-549 rectifié, qui vise à supprimer le Pass'Sport. Une suppression brutale du dispositif poserait un certain nombre de problèmes aux familles bénéficiaires, ainsi qu'à celles qui ont demandé à en bénéficier ou qui comptent le faire.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Marina Ferrari, ministre. Monsieur le sénateur Canévet, je vous remercie pour votre amendement d'économies ; ce n'est pas très courant en ce moment. Je salue donc votre orthodoxie budgétaire (*M. Michel Canévet sourit.*) Pour autant, l'avis sera défavorable. (*Exclamations amusées sur diverses travées.*)

Je partage votre sentiment sur la nécessité d'être plus attentifs – une étude est d'ailleurs en cours sur le sujet – à l'action des différentes strates de collectivités territoriales dans ce domaine.

Toutefois, la suppression du Pass'Sport ferait courir demain le risque de ne plus pouvoir atteindre les publics les plus fragiles, pour lesquels les besoins sont les plus importants.

Parallèlement, priver le dispositif de son caractère universel et le renforcer dans certains territoires pourrait conduire au désengagement de certaines collectivités territoriales.

J'émet également un avis défavorable sur tous les autres amendements en discussion commune, pour des raisons que j'ai déjà eu l'occasion d'exposer en commission.

Comme vous le savez, une campagne est en cours jusqu'au 31 décembre prochain. Ma prédécesseure a fait le choix, budgétaire, de recentrer le Pass'Sport sur les jeunes de 14 ans et plus, en partant du postulat que c'est à cet âge qu'intervient le plus fort décrochage dans les prises de licence.

Bien que la campagne ne soit pas terminée, nous pouvons d'ores et déjà mesurer qu'un tel recentrage n'aurait pas eu d'effet sur la prise de licence de cette tranche d'âge. En revanche, des informations commencent à nous parvenir de la part de clubs et de fédérations sportives selon lesquelles les prises de licence seraient en forte baisse chez les 6-13 ans.

Aussi, je vous propose que nous travaillions ensemble – nous aurons le temps de le faire, dès que nous aurons une vision plus objective de la situation –, à un éventuel recentrage du dispositif sur les 6-13 ans.

C'est en effet un âge crucial pour l'apprentissage et l'accoutumance à la pratique sportive.

Mme la présidente. La parole est à M. David Ros, pour explication de vote.

M. David Ros. Madame la ministre, si je vous ai bien comprise, un euro investi dans le sport permet de réaliser une économie de 13 euros sur la santé.

Finalement, les amendements n°s II-219 et II-220 notamment sont également des amendements d'économies. (*Sourires.*)

Mme la présidente. La parole est à Mme Mathilde Ollivier, pour explication de vote.

Mme Mathilde Ollivier. Madame la ministre, vous nous invitez à l'instant à retravailler le sujet. Dans votre intervention liminaire, vous avez également indiqué que nous pourrions discuter de nouveau du Pass'Sport en janvier.

Pourquoi ne pas préserver dès aujourd'hui les crédits du Pass'Sport ? Forts de ces moyens, nous pourrions réévaluer en janvier la pertinence de réintégrer les 6-13 ans dans le dispositif. Un avis favorable sur les amendements relevant les crédits associés eût été plus cohérent.

Mme la présidente. La parole est à Mme Christine Lavarde, pour explication de vote.

Mme Christine Lavarde. Je saisis l'occasion de cette discussion pour recueillir l'avis de Mme la ministre sur le fait que le parcours de prévention santé (PPS), nécessaire pour participer à des compétitions sportives, devienne payant pour les enfants comme pour les adultes, à hauteur de 5 euros, à compter du 1^{er} janvier 2026.

J'ai déjà largement évoqué ce sujet dans cet hémicycle : on peut être titulaire d'une licence de la Fédération française de triathlon, pouvoir courir un ironman et devoir tout de même déboursier 5 euros, à partir du 1^{er} janvier prochain, pour participer à une course de cinq kilomètres, au motif que celle-ci est labellisée par la Fédération française d'athlétisme. C'est totalement absurde.

Résultat, les courses ne seront plus organisées, demain, sous l'égide de clubs d'athlétisme et de la fédération, car tout le monde voudra échapper au PPS.

J'entends qu'il faille développer la pratique sportive. Durant mes heures perdues, j'initie de jeunes enfants au sport. Ils adorent participer à des compétitions, c'est ce qui

les motive à l'entraînement. Pourquoi mettre une telle barrière ? Dans certains cas, les 5 euros en question représentent un coût plus élevé que l'inscription elle-même.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial. Je vous informe que, à la suite de l'adoption de l'amendement n° II-228, les amendements en discussion commune n°s II-219, II-220, II-279 rectifié et II-284 rectifié n'ont plus d'objet. En effet, les mouvements de crédits que nous avons décidés ne permettent plus de gager ces amendements, de même que d'autres amendements qui viendront ensuite en discussion. *(Exclamations sur diverses travées.)*

M. Adel Ziane. Levez donc le gage, madame la ministre !

M. Jean-François Husson, rapporteur général de la commission des finances. Il ne fallait pas voter les amendements précédents !

Mme la présidente. La parole est à M. Michel Savin, pour explication de vote.

M. Michel Savin. Nos votes précédents ont eu pour effet de créditer de 80 millions d'euros le programme 163 « Jeunesse et vie associative », dont l'action n° 04, « Développement du service civique », et de supprimer 45 millions d'euros du programme 219, « Sport ». Voilà où nous en sommes.

Nous aurions pu nous contenter d'adopter l'amendement n° II-26 de Jean-François Husson et les identiques créditant le programme 163 de 40 millions d'euros et nous fixer collectivement comme objectif de rehausser les crédits du programme 219 à hauteur de 50 millions d'euros. Tout le monde aurait été gagnant.

Au lieu de cela, nous faisons de la « soupe » : on ponctionne le budget du sport pour abonder celui de la jeunesse et de la vie associative. Et quand plus tard nous voudrions créditer le programme « Sport », nous irons chercher les crédits dans le programme « Jeunesse et vie associative » et ainsi de suite. Bref, c'est illisible, notamment pour Mme la ministre. Il est dommage d'avoir ainsi manqué de cohérence.

Mme la présidente. La parole est à Mme Colombe Brossel, pour explication de vote.

Mme Colombe Brossel. Permettez-moi de souligner rapidement un point de méthode. Le Premier ministre a invité les parlementaires à débattre et à se mettre d'accord. Le Gouvernement s'adapterait, nous a-t-il dit. C'est la nouvelle donne politique.

Il se trouve que nous venons de vivre un moment particulier, qui ne se reproduira pas pour toutes les missions.

Notre travail parlementaire sur le service civique a débuté en commission. Personne n'est donc surpris des positions des uns et des autres. Une proposition de compromis a été faite.

M. Michel Savin. 40 millions !

Mme Colombe Brossel. Elle a été défendue par le rapporteur général, ce qui n'est pas totalement anecdotique. Et voilà que le Gouvernement ne lève pas le gage...

Que l'on ne vienne pas ensuite nous expliquer que nous faisons mal notre travail. Nous l'avons fait parfaitement, qui plus est – je ne le dirai pas souvent – en respectant les consignes et les orientations du Premier ministre. Il ne faut pas nous prendre pour des perdreaux de l'année ! *(Applaudissements sur les travées du groupe SER.)*

Mme Marie-Pierre de La Gontrie. Très bien !

Mme la présidente. La parole est à M. Dominique Théophile, pour explication de vote.

M. Dominique Théophile. Monsieur Savin, lorsque nous examinons la mission « Outre-mer », c'est exactement ce qui se passe : nous passons trois heures à déshabiller Pierre, le programme 123, « Conditions de vie outre-mer », pour habiller Paul, le programme 138, « Emploi outre-mer », et ainsi de suite.

Si vous trouvez cela insensé, sachez que c'est ce que nous vivons chaque année. *(Très bien ! et applaudissements sur les travées du groupe RDPI.)*

Mme la présidente. La parole est à M. Jean-Jacques Lozach, pour explication de vote.

M. Jean-Jacques Lozach. Le débat sur le Pass'Sport est révélateur de la politique sportive menée depuis plusieurs années dans ce pays. Il crée, me semble-t-il, énormément de frustration pour l'ensemble de l'écosystème sportif, qu'il soit privé ou public, mais aussi du côté des élus que nous sommes.

Par-delà l'instabilité ministérielle qui a marqué les dernières années, nous avons assisté au lancement, à grand renfort de communication, de tout un ensemble de programmes nationaux.

On discute aujourd'hui du Pass'Sport, qui est en effet sérieusement raboté avec le retrait de la tranche des 6-13 ans. Nous pourrions également évoquer les deux heures de sport dans les collèges, qui disparaissent, les trente minutes d'activité physique quotidienne dans le premier degré, qui n'existent que dans 50 % des cas ou encore le plan « 5 000 équipements sportifs – Génération 2024 », qui a été stoppé.

Cette situation est déprimante. Elle est révélatrice de l'absence de cap du Gouvernement en matière de politique sportive.

Mme la présidente. J'ai été saisie de demandes de scrutins publics par plusieurs groupes. *(Protestations sur les travées des groupes SER et GEST.)*

M. Jean-François Husson, rapporteur général de la commission des finances. Ce n'est pas à nous qu'il faut faire ce reproche ; nous sommes présents en séance !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° II-549 rectifié.

J'ai été saisie d'une demande de scrutin public émanant du groupe Union Centriste.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 82 :

Nombre de votants	341
Nombre de suffrages exprimés	324
Pour l'adoption	1
Contre	323

Le Sénat n'a pas adopté. *(Rires sur diverses travées. – M. Michel Canévet s'exclame.)*

Je mets aux voix l'amendement n° II-464.

J'ai été saisie d'une demande de scrutin public émanant du groupe Union Centriste.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(*Le scrutin a lieu.*)

Mme la présidente. Personne ne demande plus à voter?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 83 :

Nombre de votants	341
Nombre de suffrages exprimés	341
Pour l'adoption	135
Contre	206

Le Sénat n'a pas adopté.

Je mets aux voix les amendements identiques n°s II-199, II-249 rectifié *bis* et II-314 rectifié *ter*.

J'ai été saisie d'une demande de scrutin public émanant du groupe Union Centriste.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(*Le scrutin a lieu.*)

Mme la présidente. Personne ne demande plus à voter?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 84 :

Nombre de votants	341
Nombre de suffrages exprimés	339
Pour l'adoption	134
Contre	205

Le Sénat n'a pas adopté.

Je suis saisie de cinq amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-410 rectifié, présenté par MM. Canévet, Duffourg et Longeot, Mme Romagny et MM. Bonneau, Cambier et Delahaye, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>				
Jeunesse et vie associative		33 075 852		33 075 852
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL		33 075 852		33 075 852
SOLDE	- 33 075 852		- 33 075 852	

La parole est à M. Michel Canévet.

M. Michel Canévet. Il s'agit encore d'un amendement visant à réaliser des économies.

Nous proposons de supprimer le FDVA, car nous considérons qu'un certain nombre de missions pourraient être beaucoup mieux accomplies à l'échelon territorial.

En effet, les communes et les départements attribuent déjà, exactement comme le fait ce fonds, des financements aux structures associatives.

Il semble donc redondant d'employer je ne sais combien de fonctionnaires des directions des services départementaux de l'éducation nationale à instruire des demandes de subvention, afin d'octroyer quelques centaines d'euros à une multitude d'associations, alors que ce travail est déjà réalisé par les collectivités territoriales.

Il conviendrait de prendre conscience de cette situation, à un moment où nous devons travailler dans l'optique d'économiser et de mieux utiliser l'argent public, comme nous le demandent nos concitoyens.

Mme la présidente. Je rappelle que les amendements n°s II-194 et II-230 sont devenus sans objet, comme l'a expliqué M. le rapporteur spécial.

Les deux amendements suivants sont identiques.

L'amendement n° II-449 est présenté par Mme N. Delattre et M. Laouedj.

L'amendement n° II-466 est présenté par M. Bacchi, Mme Corbière Naminzo, M. Ouzoulis et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		17 000 000		17 000 000
Jeunesse et vie associative	17 000 000		17 000 000	
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL	17 000 000	17 000 000	17 000 000	17 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Ahmed Laouedj, pour présenter l'amendement n° II-449.

M. Ahmed Laouedj. Le FDVA a été créé pour succéder à la réserve parlementaire, qui permettait de soutenir chaque année le tissu associatif à hauteur de près de 50 millions d'euros.

Pourtant, la dotation de ce fonds, qui était limitée initialement à 25 millions d'euros, est restée pendant plusieurs années nettement inférieure à ce niveau : ce sous-financement a fragilisé de nombreuses associations, en particulier les plus petites et les moins professionnalisées d'entre elles.

Par ailleurs, les crédits provenant des comptes inactifs constituent une recette aléatoire, dont le montant varie fortement. Ils ne peuvent garantir, d'une année sur l'autre, un soutien constant aux associations.

Dans ce contexte, l'amendement vise à abonder le FDVA de 17 millions d'euros, afin qu'il reçoive une dotation budgétaire stable et pérenne de 50 millions d'euros. Cette mesure est indispensable pour assurer la continuité des actions associatives et pour sécuriser l'ensemble du secteur.

Mme la présidente. La parole est à Mme Evelyne Corbière Naminzo, pour présenter l'amendement n° II-466.

Mme Evelyne Corbière Naminzo. Créé pour compenser la suppression de la réserve parlementaire, le FDVA n'a jamais permis de maintenir un niveau équivalent de soutien aux associations.

Alors que la réserve parlementaire représentait une aide d'environ 50 millions d'euros par an, le FDVA n'a été doté au départ que de 25 millions d'euros, ce qui a créé immédiatement un manque à gagner considérable pour des milliers de structures locales, culturelles, sportives, éducatives, solidaires et environnementales.

Même si, l'an dernier, les crédits du FDVA ont retrouvé un niveau global équivalent aux 50 millions d'euros de l'ancienne réserve parlementaire, cela ne compense pas les années de sous-dotation, qui ont pénalisé les associations. Cela ne permet pas non plus de répondre à l'augmentation de leurs besoins et à la fragilisation durable du tissu associatif.

En effet, depuis cinq ans, les associations font face à l'explosion du coût de l'énergie et des loyers, à la réduction de nombreuses subventions locales, à la précarisation de la vie bénévole, à l'accroissement de leurs missions sociales dans un contexte d'inégalités croissantes et de désengagement de l'État. Elles assurent pourtant des fonctions essentielles.

Par cet amendement, nous voulons réparer les effets liés à l'accumulation de sous-dotations pendant des années et, surtout, reconnaître le rôle des associations, qui sont des piliers de la vie sociale.

Mme la présidente. Mes chers collègues, je tiens à attirer votre attention sur le fait qu'il nous reste moins de trois quarts d'heure pour terminer l'examen de la mission.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial. La commission émet un avis défavorable sur l'amendement n° II-410 rectifié.

La commission demande le retrait des amendements identiques n° II-449 et II-466 ; à défaut, elle y sera défavorable.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Marina Ferrari, ministre. Avis défavorable sur tous ces amendements.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° II-410 rectifié.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix les amendements identiques n° II-449 et II-466.

J'ai été saisie d'une demande de scrutin public émanant du groupe Union Centriste.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 85 :

Nombre de votants	341
Nombre de suffrages exprimés	341
Pour l'adoption	135
Contre	206

Le Sénat n'a pas adopté.

L'amendement n° II-552 rectifié, présenté par M. Mellouli et Mmes de Marco et Ollivier, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport dont titre 2		125 000 000		125 000 000
Jeunesse et vie associative	125 000 000		125 000 000	
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL	125 000 000	125 000 000	125 000 000	125 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Akli Mellouli.

M. Akli Mellouli. Cet amendement s'inscrit dans le droit fil des amendements précédents. Ma collègue disait que les associations étaient malmenées depuis cinq ans, mais cela fait trente ans que l'on bastonne l'éducation populaire.

Par cet amendement, nous proposons d'abonder de 125 millions d'euros le programme 163, « Jeunesse et vie associative », afin de soutenir l'éducation populaire, qui constitue un levier essentiel pour la cohésion sociale, la citoyenneté et, surtout, l'émancipation de notre jeunesse.

Voilà des éléments qu'il conviendrait que chacun ait en tête au moment du vote, mes chers collègues, alors que l'on parle beaucoup, ces temps-ci, de la nécessité de lutter contre la délinquance et les narcotrafics.

La baisse programmée de plus de 23 % des crédits de l'action « Actions en faveur de la jeunesse et de l'éducation populaire », l'année prochaine, menace gravement toutes les structures éducatives : les maisons des jeunes et de la culture (MJC), les centres sociaux, les associations de quartier, les fédérations, etc.

Ces coupes budgétaires risquent de faire disparaître des lieux d'apprentissage, de lien social et de citoyenneté. Pourtant, alors que l'État se désengage, ces acteurs locaux restent souvent les seuls à maintenir un service public de proximité accessible à toutes et à tous. Réduire leurs moyens, c'est affaiblir les fondements mêmes de notre République.

Le gage financier est placé sur le programme « Sport », malheureusement, car même le sport est déjà bien démuni – dans ce budget, on déshabille Pierre pour habiller Paul.

M. Michel Savin. Il n'y a plus d'argent !

M. Akli Mellouli. Nous avons été obligés de procéder ainsi en rédigeant cet amendement, à cause des contraintes budgétaires. Nous demandons au Gouvernement de lever le gage.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial. Demande de retrait.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Marina Ferrari, ministre. Avis défavorable.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° II-552 rectifié.

J'ai été saisie d'une demande de scrutin public émanant du groupe Union Centriste.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 86 :

Nombre de votants	341
Nombre de suffrages exprimés	322
Pour l'adoption	116
Contre	206

Le Sénat n'a pas adopté.

Je rappelle que les amendements identiques n°s II-195 et II-229 sont devenus sans objet. À des fins de clarté, j'indique que tous les amendements qui sont gagés sur la ligne budgétaire du programme 385 « Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030 » sont devenus sans objet.

L'amendement n° II-448, présenté par Mme N. Delattre et M. Laouedj, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		8 000 000		8 000 000
Jeunesse et vie associative	8 000 000		8 000 000	
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Ahmed Laouedj.

M. Ahmed Laouedj. Les petites associations, en particulier celles qui sont implantées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, jouent un rôle essentiel de cohésion sociale, de médiation et de soutien aux publics fragiles.

Pourtant, ces structures sont aujourd'hui parmi les plus fragilisées. Restées pour beaucoup à l'écart des dispositifs d'aide déployés durant la crise, elles subissent une érosion continue de leurs moyens. Une association sur trois indique ainsi qu'elle a dû réduire son activité au cours des cinq dernières années.

Cet amendement vise à ouvrir 8 millions d'euros afin de créer un fonds exceptionnel de soutien aux petites associations. Cet outil permettrait d'accompagner les structures de proximité afin de garantir la continuité de leur action et d'éviter qu'elles ne ferment. Il s'agit également de préserver l'ancrage local du tissu associatif.

En ciblant les structures les plus vulnérables, ce fonds répondrait à un enjeu de solidarité territoriale et de maintien de services essentiels au sein des quartiers

populaires. L'adoption de cet amendement constituerait une solution rapide, proportionnée et nécessaire pour garantir la vitalité de la vie associative de proximité.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial. Demande de retrait.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Marina Ferrari, ministre. Avis défavorable.

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° II-448.

(L'amendement est adopté.)

Mme la présidente. Je suis saisie de deux amendements et d'un sous-amendement faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-495, présenté par Mme Lavarde, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		15 600 000		15 600 000
Jeunesse et vie associative				
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL		15 600 000		15 600 000
SOLDE	- 15 600 000		- 15 600 000	

La parole est à Mme Christine Lavarde.

Mme Christine Lavarde. Cet amendement est un petit peu particulier, puisqu'il s'agit d'un amendement d'économie – je crois que c'est le premier cet après-midi... (*Exclamations sur les travées du groupe SER.*)

M. Michel Canévet. C'est le troisième !

Mme Christine Lavarde. Certes, mais les précédents n'ont pas été couronnés de succès. Celui-ci le sera peut-être !

Nous proposons de réaliser des économies ciblées. Il s'agit uniquement de tirer les conséquences des travaux de la commission d'enquête sénatoriale sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État.

Celle-ci a préconisé notamment de supprimer l'Agence nationale du sport. Les politiques publiques qu'elle contribue à mettre en œuvre ne seraient pas remises en cause.

Il convient de constater que la politique du sport de haut niveau relève également de l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (Insep). Par conséquent, en la matière, il existe deux opérateurs compétents.

Quant à son action de soutien aux collectivités territoriales, qui constitue l'autre grande mission de l'ANS, il serait possible de la réaliser en fusionnant les crédits de l'agence qui y sont affectés avec les autres crédits d'investissement en faveur des collectivités. Le système actuel est ubuesque : les dossiers de subvention sont analysés par les préfetures, avant que la décision d'attribution ne soit prise par le conseil d'administration de l'ANS, qui statue parfois à l'encontre des préconisations des préfetures...

Mme la présidente. Le sous-amendement n° II-1679, présenté par M. Savin, est ainsi libellé :

Amendement 495, alinéa 2, tableau

Dans les autorisations d'engagement et les crédits de paiement du programme « Sport » figurant dans l'amendement n° II-495, remplacer deux fois le montant :

15 600 000

par le montant :

10 000 000

La parole est à M. Michel Savin.

M. Michel Savin. L'amendement n° II-495 vise à poser la question de la pérennité, du fonctionnement et du devenir de l'Agence nationale du sport, qui est dans une situation financière très délicate, car son fonds de roulement est presque nul.

S'il faut reconnaître que l'agence a plutôt atteint les objectifs qui lui étaient fixés en matière de haute performance, en revanche, les résultats ne sont pas au rendez-vous en ce qui concerne la mutualisation et la coordination des moyens et des produits. De plus, nous constatons la difficulté de l'ANS à faire fonctionner les conférences régionales du sport et les conférences des financeurs du sport.

Tout cela nous pousse à nous interroger.

C'est la raison pour laquelle nous demandons l'organisation rapide d'un débat sur l'avenir de l'ANS et sur la manière de redéployer ses actions, soit vers le ministère des sports, soit vers les collectivités territoriales. En ce qui concerne l'octroi de subventions relatives à des équipements sportifs, nous préconisons de transférer cette mission aux départements. Les préfets sont parfaitement capables de gérer ces demandes.

Ce sous-amendement vise donc à réduire un petit peu les crédits de fonctionnement de l'ANS.

Mme la présidente. L'amendement n° II-550 rectifié, présenté par MM. Canévet, Duffourg, Longeot, Bonneau, Cambier, Maurey et Delahaye, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		15 201 000		15 201 000
Jeunesse et vie associative				
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL		15 201 000		15 201 000
SOLDE	- 15 201 000		- 15 201 000	

La parole est à M. Michel Canévet.

M. Michel Canévet. Cet amendement va dans le même sens : il vise à supprimer l'Agence nationale du sport.

Madame la ministre, je vous rassure, l'idée est non pas de supprimer les crédits pour le sport, mais bien de les confier directement à votre ministère.

La commission d'enquête du Sénat sur les agences de l'État a abouti à la conclusion, comme l'a indiqué Christine Lavarde, que notre pays comptait beaucoup trop de structures para-étatiques et qu'il convenait de rationaliser notre paysage institutionnel.

Cela signifie qu'un certain nombre de missions peuvent être assumées directement par les ministres dans l'exercice de leurs fonctions. Il est donc inutile de conserver des intermédiaires.

Je suis prêt à rendre mon amendement compatible avec celui de Mme Lavarde, tel qu'il pourrait être modifié si le sous-amendement de Michel Savin était adopté. Nous partageons le même objectif de supprimer les structures qui n'ont pas d'intérêt et qui n'apportent pas de plus-value.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial. La commission s'en remet à la sagesse du Sénat sur le sous-amendement n° II-1679.

La commission émet un avis favorable sur l'amendement n° II-495, éventuellement modifié, ainsi que sur l'amendement n° II-550 rectifié si celui-ci est rendu identique à ce dernier.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Marina Ferrari, ministre. Permettez-moi de m'arrêter quelques instants sur le sujet de l'Agence nationale du sport.

L'Agence est jeune : elle a 5 ans, vous le savez. Depuis sa création, elle repose sur deux pieds : l'un concerne la haute performance, l'autre, le développement de la pratique sportive.

Je vous remercie, monsieur Savin, d'avoir reconnu que l'agence a été au rendez-vous en matière de haute performance, comme en témoignent nos résultats aux jeux

Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, puisque la France s'y est classée respectivement cinquième et huitième en nombre de médailles.

L'Agence a également atteint ses objectifs en matière de développement sportif et d'accompagnement des collectivités territoriales. Comme cela a déjà été dit, 10 617 terrains de sport ont été créés.

M. Michel Savin. Cela aurait pu se faire autrement...

Mme Marina Ferrari, ministre. Certes, mais je rejoins vos propos ainsi que ceux de Mme Lavarde : étant par ailleurs élue locale, je sais que le fonctionnement de l'agence peut apparaître souvent assez opaque du point de vue des collectivités territoriales...

M. Michel Savin. C'est vrai !

Mme Marina Ferrari, ministre. Mais cela vaut également en ce qui concerne le fonctionnement du corps préfectoral.

Il conviendrait donc peut-être de mener un exercice de clarification.

L'Agence doit entrer dans une nouvelle ère. Elle est constituée sous la forme d'un groupement d'intérêt public (GIP) : or, dans le contexte de contrainte budgétaire que nous connaissons, il serait dommage de se priver d'un outil qui permet de mobiliser des financements privés pour réaliser certaines opérations.

À ce stade, le Gouvernement émet un avis défavorable sur le sous-amendement et sur les deux amendements. Je souscris toutefois à l'idée d'organiser un débat avec vous sur l'avenir de l'Agence.

Mme la présidente. La parole est à Mme Marie-Pierre Monier, pour explication de vote.

Mme Marie-Pierre Monier. L'amendement n° II-229 aurait pu être examiné, car nous avons rectifié le gage de nos amendements à la suite de l'adoption de l'amendement n° II-228.

Mme Christine Lavarde. C'est trop tard !

Mme la présidente. Les amendements gagés sur le programme 350 sont devenus sans objet dès que l'amendement n° II-228 a été adopté. Ils ne peuvent donc plus être rectifiés par la suite.

La parole est à M. David Ros, pour explication de vote.

M. David Ros. Le groupe socialiste partage la position de la ministre.

Nous sommes en train de faire du rodéo : la subvention de l'ANS a déjà été fortement baissée. Celle-ci s'est vu confier deux missions. Pour la première, elle a fait ses preuves. En ce qui concerne la seconde, la situation mérite d'être clarifiée et de faire l'objet de discussions et d'échanges. Nous devons réfléchir à la manière dont les relations entre l'agence et les collectivités territoriales doivent s'organiser, mais je ne vois pas en quoi réduire davantage les crédits de l'ANS bénéficiera à ces dernières.

Mme la présidente. La parole est à M. Michel Savin, pour explication de vote.

M. Michel Savin. Mon sous-amendement vise d'abord à envoyer un signal à l'ANS, tout en lui permettant de continuer son travail durant les premiers mois de 2026. Il s'agit surtout d'engager le débat. Cette réflexion est nécessaire.

Madame la ministre, j'entends votre espoir de trouver des financeurs pour l'ANS. Voilà qui me rappelle la situation qui prévalait lors de la création de l'agence. L'objectif était de mettre autour de la table tous les acteurs : le monde du sport,

l'État, les collectivités territoriales, les acteurs privés, etc. Mais cinq ans plus tard, les acteurs privés n'ont pas versé un centime et les collectivités quasiment rien, faute d'argent, car elles peinent déjà à financer les investissements qui concernent leur territoire.

M. Jean-François Husson. Elles sont étranglées financièrement !

M. Michel Savin. Nous devons donc tirer un bilan de cette situation, car il n'est plus possible de continuer ainsi. L'Agence est aujourd'hui dans une situation financière très délicate. Son fonds de réserve est presque nul. Il est donc urgent de reprendre la question et de réfléchir à une nouvelle répartition de ces politiques.

Mme la présidente. La parole est à M. Laurent Lafon, pour explication de vote.

M. Laurent Lafon. Madame la ministre, tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut travailler sur l'Agence nationale du sport, mais peut-être pas pour la raison que vous avez évoquée, car cela fait cinq ans que nous entendons cet argument.

Nous savons tous en effet combien il est parfois difficile de trouver des financements privés pour des opérations sportives au niveau local. Nous ne croyons donc pas que cela puisse être plus simple au niveau de l'ANS.

À titre personnel, je me rallierai au sous-amendement de Michel Savin, car il ouvre la voie à une réforme de l'ANS, afin sans doute de recentrer son action sur le haut niveau, tout en la laissant continuer de fonctionner, car on ne peut pas la supprimer du jour au lendemain – les effets d'une telle décision seraient catastrophiques, notamment pour le financement du sport de haut niveau.

Mme la présidente. La parole est à M. Dominique Théophile, pour explication de vote.

M. Dominique Théophile. Attention à ne pas sacrifier l'ANS, dans cet hémicycle, au moment où nous parlons de sport.

Comme cela vient d'être expliqué, l'ANS a accompli de nombreuses missions, dont certaines étaient très importantes – je pense notamment à la réalisation d'infrastructures et d'équipements dans les outre-mer.

Nous ne pouvons pas sceller le sort de l'ANS au détour d'une brève discussion entre nous lors des débats budgétaires. L'enjeu est trop important.

Il faut sans doute retravailler la question, mais nous devons le faire dans le cadre d'une commission, en associant les collectivités territoriales à la réflexion, pour qu'elles donnent leur avis sur le fonctionnement de l'ANS. Je vous invite à ne pas supprimer l'agence au détour d'un amendement. On ne peut procéder ainsi : mes chers collègues, ne faites pas ça !

Mme la présidente. La parole est à Mme Christine Lavarde, pour explication de vote.

Mme Christine Lavarde. Je n'ai pas eu la chance d'être reçue par la mission « État efficace », en dépit des travaux que nous avons menés au Sénat sur le sujet, mais j'ai lu la presse ce week-end. Celle-ci titre ainsi : « Lecornu taille dans le milliard. » Il est également indiqué que Sébastien Lecornu vise 300 millions d'euros d'économies dès 2026 sur les dépenses de pilotage et de communication de l'État.

Or l'ANS et le ministère des sports ont des dépenses de communication. Madame la ministre, pouvez-vous nous dire quelle sera la part de l'effort de votre ministère ? Quelles

seront les économies réalisées sans que nous le sachions ? En effet, l'effort que nous vous proposons, par ces amendements, est peut-être moins important que celui que vous vous apprêtez à faire, sans autorisation parlementaire !

Mme la présidente. La parole est à M. Jean-Jacques Lozach, pour explication de vote.

M. Jean-Jacques Lozach. La décision relative à l'avenir de l'ANS est lourde d'enjeux pour la politique sportive de notre pays.

Je rappelle que l'ANS a été créée en 2019. Dès l'origine, un échéancier a été défini : l'année post-olympique, en l'occurrence l'année 2025, devait être une année d'audit et de diagnostic.

M. Michel Savin. C'est vrai.

M. Jean-Jacques Lozach. De fait, plusieurs rapports, notamment de l'inspection générale, ont été publiés.

Dès la création de l'Agence, il y a eu un débat sur son statut. Ce dernier a été adopté en dépit d'un avis défavorable du Conseil d'État, car il permettait, notamment, de faire contribuer davantage les entreprises privées, comme l'expliquait Michel Savin tout à l'heure. Or, sur ce plan, c'est un échec total.

M. Jean-François Husson. Cela ne fonctionne pas !

M. Jean-Jacques Lozach. Lors des auditions que nous avons réalisées dans la perspective de l'examen du projet de loi de finances, il est apparu que le ministère aimerait que l'ANS continue d'avancer sur deux pieds : le développement des pratiques sportives, d'une part, et le soutien à la haute performance, de l'autre.

Mme la présidente. Veuillez conclure, mon cher collègue.

M. Jean-Jacques Lozach. Si tout le monde est satisfait en ce qui concerne la haute performance, car la France a obtenu la cinquième place lors des derniers jeux Olympiques, c'est une tout autre histoire pour ce qui concerne l'autre versant des activités de l'ANS...

Mme la présidente. La parole est à Mme la ministre.

Mme Marina Ferrari, ministre. Je souhaite répondre à Mme Lavarde sur les dépenses de communication. Le budget de l'ANS est de 400 millions d'euros. Ses dépenses de fonctionnement ne représentent que 15 millions d'euros. On ne peut donc pas dire que les dépenses de communication grèvent son budget, car celui-ci est essentiellement un budget d'intervention.

J'en viens à la question des financements privés.

Lors de la période de préparation olympique, nous avons imposé à l'ANS de se concentrer sur la haute performance. Nous avons peut-être été défaillants sur ce point dans le pilotage de l'agence. Les gouvernements successifs ont leur part de responsabilité – je l'admets.

Désormais, nous devrions peut-être inciter l'ANS à aller chercher davantage de financements privés et à réorienter ses équipes en conséquence. Des postes sont déjà financés par des fonds privés. Je suis convaincue qu'on peut en créer davantage.

Mme la présidente. Je mets aux voix le sous-amendement n° II-1679.

J'ai été saisie d'une demande de scrutin public émanant du groupe Union Centriste.

Je rappelle que la commission s'en remet à la sagesse du Sénat et que l'avis du Gouvernement est défavorable.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 87 :

Nombre de votants	341
Nombre de suffrages exprimés	325
Pour l'adoption	208
Contre	117

Le Sénat a adopté.

Monsieur Canévet, souhaitez-vous rectifier votre amendement pour le rendre identique à l'amendement n° II-495, ainsi modifié.

M. Michel Canévet. Oui, madame la présidente.

Mme la présidente. Je sus donc saisie d'un amendement n° II-550 rectifié *bis*, dont le libellé est identique à celui de l'amendement n° II-495, ainsi modifié.

Je mets aux voix ces deux amendements.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

Mme la présidente. L'amendement n° II-311 est devenu sans objet.

Je suis saisie de trois amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-281 rectifié, présenté par M. Pellevat, Mme Bellamy, MM. Brault, Grand et Laménie, Mme Lermytte et MM. Levi, A. Marc et Panunzi, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

<i>(En euros)</i>				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		40 000 000		40 000 000
Jeunesse et vie associative				
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030	40 000 000		40 000 000	

TOTAL	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Jean-Jacques Panunzi.

M. Jean-Jacques Panunzi. Il est défendu madame la présidente.

Mme la présidente. Les deux amendements suivants sont identiques.

L'amendement n° II-577 rectifié *ter* est présenté par MM. C. Vial et Savin, Mmes Belrhiti et Gosselin et MM. Brisson, Delia, Panunzi et Bruyen.

L'amendement n° II-578 rectifié *bis* est présenté par M. J. M. Arnaud, Mme Berthet, MM. Pellevat et P. Martin, Mme Perrot, M. Henno, Mme Antoine et MM. Hingray et Dhersin.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>				8 822 720
Jeunesse et vie associative				
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030			8 822 720	
TOTAL			8 822 720	8 822 720
SOLDE			0	

La parole est à M. Michel Savin, pour présenter l'amendement n° II-577 rectifié *ter*.

M. Michel Savin. Cet amendement vise à augmenter de 8,822 millions d'euros la dotation du programme 385, « Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030 ».

Les besoins de la Société de livraison des ouvrages olympiques Alpes 2030 ont été précisés. Il est nécessaire d'avancer le lancement de certaines études indispensables pour respecter le calendrier.

Mme la présidente. La parole est à M. Jean-Michel Arnaud, pour présenter l'amendement n° II-578 rectifié *bis*.

M. Jean-Michel Arnaud. Nous avons très peu parlé des jeux Olympiques d'hiver de 2030. Je profite, mes chers collègues, de la présentation de cet amendement pour vous dire que les travaux et les études avancent bien dans l'ensemble de la chaîne des Alpes.

Comme l'a dit Michel Savin, la Solideo vient d'être installée. Elle a besoin de 22 millions d'euros au total, en investissement et en fonctionnement, pour commencer à travailler et pouvoir mettre en œuvre les projets, notamment dans le Briançonnais.

J'espère donc, mes chers collègues, que vous adopterez cet amendement.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial. La commission demande le retrait de l'amendement n° II-281 rectifié et demande l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° II-577 rectifié *ter* et II-578 rectifié *bis*.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Marina Ferrari, ministre. J'émet un avis défavorable sur l'amendement n° II-281 rectifié.

J'émet un avis favorable sur les amendements identiques n° II-577 rectifié *ter* et II-578 rectifié *bis* – en remerciant les parlementaires de leur travail.

J'ai participé, il y a quelques jours, à la commission de coordination du Comité international olympique (CIO). Les travaux avancent bien. Le projet Alpes 2030 est extrêmement important pour les territoires de montagne. Contrairement à ce que j'ai pu lire dans certains objets d'amendement, j'indique que ces Jeux seront les plus sobres, les plus responsables et les plus inclusifs possible. (*Mme Mathilde Ollivier ironise.*) Nous y travaillerons, madame la sénatrice, soyez-en assurée.

Mme la présidente. La parole est à Mme Mathilde Ollivier, pour explication de vote.

Mme Mathilde Ollivier. Mon amendement n° II-311 est tombé, puisqu'il n'y a plus assez de crédits sur le programme « Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030 », mais c'est en fait ce à quoi je voulais aboutir avec cet amendement...

Permettez-moi cependant de prendre la parole un instant sur ce sujet.

Vous nous dites, madame la ministre, que ces Jeux seront sobres, écologiquement et financièrement. Or le président du conseil départemental de la Savoie, département dont vous êtes élue, a déclaré qu'il se retirait de la phase de consultation. (*Mme la ministre s'exclame.*)

Des engagements avaient été pris en ce qui concerne la consultation des citoyens. Or, pour l'instant, nous ne voyons pas de réelle mise en œuvre de cette consultation. Nous sommes donc heureux qu'il n'y ait plus de budget pour ces Jeux !

Mme la présidente. Monsieur Panunzi, l'amendement n° II-281 rectifié est-il maintenu ?

M. Jean-Jacques Panunzi. Non, je le retire, madame la présidente.

Mme la présidente. L'amendement n° II-281 rectifié est retiré.

Madame la ministre, acceptez-vous de lever le gage sur les amendements n° II-577 rectifié *ter* et II-578 rectifié *bis* ?

Mme Marina Ferrari, ministre. Oui, madame la présidente.

Mme la présidente. Il s'agit donc des amendements n° II-577 rectifié *quater* et II-578 rectifié *ter*.

Je les mets aux voix.

J'ai été saisie d'une demande de scrutin public émanant du groupe Union Centriste.

Je rappelle que l'avis de la commission est favorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(*Le scrutin a lieu.*)

Mme la présidente. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 88 :

Nombre de votants	341
Nombre de suffrages exprimés	258
Pour l'adoption	242
Contre	16

Le Sénat a adopté.

Je suis saisie de huit amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-202, présenté par Mmes Ollivier et de Marco, MM. Benarroche, G. Blanc, Dantec, Dossus, Fernique et Gontard, Mme Guhl, MM. Jadot et Mellouli, Mme Poncet Monge, M. Salmon et Mmes Senée, Souyris et M. Vogel, est ainsi libellé :

I. – Créer le programme :

Plan d'urgence de rénovation et de sécurisation des piscines

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		200 000 000		200 000 000
Jeunesse et vie associative				
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
Plan d'urgence de rénovation et de sécurisation des piscines	200 000 000		200 000 000	
TOTAL	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Mathilde Ollivier.

Mme Mathilde Ollivier. À Croix, le petit bassin de la piscine est fermé après la découverte d'une grosse fuite. À Pau, soixante personnes sont évacuées après une fuite de chlore. Gangrenés par l'humidité, les bains de Dieppe ferment leurs portes.

Vous l'aurez compris, je souhaite mettre en lumière aujourd'hui un sujet particulièrement urgent : l'état de nos piscines.

La piscine municipale est un patrimoine vivant de notre République. Depuis l'opération « 1000 piscines » des années 1960, elle permet à des millions de Françaises et de Français d'apprendre à nager, de pratiquer un sport et d'accéder à des lieux de loisirs et de fraîcheur. Malheureusement, cet héritage arrive aujourd'hui en fin de vie. Près de 40 % des piscines sont vétustes, les installations techniques sont obsolètes et la crise énergétique menace leur fonctionnement.

Face à cette situation, la réponse est politique : investir dans nos piscines publiques pour garantir un service accessible à tous, partout sur le territoire, plutôt que de laisser se multiplier des piscines privées, coûteuses et inégalitaires. C'est surtout un enjeu de santé publique : permettre à nos enfants d'apprendre à nager.

Mme la présidente. L'amendement n° II-222 est devenu sans objet.

L'amendement n° II-193, présenté par Mmes Ollivier et de Marco, MM. Benarroche, G. Blanc, Dantec, Dossus, Fernique et Gontard, Mme Guhl, MM. Jadot et Mellouli, Mme Poncet Monge, M. Salmon et Mmes Senée, Souyris et M. Vogel, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>	143 000 000		143 000 000	
Jeunesse et vie associative		143 000 000		143 000 000
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL	143 000 000	143 000 000	143 000 000	143 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Mathilde Ollivier.

Mme Mathilde Ollivier. Défendu !

Mme la présidente. L'amendement n° II-463, présenté par M. Bacchi, Mme Corbière Naminzo, M. Ouzoulis et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky, est ainsi libellé :

I. – Créer le programme :

Soutien aux collectivités territoriales dans leur mission de rénovation et construction d'équipements sportifs

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		100 000 000		100 000 000
Jeunesse et vie associative				
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
Soutien aux collectivités territoriales dans leur mission de rénovation et construction d'équipements sportifs	100 000 000		100 000 000	
TOTAL	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Pierre Ouzoulis.

M. Pierre Ouzoulis. Défendu !

Mme la présidente. L'amendement n° II-442 rectifié, présenté par M. Savin, Mme Puissat, M. Michallet, Mme Belrhiti, MM. Reynaud et Panunzi, Mmes Lassarade et Ventalon, MM. Brisson, de Nicolaÿ, Bruyen et H. Leroy, Mme Bellamy et MM. Genet et Gremillet, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>	50 000 000		50 000 000	
Jeunesse et vie associative		50 000 000		50 000 000
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000

SOLDE	0	0
-------	---	---

<p>La parole est à M. Michel Savin.</p> <p>M. Michel Savin. Défendu !</p> <p>Mme la présidente. L'amendement n° II-221 est devenu sans objet.</p> <p>Les deux amendements suivants sont identiques.</p> <p>L'amendement n° II-247 rectifié <i>bis</i> est présenté par Mme Belrhiti, M. H. Leroy, Mmes V. Boyer et Aeschlimann, M. Panunzi, Mmes Lassarade, Bellamy et Gosselin, M. Genet et Mmes P. Martin et Muller-Bronn.</p>	<p>L'amendement n° II-446, présenté par Mme N. Delattre et M. Laouedj, est ainsi libellé :</p> <p>I. – Créer le programme :</p> <p>Fonds d'accompagnement aux collectivités pour la rénovation et la construction d'infrastructures sportives</p> <p>II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :</p>
--	--

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		5 000 000		5 000 000
Jeunesse et vie associative				
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
Fonds d'accompagnement aux collectivités pour la rénovation et la construction d'infrastructures sportives	5 000 000		5 000 000	
TOTAL	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Béatrice Gosselin, pour présenter l'amendement n° II-247 rectifié *bis*.

Mme Béatrice Gosselin. Défendu !

Mme la présidente. La parole est à M. Ahmed Laouedj, pour présenter l'amendement n° II-446.

M. Ahmed Laouedj. Le parc sportif, majoritairement construit il y a plus de quarante ans, nécessite aujourd'hui des investissements urgents pour garantir la sécurité, l'accessibilité et la qualité de l'accueil des usagers.

Les collectivités locales, qui financent déjà plus de 80 % de ces infrastructures, se heurtent à une contrainte budgétaire croissante qui limite leur capacité à engager les opérations de rénovation, de mise aux normes et de modernisation énergétique pourtant indispensables.

Avec cet amendement, nous souhaitons mettre en place un outil ciblé, simple et immédiatement mobilisable, permettant d'orienter les moyens vers des projets prioritaires, à savoir la réhabilitation des gymnases et piscines, la sécurisation des stades, l'amélioration énergétique des bâtiments ou l'adaptation aux nouvelles pratiques.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial. La commission des finances est favorable à l'amendement n° II-442 rectifié de M. Savin et demande que les autres amendements soient rendus identiques à celui-ci.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Marina Ferrari, ministre. Je suis défavorable à l'ensemble de ces amendements.

Toutefois, comme je l'ai indiqué dans mon propos liminaire, une attention particulière doit être portée aux piscines et nous avons prévu 20 millions d'euros à ce titre.

Si le rehaussement du plafond de la taxe sur les paris sportifs venait à être maintenu au cours de la navette parlementaire, nous pourrions bien évidemment accentuer cet effort en faveur des piscines. Il est en effet essentiel que nous puissions continuer à rénover ces équipements.

Mme la présidente. Madame Ollivier, acceptez-vous de retirer votre amendement n° II-202 et de rectifier votre amendement n° II-193 pour le rendre identique à l'amendement n° II-442 rectifié ?

Mme Mathilde Ollivier. Oui, madame la présidente.

Je veux simplement ajouter qu'il est nécessaire de respecter la trajectoire de « Génération 2024 » et de prévoir un budget à la hauteur des engagements qui ont été pris en matière d'équipements sportifs. Cela doit se faire non seulement d'un point de vue quantitatif, mais aussi sur le plan qualitatif.

Mme la présidente. Il s'agit donc de l'amendement n° II-193 rectifié et l'amendement n° II-202 est retiré.

Mes chers collègues, acceptez-vous de rectifier vos amendements pour les rendre identiques à l'amendement n° II-442 rectifié ? (*Assentiment.*)

Il s'agit donc des amendements n°s II-463 rectifié, II-247 rectifié *ter* et II-446 rectifié.

La parole est à M. David Ros, pour explication de vote.

M. David Ros. Même si mon amendement n° II-221 est tombé à l'eau (*Sourires.*), je tiens à souligner l'importance majeure du sujet des piscines.

Le nombre de décès a augmenté de 45 % entre 2024 et 2025. Il y a donc une réelle nécessité d’établir un véritable plan d’urgence. Nous avons d’ailleurs eu l’occasion d’évoquer ce sujet avec Mme la ministre au moment de son audition devant la commission.

Mme la présidente. La parole est à M. Michel Savin, pour explication de vote.

M. Michel Savin. Je tiens à remercier mes collègues qui ont bien compris qu’il fallait que nous jouions groupés pour donner la possibilité à Mme la ministre de récupérer, dans les arbitrages, ces 50 millions d’euros en direction de la politique sportive.

C’est d’autant plus important que, du fait des amendements que nous avons votés précédemment, le budget du sport a été fortement affecté – à hauteur de 61 millions d’euros – par des transferts vers le programme « Jeunesse et vie associative ».

Mme la présidente. Je mets aux voix les amendements identiques n° II-193 rectifié, II-463 rectifié, II-442 rectifié, II-247 rectifié *ter* et II-446 rectifié.

(Les amendements sont adoptés.)

Mme la présidente. Les amendements n° II-203 et II-224 sont devenus sans objet.

Je suis saisie de deux amendements identiques.

L’amendement n° II-197 est présenté par Mmes Ollivier et de Marco, MM. G. Blanc, Dantec, Dossus, Fernique et Gontard, Mme Guhl, MM. Jadot et Mellouli, Mme Poncet Monge, M. Salmon et Mmes Senée, Souyris et M. Vogel.

L’amendement n° II-422 rectifié est présenté par M. Ouizille, Mme Artigalas, MM. Bourgi et Redon-Sarrazy, Mme Bélim, M. Ros, Mmes Le Houerou et Poumirol, M. Uzenat, Mme Canalès, MM. Marie et M. Weber et Mme Conconne.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d’engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		120 000 000		120 000 000
Jeunesse et vie associative	120 000 000		120 000 000	
Jeux olympiques et paralympiques d’hiver 2030				
TOTAL	120 000 000	120 000 000	120 000 000	120 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Mathilde Ollivier, pour présenter l’amendement n° II-197.

Mme Mathilde Ollivier. Cet amendement tend à créer un fonds unique de soutien aux départs en vacances. Chaque année, près de cinq millions d’enfants ne partent pas en vacances. Ce chiffre particulièrement alarmant s’accompagne d’une inégalité persistante dès le plus jeune âge.

Malheureusement, ce sujet ne semble pas être considéré avec le sérieux qu’il mérite, malgré l’existence de dispositifs tels que Vacaf, le Pass colo ou les chèques-vacances. Les aides restent dispersées, complexes et inefficaces. Priver un enfant de vacances, ce n’est pas seulement limiter son temps de loisir, c’est creuser les inégalités sociales dès l’enfance.

Or chaque séjour collectif est un véritable lieu de rencontre, de mixité sociale et d’apprentissage de la vie en société. Les jeunes n’ont pas besoin d’un service militaire imposé ; ils ont besoin d’espaces libres pour se construire, se rencontrer, découvrir le monde.

Nous proposons, avec cet amendement, une solution simple et efficace : la création d’un fonds unique versé directement aux structures organisatrices.

Mme la présidente. La parole est à M. Alexandre Ouizille, pour présenter l’amendement n° II-422 rectifié.

M. Alexandre Ouizille. Ce fonds de soutien aux départs en vacances vise deux objectifs assez simples.

Le premier objectif est de rationaliser l’existant. Nous avons aujourd’hui un maquis de dispositifs, avec des taux de recours assez faibles, que l’on regarde les dispositifs des caisses d’allocations familiales ou ceux de l’Agence nationale pour les chèques-vacances.

Ainsi, 40 % des enfants de notre pays ne partent pas en vacances, avec un marqueur social très fort entre ceux qui peuvent partir et ceux qui ne le peuvent pas.

Le deuxième objectif de cet amendement est d’amplifier l’effort en termes d’accès aux loisirs. Nous nous donnons comme objectif d’atteindre 300 000 enfants, chacun bénéficiant d’une aide moyenne de 400 euros, mais avec une prise en compte du quotient familial.

Mme la présidente. Quel est l’avis de la commission ?

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial. Demande de retrait.

Mme la présidente. Quel est l’avis du Gouvernement ?

Mme Marina Ferrari, ministre. Je suis d’accord pour donner une lisibilité aux différents dispositifs et pour rationaliser l’existant, mais pas pour créer un nouveau fonds. Il me semble que nous pouvons largement gagner en efficacité dans le cadre actuel.

L’avis est donc défavorable.

Mme la présidente. Je mets aux voix les amendements identiques n° II-197 et II-422 rectifié.

J'ai été saisie de deux demandes de scrutin public émanant, l'une, du groupe Union Centriste et, l'autre, du groupe Les Républicains.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(*Le scrutin a lieu.*)

Mme la présidente. Personne ne demande plus à voter?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 89 :

Nombre de votants 341

Nombre de suffrages exprimés 340

Pour l'adoption 115

Contre 225

Le Sénat n'a pas adopté.

Je suis saisie de cinq amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-465, présenté par M. Bacchi, Mme Corbière Naminzo, M. Ouzoulis et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		37 000 000		37 000 000
Jeunesse et vie associative	37 000 000		37 000 000	
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL	37 000 000	37 000 000	37 000 000	37 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Silvana Silvani.

Mme Silvana Silvani. Dans la France de 2025, le droit aux vacances reste profondément inégalitaire. Les chiffres sont implacables.

Selon la fondation Jean-Jaurès, les deux tiers des Français ont dû renoncer au moins une fois à partir en vacances d'été pour des raisons financières au cours des cinq dernières années précédant 2019. Quatre sur dix y renonçaient souvent.

Parmi les familles les plus pauvres, 59 % déclarent renoncer aux vacances d'été, alors même que la définition officielle des vacances est minimale : quatre nuits hors du domicile.

L'étude parle d'une véritable ligne de faille sociologique. Cela apparaissait encore plus nettement, lorsque 61 % des « gilets jaunes » expliquaient ne pas pouvoir partir en vacances.

Cette fracture est ancienne. Dans les années 1960, grâce aux comités d'entreprise et à l'action volontariste de nombreuses communes, en particulier communistes, 4 millions d'enfants partaient chaque année en colonie. Ils sont à peine 1,5 million aujourd'hui et ce chiffre décroît, tous les organismes étant étreignés par les coûts et la baisse des aides publiques...

Mme la présidente. L'amendement n° II-204, présenté par Mmes Ollivier et de Marco, MM. Benarroche, G. Blanc, Dantec, Dossus, Fernique et Gontard, Mme Guhl, MM. Jadot et Mellouli, Mme Poncet Monge, M. Salmon et Mmes Senée, Souyris et M. Vogel, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		36 800 000		36 800 000
Jeunesse et vie associative	36 800 000		36 800 000	
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				

TOTAL	36 800 000	36 800 000	36 800 000	36 800 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Mathilde Ollivier.

Mme Mathilde Ollivier. Créé en pleine crise sanitaire pour compenser les pertes éducatives, le dispositif des colos apprenantes permet chaque année à 400 000 jeunes issus des milieux les plus fragiles ou en situation de handicap de bénéficier de séjours collectifs et éducatifs. Il constitue également un soutien essentiel aux associations qui font vivre l'éducation populaire sur le terrain.

Permettez-moi de manifester mon incompréhension. Nous avons eu, avec une ministre précédente, des échanges sur ce dispositif, dont les évaluations étaient très positives quant à sa mise en œuvre et à l'adhésion des enfants. Il est donc triste de

constater qu'il est supprimé et que les moyens consacrés à cette politique sont sabrés. Cet amendement est donc absolument essentiel.

Mme la présidente. Les amendements identiques n^{os} II-223 et II-396 rectifié *bis* sont devenus sans objet.

L'amendement n^o II-313 rectifié *bis*, présenté par Mme Gosselin, MM. J.B. Blanc et Cambon, Mme Canayer, M. Genet, Mme Gruny, MM. H. Leroy, Margueritte, Naturel, Panunzi et Saury, Mme Ventalon et M. C. Vial, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Sport <i>dont titre 2</i>		10 000 000		10 000 000
Jeunesse et vie associative	10 000 000		10 000 000	
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030				
TOTAL	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Béatrice Gosselin.

Mme Béatrice Gosselin. Les colos apprenantes seront supprimées en 2026, mais des colonies devraient être proposées aux enfants par les caisses d'allocations familiales.

Néanmoins, certains ne bénéficieront pas de ce dispositif, en particulier ceux qui ne sont pas automatiquement allocataires, comme les enfants de l'ASE, les enfants en situation de handicap ou ceux qui relèvent de la MSA.

C'est pourquoi cet amendement tend à allouer 10 millions d'euros pour conforter ce dispositif et permettre à tous les enfants qui le méritent de vivre ces événements de sociabilité, qui sont importants pour leur émancipation.

Mme la présidente. Quel est l'avis de la commission ?

M. Éric Jeansannetas, rapporteur spécial. La commission demande le retrait des amendements n^{os} II-465 et II-204 et s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n^o II-313 rectifié *bis*.

Mme la présidente. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Marina Ferrari, ministre. Comme je l'ai indiqué, nous avons bien avancé avec la Cnaf pour un montant qui devrait être de 20 millions d'euros.

Madame Gosselin, je veux vous remercier de l'attention particulière que vous portez aux publics les plus fragiles. Nous continuons de travailler pour trouver des solutions, car vous avez raison : des enfants se trouvent dans des situations très difficiles et nous devons rester en mesure de les accompagner.

Le Gouvernement est cependant défavorable à l'ensemble de ces amendements.

Mme la présidente. La parole est à M. Adel Ziane, pour explication de vote.

M. Adel Ziane. La question des colos apprenantes est un sujet extrêmement important.

Je voudrais rappeler que ce projet a émergé durant la crise de la covid-19 en 2020. Il a permis à des familles en difficulté, d'une part, de pouvoir sortir et partir en vacances, d'autre part, de réduire la fracture éducative qui s'était amplifiée et qui a connu une expression très forte durant cette période.

Plus de 400 000 enfants ont pu bénéficier de ce dispositif depuis l'été 2020, dont 80 000 en 2024.

Nous soutenons donc les amendements qui ont été déposés sur ce sujet.

Mme la présidente. La parole est à Mme Annick Billon, pour explication de vote.

Mme Annick Billon. Mon amendement n^o II-396 rectifié *bis* portait sur le même sujet, mais il est tombé pour les raisons qui ont été évoquées.

Les colonies de vacances ont 150 ans. Elles ont traversé toutes les crises et tous les gouvernements.

De leur côté, les colos apprenantes ont fait leurs preuves et je souhaite que le budget qui est alloué à ce dispositif soit rétabli. Il faut à tout le moins que l'amendement de Béatrice Gosselin, qui vise un public spécifique qui en a particulièrement besoin, soit adopté.

Mme la présidente. La parole est à Mme Silvana Silvani, pour explication de vote.

Mme Silvana Silvani. Nous savons que ce dispositif, qui existe depuis cinq ans et qui est venu compléter celui des vacances collectives pour enfants, permet à des milliers d'enfants qui ne partent pas en vacances habituellement de découvrir des sites, des lieux, des univers, des groupes. Ce sont souvent leurs seules vacances.

Madame la ministre, vous parlez d'une négociation en cours, mais, pour l'instant, ce qui est factuel, c'est la suppression de ce dispositif. Faut-il supprimer un dispositif pour en recréer un autre ? Il serait plus efficace de maintenir le dispositif existant.

Il ne s'agit pas non plus des sommes les plus mirobolantes qui soient. Les enfants et leurs vacances, en particulier celles des plus démunis, ne doivent pas être une variable d'ajustement comptable !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° II-465.

J'ai été saisie d'une demande de scrutin public émanant du groupe Union Centriste.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 90 :

Nombre de votants	341
Nombre de suffrages exprimés	341
Pour l'adoption	133
Contre	208

Le Sénat n'a pas adopté.

Mme Silvana Silvani. C'est scandaleux !

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° II-204.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Mme la présidente. Je mets aux voix l'amendement n° II-313 rectifié bis.

J'ai été saisie d'une demande de scrutin public émanant du groupe Union Centriste.

Je rappelle que la commission s'en remet à la sagesse du Sénat et que l'avis du Gouvernement est défavorable.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

Mme la présidente. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 91 :

Nombre de votants	341
Nombre de suffrages exprimés	341
Pour l'adoption	322
Contre	19

Le Sénat a adopté. *(Applaudissements sur des travées du groupe SER. – Mme Sonia de La Provôté applaudit également.)*

Madame la ministre, mes chers collègues, nous avons dépassé le terme du temps imparti pour l'examen de la mission « Sport, jeunesse et vie associative ».

Il nous reste onze amendements à examiner. Conformément à l'organisation de nos travaux décidée par la conférence des présidents et en accord avec la commission des finances, la suite de l'examen de cette mission est reportée à la fin de la semaine.

Mes chers collègues, nous allons interrompre nos travaux pour quelques instants.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-huit heures vingt-deux, est reprise à dix-huit heures vingt-quatre.)

Mme la présidente. La séance est reprise.

Outre-mer

Mme la présidente. Le Sénat va examiner les crédits de la mission « Outre-mer ».

La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. Georges Patient, rapporteur spécial de la commission des finances. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, le principal objectif de la mission « Outre-mer » du budget général de l'État est le rattrapage des écarts entre les territoires d'outre-mer et l'Hexagone. Cela est d'autant plus important dans le contexte actuel de crise aiguë que traversent un grand nombre de territoires ultramarins.

Le passage du cyclone Chido et de la tempête Dikeledi à Mayotte a provoqué des dégâts chiffrés à 3,4 milliards d'euros sur les infrastructures. Les pertes d'activité économique, quant à elles, s'élèvent à près de 50 millions d'euros. À La Réunion, le cyclone Garance a causé des dégâts d'un montant proche de 850 millions d'euros. En Nouvelle-Calédonie, les émeutes de 2024 ont entraîné des destructions d'un coût supérieur à 2 milliards d'euros.

La crise de la vie chère frappe également un grand nombre de nos concitoyens en outre-mer. Selon l'Insee, en 2022, les prix sont plus élevés de 15,8 % en Guadeloupe, de 13,8 % en Martinique et de 13,7 % en Guyane.

Cette situation n'est pas supportable et génère de fortes frustrations parmi les populations. L'État doit contribuer à trouver des solutions conjointement avec les collectivités. Un projet de loi relatif à ce sujet a d'ailleurs été récemment discuté ici au Sénat.

Dans ces conditions, le budget proposé pour la mission « Outre-mer » ne permet pas, dans sa version actuelle, de répondre aux enjeux des territoires ultramarins. Les autorisations d'engagement s'élèvent à 2,91 milliards d'euros et les crédits de paiement à 2,83 milliards d'euros.

Par rapport à la loi de finances initiale pour 2025, c'est une perte de 628 millions d'euros en autorisations d'engagement, soit 21,6 %, et de 183 millions d'euros en crédits de paiement, soit 5,4 %. Un cinquième du budget : une véritable saignée, madame la ministre !

Le programme 138, « Emploi outre-mer », qui regroupe les compensations d'exonérations sociales spécifiques aux outre-mer, issues de la loi pour le développement économique des outre-mer, dite Lodeom, supporte à lui seul une baisse de 340 millions d'euros en raison de la réforme de ces exonérations prévues à l'article 9 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026.

Ainsi, le barème dit d'innovation et de croissance serait supprimé, tout comme les exonérations sur les rémunérations supérieures à deux Smic.

Une telle réforme occasionnerait une hausse de 5 % à 8 % de la masse salariale pour les entreprises ultramarines. Dans le contexte actuel, cette réforme est tout simplement insoutenable pour elles.

Nous saluons donc sa suppression, tant par le Sénat que par l'Assemblée nationale, et nous espérons que cela restera le cas dans la version finale du projet de loi de financement de la sécurité sociale. Nous attendons, par voie de conséquence, un rehaussement des crédits du programme 138.

J'en viens plus précisément aux crédits de la mission.

Je souhaite notamment évoquer devant vous la hausse apparente des dotations aux collectivités territoriales, qui s'élèvent à 453 millions d'euros.

En particulier, le présent projet de loi prévoit une dotation de 200 millions d'euros en autorisations d'engagement et de 125 millions d'euros en crédits de paiement pour Mayotte, qui est opportune pour financer la reconstruction de ce territoire et participer à la stratégie quinquennale de refondation adoptée par notre assemblée en juin dernier.

Par ailleurs, 30 millions d'euros sont destinés à financer la réponse aux dégâts occasionnés par le passage du cyclone Garance à La Réunion en février dernier.

Enfin, 10 millions d'euros sont prévus pour la Nouvelle-Calédonie. Les besoins du territoire calédonien ont été évalués à 110 millions d'euros au total, soit un montant inférieur à la dotation de reconstruction de 200 millions d'euros adoptée en loi de finances initiale pour 2025. Toutefois, les crédits de paiement prévus en 2025 et 2026 ne sont pas suffisants pour couvrir ces besoins.

Par ailleurs, la dotation du fonds de secours pour l'outre-mer est largement rehaussée, ce que nous saluons : elle passe de 10 millions d'euros à 17 millions, en partie pour répondre aux besoins des producteurs de canne à sucre à La Réunion, qui ont largement souffert du passage du cyclone Garance.

Le fonds de secours pour l'outre-mer est en outre réformé, puisque sa part consacrée aux collectivités est transférée à la dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités territoriales.

Il serait utile, madame la ministre – je sais que vous y êtes prête –, de créer un nouveau programme pour distinguer ce qui est ponctuel, en réponse à des situations d'urgence, de ce qui relève de l'investissement de long terme, du rattrapage. En effet, ces hausses de dotation liées à des événements exceptionnels masquent, voire provoquent des baisses de dotations structurelles aux collectivités territoriales.

C'est le cas pour la Guyane. La suppression de la dotation à la collectivité territoriale de Guyane (CTG) est particulièrement dommageable, d'autant que l'État s'était engagé, par un accord structurel 2024-2026 à lui fournir 30 millions d'euros par an en attendant la création d'une nouvelle structure de recettes.

De même, les baisses des dotations d'équipement scolaire sont particulièrement pénalisantes : elles représentent 37,6 millions d'euros en autorisations d'engagement et 24,43 millions en crédits de paiement, contre respectivement 80,5 millions d'euros et 31,9 millions d'euros en loi de finances initiale pour 2025. Une telle diminution des subventions d'équipement scolaire est très regrettable au vu des besoins importants du territoire guyanais. Pour votre information, la dernière rentrée des classes a vu l'ouverture de onze établissements scolaires en Guyane.

C'est pourquoi j'ai déposé plusieurs amendements de rétablissement de crédits, qui, je l'espère, obtiendront le soutien de mes collègues et une appréciation compréhensive du Gouvernement.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial de la commission des finances. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, comme l'a dit mon collègue Georges Patient, la commission des finances a adopté les crédits de la mission « Outre-mer ». Nous estimons toutefois, en tant qu'élus ultramarins, ne pas pouvoir les voter tels quels.

Les crédits alloués à la politique de continuité territoriale augmentent de 2,5 millions d'euros, ce que nous saluons. Nous notons toutefois que les dispositifs de mobilité votés en loi de finances initiale pour 2024 n'ont toujours pas été mis en œuvre, faute de publication du texte d'application. Les crédits prévus pourraient ne pas suffire à répondre à l'ensemble des demandes.

Par ailleurs, les moyens de l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité (Ladom) sont rabotés de 2,5 millions d'euros et, surtout, de cinq emplois, alors que la situation financière de l'agence est déjà fragile, celle-ci n'arrivant pas à répondre à l'ensemble des demandes de subvention qui lui sont adressées.

Je note par ailleurs, comme chaque année, que la dotation de continuité territoriale de la Corse est de 187 millions d'euros, soit un montant trois fois supérieur à celui dont bénéficient les 2,7 millions d'Ultramarins. Une telle situation est très regrettable et devrait être corrigée.

Un mot sur le financement du logement : la ligne budgétaire unique (LBU), qui finance le logement social en outre-mer, est diminuée de près de 5 millions d'euros en autorisations d'engagement, mais augmentée d'un montant équivalent en crédits de paiement, ce qui lui permettra de couvrir une partie de ses engagements passés. La baisse des engagements prévus par le présent budget est toutefois dommageable. L'objectif de la LBU est en effet de financer la production de logements sociaux, de résorber l'habitat indigne et de venir en aide aux ménages modestes qui doivent mener des travaux de réhabilitation de leur habitation.

La loi de programmation relative à l'égalité réelle en outre-mer de 2017 avait prévu un objectif de construction de 150 000 logements d'ici à 2027, dont 130 000 financés par l'État. Pourtant, en 2024, seuls 80 000 nouveaux logements ont été construits, soit 61 % de la cible. Les efforts en faveur du logement social en outre-mer doivent donc être poursuivis, et même renforcés.

Concernant les contrats de convergence et de transformation (CCT), au sujet desquels mon collègue Georges Patient et moi-même avons réalisé un rapport de contrôle, nous saluons la hausse de 90 millions d'euros en crédits de paiement qui leur est accordée.

Nous notons toutefois qu'à la troisième année sur quatre ans de contractualisation, seuls 46 % des montants contractualisés auront été engagés. Une renégociation des CCT serait d'ailleurs envisagée, ce que nous suivrons avec attention. Nous regrettons en tout cas que l'État ne tienne pas ses engagements, alors que les collectivités et les porteurs de projets se sont investis localement.

Le fonds exceptionnel d'investissement (FEI) perd quant à lui 31 millions d'euros en crédits de paiement et 50 millions d'euros en autorisations d'engagement, dans une optique de redressement des comptes publics. Ce sont autant de projets d'investissement locaux nécessaires à la population qui ne pourront être réalisés. La justification par le cycle électoral avancée par le Gouvernement ne nous paraît pas convaincante.

En sus des crédits budgétaires, les dépenses fiscales associées à la mission contribuent à la dynamisation de l'économie, à l'attractivité des territoires et à l'effort général de rattrapage de l'écart de niveau socio-économique entre l'outre-mer et l'Hexagone. Sur les deux programmes de la mission, celles-ci devraient s'établir, en 2026, à 4,7 milliards d'euros, soit presque deux fois plus que les crédits budgétaires inscrits dans la mission « Outre-mer ».

Entre 2025 et 2026, elles enregistrent une hausse de 3,2 %. Cette hausse est sensiblement identique à celle qui a été constatée entre 2024 et 2025. Nous saluons cette évolution, les outils fiscaux étant indispensables pour permettre le développement économique des territoires ultramarins, ainsi que pour compenser les déséquilibres avec l'Hexagone concernant, notamment, les prix des biens. Nous nous félicitons d'ailleurs de la suppression, lors de l'examen de la première partie du projet de loi de finances, de l'article 7, qui diminuait les dispositifs d'aide fiscale à l'investissement productif en outre-mer.

En complément des crédits de la mission « Outre-mer » et des dépenses fiscales, les territoires d'outre-mer bénéficient de crédits en provenance d'autres programmes du budget général.

Le montant total des contributions budgétaires s'élève à 21,9 milliards d'euros. Si l'on exclut la diminution des crédits budgétaires du programme « Service public de l'énergie », qui est compensée par une affectation de taxe, l'effort de l'État baisse tout de même encore de 1,5 % par rapport à 2025. Une telle diminution est incompréhensible, compte tenu des crises auxquelles les territoires ultramarins ont été confrontés cette année.

Cette baisse est essentiellement due à la diminution des crédits de la mission « Outre-mer », dont nous venons de parler, et, dans une moindre mesure, à la baisse de ceux de la mission « Écologie, développement et mobilité durables ».

En particulier, les crédits du fonds vert, dont bénéficient les territoires ultramarins, suscitent des interrogations. En effet, il s'agit d'un financement sur projet qui est largement utilisé en outre-mer. Ainsi, en 2024, quelque 309 dossiers avaient été déposés pour un montant total de plus de 87 millions d'euros de subventions en autorisations d'engagement. *(Applaudissements sur les travées du groupe RDPI.)*

Mme la présidente. La parole est à Mme le rapporteur pour avis. *(Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains.)*

Mme Micheline Jacques, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, ces temps difficiles doivent nous pousser à trouver d'autres leviers de financement et de

développement. Je ne donnerai que deux exemples : l'adaptation des normes et une meilleure utilisation des fonds européens. À cet égard, j'ai été alertée sur le risque que plus de 150 millions d'euros de fonds européens destinés aux outre-mer soient dégagés d'office à la fin de cette année, faute d'avoir été consommés à temps.

Même si je suis convaincue que les difficultés structurelles ne se régleront pas avec ce budget, j'ai proposé à la commission des affaires économiques d'émettre un avis favorable sur l'adoption des crédits de la mission « Outre-mer ».

Pourquoi défendre une telle position ?

Notre avis favorable n'est pas une marque de complaisance ou de naïveté. Il doit s'interpréter comme un appel à créer les conditions d'un cadre fiscal plus stable, davantage favorable à la croissance, car les à-coups budgétaires entretiennent le cercle vicieux du « mal-développement » et de la dépense publique. Ces temps budgétaires contraints doivent nous conforter dans la résolution de rendre efficace chaque euro dépensé et nous conduire à raisonner en termes de réforme durable. Travaillons ensemble, avec les acteurs économiques.

Le Sénat devra prendre l'initiative d'une réflexion approfondie sur tout ajustement du dispositif Lodéom, en veillant à éviter toute « smicardisation » des économies ultramarines et en garantissant la lutte contre le travail informel.

Les débats à l'Assemblée nationale et au Sénat ont fait entendre raison au Gouvernement et l'ont conduit à revenir sur les propositions les plus économiquement déstabilisantes. Sur le dispositif Lodéom tout d'abord : cet outil d'adaptation doit au contraire être conforté pour devenir plus efficient. Le Gouvernement a également bougé sur la déqualification.

Je note ensuite que les sommes inscrites pour la reconstruction de Mayotte correspondent à la trajectoire fixée dans la loi de programmation pour la refondation de Mayotte.

Enfin, je me réjouis que les crédits de paiement de la LBU soient en hausse.

Vous l'aurez compris, madame la ministre, mes chers collègues, c'est dans un esprit vigilant et exigeant que je voterai en faveur des crédits de la mission « Outre-mer ».

Les économies mal ciblées sont les dépenses de demain.

Mme la présidente. La parole est à M. le rapporteur pour avis. *(M. Thani Mohamed Soilihi applaudit.)*

M. Teva Rohfritsch, rapporteur pour avis de la commission des lois. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, la géographie de nos territoires d'outre-mer nous impose des défis considérables, qui pèsent sur nos leviers de développement économique et nos conditions de vie.

Les faits sont têtus : le taux de chômage est bien plus élevé en outre-mer que dans l'Hexagone ; la tension sociale couve ; les problèmes d'accès à l'eau sont criants ; le fléau de la vie chère est partout ; les crises migratoires, la délinquance et la montée des narcotrafics dans tous les territoires forment autant de points saillants d'une actualité bien éloignée des images d'Épinal du farniente dans nos douceurs tropicales.

Non, il ne s'agit pas de tout justifier en présentant nos territoires comme des épicentres de la misère humaine, mais avec en moyenne un tiers de la population sous le seuil de pauvreté, nier ces évidences, à l'inverse, relèverait de l'ignorance coupable, de l'irresponsabilité politique et du déni constitutionnel. Or nos difficultés se sont aggravées en 2025, en raison de la répétition de crises climatiques, mais aussi politiques et sociales dans tous les océans.

Madame la ministre, comme l'ont très justement rappelé mes collègues rapporteurs spéciaux, dont je salue le travail, l'objectif des crédits de la mission « Outre-mer » est de rattraper les écarts économiques persistants entre nos territoires et l'Hexagone. L'État doit tenir ses engagements.

Aussi, la baisse massive des crédits de la mission « Outre-mer » de plus de 18 % en autorisations d'engagement, soit 628 millions d'euros de moins, est tout simplement inacceptable. Nous appelons à un minimum de cohérence sur les moyens consacrés aux outre-mer au sein de notre République française, et ce au nom de cette promesse d'égalité et de fraternité qui fonde notre contrat social. N'oublions pas que la France rayonne sur tous les océans grâce à ses outre-mer.

Cette baisse massive de crédits sera comprise par nos territoires non pas comme un effort collectif, mais comme un sacrifice sur l'autel budgétaire. Nous ne sommes ni sourds ni aveugles : nous constatons l'étroitesse des marges de manœuvre face au déficit public national colossal. Cependant, combien coûteront à terme ces économies, relatives à l'échelle nationale, mais bien lourdes à l'échelle de chacun de nos territoires ?

Oui, il faut mieux dépenser et investir durablement plutôt que seulement faire tourner de vieux moteurs. Nous devons trouver de nouveaux relais de croissance économique. Et nos territoires ultramarins disposent d'atouts considérables : le dynamisme de la jeunesse, l'abondance des ressources naturelles et maritimes, la capacité d'innovation sont autant de forces que nous pouvons mieux mobiliser pour réussir ce pari du développement durable. Vus sous ce prisme, les outre-mer sont non pas des fardeaux, mais bien des laboratoires pour la France et pour l'Europe en ce qui concerne la transition énergétique, l'économie bleue, le numérique, la souveraineté alimentaire ou encore la connectivité des territoires isolés.

Travaillons ensemble, madame la ministre, pour dépenser mieux, mais pas moins ; agissons avec efficacité pour faire émerger des solutions opérationnelles, partageables entre territoires et surtout mises en œuvre rapidement.

Vous l'aurez donc compris, considérant qu'il est urgent de préserver des moyens publics face aux difficultés majeures rencontrées par nos territoires, la commission des lois a émis un avis défavorable sur l'adoption des crédits de la mission « Outre-mer ». Madame la ministre, nous serons attentifs à votre position sur les amendements présentés par les élus de nos territoires de manière raisonnable et constructive. J'espère vous avoir éclairée avec ces quelques observations. *(Mmes Sophie Briante Guillemont et Solanges Nadille applaudissent.)*

Organisation des travaux

Mme la présidente. Mes chers collègues, avant de donner la parole aux orateurs des groupes, et pour la bonne information de tous, je vous indique que 161 amendements sont à examiner sur cette mission.

La conférence des présidents a fixé la durée maximale de la discussion à quatre heures. Compte tenu de l'organisation de la journée, nous pourrions prévoir une heure quarante-cinq de discussion supplémentaire pour terminer son examen aux alentours de une heure trente cette nuit.

Au-delà, conformément à l'organisation de nos travaux décidée par la conférence des présidents et en accord avec la commission des finances, la suite de l'examen de cette mission sera reportée à la fin de la semaine.

En outre, la conférence des présidents, réunie mercredi 3 décembre, a décidé que, lorsque le nombre d'amendements déposés ne paraît pas pouvoir garantir leur examen serein dans les délais impartis, les temps de parole seraient fixés, sur proposition de la commission des finances, à une minute.

Concernant la présente mission, même avec les marges que nous avons dégagées, le nombre d'amendements à examiner, rapporté à la durée dont nous disposons aujourd'hui, nous conduit à devoir observer un rythme de trente-huit amendements par heure, ce qui est élevé. Aussi, afin de nous donner toutes les chances de terminer aujourd'hui l'examen de cette mission et en application de la décision de la conférence des présidents, les durées d'intervention seront fixées à une minute.

Outre-mer (suite)

Mme la présidente. Mes chers collègues, je vous rappelle que le temps de parole attribué à chaque groupe pour chaque unité de discussion comprend le temps d'intervention générale et celui de l'explication de vote.

Par ailleurs, le Gouvernement dispose au total de quinze minutes pour intervenir.

Dans la suite de la discussion, la parole est à Mme Lana Tetuanui. *(Mmes Sonia de La Provôté, Annick Girardin ainsi que M. Teva Rohfritsch applaudissent.)*

Mme Lana Tetuanui. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, *ia ora na*.

Nous examinons les crédits alloués aux outre-mer dans un contexte politique assez ubuesque, une situation budgétaire très tendue, avec des situations alarmantes spécifiques à chaque territoire. Il est ainsi affiché une baisse de presque 18 % en autorisations d'engagement et de 5,1 % en crédits de paiement par rapport à la loi de finances initiale pour 2025.

Je serais presque tentée de qualifier cette année d'*annus horribilis* pour nos outre-mer. S'il apparaît impératif de réduire le déficit public, il est difficile de concevoir cette exigence dans les territoires ultramarins, où les difficultés persistent : Mayotte dans l'océan Indien, la vie chère dans les Caraïbes, la Nouvelle-Calédonie, dans le Pacifique, à l'heure de la reconstruction... À ce sujet, la situation chez mes voisins exige une veille vigilante, car la situation institutionnelle demeure fragile et nécessite la poursuite de consultations.

Madame la ministre, le portefeuille des outre-mer n'est pas de tout repos. Au passage, permettez-moi de vous rappeler que, depuis presque cinq ans, nous aurons vu passer pas moins de six ministres.

Nous avons tous été surpris du coup de rabet massif affectant l'outil essentiel du développement économique. Telle qu'elle était présentée à l'origine à l'article 7 de ce projet de loi de finances, sans la moindre étude d'impact, la réforme venait amputer le dispositif de soutien fiscal à l'investissement productif. Dans les départements d'outre-mer, c'est la réforme de la Lodéom qui est également dénoncée.

Si de telles réformes s'avèrent nécessaires vues de Paris, la concertation préalable entre l'État et les acteurs locaux doit être privilégiée pour connaître tous les effets induits de toute évolution de la fiscalité applicable aux outre-mer. Aussi, je

salue la sagesse du Gouvernement qui, à l'écoute de nos préoccupations, s'engage pour une adaptation des dispositifs fiscaux aux réalités de chaque territoire ultramarin.

Permettez-moi à présent d'intervenir sur les crédits se rapportant plus spécifiquement à ma collectivité. Je me félicite ainsi du maintien de notre dotation globale d'autonomie (DGA), figée dans le marbre sur notre initiative au Sénat, en 2019. Il convient de le rappeler pour rafraîchir la mémoire de certains, qui nous regardent d'ailleurs depuis le *fenua*.

Si la Polynésie française n'a pas trop à souffrir de la diminution de certaines lignes budgétaires, je souhaite cependant intervenir une nouvelle fois sur les crédits alloués à notre politique de santé. Bien évidemment, nous sommes toujours dans l'attente du renouvellement de la convention santé-solidarité entre l'État et la Polynésie française. Cette convention, si importante pour la Polynésie française, et qui a été appliquée pendant de nombreuses années sous une gestion antérieure, est devenue aujourd'hui une véritable Arlésienne, madame la ministre.

Au vu des dépenses de santé liées au fait nucléaire, du coût des molécules pour le traitement des cancers et du coût des évacuations sanitaires vers la métropole, compte tenu de l'éparpillement de nos îles, l'accompagnement de l'État au titre de la solidarité nationale est attendu en Polynésie française.

De nouveaux moyens en matière de continuité territoriale doivent également être prévus.

Par ailleurs, l'importation de l'*ice*, une méthamphétamine, est un fléau qui prend des proportions dévastatrices dans les familles polynésiennes. Nous avons besoin de moyens supplémentaires pour améliorer les prises en charge en addictologie et créer des centres de désintoxication adaptés au contexte polynésien.

Quant à la problématique de la vie chère dans les outre-mer, je salue l'initiative de Mme la ministre visant à enrichir le projet de loi initial de dispositions pour venir en aide au fret maritime en Polynésie française.

Au-delà de la mission « Outre-mer », je souhaiterais alerter le Gouvernement sur le dispositif du service civique, qui doit absolument être maintenu, avec des crédits reconduits au même niveau que les années précédentes.

En matière de justice, des engagements du garde des sceaux ont été pris, notamment sur l'aide juridictionnelle. Les surcoûts liés à notre configuration géographique doivent être pris en compte pour garantir une égalité réelle d'accès à la justice pour l'ensemble de nos concitoyens.

Concernant la formation, les crédits alloués au service militaire adapté (SMA) sont en légère hausse, ce qui est louable au vu de ses résultats en matière d'insertion de notre jeunesse.

Je terminerai sur le sujet des moyens humains, et notamment sur l'absence de prime spécifique d'installation (PSI) pour nos fonctionnaires du Pacifique lauréats des concours nationaux. Leurs homologues originaires des départements d'outre-mer en sont bénéficiaires, contrairement aux fonctionnaires issus des trois collectivités du Pacifique. Il s'agit d'une injustice, madame la ministre, qu'il convient de corriger. C'est une atteinte au principe d'égalité dans la fonction publique.

J'en viens aux mobilités de personnel en outre-mer. Nos compatriotes fonctionnaires polynésiens ne sont toujours pas considérés comme prioritaires. Le centre des intérêts matériels et moraux (CIMM) mis en place pour les privilégier n'est que foutaise.

Je conclus sur ma proposition, par amendement, de suppression de la prime d'éloignement attribuée aux fonctionnaires de l'État affectés dans nos collectivités : une prime spécifique d'installation d'un même montant pour tous devrait être privilégiée. Cela permettrait une économie substantielle pour le budget de l'État. (*Mme Sonia de La Provôté et M. Teva Rohfritsch applaudissent.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Pierre Médevielle.

M. Pierre Médevielle. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, c'est une baisse sensible de ses crédits que la mission « Outre-mer » du PLF enregistre cette année, avec près de 628 millions d'euros en autorisations d'engagement et de 153 millions en crédits de paiement, soit respectivement 5,4 % et 21 % en moins par rapport à l'année dernière.

Nous défendons régulièrement les outre-mer à travers différents projets et propositions de loi. Nous savons également qu'il faut lutter contre l'habitat insalubre dans ces territoires, qu'il faut développer l'emploi, soutenir l'économie locale et lutter contre la vie chère... Pourtant, au moment du budget, nous n'avons pas les moyens nécessaires pour atteindre ces objectifs, ce qui met en péril les espoirs que placent les Ultramarins dans la représentation nationale.

Souvenons-nous bien de ce que nous disions au même moment l'année dernière. Après les événements exceptionnels en Nouvelle-Calédonie, les manifestations contre la vie chère en Martinique, ou encore après le cyclone ayant ravagé Mayotte, nous partageons tous le même constat : la plupart de ces événements n'ont fait que mettre en exergue les graves difficultés préexistantes en matière de pouvoir d'achat, de logement ou encore d'emploi.

Aussi, en 2025, nous avons tous pris des engagements en votant dans cet hémicycle pour le projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte, pour la proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer ou pour le projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer.

Mes chers collègues, c'est justement aujourd'hui, avec les crédits de cette mission, que certains de ces engagements doivent trouver leur concrétisation.

Cette année, comme l'année dernière, notre groupe défend l'objectif de rétablir l'équilibre de nos finances publiques, rétablissement qui ne peut se faire sans certaines exigences en matière de réduction de dépenses. C'est une nécessité et nous avons déposé plusieurs amendements en ce sens. Néanmoins, il ne peut s'agir de réductions aveugles, qui viendraient s'appliquer uniformément à toutes les missions du projet de loi de finances.

En l'occurrence, nous estimons qu'il est dangereux de baisser les moyens des territoires ultramarins. Ceux-ci accusent déjà un retard important et font face à des difficultés structurelles dans bien des domaines.

Derrière chaque crédit que nous votons, des résultats sont attendus par nos compatriotes ultramarins.

Je ne vous l'apprendrai pas, mes chers collègues, la situation du logement dans les outre-mer ne s'est pas améliorée depuis le dernier PLF, pas plus que les problèmes de vie chère ou d'emploi.

Permettez-moi de rappeler le taux de chômage alarmant de près de 17 % en Guadeloupe et en Guyane, et de plus de 12 % en Martinique. Au-delà du chômage, les écarts de richesse entre les départements et régions d'outre-mer (Drom) et l'Hexagone sont aussi particulièrement éloquentes : le PIB par habitant dans les Drom ne représente en moyenne que 57 % de celui de la France hexagonale.

C'est pourquoi la réforme drastique des exonérations dites Lodéom, qui correspondent à des exonérations de cotisations sociales pour les entreprises, nous semble particulièrement préoccupante et déplacée. Ces exonérations concernent aujourd'hui plus de 200 000 salariés et près de 45 000 entreprises, essentiellement des PME.

Ces dernières subiraient une hausse importante du coût du travail, alors qu'elles font déjà face à des difficultés, soit à la suite de catastrophes naturelles, soit à cause d'un coût de la vie structurellement plus élevé.

Nous nous inquiétons donc de l'impact qu'aurait une telle réforme sur l'emploi en outre-mer. Nous entendons la nécessité de revoir les exonérations Lodéom, mais nous considérons qu'une progressivité dans la mise en œuvre de ces mesures et qu'une consultation des acteurs locaux sont indispensables.

Vous le savez, le groupe Les Indépendants est attaché à l'efficacité de la dépense publique. Nous pensons que le développement des entreprises locales et de leur compétitivité est la principale clef de réussite des territoires ultramarins.

Madame la ministre, nous vous savons pleinement engagée dans votre mission en faveur des outre-mer et nous avons à cœur que vous la réussissiez, dans l'intérêt des Ultramarins.

Nous nous félicitons que le fonds d'amorçage pour la reconstruction de Mayotte soit doté de 200 millions d'euros. Les ravages du cyclone Chido sont encore loin d'être réparés, d'autant que la situation était déjà catastrophique avant son passage.

La hausse de près de 12 % des crédits de paiement en matière de logement est également bienvenue, tant il reste à faire. Alors que la loi de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer prévoyait la construction de 150 000 logements neufs entre 2017 et 2027, la cible n'est atteinte qu'à hauteur de 61 % à ce jour.

Les Ultramarins ne souhaitent pas de plans d'urgence réguliers : ce qu'ils veulent, ce sont des logements dignes, adaptés aux conditions sismiques et climatiques de leurs territoires. Je rappelle que les logements insalubres représentent 18 % de l'ensemble des logements dans les outre-mer, contre 1,2 % dans l'Hexagone.

Le groupe Les Indépendants votera les crédits de cette mission, mais appelle à un assouplissement de la réforme des exonérations Lodéom. *(MM. Emmanuel Capus, Teva Rohfritsch, et Thani Mohamed Soilihi, ainsi que Mme Lana Tetuanui applaudissent.)*

Mme la présidente. La parole est à Mme Viviane Malet. *(Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains. – Mme Annick Girardin applaudit également.)*

Mme Viviane Malet. Madame la ministre, à l'occasion de votre déplacement à La Réunion la semaine dernière, vous avez fait des annonces qui vont dans le bon sens. Je salue

notamment votre annonce sur la TVA 0 % sur les produits de première nécessité, laquelle a été confirmée par notre assemblée.

Je soutiens aussi votre volonté de renforcer le dispositif contre la vie chère élaboré par vos soins et présenté au Sénat il y a peu.

Vous avez accepté deux de mes propositions : l'une concernant la promotion des produits locaux dans le bouclier qualité prix (BQP) et l'autre visant à imposer une surface de vente dans les étals de la grande distribution pour ces mêmes produits.

Je salue enfin et naturellement l'abandon du coup de rabot initialement prévu sur le dispositif Lodéom.

La mission « Outre-mer » ne permet de juger que très partiellement de l'effort public, puisque ce sont au total 20 milliards d'euros qui sont engagés par l'État, auxquels il faut ajouter environ 5 milliards d'euros de dépenses fiscales. Or la mission elle-même ne représente que 2,5 milliards d'euros.

Je salue la hausse de 105 millions d'euros en crédits de paiement des actions envers les collectivités territoriales, à la suite des événements climatiques à Mayotte et à La Réunion, notamment.

Permettez-moi, à cette occasion, de rappeler encore une fois l'extrême fragilité des finances des collectivités ultramarines et l'importance des besoins de financement concernant les projets structurants.

J'ai fait adopter dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale un amendement qui tend à renforcer le coefficient géographique des concours de la CNSA. Je compte, madame la ministre, sur votre soutien, car à La Réunion, notamment, le conseil départemental fera face dans les prochaines années à des dépenses en très forte hausse pour l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), compte tenu du vieillissement de notre population.

Concernant la continuité territoriale, les crédits prévus dans le PLF pour 2026 s'élèvent à 76,9 millions d'euros en autorisations d'engagement et à 76,8 millions d'euros en crédits de paiement, soit une hausse de 2,6 %. Rappelons encore une fois que la dotation de continuité territoriale attribuée à la Corse est trois fois plus élevée que celle des outre-mer, pour une population nettement moins nombreuse.

J'aimerais également insister sur un aspect particulier de ce problème en évoquant la détresse des familles résidant dans les territoires d'outre-mer qui sont confrontées à la maladie d'un enfant et qui doivent séjourner dans l'Hexagone pour le faire soigner. Je regrette que l'amendement que j'avais présenté visant à autoriser le cumul de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP) ait été déclaré irrecevable au titre de l'article 40 de la Constitution. Je souhaiterais que le Gouvernement soit attentif à ces situations pénalisantes pour bien des familles.

Madame la ministre, les Ultramarins attendent des actes concrets et des mesures fortes qui leur permettent de mieux vivre, notamment en matière de logement, où le constat d'échec est cinglant. Le seul département de La Réunion enregistre près de 50 000 demandes de logement, alors qu'à peine 2 000 nouveaux logements sont livrés chaque année. L'amélioration des conditions de vie outre-mer, le rattrapage des retards structurels, mais aussi la prise en compte des évolutions démographiques propres à chaque

territoire sont indispensables en matière de construction et de réhabilitation. Votre vigilance s'impose notamment sur les dispositifs de crédit d'impôt, qui participent grandement au financement des opérations.

Afin de mieux consommer les crédits de la LBU, je propose depuis plusieurs années à cette tribune de simplifier les procédures et d'adapter les politiques publiques aux différents territoires, de renforcer les moyens de l'aménagement urbain et de lutter contre l'habitat indigne, en étudiant les voies d'une gestion en partie décentralisée pour la construction et la réhabilitation des logements des personnes âgées et handicapées, ainsi que pour l'amélioration de l'habitat privé, dont il faut augmenter les moyens publics.

Madame la ministre, un point d'étape du plan logement outre-mer 2024-2027 (Plom 3), territoire par territoire, pourrait être une occasion partenariale de tracer de nouvelles perspectives.

Enfin, je conclurai sur deux thématiques qui paraissent lointaines aux Ultramarins il y a quelques années, mais qui sont aujourd'hui le quotidien des outre-mer : je veux parler de la sécurité de nos concitoyens et de la drogue. Pas une semaine ne se passe sans que des « mules » soient arrêtées à l'aéroport Roland-Garros à La Réunion, et le phénomène des bandes envahit nos territoires.

Madame la ministre, vous avez promis d'être une ministre efficace, ancrée dans les réalités. Nous devons nous emparer de ces problématiques ; nous comptons sur vous pour que des réponses fortes soient apportées par l'État. Vous avez dit que vous seriez notre avocate. *(Mme Micheline Jacques applaudit.)*

Mme la présidente. La parole est à Mme Solanges Nadille. *(Applaudissements sur les travées du groupe RDPI.)*

Mme Solanges Nadille. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, dans l'examen du projet de loi de finances pour 2026, la mission « Outre-mer » appelle une vigilance toute particulière. Chacun le sait, elle ne représente qu'une partie limitée de l'effort global de l'État en faveur des outre-mer, mais elle reste un marqueur politique fort de la considération portée à nos territoires.

Les constats dressés par les rapporteurs, dont je salue le travail, sont sans ambiguïté : le PLF pour 2026 prolonge une trajectoire de baisse très préoccupante des crédits de la mission, avec une diminution de près de 18 % en autorisations d'engagement et de 5 % en crédits de paiement, dont les montants s'établissent respectivement à 628 millions et 153 millions d'euros.

Nous connaissons tous le contexte de redressement de nos finances publiques, et la nécessité de contenir un déficit qui demeure élevé, mais nous devons avoir le courage politique de le dire : demander aux outre-mer de supporter cet effort dans de telles proportions revient à leur infliger une double peine.

Car les réalités sociales et économiques sont déjà extrêmement dégradées dans ces territoires : près d'un tiers de la population ultramarine vit sous le seuil de pauvreté ; le chômage atteint encore des niveaux très supérieurs à ceux de l'Hexagone ; l'accès à l'eau potable demeure un défi quotidien en Guadeloupe, à Mayotte ou dans d'autres territoires ; et les écarts de prix, alimentés par la dépendance aux importations, pèsent lourdement sur le pouvoir d'achat de nos concitoyens.

Ces fragilités structurelles ont été accentuées par les crises récentes. Mayotte et La Réunion ont été durement frappées par des cyclones dévastateurs. En Guadeloupe comme en Martinique, la cherté de la vie continue de produire ses

effets. Le prix de la distance à payer est d'autant plus lourd lorsqu'on se trouve en Polynésie ou qu'on dépend des flux inter-îles dans des territoires-archipels comme la Guadeloupe.

La réduction des crédits de la mission « Outre-mer » ne peut qu'aggraver les difficultés existantes et, à terme, coûter bien davantage à l'État.

Je veux cependant souligner un point positif : notre groupe tient à remercier le Gouvernement d'avoir entendu les alertes sur le dispositif Lodéom, dont l'importance pour l'emploi et la survie de notre tissu économique n'est plus à démontrer. Cet élan de lucidité et de responsabilité est à saluer. Il doit être accompagné, par cohérence, de la réallocation ou de la réaffectation des crédits correspondants au sein de cette mission.

Par ailleurs, d'autres sujets majeurs demeurent. Le logement, d'abord. La LBU, inscrite au programme 123, est un instrument central de la résorption de l'habitat insalubre, qui concerne encore 16 % du parc immobilier ultramarin. En Guadeloupe comme ailleurs, le logement est aujourd'hui un facteur de précarité extrême. Nous sommes disposés à repenser en bonne intelligence le dispositif, mais une baisse des crédits dès maintenant fragiliserait gravement les territoires, notamment au regard des contraintes européennes et dans l'attente de la signature, enfin concrétisée, du plan logement outre-mer.

La continuité territoriale est un autre pilier de l'égalité réelle. Elle conditionne fortement l'accès aux études supérieures, à la formation, à l'emploi, mais aussi l'accompagnement des familles dans les moments les plus douloureux, comme le décès d'un proche. L'Agence de l'outre-mer pour la mobilité est l'acteur public de référence, qui incarne cette politique. Réduire ses moyens humains et financiers, alors même que de nouveaux dispositifs de mobilité sont annoncés, constitue une incohérence. Il est indispensable de revaloriser ses actions, tout en poursuivant le travail stratégique engagé sur son fonctionnement.

Je souhaite enfin insister avec gravité sur le respect du protocole d'objectifs et de moyens de lutte contre la vie chère. Un an après les émeutes en Martinique et la signature du protocole entre l'État, la collectivité et les acteurs économiques, il serait extrêmement dangereux de rendre une copie vide en ce qui concerne la traduction de ces engagements, notamment en matière de frais d'approche.

Nous restons également préoccupés par la baisse des engagements de l'État sur les contrats de convergence et de transformation, par la diminution des dotations scolaires en Guyane comme à Mayotte, ou encore par la réduction significative du fonds exceptionnel d'investissement, pourtant reconnu pour son efficacité.

Madame la ministre, mes chers collègues, les outre-mer ne demandent pas des privilèges. Ils demandent le respect de la parole de l'État, de la stabilité, et une ambition proportionnée aux réalités qu'ils affrontent. Ils ne peuvent être, une fois encore, la variable d'ajustement des équilibres budgétaires nationaux. C'est dans cet esprit de responsabilité que le groupe RDPI abordera l'examen de cette mission. *(M. Thani Mohamed Soilihi applaudit.)*

Mme la présidente. La parole est à M. Saïd Omar Oili. *(Applaudissements sur les travées du groupe SER.)*

M. Saïd Omar Oili. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, un an après Chido, ce projet de loi de finances pour 2026 est un bon révélateur des engagements du Gouvernement vis-à-vis de Mayotte.

Du point de vue de l'application des lois, le bilan est maigre. Trois lois pour Mayotte ont été votées depuis le début de l'année. Sur cinquante et un décrets prévus, dix-neuf ont été publiés. Un comité de suivi de la loi du 11 août devait être mis en place début novembre : toujours aucune communication officielle à ce jour, à part des annonces dans la presse.

Du point de vue budgétaire, le bilan est encore plus maigre. Dans l'article 2 de la loi de programmation pour la refondation de Mayotte figure un tableau très intéressant, comportant quinze opérations chiffrées, et indiquant le fameux total des 4 milliards d'euros pour la refondation de Mayotte. Ce tableau constitue une feuille de route pour le suivi des engagements du Gouvernement.

Sur les 4 milliards d'euros annoncés, la vérité se trouve dans le projet de budget pour 2026. Pour la nouvelle piste d'aéroport, 1,2 milliard d'euros figurent dans le tableau, mais 20 millions d'euros sont prévus, en autorisations d'engagement, pour des études sur les routes connexes. Pour les constructions scolaires, les 108 millions d'euros annoncés dans le budget ne nous permettent pas de faire la distinction entre les dégâts occasionnés aux bâtiments par Chido et les constructions nouvelles pour faire face aux besoins. Zéro euro pour les constructions indispensables du ministère de la justice : palais de justice, deuxième prison et centre de semi-liberté. Même pas de crédits d'études... Et je pourrais multiplier les exemples.

Face à ces chiffres, une réalité concrète, que vous allez découvrir la semaine prochaine, madame la ministre. En effet, près d'un an après le passage du cyclone Chido, le verdict est sans appel : beaucoup de visites ministérielles, mais pas beaucoup d'actes concrets.

La mission Facon est toujours dans la réflexion et le constat, mais pas dans les actes. Des montagnes de déchets sont toujours stockées en lisière des villes. Avec la saison des pluies, il faut s'attendre à la prolifération des rats et à des risques de maladies. Les écoles primaires, dans les communes, ne sont pas toutes en état de fonctionner et d'accueillir les élèves.

L'insécurité et la violence ont repris de plus belle. Symbole de cet abandon, les 118 bateaux coulés dans le lagon continuent de polluer un écosystème marin considéré comme exceptionnel. Et je pourrais multiplier les exemples pour illustrer cet état des lieux catastrophique dans un territoire français depuis 1841.

Tous les observateurs confirment la forte capacité de résilience des Mahorais. Mais attention, cette résilience a des limites. Un sentiment d'abandon de la part de l'État domine dans la population, avec cette impression que les engagements du Gouvernement ne sont en fait que des engagements de papier. (*Applaudissements sur les traversées des groupes SER et RDSE. – M. Thani Mohamed Soilihi applaudit également.*)

Mme la présidente. La parole est à Mme Evelyne Corbière Naminzo.

Mme Evelyne Corbière Naminzo. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, pour les outre-mer, le débat budgétaire est le grand moment de vérité : la vérité sur la profondeur des grands principes de la République à l'égard des populations ultramarines. La promesse d'égalité est au cœur de cette mission dans le PLF pour 2026. Et cette année, c'est l'une des missions les plus impactées par les mesures d'austérité.

Ce budget souffre d'un manque d'ambition criant pour répondre aux besoins sociaux. Il marque une totale déconnexion entre les arbitrages du Gouvernement et les besoins du terrain. Pendant que vous dégradez les services publics, très peu est fait pour les ménages pauvres et précaires.

Nos territoires connaissent pourtant des difficultés importantes, dans quasiment tous les domaines. Comment leur demander de contribuer au remboursement de la dette publique ? Comment demander de nouveaux sacrifices à ceux qui souffrent déjà, et depuis toujours ?

Je pense en premier lieu à la vie chère, avec des écarts de prix particulièrement élevés pour les produits alimentaires : 37 % de différence avec l'Hexagone à La Réunion, jusqu'à 40 % en Martinique et 42 % en Guadeloupe. Mais la question de la vie chère, c'est aussi la question de l'accès aux soins, à la mobilité, au logement. Dans ce contexte, la diminution du budget de la LBU pour l'amélioration de l'habitat est irresponsable. Vous n'ignorez pourtant pas combien l'habitat indigne et la précarité énergétique sont répandus outre-mer. Vous savez aussi que le logement social y est insuffisamment financé.

N'oublions pas la problématique du chômage. En Guyane, en Guadeloupe, à La Réunion, à Mayotte et en Nouvelle-Calédonie, les taux de chômage sont plus de deux fois supérieurs à la moyenne hexagonale. Les jeunes en sont les premières victimes : 36 % des jeunes Guyanais sont sans emploi, sans diplôme et sans formation. C'est un chiffre trois fois supérieur à celui de l'Hexagone. Dans ce contexte, comment penser que le développement du service militaire adapté constituera une réponse suffisante ?

La baisse des crédits des missions locales prévue par ce budget aura des conséquences catastrophiques sur l'emploi des jeunes. À La Réunion, plus de la moitié des jeunes âgés de 15 ans à 25 ans sont inscrits dans une mission locale. Ils en ont besoin pour être accompagnés vers l'emploi et l'autonomie.

Par ailleurs, trop peu de moyens sont mis sur la table pour accompagner nos territoires dans la résilience face au changement climatique et leur permettre de s'engager sur le chemin de la transition écologique. Si des fonds de secours sont alloués à la suite des différentes catastrophes naturelles, nos territoires ont besoin de dispositifs pérennes, d'infrastructures résilientes et d'investissements préventifs pour anticiper les crises.

Ce budget ne répond pas aux demandes de la Kanaky. Les 10 millions d'euros alloués à la reconstruction s'attachent à réparer les dégâts sans traiter les causes politiques de la violence. Pourtant, le peuple kanak souffre toujours d'une absence de reconnaissance, les inégalités sont criantes et le processus d'autodétermination se trouve dans une impasse. Tout se passe comme si aucune leçon n'avait été tirée des événements du passé ni des plus récents. Ce budget traduit l'entêtement de Paris à contraindre plutôt qu'à accompagner. Nous dénonçons le passage en force d'un projet de loi en vue de l'organisation d'un référendum relatif au projet d'accord de Bougival.

En définitive, les différents textes que nous avons votés cette année pour nos outre-mer n'auront que peu d'effets si les moyens ne sont pas au rendez-vous. Je pense à la loi du 11 août 2025 de programmation pour la refondation de Mayotte, à la loi du 13 juin 2025 expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer ou à au projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer.

Avec ce budget, les inégalités continueront de se creuser. Or les crédits de cette mission révèlent une absence de vision de l'État pour nos territoires, réduits à une logique de gestion au jour le jour, une crise après l'autre.

Le groupe communiste du Sénat refuse de se résigner à ce que les outre-mer soient les premiers à pâtir de la baisse des dépenses publiques. Nous ne renoncerons pas à l'ambition que la promesse d'égalité devienne enfin une réalité, même très loin de la République. *(Applaudissements sur les travées des groupes CRCE-K et SER.)*

Mme la présidente. La parole est à M. Akli Mellouli. *(Applaudissements sur les travées du groupe GEST.)*

M. Akli Mellouli. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, depuis six mois, c'est le quatrième texte concernant les outre-mer qui arrive dans cet hémicycle, puisqu'il arrive après la loi de programmation pour la refondation de Mayotte, le projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer et le projet de loi institutionnel.

À chaque fois, les mêmes constats. À chaque fois, les mêmes promesses. Et à chaque fois, madame la ministre, la même réponse du Gouvernement : « Nous avons entendu. » Permettez-moi de vous le dire avec gravité : si vous aviez vraiment entendu, jamais vous ne présenteriez un budget aussi insuffisant pour nos compatriotes ultramarins.

Car ce budget pour 2026 n'est pas un budget d'ambition. C'est un budget de renoncement. Les crédits de la mission « Outre-mer » baissent de près de 18 % en autorisations d'engagement. Ils baissent alors même que les outre-mer font face à une accumulation de crises sociales, économiques, écologiques et institutionnelles : la Nouvelle-Calédonie Kanaky meurtrie, les Antilles inquiètes, Mayotte encore dans l'état d'urgence sanitaire et sécuritaire du quotidien.

Nous avons besoin d'un sursaut. Vous proposez une contraction budgétaire. Nous avons besoin d'un cap clair pour réduire les inégalités. Vous proposez ce qui ressemble, excusez-moi, à une simple gestion comptable de l'attente.

Et cette attente dure depuis trop longtemps. Chaque décennie, à chaque crise, à chaque loi spéciale, la République promet le rattrapage... Et à chaque fois, nous sommes en retard au rendez-vous. Madame la ministre, l'État arrive toujours trop tard, les financements sont toujours trop faibles et les priorités, toujours révisées au gré des urgences.

Alors, laissez-moi vous poser une question simple, que les Ultramarins nous posent chaque jour : quand serons-nous enfin à l'heure au rendez-vous pour changer leur vie ?

Car ce budget, disons-le franchement, n'est pas seulement insuffisant. Il est construit selon une logique qui empêche toute stratégie durable. Cette logique, vous la connaissez : « déshabiller Paul pour habiller Pierre ». On réduit les dotations à Lodom pour financer une autre urgence. On baisse les moyens des observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR), alors même que la vie chère est au cœur des colères populaires. On revoit à la marge les exonérations sociales, qualifiées de coûteuses et inefficaces par l'inspection générale des affaires sociales (Igas) et l'inspection générale des finances (IGF), sans jamais réorienter ces milliards d'euros vers l'emploi local, l'innovation ou le logement.

Résultat, les territoires ont le sentiment d'être placés en concurrence entre eux. Un euro pour Mayotte serait un euro contre La Réunion. Un plan pour les Antilles serait un recul

pour la Polynésie. Et c'est la cohésion nationale elle-même qui se fissure. Madame la ministre, sortir de cette logique n'est pas un luxe. C'est une condition de la République.

Ce budget aurait dû être celui d'une vision. Il aurait dû répondre aux enjeux que tout le monde connaît : l'habitat indigne, qui touche encore des dizaines de milliers de familles ; la vie chère, qui pèse 30 % plus lourd qu'en Hexagone pour les courses du quotidien ; les inégalités d'accès à l'eau potable, un scandale républicain persistant ; le chômage des jeunes, qui atteint des records dans plusieurs territoires ; et le défi du changement climatique, omniprésent, et pourtant absent de ce budget.

Or ce que vous proposez, ce n'est pas une stratégie. Ce sont des ajustements, des gels de crédits, des reconductions automatiques. Par exemple, sur les contrats de convergence et de transformation, à peine 39 millions d'euros ont été consommés en deux ans, sur 800 millions prévus. Ce n'est pas seulement un problème de moyens, c'est un problème d'absence de pilotage politique.

Notre groupe, vous le savez, proposera des amendements tendant à aller dans une autre direction. Nous demanderons 30 millions d'euros supplémentaires pour le logement, des financements accrus pour le plan chlordécone, un vrai plan Sargasses, le renforcement des OPMR, un plan massif de 200 millions pour la distribution d'eau potable, et la création d'une ligne dédiée aux logements étudiants, qui fait cruellement défaut, notamment en Guyane. Ce n'est pas du luxe. C'est le minimum nécessaire. Les responsabilités de la République sont plus lourdes envers ceux qu'elle a trop longtemps oubliés.

Madame la ministre, mes chers collègues, ce débat budgétaire ne doit pas être un rituel annuel, où l'on déplore les retards pour mieux les reconduire. Les outre-mer ne demandent pas la charité. Ils demandent la justice, la dignité et la cohésion réelle du pays.

En l'état, nous ne pouvons pas voter ce budget, car il manque d'ambition, de vision et d'engagement politique ; parce que c'est un budget d'immobilisme, qui condamne des millions de nos compatriotes à une égalité purement théorique. La République ne peut pas être en retard au rendez-vous de ses propres promesses. Elle doit être au-devant, éclairante, présente, déterminée. Elle doit être ferme sur ses valeurs pour que chaque enfant à Mayotte, chaque famille en Guadeloupe, chaque jeune en Guyane, chaque agriculteur à La Réunion puisse se dire : « Oui, la République tient sa promesse. » *(Applaudissements sur les travées des groupes GEST et SER. – M. Teva Rohfrisch et Mmes Lana Tetuanui et Solanges Nadille applaudissent également.)*

Mme la présidente. La parole est à Mme Annick Girardin.

Mme Annick Girardin. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, ce projet de loi de finances pour 2026 est un véritable grand huit pour nos territoires. Lors de la présentation du budget initial par le Gouvernement, nous étions mis à contribution de façon significative, pour ne pas dire disproportionnée, dans le cadre des efforts de redressement du budget de l'État.

Toutes missions confondues, la baisse en crédits de paiement était de 21,9 milliards d'euros par rapport à 2025, soit une baisse de quelque 7 % en un an. Et pour la seule mission « Outre-mer », la baisse des crédits de paiement était de 5,4 % et celle des autorisations d'engagement, de 21 %.

Cette baisse a été proposée alors même que de nombreuses collectivités d'outre-mer font face à une crise durable du pouvoir d'achat et à une inflation qui demeure galopante par rapport à celle de l'Hexagone – sans parler des sujets institutionnels fondamentaux, qui impactent tous les aspects de la vie dans certains territoires, comme en Nouvelle-Calédonie ou encore à Mayotte, qui est dans un processus de reconstruction.

Le pire est aujourd'hui derrière nous, grâce à l'action collective des parlementaires et aux engagements du Gouvernement. Les outils de soutien économique tels que les exonérations de charges sociales prévues par la Lodéom ou la défiscalisation des investissements productifs ont été sacrifiés pour 2026, même si nous convenons tous de la nécessité de les faire évoluer dans le temps pour répondre aux nouveaux besoins de développement de nos économies ultramarines.

Ces avancées importantes améliorent nettement la copie, madame la ministre, mais nous restons vigilants sur la suite du parcours législatif de ce projet de loi de finances.

Reste une alerte : si je comprends et je soutiens la nécessité d'un budget répondant aux urgences calédonienne et mahoraise, l'ensemble des territoires ultramarins attendent une répartition adaptée des crédits au regard des retards structurels de chacun et des défis à relever.

Pour Saint-Pierre-et-Miquelon, à la lecture du document de politique transversale mis à notre disposition, la chute de l'effort de l'État en un an serait de 31,5 % en autorisations d'engagement, soit presque 40 millions d'euros, et de plus de 37,5 % en crédits de paiement, soit plus de 51 millions d'euros.

Cela concerne le programme 123 de la mission « Outre-mer », et suscite une inquiétude particulière en ce qui concerne le fonds exceptionnel d'investissement, qui soutient principalement les deux communes de mon territoire.

Plus inquiétant encore, dans la mission « Écologie, développement et mobilité durables », de nombreuses lignes budgétaires affichent 0 euro d'intervention de l'État pour 2026. Je pense aux programmes « Prévention des risques », « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » ou « Service public de l'énergie ».

Cette situation est ubuesque compte tenu des dossiers cruciaux dans ces domaines, comme notamment la relocalisation du village de Miquelon et la protection de l'actuel ou la sauvegarde de l'isthme de Miquelon-Langlade.

J'ai obtenu des réponses ici et là, me rassurant sur ces zéros alignés sur le jaune budgétaire, résultant d'un travail hâtif ne préemptant en rien les crédits dont pourra disposer mon archipel sur ces sujets capitaux. Mais je ne peux me satisfaire de ces bruits de couloirs, madame la ministre, il nous faut des engagements !

Et il en faut notamment, madame la ministre, sur deux urgences identifiées. Premièrement, les infrastructures portuaires menacent de s'écrouler. Des engagements ont déjà été pris. Il s'agit des crédits du Port de Miquelon, inscrits au contrat de convergence et de transformation, et de ceux attendus en urgence pour rénover le quai d'avitaillement de Saint-Pierre, qui est le seul des trois à être encore fonctionnel. Je rappelle que le port de Saint-Pierre-et-Miquelon est un port d'État et qu'il incombe à ce dernier de maintenir son opérabilité. C'est d'ailleurs ce que j'ai signalé par courrier au Premier ministre il y a trois semaines.

Deuxièmement, la baisse des crédits des programmes 205, « Affaires maritimes, pêche et aquaculture », et 123, « Conditions de vie outre-mer », semble compromettre le renouvellement du Plan pêche 2026-2030, notamment dans la recherche et le développement, et le soutien aux investissements. Cette filière, à la fois historique et prometteuse, de l'économie du territoire, ne peut bénéficier du Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (Feampa). Elle a donc un besoin vital de l'accompagnement de l'État, au moment de sa restructuration et pour faire face à la concurrence de nos voisins nord-américains, qui se durcit.

Je veux également vous sensibiliser, madame la ministre, à deux chantiers à mener dans les tout prochains mois, pour lesquels le Gouvernement a pris des engagements. Je pense d'abord à la rédaction d'une ordonnance « Travail et solidarités », qui doit permettre l'extension et l'adaptation de plusieurs dispositifs du régime de sécurité sociale national au niveau local. Cette ordonnance doit être pensée comme un texte balai, alliant équité et justice. Je pense ensuite à la concession de service public de transport maritime en fret, en cours de renouvellement par l'État, qui doit intégrer l'objectif de lutte contre la vie chère à Saint-Pierre-et-Miquelon. Mon mouvement politique a déjà fait une proposition au préfet de l'archipel pour que la grille tarifaire intègre la gratuité du transport pour les produits de première nécessité, dont il faudra définir la liste avec les acteurs locaux sur la base du BQP.

J'espère, madame la ministre, que vous serez en mesure de m'apporter dès ce soir un certain nombre de réponses à ces questions dans le cadre de nos travaux. (*Applaudissements sur les travées du groupe RDSE.*)

Mme la présidente. La parole est à M. Georges Naturel. (*Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains.*)

M. Georges Naturel. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, en prenant la parole aujourd'hui, je veux d'abord dire, avec gravité, ce que chacun d'entre nous sait : l'outre-mer traverse l'une des périodes les plus difficiles de son histoire récente. Sur nos trois océans, partout, nos territoires subissent des chocs économiques, sociaux, climatiques, sécuritaires. Partout, les élus locaux nous le disent : les moyens ne sont à la hauteur ni des besoins ni des crises.

Je veux saluer ici mes collègues ultramarins, qui vivent les mêmes constats et les mêmes inquiétudes, avant de vous parler d'une terre que je connais mieux que quiconque, la Nouvelle-Calédonie.

Depuis les événements du mois de mai 2024, notre archipel a vécu l'indicible : des milliers d'entreprises détruites, plus de 2 milliards d'euros de dommages, des dizaines de milliers d'emplois perdus, un PIB amputé de près de 13 %. L'économie est véritablement à terre, et le territoire s'enfonce dans une crise institutionnelle, économique et sociale, inédite dans notre République.

Les rapports budgétaires transmis à notre assemblée dressent tous le même constat. La Nouvelle-Calédonie est aujourd'hui au bord de la cessation de paiements. C'est un mur financier infranchissable qui se dresse devant elle en 2026.

Les organismes sociaux, les collectivités et même la production d'énergie, pilier de la vie quotidienne, menacent rupture, faute de capacités financières. Ce n'est pas une crise locale ou simplement conjoncturelle. C'est une crise systémique, qui appelle une réponse nationale, rapide et massive.

C'est pourquoi j'ai déposé plusieurs amendements. Non par esprit polémique, mais par devoir républicain. Je demande en particulier la création d'un fonds exceptionnel de 500 millions d'euros pour le soutien à la reconstruction économique et sociale de la Nouvelle-Calédonie, afin de prévenir l'effondrement de notre territoire.

Jusqu'à ce matin, rien n'avait été prévu dans le budget pour 2026 pour soutenir ce morceau de France du Pacifique qui est en train de sombrer. Je souhaiterais que le Gouvernement s'explique de manière concrète sur ce point et précise clairement sa stratégie de soutien de l'économie calédonienne. Qu'en est-il du pacte de refondation qu'il souhaite proposer, madame la ministre ? Comment compte-t-il le financer ?

Dans la même logique, je propose aussi la création d'un fonds d'aide pour les entreprises ultramarines touchées par les émeutes, alors que certaines compagnies d'assurances se retirent ou excluent désormais la garantie de ce risque. C'est d'ailleurs une des promesses du Gouvernement, renouvelée cette semaine dans la presse.

Je présenterai enfin quelques amendements ciblés, comme la création d'une antenne supplémentaire du régiment du service militaire adapté (RSMA) de Nouvelle-Calédonie dans le Grand Nouméa, afin d'offrir des perspectives à notre jeunesse, avec un outil immédiatement efficace, et le lancement du financement d'une route alternative pour le Mont-Dore, car la situation d'enclavement de ces 15 000 habitants n'est plus supportable.

Mes chers collègues, la France n'est pas à géométrie variable. La solidarité nationale ne s'applique pas au gré des circonstances. Les Calédoniens, comme tous les Ultramarins, ne demandent pas de privilèges. Ils demandent l'égalité. Rien de plus. Rien de moins. L'accord de Bougival a réaffirmé que la Nouvelle-Calédonie appartient à la République.

À nous, désormais, d'honorer cette parole. À nous de montrer que la République n'abandonne jamais une partie d'elle-même. À nous de donner à nos territoires d'outre-mer non seulement les moyens de survivre, mais les moyens de se reconstruire et de se projeter. *(Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains.)*

Mme la présidente. La parole est à Mme Audrey Bélim. *(Applaudissements sur les travées du groupe SER. – Mme Annick Girardin applaudit également.)*

Mme Audrey Bélim. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, cette année encore, nous examinons un projet de budget pour les outre-mer qui ne permet de répondre ni à l'urgence sociale, ni aux défis structurels, ni aux attentes légitimes de nos compatriotes ultramarins.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes ; je n'y reviendrai pas, car ils ont déjà été évoqués à plusieurs reprises. Derrière ces chiffres se trouvent nos réalités ultramarines, nos réalités françaises, et elles sont implacables.

La réalité, c'est que la crise du logement s'aggrave, que la vie chère explose, que le taux de chômage des jeunes est deux à trois fois supérieur au taux national, que des territoires sont frappés par la pauvreté. En Guadeloupe, le taux de pauvreté est de 34,5 %, il est de 36 % à La Réunion et de 77 % à Mayotte.

Face à cela, nos populations attendaient un budget de reconstruction, de rattrapage, un budget d'égalité réelle : elles reçoivent finalement un budget de renoncement. Le Gouvernement justifie ces baisses par un rééquilibrage,

mais les restes à payer du programme 123 dépassent désormais 2,7 milliards d'euros. Ces 2,7 milliards d'euros sont presque l'équivalent d'une année budgétaire de la mission « Outre-mer ». Cela signifie clairement une chose : soit l'État ne parvient plus à financer ses propres engagements, soit les critères et modalités n'étant pas adaptés à la réalité du terrain, le programme est impossible à mettre en œuvre. Cela relève de la responsabilité du ministère.

La vérité, c'est que nos outre-mer vivent un décrochage que le projet de budget accélère. Il ne permet de faire face ni à la crise de la vie chère, ni aux enjeux sanitaires, ni aux enjeux démographiques. Face à cette situation, le groupe socialiste fait le choix de la responsabilité et de la justice territoriale.

Nous déposerons et soutiendrons plusieurs amendements majeurs visant à accroître le budget du logement, à renforcer la continuité territoriale, à sauver les dispositifs d'aide au fret, qui conditionnent directement le pouvoir d'achat, à lutter contre le fléau des violences intrafamiliales et à investir pour la jeunesse ultramarine, victime de grandes inégalités et faiblement soutenue et accompagnée.

Les outre-mer ne demandent pas des discours ; nous voulons des actes et des moyens. Nous demandons la pleine application de la loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer, votée à l'unanimité au Sénat et à l'Assemblée nationale. Parce qu'il ne faut pas renier le pouvoir législatif du Sénat et parce que le ministère des outre-mer et celui de la ville et du logement ont levé le gage sur un certain nombre d'amendements, je vous demanderai de les adopter.

Il serait incohérent que les décrets publiés en janvier ou en février prochains ne soient pas accompagnés d'un budget pour mettre en œuvre la loi. Il serait scandaleux que seule La Réunion, parce qu'elle est dotée, elle, d'un observatoire, puisse appliquer l'encadrement des loyers.

Nous demandons un État qui répare, un État qui investit, un État qui prépare l'avenir, un État qui considère les outre-mer et leurs populations comme celles de la France hexagonale, qui leur donne les mêmes droits et les mêmes chances. Le groupe socialiste continuera d'œuvrer pour l'égalité réelle, pour la dignité et pour la République. *(Applaudissements sur les travées des groupes SER, GEST et RDSE, ainsi que sur des travées des groupes RDPI et CRCE-K.)*

Mme la présidente. La parole est à Mme Agnès Canayer. *(Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains.)*

Mme Agnès Canayer. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, l'année dernière, le budget des outre-mer était marqué par plusieurs événements majeurs ayant eu des répercussions sur l'économie de ces îles : les émeutes en Nouvelle-Calédonie, le passage du cyclone Chido à Mayotte ou encore de celui de Garance à La Réunion. Cette année, nous en mesurons encore les conséquences.

Si nous nous accordons tous sur la nécessité de réaliser des efforts budgétaires, pour les outre-mer, c'est la double peine. Alors que ces territoires subissent des retards historiques, aggravés par des crises conjoncturelles, les crédits de cette mission se caractérisent par une baisse massive de près de 18 % des autorisations d'engagement et de 5 % des crédits de paiement. Or, sans un budget à la hauteur des enjeux, nous prenons le risque de creuser encore plus les inégalités structurelles : chômage, pauvreté, insécurité, accès à l'eau, au logement, coût de la vie.

Pour les territoires récemment déstabilisés, l'État a pris des engagements forts. Pour Mayotte, la loi du 11 août 2025 de programmation pour la refondation de Mayotte a prévu 4 milliards d'euros d'investissement d'ici à 2031 afin de remettre à niveau les équipements de l'île. Mais la refondation promise ne pourra cependant se faire sans un accompagnement social renforcé des habitants ni une aide au développement économique de l'île. Nous attendons, madame la ministre, la réunion du comité de suivi qui permettra de vérifier la réalité des engagements pris en faveur de cette île.

De même, en Nouvelle-Calédonie, la transformation institutionnelle liée à l'accord de Bougival du 12 juillet 2025 ne pourra se faire sans un accompagnement au redressement économique, *a fortiori* alors que la situation sociale et économique de cette île est très dégradée, 11 600 salariés étant devenus chômeurs depuis mars 2024.

Pour un avenir partagé, il nous faut apporter une réponse au départ massif de l'île. Jusqu'à 18 000 personnes, selon les sources locales, ont quitté le Caillou depuis les émeutes. C'est un signal d'alarme pour l'avenir du territoire, pour sa jeunesse en recherche d'emploi, pour ses secteurs stratégiques, à commencer par la filière du nickel, pilier historique de l'économie calédonienne.

Nous nous félicitons, madame la ministre, des amendements visant à augmenter les crédits pour la Nouvelle-Calédonie, comme promis. Le groupe Les Républicains les soutiendra évidemment.

Face à ces crises, on déplore que le budget ne permette pas de s'attaquer aux racines des déséquilibres.

Les dépenses ne seront crédibles que si l'État garantit un pilotage fort, une mise en œuvre accélérée et une réponse à la hauteur de tous les défis ultramarins, surtout calédoniens et mahorais.

Dans le même temps, dans les outre-mer, la vie chère continue de miner le pouvoir d'achat et la cohésion sociale. Nous devons regarder en face ce qui constitue le fil rouge de nombreuses tensions sociales.

Vous l'avez rappelé, madame la ministre, c'est non pas une fatalité géographique, mais un fléau structurel : des prix jusqu'à 40 % plus élevés, des filières oligopolistiques, une dépendance excessive aux importations. Ces inégalités créent des écarts de destin et alimentent les colères.

Sans volonté budgétaire, la lutte contre la vie chère restera un catalogue d'intentions. Transformer nos économies ultramarines, soutenir les TPE-PME, développer les filières locales, adapter les normes européennes, réduire les coûts logistiques, tout cela constitue autant d'engagements qu'il faut tenir.

Mes chers collègues, nous devons envoyer un signal clair. La stabilité sociale et politique de nos outre-mer ne se décrète pas, elle prend forme par l'égalité réelle, par la reconstruction et la maîtrise de la vie chère. Cela exige un budget solide, durable et une mise en œuvre rigoureuse, les crédits votés devant être véritablement consommés.

Tenons une parole républicaine durable pour nos compatriotes ultramarins. *(Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains.)*

Mme la présidente. La parole est à Mme Catherine Conconne. *(Applaudissements sur les travées du groupe SER. – Mme Annick Girardin applaudit également.)*

Mme Catherine Conconne. Madame la présidente, madame la ministre, mes chers collègues, j'aurais pu profiter de ces trois minutes pour vous faire l'inventaire des plus, des moins, des passables, des moyens, des attendus, des espoirs, des impatiences. Si le progrès de nos pays dépendait uniquement du budget des outre-mer, il y a longtemps que cela se saurait. Aujourd'hui, j'ai choisi de vous parler de responsabilité.

Pour moi, l'époque où l'on venait chaque année gémir à cette tribune est désormais révolue. L'époque où l'on cherchait à la loupe un État qui devrait nous aimer encore plus que nous-mêmes, nous considérer encore plus que nous-mêmes, penser pour nous, appartient à un autre temps.

J'aspire tellement aujourd'hui à donner du sens à cette digne notion de responsabilité, un sens aigu à une relation désormais dépoussiérée, renouvelée, adulte et en maturité avec l'État. Elle n'est ni rupture ni sécession ; elle est tout simplement l'établissement d'un rapport où, d'un côté, les élus – conscients et au fait de leur réalité – voient, entendent, conçoivent, expriment face à un État qui écoute au mieux, facilite, invente, réinvente outils et démarches de progrès en lâchant du lest, un État qui est non plus surplombant ou infantilisant, mais partenaire.

Mon pays, la Martinique, aborde un virage délicat. Le temps des besoins stricts en infrastructures et équipements laisse tout doucement la place au temps subtil du développement harmonieux, de la valeur ajoutée, de la création d'activités compétitives avec des objectifs vertueux, comme celui, par exemple, de tendre vers l'autonomie énergétique ou alimentaire.

Tout a été fait en matière d'infrastructures, ou presque, au milieu de mille combats titanesques menés par nos aînés. Il restera toujours à améliorer, à moderniser, mais l'essentiel est là.

Il sera temps aussi d'avoir, voire d'inventer, des outils pour permettre l'éclosion de nombreuses initiatives portées par des gens inattendus, sans grands moyens. Dans une île qui affronte une dépression démographique sans précédent, il faudra désormais accompagner l'audace avec des dispositifs inédits, des expériences jamais menées, exceptionnelles, pour redonner du sens à une situation plus que préoccupante. Les sujets sont nombreux, mais, en responsabilité, je ne vous demanderai pas de les porter exclusivement à notre place, de penser à notre place ou de les engager à notre place.

Initions donc ensemble, madame la ministre, une manière de faire. Initons ce légitime dialogue permanent, sujet par sujet, au cours duquel nous prendrons ensemble le temps de saisir la pelote par le bon bout.

Pour ce faire, nous exigeons aussi une certaine stabilité, que l'on arrête de voir en nous des privilégiés gâtés par des outils fiscaux et sociaux et d'agiter chaque année le chiffon rouge.

Que l'État s'installe avec nous dans des parcours fluides, quitte à marronner avec nous. Que l'État prenne certaines décisions à un rythme plus rapide.

Madame la ministre, ma méthode collera à ces intentions, toujours en construction, en inlassable action, en responsabilité, loin des discours éternellement grincheux – « l'État ceci, l'État cela ». Dans cette démarche, si la mission est acceptée, nous nous retrouverons. *(Applaudissements sur les travées des groupes SER et RDPI. – Mme Annick Girardin et M. Georges Naturel applaudissent également.)*

M. Jean-Jacques Panunzi. Bravo !

Mme la présidente. La parole est à Mme la ministre.

Mme Naïma Moutchou, ministre des outre-mer. Madame la présidente, monsieur le président de la commission des finances, messieurs les rapporteurs spéciaux, madame, monsieur les rapporteurs pour avis, mesdames, messieurs les sénateurs, j'ai l'honneur de défendre ce soir le budget des outre-mer. Je le fais avec une conviction simple : il s'agit non pas d'un banal exercice administratif ou d'une addition de lignes budgétaires, mais d'un engagement, d'un choix politique, comme l'a dit Mme Nadille. Ce projet de budget traduit la manière dont la Nation assumera ses responsabilités envers des territoires dont elle connaît bien les fragilités, les attentes, mais aussi les forces.

J'aborde donc ce débat avec la volonté d'éclairer la trajectoire budgétaire. Beaucoup de questions ont été posées, je les ai entendues. Je l'aborde aussi avec la volonté de faire preuve de transparence face aux contraintes qui pèsent. Je dirai ce que nous faisons, comment nous le faisons et pourquoi nous le faisons. Je défendrai les territoires ultramarins avec détermination, en disant les vérités qui s'imposent, dans un cadre contraint. Vous le savez, et je remercie ceux qui l'ont souligné, nous ne pouvons pas faire l'impasse sur ce cadre.

Avant d'entrer dans le détail des choix présentés dans cette mission, permettez-moi de rappeler un principe essentiel : l'effort réel de l'État en faveur des outre-mer dépasse largement le périmètre budgétaire de la seule mission « Outre-mer ». C'est un point fondamental qui est souvent ignoré. Je veux le redire, pour M. Mellouli, pour Mme Corbière Naminzo, les crédits de cette mission sont importants, mais ils ne représentent qu'une fraction de l'action publique en faveur des territoires ultramarins.

Si ce budget n'est pas spectaculaire, disons-le, il est sérieux. Il est orienté vers des résultats concrets et, bien que je connaisse les difficultés, je refuse les caricatures de misère que j'ai entendues.

De nombreux ministères contribuent directement au financement de ces politiques. En 2026, en agrégeant l'ensemble des crédits publics mobilisés, l'effort global de l'État atteindra 24,9 milliards d'euros en autorisations d'engagement et 26,8 milliards d'euros en crédits de paiement.

À ce stade des travaux, ces montants traduisent une stabilisation par rapport aux crédits inscrits pour 2025. Dans le contexte de redressement des finances publiques que vous connaissez, marqué par la nécessité de réduire durablement nos déficits et de consolider notre trajectoire, cette stabilisation est un signal politique important. Elle signifie que la Nation continue de soutenir au même niveau les politiques publiques dont dépendent la cohésion sociale et le développement économique des outre-mer.

En ce qui concerne la mission elle-même, qui représente environ 15 % de l'effort global, la lettre plafond établie par le précédent gouvernement fixe les crédits à 2,9 milliards d'euros en autorisations d'engagement et à 2,8 milliards d'euros en crédits de paiement. Je ne le cache pas, ces montants sont en baisse par rapport au projet de loi de finances pour 2025, nous le savons bien. Je ne vous ferai pas de démonstration mathématique pour tenter de dire autre chose. Ces montants traduisent l'effort de redressement budgétaire qui est demandé à toutes les missions du budget, sans exception. La question est toujours de savoir comment ces efforts peuvent être proportionnés à la situation.

J'insisterai sur un point essentiel : cette trajectoire est sincère. Depuis plusieurs années, des volumes importants d'autorisations d'engagement étaient ouverts, sans traduction suffisante en crédits de paiement, ce qui créait des décalages,

de l'incompréhension, parfois de la frustration sur le terrain. Aujourd'hui, l'écart entre autorisations d'engagement et crédits de paiement est nettement réduit.

C'est aussi un acte de bonne gestion. Je l'ai demandé, je l'ai obtenu.

C'est également une manière de réduire les restes à payer – je réponds ici à Mme Bélim.

C'est enfin une démarche de vérité et de responsabilité : les crédits ouverts seront à l'avenir réellement consommés.

Dans le détail, le programme 123, consacré aux conditions de vie dans les outre-mer, enregistre une baisse de 21 % en autorisations d'engagement et une augmentation, en revanche, de 22 % en crédits de paiement, ce qui représente 188 millions d'euros de plus qu'en 2025. Ils permettront à l'État d'assurer le respect de ses engagements et de poursuivre un travail en confiance entre les élus et les représentants de l'État.

Le programme 138, consacré à l'emploi, baisse de 16 % en autorisations d'engagement comme en crédits de paiement, notamment en raison de la réforme des exonérations de charges sociales qui était envisagée et qui pèse beaucoup.

Au-delà de la contribution de l'État, les fonds européens apportent une aide substantielle aux outre-mer, mais oui, madame la présidente Jacques, nous pouvons faire mieux. Vous avez raison, nous pouvons mieux consommer les crédits européens et en obtenir de nouveaux. C'est un devoir de vigilance partagé, alors qu'une négociation difficile – nous le savons – s'engage sur le cadre financier pluriannuel.

Au-delà des crédits, le projet de loi de finances pour 2026 porte des réformes importantes qui concernent directement les outre-mer. Leur sens est clair : contribuer à l'effort national de redressement, parce que l'équité commande que chacune et chacun contribue à la hauteur de ses capacités.

La participation des outre-mer à cet effort devait atteindre 650 millions d'euros, intégralement portée par les entreprises ultramarines. Deux réformes concentraient cet effort : celle de la Lodéom, qui représentait 350 millions d'euros, et la réforme de la défiscalisation des investissements productifs, d'un montant de 300 millions d'euros, hors périmètre de la mission outre-mer.

Ces projets de réforme s'inscrivent dans une démarche plus large, voulue par le Premier ministre, visant à réduire les niches fiscales et sociales les moins efficaces, celles qui coûtent cher et ne produisent pas, ou insuffisamment, les résultats attendus.

Nous avons toutefois entendu – j'insiste sur ce point – les inquiétudes exprimées par l'ensemble des parties prenantes : celles des parlementaires, ici même au Sénat – M. Médevielle les a relayées tout à l'heure, de même que Mme Malet, Mme Nadille, MM les rapporteurs spéciaux –, celle des collectivités, des chambres consulaires, des entreprises et des organisations professionnelles. Toutes et tous ont fait part de leurs interrogations légitimes ou de leurs inquiétudes sur le risque, avec ces réformes, de fragiliser un tissu économique déjà soumis à de fortes contraintes, sans certitude quant à leur impact.

Je suis obligée de le dire, monsieur Mellouli, même si je sais que vous n'aimez pas ce terme : nous avons entendu ces alertes.

C'est pourquoi le Premier ministre et moi-même avons pris une décision claire : ces deux réformes, qui représentent un effort disproportionné, ne s'appliqueront pas en 2026. Nous aurions pu faire comme avant, conserver les dispositions figurant dans projet de loi, faire semblant, négocier, marchander, dire : « Ce ne sera pas 350, mais 100 et 150. » Nous ne le faisons pas, nous mettons en œuvre un véritable changement de méthode.

Je le répète : nous vous avons entendus.

Nous voulons construire avec vous et nous avons pour cela besoin de temps, de temps pour la concertation, de temps pour coconstruire, pour travailler ensemble, pour bâtir une réforme sérieuse et équilibrée. Elle est indispensable pour nous épargner d'avoir à reparler chaque année de réformes et d'entendre parler de coups de rabot.

Le tissu économique dans les outre-mer est fragile, très dépendant des petites entreprises, largement exposé au coût des importations, aux aléas climatiques et à la dépendance logistique. Dans ce contexte, les dispositifs fiscaux, nous le savons, jouent souvent le rôle d'une compensation structurelle indispensable.

Nous voulons avancer avec vous avec méthode, selon quatre principes : la lucidité, pour éviter les ruptures brutales et les effets de seuil ; la progressivité, pour permettre aux entreprises de s'adapter ; la territorialisation, car les réalités d'une petite entreprise ici ne sont pas les mêmes que celles d'une entreprise industrielle là-bas ; le dialogue constant afin de bâtir une réforme qui repose sur des données vérifiées, des évaluations et un diagnostic admis par tous.

Notre objectif est d'atteindre un équilibre juste, de permettre aux outre-mer de contribuer à l'effort national tout en préservant ce qui est essentiel à leur développement.

Nous engagerons donc dès le début de l'année un sérieux travail de concertation, madame la présidente Jacques, avec les milieux économiques et les élus pour aboutir, je l'espère au printemps, à un projet partagé et équilibré.

Je reviendrai plus tard sur la méthode pour tous ceux que cela intéresse.

Avant de nous projeter vers 2026, je reviendrai sur la fin de gestion de l'année 2025. Nous avons obtenu, avec l'appui de la ministre de l'action et des comptes publics, des marges de manœuvre permettant à l'État de tenir ses engagements.

Concrètement, entre le dégel et l'ouverture des crédits dans le projet de loi de finances de fin de gestion qui vient d'être voté, 148 millions d'euros d'autorisations d'engagement et 195 millions d'euros de crédits de paiement sont venus abonder les crédits de la mission « Outre-mer ».

Ces moyens permettront de financer plusieurs opérations indispensables : le paiement du solde de l'aide exceptionnelle de 40 millions d'euros au Département de Mayotte, la couverture des dépenses imprévues liées au chantier du quai de Leava à Wallis-et-Futuna, les aides exceptionnelles consécutives aux cyclones Garance à La Réunion et Chido à Mayotte, un abondement complémentaire pour Lodom et, enfin, le remboursement à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos) des exonérations dues au titre de 2025.

Pour 2026, conformément aux orientations décidées par le Premier ministre, trois priorités guident nos actions : développer, protéger, préparer l'avenir.

Développer, c'est soutenir l'investissement et créer de la valeur. Nous poursuivons la dynamique engagée dans les contrats de convergence et de transformation, qui représentent 803 millions d'euros sur la période 2024-2027, pour soutenir l'investissement local, notamment en matière d'infrastructures et d'équipements.

Madame Girardin, les 13 millions d'euros pour le port de Saint-Pierre-et-Miquelon sont bien inscrits. Ils sont maintenus dans le contrat. Quant au plan pêche, il sera discuté en début d'année 2026, notamment avec la ministre déléguée chargée de la mer et de la pêche, afin d'adapter le dispositif aux besoins. Nous reviendrons bien sûr sur ces sujets et je ne manquerai pas de vous contacter pour en discuter.

Il faut donner des perspectives à la jeunesse. Les outre-mer sont aussi, pour beaucoup – pas tous –, des territoires jeunes, parfois très jeunes. Investir dans la jeunesse, c'est aussi préparer l'avenir.

Nous consacrons 48 millions d'euros à la construction ou à la rénovation d'établissements scolaires à Mayotte, en Guyane et en Nouvelle-Calédonie ; 22 millions d'euros sont alloués à la formation professionnelle, dont 11 millions à la formation des cadres locaux au travers du programme « Cadres d'avenir », qui est indispensable pour renforcer l'autonomie et la compétence dans les territoires.

Les moyens propres de Lodom sont ajustés pour lui permettre de mener ses réformes sans réduire ses capacités d'intervention, pour accompagner la mobilité, offrir des parcours de formation et ouvrir des horizons professionnels.

Par ailleurs, 74 millions d'euros en autorisations d'engagement et 59 millions en crédits de paiement seront alloués au SMA, dont le taux d'insertion des 6 000 jeunes qu'il forme chaque année est supérieur à 75 %. C'est un modèle d'excellence, de discipline, mais aussi d'espoir. Je veux saluer ici l'engagement de ses cadres et de ses volontaires.

Il nous faut ensuite protéger le pouvoir d'achat et améliorer la vie quotidienne.

Mesdames, messieurs les sénateurs, les outre-mer subissent une inflation importée plus forte que dans l'Hexagone, beaucoup plus forte. Nous poursuivons donc les dispositifs de maîtrise des prix : soutien au fret maritime, renforcement des filières locales, bouclier qualité-prix, observatoire des prix. Toutes ces mesures sont au cœur de la proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer, que le Sénat a adoptée en première lecture. Le Gouvernement souhaite compléter ce texte d'ici à son examen à l'Assemblée nationale au début de l'année prochaine.

Vous avez naturellement toute votre place, mesdames, messieurs les sénateurs, dans ce processus qui se poursuit. Je souhaite que toutes les propositions d'enrichissement de ce texte soient formulées ; nous les ferons expertiser de notre côté.

En Martinique, madame Nadille, une baisse de 10 % du prix des produits de première nécessité est acquise grâce à la TVA à 0 % et à une baisse de l'octroi de mer.

Sur les frais d'approche, le travail se poursuit afin d'inscrire dans la loi un mécanisme qui permette d'impliquer tous les acteurs. Sur ce sujet, je vous donne rendez-vous dans quelques mois.

En ce qui concerne le logement, la LBU s'établit à 236 millions d'euros en autorisations d'engagement et à 211 millions d'euros en crédits de paiement. Cette évolution n'altère pas nos objectifs. En 2024, 6 200 logements ont été financés. Les crédits de paiement augmentent pour poursuivre cet effort.

L'application rapide de la loi Bélim expérimentant l'encaissement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer permettra l'homologation de matériaux régionaux qui contribueront à une baisse structurelle des coûts de construction.

Le plan logement outre-mer 3, que je défendrai avec mon collègue Vincent Jeanbrun au début de l'année 2026, prévoit une décentralisation assumée. Des plans territoriaux, madame Malet, seront pilotés par les préfets en lien étroit avec les acteurs locaux et les élus.

Les crédits consacrés à la continuité territoriale progressent de 2 millions d'euros par rapport à 2025 et atteignent désormais 77 millions d'euros. Ils permettront de financer l'ensemble des dispositifs existants, ainsi que la mise en œuvre de nouveaux passeports pour la mobilité des études. Monsieur le rapporteur spécial Fouassin, les arrêtés qui permettront sa mise en œuvre concrète seront publiés demain au *Journal officiel*.

Mécanisme essentiel pour garantir l'équité entre les territoires, la continuité territoriale a vu par ailleurs son nombre de bénéficiaires doubler depuis 2018 : nous sommes passés de 38 879 à 93 350 bénéficiaires en 2024.

Madame Tetuanui, je vous confirme que des travaux sont en cours pour prolonger de 2026 à 2030 la convention sur le soutien de l'État à la politique de santé en Polynésie française. Cette convention est renouvelée chaque année depuis 2023. C'est un sujet important, sur lequel nous devons être cohérents.

J'évoquerai à présent la résilience face au risque naturel. Le plan séisme Antilles sera doté de 1,6 million d'euros, soit le double par rapport à 2025. En Polynésie française, les abris anticycloniques bénéficieront de 3,5 millions d'euros en autorisations d'engagement et de 2,4 millions en crédits de paiement. Les crédits consacrés à la sécurité civile seront maintenus à 1,7 million d'euros et les plans chlordécone et Sargasses, même s'ils sont portés par une autre mission, verront quant à eux leur financement stabilisé à un niveau cohérent avec l'avancée des recherches et des actions en cours.

J'évoquerai à présent deux territoires spécifiques au cœur de nos responsabilités : Mayotte et la Nouvelle-Calédonie.

Mayotte est un territoire jeune, soumis à une pression démographique exceptionnelle, confronté à de multiples défis, décuplés évidemment par les conséquences du cyclone Chido. L'État y investit massivement pour assurer la sécurité des Mahorais, lutter contre l'immigration illégale, qui fragilise nos territoires, et rattraper les retards accumulés. Le soutien au conseil départemental, la refondation inscrite dans la loi de programmation, les financements consacrés à la sécurité, à l'éducation et à la santé s'articulent dans un effort global cohérent.

Je souligne que les crédits destinés à Mayotte sont pleinement conformes aux engagements de l'État. Dans la seule mission « Outre-mer », 100 millions d'euros sont destinés à accompagner le département dans ses compétences en matière de transport scolaire et dans sa politique de protection de l'enfance.

Au total, 290 millions d'euros consacrés aux fonds de reconstruction et aux projets relevant du contrat de convergence et de transformation sont inscrits dans le programme « Interventions territoriales de l'État » (Pite) de Mayotte. Ce Pite représentera un total de 470 millions d'euros. Cet outil budgétaire permettra de sanctuariser et de mutualiser les crédits des différents ministères. En outre, il donnera au préfet la capacité de mobiliser les fonds en fonction de l'avancée réelle des projets.

Monsieur Omar Oili, je souhaite pouvoir installer le comité de suivi lors de mon déplacement à Mayotte dans quelques jours et présenter devant lui le plan de programmation des investissements. Nous pourrions évoquer à cette occasion les chiffres, l'ingénierie et le calendrier relatif à la reconstruction.

Pour répondre aux interrogations sur la Nouvelle-Calédonie de M. Naturel et de Mme Canayer, mais aussi des parlementaires en général, j'évoquerai le pacte de refondation économique, qui est un engagement de l'État, au cours de l'examen des amendements, car j'ai dépassé le temps de parole qui m'était alloué.

Pour rebondir, je saisis la balle de Mme Conconne sur la méthode : il faut bien sûr coconstruire et éviter les discours grincheux.

4

MISE AU POINT AU SUJET DE VOTES

Mme la présidente. La parole est à M. Pierre Médevielle.

M. Pierre Médevielle. Je souhaite faire une mise au point au sujet de trois votes.

Lors du scrutin n° 91 sur l'amendement n° II-313 sur les crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative », le groupe Les Indépendants - République et Territoires souhaitait voter pour.

Lors du scrutin n° 74 sur l'amendement n° I-2737 et du scrutin n° 75 sur les amendements identiques n° I-20 rectifié et n° I-2341 rectifié *ter*, le sénateur Pierre-Jean Verzelen souhaitait voter pour.

Mme la présidente. Acte est donné de cette mise au point, mon cher collègue. Elle figurera dans l'analyse politique des scrutins concernés.

Mes chers collègues, nous allons maintenant interrompre nos travaux ; nous les reprendrons à vingt et une heures trente.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à vingt heures, est reprise à vingt et une heures trente, sous la présidence de M. Pierre Ouzoulias.)

PRÉSIDENCE DE M. PIERRE OUZOULIAS
vice-président

M. le président. La séance est reprise.

5

LOI DE FINANCES POUR 2026

SUITE DE LA DISCUSSION D’UN PROJET DE LOI

M. le président. Nous reprenons la discussion du projet de loi de finances pour 2026, considéré comme rejeté par l’Assemblée nationale.

Outre-mer
(suite)

M. le président. Nous poursuivons l’examen, au sein de la seconde partie du projet de loi de finances, des crédits de la mission « Outre-mer ».

Nous allons procéder à l’examen des crédits de la mission « Outre-mer », figurant à l’état B.

ÉTAT B

(En euros)		
Mission / Programme	Autorisations d’engagement	Crédits de paiement
Outre-mer	2 909 644 695	2 826 970 646
Emploi outre-mer	1 822 301 072	1 800 443 127
dont titre 2	213 051 761	213 051 761
Conditions de vie outre-mer	1 087 343 623	1 026 527 519

M. le président. Je suis saisi de quatre amendements faisant l’objet d’une discussion commune.

L’amendement n° II-1680, présenté par le Gouvernement, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d’engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2				
Conditions de vie outre-mer	200 000 000		30 000 000	
TOTAL	200 000 000		30 000 000	
SOLDE	+ 200 000 000		+ 30 000 000	

La parole est à Mme la ministre.

Mme Naïma Moutchou, *ministre des outre-mer*. Enfin, voici venue l’heure de vérité sur la Nouvelle-Calédonie !

Depuis des semaines, j’entends dire que l’État fait du chantage à la relance économique, on prête au Gouvernement des intentions masquées, on prétend qu’il aurait conditionné le plan de relance à un accord politique éventuel et que ce projet constituerait une monnaie d’échange avec les acteurs politiques locaux, au détriment des Calédoniens.

Je suis donc heureuse de pouvoir vous présenter ce soir, mesdames, messieurs les sénateurs, six amendements du Gouvernement, qui déclinent le pacte de refondation économique et sociale tant attendu et qui a été promis par l’État. Ce plan est totalement indépendant des discussions en cours, ainsi que je l’ai déjà indiqué à ceux qui m’ont interpellée sur ce sujet ; je l’ai encore répété hier, quand je me suis exprimée devant certains d’entre vous.

Ainsi, pendant que certains s’agitaient, le Premier ministre et moi-même avons travaillé à l’élaboration de ce plan et, ce soir, nous tenons parole.

Je vais prendre le temps d’expliquer en quoi consiste ce pacte de refondation économique et sociale ; cela me permettra d’être plus rapide sur les autres amendements du Gouvernement, monsieur le président.

Tout d’abord, il procède de la nécessaire solidarité que nous devons avoir à l’égard de nos compatriotes calédoniens. Toutefois, si l’on affirme cela, alors il faut tout dire, nous devons aussi expliquer que ce pacte ne produira ses pleins effets que si le territoire retrouve sa stabilité.

C’est normal, ce n’est pas du chantage. Il faut marcher sur deux jambes, il ne sert à rien d’investir, d’engager beaucoup d’argent, si, de l’autre côté, on n’arrive pas à garantir la stabilité du territoire. C’est un gage de confiance pour les investisseurs, mais aussi pour les familles et, de manière générale, pour tous ceux qui travaillent en Nouvelle-Calédonie.

Cette stabilité dépend avant tout des responsables calédoniens. Les discussions sont en cours, je vous l’ai dit, et c’est à ces derniers de trouver des solutions équilibrées et aussi consensuelles que possible. L’État s’est engagé à accompagner les acteurs jusqu’au bout dans ce processus.

Soucieux de donner de la visibilité aux Calédoniens pour ce qui concerne le soutien de l'État, sous réserve que le budget soit bien adopté – ce sont bien ces amendements au projet de loi de finances qui constituent ce pacte –, le Premier ministre a adressé, voilà quelques heures, un courrier précisant les contours de ce plan, qui s'articulera autour de cinq piliers : le renforcement de l'attractivité du territoire ; l'investissement dans des infrastructures essentielles ; le soutien de la filière nickel ; l'ouverture de nouvelles perspectives pour la jeunesse calédonienne ; le soutien des comptes publics de la Nouvelle-Calédonie, afin d'accompagner les réformes qu'il lui appartient désormais de conduire.

Cet effort de la Nation représentera la somme de 2,2 milliards d'euros sur cinq ans et tel est l'objet des six amendements que je présente sur la mission « Outre-mer ». Ces derniers seront d'ailleurs complétés par des amendements portant sur d'autres missions, pour le soutien à la filière nickel et aux finances publiques, et pour l'extension à la Nouvelle-Calédonie de la garantie émeutes des assurances, sujet crucial pour restaurer la confiance des investisseurs.

J'en viens au présent amendement, qui tend à abonder les crédits de la mission de 200 millions d'euros en autorisations d'engagement (AE) et de 30 millions d'euros en crédits de

paiement (CP). Il vise à contribuer au financement d'études et de travaux publics pour le développement économique à moyen et long terme de la Nouvelle-Calédonie. Il pourra s'agir d'infrastructures routières ou énergétiques et de réseaux d'eau. Ces crédits pourront également contribuer à l'aménagement de zones économiques. Ils serviront enfin à financer des travaux de protection de la population face aux effets du changement climatique.

Ce montant élevé est destiné à créer un véritable choc d'investissement en 2026.

M. le président. L'amendement n° II-482 rectifié, présenté par M. Naturel, Mmes Belrhiti et V. Boyer, MM. Bruyen et Burgoa, Mmes Canayer et Di Folco, M. Genet, Mmes Gosselin, Grunty, Guidez, Jacquemet et Lassarade, MM. H. Leroy et Levi, Mme P. Martin et MM. Panunzi et Sol, est ainsi libellé :

I. – Créer le programme :

Fonds exceptionnel pour le soutien et la reconstruction économique et sociale de la Nouvelle-Calédonie

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		500 000 000		500 000 000
Conditions de vie outre-mer				
Fonds exceptionnel pour le soutien et la reconstruction économique et sociale de la Nouvelle-Calédonie	500 000 000		500 000 000	
TOTAL	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Georges Naturel.

M. Georges Naturel. Cet amendement ayant été déposé avant que le Gouvernement ne dépose le sien, il perd peut-être de son intérêt maintenant.

Je l'ai déposé pour demander au Gouvernement une précision sur le pacte de refondation. Il s'agissait de créer un fonds pour la reconstruction économique et sociale de la Nouvelle-Calédonie et de l'abonder de 500 millions d'euros.

Madame la ministre, vous venez de nous proposer, au travers de votre premier amendement, un plan de 200 millions d'euros. Cela correspond au montant que nous avions affecté à la reconstruction des établissements publics et des écoles de Nouvelle-Calédonie en janvier dernier, sur le budget de 2025. Il conviendra donc de

préciser rapidement l'affectation exacte du montant de 200 millions d'euros que vous proposez aujourd'hui, car les 200 millions d'euros de crédits inscrits au budget de 2025 n'ont pas encore été intégralement consommés dans l'année.

M. le président. L'amendement n° II-357 rectifié, présenté par M. Xowie, Mme Corbière Naminzo et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky, est ainsi libellé :

I. – Créer le programme :

Aide à la reconstruction de la Nouvelle-Calédonie

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		168 000 000		168 000 000

Conditions de vie outre-mer		332 000 000		332 000 000
Aide à la reconstruction de la Nouvelle-Calédonie	500 000 000		500 000 000	
TOTAL	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Robert Wienie Xowie.

M. Robert Wienie Xowie. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt et d'attention les propos liminaires des uns et des autres, ainsi que les vôtres, madame la ministre, qui ont relayé nos inquiétudes quant à la situation de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie, qui est au bout de son déclin.

Je vous remercie tous de l'intérêt que vous portez à ce territoire, madame la ministre, mes chers collègues, et je vous propose un amendement à la hauteur des inquiétudes que vous avez exprimées. Il s'agit d'abonder un nouveau programme consacré à la reconstruction de la Nouvelle-Calédonie de 500 millions d'euros en AE et en CP.

Cet amendement est d'autant plus nécessaire que vous conditionnez le vôtre, madame la ministre, à l'adoption du PLF. Cela soulève quelques questions...

M. le président. L'amendement n° II-527, présenté par Mme Artigalas, M. Kanner, Mme Narassiguin, M. Temal, Mmes Bélim et Conconne, MM. Lurel, Omar Oili et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		65 000 000		65 000 000
Conditions de vie outre-mer	65 000 000		65 000 000	
TOTAL	65 000 000	65 000 000	65 000 000	65 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Viviane Artigalas.

Mme Viviane Artigalas. Cet amendement visait également à répondre très rapidement à la crise économique qui sévit en Nouvelle-Calédonie depuis les émeutes.

Je vous l'ai déjà indiqué, madame la ministre, c'est une urgence pour moi et pour l'ensemble du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, mais vous y répondez *via* votre amendement.

Toutefois, je me pose la même question que M. Naturel : les crédits de paiement de votre amendement ne s'élèvent qu'à 30 millions d'euros, soit un montant beaucoup plus faible que celui qui est proposé dans les autres amendements en discussion commune. J'imagine que vous avez ciblé les besoins les plus urgents et j'espère que les autorisations d'engagement seront bien maintenues sur plusieurs années. Pourriez-vous néanmoins nous préciser sur quelles actions vous flécherez ces crédits de paiement ?

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial de la commission des finances. Je salue le dépôt de l'amendement gouvernemental, dont l'adoption permettra de soutenir la construction de bâtiments publics en Nouvelle-Calédonie à hauteur de 200 millions d'euros en AE et de 30 millions d'euros en CP.

La commission n'ayant pu se réunir pour l'examiner, je m'en remets, à titre personnel, à la sagesse du Sénat sur cet amendement. Je demande en contrepartie le retrait des amendements n° II-482 rectifié, II-357 rectifié et II-527.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Le Gouvernement demande le retrait des autres amendements au profit du sien.

Quant aux 30 millions d'euros en crédits de paiement, ils seront fléchés de manière privilégiée vers des projets déjà prêts ; je pense par exemple au projet qui concerne le lycée Michel-Rocard. Nous nous étions engagés à sa reconstruction quand je me suis rendue sur place.

M. le président. La parole est à M. Victorin Lurel, pour explication de vote.

M. Victorin Lurel. J'aimerais une précision, madame la ministre. On propose 200 millions, 400 millions, 500 millions d'euros en AE ; pourquoi seulement 30 millions en CP dans l'amendement gouvernemental, alors que les autres tendent à demander au minimum 65 millions ?

Est-ce parce que l'économie de la Nouvelle-Calédonie ne pourrait pas absorber plus de crédits de paiement ? Les travaux n'ont-ils pas déjà été engagés, ne devrez-vous pas les payer en 2026 ?

M. le président. Je mets aux voix...

M. Victorin Lurel. J'ai posé une question à la ministre !

M. le président. Je ne peux pas obliger Mme la ministre à y répondre, mon cher collègue.

Mme Naïma Moutchou, ministre. On m'a demandé d'aller vite, monsieur le président !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-1680.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, les amendements n°s II-482 rectifié, II-357 rectifié et II-527 n'ont plus d'objet.

L'amendement n° II-1676, présenté par le Gouvernement, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2				
Conditions de vie outre-mer	50 000 000		50 000 000	
TOTAL	50 000 000		50 000 000	
SOLDE	+ 50 000 000		+ 50 000 000	

La parole est à Mme la ministre.

Mme Naïma Moutchou, ministre. Cet amendement vise à augmenter les crédits de la mission « Outre-mer », afin de renforcer l'attractivité du territoire, en favorisant la création d'emplois par les entreprises privées. Nous avons réfléchi à ce dispositif avec les acteurs économiques locaux. La mission interministérielle mise en place sous la responsabilité de mon ministère a beaucoup travaillé aux questions de fiscalité et des parlementaires, notamment le député Nicolas Metzdorf, se sont beaucoup engagés sur ce sujet.

L'État compensera la collectivité de Nouvelle-Calédonie, qui a la compétence fiscale, d'une exonération totale d'impôt sur les sociétés pour toutes les petites et moyennes entreprises, hors secteur du nickel, ayant un chiffre d'affaires inférieur ou égal à 4 millions d'euros. Cette baisse d'impôt

constituera un soutien pour la trésorerie de ces entreprises, dans un contexte où cette dernière est souvent détériorée par la crise économique que connaît le territoire.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial de la commission des finances. Cet amendement n'a pas pu être examiné par la commission. Néanmoins, à titre personnel, j'é mets également un avis de sagesse à son endroit.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-1676.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'amendement n° II-1677, présenté par le Gouvernement, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2				
Conditions de vie outre-mer	17 000 000		17 000 000	
TOTAL	17 000 000		17 000 000	
SOLDE	+ 17 000 000		+ 17 000 000	

La parole est à Mme la ministre.

Mme Naïma Moutchou, ministre. Il s'agit de poursuivre le déploiement du dispositif exceptionnel de prêts garantis en Nouvelle-Calédonie, déployé par la société de gestion de fonds de garantie d'outre-mer (Sogefom).

L'État a réalisé un premier versement de 40 millions d'euros à cette société en 2024 et un deuxième de 9 millions d'euros en 2025. Toutefois, la situation économique ne s'améliorant pas et l'échéance de prêts accordés dans le cadre de la crise covid venant à expiration, nous avons considéré qu'il était nécessaire de renforcer l'accompagnement par l'État de l'économie néo-calédonienne.

Pour permettre aux entreprises de faire face à leurs besoins de trésorerie et de reconstitution de leur appareil productif, un besoin de 17 millions d'euros a été estimé pour couvrir le besoin de garantie bancaire en 2026.

Tel est l'objet de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Même situation, l'amendement n'a pas été examiné en commission. À titre personnel, j'é mets un avis de sagesse à son sujet.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-1677.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'amendement n° II-1675, présenté par le Gouvernement, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>				
Conditions de vie outre-mer	5 800 000		5 800 000	
TOTAL	5 800 000		5 800 000	
SOLDE	+ 5 800 000		+ 5 800 000	

La parole est à Mme la ministre.

Mme Naïma Moutchou, ministre. Cet amendement vise à assurer le financement d'infrastructures et de travaux d'adaptation au changement climatique, et l'aménagement de zones économiques.

Ces crédits permettront notamment de financer des études et des travaux publics pour le développement économique à moyen et long termes du territoire et le désenclavement, avec les ponts, les routes, l'énergie ou encore l'eau.

Il s'agit plus spécifiquement de financer des études préalables à la station de transfert d'énergie par pompage (Step) de La Tontouta. La mesure proposée porte sur 5,8 millions d'euros.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Avis de sagesse à titre personnel.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-1675.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'amendement n° II-1674, présenté par le Gouvernement, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>	11 000 000		11 000 000	
Conditions de vie outre-mer				
TOTAL	11 000 000		11 000 000	
SOLDE	+ 11 000 000		+ 11 000 000	

La parole est à Mme la ministre.

Mme Naïma Moutchou, ministre. Il s'agit du pilier relatif à la jeunesse calédonienne.

Cet amendement vise à financer un plan exceptionnel de lutte contre le décrochage scolaire et professionnel des jeunes calédoniens. Selon les dernières données disponibles, le nombre de sorties du système éducatif sans diplôme ni qualification est très élevé en Nouvelle-Calédonie, surtout depuis les émeutes : environ 20 % contre 10 % en France hexagonale. En outre, le taux de chômage des moins de 25 ans s'élevait à environ 35 % en 2023.

Ces crédits permettront de financer des actions et dispositifs divers, permettant d'offrir des perspectives aux jeunes calédoniens, *via* notamment le financement de 1 000 contrats de service civique par an et de 100 postes d'éducateur spécialisé destinés à accompagner les jeunes en décrochage dans le parcours de réinsertion. Le montant total proposé s'élève à 11 millions d'euros.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Sagesse.

M. le président. La parole est à M. Georges Naturel, pour explication de vote.

M. Georges Naturel. Madame la ministre, vous le savez, la problématique de la jeunesse en Nouvelle-Calédonie me préoccupe. On a beaucoup parlé de relance économique et de travaux publics, mais la jeunesse calédonienne est véritablement en perte de vue.

Sur une population de 260 000 habitants, il y a, vous l'avez évoqué, 700 gamins qui sortent du système scolaire tous les ans, sans diplôme, éventuellement avec des addictions, et que nous devons rattraper. Ce sont ainsi entre 6 000 et 10 000 jeunes qui sont concernés. Il faut à tout prix que l'on s'en occupe.

J'ai pour ma part déposé un amendement visant à renforcer le service militaire adapté (SMA) ; vous avez également une proposition en la matière. À ce jour, c'est le seul système efficace en Nouvelle-Calédonie pour prendre en charge ces jeunes.

Il faudra mettre en œuvre rapidement ce dispositif ; j'y serai attentif.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-1674.
(*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-1673, présenté par le Gouvernement, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>	15 000 000		1 000 000	
Conditions de vie outre-mer				
TOTAL	15 000 000		1 000 000	
SOLDE	+ 15 000 000		+ 1 000 000	

La parole est à Mme la ministre.

Mme Naïma Moutchou, ministre. Cet amendement est justement relatif au dispositif évoqué par le sénateur Naturel.

J'ai visité, à Nouméa, le régiment du service militaire adapté en Nouvelle-Calédonie, le RSMA-NC, qui affiche des résultats remarquables, et nous souhaitons l'accompagner.

C'est précisément l'objet de cet amendement, qui vise à financer une compagnie supplémentaire du service militaire adapté dans le Grand Nouméa. Il est ainsi proposé d'abonder l'action « Aide à l'insertion et à la qualification professionnelle » de 15 millions d'euros.

M. le président. L'amendement n° II-480 rectifié *bis*, présenté par MM. Naturel et Anglars, Mmes Belrhiti et V. Boyer, MM. Bruyen et Burgoa, Mmes Canayer, de Cidrac et Di Folco, M. Genet, Mmes Gosselin, Gruny, Guidez, Jacquemet et Lassarade, MM. H. Leroy et Levi, Mme P. Martin et MM. Panunzi et Sol, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>	15 000 000		15 000 000	
Conditions de vie outre-mer		15 000 000		15 000 000
TOTAL	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Georges Naturel.

M. Georges Naturel. Il s'agit de l'amendement que j'évoquais.

Le dispositif du SMA existe déjà, mais je propose d'implanter une nouvelle antenne dans l'agglomération du Grand Nouméa, où ont pris naissance les événements que nous avons connus l'an dernier. La jeunesse doit être occupée et il y a dans cette zone un tissu économique important.

Avoir une nouvelle antenne du SMA dans cette agglomération me paraît essentiel. Cela permettra de réinsérer rapidement un certain nombre de jeunes.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Avis de sagesse sur l'amendement n° II-1673 du Gouvernement.

Nous proposons à M. Naturel de rendre le sien identique à celui du Gouvernement.

M. Georges Naturel. Je suis d'accord !

M. le président. Je sus donc saisi d'un amendement n° II-480 rectifié *ter*, dont le libellé est identique à celui de l'amendement n° II-1673.

Je mets aux voix ces deux amendements identiques.

(*Les amendements sont adoptés.*)

M. le président. L'amendement n° II-483 rectifié, présenté par M. Naturel, Mmes Belrhiti et V. Boyer, MM. Bruyen et Burgoa, Mmes Canayer, de Cidrac et Di Folco, M. Genet, Mmes Gosselin, Gruny, Guidez, Jacquemet et Lassarade, MM. H. Leroy et Levi, Mme P. Martin et MM. Panunzi et Sol, est ainsi libellé :

I. – Créer le programme :

Fonds pour le soutien aux entreprises touchées par les émeutes en Outre-mer

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2				
Conditions de vie outre-mer		75 000 000		75 000 000
Fonds pour le soutien aux entreprises touchées par les émeutes en Outre-mer	75 000 000		75 000 000	
TOTAL	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Georges Naturel.

M. Georges Naturel. Depuis mai 2024, dans plusieurs territoires d'outre-mer, notamment en Nouvelle-Calédonie, les assureurs excluent de leur couverture le risque émeutes. Très concrètement, cela signifie que certaines entreprises ne seront plus assurables, alors même que l'on entend favoriser la relance économique.

Mme la ministre a annoncé cette semaine dans le journal *Le Monde*, et elle l'a confirmé il y a quelques instants, que le Gouvernement souhaitait proposer une garantie émeutes. Mon amendement est un amendement d'appel, qui vise à constituer un fonds spécial doté de 75 millions d'euros pour le soutien des entreprises touchées par les émeutes en outre-mer.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Demande de retrait.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Nous nous sommes engagés à avancer sur le sujet de la garantie émeutes, mais nous ne souhaitons pas qu'elle repose intégralement sur des fonds publics. Nous envisageons un dispositif différent, que nous nous engageons à mettre en place.

Le Gouvernement demande donc le retrait de cet amendement.

M. le président. Monsieur Naturel, l'amendement n° II-483 rectifié est-il maintenu ?

M. Georges Naturel. C'est un sujet dont nous parlons depuis maintenant plus d'un an et il va falloir apporter des solutions, parce que des entreprises ont redémarré leur activité sans assurance, et certains particuliers éprouvent aussi des difficultés à s'assurer. Il faut traiter rapidement ce problème, nous en avons besoin.

Néanmoins, j'accepte de retirer mon amendement, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° II-483 rectifié est retiré.

Je suis saisi de cinq amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-461 rectifié n'est pas soutenu.

L'amendement n° II-432, présenté par MM. Durox, Hochart et Szczurek, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		700 000 000		700 000 000
Conditions de vie outre-mer	700 000 000		700 000 000	
TOTAL	700 000 000	700 000 000	700 000 000	700 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Joshua Hochart.

M. Joshua Hochart. Le projet de loi de finances pour l'année en cours prévoit une diminution de près de 700 millions d'euros du budget de la mission « Outre-mer ». Cette réduction, d'une ampleur inédite, intervient alors même que les besoins de nos territoires ultramarins demeurent considérables et urgents.

Les collectivités de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Wallis-et-Futuna, ainsi que la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie font face à des défis structurels majeurs – retard d'équipement en infrastructures, coût élevé de la vie, chômage endémique, difficultés

d'accès à l'eau potable, à l'énergie et aux soins – et à des phénomènes naturels et climatiques d'une intensité exceptionnelle.

Dans ce contexte, raboter le budget de la mission « Outre-mer » revient à affaiblir la solidarité nationale envers ces territoires, à aggraver les inégalités et à retarder des investissements essentiels à leur développement.

Cet amendement vise donc à rétablir, à hauteur de 700 millions d'euros, le niveau des crédits nécessaires pour financer les projets structurants : modernisation des réseaux d'eau et d'assainissement, amélioration des transports, rénovation des établissements scolaires et hospitaliers, soutien à la production locale et au logement.

M. le président. Les deux amendements suivants sont identiques.

L'amendement n° II-212 est présenté par Mme Nadille, MM. Patriat, Théophile, Buval et Mohamed Soilihi, Mme Phinera-Horth, MM. Rohfritsch, Kulimoetoke et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants.

L'amendement n° II-580 est présenté par Mme Bélim.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		285 200 000		285 200 000
Conditions de vie outre-mer	285 200 000		285 200 000	
TOTAL	285 200 000	285 200 000	285 200 000	285 200 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille, pour présenter l'amendement n° II-212.

Mme Solanges Nadille. Le présent amendement vise à rétablir les crédits du programme 123, « Conditions de vie outre-mer », gravement amputé dans le projet de loi de finances pour 2026.

Cette baisse importante – 285 millions d'euros – grève l'avenir des territoires ultramarins, dont la résilience n'est plus à démontrer ; c'est même devenu le vocable en vogue, à défaut de véritables moyens alloués au développement de nos territoires.

Cette coupe frappe de plein fouet le logement, l'aménagement du territoire, le fonds exceptionnel d'investissement, les contrats avec les collectivités et l'accès au financement bancaire. Concrètement, des engagements de l'État ne

pourront plus être tenus, des projets seront bloqués et des investissements vitaux différés dans des territoires pourtant déjà en forte tension.

Nous proposons de rétablir intégralement les AE et d'augmenter les CP, afin de permettre à l'État d'assumer ses responsabilités et de garantir la continuité de l'action publique en outre-mer.

M. le président. La parole est à Mme Audrey Bélim, pour présenter l'amendement n° II-580.

Mme Audrey Bélim. Je le considère comme défendu.

M. le président. L'amendement n° II-320, présenté par M. Lurel, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		285 174 000		285 174 000
Conditions de vie outre-mer	285 174 000		285 174 000	
TOTAL	285 174 000	285 174 000	285 174 000	285 174 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Victorin Lurel.

M. Victorin Lurel. C'est le même objet que les précédents amendements, donc je ne m'étends pas.

L'objectif du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain est de retrouver le budget de 2025, d'où la précision des montants proposés dans cet amendement ; cela correspond exactement à ce qui a été déduit dans le présent projet de loi par rapport à celui de l'année dernière.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. La commission demande le retrait de tous ces amendements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Même avis.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-432.
(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Je mets aux voix les amendements identiques n°s II-212 et II-580.

J'ai été saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe Les Républicains.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(*Le scrutin a lieu.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 92 :

Nombre de votants	344
Nombre de suffrages exprimés	344
Pour l'adoption	137
Contre	207

Le Sénat n'a pas adopté.

Je mets aux voix l'amendement n° II-320.

J'ai été saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(*Le scrutin a lieu.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 93 :

Nombre de votants	344
Nombre de suffrages exprimés	343
Pour l'adoption	137
Contre	206

Le Sénat n'a pas adopté.

L'amendement n° II-557, présenté par M. Mellouli, Mme Guhl, MM. Jadot, Salmon, Benarroche, G. Blanc et Dantec, Mme de Marco, MM. Dossus, Fernique et Gontard et Mmes Ollivier, Poncet Monge, Senée, Souyris et M. Vogel, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		100 000 000		100 000 000
Conditions de vie outre-mer	100 000 000		100 000 000	
TOTAL	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Akli Mellouli.

M. Akli Mellouli. Dans les outre-mer, être étudiant coûte plus cher, vivre coûte plus cher, se loger coûte beaucoup plus cher.

D'après l'Union nationale des étudiants de France (Unef), les résidences sont saturées, les files d'attente sont interminables et, à Mayotte, il n'y a même aucune résidence étudiante.

C'est pourquoi le présent amendement vise à engager un plan de construction de logements universitaires, gérés avec les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous), afin de garantir leur accessibilité pour tous les étudiants. Nous proposons d'abonder de 100 millions d'euros l'action « Logement » du programme 123, « Conditions de vie outre-mer », de cette mission. Nous appelons en outre le Gouvernement à lever le gage.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Le financement des Crous relève du programme 231, « Vie étudiante », de la mission « Recherche et enseignement supérieur ». Même s'il s'agit d'un sujet important, la commission demande le retrait de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. J'ajoute que la création d'une enveloppe supplémentaire n'est pas nécessaire, dans la mesure où l'offre de logements sociaux étudiants bénéficie déjà d'un soutien significatif de l'État, *via* le programme Agir pour le logement étudiant (Agile) de la Banque des territoires, qui fournit du financement et de l'ingénierie aux collectivités, Crous et bailleurs sociaux. Des aides financières au logement existent également, *via* la ligne budgétaire unique (LBU), qui sont adaptées aux besoins des territoires, à leur capacité à mettre en œuvre de tels projets. C'est d'ailleurs plutôt la capacité à conduire ces projets que l'enveloppe financière qui pose un problème.

Le Gouvernement demande le retrait de cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-557.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de dix amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-556, présenté par M. Mellouli, Mme Guhl, MM. Jadot, Salmon, Benarroche, G. Blanc et Dantec, Mme de Marco, MM. Dossus, Fernique et Gontard et Mmes Ollivier, Poncet Monge, Senée, Souyris et M. Vogel, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		366 000 000		366 000 000
Conditions de vie outre-mer	366 000 000		366 000 000	
TOTAL	366 000 000	366 000 000	366 000 000	366 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Akli Mellouli.

M. Akli Mellouli. Au travers de cet amendement, nous proposons de financer la construction de 15 000 logements sociaux.

La loi du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique (Érom) promettait 150 000 logements en dix ans. Nous sommes presque en 2026 et le taux de réalisation n'est que de 54 %. Des dizaines de milliers de familles habitent encore dans des logements indignes.

Cet amendement vise donc à sécuriser la construction de 15 000 logements dès 2026 et nous demandons la levée du gage.

M. le président. L'amendement n° II-187, présenté par Mme Nadille, MM. Patriat, Théophile, Buval, Rohfritsch et Mohamed Soilihi, Mme Phinera-Horth, M. Kulimoetoke et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		100 000 000		100 000 000
Conditions de vie outre-mer	100 000 000		100 000 000	
TOTAL	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille.

Mme Solanges Nadille. Cet amendement tend à renforcer la ligne budgétaire unique, consacrée au logement dans les outre-mer, afin de mieux répondre à des besoins toujours très élevés.

Les crédits de l'action « Logement » ne cessent de diminuer, alors même que la demande de logement social croît continuellement.

Le déséquilibre entre l'offre et la demande de logement social est alarmant : 64 % des ménages ultramarins sont éligibles au logement social, mais seuls 26 % d'entre eux y résident effectivement. Les besoins sont aujourd'hui estimés à environ 110 000 logements sur l'ensemble des territoires.

C'est la raison pour laquelle nous proposons d'abonder la LBU de 100 millions d'euros, afin de permettre aux Ultramarins d'accéder enfin à un logement digne et adapté, et de rapprocher nos territoires des objectifs de la loi Érom.

M. le président. L'amendement n° II-582 rectifié *ter*, présenté par Mme Bélim, MM. Lurel, Omar Oili et Bourgi, Mmes Linkenheld et Conway-Mouret, M. Pla, Mme Artigalas, MM. Uzenat, Féraud, Roiron et Temal, Mme Conconne et MM. M. Weber et Raynal, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		80 000 000		80 000 000
Conditions de vie outre-mer	80 000 000		80 000 000	
TOTAL	80 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Audrey Bélim.

Mme Audrey Bélim. Nous proposons d'abonder le programme « Conditions de vie outre-mer » de 80 millions d'euros, afin d'accélérer la production de logements sociaux, d'intensifier les réhabilitations, de poursuivre la résorption de l'habitat indigne, notamment dans les zones les plus sensibles, et de sécuriser le financement des opérations déjà engagées.

M. le président. Les deux amendements suivants sont identiques.

L'amendement n° II-338 est présenté par Mme Corbière Naminzo, M. Xowie et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky.

L'amendement n° II-504 est présenté par M. Lurel, Mmes Bélim et Conconne, M. Omar Oili, Mme Artigalas, M. Kanner et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		56 000 000		56 000 000
Conditions de vie outre-mer	56 000 000		56 000 000	
TOTAL	56 000 000	56 000 000	56 000 000	56 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Evelyne Corbière Naminzo, pour présenter l'amendement n° II-338.

Mme Evelyne Corbière Naminzo. Cet amendement vise à abonder la LBU de 56 millions d'euros. L'objectif est de ramener les crédits budgétaires de l'action n° 01 « Logement » du programme 123 de la mission « Outre-mer » à un niveau équivalent à celui de l'enveloppe qui est consacrée au logement dans la loi de finances initiale pour 2024.

L'augmentation des CP, équivalant à 25 millions d'euros dans le projet de loi de finances pour 2026, traduit la volonté de résorber les retards de paiement accumulés au fil des exercices précédents. Toutefois, elle conduit à prioriser des opérations déjà engagées en outre-mer au détriment de lancements de nouveaux projets.

Cela a été dit, l'habitat indigne concerne près de 110 000 logements, soit 13 % des 900 000 logements composant le parc immobilier dans les départements et régions d'outre-mer (Drom). Dans ce contexte d'habitat très dégradé et de fortes tensions foncières, il est nécessaire de rehausser ces financements.

M. le président. La parole est à M. Victorin Lurel, pour présenter l'amendement n° II-504.

M. Victorin Lurel. Je demande simplement par cet amendement le rétablissement de la LBU à son montant de 2024, soit 56 millions d'euros.

M. le président. Les deux amendements suivants sont également identiques.

L'amendement n° II-370 rectifié *bis* est présenté par Mmes Malet, Petrus, Lassarade, V. Boyer, Gruny et Richer, MM. Sol, H. Leroy et Genet et Mme Imbert.

L'amendement n° II-572 rectifié est présenté par Mme Nadille et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		26 000 000		26 000 000
Conditions de vie outre-mer	26 000 000		26 000 000	
TOTAL	26 000 000	26 000 000	26 000 000	26 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Viviane Malet, pour présenter l'amendement n° II-370 rectifié *bis*.

Mme Viviane Malet. Cet amendement vise à abonder la LBU de 26 millions d'euros, afin d'atteindre un montant équivalent à celui qui figure dans l'enveloppe de 2025.

M. le président. La parole est à Mme Solanges Nadille, pour présenter l'amendement n° II-572 rectifié.

Mme Solanges Nadille. Il est défendu.

M. le président. Les deux amendements suivants sont eux aussi identiques.

L'amendement n° II-321 est présenté par M. Lurel.

L'amendement n° II-583 est présenté par Mme Bélim.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		25 704 982		25 704 982
Conditions de vie outre-mer	25 704 982		25 704 982	
TOTAL	25 704 982	25 704 982	25 704 982	25 704 982
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Victorin Lurel, pour présenter l'amendement n° II-321.

M. Victorin Lurel. Défendu.

M. le président. La parole est à Mme Audrey Bélim, pour présenter l'amendement n° II-583.

Mme Audrey Bélim. Défendu.

M. le président. L'amendement n° II-530 rectifié *bis*, présenté par Mme Artigalas, M. Kanner, Mme Narassiguin, MM. Temal et Lurel, Mmes Bélim et Conconne, M. Omar Oili et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		10 000 000		10 000 000
Conditions de vie outre-mer	10 000 000		10 000 000	
TOTAL	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Viviane Artigalas.

Mme Viviane Artigalas. Le logement social dans les collectivités régies par les articles 74 et 76 de la Constitution fait face à des défis structurels particulièrement complexes.

En Nouvelle-Calédonie, l'accès au logement social est un levier essentiel pour renforcer la cohésion sociale, particulièrement après les événements du 13 mai 2024, qui ont exacerbé les fractures sociales et économiques du territoire.

En Polynésie, la situation est tout aussi préoccupante : 40 % des demandes de logement social sont motivées par la précarité et l'insalubrité des logements, un taux alarmant qui reflète les carences profondes dans l'offre de logements décents.

Ce constat souligne l'urgence d'adapter les politiques publiques aux besoins spécifiques de ces collectivités, en augmentant significativement les financements et en mettant en place des dispositifs sur mesure.

Compte tenu de ces besoins très spécifiques, par cet amendement d'appel, madame la ministre, nous proposons la mise en place d'une ligne budgétaire consacrée aux logements dans le Pacifique.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Au vu des contraintes budgétaires actuelles, je demande le retrait des amendements n° II-556, II-187, II-582 rectifié *ter* ainsi que des amendements identiques n° II-338 et II-504.

Toutefois, sur les amendements identiques n° II-370 rectifié *bis* et II-572 rectifié, d'une part, et II-321 et II-583, d'autre part, ainsi que sur l'amendement n° II-530 rectifié *bis*, qui visent à abonder la LBU à hauteur de 25 millions ou de 10 millions d'euros, ce qui correspond à la perte en AE et en CP sur cette action budgétaire, nous sollicitons l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Le logement social est bien sûr une priorité que nous partageons. Il faut continuer à construire beaucoup plus, à réhabiliter le logement ancien et à lutter contre l'habitat insalubre.

Cela suppose de mobiliser très fortement la LBU. Sur la période 2020-2024, celle-ci a connu une progression continue, en dépit d'ailleurs du contexte budgétaire difficile.

Le présent projet de loi de finances prévoit, pour 2026, une dotation identique à celle de 2023, avec des crédits de paiement en augmentation par rapport à 2025. Cependant, les augmentations proposées au travers de ces amendements, qui atteignent jusqu'à 100 %, nécessiteraient de multiplier les engagements sur des projets qui ne seraient peut-être pas encore mûrs ou qui devraient être élaborés dans des délais trop contraints, avec un risque élevé de perte entre l'engagement et la livraison.

Nous devons travailler sur d'autres leviers. Nous pouvons baisser les coûts de construction ; tel est l'objet du décret d'application, en cours de publication, de la loi Bélim. Nous pouvons aussi travailler sur des moyens d'ingénierie en réunissant tous les acteurs autour d'une même table : il y a ainsi des fonciers à aménager.

Afin d'encourager une telle dynamique, je souhaite mener avec toutes les parties prenantes, dans le cadre de la finalisation du plan Logement outre-mer 2024-2027 (Plom 3), une action concrète propre à traduire l'engagement de tous sur les sujets qui nous occupent, notamment ceux qui sont abordés au travers de ces amendements. Je vous invite à y travailler ensemble.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement émet un avis défavorable sur l'ensemble de ces amendements.

M. le président. Quel est finalement l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. La commission suit l'avis du Gouvernement.

M. le président. La parole est à M. Dominique Théophile, pour explication de vote.

M. Dominique Théophile. Je suis très bien placé, géographiquement, pour parler de ce sujet, étant élu de la grande communauté d'agglomération qui inclut le territoire des Abymes, au centre de la Guadeloupe.

Madame la ministre, vous pourriez émettre un avis favorable sur les amendements identiques n° II-370 rectifié *bis* et II-572 rectifié, d'une part, et II-321 et II-583, d'autre part, tant les montants en jeu ne sont pas excessifs. Ce serait un marqueur fort pour répondre à l'appel des territoires concernés. Avec 26 millions d'euros, nous sommes bien loin des 100 millions d'euros : ce faisant, nous rétablirions à peu près les crédits à leur niveau de 2024.

Je vous invite à prendre la mesure de ce problème rencontré en Guadeloupe et ailleurs, et d'envoyer un signal positif à l'ensemble du secteur.

M. le président. La parole est à M. Georges Naturel, pour explication de vote.

M. Georges Naturel. Tout en remerciant ma collègue Viviane Artigalas d'avoir proposé son amendement, je voudrais donner quelques précisions.

En Nouvelle-Calédonie, les besoins que nous avons portent, non pas sur la production, l'augmentation des aides à la pierre et à la construction, mais sur la réhabilitation. J'avais moi-même déposé un amendement en première partie pour utiliser l'outil de la défiscalisation en vue de soutenir la réhabilitation, mais il n'a pas été accepté.

C'est la raison pour laquelle je soutiens l'amendement qu'a proposé Mme Artigalas. Actuellement, au sein du parc géré par le plus gros opérateur social de Nouvelle-Calédonie, non seulement la moitié des loyers ne sont pas payés, mais encore l'ensemble des logements mériteraient d'être réhabilités.

M. le président. La parole est à M. Victorin Lurel, pour explication de vote.

M. Victorin Lurel. Nous retirons l'amendement n° II-504, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° II-504 est retiré.

La parole est à M. Akli Mellouli, pour explication de vote.

M. Akli Mellouli. Monsieur le président, je retire l'amendement n° II-556, au profit des amendements identiques n° II-370 rectifié *bis* et II-572 rectifié, d'une part, et II-321 et II-583, d'autre part. Je sollicite donc un avis de sagesse de la part de la commission et du Gouvernement sur ces amendements.

M. le président. L'amendement n° II-556 est retiré.

La parole est à Mme Micheline Jacques, pour explication de vote.

Mme Micheline Jacques. Nous soutiendrons l'amendement n° II-370 rectifié *bis* présenté par Viviane Malet. Je suggère à Mme Bélim et M. Lurel de faire de même.

M. le président. La parole est à Mme Audrey Bélim, pour explication de vote.

Mme Audrey Bélim. Monsieur le président, je retire l'amendement n° II-582 rectifié *ter* pour faire preuve de raison.

M. le président. L'amendement n° II-582 rectifié *ter* est retiré.

La parole est à Mme Solanges Nadille, pour explication de vote.

Mme Solanges Nadille. Monsieur le président, j'ai bien entendu les propos de Mme la ministre: je retire donc mon amendement.

M. le président. L'amendement n° II-187 est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° II-338.

J'ai été saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe Les Républicains.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 94:

Nombre de votants 344
 Nombre de suffrages exprimés 344
 Pour l'adoption 137
 Contre 207

Le Sénat n'a pas adopté.

Je mets aux voix les amendements identiques n°s II-370 rectifié *bis* et II-572 rectifié.

(Les amendements sont adoptés.)

M. le président. En conséquence, les amendements identiques n°s II-321 et II-583 ainsi que l'amendement n° II-530 rectifié *bis* n'ont plus d'objet.

L'amendement n° II-571 rectifié, présenté par Mmes Nadille, Phinera-Horth et Guidez et MM. Chasseing, Lemoyne et Théophile, est ainsi libellé:

Modifier ainsi les crédits des programmes:

<i>(En euros)</i>				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		40 000 000		40 000 000
Conditions de vie outre-mer	40 000 000		40 000 000	
TOTAL	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille.

Mme Solanges Nadille. La situation en matière d'insalubrité et d'indignité dans les Drom revêt un caractère d'urgence sociale et sanitaire.

Selon la direction générale des outre-mer, près de 150 000 logements sont aujourd'hui considérés comme indignes ou insalubres, soit environ 16 % du parc total des Drom. La Fondation pour le logement des personnes défavorisées évoque, quant à elle, un volume compris entre 130 000 et 150 000 logements, tandis que le nombre de logements en situation d'indignité était estimé à 68 000 en 2022.

Ces chiffres, évalués à la suite de la mise en œuvre de la loi Letchimy du 23 juin 2011, traduisent l'ampleur du phénomène et la progression des habitats spontanés, notamment à Mayotte et en Guyane.

Les données du projet annuel de performances (PAP) pour 2026 confirment la tendance à la contraction des moyens destinés à la lutte contre l'habitat indigne. L'État a consacré 154,6 millions d'euros en AE et 121,04 millions d'euros en CP à la lutte contre l'habitat indigne (LHI) dans les outre-mer.

Cette évolution menace directement la poursuite des opérations de résorption de l'habitat insalubre, de résorption de l'habitat spontané et d'amélioration légère de l'habitat, pourtant indispensables pour restaurer la salubrité du parc ancien et accompagner les populations vulnérables.

M. le président. Quel est l'avis de la commission?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Le présent amendement vise à revaloriser de 40 millions d'euros, en AE et en CP, les crédits alloués à la LBU au profit de la résorption de l'habitat insalubre.

Toutefois, le taux de consommation de ces crédits s'établit depuis plusieurs années à environ 80 %. Par ailleurs, s'il est exact que les autorisations d'engagement de la ligne budgétaire unique ont été diminuées de 25 millions d'euros entre le projet de loi de finances pour 2025 et la loi de finances initiale pour 2026, les crédits de paiement, en revanche, ont été augmentés de ce même montant de 25 millions d'euros.

Au vu des contraintes budgétaires actuelles, je demande le retrait de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Madame Nadille, je comprends bien évidemment le sens de votre amendement et je tiens à vous dire que l'État est engagé sur cette question.

Toutefois, vous comprenez que, dans le cadre qui est le nôtre aujourd'hui, avec la pression de la dette et du déficit, le fait de maintenir la LBU au même niveau qu'en 2023 constitue déjà un effort significatif. Je vous renvoie aussi aux discussions en cours sur le Plom 3, que je suis en train de finaliser avec mon collègue ministre du logement et dans le cadre duquel nous pourrions également revenir sur ces sujets.

Par conséquent, j'émet un avis défavorable sur cet amendement.

M. le président. Madame Nadille, l'amendement n° II-571 rectifié est-il maintenu ?

Mme Solanges Nadille. Non, je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° II-571 rectifié est retiré.

L'amendement n° II-339, présenté par Mme Corbière Naminzo, M. Xowie et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		20 000 000		20 000 000
Conditions de vie outre-mer	20 000 000		20 000 000	
TOTAL	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Evelyne Corbière Naminzo.

Mme Evelyne Corbière Naminzo. Par cet amendement, mes chers collègues, nous demandons l'abondement des crédits destinés à soutenir l'activité d'aménagement et d'équipement dans nos territoires, portée par les collectivités territoriales et les organismes de logement social.

Le fonds régional d'aménagement foncier et urbain (Frafu), créé en 2000, permet de répondre aux problématiques de production de terrains viables et de réduction du coût du foncier aménagé dans les territoires d'outre-mer. En ce sens, il est un outil essentiel de mise en œuvre des politiques locales de l'habitat, des opérations d'aménagement et d'équipement.

Il faut donc être aux côtés des collectivités, des constructeurs, des aménageurs, des établissements publics fonciers et des bailleurs sociaux, pour voir sortir de terre de nouveaux quartiers d'habitation.

Les crédits européens du Fonds européen de développement régional (Feder) et du Fonds social européen (FSE+) avaient été dirigés vers les territoires d'outre-mer pour le financement du Frafu. Dans la programmation de ces fonds européens pour 2021-2027, ils sont redirigés vers d'autres projets. Cela crée donc un manque à gagner pour les collectivités territoriales, appelées à prendre en charge la part qui n'est plus financée par l'Union européenne.

Telles sont les raisons pour lesquelles je vous demande, par cet amendement, de les soutenir.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Demande de retrait.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Même avis.

M. le président. La parole est à Mme Evelyne Corbière Naminzo, pour explication de vote.

Mme Evelyne Corbière Naminzo. Permettez-moi d'insister : le dispositif que je propose au travers de cet amendement est opérationnel. Il s'agit de soutenir les collectivités territoriales qui s'impliquent pour répondre à la crise du logement dans nos territoires, née de l'explosion des coûts de production.

Dans la situation actuelle, cela coûte beaucoup plus cher d'aménager des terrains qui sont de moins en moins accessibles. Or le fait d'abonder le Frafu permet à des opérations qui sont aujourd'hui à l'arrêt de voir le jour. Si les coûts explosent dans nos territoires, c'est en raison notamment de la multiplication des normes européennes, auxquelles nous devons nous astreindre faute de pouvoir les contourner.

Voilà donc un amendement de bon sens, que je vous demande vraiment de soutenir si vous voulez régler le problème du logement chez nous.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-339.

J'ai été saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe Les Républicains.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 95 :

Nombre de votants	344
Nombre de suffrages exprimés	344
Pour l'adoption	137
Contre	207

Le Sénat n'a pas adopté.

L'amendement n° II-559, présenté par M. Mellouli, Mme Guhl, MM. Jadot, Salmon, Benarroche, G. Blanc et Dantec, Mme de Marco, MM. Dossus, Fernique et Gontard et Mmes Ollivier, Poncet Monge, Senée, Souyris et M. Vogel, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		5 000 000		5 000 000
Conditions de vie outre-mer	5 000 000		5 000 000	
TOTAL	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
SOLDE	0		0	

L'amendement n° II-560, présenté par M. Mellouli, Mme Guhl, MM. Jadot, Salmon, Benarroche, G. Blanc et Dantec, Mme de Marco, MM. Dossus, Fernique et Gontard et Mmes Ollivier, Poncet Monge, Senée, Souyris et M. Vogel, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		3 000 000		3 000 000
Conditions de vie outre-mer	3 000 000		3 000 000	
TOTAL	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Akli Mellouli, pour présenter ces deux amendements.

M. Akli Mellouli. Il s'agit de soutenir les collectivités dans la mise en place de l'encadrement des loyers, au travers notamment d'une ligne budgétaire supplémentaire de 5 millions d'euros.

Le Parlement a voté la loi Bélim sur l'encadrement des loyers dans les outre-mer. Certaines collectivités ont déjà délibéré pour être candidates dès 2026. Elles sont prêtes et attendent maintenant que l'État soit au rendez-vous.

L'amendement n° II-559 a donc pour objet de créer une enveloppe de 5 millions d'euros pour accompagner ces collectivités, afin de financer les observatoires locaux des loyers, de fournir l'ingénierie nécessaire et, surtout, de donner confiance à celles qui hésitent encore.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. La commission demande le retrait de ces deux amendements n°s II-559 et II-560, qui tendent à prévoir des crédits supplémentaires, à hauteur respectivement de 5 millions et de 3 millions d'euros.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. À ce jour, aucune collectivité n'a formulé de demande de subvention dans ce cadre. Par conséquent, si des demandes d'instruction sont exprimées, elles seront examinées de manière très attentive et, dès lors qu'elles remplissent les conditions, il n'y a pas de raison qu'un accord favorable ne soit pas donné.

Toutefois, en l'état, compte tenu du fait que nous n'avons pas de requête sur ce sujet, il n'y a pas lieu d'augmenter la ligne budgétaire : avis défavorable.

M. le président. La parole est à M. Akli Mellouli, pour explication de vote.

M. Akli Mellouli. Faire de la politique, c'est aussi anticiper, inciter. Tel est bien l'objet de l'amendement n° II-559 : inciter les communes à s'engager.

Quant à l'amendement n° II-560, que je prends le temps de défendre, il vise à mettre en place un observatoire des loyers à Mayotte, car nous n'y disposons d'aucune donnée.

Je veux bien que l'on continue à débattre du pourquoi et du comment, mais, en réalité, si nous ne créons pas les leviers nécessaires pour enclencher la dynamique créée par la loi que nous avons votée, nous continuerons à déplorer dans les prochaines années le manque de moyens pour justifier notre incapacité à agir.

Cessons de nous cacher derrière notre petit doigt. En politique, il faut anticiper, et c'est ce que je vous demande.

M. le président. La parole est à M. Victorin Lurel, pour explication de vote.

M. Victorin Lurel. Je m'étonne de l'argumentaire développé par Mme la ministre. Nous sommes des parlementaires : il ne peut pas y avoir de mandat impératif.

Comment conditionner une proposition formulée ici, au Sénat, à une demande préalable des collectivités ? Qu'il y ait de la concertation entre nous tous, c'est un fait. Mais, comme l'a rappelé mon collègue, il faut savoir anticiper.

Je ne comprends donc pas qu’une telle condition nous soit opposée, d’où mon étonnement : ce n’est pas parce qu’aucune demande n’a été formulée qu’un tel amendement n’est pas acceptable.

M. le président. Je mets aux voix l’amendement n° II-559.

J’ai été saisi d’une demande de scrutin public émanant du groupe Les Républicains. (*Protestations sur les travées du groupe SER.*)

Je rappelle que l’avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l’article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(*Le scrutin a lieu.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l’ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 96 :

Nombre de votants 344
Nombre de suffrages exprimés 344
Pour l’adoption 137
Contre 207

Le Sénat n’a pas adopté.

J’ai été saisi, pareillement, d’une demande de scrutin public sur l’amendement n° II-560. Puis-je considérer que le vote est identique sur cet amendement ? (*Assentiment.*)

En conséquence, l’amendement n° II-560 n’est pas adopté.

Je suis saisi de deux amendements faisant l’objet d’une discussion commune.

L’amendement n° II-523, présenté par Mmes Bélim et Conconne, MM. Lurel et Omar Oili, Mme Artigalas, M. Kanner et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d’engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		1 000 000		1 000 000
Conditions de vie outre-mer	1 000 000		1 000 000	
TOTAL	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Audrey Bélim.

Mme Audrey Bélim. Monsieur le président, je présenterai également l’amendement n° II-585 rectifié *ter*, qui est un amendement de repli.

Le Parlement a donc voté la proposition de loi qui visait à expérimenter l’encadrement des loyers en outre-mer et à adapter les normes de construction. Or la mise en application de ce texte ne peut réussir que si son pilier technique, à savoir les observatoires locaux, fonctionne. Cela rejoint l’objectif qu’exprimait mon collègue Akli Mellouli voilà quelques instants en présentant l’amendement n° II-560.

Il est vrai que, à La Réunion, l’observatoire local des loyers, labellisé depuis août 2024 et copiloté par l’agence départementale d’information sur le logement (Adil) et l’agence d’urbanisme Agorah, a subi en 2025 une baisse de près de 20 % du soutien de l’État du fait d’une enveloppe nationale figée, alors même qu’il se voit confier des missions accrues dans le cadre de la loi récemment votée.

Je voudrais tout de même rappeler que les financements exceptionnels trouvés cette année ne constituent pas une solution durable et que la situation est encore plus critique

ailleurs. En Guadeloupe, l’observatoire ne couvre que le territoire de Cap Excellence. En Martinique, en Guyane et à Mayotte, aucune structure labellisée n’existe encore.

C’est la raison pour laquelle, par ces amendements n°s II-523 et II-585 rectifié *ter*, nous proposons une dotation supplémentaire afin de soutenir, dans le cadre du premier, la création de ces observatoires dans les autres territoires et, dans le cadre du second, le financement uniquement de l’observatoire de La Réunion. Au demeurant, mes chers collègues, si nous ne votons pas l’amendement n° II-523, la possibilité d’encadrer les loyers ne sera ouverte qu’à La Réunion. (*Mme Annick Girardin applaudit.*)

M. le président. L’amendement n° II-585 rectifié *ter*, présenté par Mme Bélim, MM. Lurel et Omar Oili, Mmes Linkenheld et Conway-Mouret, MM. Bourgi et Pla, Mme Artigalas, MM. Uzenat, Roiron et Temal, Mme Conconne et M. M. Weber, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		40 000		40 000
Conditions de vie outre-mer	40 000		40 000	
TOTAL	40 000	40 000	40 000	40 000
SOLDE	0		0	

Cet amendement a été défendu.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Par l'amendement n° II-523, madame Bélim, vous prévoyez d'allouer 1 million d'euros au financement des observatoires locaux des loyers, conformément aux objectifs fixés par la loi qui porte votre nom, adoptée en juin 2025. Par l'amendement n° II-585, vous proposez une dotation de 40 000 euros pour financer un observatoire de ce type à La Réunion.

Nous souhaitons interroger le Gouvernement pour savoir si de telles structures, que nous soutenons, ont bien été mises en œuvre.

Pour rappel, deux territoires, La Réunion depuis 2013 et la Guadeloupe depuis 2019, sont déjà dotés d'un observatoire local des loyers agréé par l'État. Selon la loi du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs, un observatoire local des loyers est obligatoirement mis en place dans les zones tendues relevant de la taxe sur les logements vacants.

Toutefois, la création de tels observatoires peut probablement se faire à moyens constants. C'est pourquoi nous demandons le retrait de ces amendements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Madame la sénatrice, ces observatoires peuvent enfin voir le jour grâce à la loi qui porte en effet votre nom. Depuis lors, nous avons travaillé. Plusieurs de ces observatoires ont été mis en place, notamment, donc, à La Réunion et en Guadeloupe, tandis que, pour la Guyane, Mayotte et la Martinique, ils sont en cours de création.

Le budget alloué à chaque observatoire est d'environ 100 000 euros, financé à hauteur de 60 % par l'État. Si des besoins se faisaient sentir, nous serions au rendez-vous. Tel n'est pas le cas et rien ne nous a été remonté en ce sens jusqu'à présent.

Les travaux d'ores et déjà engagés peuvent être accompagnés par l'État sans difficulté et sans qu'un abondement supplémentaire soit nécessaire à ce stade.

J'émetts par conséquent un avis défavorable sur ces deux amendements.

M. le président. La parole est à Mme Audrey Bélim, pour explication de vote.

Mme Audrey Bélim. Il existe en effet un observatoire à La Réunion et un autre en Guadeloupe, sur le territoire de Cap Excellence. Cette loi est un outil pour nos collectivités, afin de permettre de lutter contre la spéculation locative que nous connaissons dans nos territoires.

J'invite mes collègues à ne pas « louper le coche », si je puis dire. Rappelons-nous que la loi a été votée, ici même, à l'unanimité, qu'elle est le fruit de notre initiative législative. Par conséquent, allons jusqu'au bout de la démarche.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-523.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-585 rectifié *ter*.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-524, présenté par Mmes Bélim et Conconne, MM. Lurel et Omar Oili, Mme Artigalas, M. Kanner et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		430 500		430 500
Conditions de vie outre-mer	430 500		430 500	
TOTAL	430 500	430 500	430 500	430 500
SOLDE	0		0	

L’amendement n° II-584 rectifié *ter*, présenté par Mme Bélim, MM. Lurel, Omar Oili et Bourgi, Mmes Conway-Mouret et Linkenheld, M. Pla, Mme Artigalas, MM. Uzenat, Roiron et Temal, Mme Conconne et M. M. Weber, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d’engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		287 000		287 000
Conditions de vie outre-mer	287 000		287 000	
TOTAL	287 000	287 000	287 000	287 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Audrey Bélim, pour présenter ces deux amendements.

Mme Audrey Bélim. Ce matin, nous avons eu un moment d’échange de grande qualité dans le cadre d’un colloque de la délégation aux outre-mer organisé sur l’initiative de mon collègue Teva Rohfritsch. Alors qu’il était question des freins rencontrés sur nos territoires, nous étions tous vent debout pour défendre la différenciation et l’adaptation, afin de sortir enfin de ces normes hexagonales qui nous contraignent.

Ces deux amendements visent à financer la mise en place de comités référentiels construction, qui constituent le deuxième pendant de la loi que nous avons tous votée ici. Grâce à ces structures, nous allons pouvoir progresser sur l’adaptation des normes de construction et donc éviter, par exemple, que du bois produit au Brésil passe par l’Europe avant d’arriver en Guyane. Les travaux que nous avons menés à ce titre reprennent les rapports qui ont pu être rédigés par divers parlementaires sur ce sujet de l’adaptation des normes relatives, notamment, à la construction tropicale.

Par le premier amendement, nous soutenons la création de comités référentiels construction sur trois bassins. Par le second, qui est un amendement de repli, nous ne visons que deux bassins uniquement, puisque les Antilles et l’océan Indien sont beaucoup plus proches de parvenir à l’objectif.

J’invite donc tous les collègues qui, ce matin encore, rappelaient combien il était indispensable d’avancer sur l’adaptation des normes de construction, à saisir cette occasion. Si un décret sera en effet publié au début de l’année prochaine, en janvier ou février, un décret sans budget associé ne permet pas d’appliquer cette loi qui, je le redis, a été votée à l’unanimité, ici, au Sénat.

M. le président. Quel est l’avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Nous souhaitons demander au Gouvernement si le décret de mise en œuvre, annoncé pour 2026, a été pris.

M. le président. Quel est l’avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Le décret, déjà maintes fois évoqué, est bien en cours de finalisation et verra le jour prochainement, comme nous nous y sommes engagés. Il permettra de définir à la fois l’organisation et le fonctionnement de ces comités : avis défavorable.

M. le président. Quel est finalement l’avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. La commission demande le retrait de ces amendements.

M. le président. La parole est à Mme Audrey Bélim, pour explication de vote.

Mme Audrey Bélim. La mise en place de comités référentiels construction est indispensable si nous voulons sortir de cette normalisation hexagonale qui nous contraint. Son coût a été évalué, pour chaque comité, à 143 500 euros.

Parmi les trois bassins concernés par les comités qui font l’objet de notre premier amendement, si nous avons en effet sélectionné la Guyane, c’est à la demande du territoire lui-même, qui estime avoir suffisamment de différences avec les Antilles pour disposer de sa propre structure. Je rappelle que nous proposons par le second amendement, en guise de repli, la création de deux comités seulement, un aux Antilles et un dans l’océan Indien.

Encore une fois, mes chers collègues, nous appelons à sortir des normes hexagonales, comme nous l’avons fait ce matin lors du colloque que j’ai évoqué. À ce propos, je souligne que nous avons la chance d’avoir été exemptés des normes CE sur la construction.

Il serait donc sage, dans le prolongement de la loi que nous avons votée, ici, au Sénat, de prévoir une allocation de 143 500 euros pour financer la mise en place d’un comité dans deux ou trois bassins.

M. le président. La parole est à Mme Catherine Conconne, pour explication de vote.

Mme Catherine Conconne. J’avoue que, par moments, j’assiste à des scènes qui me laissent perplexe – mais peut-être suis-je la seule dans ce cas...

On déclame, on psalmodie à l’envi, on organise de grands colloques, des auditions à rallonge, on multiplie les déclarations d’intention, la main sur le cœur. Puis, dès lors qu’il est question d’un début de mise en œuvre, on reste les bras ballants.

Madame la ministre, mes chers collègues, arrêtons-nous un instant sur les montants en jeu ici, qui sont loin d’être extraordinaires : nous ne sommes tout de même pas en train d’aligner les zéros !

En votant la loi, nous avons posé le principe. Le décret sortira en 2026 et il faudrait attendre le projet de loi de finances pour 2027 pour voter ces quelque 100 000 euros. C'est incompréhensible, et notre débat est lunaire. Suis-je vraiment la seule à le penser ?

M. le président. La parole est à Mme Viviane Malet, pour explication de vote.

Mme Viviane Malet. Ces comités auront pour mission de proposer des référentiels adaptés, de contribuer à l'exemption du marquage CE lorsque ce sera pertinent et de faciliter la production d'origine locale.

Je soutiendrai donc les amendements.

Mme Catherine Conconne. Merci !

M. le président. La parole est à Mme Micheline Jacques, pour explication de vote.

Mme Micheline Jacques. Mes chers collègues, ne refaisons pas le débat qui nous a occupés au moment de l'examen de la proposition de loi Bélim. Moi-même je m'étais opposée à une telle disposition, estimant qu'elle manquait de clarté et que nous devons approfondir le sujet.

Plutôt que de créer des comités Théodule par bassin, travaillons territoire par territoire, au cas par cas, en nous appuyant sur les professionnels locaux. Qui plus est, ces comités seraient placés sous la responsabilité d'un préfet de bassin. Le seul préfet de bassin que je connaisse est le préfet maritime ; et je ne vois pas en quoi ce dernier pourrait gérer ce type de dossiers.

Malgré la ministre l'a annoncé, le décret est en cours de rédaction ; il sera bientôt prêt. Attendons qu'il soit publié pour voir de quelle manière le dispositif pourra par la suite se déployer et nous permettre de mener un travail efficient et efficace.

Par conséquent, je ne suis pas favorable à ces amendements.

M. le président. La parole est à M. Victorin Lurel, pour explication de vote.

M. Victorin Lurel. Madame la ministre, vous préparez un décret, qui sera publié en 2026, mais sans disposer du budget nécessaire. Il serait donc de bonne politique de voter de tels crédits.

Je vous demande donc de soutenir, comme je le fais, ces amendements.

M. le président. La parole est à Mme Annick Girardin, pour explication de vote.

Mme Annick Girardin. Le RDSE soutiendra ces amendements. Ainsi, nous aurons les moyens d'agir, même s'il faudra ensuite apporter quelques changements aux dispositifs en question.

Mettons en place des comités ; nous verrons ensuite, d'un point de vue pratique, comment coordonner leur action avec celle des préfets.

M. le président. La parole est à Mme la ministre.

Mme Naïma Moutchou, ministre. Nous financerons ces comités ; là n'est pas la question. Le problème n'est pas de mobiliser les quelques centaines de milliers d'euros nécessaires. En revanche, nous avons besoin d'un décret. Or celui-ci est en cours de finalisation.

Une fois qu'il sera prêt, nous pourrons avancer sur la question avec le ministère du logement. C'est de cette manière que nous procédons : en ordre et par étapes.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-524.

J'ai été saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe Les Républicains.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 97 :

Nombre de votants	344
Nombre de suffrages exprimés	328
Pour l'adoption	123
Contre	205

Le Sénat n'a pas adopté.

J'ai été saisi, pareillement, d'une demande de scrutin public sur l'amendement n° II-584 rectifié *ter*. Puis-je considérer que le vote est identique sur cet amendement ? *(Assentiment.)*

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-528, présenté par Mme Artigalas, M. Kanner, Mme Narassiguin, M. Temal, Mmes Bélim et Conconne, MM. Lurel, Omar Oili et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

<i>(En euros)</i>				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		30 000 000		30 000 000
Conditions de vie outre-mer	30 000 000		30 000 000	
TOTAL	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Viviane Artigalas.

Mme Viviane Artigalas. Le PLF 2026 prévoit l'arrêt définitif du versement de subventions exceptionnelles à la collectivité territoriale de Guyane (CTG) au regard, selon le Gouvernement, de l'amélioration de sa situation financière.

Cette décision va à l'encontre de l'accord passé avec l'État, qui devait substituer cette dotation exceptionnelle par un panier de recettes élargi. Or cela n'a pas été le cas.

Tous les rapports soulignent le sous-financement structurel de la CTG, qui, malgré une pression fiscale locale supérieure aux autres territoires, bénéficie de recettes de fonctionnement par habitant inférieures à la moyenne non seulement de la France hexagonale, mais aussi, à hauteur de 15 %, des départements et régions d'outre-mer.

L'argument principal qui s'oppose à cette baisse de crédits réside dans l'immense besoin d'investissement du territoire. L'augmentation de la capacité d'autofinancement a permis le

triplement des investissements réalisés, qui sont passés de 65 millions d'euros en 2019 à plus de 200 millions d'euros ces trois dernières années.

En réduisant son soutien, le Gouvernement briserait cette dynamique.

Par conséquent, nous proposons, par cet amendement, de maintenir en 2026 la subvention dont bénéficie la collectivité territoriale de Guyane.

M. le président. L'amendement n° II-475, présenté par Mme Nadille, MM. Patriat et Théophile, Mme Phinera-Horth, MM. Mohamed Soilihi, Rohfritsch, Buval, Kulimoe-toke, Fouassin, Patient et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		30 000 000		15 000 000
Conditions de vie outre-mer	30 000 000		15 000 000	
TOTAL	30 000 000	30 000 000	15 000 000	15 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille.

Mme Solanges Nadille. Cet amendement, que je défends au nom de mes collègues de Guyane, a été très bien défendu par Mme Artigalas.

La suppression de ce soutien, alors qu'aucune nouvelle structure fiscale n'est en place, représenterait une sanction incompréhensible et déséquilibrerait le budget de la collectivité territoriale de Guyane, tout en faisant chuter les investissements de 240 millions à 80 millions d'euros.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. D'une part, l'amendement n° II-528 vise à allouer 30 millions d'euros en AE et en CP à la collectivité territoriale de Guyane.

D'autre part, l'amendement n° II-475 tend à prévoir 30 millions d'euros en AE et 15 millions d'euros en CP, afin de ramener le niveau de la dotation à celui qui avait été contractualisé entre la CTG et l'État entre 2021 et 2025.

Or, conformément à l'accord signé en 2021, la CTG a pris des mesures significatives pour améliorer sa santé financière. L'État justifie d'ailleurs ainsi la baisse de la dotation qui lui est allouée.

Toutefois, la situation de cette collectivité demeure précaire, et la baisse de la dotation conduirait à un déséquilibre de son budget de 2026.

Par conséquent, je demande l'avis du Gouvernement sur ces amendements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Il faut bien entendu se réjouir de la situation actuelle de la collectivité : grâce aux efforts remarquables qu'elle a fournis, elle présente un résultat comptable positif de 71 millions d'euros, une capacité d'autofinancement de 68 millions d'euros et une dette soutenable à 35 % des recettes de fonctionnement. Ce bilan doit être salué. Par ailleurs, de véritables avancées ont été constatées sur les réformes structurelles.

Au regard de ce bilan, il revient à la collectivité de travailler sur les leviers fiscaux qui lui permettront de dégager les marges de manœuvre dont elle aura besoin à l'avenir.

Nous sommes prêts à nous pencher sur le sujet, notamment dans le cadre du groupe de travail sur l'évolution institutionnelle du territoire, qui comporte un volet relatif à la fiscalité.

Le ministère, je le répète, est prêt à engager ce travail avec la collectivité, si elle le souhaite. J'émet donc un avis défavorable sur ces deux amendements.

M. le président. Quel est finalement l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. La commission émet, malgré tout, un avis favorable. (Mme Catherine Conconne applaudit.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-528.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'amendement n° II-475 n'a plus d'objet.

Je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° II-185 est présenté par M. Patriat, Mme Nadille, MM. Théophile, Buval, Mohamed Soilihi et Rohfritsch, Mme Phinera-Horth, M. Kulimoetoke et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants.

L'amendement n° II-502 est présenté par M. Lurel, Mmes Bélim et Conconne, M. Omar Oili, Mme Artigalas, M. Kanner et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2	343 720 000		343 720 000	
Conditions de vie outre-mer		343 720 000		343 720 000
TOTAL	343 720 000	343 720 000	343 720 000	343 720 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille, pour présenter l'amendement n° II-185.

Mme Solanges Nadille. Cet amendement vise à préserver le niveau actuel des exonérations de cotisations sociales spécifiques aux outre-mer, prévues par la loi du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer (Lodéom), et qui sont menacées par plusieurs dispositions du budget pour 2026.

La réforme proposée concentre les exonérations sur les bas salaires, réduit fortement les barèmes de compétitivité et de compétitivité renforcée, et supprime le barème d'innovation et croissance, en allant bien au-delà des préconisations des inspections, pourtant limitées à un point de sortie à 2,5 Smic.

Ce choix pénalise directement l'emploi qualifié, l'encadrement, l'attractivité des territoires et le retour des jeunes diplômés ultramarins.

Par conséquent, l'amendement vise à maintenir les crédits permettant de compenser intégralement les exonérations Lodéom.

M. le président. La parole est à M. Victorin Lurel, pour présenter l'amendement n° II-502.

M. Victorin Lurel. Cet amendement a pour objet de tirer les conséquences de la suppression de plusieurs barèmes de la Lodéom, qui résulte de l'adoption de l'article 9 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2026, afin de continuer à soutenir nos entreprises.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. La commission sollicite l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Madame Nadille, je partage vos propos. Je me suis d'ailleurs longuement exprimée sur le sujet dans mon intervention liminaire. J'émet donc un avis de sagesse, et je lève le gage.

M. le président. Il s'agit donc des amendements identiques n° II-185 rectifié et II-502 rectifié.

Quel est maintenant l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Sagesse !

M. le président. Je mets aux voix les amendements identiques n° II-185 rectifié et II-502 rectifié.

(Les amendements sont adoptés.)

M. le président. L'amendement n° II-358, présenté par M. Xowie, Mme Corbière Naminzo et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky, est ainsi libellé :

I. – Créer le programme :

Fonds de soutien à la filière nickel en Nouvelle-Calédonie

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2				
Conditions de vie outre-mer		300 000 000		300 000 000
Fonds de soutien à la filière nickel en Nouvelle-Calédonie	300 000 000		300 000 000	
TOTAL	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000

SOLDE	0	0
-------	---	---

La parole est à M. Robert Wienie Xowie.

M. Robert Wienie Xowie. L’objet de cet amendement est de garantir la pérennité de l’industrie du nickel en Nouvelle-Calédonie. Ce secteur est stratégique pour l’économie locale et pour notre souveraineté économique.

La situation critique de l’usine de Koniambo Nickel SAS, en arrêt partiel, exige une intervention rapide : des centaines d’emplois sont menacés. Nous proposons la création d’un fonds de soutien de 300 000 euros pour refinancer la dette de la Société minière du Sud Pacifique (SMSP), afin de permettre la reprise des opérations minières et de sauver les emplois industriels.

En intervenant dès maintenant, l’État réalise non pas une dépense d’opportunité, mais un investissement stratégique dans la stabilité et la continuité du modèle économique calédonien.

Ce modèle repose sur un développement équilibré entre les provinces Nord et Sud, un principe fondateur des accords politiques.

Je vous demande donc de soutenir cet amendement pour assurer l’avenir de l’industrie du nickel et de l’emploi en Nouvelle-Calédonie.

M. le président. Quel est l’avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Le présent amendement vise à créer un fonds de soutien à la filière nickel en Nouvelle-Calédonie, doté de 300 millions d’euros.

L’État est toutefois déjà très engagé dans le soutien à la filière nickel de la Nouvelle-Calédonie : ainsi, en 2024, ce sont déjà 320 millions d’euros d’aides financières qui ont été accordées aux entreprises de la filière.

Par conséquent, nous demandons le retrait de cet amendement.

M. le président. Quel est l’avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Je demande le retrait de cet amendement, au profit de celui que déposera le Gouvernement sur le programme 878, « Soutien à la filière nickel en Nouvelle-Calédonie », qui dépend de Bercy.

Celui-ci vise à inscrire 200 millions d’euros pour soutenir les mines de nickel, dans l’attente de la conclusion des négociations sur le rétablissement de la filière.

M. le président. La parole est à M. Georges Naturel, pour explication de vote.

M. Georges Naturel. Madame la ministre, je regrette de ne pas avoir été destinataire du courrier que le Premier ministre a envoyé aux élus de Nouvelle-Calédonie, et dont j’ai pris connaissance sur les réseaux sociaux. Nous sommes tout de même en train de débattre du budget des outre-mer : ce courrier aurait sans doute répondu à certaines de nos questions.

Je soutiens la proposition de mon collègue Robert Wienie Xowie, car il y a urgence.

Un « pacte nickel » a été signé il y a quelque temps et, certes, il existe bien un projet pour la filière sur le long terme. Mais la question est pressante, car des emplois sont en jeu, dans un contexte de crise majeure. Ce soutien à l’usine de la province Nord s’inscrivait dans le cadre du rééquilibrage avec les deux usines du Sud.

M. le président. La parole est à Mme Annick Girardin, pour explication de vote.

Mme Annick Girardin. Il n’est pas si fréquent que je prenne la parole sur la Nouvelle-Calédonie, encore moins sur le nickel, mais le sujet est très important.

Dès lors que les crédits peuvent être pris sur un autre programme, en l’occurrence le programme 878, évitons de les prélever sur la mission « Outre-mer ». Il y a toujours eu un programme d’accompagnement sur le nickel. Je comprends l’urgence, mais le Gouvernement a fait des propositions sur le sujet, que nous avons tous soutenues.

Soyons raisonnables.

M. le président. Je mets aux voix l’amendement n° II-358.
(L’amendement n’est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de quatre amendements faisant l’objet d’une discussion commune.

L’amendement n° II-529, présenté par Mme Nadille, MM. Patriat et Théophile, Mme Phinera-Horth et MM. Rohfritsch, Mohamed Soilihi, Buval, Kulimoetoke, Patient et Fouassin, est ainsi libellé :

Article 49

ÉTAT B

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d’engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		60 010 000		32 000 000
Conditions de vie outre-mer	60 010 000		32 000 000	
TOTAL	60 010 000	60 010 000	32 000 000	32 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille.

Mme Solanges Nadille. Le fonds exceptionnel d’investissement (FEI) est un outil essentiel pour soutenir les collectivités ultramarines dans leurs projets d’investissement.

Or, pour 2026, les crédits prévus marquent une baisse préoccupante, alors même que la consommation a été exemplaire les précédentes années : les taux ont approché 100 %. Cette diminution risque de freiner les projets structurants pour nos territoires et de marquer une rupture avec les engagements pris par l'État.

Cet amendement vise à rétablir le FEI à son niveau historique pour garantir aux collectivités les moyens nécessaires pour investir et développer leurs infrastructures.

Il y va de la continuité de l'action publique et du respect des engagements envers les territoires ultramarins.

M. le président. Les deux amendements suivants sont identiques.

L'amendement n° II-371 rectifié *bis* est présenté par Mmes Malet, Petrus, Lassarade, V. Boyer, Gruny et Richer, MM. Sol, H. Leroy et Genet et Mme Imbert.

L'amendement n° II-503 est présenté par M. Lurel, Mmes Bélim et Conconne, M. Omar Oili, Mme Artigalas, M. Kanner et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		52 000 000		30 900 000
Conditions de vie outre-mer	52 000 000		30 900 000	
TOTAL	52 000 000	52 000 000	30 900 000	30 900 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Viviane Malet, pour présenter l'amendement n° II-371 rectifié *bis*.

Mme Viviane Malet. Par cet amendement, je propose une reprise des crédits ouverts en LFI 2025 sur l'action n° 08, « Fonds exceptionnel d'investissement », du programme 123 dans le PLF pour 2026.

En effet, les coupes massives prévues dans le FEI sont incompréhensibles : ce dispositif clé apporte une aide financière aux collectivités ultramarines qui réalisent des équipements publics collectifs déterminants pour le développement économique, social, environnemental et énergétique local.

M. le président. La parole est à M. Victorin Lurel, pour présenter l'amendement n° II-503.

M. Victorin Lurel. L'ensemble des amendements en discussion commune visent à remettre à niveau les montants du fonds exceptionnel d'investissement que le Gouvernement entend diviser par deux, alors que – ce qui est excellent – ils sont entièrement consommés.

M. le président. L'amendement n° II-426, présenté par MM. Durox, Hochart et Szczurek, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		50 000 000		50 000 000
Conditions de vie outre-mer	50 000 000		50 000 000	
TOTAL	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Joshua Hochart.

M. Joshua Hochart. Il est défendu, monsieur le président : son objectif est identique aux autres amendements en discussion commune.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. La commission demande le retrait de l'amendement n° II-529 et émet un avis défavorable sur l'amendement n° II-426, car les crédits demandés excèdent ceux qui étaient programmés pour l'année 2025.

Cependant, nous sollicitons l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° II-371 rectifié *bis* et II-503.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. La baisse du fonds exceptionnel d'investissement obéit à une logique conjoncturelle : dans notre esprit, elle vaut seulement pour l'année 2026.

En effet, peu d'investissements seront engagés au premier trimestre, en raison des élections municipales. Puis il faudra un certain temps aux nouveaux exécutifs pour se mettre en place, monter des projets et chercher des financements. Ainsi, les besoins seront moindres.

Le montant du FEI est donc adapté à la conjoncture de 2026, sans rien préjuger pour l'année suivante.

J'émet donc un avis défavorable sur l'ensemble de ces amendements.

M. le président. Quel est maintenant l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Avis défavorable.

M. le président. La parole est à Mme Catherine Conconne, pour explication de vote.

Mme Catherine Conconne. Madame la ministre, vous avez fait preuve d'une exquise finesse pour expliquer cette baisse ! Votre raisonnement est très bien construit.

Nous avons débattu du FEI en 2019, quand Mme Girardin était ministre des outre-mer : elle connaît donc bien l'origine de ce fonds !

Mais en réalité, le FEI a été abondé grâce à une diminution de l'abattement fiscal dont bénéficient ces territoires – ce qui revient finalement à une augmentation d'impôt. Voilà ce qu'est le FEI !

Je demande donc que ses crédits soient maintenus. Vous invoquez l'argument des élections municipales : en réalité, vous le savez, 80 % des maires seront renouvelés, comme toujours – le train-train habituel poursuivra son chemin...

Mais en avril, une fois que les maires seront réinstallés à la tête de leur commune, le FEI ne bénéficiera pas d'un nouvel abondement. Or nous l'avions anticipé ! Lors de la création du FEI, nous avions dénoncé une entourloupe, car nous savions qu'il disparaîtrait petit à petit : et nous y sommes !

M. le président. La parole est à Mme Annick Girardin, pour explication de vote.

Mme Annick Girardin. Après l'intervention de Mme Conconne, je suis bien obligée de m'exprimer...

Le Gouvernement, par la voix du Président de la République, Emmanuel Macron, a pris un engagement sur le FEI ! Son montant ne diminuera pas dans le temps, puisque le doublement de ce fonds repose sur un effort demandé aux Drom, qui ont participé à l'abonder.

Je souhaitais rappeler cet engagement de l'État. La baisse du FEI n'est pas acceptable. Aussi, je soutiendrai ces amendements.

M. le président. La parole est à Mme Solanges Nadille, pour explication de vote.

Mme Solanges Nadille. Mes collègues ont dit l'essentiel.

Madame la ministre, la majorité des exécutifs municipaux seront reconduits. Leurs projets sont déjà prêts !

M. le président. La parole est à M. Victorin Lurel, pour explication de vote.

M. Victorin Lurel. Dans la continuité des propos de Mme Nadille, je veux dire que la logique conjoncturelle évoquée par Mme la ministre est étonnante.

Au-delà des pronostics – il est vrai que beaucoup de maires seront reconduits –, invoquer le cycle politico-électoral pour prévoir une baisse du nombre de projets et d'investissements ne repose sur aucune preuve économique !

En outre, si des maires sont reconduits, ce qui est probable, ils manqueront de financements pour leurs projets.

Par ailleurs, j'ai été, avec Yves Jégo, qui fut secrétaire d'État chargé de l'outre-mer, à l'origine de la création de ce fonds, quelques années après la disparition du fonds de développement économique et social (FDES).

Peu de temps après les émeutes en 2009 dans tous les outre-mer, nous avons donc créé le FEI, qui repose sur un effort des collectivités.

Nous vous demandons d'honorer cet engagement.

M. le président. La parole est à Mme la ministre.

Mme Naïma Moutchou, ministre. Quelle que soit la situation, l'État n'abandonnera pas les territoires, que ce soit *via* le FEI ou par un autre moyen !

Les récents événements en Calédonie et à Mayotte l'ont montré : la question ne se joue pas sur le FEI.

Cependant, j'entends vos critiques.

En regardant les chiffres de plus près, je constate que, depuis 2019, 110 millions d'euros ont été alloués chaque année au FEI. En 2024, compte tenu de la volonté unanime d'augmenter le fonds de manière significative, 50 millions supplémentaires lui ont été attribués. Or seulement 90 millions d'euros ont été consommés.

Cette baisse est donc un calibrage, et non un coup de rabot.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-529.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, les amendements identiques n° II-371 rectifié *bis* et II-503 ainsi que l'amendement n° II-426 n'ont plus d'objet.

Je suis saisi de quatre amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-565, présenté par M. Mellouli, Mme Guhl, MM. Jadot, Salmon, Benarroche, G. Blanc et Dantec, Mme de Marco, MM. Dossus, Fernique et Gontard et Mmes Ollivier, Poncet Monge, Senée, Souyris et M. Vogel, est ainsi libellé :

I. – Créer le programme :

Plan d'urgence sur l'eau dans les territoires dits d'outre-mer

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		200 000 000		200 000 000
Conditions de vie outre-mer				

Plan d'urgence sur l'eau dans les territoires dits d'outre-mer	200 000 000		200 000 000	
TOTAL	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Akli Mellouli.

M. Akli Mellouli. S'il existe des priorités, le sujet que je veux aborder en est une – même si l'on me répondra que l'on peut se passer de la solution que je propose...

Ce plan vise à créer un plan d'urgence sur l'eau dans les outre-mer, abondé à hauteur de 200 millions d'euros.

L'accès à l'eau potable est un droit fondamental. Pourtant, dans nos outre-mer, il n'est pas garanti : semaines sans eau à Mayotte, réseaux vétustes en Guadeloupe, fuites massives à La Réunion – sans compter que 20 % des Guyanais n'ont pas accès à l'eau à domicile.

La Cour des comptes est formelle : la situation est alarmante. Même les commissaires aux comptes s'en inquiètent – c'est dire !

Cet amendement tend donc à créer un programme doté de 200 millions d'euros pour rénover les réseaux et garantir l'accès à l'eau.

Madame la ministre, nous vous demandons de lever le gage.

M. le président. L'amendement n° II-566, présenté par M. Mellouli, Mme Guhl, MM. Jadot, Salmon, Benarroche, G. Blanc et Dantec, Mme de Marco, MM. Dossus, Fernique et Gontard et Mmes Ollivier, Poncet Monge, Senée, Souyris et M. Vogel, est ainsi libellé :

I. – Créer le programme :

Plan d'urgence sur l'eau dans les territoires dits d'outre-mer

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		100 000 000		100 000 000
Conditions de vie outre-mer				
Plan d'urgence sur l'eau dans les territoires dits d'outre-mer	100 000 000		100 000 000	
TOTAL	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Akli Mellouli.

M. Akli Mellouli. Cet amendement de repli vise à affecter 100 millions d'euros au plan dont je propose la création.

J'attends donc la levée du gage. J'appelle mes collègues à voter cet amendement, ou le précédent. Chaque année, nous présentons de telles propositions. Et chaque année, ce travail est repoussé. Or plus nous tardons, plus les coûts seront élevés – et on nous répondra alors que nous manquons de moyens pour remédier à la situation.

M. le président. L'amendement n° II-428, présenté par MM. Durox, Hochart et Szczurek, est ainsi libellé :

I. – Créer le programme :

Plan global pour le droit d'accès à l'eau en outre-mer

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		50 000 000		50 000 000
Conditions de vie outre-mer				
Plan global pour le droit d'accès à l'eau en outre-mer	50 000 000		50 000 000	
TOTAL	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000

SOLDE	0	0
-------	---	---

La parole est à M. Joshua Hochart.

M. Joshua Hochart. La nécessité d'accéder à l'eau a été rappelée par mon collègue Akli Mellouli.

Mon amendement est moins-disant – je propose d'affecter 50 millions d'euros au plan qui serait créé.

Les rapports du Conseil économique, social et environnemental (Cese) sur l'accès à l'eau dans les territoires ultramarins sont alarmants : 31,7 % de la population mahoraise n'a pas accès à l'eau courante dans son logement. Entre 15 % et 20 % des Guyanais sont privés d'eau potable.

Il est nécessaire d'adopter l'un de ces amendements.

M. le président. L'amendement n° II-340, présenté par Mme Corbière Naminzo, M. Xowie et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		20 000 000		20 000 000
Conditions de vie outre-mer	20 000 000		20 000 000	
TOTAL	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Evelyne Corbière Naminzo.

Mme Evelyne Corbière Naminzo. Par cet amendement, nous mettons l'accent sur les carences en matière d'accès à l'eau dans les outre-mer.

Cette problématique doit faire l'objet d'une politique absolument prioritaire.

À Mayotte, 29 % des logements, soit 13 500 au total, ne bénéficient pas d'accès à l'eau courante.

Tous les regards se sont tournés vers Mayotte au moment du passage du cyclone Chido. Les réseaux ont été lourdement endommagés.

Par ailleurs, 6 % de la population mahoraise est contrainte d'utiliser des eaux de surface dans les rivières ou les retenues naturelles. Ces pratiques exposent la population à des maladies hydriques comme le choléra, la typhoïde ou la dysenterie. Il est donc nécessaire d'agir.

Par conséquent, nous vous demandons d'adopter l'un de ces amendements.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. La commission émet un avis défavorable sur les amendements n° II-565, II-566 et II-428 et nous demandons le retrait de l'amendement n° II-340.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. L'accès à l'eau est une problématique majeure. Même si les services publics de l'eau et de l'assainissement relèvent de la compétence des collectivités locales, cela n'empêche pas l'État d'être particulièrement présent dans ce domaine.

C'est l'engagement renforcé qu'évoque la Cour des comptes dans son rapport. Cela se traduit très concrètement par des moyens importants. Je pense notamment aux plans Eau DOM, Eau Mayotte et Eau, renforcé à hauteur de

35 millions d'euros supplémentaires pour l'outre-mer depuis 2025, et au fonds de solidarité interbassins (SIB) coordonné par l'Office français de la biodiversité (OFB).

L'État accompagne aussi le renforcement de la gouvernance et de l'ingénierie, en finançant des assistants techniques auprès du syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement en Guadeloupe, et du syndicat mixte Les eaux de Mayotte.

Le plan Eau représente 554 millions d'investissement, 590 millions d'euros sous forme de prêts et 25 millions d'euros d'assistance technique.

La création d'un nouveau programme ne me paraît donc pas justifiée.

Aussi, j'émet un avis défavorable sur ces quatre amendements.

M. le président. La parole est à Mme Annick Girardin, pour explication de vote.

Mme Annick Girardin. Je suis très partagée sur ce sujet.

Il en est de même pour le nickel : ne prenons pas sur le budget des outre-mer des crédits qui doivent être abondés par d'autres ministères. Vous savez combien cette mission est restreinte ! Tout ne peut pas reposer sur le budget de l'outre-mer.

Soyons donc précautionneux, même s'il est évident que le plan Eau devra être encore renforcé.

M. le président. La parole est à M. Thani Mohamed Soilihi, pour explication de vote.

M. Thani Mohamed Soilihi. Il est vrai que la situation de l'eau n'est toujours pas satisfaisante à Mayotte. Toutefois, comme beaucoup d'entre nous, je suis ce dossier depuis longtemps. Je peux donc affirmer qu'il y a un plan de suivi.

Des demandes sont régulièrement émises : le déblocage de fonds pour y répondre n'a jamais posé de difficultés.

Des programmes sont en place. Des usines de traitement d'eau doivent être livrées prochainement. Suivons donc ce plan.

L'intention des auteurs de ces amendements est bonne, mais je ne crois pas qu'une telle proposition apporte quoi que ce soit de positif.

M. le président. La parole est à M. Akli Mellouli, pour explication de vote.

M. Akli Mellouli. Mes amendements ne partent ni d'une bonne ni d'une mauvaise intention, mais de la réalité.

On nous explique que d'autres lignes budgétaires doivent répondre à la situation. Mais il n'y a pas de coordinations dans l'utilisation de ces crédits.

On voit l'argent, mais on n'arrive pas à évaluer correctement les coûts.

On nous répond à chaque fois que les besoins sont satisfaits, sans la moindre évaluation ni concertation. Voilà ce qui est inadmissible !

Je maintiens donc mes amendements. Je persiste et je signe ! Il faudra bien qu'il y ait un déclic pour que l'on puisse enfin faire avancer la situation pour nos concitoyens ultramarins, qui méritent mieux que cela !

M. le président. La parole est à Mme Evelyne Corbière Naminzo, pour explication de vote.

Mme Evelyne Corbière Naminzo. Madame la ministre, j'ai bien compris la logique des lignes budgétaires.

Cependant, je maintiens mon amendement, par simple respect pour tous les Mahorais contraints à consommer une eau impropre qui les expose au risque de maladies.

Je veux aussi, par ce geste, exprimer ma solidarité envers mes compatriotes réunionnais qui vivent et travaillent à Mayotte. Certains sont malades et ne savent pas comment s'en sortir : ils sont contraints à vivre dans un territoire où il leur est impossible de rester en bonne santé.

Je maintiens donc cet amendement par solidarité envers tous ceux qui n'ont d'autre choix que de consommer une eau impropre et qui en subissent les conséquences.

M. le président. La parole est à Mme Lana Tetuanui, pour explication de vote.

Mme Lana Tetuanui. Je veux appeler à la raison tous mes collègues ultramarins sur la question de l'eau.

Le problème n'est pas propre à Mayotte ou à La Réunion. Dans tous nos territoires, en particulier en Polynésie française – un territoire aussi vaste que l'Europe –, certaines communes n'arrivent pas à garantir l'accès à l'eau potable à tous leurs habitants.

Le code général des collectivités territoriales impose de garantir cet accès, sans prévoir les moyens correspondants pour y parvenir.

Par ailleurs, je veux interpeller le Gouvernement : nous avons besoin d'un plan Marshall pour l'ensemble de nos territoires ultramarins. Nous ne pouvons répondre à cette situation en dépeçant le budget des outre-mer. Nous ne demandons pas grand-chose non plus ; mais il nous faut un véritable programme consacré à l'eau, dans tous nos territoires, sans exception.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-565.

J'ai été saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe Les Républicains.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 98 :

Nombre de votants	344
Nombre de suffrages exprimés	325
Pour l'adoption	101
Contre	224

Le Sénat n'a pas adopté.

J'ai été saisi, pareillement, d'une demande de scrutin public sur l'amendement n° II-566. Puis-je considérer que le vote est identique sur cet amendement ? *(Assentiment.)*

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-428.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-340.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. L'amendement n° II-517, présenté par M. Omar Oili, Mmes Bélim et Conconne, M. Lurel, Mme Artigalas, M. Kanner et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

<i>(En euros)</i>				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		85 000 000		85 000 000
Conditions de vie outre-mer	85 000 000		85 000 000	
TOTAL	85 000 000	85 000 000	85 000 000	85 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Saïd Omar Oili.

M. Saïd Omar Oili. Il est important de rappeler que le plan Eau Mayotte est antérieur à la loi de programmation pour la refondation de Mayotte. Or l'inscription de seulement 18 millions d'euros en CP pour 2026, sur une enveloppe globale de 730 millions d'euros, apparaît très insuffisante et donne le sentiment que la trajectoire de programmation prévue pour Mayotte sur le volet « eau et assainissement » d'ici à 2027, à la suite du passage du cyclone Chido, n'est pas respectée.

À cet effet, il est proposé d'abonder l'action n° 02 « Aménagement du territoire » du programme 123 « Conditions de vie outre-mer » de 85 millions d'euros par un prélèvement à due concurrence sur les crédits de l'action n° 02 du programme 138 « Emploi outre-mer », afin de renforcer les crédits alloués au titre du Plan Eau.

Il est suggéré que le Gouvernement puisse lever le gage prévu pour compenser la dépense.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Le présent amendement vise à abonder de 85 millions d'euros le plan Eau Mayotte.

Toutefois, afin de contribuer à la reconstruction de Mayotte, le programme 123, « Conditions de vie outre-mer », de la mission « Outre-mer » prévoit, dans le projet de loi de finances pour 2026, un financement de 290 millions d'euros en AE et de 160 millions d'euros en CP, qui comprend : le fonds de reconstruction, doté de 200 millions d'euros en AE et de 125 millions d'euros en CP ; la contribution de la ligne budgétaire unique, qui constitue l'action n° 01 du programme 123, au Département de Mayotte à hauteur de 45 millions d'euros en AE ; le financement du contrat de convergence et de transformation (CCT) à Mayotte, pour un montant de 20 millions d'euros en AE ; le renforcement du plan Eau Mayotte, à hauteur de 26 millions d'euros en AE.

En conséquence, la commission demande le retrait de l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. La loi de programmation et le plan Eau Mayotte, destinés à renforcer les moyens humains et les moyens financiers sur votre territoire, monsieur le sénateur, représentent 730 millions d'euros sur la période 2025-2031.

Pour 2026, j'ai entendu citer un chiffre qui n'est pas exact. En effet, 68 millions d'euros sont prévus en AE, un abonde-ment auquel quatre ministères contribuent.

Je veux aussi citer les projets structurants en cours, tels que l'usine de dessalement d'Ironi Bé et la troisième retenue collinaire de l'Ouroveni ; les campagnes de forage sont d'ailleurs en cours.

Par ailleurs, l'État souhaite accompagner les travaux d'assainissement. Nous sommes pleinement mobilisés pour sécuriser l'accès à l'eau potable et procéder aux opérations

d'assainissement. Quant au programme des interventions territoriales de l'État, il permet de sanctuariser les crédits, notamment ceux qui sont dédiés à l'eau.

L'amendement étant satisfait, j'en demande le retrait.

M. le président. La parole est à M. Thani Mohamed Soilihi, pour explication de vote.

M. Thani Mohamed Soilihi. Encore une fois, la question n'est pas ici de savoir si l'on veut qu'il y ait plus d'eau dans les territoires d'outre-mer en général, et à Mayotte en particulier ! Sur ce point, tout le monde est d'accord.

En l'occurrence, comme cela vient d'être rappelé, il existe un plan. Je suis d'accord avec mon collègue Akli Mellouli, il y a un problème de coordination et de suivi. On ne va pas déshabiller Pierre pour habiller Paul, et pour se faire plaisir, alors que tous ces territoires ont besoin d'argent ! Examinons donc ce plan.

Encore une fois, chaque fois qu'il y a eu besoin de crédits supplémentaires, sauf erreur de ma part, je n'ai jamais entendu exprimer de réticences, car cette enveloppe est suffisamment importante. La véritable question qui se pose concerne le suivi, la coordination et la conduite du plan jusqu'à son terme. C'est à cela que l'on devrait s'atteler !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-517.

J'ai été saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe Les Républicains.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 99 :

Nombre de votants	344
Nombre de suffrages exprimés	325
Pour l'adoption	101
Contre	224

Le Sénat n'a pas adopté.

L'amendement n° II-323 rectifié, présenté par M. Lurel, Mmes Bélim et Conconne, MM. Omar Oili, Féraud, Bourgi, Uzenat et Mérillou, Mme Blatrix Contat, MM. Montaugé et Tissot et Mme G. Jourda, est ainsi libellé :

I. – Créer le programme :

Fonds exceptionnel de financement des opérations de réfection du réseau d'eau en Guadeloupe

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		40 000 000		40 000 000
Conditions de vie outre-mer				
Fonds exceptionnel de financement des opérations de réfection du réseau d'eau en Guadeloupe	40 000 000		40 000 000	
TOTAL	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Victorin Lurel.

M. Victorin Lurel. Je prendrai un peu de temps pour présenter cet amendement qui vise à créer un fonds exceptionnel de financement des opérations de réfection du réseau d'eau en Guadeloupe, doté de 40 millions d'euros, à destination des collectivités territoriales et des structures compétentes dans la gestion de l'eau sur ce territoire, notamment le syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe (SMGEAG). Je présenterai, à la suite, l'amendement suivant n° II-324 rectifié.

Mme la ministre a raison de dire que l'État n'est pas défaillant et qu'il apporte son aide. Pour autant, son aide est inférieure à celle qu'apporte l'Europe.

Concernant le plan Eau, par exemple, sur les 213 millions d'euros prévus pour la Guadeloupe, 83 millions d'euros proviennent de l'Europe. L'État français intervient à un degré moindre, au travers de ses agences : l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema) et l'Office français de la biodiversité. Mais il est vrai que les collectivités de Guadeloupe – le département et la région – pourraient faire davantage.

Cela fait cinq ans que nous plaçons pour que soit mis en place un plan structurel, et à long terme, d'aide à l'investissement dans la réfection de l'ensemble du réseau de production et de distribution d'eau potable en Guadeloupe. Ce premier effort budgétaire de 40 millions d'euros, que nous

sollicitons, devra être poursuivi sur les cinq prochaines années pour atteindre, à terme, 200 millions d'euros en AE. Il s'agira par ailleurs que l'État garantisse, sur cinquante ans, un prêt de 500 millions d'euros au bénéfice des collectivités et des structures compétentes. En effet, les travaux à effectuer coûteront 1 milliard d'euros, voire plus si l'on tient compte des forages à réaliser à Grande-Terre, où le sous-sol est calcaire.

Je m'escrime et m'épuise à dire, chaque année, que les difficultés rencontrées par le SMGEAG sont loin d'être résolues. La chambre régionale des comptes (CRC) vient de publier un rapport qui fait état des efforts réalisés dans le cadre du plan d'accompagnement renforcé : les comptes du syndicat mixte sont désormais pratiquement à l'équilibre. Nous souhaitons que cet équilibre soit conforté et que l'on parvienne à établir une stabilité.

Le fait que des efforts aient été accomplis ne saurait justifier que l'État coupe les crédits à hauteur de 1,5 million d'euros – c'est l'objet de mon amendement suivant.

M. le président. L'amendement n° II-324 rectifié, présenté par M. Lurel, Mmes Bélim et Conconne, MM. Omar Oili, Bourgi, Uzenat et Raynal, Mme G. Jourda, MM. Tissot et Montaugé, Mme Blatrix Contat et M. Mérillou, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		1 500 000		1 500 000
Conditions de vie outre-mer	1 500 000		1 500 000	
TOTAL	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
SOLDE	0		0	

Cet amendement a déjà été défendu.

Quel est l'avis de la commission sur ces deux amendements ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. La commission demande le retrait de l'amendement n° II-323 rectifié.

Concernant l'amendement n° II-324 rectifié, d'après les informations dont nous disposons, la subvention exceptionnelle du SMGEAG devrait être reconduite en 2025 à hauteur de 14,5 millions d'euros. Je demande la confirmation du Gouvernement sur ce point, avant d'émettre un avis.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. L'accès à l'eau est évidemment un droit fondamental ; or, en la matière, la Guadeloupe est particulièrement touchée.

Depuis 2022, l'État accompagne le SMGEAG dans le cadre d'un contrat pluriannuel prévoyant, à la fois, des financements et un suivi technique renforcé. Plus de 45 millions d'euros ont été engagés, dont 16 millions d'euros pour 2026. Ces crédits permettent d'assurer la continuité des investissements et l'amélioration durable du service.

Je signerai dans quelques jours, avec ma collègue Amélie de Montchalin, une lettre de mission visant à lancer l'expérimentation d'un plan antifuîtes dans deux communes du territoire. Le syndicat mixte devrait bénéficier à cette fin de 8 millions d'euros de crédits. C'est une façon différente d'avancer sur ce dossier, monsieur le ministre Lurel.

Pour ces raisons, je vous demande de bien vouloir retirer vos amendements.

M. le président. Quel est maintenant l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Même avis.

M. le président. La parole est à M. Victorin Lurel, pour explication de vote.

M. Victorin Lurel. Pour faire preuve de bonne volonté, je vais retirer l'amendement n° II-323 rectifié.

En revanche, je maintiens l'amendement n° II-324 rectifié. En effet, je persiste et signe : le soutien apporté par l'État au SMGEAG a bien été réduit de 1,5 million d'euros, pour un niveau revu à 14,5 millions d'euros. La question posée par le rapporteur spécial n'a donc pas trouvé réponse.

M. le président. L'amendement n° II-323 rectifié est retiré.

Je mets aux voix l'amendement n° II-324 rectifié.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'amendement n° II-518, présenté par M. Omar Oili, Mmes Bélim et Conconne, M. Lurel, Mme Artigalas, M. Kanner et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, est ainsi libellé :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		94 000 000		94 000 000
Conditions de vie outre-mer	94 000 000		94 000 000	
TOTAL	94 000 000	94 000 000	94 000 000	94 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Saïd Omar Oili.

M. Saïd Omar Oili. Le passage successif des cyclones Chido et Dikeledi a durablement fragilisé Mayotte, et les établissements scolaires du premier degré ont été particulièrement touchés.

Si la programmation budgétaire pour 2026 prévoit bien la rénovation de ces établissements, une interrogation demeure : les crédits à hauteur de 10,68 millions d'euros en AE et de 8,9 millions d'euros en CP dédiés à la reconstruction des établissements scolaires publics seront-ils suffisants si l'on tient compte également des crédits nécessaires pour poursuivre le programme de constructions en cours. Dès lors, il apparaît légitime de s'interroger sur la capacité de l'État, sur la base de ces crédits, à répondre simultanément à l'urgence de la reconstruction et aux besoins de rattrapage structurel du système éducatif mahorais.

À cet effet, il est proposé d'augmenter les crédits de 94 millions d'euros pour répondre aux besoins de scolarisation des enfants de Mayotte.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Le présent amendement vise à abonder les crédits de l'action n° 06 « Collectivités territoriales » du programme 123 « Conditions de vie outre-mer » de 94 millions d'euros en AE et en CP, en vue de la reconstruction des établissements scolaires du premier degré à Mayotte.

Une telle dotation paraît extrêmement élevée et ne pourrait sans doute pas être absorbée à Mayotte, au vu des délais de construction des bâtiments.

La commission demande donc le retrait de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Il ne s'agit pas ici d'un problème d'argent, monsieur le sénateur...

Le projet de loi de finances prévoit 200 millions d'euros de crédits dédiés à la reconstruction des établissements scolaires, à la suite du passage des deux cyclones. Ce financement s'inscrit dans la continuité des crédits qui avaient été engagés en 2025, au travers d'un fonds d'amorçage doté de 100 millions d'euros. Et sont prévus 10 millions d'euros supplémentaires pour la reconstruction des établissements du premier degré au titre de la dotation spéciale.

Pour sortir du système des rotations de classe, il faudrait construire 1 776 nouvelles classes, soit une classe par jour sur cinq ans. C'est dire l'ampleur de ce qu'il faut accomplir ! En l'occurrence, il n'y aura pas de problématique d'argent : nous reconstruirons tant que nous pourrons le faire. Il s'agit ici d'un sujet d'ingénierie, de coordination et – il faut bien le dire – de foncier.

Des rapports sur le sujet seront publiés, puisque nous parvenons à l'échéance du 31 décembre prochain, et un comité de suivi sera mis en place afin que nous puissions étudier la situation de plus près. Mais, encore une fois, la question ne se pose pas en termes financiers.

Je demande donc le retrait de l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Saïd Omar Oili, pour explication de vote.

M. Saïd Omar Oili. Vous savez, madame la ministre, je suis un pur produit de la rotation scolaire : j'allais à l'école le matin et, l'après-midi, nous laissons la place à une autre classe. Or j'ai déjà un certain âge... Il ne faut donc pas dire que le problème date d'aujourd'hui, car c'est faux.

Cela fait des années que l'on n'investit pas suffisamment dans les écoles de Mayotte, et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous connaissons encore les rotations de classe. Je demande donc que l'on prévoie des moyens pour en finir avec cette situation.

Rendez-vous compte : j'ai connu ce système de rotation, et mes petits-enfants le subissent encore aujourd'hui. Quelque chose ne va pas !

Il s'agit d'un problème de manque d'investissement, depuis des années, sur le territoire de Mayotte. C'est pourquoi je demande, madame la ministre, de bien vouloir lever le gage et d'inscrire les crédits nécessaires, afin que les enfants de Mayotte bénéficient du principe d'égalité qui prévaut partout ailleurs dans la République française.

M. le président. La parole est à Mme Audrey Bélim, pour explication de vote.

Mme Audrey Bélim. J'ajouterai au propos de mon collègue Saïd Omar Oili que cette situation crée une rupture d'égalité. Or Mayotte est en France.

Je ne pense pas que l'on accepterait, dans l'Hexagone, que les enfants subissent la rotation de classe. Cette situation pose un véritable problème d'égalité qu'il conviendrait de cesser d'ignorer, voire de repousser.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-518.

J'ai été saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe Les Républicains.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 100 :

Nombre de votants	344
Nombre de suffrages exprimés	308
Pour l'adoption	102
Contre	206

Le Sénat n'a pas adopté.

L'amendement n° II-493, présenté par Mme Nadille, M. Patriat, Mme Phinera-Horth, MM. Rohfritsch, Théophile, Mohamed Soilihi, Buval, Kulimoetoke, Fouassin, Patient et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

<i>(En euros)</i>				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		12 120 000		3 600 000
Conditions de vie outre-mer	12 120 000		3 600 000	
TOTAL	12 120 000	12 120 000	3 600 000	3 600 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille.

Mme Solanges Nadille. Si vous le permettez, monsieur le président, je présenterai en même temps les amendements n°s II-492 et II-479 rectifié.

M. le président. Je vous en prie, ma chère collègue.

J'appelle donc également en discussion les amendements n°s II-492 et II-479 rectifié.

L'amendement n° II-492, présenté par Mme Nadille, M. Patriat, Mme Phinera-Horth, MM. Théophile, Buval, Mohamed Soilihi, Rohfritsch, Kulimoetoke, Fouassin, Patient et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

<i>(En euros)</i>				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		34 860 000		4 890 000
Conditions de vie outre-mer	34 860 000		4 890 000	
TOTAL	34 860 000	34 860 000	4 890 000	4 890 000

SOLDE	0	0
-------	---	---

L'amendement n° II-479 rectifié, présenté par Mme Nadille, MM. Patriat et Théophile, Mme Phinera-Horth, MM. Buval, Mohamed Soilihi, Rohfritsch, Kulimoe-

toke, Fouassin, Patient et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		7 980 000		2 570 000
Conditions de vie outre-mer	7 980 000		2 570 000	
TOTAL	7 980 000	7 980 000	2 570 000	2 570 000
SOLDE	0		0	

Vous avez la parole pour présenter ces trois amendements, ma chère collègue.

Mme Solanges Nadille. L'amendement n° II-493 vise à rétablir les crédits de la dotation spéciale de construction et d'équipement des établissements scolaires allouée aux communes de Mayotte, car ces établissements ont été durement touchés par le cyclone Chido.

Aujourd'hui, de nombreux élèves ne vont à l'école qu'une demi-journée par jour, faute d'infrastructures scolaires suffisantes et sécurisées. Chaque retard dans la construction compromet l'avenir de toute une génération.

L'amendement n° II-492 vise à rétablir les crédits de la dotation spéciale de construction et d'équipement des lycées et collèges en Guyane.

L'amendement n° II-479 rectifié vise à rétablir les crédits de la dotation spéciale d'équipement scolaire en Guyane.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Concernant l'amendement n° II-493, la dotation d'équipement scolaire destinée à Mayotte est divisée par deux dans le présent PLF, ce qui est particulièrement étonnant et regrettable au vu de la situation des écoles mahoraises. En effet, à la suite du passage du cyclone Chido, dans le premier degré, seules 77 % des classes sont ouvertes.

J'en viens aux amendements n°s II-492 et II-479 rectifié. En Guyane, la dotation spéciale de construction et d'équipement des lycées et collèges et la dotation spéciale d'équipement scolaire diminuent globalement de 40 millions d'euros. Une telle diminution est très regrettable, au vu des besoins importants du territoire guyanais.

Je demande l'avis du Gouvernement sur ces trois amendements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Le Gouvernement est défavorable aux amendements n°s II-493 et II-492.

En revanche, l'avis est favorable sur l'amendement n° II-479 rectifié. Je lève donc le gage.

M. le président. Il s'agit donc de l'amendement n° II-479 rectifié *bis*.

Quel est maintenant l'avis de la commission sur ces trois amendements ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. La commission suit l'avis du Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-493.

J'ai été saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe Les Républicains.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 101 :

Nombre de votants	327
Nombre de suffrages exprimés	327
Pour l'adoption	120
Contre	207

Le Sénat n'a pas adopté.

J'ai été saisi, pareillement, d'une demande de scrutin public sur l'amendement n° II-492. Puis-je considérer que le vote est identique sur cet amendement ? (*Assentiment.*)

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-479 rectifié *bis*.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. L'amendement n° II-516, présenté par M. Omar Oili, Mmes Bélim et Conconne, M. Lurel, Mme Artigalas, M. Kanner et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		25 000 000		25 000 000
Conditions de vie outre-mer	25 000 000		25 000 000	
TOTAL	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Saïd Omar Oili.

M. Saïd Omar Oili. Monsieur le président, je présenterai à la suite les amendements n°s II-516 et II-520.

M. le président. J'appelle donc également en discussion l'amendement n° II-520, présenté par M. Omar Oili, Mmes Bélim et Conconne, M. Lurel, Mme Artigalas, M. Kanner et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, et ainsi libellé :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		4 300 000		4 300 000
Conditions de vie outre-mer	4 300 000		4 300 000	
TOTAL	4 300 000	4 300 000	4 300 000	4 300 000
SOLDE	0		0	

Veuillez poursuivre, mon cher collègue.

M. Saïd Omar Oili. L'amendement n° II-516 vise à abonder les crédits de l'action n° 06 « Collectivités territoriales » du programme 123 « Conditions de vie outre-mer » de 25 millions d'euros en CP, afin de financer les opérations portées par l'établissement public de l'État créé par l'ordonnance du 23 mai 2025 relative à la transformation de l'établissement public foncier et d'aménagement de Mayotte.

En l'absence d'un bilan d'exécution précis des crédits consommés en 2025, il apparaît nécessaire d'affecter une part substantielle de ces crédits aux besoins de 2026, afin de permettre la poursuite des opérations engagées par l'établissement public.

Afin de respecter les règles de recevabilité budgétaire, cet amendement tend à prélever 25 millions d'euros en AE et en CP sur le programme 138, « Emploi outre-mer », pour abonder de la même somme le programme 123.

L'amendement n° II-520 a pour objectif de permettre le financement d'infrastructures indispensables à une société épanouie, conformément au rapport annexé à la loi du 11 août 2025 de programmation pour la refondation de Mayotte. Ce rapport souligne en effet que l'épanouissement de la jeunesse mahoraise passe par le développement d'équipements et d'infrastructures dans le domaine du sport et de la culture.

Dans cette perspective, les investissements nécessaires pour offrir à la jeunesse mahoraise de réelles perspectives d'épanouissement reposent sur le développement des services et des infrastructures sportives et culturelles, ainsi

que sur la mise à niveau et la mise aux normes des équipements existants. L'accompagnement de ces actions culturelles doit également être pleinement assuré.

C'est dans ce cadre que 17 millions d'euros ont été prévus, à l'article 2 de la loi précitée, pour la période 2025-2029. En l'absence, à ce stade, du détail des crédits prévus pour 2026 au titre de ces actions, une programmation annuelle simple conduit à estimer l'enveloppe pour 2026 à 4,3 millions d'euros.

Ainsi, afin que l'on puisse répondre dès 2026 à ces exigences qui revêtent une importance cruciale pour le département le plus jeune de France, il est proposé d'abonder de 4,3 millions d'euros l'action n° 08, « Fonds exceptionnel d'investissement », du programme 123, « Conditions de vie outre-mer ».

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. L'amendement n° II-516 vise à soutenir l'établissement public foncier et d'aménagement de Mayotte (Epfam) en lui consacrant des crédits à hauteur de 25 millions d'euros.

Je note toutefois que le fonds régional d'aménagement foncier et urbain, qui doit financer ce nouvel établissement, dispose d'une dotation de 32,54 millions d'euros en AE et de 29,31 millions d'euros en CP, qui semble relativement importante.

En conséquence, nous demandons le retrait de cet amendement.

L'amendement n° II-520 tend à abonder les infrastructures culturelles et sportives à Mayotte à hauteur de 4,3 millions d'euros en AE et en CP. Ces actions sont en effet prévues par

la loi de programmation pour la refondation de Mayotte. Je pense qu'elles relèvent davantage de la mission « Sport, jeunesse et vie associative » et de la mission « Culture ». Je souhaite en demander la confirmation à la Mme la ministre.

La commission demande le retrait de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Je demande le retrait de l'amendement n° II-516.

Concernant l'amendement n° II-520, l'État, sur ce sujet, respecte pleinement ses obligations : les crédits qui étaient prévus pour les équipements sportifs à Mayotte, dans le cadre du contrat de convergence et de transformation, sont déjà inscrits à l'action n° 02, « Aménagement du territoire », du programme 123. Ils sont aujourd'hui à hauteur de 113 millions d'euros en AE et de 134 millions d'euros en CP pour l'ensemble du CCT.

Par ailleurs, les crédits du fonds d'amorçage de Mayotte ont été doublés depuis l'année dernière. Nous pourrions ainsi donner la priorité, en 2026, aux infrastructures sportives, une fois réglées les questions de gestion des déchets et de reconstruction des établissements scolaires. Cette programmation permettra la mise en œuvre des projets d'équipements sportifs dans les délais prévus. Il ne paraît donc pas nécessaire d'augmenter les crédits du fonds exceptionnel d'investissement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-516.

J'ai été saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe Les Républicains.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(*Le scrutin a lieu.*)

M. le président. Personne ne demande plus à voter?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 102 :

Nombre de votants	341
Nombre de suffrages exprimés	323
Pour l'adoption	117
Contre	206

Le Sénat n'a pas adopté.

Je mets aux voix l'amendement n° II-520.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. L'amendement n° II-522, présenté par Mmes Bélim et Conconne, MM. Lurel et Omar Oili, Mme Artigalas, M. Kanner et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		20 000 000		20 000 000
Conditions de vie outre-mer	20 000 000		20 000 000	
TOTAL	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Audrey Bélim.

Mme Audrey Bélim. Au début de 2025, après le passage du cyclone Garance, des AE à hauteur de 26 millions d'euros ont été actées pour financer des emplois aidés et des actions d'urgence liées aux conséquences dudit cyclone. Or, dans ce projet de loi de finances, seuls 6 millions d'euros en CP sont prévus, laissant un reste à financer de 20 millions d'euros. Ce manque est clairement identifié dans l'objet de notre amendement et, pourtant, il n'est pas couvert dans le projet du Gouvernement.

L'urgence et la nécessité d'un soutien renforcé sont soulignées dans le projet annuel de performances pour 2026 de la mission « Outre-mer », notamment pour la reconstruction, les infrastructures essentielles, les équipements publics et la résorption des restes à payer. On attend simplement l'affichage des crédits.

Avec cette majoration de 20 millions d'euros des crédits du programme 123, nous demandons simplement à l'État d'honorer ses engagements. Pas plus, pas moins.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Le présent amendement vise à allouer 20 millions d'euros au territoire de La Réunion pour permettre la reconstruction des infrastructures détruites par le passage du cyclone Garance.

Une dotation de 30 millions d'euros est déjà prévue en ce sens dans le présent PLF. Nous demandons l'avis du Gouvernement, pour savoir si cette dotation est nécessaire.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. J'ai moi-même été interpellée sur ce sujet à l'occasion de mon déplacement à La Réunion. Je connais l'importance de ces emplois aidés pour favoriser l'insertion sur le marché du travail, et je sais qu'il convient de ne pas créer de rupture brutale.

Ceux qui sont concernés aujourd'hui par ces emplois aidés seront payés et les engagements seront tenus. Pour autant, ce sujet ne relève pas de la mission « Outre-mer », non plus que de mon ministère, mais du ministère du travail. Mais, encore une fois, les engagements seront tenus, madame la sénatrice ; nous procéderons par un jeu d'écritures.

Aucune difficulté ne se pose donc pour les contrats en cours, quand bien même ils ne figurent pas dans cette mission dont ils ne relèvent pas.

Avis défavorable.

M. le président. Quel est maintenant l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Même avis.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-522.

J'ai été saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe Les Républicains.

Je rappelle que l'avis de la commission est défavorable, de même que celui du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l'article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 103 :

Nombre de votants	324
Nombre de suffrages exprimés	324
Pour l'adoption	117
Contre	207

Le Sénat n'a pas adopté.

Rappels au règlement

M. le président. La parole est à Mme Mathilde Ollivier, pour un rappel au règlement.

Mme Mathilde Ollivier. Lors de l'examen de la mission « Sport, jeunesse et vie associative », qui a précédé celui de la mission « Outre-mer », les scrutins publics se sont succédé.

Or, en ce moment même, alors qu'il est vingt-trois heures trente et que tous les orateurs s'astreignent à respecter un temps de parole d'une minute, les scrutins publics se succèdent de nouveau, ce qui retarde le débat. La présence insuffisante dans l'hémicycle des membres de certains groupes est un manque de respect pour nos collègues.

Je rappelle que la suite de l'examen de la mission « Sport, jeunesse et vie associative » est reportée à dimanche prochain ; nous risquons d'être dans la même situation pour cette mission. Encore une fois, c'est vraiment irrespectueux !

M. le président. La parole est à M. Victorin Lurel, pour un rappel au règlement.

M. Victorin Lurel. Je serais bien incapable de vous citer l'article précis du règlement du Sénat sur lequel se fonde mon rappel au règlement, monsieur le président, mais je peux vous assurer que ma démarche s'inscrit pleinement dans l'esprit des textes de notre assemblée.

J'ai une longue expérience politique, en tout cas parlementaire. Pourtant, je n'avais jamais subi une telle tyrannie majoritaire. Je serai donc très clair : puisque nous sommes presque tous d'accord à gauche pour quitter l'hémicycle, nous allons laisser la majorité sénatoriale décider seule.

J'y insiste, nous n'avions jamais vu cela ! Depuis le début de l'examen des amendements, au moins une quinzaine de scrutins publics ont déjà été demandés. Cette spécificité du Sénat, poussée à l'extrême, permet à une seule personne de faire battre tous les sénateurs présents, qui ont fait l'effort de travailler et d'être présents. Cette situation est plus que gênante.

Je le dis à l'attention de Mme la ministre, nous avons l'impression que tout cela est téléphoné, monté de toutes pièces.

Je respecte les rapports de force en politique. Mais, ici, ce n'est pas de cela qu'il s'agit ! Je le répète, c'est la tyrannie de la majorité, qui impose des choses inacceptables. *(Mme Catherine Conconne renchérit.)*

Nous voulions simplement retrouver le niveau du budget de 2025. Puisque nous avons supprimé l'article 7 du projet de loi de finances, l'exercice n'était pas si compliqué. Jusqu'à présent, la ministre n'a émis qu'un seul avis favorable, sur je ne sais plus quel amendement.

Monsieur le président, puisque nous allons quitter l'hémicycle, l'examen de la mission pourra être terminé dans les temps. Nous n'aurons pas à revenir dimanche, même si ce n'est pas le motif de notre décision. Franchement, je n'avais jamais vécu cette situation ! *(Mmes et MM. les sénateurs du groupe SER quittent l'hémicycle.)*

M. le président. La parole est à M. Akli Mellouli, pour un rappel au règlement.

M. Akli Mellouli. Même si nous ne sommes pas majoritaires, nous participons toujours au débat, dans le respect de la discussion parlementaire. Cette attitude vaut mieux que le spectacle que la majorité sénatoriale offre depuis tout à l'heure.

Je l'avais souligné lors de la discussion générale, lorsque l'on déshabille Pierre pour habiller Paul, les oppositions apparaissent et le débat est faussé. Notre objectif est de poser les enjeux, afin de susciter une prise de conscience et d'éviter que l'on nous rétorque : « On vous l'avait bien dit. »

Ce que vous faites est autorisé par le règlement, mais c'est de l'obstruction.

Mme Micheline Jacques. Non, ce n'est pas de l'obstruction !

M. Akli Mellouli. On nous avait demandé de faire court. Nous avons quelquefois « bâclé » la présentation de nos amendements en vingt ou trente secondes, pour gagner du temps et terminer nos travaux ce soir, car certains collègues ne peuvent pas revenir dimanche. Nous avons tous respecté cette règle tacite. Je note que nos collègues de la majorité sénatoriale, quant à eux, ne s'y plient pas.

Pour toutes ces raisons, il est inutile de poursuivre un débat qui ne mène nulle part. Nous préférons quitter l'hémicycle plutôt que de continuer à être les acteurs de cette mascarade, pour employer un terme qui reste poli. Nous refusons d'être des idiots utiles. *(Mmes et MM. les sénateurs du groupe GEST quittent l'hémicycle.)*

M. le président. La parole est à Mme Evelyne Corbière Naminzo, pour un rappel au règlement.

Mme Evelyne Corbière Naminzo. Nous souscrivons aux propos tenus par nos collègues socialiste et écologiste.

Nous constatons le sort réservé à nos amendements.

M. Laurent Somon. Ce n'est pas vrai ! Certains ont été acceptés ! Ne travestissez pas la réalité !

Mme Evelyne Corbière Naminzo. Par conséquent, nous quittons aussi cet hémicycle, puisque les décisions ont déjà été prises entre vous.

Mme Sophie Primas. C'est vous qui prenez la responsabilité de quitter l'hémicycle!

Mme Evelyne Corbière Naminzo. Nous sommes ici pour défendre nos compatriotes, qui attendent que l'on parle, une fois par an, des outre-mer; il est regrettable que cela se fasse dans ces conditions. (*Mmes et MM. les sénateurs du groupe CRCE-K quittent l'hémicycle.*)

M. le président. La parole est à Mme Annick Girardin, pour un rappel au règlement.

Mme Annick Girardin. Le groupe du RDSE n'avait déposé aucun amendement sur cette mission.

J'ai l'habitude, tout comme mon groupe, d'être libre de mes votes après avoir examiné les sujets qui sont abordés, ce que nous avons pu faire sans difficulté.

Ma préoccupation ne tient pas aux positionnements des uns et des autres. L'enjeu réside dans la perte de temps. Le président de la commission des finances nous a tous réunis pour nous expliquer que les présentations d'amendement ne dureraient qu'une minute. Il faut bien reconnaître que l'organisation de scrutins publics fait perdre du temps. Chacun a pu constater qu'il faudrait venir dimanche pour terminer l'examen de la mission « Outre-mer ». Voilà comment les choses allaient finir.

J'y insiste, le problème relève non pas des positions des uns et des autres, mais de l'utilisation systématique du vote par scrutin public.

M. le président. La parole est à Mme Lana Tetuanui, pour un rappel au règlement.

Mme Lana Tetuanui. Il est regrettable que nos collègues aient quitté l'hémicycle. Je m'insurge contre les propos tenus par mon collègue socialiste: je ne suis pas d'accord pour que tout le monde soit logé à la même enseigne! Nous avons tout de même accepté de voter quelques amendements qui allaient dans le bon sens.

Mme Sophie Primas. Merci!

Mme Lana Tetuanui. J'ai le sentiment que certains ne semblent pas conscients que le contexte n'est pas celui d'une vie normale ni d'un budget ordinaire, alors qu'on nous alerte sur la situation catastrophique du budget de la Nation!

Nous avons fourni beaucoup d'efforts. Nous avons déposé des amendements sur les sujets qui nous semblent prioritaires. Nous pourrions aussi agir comme ceux qui sont partis, mais nous ne le faisons pas.

Faisons preuve de responsabilité ce soir et œuvrons pour doter le pays d'un budget, avec les moyens dont nous disposons aujourd'hui!

M. le président. La parole est à Mme Annick Billon, pour un rappel au règlement.

Mme Annick Billon. Je suis assez surprise de cet éclat de nos collègues. Il est bientôt minuit et, depuis le début de la soirée, nous débattons et les échanges étaient sereins. Des amendements ont été adoptés, et d'autres non. C'est la règle du débat.

Oui, il y a des scrutins publics, mais pour avoir participé à de nombreuses journées et soirées depuis huit jours que nous examinons le budget, je peux vous dire que, parfois, l'hémi-

cycle est plein et que nous perdons sans doute beaucoup plus de temps à décompter les voix, en procédant d'abord à un vote à main levée, puis à un vote par assis et levé.

Il ne me semble donc pas que nous perdions énormément de temps. Chacun a pu s'exprimer, et nous sommes un certain nombre à être présents ce soir. Par conséquent, la stratégie consistant à affirmer « vous ne nous respectez pas, nous partons » me paraît un peu facile et franchement inappropriée. (*Applaudissements sur les travées du groupe Les Républicains.*)

Mme Sophie Primas. C'est du cinéma!

M. le président. La parole est à M. Dominique Théophile, pour un rappel au règlement.

M. Dominique Théophile. Je ne vais pas juger mes collègues, chacun prend ses responsabilités.

Sur le fond, le propos me semble toutefois exagéré. Vous connaissez tous nos territoires d'outre-mer. On entend souvent dire que ce sont eux qui font le rayonnement de la France, qu'ils représentent 80 % de son espace maritime et 80 % de sa biodiversité, et que, sans les outre-mer, la France ne serait pas la France, qu'ils font le rayonnement international de notre pays!... Or nous connaissons le retard de développement que connaissent ces territoires. Mes chers collègues, vous qui y passez vos vacances, vous le constatez.

Mme Annick Billon. Ce n'est pas le sujet!

M. Dominique Théophile. Lorsque nous débattons ici pour obtenir un modeste surplus, le rapport de force est déséquilibré! (*Mme Dominique Estrosi Sassone proteste.*)

Laissez-moi parler!

La vérité s'impose: lorsque nous sommes dix-huit et que vous n'êtes que deux, vous nous contrez systématiquement.

Nous avons des amendements à défendre. Comme le dit l'expression créole: « C'est au combat qu'on vient. » Nous défendrons des amendements de bon sens; nous pourrions alors juger de votre respect pour nos territoires. Car, parfois, en effet, votre attitude est irrespectueuse.

M. le président. La parole est à Mme Micheline Jacques, pour un rappel au règlement.

Mme Micheline Jacques. Je ne prolongerai pas le débat, mais je souhaite rappeler quelques éléments.

L'an dernier, 98 amendements avaient été déposés sur la mission « Outre-mer »; cette année, il y en a 167 – il faut être conscient de ce que cela représente.

Je suis la première à défendre le droit de chacun à déposer des amendements, comme je l'ai rappelé récemment. Personne n'a reproché à quiconque d'en déposer. Pour autant, nous disposons de quatre heures pour débattre. Or nous ne pouvons pas faire passer n'importe quoi. Je ne donnerai pas le détail de ces crédits, mais, depuis tout à l'heure, nous avons tout de même laissé voter près de 100 millions d'euros!

Mme Dominique Estrosi Sassone. Bien sûr!

Mme Micheline Jacques. J'ai invité M. Lurel et à Mme Bélim, qui avaient déposé des amendements similaires, à se rallier à l'amendement n° II-370 rectifié *bis* de Mme Malet, qui prévoyait un montant de 26 millions d'euros, légèrement supérieur à ce qu'ils avaient proposé. Ils ont refusé!

J'estime que partir de l'hémicycle est un comportement inacceptable. Nous poursuivrons l'examen de la mission.

M. le président. La parole est à M. Thani Mohamed Soilihi, pour un rappel au règlement.

M. Thani Mohamed Soilihi. Le problème est simple. Nous fixons des règles du jeu : soit nous les respectons jusqu'au bout, soit nous ne les respectons pas. Notre attention a été attirée sur le fait qu'il ne fallait pas perdre le peu de temps dont nous disposions et qu'il convenait de réduire la durée des interventions. Nous avons tous accepté ces règles du jeu.

Or, pendant le jeu, parce que la majorité sénatoriale n'est pas en nombre suffisant, cette règle sur laquelle nous nous étions engagés, à savoir contenir la durée des débats, n'est plus observée.

Par conséquent, pour y remédier, il convient soit d'être en nombre suffisant pour respecter la règle de départ, soit de ne pas se mentir. J'y insiste, la règle que nous nous sommes fixée au début, unanimement, n'a pas été respectée.

Nous exprimons également notre émotion à cet égard. La seule différence réside dans le fait que nous choisissons de ne pas pratiquer la politique de la chaise vide.

M. le président. Acte vous est donné de vos rappels au règlement, mes chers collègues.

**État B
(suite)**

M. le président. Je suis saisi de quatre amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

Les amendements n° II-510, II-325 et II-554 ne sont pas soutenus.

L'amendement n° II-404 rectifié, présenté par M. Rohfritsch et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		4 000 000		4 000 000
Conditions de vie outre-mer	4 000 000		4 000 000	
TOTAL	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Teva Rohfritsch.

M. Teva Rohfritsch. Dans cette atmosphère très sympathique, je propose d'augmenter les crédits alloués à la politique de continuité territoriale afin de les stabiliser. Ma proposition n'est, à mon sens, pas exagérée.

Cet amendement est justifié par la montée en charge de nouveaux dispositifs issus du comité interministériel des outre-mer (Ciom) de 2023, créés par la loi de finances pour 2024 et entrés en vigueur de manière effective en 2025.

Nous craignons – et j'associe ma collègue Lana Tetuanui à cette préoccupation – de ne pas avoir suffisamment de crédits pour satisfaire les demandes résultant de la mise en place de ces dispositifs, souhaités par un précédent gouvernement et votés dans le cadre des dernières lois de finances.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Je demande l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Monsieur le sénateur Rohfritsch, je comprends votre préoccupation. Je voudrais toutefois rappeler que les crédits d'aide à la continuité territoriale ont déjà été majorés de 22 millions d'euros dans le

cadre de la loi de finances pour 2024, pour tenir compte de l'impact budgétaire des mesures nouvelles décidées à l'occasion du Ciom de 2023.

Les crédits prévus pour 2026 augmentent de 2 millions d'euros par rapport à 2025, ce qui ne justifie pas, en l'état, un nouvel abondement. J'espère vous avoir rassuré.

Il s'agit donc d'une demande de retrait ou, à défaut, l'avis est défavorable.

M. le président. Quel est maintenant l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Défavorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-404 rectifié.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-207, présenté par M. Patriat, Mme Nadille, MM. Théophile et Buval, Mme Phinera-Horth, MM. Mohamed Soilihi, Rohfritsch, Kulimoetoke et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>	22 300 000		22 300 000	
Conditions de vie outre-mer		22 300 000		22 300 000
TOTAL	22 300 000	22 300 000	22 300 000	22 300 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille.

Mme Solanges Nadille. Cet amendement vise à renforcer les crédits alloués à Ladom, l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité, qui accompagne la mobilité territoriale, la formation et l'insertion professionnelle des Ultramarins.

Le projet de loi de finances pour 2026 prévoit une diminution de la subvention pour charges de service public (SCSP) de Ladom, à hauteur de 2,5 millions d'euros. Or la SCSP ne suffit pas pour financer le coût de l'ensemble des emplois et des interventions auprès des bénéficiaires.

Par ailleurs, la mise en place de nouveaux dispositifs de continuité territoriale et la revalorisation de la taxe sur les billets d'avion entraînent un besoin supplémentaire de 22 millions d'euros.

Cet amendement tend donc à abonder Ladom de 22,3 millions d'euros pour garantir aux Ultramarins un accès effectif à la formation, à l'emploi et à la mobilité professionnelle.

M. le président. L'amendement n° II-555 n'est pas soutenu.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Je demande l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. La diminution prévue dans le cadre du projet de loi de finances pour 2026 s'inscrit dans la transformation de Ladom, engagée depuis plus d'un an, avec notamment la rationalisation des implantations et la modernisation des processus *via* la digitalisation.

L'ensemble de ces évolutions doit permettre à Ladom de remplir ses missions en tenant compte de la démarche de rationalisation des activités des opérateurs.

Ladom est entrée dans une nouvelle phase, plus lisible, plus réactive et pleinement tournée vers ses missions fondamentales, qui est de garantir à chaque Ultramarin la capacité d'étudier, de se former, de travailler, de réussir là où il le souhaite.

Il me semble que l'amendement est presque satisfait. L'avis est donc défavorable.

M. le président. Quel est maintenant l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Même avis.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-207.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-406 rectifié, présenté par M. Rohfritsch et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		4 000 000		3 000 000
Conditions de vie outre-mer	4 000 000		3 000 000	
TOTAL	4 000 000	4 000 000	3 000 000	3 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Teva Rohfritsch.

M. Teva Rohfritsch. Avec cet amendement, auquel j'associe ma collègue Lana Tetuanui, j'aborde un vieux sujet, celui de la continuité territoriale jusqu'au domicile réel de nos ressortissants de Polynésie française, sur lequel je souhaite attirer l'attention du Gouvernement.

Nous bénéficions aujourd'hui de la continuité territoriale jusqu'à Papeete. Or la Polynésie a la taille de l'Europe. Compte tenu de l'étendue du territoire, la situation actuelle équivaut à être amené à Paris au lieu d'être conduit dans le sud de l'Espagne ou à Stockholm pour un Européen.

Il s'agit de demander non pas une prise en charge intégrale par l'État, mais l'abondement d'un fonds auquel participerait également – ce qui est logique, eu égard à l'autonomie de la Polynésie française – le gouvernement local. La participation de l'État permettrait de contribuer à la mise en œuvre de cette continuité territoriale.

En effet, un ressortissant des îles Marquises, Gambier, Australes ou des îles les plus éloignées ne bénéficie pas de la continuité territoriale pour se rendre dans l'Hexagone, car

il doit d'abord acheter un billet d'avion ou de bateau – et consacrer alors plusieurs jours – pour rejoindre Papeete avant de découvrir enfin l'Hexagone.

On est loin de l'esprit de la continuité territoriale : en réalité, on est plutôt face à de la discontinuité locale.

M. le président. L'amendement n° II-405 rectifié, présenté par M. Rohfritsch et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		1		1
Conditions de vie outre-mer	1		1	
TOTAL	1	1	1	1
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Teva Rohfritsch.

M. Teva Rohfritsch. L'amendement n° II-405 rectifié est un amendement d'appel. Nous souhaitons engager des travaux avec Mme la ministre, son cabinet et ses équipes.

La question de la vie chère, compte tenu de la large autonomie dont nous disposons, est bien entendu un sujet qui doit être pris en charge localement par l'exécutif, mais se pose la question du fret international. C'est peut-être l'un des seuls moyens que l'État pourrait trouver pour accompagner les Polynésiens, qui en souffrent, dans cette lutte contre la vie chère.

Je rappelle que les dernières études évoquent un différentiel de prix avec l'Hexagone de 39 % en moyenne, mais qui est de plus de 50 % sur certains types de produits. Environ 26 % de nos produits viennent encore de la métropole ou de l'Europe. Nous sommes donc exposés aux coûts du transport international. Nous avons diversifié nos sources d'approvisionnement en Nouvelle-Zélande et dans le Pacifique, mais il reste des biens, notamment alimentaires, qui sont acheminés par bateau et qui viennent de très loin.

Il s'agit donc, pour accompagner les transitions en cours, de participer à cette lutte contre la vie chère, qui est une urgence aussi pour notre territoire, même si nous relevons de l'article 74 de la Constitution.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. L'amendement n° II-406 rectifié prévoit l'abondement de 4 millions d'euros en AE et de 3 millions d'euros en CP des crédits alloués à la politique de continuité territoriale en Polynésie française.

L'amendement n° II-405 rectifié est un amendement d'appel sur le même sujet.

Il paraît préférable de convaincre Ladom d'opérer la politique de continuité territoriale sur vos territoires. C'est pourquoi je demande le retrait de ces amendements, mais j'en appelle à Mme la ministre pour qu'elle intervienne auprès de Ladom.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Monsieur le sénateur Rohfritsch, vous savez que la continuité territoriale intérieure relève non pas de la compétence de l'État, mais de celle des collectivités locales.

L'État intervient toutefois en soutien. Il existe ainsi des mesures destinées aux entreprises de transport ; je pense notamment à la défiscalisation des investissements productifs pour les entreprises en difficulté. C'est par ce biais que l'État peut intervenir, mais pas sur le reste.

Je suis donc défavorable à ces deux amendements.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-406 rectifié.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-405 rectifié.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de cinq amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

Les deux premiers sont identiques.

L'amendement n° II-497 rectifié est présenté par M. Lurel, Mmes Conconne et Bélim, MM. Omar Oili, Raynal, Bourgi, Uzenat et Mérellou, Mme Blatrix Contat, MM. Montaugé et Tissot et Mme G. Jourda.

L'amendement n° II-551 rectifié *bis* est présenté par Mmes Malet, Petrus, Lassarade, V. Boyer, Grunty et Richer, MM. Sol, H. Leroy et Genet et Mme Imbert.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		2 000 000		2 000 000
Conditions de vie outre-mer	2 000 000		2 000 000	
TOTAL	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
SOLDE	0		0	

L'amendement n° II-497 rectifié n'est pas soutenu.

La parole est à Mme Viviane Malet, pour présenter l'amendement n° II-551 rectifié *bis*.

Mme Viviane Malet. Cet amendement vise à renforcer de 2 millions d'euros les moyens budgétaires dévolus à l'aide aux déplacements pour obsèques en outre-mer et à l'aide au transport de corps.

Malgré l'extension en 2021 des droits d'accès à la continuité funéraire aux frères et sœurs des défunts, il s'avère que les plafonds de ressources pour bénéficier des aides sont trop restrictifs.

Il s'agit davantage d'un amendement d'appel pour rendre ces dispositifs pleinement opérants en modifiant les plafonds de ressources applicables par l'arrêté du 18 novembre 2010.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Une fois que les différents passeports pour la mobilité prévus par la loi de finances initiale pour 2024 entreront en vigueur, il n'est pas certain que la dotation soit suffisante pour couvrir les besoins.

C'est pourquoi nous demandons l'avis du Gouvernement sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Ce sujet sensible nous touche toutes et tous. Ces aides importantes ont permis de soutenir 496 personnes.

Toutes les demandes éligibles ont d'ailleurs été satisfaites. Elles sont réservées aux proches du défunt et financent aujourd'hui jusqu'à la moitié du coût du transport aérien. Elles sont comprises entre 500 et 2 000 euros selon la distance, et sont soumises à des plafonds de ressources.

Un pas supplémentaire peut être fait. J'ai demandé au directeur général de Ladom de travailler sur ce sujet, pour assurer une meilleure efficacité de l'aide, notamment en articulation avec les aides des collectivités qui peuvent par ailleurs exister. Il doit me faire des propositions. Un travail est donc en cours. Je pourrai revenir vous y associer, madame la sénatrice.

Dans l'attente, il s'agit d'une demande de retrait ; à défaut, l'avis sera défavorable.

M. le président. Quel est maintenant l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Défavorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-551 rectifié *bis*.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. L'amendement n° II-216, présenté par M. Patriat, Mme Nadille, MM. Théophile et Rohfritsch, Mme Phinera-Horth, MM. Mohamed Soilihi, Buval, Kulimoetoke et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		2 000 000		2 000 000
Conditions de vie outre-mer	2 000 000		2 000 000	
TOTAL	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille.

Mme Solanges Nadille. Cet amendement vise à renforcer de 2 millions d'euros l'aide au transport de corps vers les outre-mer, un dispositif certes moins visible que les aides étudiantes à la mobilité portées par Ladom, mais tout aussi indispensable pour garantir l'égalité de traitement entre citoyens ultramarins et hexagonaux.

Aujourd'hui, le plafond de ressources limite l'accès à cette aide, alors que le coût d'un rapatriement, de 3 000 à 6 000 euros, reste très élevé pour de nombreuses familles. Cette augmentation permettrait de relever le plafond et d'élargir l'éligibilité, offrant enfin aux familles la possibilité de rapatrier leurs proches dans leurs terres d'origine.

M. le président. L'amendement n° II-217, présenté par M. Patriat, Mme Nadille, MM. Théophile et Buval, Mme Phinera-Horth, MM. Rohfritsch, Mohamed Soilihi, Kulimoetoke et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		2 000 000		2 000 000
Conditions de vie outre-mer	2 000 000		2 000 000	
TOTAL	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille.

Mme Solanges Nadille. L'amendement n° II-217 vise à renforcer de 2 millions d'euros l'aide au déplacement pour obsèques en outre-mer, afin de garantir l'égalité entre citoyens ultramarins et métropolitains.

Cette augmentation permettra de relever le plafond et d'élargir l'accès à cette aide, offrant aux familles la possibilité de se recueillir dignement auprès de leur proche défunt.

M. le président. L'amendement n° II-575 rectifié, présenté par Mme Nadille et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>	500 000		500 000	
Conditions de vie outre-mer		500 000		500 000
TOTAL	500 000	500 000	500 000	500 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille.

Mme Solanges Nadille. L'amendement n° II-575 rectifié est un amendement de repli visant à renforcer les moyens de l'aide à la continuité territoriale pour les obsèques et les rapatriements funéraires gérés par Ladom.

À l'heure actuelle, ce dispositif, essentiel pour les familles ultramarines confrontées au décès d'un proche, reste très insuffisant.

Cet amendement prévoit une augmentation de 500 000 euros pour permettre à Ladom de mieux couvrir les rapatriements de corps et de continuer à soutenir les déplacements des proches pour les obsèques.

Il s'agit d'un amendement technique : l'intention est non pas de réduire les moyens du programme « Emploi outre-mer », mais de garantir une aide minimale aux familles dans ces moments cruciaux.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. La commission souhaite connaître l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Le sujet est important, car il porte sur des questions de solidarité et de dignité.

Le dispositif bénéficie déjà d'un ciblage social large. Il est attribué de droit aux foyers dont le quotient familial est inférieur à 18 000 euros, ce qui couvre aujourd'hui environ 75 % des ménages ultramarins et jusqu'à 92 % à Mayotte.

Élargir ce dispositif risque, je le crains, de diluer l'aide destinée aux plus modestes. Sans justification d'un besoin supplémentaire que nous n'avons pas objectivé, il ne me paraît pas opportun d'en accroître le budget.

L'avis est donc défavorable.

M. le président. Quel est maintenant l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Défavorable.

M. le président. La parole est à M. Teva Rohfritsch, pour explication de vote.

M. Teva Rohfritsch. Je souhaite réagir aux propos qu'a tenus tout à l'heure Mme la ministre et lui demander des précisions. Si nous considérons que les sujets relevant de la

compétence de la Polynésie française ne sauraient être discutés ici, nous nous trouvons effectivement dans une impasse.

Je m'interroge, tout en me réjouissant pour nos collègues de Nouvelle-Calédonie, car un effort considérable est nécessaire à la suite des événements : les mesures prises pour ce territoire ne risqueraient-elles pas alors de tomber sous le coup de la « sanction » que vous semblez nous appliquer au regard de notre statut ?

En d'autres termes – peut-être n'avez-vous pas bien saisi ma pensée ou me suis-je mal exprimé sur la continuité territoriale –, il s'agit d'une rupture d'égalité patente avec un Marquisien, un habitant des îles Gambier ou Australes, qui veut bénéficier de la continuité territoriale pour se rendre dans l'Hexagone.

S'il peut payer son billet jusqu'à Papeete, il bénéficiera du billet pour venir à Paris. Or ces personnes n'y accèdent pas actuellement, faute de continuité initiale. Il convient d'être aux côtés de la Polynésie française, comme le permettent de nombreux dispositifs financés par le budget de la mission « Outre-mer », indépendamment de notre statut et dans une logique d'accompagnement. L'objectif est d'éviter toute rupture d'égalité entre les Polynésiens, qui sont des citoyens français, dans l'accès à cette continuité territoriale, exigible au titre de la Nation.

Concernant le fret, il s'agit d'un amendement d'appel visant à engager des travaux sur le sujet. Si je comprends bien Mme la ministre, ces travaux ne seront pas lancés. Je souhaiterais qu'elle me le confirme, ce qui signifierait que, sur la question de la vie chère, rien ne sera fait pour la Polynésie française.

M. le président. La parole est à Mme la ministre.

Mme Naïma Moutchou, ministre. Monsieur le sénateur Rohfritsch, je vous rassure, vous vous êtes exprimé très clairement tout à l'heure, c'est peut-être moi qui me suis mal fait comprendre.

Il m'était impossible de ne pas rappeler la place de l'État ni les dispositifs mis en œuvre jusqu'à présent. Bien évidemment, il convient de poursuivre le travail, que ce soit dans le cadre du projet de loi sur la vie chère ou ailleurs.

Je vous propose que nous nous revoyions pour approfondir ces questions.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-216.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-217.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-575 rectifié.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. L'amendement n° II-191, présenté par Mme Nadille, MM. Patriat, Théophile, Buval, Mohamed Soilihi et Rohfritsch, Mme Phinera-Horth, M. Kulimoetoke et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

I. – Créer le programme :

Plan d'urgence pour la gestion des déchets dans les Outre-mer

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		50 000 000		50 000 000
Conditions de vie outre-mer				
Plan d'urgence pour la gestion des déchets dans les Outre-mer	50 000 000		50 000 000	
TOTAL	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille.

Mme Solanges Nadille. Cet amendement vise à lancer un plan d'urgence à la hauteur des enjeux et des attentes des Ultramarins pour la gestion des déchets dans nos territoires. La situation est préoccupante. Le nombre de déchetteries par habitant est de deux à neuf fois inférieur à celui de l'Hexagone. Seulement 14 kilogrammes d'emballages ménagers sont triés par habitant, contre 51,5 kilogrammes en France hexagonale, et 67 % des déchets sont encore enfouis.

Les dépôts sauvages et la pollution des sols et des eaux ont des conséquences directes pour les populations locales. Nous appelons à cette occasion le Gouvernement à se prononcer sur le sort qui doit être réservé à ces déchets.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Les auteurs de cet amendement proposent un abondement de 50 millions d'euros. Nous n'allons pas amputer encore davantage les finances de la mission « Outre-mer ».

Je les invite à le redéposer sur la mission « Écologie », dont cette question relève davantage.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Même avis.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-191.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de trois amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

Les deux premiers sont identiques.

L'amendement n° II-343 est présenté par Mme Corbière Naminzo, M. Xowie et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky.

L'amendement n° II-570 rectifié est présenté par Mmes Nadille et Phinera-Horth et MM. Chasseing et Lemoyne.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		2 000 000		2 000 000
Conditions de vie outre-mer	2 000 000		2 000 000	
TOTAL	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
SOLDE	0		0	

L'amendement n° II-343 n'est pas soutenu.

La parole est à Mme Solanges Nadille, pour présenter l'amendement n° II-570 rectifié.

Mme Solanges Nadille. Cet amendement vise à abonder l'enveloppe dédiée à l'aide au désamiantage des logements plafonnée à 5 000 euros, créée à la suite de l'adoption d'un amendement au Sénat, maintenu par la commission mixte paritaire, à l'occasion des discussions sur le projet de loi de finances pour 2025.

Les blocages techniques et économiques vont du repérage au stockage, en passant par les analyses, la fourniture du matériel adéquat, le retrait et la gestion des déchets. Cela produit des surcoûts importants à différents niveaux de la chaîne de valeur, qui peuvent aller jusqu'à 40 % du prix de la prestation de désamiantage.

Par ailleurs, ces coûts varient selon les territoires. En 2017, le coût d'enfouissement des déchets d'amiante s'élevait à 500 euros la tonne à La Réunion, alors qu'en Guyane il était de 152 euros la tonne.

Ainsi, de nombreux chantiers de rénovation ou de démolition sont retardés du fait de la présence d'amiante, ce qui entraîne des conséquences sociales importantes, sachant que 80 % des populations ultramarines sont éligibles au logement social.

Dans son rapport de septembre 2020 intitulé *Le logement dans les départements et régions d'outre-mer*, la Cour des comptes prenait l'exemple de la démolition des tours de logements sociaux de la Gabarre à Pointe-à-Pitre.

M. le président. L'amendement n° II-386 rectifié *bis*, présenté par MM. Théophile, Buis et Rambaud, Mme Phinera-Horth et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		1 000 000		1 000 000
Conditions de vie outre-mer	1 000 000		1 000 000	
TOTAL	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Dominique Théophile.

M. Dominique Théophile. Cet amendement de repli vise à compléter l'enveloppe insuffisante dédiée au désamiantage des logements insalubres d'outre-mer. Afin d'accélérer les rénovations indispensables, nous proposons d'abonder de 1 million d'euros le programme 123, « Conditions de vie outre-mer », et de réduire d'autant le programme 138, « Emploi outre-mer ».

Lors des rénovations liées au logement insalubre, il faut parfois mener des opérations de désamiantage – la fourniture d'un certificat est obligatoire –, qui ont un coût important, car il faut parfois détruire des habitations.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Lors de l'examen de la loi de finances initiale de 2025, une aide de 2 millions d'euros a déjà été adoptée en faveur du désamiantage des

logements en outre-mer. Cette subvention complète l'aide fiscale que constitue le crédit d'impôt de l'article 244 *quater* X du code général des impôts.

La commission demande donc le retrait des amendements n°s II-570 rectifié et II-386 rectifié *bis*.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Même avis.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-570 rectifié.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-386 rectifié *bis*.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Les amendements n°s II-334 et II-509 ne sont pas soutenus.

Je suis saisi de trois amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

Les deux premiers sont identiques.

L'amendement n° II-188 est présenté par M. Patriat, Mme Nadille, MM. Théophile, Buval, Rohfritsch et Mohamed Soilihi, Mme Phinera-Horth, M. Kulimoetoke et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants.

L'amendement n° II-469 rectifié est présenté par Mmes Conconne et Conway-Mouret et MM. Bourgi, Pla, Uzenat et Temal.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

I. – Créer le programme :

Création d'instituts régionaux d'administration ultra-marins

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		25 000 000		25 000 000
Conditions de vie outre-mer				
Création d'instituts régionaux d'administration ultra-marins	25 000 000		25 000 000	
TOTAL	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille, pour présenter l'amendement n° II-188.

Mme Solanges Nadille. Cet amendement, identique à un amendement adopté en commission par l'Assemblée nationale, vise à créer des instituts régionaux d'administration (IRA) dans les outre-mer.

Aujourd'hui, aucun IRA n'existe sur place, et les Ultramarins doivent quitter leur territoire pour se former. La création d'un IRA ultramarin permettrait de former des fonctionnaires au plus près des réalités locales, d'adapter la culture administrative aux spécificités des territoires et de renforcer l'efficacité des politiques publiques.

M. le président. Les amendements n°s II-469 rectifié et II-470 rectifié ne sont pas soutenus.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. L'amendement n° II-188 a pour objet d'allouer 25 millions d'euros à la création d'instituts régionaux d'administration en outre-mer.

Les IRA perçoivent une dotation pour service public issue du programme 148, « Fonction publique », de la mission « Transformation et fonction publiques ». Multiplier les sources de financement de ces instituts n'est pas souhaitable, au risque de complexifier le suivi des dotations.

Par ailleurs, des actions de sensibilisation voire des stages sur place semblent un moyen efficace et moins coûteux pour sensibiliser les futurs diplômés des IRA aux enjeux des outre-mer.

La commission demande donc le retrait de cet amendement, qui pourrait être de nouveau déposé sur les crédits de la mission « Transformation et fonction publiques » ; à défaut, l'avis serait défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Madame Nadille, je comprends la logique de cet amendement : comme il y a des IRA dans l'Hexagone, pourquoi n'y en aurait-il pas dans les outre-mer ? Toutefois, outre le fait qu'il faudrait décider où implanter un tel établissement pour le bénéfice du plus grand nombre d'Ultramarins, il me semble que les établissements actuels permettent déjà de former les attachés d'administration de l'État.

L'important, c'est d'assurer à chacun qu'il peut y être formé dans les meilleures conditions. Il faut donc faciliter l'accès à ces établissements, en adaptant par exemple leurs horaires, à l'instar de ce que le garde des sceaux a demandé à l'École nationale de la magistrature (ENM). Cet élément important permet de faciliter l'accès aux formations, sans qu'il soit besoin de créer des établissements dans les territoires ultramarins.

Le Gouvernement émet donc un avis défavorable sur cet amendement.

M. le président. La parole est à Mme Marie-Do Aeschlimann, pour explication de vote.

Mme Marie-Do Aeschlimann. Mme Nadille a le mérite de poser une vraie question : celle de l'égalité d'accès aux études supérieures, notamment pour ce qui concerne les formations dans l'administration et dans l'encadrement de la fonction publique. Il y va de l'égalité du choix dans l'orientation professionnelle : nous en convenons tous, les Ultramarins doivent aussi avoir la liberté de choisir leur formation professionnelle et leur métier.

Permettez-moi, mes chers collègues, de vous faire part d'une expérience vécue dans mon département d'adoption et d'élection, les Hauts-de-Seine : aux côtés des ministres Baptiste et Marcangeli, j'y ai inauguré l'an dernier une antenne de l'IRA de Lille.

Madame la ministre, peut-être pourriez-vous vous rapprocher de vos collègues pour étudier la possibilité d'ouvrir une antenne d'un IRA hexagonal dans les départements d'outre-mer, afin que chacun puisse accéder aux mêmes formations ? Les Ultramarins le méritent bien.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-188.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. L'amendement n° II-481 rectifié, présenté par M. Naturel, Mmes Belrhiti et V. Boyer, MM. Bruyen et Burgoa, Mmes Canayer et Di Folco, M. Genet, Mmes Gosselin, Gruny, Guidez, Jacquemet et Lassarade, MM. H. Leroy et Levi, Mme P. Martin et MM. Panunzi et Sol, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		20 000 000		20 000 000
Conditions de vie outre-mer	20 000 000		20 000 000	
TOTAL	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Georges Naturel.

M. Georges Naturel. Madame la ministre, je vous remercie de m'avoir transmis le courrier du Premier ministre que vous avez évoqué, qui est déjà largement commenté en Nouvelle-Calédonie. Le Premier ministre nous demande d'apporter des éléments pour compléter ses propositions, mais il faut aussi que le Parlement adopte le budget pour que le projet soit validé. *(Mme la ministre acquiesce.)*

J'ai souvent parlé des 15 000 habitants d'une partie de la commune du Mont-Dore qui ont été bloqués pendant six mois durant les émeutes, et qui devaient se déplacer par bateau pour venir travailler à Nouméa. Cela fait quarante ans que nous parlons de l'unique axe routier entre ces deux communes, qui n'est pas protégé – du reste, 100 gendarmes essaient aujourd'hui de le sécuriser.

Par cet amendement, je propose la création d'un fonds d'urgence pour engager la construction d'une voie alternative. Une telle proposition est peut-être déjà satisfaite par l'augmentation de 200 millions d'euros des crédits que nous avons votée en adoptant l'amendement n° II-1680, mais il reste à préciser l'utilisation de ces fonds supplémentaires.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. La commission sollicite l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Monsieur le sénateur, il était bien normal que ce courrier vous soit transmis.

Je perçois bien la difficulté autour du projet structurant que vous évoquez, qui est l'objet de vives discussions en Nouvelle-Calédonie. D'ailleurs, durant mon déplacement, j'avais rencontré Florent Perrin, président de l'association Citoyen Montdorien, que je me suis engagée à revoir lors de mon prochain déplacement.

En effet, l'étude que vous demandez est comprise dans les crédits supplémentaires que le Gouvernement a proposés à travers son amendement. Le Premier ministre a annoncé que les débats se poursuivront, et assuré que les parlementaires y auront toute leur place.

Le Gouvernement demande donc le retrait de cet amendement.

M. le président. Quel est maintenant l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Même avis.

M. Georges Naturel. Je retire mon amendement, monsieur le président !

M. le président. L'amendement n° II-481 rectifié est retiré.

Les amendements n°s II-353 et II-514 ne sont pas soutenus.

L'amendement n° II-431, présenté par MM. Durox, Hochart et Szczurek, est ainsi libellé :

I. – Créer le programme :

Capacités de stockage portuaire dans les Outre-mer

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		2 940 000		2 940 000
Conditions de vie outre-mer				
Capacités de stockage portuaire dans les Outre-mer	2 940 000		2 940 000	
TOTAL	2 940 000	2 940 000	2 940 000	2 940 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Joshua Hochart.

M. Joshua Hochart. Les ports jouent un rôle central dans le fonctionnement économique et logistique des territoires ultramarins. Véritables points névralgiques des échanges, ils assurent l'approvisionnement essentiel des territoires insulaires et garantissent ainsi la continuité économique, sociale et alimentaire des outre-mer.

Toutefois, les crises récentes, qu'elles soient sanitaires, géopolitiques ou climatiques, ont mis en évidence la forte vulnérabilité des économies ultramarines face aux ruptures d'approvisionnement. En raison de capacités de stockage insuffisantes, ces territoires ne disposent souvent que de quelques semaines de réserve, ce qui les expose directement aux fluctuations mondiales et aux tensions des chaînes logistiques.

Pour y remédier, nous proposons de créer un nouveau programme intitulé « Capacité de stockage portuaire dans les Outre-mer », doté de 2,94 millions d'euros.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Le présent amendement vise à créer un programme intitulé « Capacités de stockage portuaire dans les Outre-mer » et à l'abonder de 2,9 millions d'euros.

La mission « Outre-mer » ne constitue pas le vecteur budgétaire adapté pour une telle proposition, qui serait mieux placée dans le programme 203, « Infrastructures et services de transports », de la mission « Écologie, développement et mobilité durables ». Ce programme contribue d'ailleurs à financer les infrastructures portuaires en outre-mer, notamment *via* les contrats de convergence et de transformation.

La commission émet donc un avis défavorable sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Même avis.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-431.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. L'amendement n° II-332 n'est pas soutenu.

L'amendement n° II-429, présenté par MM. Durox, Hochart et Szczurek, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		19 600 000		19 600 000
Conditions de vie outre-mer	19 600 000		19 600 000	
TOTAL	19 600 000	19 600 000	19 600 000	19 600 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Joshua Hochart.

M. Joshua Hochart. L'orpaillage illégal constitue un véritable fléau pour la Guyane. Il menace à la fois la sécurité publique et le développement durable, et comporte d'importantes conséquences sociales, sanitaires, environnementales et économiques. Cette activité clandestine qui alimente la délinquance et les trafics occasionne des affrontements fréquents entre groupes rivaux de *garimpeiros* et avec les forces déployées dans le cadre de l'opération Harpie, témoignant de l'ampleur des enjeux sécuritaires et humains.

Le déséquilibre entre l'or extrait illégalement et la production légale met en évidence la gravité du phénomène. La production clandestine s'élève entre dix et douze tonnes par an, alors que la production légale est seulement d'une à deux tonnes par an. Nous proposons donc de renforcer, à hauteur de 19 millions d'euros, les crédits alloués à la lutte contre l'orpaillage illégal en Guyane dans le cadre de la mission Harpie.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Si le fléau de l’orpaillage illégal perdure, nous devons renforcer les moyens interministériels ; cher collègue, je vous invite donc à déposer cet amendement sur les missions « Défense », « Sécurités » ou « Justice ».

La commission émet donc un avis défavorable.

M. le président. Quel est l’avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. L’orpaillage illégal est évidemment un fléau terrible, mais il n’y a aucun attentisme en la matière.

Depuis 2024, le financement de la lutte repose sur un mécanisme vertueux : il est assuré par la valeur de l’or saisi deux ans auparavant, ces crédits étant directement versés à l’état-major de lutte contre l’orpaillage et la pêche illicite par l’Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (Agrasc) *via* un circuit sécurisé.

Ce mode de financement donne du sens à ces actions ciblées très réactives, qui s’adaptent aux réalités du terrain. L’opération produit des résultats concrets : les ventes d’or qui en sont issues étaient de 713 000 euros en 2023, de 258 000 euros en 2024 et de 1,23 million en 2025.

Ces fonds permettent de financer des actions structurantes pour le territoire. Les résultats opérationnels témoignent aussi d’une montée en puissance notable : plusieurs kilogrammes d’or sont saisis chaque année, et la stratégie est éprouvée, cohérente et solide.

Le Gouvernement émet donc également un avis défavorable sur cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l’amendement n° II-429.
(*L’amendement n’est pas adopté.*)

M. le président. L’amendement n° II-333 n’est pas soutenu.
Je suis saisi de deux amendements faisant l’objet d’une discussion commune.

L’amendement n° II-511 n’est pas soutenu.

L’amendement n° II-186, présenté par MM. Patriat et Buval, Mme Nadille, MM. Théophile, Rohfritsch et Mohamed Soilihi, Mme Phinera-Horth, M. Kulimoetoke et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d’engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>	10 000 000		10 000 000	
Conditions de vie outre-mer		10 000 000		10 000 000
TOTAL	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille.

Mme Solanges Nadille. L’amendement vise à mettre en place un mécanisme de compensation pour réduire les frais d’approche des marchandises dans les outre-mer, conformément aux engagements que l’État a pris en signant le protocole de lutte contre la vie chère en Martinique il y a un an.

Nous proposons une majoration des crédits du programme « Emploi outre-mer » de 10 millions d’euros en AE et en CP, rendue possible par une baisse des crédits du programme « Conditions de vie outre-mer ».

Nous demandons au Gouvernement de lever le gage en cas d’adoption de cet amendement.

M. le président. Quel est l’avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Demande de retrait.

M. le président. Quel est l’avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Madame la sénatrice, nous pourrions retravailler le dispositif discuté lors de l’examen du projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer.

Le Gouvernement sollicite également le retrait de cet amendement.

Mme Solanges Nadille. Je le retire, monsieur le président !

M. le président. L’amendement n° II-186 est retiré.

L’amendement n° II-341 n’est pas soutenu.

L’amendement n° II-427, présenté par MM. Durox, Hochart et Szczurek, est ainsi libellé :

I. – Créer le programme :

Fonds d’équipement et de sécurité à Mayotte

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d’engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		14 700 000		14 700 000
Conditions de vie outre-mer				

Fonds d'équipement et de sécurité à Mayotte	14 700 000		14 700 000	
TOTAL	14 700 000	14 700 000	14 700 000	14 700 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Joshua Hochart.

M. Joshua Hochart. Défendu !

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Cet amendement vise à créer un nouveau programme pour lutter contre la criminalité à Mayotte, intitulé « Fonds d'équipement et de sécurité à Mayotte », et à l'abonder de 14,7 millions d'euros.

Toutefois, la mission « Outre-mer » n'a pas pour objet d'assurer l'ordre en outre-mer ; cela relève de la mission « Sécurités ».

La commission émet donc un avis défavorable sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Même avis.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-427.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° II-208 est présenté par Mme Nadille, MM. Patriat, Théophile et Buval, Mme Phinera-Horth, MM. Mohamed Soilihi, Rohfritsch, Kulimoetoke et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants.

L'amendement n° II-505 est présenté par M. Lurel, Mmes Bélim et Conconne, M. Omar Oili, Mme Artigalas, M. Kanner et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2	13 963 000		12 900 523	
Conditions de vie outre-mer		13 963 000		12 900 523
TOTAL	13 963 000	13 963 000	12 900 523	12 900 523
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille, pour présenter l'amendement n° II-208.

Mme Solanges Nadille. L'annonce et les promesses de sauvetage d'un dispositif essentiel ne doivent pas pénaliser l'intégralité d'une mission, dont les crédits sont rabotés par défaut. Cet amendement vise à rétablir les crédits de l'action « Financement de l'économie » du programme « Emploi outre-mer » à leur niveau de 2024, après une baisse de près de 40 % en deux ans.

Ces crédits sont vitaux. Ils financent les prêts de développement outre-mer (PDOM) qui soutiennent nos PME, l'économie sociale et solidaire, qui protège 40 000 structures et 1 million de salariés, ainsi que l'aide au fret, qui compense l'éloignement et fait baisser les prix pour les consommateurs.

Soutenir cet amendement, c'est aussi protéger l'économie ultramarine, défendre les emplois, les populations vulnérables et le pouvoir d'achat de tous.

M. le président. L'amendement n° II-505 n'est pas soutenu.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. La subvention des PDOM s'élève en 2025 à 10 millions d'euros, soit le double de la dotation prévue par la loi de finances initiale de 2025. L'effort est donc important, alors que la situation des finances publiques est contrainte.

La commission demande donc le retrait de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Même avis.

Mme Solanges Nadille. Je retire l'amendement, monsieur le président !

M. le président. L'amendement n° II-208 est retiré.

Je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° II-213 est présenté par MM. Patriat et Théophile, Mme Nadille, M. Buval, Mme Phinera-Horth, MM. Mohamed Soilihi, Rohfritsch, Kulimoetoke et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants.

L'amendement n° II-562 est présenté par M. Mellouli, Mme Guhl, MM. Jadot, Benarroche, G. Blanc et Dantec, Mme de Marco, MM. Dossus, Fernique et Gontard, Mmes Ollivier et Poncet Monge, M. Salmon et Mmes Senée, Souyris et M. Vogel.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		11 000 000		11 000 000
Conditions de vie outre-mer	11 000 000		11 000 000	
TOTAL	11 000 000	11 000 000	11 000 000	11 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Dominique Théophile, pour présenter l'amendement n° II-213.

M. Dominique Théophile. Le Gouvernement a accepté qu'un examen visant à calculer la chlordéconémie, c'est-à-dire le dosage de chlordécone dans le sang, soit pris en charge pour les Antillais, exposés à cette molécule.

Le dispositif n'est pourtant que partiel, puisque les dépistages réalisés par des Antillais qui résident dans l'Hexagone ne sont pas pris en charge. Pour que ceux-ci puissent réaliser un examen gratuit, nous proposons d'augmenter l'enveloppe des crédits en question.

M. le président. L'amendement n° II-562 n'est pas soutenu.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Le présent amendement vise à abonder de 11 millions d'euros les moyens dédiés à la lutte contre la chlordécone en outre-mer.

La commission sollicite l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Le Gouvernement est évidemment pleinement mobilisé pour lutter contre la pollution à la chlordécone et ses impacts aux Antilles.

Le budget alloué pour la période 2021-2027, initialement fixé à 92 millions d'euros, a été porté à 130 millions d'euros à l'horizon 2030. Il vise notamment à répondre aux besoins des scientifiques et aux nombreuses attentes des élus. En quatre

ans, plus de 48 millions d'euros ont été engagés, soit 23 millions d'euros de plus que durant les sept années précédentes.

Cela témoigne bien de l'intensité de l'action que vous appelez de vos vœux, monsieur le sénateur. Le Gouvernement demande donc le retrait de votre amendement ; à défaut, l'avis serait défavorable.

M. le président. La parole est à M. Dominique Théophile, pour explication de vote.

M. Dominique Théophile. Madame la ministre, m'assurez-vous que les Antillais vivant dans l'Hexagone peuvent réaliser un dépistage gratuit ? Là, vous me parlez d'une enveloppe globale. S'ils doivent payer 100 ou 200 euros de leur poche, c'est un problème.

M. le président. La parole est à Mme la ministre.

Mme Naïma Moutchou, ministre. Le dépistage gratuit est un dispositif de droit commun ; monsieur le sénateur, j'échangerai avec la ministre de la santé sur ce sujet, et je reviendrai vers vous dans les prochains jours.

M. Dominique Théophile. Je prends rendez-vous avec vous, madame la ministre, et je retire mon amendement, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° II-213 est retiré.

L'amendement n° II-382 rectifié, présenté par MM. Théophile, Buis et Rambaud et Mme Phinera-Horth, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		500 000		500 000
Conditions de vie outre-mer	500 000		500 000	
TOTAL	500 000	500 000	500 000	500 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Dominique Théophile.

M. Dominique Théophile. La chlordécone est un scandale sanitaire majeur : plus de 90 % des Guadeloupéens et des Martiniquais sont contaminés par cette molécule.

Une fois dans le corps, la chlordécone y reste, que l'on quitte ou non les Antilles pour s'installer dans l'Hexagone. Les sols, eux, resteront pollués pendant au moins 500 ans à 700 ans, selon l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

La contamination, intergénérationnelle, est responsable de cancers – on observe notamment l'un des taux de cancer de la prostate les plus élevés du monde aux Antilles –, de troubles de la fertilité, de risques pour les femmes enceintes et les enfants.

Cet amendement a le même objet que le précédent, pour un montant moindre : je souhaite également le retirer, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° II-382 rectifié est retiré.

L'amendement n° II-346 n'est pas soutenu.

L'amendement n° II-206, présenté par MM. Patriat et Théophile, Mme Nadille, M. Buval, Mme Phinera-Horth, MM. Mohamed Soilihi, Kulimoetoke, Rohfritsch et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		5 000 000		5 000 000
Conditions de vie outre-mer	5 000 000		5 000 000	
TOTAL	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille.

Mme Solanges Nadille. Nous avons déposé un amendement similaire sur les crédits de la mission « Cohésion des territoires » que nous examinerons demain, pour prendre en compte la dimension interministérielle de la lutte contre les sargasses. Nous proposons de créer un fonds de garantie, à hauteur de 5 millions d'euros, pour indemniser les dommages causés par les sargasses dans le bassin Antilles-Guyane.

Ces algues dégagent de l'hydrogène sulfuré et de l'ammoniac, qui corrodent les métaux, détériorent l'électroménager et accélèrent l'usure des biens de consommation. Compte tenu des prix plus élevés que dans l'Hexagone et du faible développement de l'assurance en outre-mer, les ménages exposés sont particulièrement vulnérables. Ils doivent d'ailleurs s'estimer chanceux s'ils ne sont touchés qu'au niveau matériel, car, de manière plus préoccupante, nos concitoyens relèvent des effets néfastes et délétères sur leur santé. Les sargasses doivent figurer au cœur de nos préoccupations.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Demande de retrait.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Défavorable. Madame la sénatrice, je reviendrai vers vous pour vous donner davantage de précisions.

M. le président. La parole est à M. Dominique Théophile, pour explication de vote.

M. Dominique Théophile. Les sargasses représentent un phénomène très dangereux. Comme pour la chlordécone, ce n'est qu'après plusieurs années que l'on a pris la mesure du problème et que la responsabilité de l'État a été en partie reconnue.

Des sargasses émanent des gaz toxiques, comme l'hydrogène sulfuré ; les sargasses piègent et retiennent la chlordécone ; elles contiennent des métaux lourds, comme de

l'arsenic, dont les effets sont cumulatifs. Elles peuvent casser un téléviseur en quarante-huit heures ! Leur danger est reconnu internationalement. Le sujet n'est pas local, communal ou même français, il est international.

Toutefois, selon la loi, les sargasses sont considérées comme un déchet ; en tant que tel, elles relèvent de la responsabilité des communes. Madame la ministre, comprenez-vous l'antagonisme de la situation ?

Il faut établir clairement le statut réglementaire des algues sargasses : elles ne sont ni des déchets, ni des ressources, ni des espèces protégées ou envahissantes. Une jurisprudence existe certes sur la question, mais le problème juridique est posé.

Madame la ministre, j'ai déjà échangé avec votre cabinet sur ce sujet. J'ai déposé une proposition de loi transférant à l'État la charge du ramassage et du traitement des algues sargasses échouées sur les côtes de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de Saint-Martin (*Mme la ministre acquiesce.*) ; elle vise à exclure les sargasses du régime des déchets, pour que le problème soit traité non plus à l'échelon de la commune, mais bien à l'échelle internationale.

Il faut que l'État prenne en charge financièrement le ramassage des algues, et il faut que la question soit traitée officiellement. Il y aura probablement en la matière des problèmes similaires à ceux que nous avons connus avec la chlordécone.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-206.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis saisi de trois amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-561 n'est pas soutenu.

L'amendement n° II-430, présenté par MM. Durox, Hochart et Szczurek, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		3 000 000		3 000 000
Conditions de vie outre-mer	3 000 000		3 000 000	
TOTAL	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Joshua Hochart.

M. Joshua Hochart. Cet amendement, qui a le même objet que celui qui vient d'être présenté, est défendu, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° II-345 n'est pas soutenu.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Le plan Sargasses III est en cours d'arbitrage ; nous lancerons une concertation pour renforcer les moyens opérationnels et l'accompagnement sanitaire. Une mission interinspections a réalisé un bilan et formulé des préconisations. La question de l'indemnisation est un sujet sensible.

Comme ce plan est en train d'être préparé, je vous propose, mesdames, messieurs les sénateurs, de l'enrichir de vos propositions, notamment de la proposition de loi de M. Théophile.

L'avis du Gouvernement est néanmoins défavorable sur cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-430.
(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. L'amendement n° II-345 n'est pas soutenu.

Je suis saisi de deux amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° I-513 n'est pas soutenu.

L'amendement n° II-189, présenté par Mme Nadille, MM. Patriat, Théophile, Buval, Rohfrisch et Mohamed Soilihi, Mme Phinera-Horth, M. Kulimoetoke et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		5 000 000		2 000 000
Conditions de vie outre-mer	5 000 000		2 000 000	
TOTAL	5 000 000	5 000 000	2 000 000	2 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille.

Mme Solanges Nadille. Cet amendement a pour objet d'abonder le fonds de secours pour l'outre-mer (FSOM) de 5 millions d'euros en AE et de 2 millions d'euros en CP.

Ces crédits, initialement transférés vers le programme 138 « Emploi outre-mer » sans aucune justification préalable, doivent être réintégrés dans le programme 123, « Conditions de vie outre-mer », au bénéfice des collectivités ultramarines.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Demande de retrait.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Même avis.

Mme Solanges Nadille. Je retire l'amendement, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° II-189 est retiré.

Les amendements n°s II-512 et II-337 ne sont pas soutenus, non plus que les amendements faisant l'objet d'une discussion commune n°s II-327 et II-329. De même, les amendements n°s II-330, II-519 et II-581 rectifié *ter* ne sont pas, eux aussi, soutenus.

Je suis saisi de six amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° I-347 n'est pas soutenu.

Les cinq amendements suivants sont identiques.

L'amendement n° II-104 rectifié est présenté par M. Mohamed Soilihi et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants.

L'amendement n° II-126 rectifié est présenté par MM. Lefèvre, Cambon et H. Leroy, Mme Di Folco, MM. Khalifé, Séné et J.M. Arnaud, Mmes Lassarade et Malet et M. Milon.

L'amendement n° II-298 rectifié *bis* est présenté par Mmes Aeschlimann et Tetuanui, M. L. Vogel, Mmes V. Boyer et Belrhiti, M. Levi, Mme Berthet, MM. Panunzi et Rojouan, Mme Bellamy, MM. J.B. Blanc, Genet et Klinger et Mme Sollogoub.

L'amendement n° II-473 rectifié est présenté par Mme Conconne, MM. Temal, Uzenat et Pla, Mme Conway-Mouret et M. Bourgi.

L'amendement n° II-531 est présenté par MM. Benarroche, Mellouli, G. Blanc et Dossus, Mme Senée, MM. Dantec, Fernique et Gontard, Mme Guhl, M. Jadot, Mmes de Marco, Ollivier et Poncet Monge, M. Salmon et Mmes Souyris et M. Vogel.

Ces cinq amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		400 000		400 000
Conditions de vie outre-mer	400 000		400 000	
TOTAL	400 000	400 000	400 000	400 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Thani Mohamed Soilihi, pour présenter l'amendement n° II-104 rectifié.

M. Thani Mohamed Soilihi. Il manque beaucoup de ressources humaines dans nos outre-mer, dans le secteur médical ou dans les administrations, mais aussi dans la justice, notamment pour ce qui concerne les auxiliaires de justice.

Notre amendement vise ainsi à combler un vide : les élèves avocats ne peuvent pas profiter des dispositifs de mobilité qui existent pour les étudiants dans l'Hexagone. Nous demandons d'y remédier.

M. le président. La parole est à Mme Viviane Malet, pour présenter l'amendement n° II-126 rectifié.

Mme Viviane Malet. Il est défendu, monsieur le président.

M. le président. La parole est à Mme Marie-Do Aeschlimann, pour présenter l'amendement n° II-298 rectifié *bis*.

Mme Marie-Do Aeschlimann. J'ajoute que le fait que les élèves avocats ultramarins n'aient pas tous accès à la formation dispensée dans les centres régionaux de formation professionnelle d'avocats (CRFPA) en outre-mer pose un double problème : il y a bien sûr, un problème d'insertion professionnelle et de choix du métier, mais aussi un problème d'accès au droit.

En outre-mer, de fait, moins d'avocats sont formés et moins de jeunes choisissent ce beau métier que j'ai l'honneur et le plaisir d'exercer. Les barreaux ultramarins souffrent dès lors d'une pénurie d'avocats. C'est le cas notamment à Mayotte, mais aussi en Guyane, où la densité d'avocats est très nettement plus faible que dans l'Hexagone.

M. le président. Les amendements n° II-473 rectifié et II-531 ne sont pas soutenus.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Nous nous en remettons à l'avis du Gouvernement sur l'extension du bénéfice du passeport pour la mobilité de la formation professionnelle aux élèves avocats ultramarins.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Je salue les auteurs de cette initiative, qui mettent en lumière un besoin identifié des élèves avocats qui effectuent leur formation dans l'Hexagone. C'est une question d'égalité.

Toutefois, une telle mesure nécessiterait de poursuivre le travail pour en déterminer le volume et le périmètre précis. Je vous propose donc, de manière positive, d'engager la réflexion et de procéder rapidement, par voie de décrets. Inutile d'en revenir à la loi, puisque j'ai seulement besoin d'effectuer avec vous, mesdames, messieurs les sénateurs, ce travail de précision. Dans cette attente, j'émetts une demande de retrait.

M. le président. Je mets aux voix les amendements identiques n° II-104 rectifié, II-126 rectifié et II-298 rectifié *bis*.

(Les amendements sont adoptés.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° II-205 est présenté par Mme Nadille, MM. Patriat, Théophile, Buval, Mohamed Soilihi et Rohfritsch, Mme Phinera-Horth, M. Kulimoetoke et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants.

L'amendement n° II-348 est présenté par Mme Corbière Naminzo, M. Xowie et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

I. – Créer le programme :

Soutien financier pour les étudiants des Outre-mer

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		8 000 000		8 000 000
Conditions de vie outre-mer				
Soutien financier pour les étudiants des Outre-mer	8 000 000		8 000 000	
TOTAL	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille, pour présenter l'amendement n° I-205.

Mme Solanges Nadille. Plus de 60 000 de nos étudiants font face à des coûts de logement, d'alimentation et de transport bien plus élevés que dans l'Hexagone. Ainsi, à la Martinique et à la Guadeloupe, 65 % d'entre eux disposent de moins de 50 euros par mois après le loyer. Le complément qui leur est actuellement alloué, de 30 euros par mois, est largement insuffisant.

Cet amendement vise donc à soutenir financièrement les étudiants en outre-mer, pour garantir l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur et leur donner les moyens de poursuivre leurs études dans des conditions plus dignes.

M. le président. L'amendement n° II-348 n'est pas soutenu.

Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Cet amendement tend à créer un programme destiné au soutien financier pour les étudiants des outre-mer, abondé de 8 millions d'euros.

Toutefois, l'arrêté du 9 juin 2025 fixant les taux des bourses d'enseignement supérieur du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'année

universitaire 2025-2026 prévoit déjà une majoration de 300 euros par an pour les étudiants boursiers habitant en outre-mer. Par ailleurs, le soutien aux étudiants ultramarins est davantage opéré au travers de la mission « Recherche et enseignement supérieur », à l'exception des dispositifs de soutien à la continuité territoriale opérés par Ladom.

Ce sera donc une demande de retrait.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Même avis.

Mme Solanges Nadille. Je le retire, monsieur le président !

M. le président. L'amendement n° II-205 est retiré.

Les amendements n°s II-349 et II-326, ainsi que les amendements n°s II-342 et II-507, lesquels font l'objet d'une discussion commune, ne sont pas soutenus.

L'amendement n° II-378 rectifié *quater*, présenté par MM. Théophile, Buis et Rambaud, Mme Phinera-Horth, M. Mohamed Soilihi, Mme Nadille, MM. Buval et Iacovelli et Mme Schillinger, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		5 000 000		5 000 000
Conditions de vie outre-mer	5 000 000		5 000 000	
TOTAL	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Dominique Théophile.

M. Dominique Théophile. Cet amendement tend à répondre à une urgence majeure. En effet, en 2024, plus de 272 000 femmes ont été victimes de violences conjugales en France. À l'endroit que je connais le mieux, la Guadeloupe, plus de 2 500 faits de violence sont recensés chaque année.

Ainsi, dans ce petit territoire, la situation est dramatique, avec une forte augmentation des féminicides : déjà 89 du 1^{er} janvier au 26 novembre 2025. Les maisons d'accueil vital,

qui permettent de protéger les femmes en danger, sont saturées et ne suffisent pas à répondre à l'ampleur du phénomène.

À la Guadeloupe, des milliers de femmes n'ont donc pas accès à un hébergement d'urgence adapté. Voilà pourquoi cet amendement a pour objet d'allouer 5 millions d'euros au renforcement de ces structures en outre-mer, afin de garantir des places d'accueil et un accompagnement digne des victimes.

Chaque jour, des vies sont en jeu. Il est impératif d’agir maintenant et davantage.

M. le président. Quel est l’avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Demande de retrait.

Cet amendement tend à majorer les crédits du programme 123, « Conditions de vie outre-mer », pour financer les maisons des femmes, à hauteur de 5 millions d’euros.

Sans nier l’urgence des besoins en ce sens, ce type de financement relève davantage de la compétence des collectivités territoriales, qui sont plus à même d’identifier les acteurs locaux pertinents pour lutter contre les violences faites aux femmes.

M. le président. Quel est l’avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Même avis.

M. le président. Je mets aux voix l’amendement n° II-378 rectifié quater.

(L’amendement n’est pas adopté.)

M. le président. Les amendements n°s II-355 et II-472 rectifié ne sont pas soutenus.

Je suis saisi de deux amendements identiques.

L’amendement n° II-367 rectifié *bis* est présenté par Mmes Malet, Petrus, Lassarade, V. Boyer, Gruny et Richer, MM. Sol, H. Leroy, Rietmann et Genet et Mme Imbert.

L’amendement n° II-553 rectifié est présenté par M. Lurel, Mme Bélim, M. Omar Oili, Mme Conconne, MM. Bourgi, Uzenat et Mérillou, Mme Blatrix Contat, MM. Montaugé et Tissot et Mme G. Jourda.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d’engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		250 000		250 000
Conditions de vie outre-mer	250 000		250 000	
TOTAL	250 000	250 000	250 000	250 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Viviane Malet.

Mme Viviane Malet. Cet amendement tend à réserver 250 000 euros à la réalisation d’enquêtes locales, ainsi qu’au soutien aux associations agissant contre les violences faites aux enfants, et ce dans l’ensemble des outre-mer.

M. le président. L’amendement n° II-553 rectifié n’est pas soutenu.

Quel est l’avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. L’amendement tend à consacrer 250 000 euros à la lutte contre les violences faites aux enfants dans les outre-mer.

Sans nier l’importance du sujet, essentiel dans nos collectivités, il nous semble cependant qu’une telle dotation relèverait davantage des collectivités territoriales, et en ce qui concerne le budget de l’État, de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances ». Les collectivités, en particulier, sont les plus à même d’identifier les acteurs locaux pertinents, le ministère des outre-mer ne disposant sans doute pas de l’expertise nécessaire.

M. le président. Quel est l’avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Je vous remercie, madame la sénatrice, de votre engagement en faveur des enfants et votre amendement va dans le bon sens.

Néanmoins, je souhaite rappeler les actions du Gouvernement et rendre visibles les dispositifs actuels de soutien. Il en est ainsi du plan national 2023-2027 contre les violences faites aux enfants, comprenant un fonds doté de 2 millions d’euros, dont le champ d’intervention inclut les outre-mer,

destiné à soutenir les initiatives associatives et les travaux de recherche menés par la Commission indépendante sur l’inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (Ciivise).

Le ministère des outre-mer appuie également des projets locaux en faveur de l’enfance et de la parentalité, et soutient significativement les associations intervenant dans ce domaine, notamment au travers de la plateforme idéalCO, le réseau outre-mer enfant jeunesse famille, ou encore le projet Jeunesse d’outre-mer.

En outre, je souhaite engager, en lien avec la ministre chargée de l’égalité entre les femmes et les hommes, une discussion sur ce sujet. Il existe certainement des pistes de mutualisation, comme nous nous en sommes parlé il y a quelques jours. Sans doute pourrions-nous proposer de nouveaux projets en commun. Ainsi, l’État reste engagé.

Demande de retrait.

Mme Viviane Malet. Je retire mon amendement, monsieur le président !

M. le président. L’amendement n° II-367 rectifié *bis* est retiré.

Je suis saisi de trois amendements faisant l’objet d’une discussion commune.

L’amendement n° II-215, présenté par Mme Nadille, MM. Patriat et Théophile, Mme Phinera-Horth, MM. Mohamed Soilihi, Rohfritsch, Kulimoetoke, Buval et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		10 000 000		10 000 000
Conditions de vie outre-mer	10 000 000		10 000 000	
TOTAL	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille.

Mme Solanges Nadille. À la Guadeloupe, lundi dernier, un professionnel a été blessé mortellement dans un centre médico-psychologique, nouvelle qui a fait la une des journaux. Cet événement est symptomatique d'une difficulté pour nous, dans les territoires ultramarins.

Ainsi, cet amendement est l'occasion de lancer une alerte sur une urgence silencieuse : celle de la santé mentale des jeunes dans les outre-mer. Ainsi, parmi ces derniers, près de quatre sur dix se déclarent en dépression, contre un sur quatre dans l'Hexagone. La précarité, l'éloignement, les difficultés d'accès aux soins et le manque de structures aggravent une situation déjà critique.

Les professionnels et les associations accomplissent un travail essentiel, mais ils le font avec des moyens insuffisants. Cet amendement tend donc à renforcer de 10 millions d'euros les crédits alloués au programme 123 « Conditions de vie outre-mer », afin de soutenir, concrètement, l'accompagnement psychologique et médico-social des jeunes Ultramarins.

Face à une telle urgence, il est de la responsabilité de l'État d'agir.

M. le président. Les deux amendements suivants sont identiques.

L'amendement n° II-352 est présenté par Mme Corbière Naminzo, M. Xowie et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky.

L'amendement n° II-369 rectifié *bis* est présenté par Mmes Malet, Petrus, Lassarade, V. Boyer, Gruny et Richer, MM. Sol, H. Leroy et Genet et Mme Imbert.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

I. – Créer le programme :

Santé mentale des jeunes ultramarins

II. – En conséquence, modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>				
Conditions de vie outre-mer		5 000 000		5 000 000
Santé mentale des jeunes ultramarins	5 000 000		5 000 000	
TOTAL	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
SOLDE	0		0	

L'amendement n° II-352 n'est pas soutenu.

La parole est à Mme Viviane Malet, pour présenter l'amendement n° II-369 rectifié *bis*.

Mme Viviane Malet. Cet amendement a pour objet de renforcer les moyens de prévention et de sensibilisation au sujet de la santé mentale des jeunes dans les collectivités d'outre-mer. En effet, les jeunes Ultramarins sont 39 % à être en dépression, soit près de quatre sur dix. Ce niveau, alarmant, dépasse largement celui qui est constaté dans les régions hexagonales.

En 2025, la santé mentale a été érigée en grande cause nationale. Cela suppose d'élaborer une stratégie de prévention et de sensibilisation à l'attention des jeunes, avec une attention particulière portée aux outre-mer.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Demande de retrait.

En effet, une telle action relèverait davantage des politiques de santé, portées soit par la direction générale de la santé, financée *via* la mission « Santé », soit par la sécurité sociale elle-même.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Même avis.

Mme Solanges Nadille. Je retire mon amendement !

Mme Viviane Malet. Je retire le mien également !

M. le président. Les amendements n°s II-215 et II-369 rectifié *bis* sont retirés.

L'amendement n° II-515 rectifié n'est pas soutenu.

Je suis saisi de deux amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-402 rectifié, présenté par M. Rohfritsch et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		500 000		500 000
Conditions de vie outre-mer	500 000		500 000	
TOTAL	500 000	500 000	500 000	500 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Teva Rohfritsch.

M. Teva Rohfritsch. Mon amendement tend à transférer une somme modique, de 500 000 euros, au bénéfice de la prise en charge médicale, psychologique et sociale des conséquences de la consommation d'ice.

Certes, cela relève des compétences de la Polynésie française, mais cela devrait être un sujet traité au plus haut niveau. Ainsi, le haut-commissaire a conduit lui-même des actions avec les forces de sécurité au cours des derniers jours.

Il est important que la mobilisation forte du gouvernement de la Polynésie française, de tous les élus et de tous les maires, qui y ont été associés par l'État local, trouve un relais au travers de cette proposition d'abondement d'un fonds soute-

nant la structuration de l'offre de soins en psychiatrie, en addictologie, ainsi que des structures périphériques, notamment dans les archipels.

Ainsi, madame la ministre, même si le sujet relève d'une compétence polynésienne – je devance votre réponse –, son traitement doit dépasser le cadre des articles 73 et 74 de la Constitution. En effet, il s'agit d'une question régaliennne, dépendant, donc, de l'État central.

M. le président. L'amendement n° II-400 rectifié, présenté par M. Rohfritsch et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		1		1
Conditions de vie outre-mer	1		1	
TOTAL	1	1	1	1
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Teva Rohfritsch.

M. Teva Rohfritsch. Des discussions sont en cours sur la convention État-pays en matière de santé, que Lana Tetuanui a évoquées en discussion générale. Je souhaite, bien évidemment, associer notre collègue à ma démarche.

Madame la ministre, nous sommes sensibles à la question de l'ice, mais aussi à celle du financement des molécules onéreuses. Ainsi, des coûts importants sont supportés par le gouvernement de la Polynésie française. Je voudrais rappeler que, si tous les cancers en Polynésie ne sont pas liés aux essais nucléaires, ceux qui le sont, sont aujourd'hui traités en Polynésie, puisqu'un institut du cancer y a été créé.

Indépendamment du remboursement des sommes engagées par le passé, l'État pourrait faire un geste en faveur du traitement des malades aujourd'hui, lequel a lieu en Polynésie française. D'où cet amendement d'appel, au

travers duquel nous émettons le souhait d'enrichir la convention État-pays en matière de santé sur ces questions du financement des molécules et de la gestion des conséquences de l'ice, précédemment évoquées.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Ces deux amendements d'appel visent à évoquer la nécessité de la participation financière de l'État à la convention en matière de santé passée avec le pays de Polynésie française, pour des montants symboliques de 500 000 euros et 1 euro respectivement.

Nous demandons donc l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Les sujets que vous évoquez sont très importants, qu'il s'agisse de la lutte contre les addictions, qui nous préoccupe beaucoup, ou des traitements contre le cancer.

Comme vous le savez, l'État travaille avec le gouvernement polynésien au renouvellement de la convention pour la période 2026-2030, précisément pour garantir un accès équitable aux soins pour tous les habitants et pour renforcer une prévention adaptée aux besoins locaux. Sur ce point, un mandat de négociation a été transmis au haut-commissaire.

Je vous remercie donc, au travers de ces amendements d'appel, d'avoir attiré l'attention sur ces sujets. Les éléments que vous mentionnez pourront être soumis à la discussion dans le cadre de la convention et transmis au haut-commissaire. En particulier, la lutte contre les addictions et les cancers pourra être évoquée.

Je demande, par conséquent, le retrait de ces amendements d'appel.

M. le président. Quel est maintenant l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Demande de retrait.

M. le président. La parole est à Mme Lana Tetuanui, pour explication de vote.

Mme Lana Tetuanui. Madame la ministre, je souscris bien évidemment aux propos de mon collègue Teva Rohfritsch. Votre réponse est la même que celle que vous aviez déjà formulée à la suite de mon intervention lors de la discussion générale. Nous en prenons acte.

En revanche, je demande que les parlementaires, les sénateurs en particulier, soient associés à la discussion sur la convention. En effet, il est bien beau de dire que le haut-commissaire travaille avec le gouvernement local en Polynésie, alors que certains viennent à Paris pour essayer d'obtenir gain de cause. J'estime avoir la légitimité pour être associée à la discussion de ladite convention santé-solidarité entre l'État et la Polynésie française.

M. le président. Monsieur Rohfritsch, les amendements n^{os} II-402 rectifié et II-400 rectifié sont-ils maintenus ?

M. Teva Rohfritsch. Non, je les retire, monsieur le président.

M. le président. Les amendements n^{os} II-402 rectifié et II-400 rectifié sont retirés.

L'amendement n^o II-365 rectifié *bis*, présenté par Mmes Malet, Petrus, Lassarade, V. Boyer, Grunty et Richer, MM. Sol, H. Leroy, Rietmann et Genet et Mme Imbert, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>	8 000 000		8 000 000	
Conditions de vie outre-mer		8 000 000		8 000 000
TOTAL	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Viviane Malet.

Mme Viviane Malet. Je vais retirer cet amendement, puisqu'il a été déposé sur les crédits de la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales ».

Madame la ministre, il s'agit d'un appel pour que vous relayiez auprès du Gouvernement le besoin de soutenir le régime spécifique d'approvisionnement, dont le plafond n'a pas été relevé depuis dix ans et qui est saturé depuis près de cinq ans. Nos éleveurs des départements d'outre-mer en attendent beaucoup.

M. le président. L'amendement n^o II-365 rectifié *bis* est retiré.

Les amendements n^{os} II-506 et II-563, qui font l'objet d'une discussion commune, ainsi que les amendements n^{os} II-354, II-525, II-526, II-328 et II-350 ne sont pas soutenus.

L'amendement n^o II-398 rectifié, présenté par M. Rohfritsch et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		3 000 000		1 000 000
Conditions de vie outre-mer	3 000 000		1 000 000	
TOTAL	3 000 000	3 000 000	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Teva Rohfritsch.

M. Teva Rohfritsch. Mes chers collègues, je vous présente mes excuses : l'absence de certains de nos collègues me conduit à monopoliser la parole sublimant – permettez-moi cet exercice d'autosatisfaction – ma capacité à présenter des amendements ce soir... (*Sourires.*)

Je souhaite, madame la ministre, insister sur l'importance du dispositif Kiwa, dont vous êtes, j'en suis certain, consciente. Il convient donc de compléter les fonds disponibles. Nous serons, bien évidemment, attentifs à votre appréciation des faits. Je rappelle que nous parlons d'un fonds régional d'appui à l'adaptation au changement climatique dans le Pacifique, piloté par l'Agence française de développement (AFD), et qui remporte un certain succès. Lorsque nous avons de bonnes formules comme celle-ci, il faut les soutenir et les pérenniser.

M. le président. Je précise que la sublimation désigne le passage de l'état solide à l'état gazeux... (*Rires.*)

M. Teva Rohfritsch. Je ne voulais pas être soporifique, monsieur le président ! (*Sourires.*)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Le fonds outre-mer (FOM) constitue un outil particulièrement utile pour les territoires ultramarins. En conséquence, nous nous en remettons à l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Le soutien à l'ingénierie des collectivités est en effet essentiel pour permettre de concevoir des projets solides et de mobiliser efficacement les crédits qui leur sont alloués.

Conscient de cette nécessité, le Gouvernement a déjà prévu une hausse de 3 millions d'euros en AE, ce qui porte le financement du FOM à 12,6 millions d'euros dans le projet de loi de finances pour 2026, contre 9,4 millions dans la loi de finances de l'année précédente. Ces crédits pourront être complétés, si besoin, par des prélèvements sur recettes destinées à la bonification des prêts de l'AFD qui soutiennent des projets d'investissement socialement et environnementalement vertueux.

Il s'agit donc d'une demande de retrait, monsieur le sénateur.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-398 rectifié.

(*L'amendement n'est pas adopté.*)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

L'amendement n° II-407 rectifié, présenté par M. Rohfritsch et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		2 000 000		2 000 000
Conditions de vie outre-mer	2 000 000		2 000 000	
TOTAL	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Teva Rohfritsch.

M. Teva Rohfritsch. Le fonds de transition énergétique remporte un franc succès en Polynésie française. Or il ne le doit pas simplement au fait qu'il s'agit d'un financement d'État. En effet, il vient à point nommé pour aider à la transition énergétique. Nous disposons d'un plan ambitieux, que nous sommes condamnés à réussir, puisque nous sommes à 6 000 kilomètres du plus proche continent et à 10 000 kilomètres de nos sources d'approvisionnement en carburant, à Singapour. Nous souhaitons réduire notre impact carbone et, par conséquent, développer encore notre modèle énergétique, fondé sur l'énergie renouvelable.

Il s'agit donc d'un appel, madame la ministre, à renforcer les moyens dudit fonds de transition énergétique.

M. le président. L'amendement n° II-408 rectifié, présenté par M. Rohfritsch et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		1 000 000		1 000 000
Conditions de vie outre-mer	1 000 000		1 000 000	

TOTAL	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Teva Rohfritsch.

M. Teva Rohfritsch. Défendu.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. Ces deux amendements visent à abonder respectivement de 2 millions d'euros et de 1 million d'euros le fonds de transition énergétique déployé en Polynésie française.

Ce fonds semble toutefois relever davantage de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », même si je n'en trouve pas trace dans les documents budgétaires. En tout état de cause, il ne semble pas dépendre de la mission « Outre-mer ».

En conséquence, nous demandons le retrait de ces amendements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Je souhaite vous faire part de l'ambition du Gouvernement en la matière. Un fonds d'investissement de 60 millions d'euros a été mis en place à la suite du déplacement en Polynésie du Président de la République en 2021 ; il est opérationnel pendant encore cinq ans en soutien des stratégies locales, comme le plan de transition énergétique 2015-2030 et le plan climat énergie. Ce fonds, administré selon la convention État-pays et les orientations de la programmation pluriannuelle de l'énergie de la Polynésie, répond déjà aux priorités de financement identifiées pour les territoires.

Par conséquent, avis défavorable.

M. le président. La parole est à M. Teva Rohfritsch, pour explication de vote.

M. Teva Rohfritsch. Ce fonds remporte un succès attendu et mérité. Toutefois, dès le premier appel à projets par les services du haut-commissariat, deux années budgétaires, telles que le prévoit le budget alloué pour l'instant, ont déjà été bloquées du fait de la pluralité des projets.

Nous avons besoin d'accélérer le rythme de la transition énergétique pour atteindre, à tout le moins, les objectifs fixés par notre plan de transition énergétique. Cependant, si j'entends bien votre propos, nous en resterons au rythme actuel.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-407 rectifié.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° II-408 rectifié.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Les amendements nos II-564, II-336 et II-335 ne sont pas soutenus.

Je suis saisi de sept amendements faisant l'objet d'une discussion commune.

Les trois premiers sont identiques.

L'amendement n° II-192 est présenté par M. Patriat, Mme Nadille, MM. Théophile, Buval, Mohamed Soilihi et Rohfritsch, Mme Phinera-Horth, M. Kulimoetoke et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants.

L'amendement n° II-331 est présenté par Mme Corbière Naminzo, M. Xowie et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky.

L'amendement n° II-471 rectifié est présenté par Mme Conconne, MM. Lurel, Uzenat, Pla, Bourgi et Temal et Mme Conway-Mouret.

Ces trois amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		1 000 000		1 000 000
Conditions de vie outre-mer	1 000 000		1 000 000	
TOTAL	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille, pour présenter l'amendement n° II-192.

Mme Solanges Nadille. Cet amendement vise à renforcer les observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR) dans nos territoires ultramarins, où le coût de la vie est jusqu'à 40 % plus élevé qu'en France hexagonale. En effet, le budget des OPMR a chuté, alors qu'ils sont actuellement l'un des rares outils de lutte contre la vie chère. Ils travaillent

ainsi avec moins de 50 000 euros par territoire, ce qui est insuffisant pour suivre les prix, analyser les marges et proposer des solutions.

Cet amendement tend donc à augmenter leur budget de 1 million d'euros, afin de donner à ces observatoires les moyens d'agir, de protéger le pouvoir d'achat et de rendre, enfin, les prix transparents dans les outre-mer.

M. le président. Les amendements identiques n° II-331 et II-471 rectifié ainsi que les amendements n° II-558 et II-508 et ne sont pas soutenus.

Les deux amendements suivants sont identiques.

L'amendement n° II-322 rectifié est présenté par M. Lurel, Mme Bélim, MM. Omar Oili, Bourgi, Uzenat et Mérillou, Mme Blatrix Contat, MM. Montaugé et Tissot et Mmes G. Jourda et Conconne.

L'amendement n° II-576 rectifié *bis* est présenté par Mmes Malet, Petrus, Lassarade, V. Boyer, Grunty et Richer, MM. Sol, H. Leroy et Genet et Mme Imbert.

Ces deux amendements sont ainsi libellés :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		230 000		230 000
Conditions de vie outre-mer	230 000		230 000	
TOTAL	230 000	230 000	230 000	230 000
SOLDE	0		0	

L'amendement n° II-322 rectifié n'est pas défendu.

La parole est à Mme Viviane Malet, pour présenter l'amendement n° II-576 rectifié *bis*.

Mme Viviane Malet. Nous voulons remettre à niveau les moyens des observatoires des prix, des marges et des revenus, alors que le Gouvernement a décidé, au travers de deux décrets publiés en juillet 2025, d'accroître leurs missions.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. L'amendement n° II-192 vise à une majoration de 1 million d'euros des crédits alloués aux observatoires des prix, des marges et des revenus, contre un montant de 230 000 euros pour l'amendement n° II-576 rectifié *bis*.

Dans un contexte où les écarts de prix se sont encore creusés entre l'Hexagone et les territoires ultramarins, des solutions doivent être trouvées, comme en témoigne le projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer, adopté par notre assemblée il y a quelques semaines.

Nous demandons toutefois l'avis du Gouvernement sur l'ensemble de ces amendements, au vu de leur récurrence et de l'importance des enjeux liés à la vie chère.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Mesdames les sénatrices, nous vous accompagnons dans le soutien aux observatoires des prix, des marges et des revenus.

Ainsi, leurs moyens ont été doublés depuis 2019, à 600 000 euros, montant reconduit chaque année, conformément aux engagements pris par le Gouvernement. Cela n'a

pas changé pour le projet de loi de finances pour 2026. En effet, le montant de 310 000 euros mentionné dans le projet annuel de performances relève d'une erreur de maquette.

Le budget de 600 000 euros, rarement intégralement consommé, reste suffisant et adapté aux besoins actuels des observatoires.

Par ailleurs, comme vous le savez, dans le projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer, nous avons renforcé le rôle des OPMR à l'article 3, puisque désormais, leurs présidents pourront saisir les préfets en cas de variation excessive des prix.

Compte tenu de ce contexte, je vous demande le retrait de vos amendements.

M. le président. Quel est finalement l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Demande de retrait.

Mme Solanges Nadille. Je retire mon amendement, monsieur le président !

Mme Viviane Malet. Et moi le mien !

M. le président. Les amendements n° II-192 et II-576 rectifié *bis* sont retirés.

L'amendement n° II-409 rectifié, présenté par M. Rohfritsch et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		3 000 000		1 000 000
Conditions de vie outre-mer	3 000 000		1 000 000	

TOTAL	3 000 000	3 000 000	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Teva Rohfritsch.

M. Teva Rohfritsch. Je sais que vous aviez hâte de m'entendre à nouveau... (*Sourires.*)

Cet amendement, madame la ministre, relève certainement aussi de la mission « Justice », mais il nous semblait important, à ma collègue Lana Tetuanui et moi, de vous alerter sur la situation de la prison de Faa'a Nuutania. Celle-ci, aujourd'hui, est très difficile, et les détenus en souffrent.

Vous savez que, depuis des décennies, ce lieu de détention a été à l'origine, pour la France, de condamnations régulières pour non-respect des droits de l'homme. Or depuis la construction du centre de détention de Tatutu de Papeari en 2017, l'État avait pris l'engagement de reconstruire la prison de Nuutania. Certes, de petits travaux ont été menés çà et là, alors que, tous les quatre ou cinq ans, des annonces très fortes sont faites par les différents gardes des sceaux d'une reconstruction.

Je voulais vous alerter sur ce point, alors que le Conseil d'État lui-même, encore récemment, a enjoint au Gouvernement de prendre des mesures d'investissement en profondeur. Or, pour l'instant, rien n'est fait. Nous vous proposons donc de prévoir des crédits pour lancer les études.

Nous devons avancer sur ce sujet. Lors de l'examen des crédits de la mission « Justice », je monterai à nouveau au créneau, mais je sais que cela devra se faire dans le cadre d'un partenariat étroit avec vous, madame la ministre.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. La surpopulation carcérale constitue en effet un problème majeur. Toutefois, le financement du système pénitentiaire relève, comme vous l'avez mentionné, de la mission « Justice ». En conséquence, je demande le retrait de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Monsieur le sénateur, comme vous l'avez bien dit, ce point ne relève pas de la mission « Outre-mer ». Vous avez cependant bien raison de le soumettre au débat.

Une journée consacrée à la justice ultramarine sera organisée le 11 décembre, avec le garde des sceaux, à laquelle je vous invite à participer. Je m'engage, bien évidemment, à me faire le relais auprès de lui sur ce sujet. En effet, par déformation professionnelle, je suis particulièrement sensible aux questions de surpopulation carcérale, de récidive et d'insertion, qui participent de la cohésion nationale.

Je m'engage donc, non seulement à en parler, mais aussi à m'efforcer de convaincre le garde des sceaux d'accélérer sur ce sujet.

M. Teva Rohfritsch. Je retire mon amendement, monsieur le président !

M. le président. L'amendement n° II-409 rectifié est retiré.

L'amendement n° II-521 n'est pas soutenu.

L'amendement n° II-403 rectifié, présenté par M. Rohfritsch et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer <i>dont titre 2</i>		1 000 000		1 000 000
Conditions de vie outre-mer	1 000 000		1 000 000	
TOTAL	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Teva Rohfritsch.

M. Teva Rohfritsch. Je vous prie d'excuser l'état de sublimation qui, tout à l'heure, m'a conduit à présenter le présent amendement à la place de l'amendement n° II-398 rectifié.

Permettez-moi donc de préciser que l'amendement n° II-398 rectifié visait à mettre en place un dispositif particulier d'aide en ingénierie financière pour les communes, qui aurait pu constituer une solution de substitution à l'extension du programme des contrats de redressement en outre-mer (Corom) pour les collectivités du Pacifique.

Nous étions en effet convenus, avec un précédent gouvernement, qu'il importerait *a minima* d'accompagner nos communes ou regroupements de communes afin de leur apporter l'ingénierie financière qui manque en Polynésie française.

Concernant l'amendement n° II-403 rectifié, je rappellerai que, même s'il a fallu du temps pour mettre en place le dispositif d'assistance technique Kiwa, piloté par l'AFD, il est aujourd'hui effectif. Seulement, le nombre d'assistants techniques disponibles reste insuffisant ; le dispositif demande donc à être renforcé, pour prévenir les situations de fragilité qu'ont connues d'autres collectivités, qui ont pu justifier le recours au dispositif Corom.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. La commission sollicite l'avis du Gouvernement sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. L'initiative Kiwa, qui fait l'objet de l'amendement n° II-403 rectifié, est aujourd'hui dotée de 77 millions d'euros, gérés par l'AFD.

Elle a permis le déploiement de quinze nouveaux projets en août 2025, notamment en Polynésie, mais également en Nouvelle-Calédonie ; cela démontre bien son efficacité et son impact concret sur le terrain.

D'autres instruments nationaux et européens, comme le fonds vert ou le programme BestLife 2030 de l'Office français de la biodiversité (OFB), contribuent aussi à répondre à ces enjeux.

En l'espèce, le budget demandé, bien que limité, ne pourrait être alloué à ce dispositif sans réduire d'autant les crédits de l'action n° 02 du programme 138, ce qui serait inopportun, voire inenvisageable.

Par conséquent, monsieur le sénateur, je vous demande de bien vouloir retirer votre amendement.

M. le président. Monsieur Rohfritsch, l'amendement n° II-403 rectifié est-il maintenu ?

M. Teva Rohfritsch. Non, je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° II-403 rectifié est retiré.

L'amendement n° II-356 n'est pas soutenu.

L'amendement n° II-419 rectifié, présenté par M. Rohfritsch et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		1 000 000		1 000 000
Conditions de vie outre-mer	1 000 000		1 000 000	
TOTAL	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0		0	

La parole est à M. Teva Rohfritsch.

M. Teva Rohfritsch. J'ai déjà évoqué la question des drogues, qui fait l'objet de cet amendement ; il est donc défendu.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Georges Patient, rapporteur spécial. C'est une demande de retrait.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Même avis.

M. le président. Monsieur Rohfritsch, l'amendement n° II-419 rectifié est-il maintenu ?

M. Teva Rohfritsch. Non, je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° II-419 rectifié est retiré.

L'amendement n° II-138 rectifié *bis*, présenté par Mmes Tetuanui, Billon, Guidez et Patru et MM. Fargeot, Duffourg et Rohfritsch, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		800 000		800 000
Conditions de vie outre-mer	800 000		800 000	
TOTAL	800 000	800 000	800 000	800 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Lana Tetuanui.

Mme Lana Tetuanui. Je suis très modeste cette année. L'amendement que je présente vise simplement à corriger une injustice subie par les fonctionnaires d'État du Pacifique :

lorsqu'ils sont affectés dans l'Hexagone, ils ne perçoivent pas la prime spécifique d'installation, à la différence de leurs homologues issus des départements et régions d'outre-mer.

Je ne franchis pas la barre du million d'euros, madame la ministre, je demande tout simplement 800 000 euros !
(Sourires.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Cet amendement vise à affecter 800 000 euros au financement de l'extension aux fonctionnaires polynésiens de la prime spécifique d'installation.

Nous comprenons bien l'injustice signalée par Mme Tetuanui. Toutefois, le financement d'une telle prime relève non de la mission « Outre-mer », mais de chacun des ministères concernés par le recrutement des fonctionnaires en question.

Il s'agit, me semble-t-il, d'un amendement d'appel. C'est pourquoi j'en demande le retrait.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Je vous remercie, madame la sénatrice, de la modestie budgétaire qu'illustre le montant de 800 000 euros demandé. *(Sourires.)*

Je ne suis pas défavorable sur le principe à votre proposition, mais la décision ne relève pas de ma compétence : je dois d'abord en référer à mon collègue chargé de la fonction publique pour voir avec lui ce que nous pouvons faire. J'ai déjà été alertée de ce problème par d'autres canaux. J'y suis donc attentive.

Au bénéfice de ce travail interministériel, je vous propose de retirer votre amendement.

M. le président. La parole est à M. Georges Naturel, pour explication de vote.

M. Georges Naturel. Ma collègue et moi avons visité l'École nationale d'administration pénitentiaire (Enap) au mois d'avril dernier. Figurez-vous que 55 % des candidats à cette formation proviennent soit de Polynésie française, soit de Nouvelle-Calédonie. Cette école forme des fonctionnaires d'État. Il y a donc là une injustice en matière d'accompagnement.

C'est tout le problème du régalien en général, notamment de la police nationale. Il faudra bien que nous abordions ce sujet à un moment donné. Concernant les centres pénitentiaires, nous le ferons dès la semaine prochaine avec le garde des sceaux.

M. le président. La parole est à Mme Lana Tetuanui, pour explication de vote.

Mme Lana Tetuanui. Je vais rester gentille. On peut tout me raconter, mais je veux tout de même vous alerter, madame la ministre : je vous prends au mot !

Grâce au combat que nous avons mené avec des collègues députés, nous avons pu obtenir des crédits similaires pour les militaires au sein de la mission « Outre-mer ».

Vous me dites que, pour les fonctionnaires, qu'ils appartiennent à l'administration pénitentiaire, à la police nationale ou à d'autres corps, il faudra s'adresser au ministre chargé de la fonction publique ou à d'autres. Dont acte, mais vous êtes la ministre des outre-mer ; c'est donc à vous qu'il revient de négocier avec vos collègues pour mettre un terme à une telle injustice. Nous réclamons simplement l'égalité des droits pour tous.

Je le redis, madame la ministre : je vous prends au mot ! Par conséquent, je retire mon amendement. *(Applaudissements sur des travées du groupe Les Républicains.)*

M. le président. L'amendement n° II-138 rectifié *bis* est retiré.

Les amendements n°s II-344, II-586 et II-587 ne sont pas soutenus.

L'amendement n° II-494 rectifié *bis*, présenté par Mmes Malet, Petrus, Lassarade, V. Boyer, Grunty et Richer, MM. Sol, H. Leroy, Rietmann et Genet et Mme Imbert, est ainsi libellé :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2		250 000		250 000
Conditions de vie outre-mer	250 000		250 000	
TOTAL	250 000	250 000	250 000	250 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Viviane Malet.

Mme Viviane Malet. Cet amendement vise à faciliter la mobilité des familles résidant dans les territoires d'outre-mer qui, confrontées à la maladie incurable d'un enfant, doivent de ce fait séjourner longtemps dans l'Hexagone.

Ces familles doivent être soutenues pour faire face à la double charge financière que crée une telle situation.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Les auteurs de cet amendement proposent un programme de mobilité, financé à hauteur de 250 000 euros, pour les parents d'enfants malades. Il est vrai que, dans le dispositif actuel, un seul accompagnant d'enfant mineur est possible.

La commission sollicite l'avis du Gouvernement sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Cet amendement me semble satisfait. En effet, des dispositifs de soutien aux accompagnants d'enfants mineurs évacués pour raison médicale existent déjà. *(Mme Viviane Malet le conteste.)*

Le premier accompagnant bénéficie ainsi d'une aide de la sécurité sociale, tandis que le second peut bénéficier d'une prise en charge dans le cadre de la continuité territoriale.

En 2024, toutes les demandes éligibles ont été satisfaites et 36 personnes ont pu bénéficier d'une telle aide. Les déplacements aériens sont intégralement couverts pour les foyers

dont le quotient familial n’excède pas 26 631 euros. Enfin, l’aide est renouvelable tous les trois mois pendant l’hospitalisation de l’enfant.

L’objectif me semble donc atteint ; c’est la raison pour laquelle, madame la sénatrice, je vous invite à retirer cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l’amendement n° II-494 rectifié *bis*.

(L’amendement n’est pas adopté.)

M. le président. L’amendement n° II-214, présenté par Mme Nadille, MM. Théophile, Buval, Kulimoetoke et Rohfritsch, Mme Phinera-Horth, M. Mohamed Soilihi et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, est ainsi libellé :

Modifier ainsi les crédits des programmes :

(En euros)				
Programmes	Autorisations d’engagement		Crédits de paiement	
	+	-	+	-
Emploi outre-mer dont titre 2	20 000		20 000	
Conditions de vie outre-mer		20 000		20 000
TOTAL	20 000	20 000	20 000	20 000
SOLDE	0		0	

La parole est à Mme Solanges Nadille.

Mme Solanges Nadille. Si nous voulons que la lutte contre la vie chère dépasse le stade de l’affichage, il faut la préparer concrètement.

Le dispositif expérimental de service public de gestion logistique, que l’article 4 du projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer vise à mettre en place pour cinq ans, est un outil pertinent pour réduire les surcoûts liés à l’importation et alléger les prix pour les consommateurs ultramarins.

Toutefois, sans études préalables, il n’y aura pas de plateforme, pas d’appel d’offres, pas d’effet sur les prix.

Cet amendement vise donc à prévoir un financement minimal de 20 000 euros pour lancer, dès 2026, ces travaux préparatoires. Nous enverrions ainsi un signal de cohérence et de crédibilité.

M. le président. Quel est l’avis de la commission ?

M. Stéphane Fouassin, rapporteur spécial. Cet amendement vise à abonder le programme 138 « Emploi outre-mer » de 20 000 euros pour permettre la mise en place du dispositif de service public de gestion logistique prévu dans le projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer.

Je rappelle toutefois que ce projet de loi n’a pas encore été examiné par l’Assemblée nationale. Je comprends que les auteurs de l’amendement entendent garantir le financement du dispositif, mais, compte tenu des montants en jeu, le Gouvernement ne devrait pas avoir de difficultés, une fois le texte définitivement adopté, à dégager les crédits nécessaires en cours de gestion.

C’est la raison pour laquelle je demande le retrait de cet amendement.

M. le président. Quel est l’avis du Gouvernement ?

Mme Naïma Moutchou, ministre. Je rejoins M. le rapporteur spécial : un amendement n’est pas nécessaire. Assumer ces dépenses en cours de gestion ne posera pas de difficulté. Je demande donc également le retrait de cet amendement.

Mme Solanges Nadille. Je retire mon amendement !

M. le président. L’amendement n° II-214 est retiré.

Nous allons procéder au vote des crédits de la mission « Outre-mer », figurant à l’état B.

Je n’ai été saisi d’aucune demande d’explication de vote avant l’expiration du délai limite.

Je mets aux voix ces crédits, modifiés.

J’ai été saisi d’une demande de scrutin public émanant du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants.

Je rappelle que la commission des finances est favorable à l’adoption de ces crédits.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions fixées par l’article 56 du règlement.

Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici, compte tenu de l’ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la présidence, le résultat du scrutin n° 104 :

Nombre de votants	246
Nombre de suffrages exprimés	212
Pour l’adoption	209
Contre	3

Le Sénat a adopté.

Mes chers collègues, nous avons achevé l’examen des crédits de la mission « Outre-mer ».

M. le président. Voici quel sera l’ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée à aujourd’hui, vendredi 5 décembre 2025 :

À dix heures trente, l'après-midi, le soir et la nuit :

Suite du projet de loi de finances pour 2026, considéré comme rejeté par l'Assemblée nationale (texte n° 138, 2025-2026) :

Mission « Cohésion des territoires » ; articles 66 et 67 ;

Mission « Enseignement scolaire ».

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée le vendredi 5 décembre 2025, à une heure dix.)

*Pour le Directeur des comptes rendus du Sénat,
le Chef de publication*

JEAN-CYRIL MASSERON

ANNEXES AU PROCÈS-VERBAL
de la séance
du jeudi 4 décembre 2025

SCRUTIN N° 77

sur l'amendement n° A-1, présenté par M. Jean-François Husson au nom de la commission des finances, tendant à supprimer l'article 3 sexies du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	341
Suffrages exprimés	338
Pour	216
Contre	122

Le Sénat a adopté

ANALYSE DU SCRUTIN

GROUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :

Pour : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Contre : 65

GROUPE UNION CENTRISTE (59) :

Pour : 49

Contre : 9 Mme Annick Billon, M. Olivier Bitz, Mme Brigitte Bourguignon, MM. Michel Canévet, Bernard Delcros, Mme Nathalie Goulet, MM. Pierre-Antoine Levi, Paul Toussaint Parigi, Bernard Pillefer

Abstention : 1 Mme Sylvie Vermeillet

GROUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Pour : 20

GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 18

N'a pas pris part au vote : 1 M. Xavier Iacovelli, Président de séance

GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Contre : 18

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Pour : 1 Mme Véronique Guillotin

Contre : 14

Abstentions : 2 Mme Nathalie Delattre, M. Bernard Fialaire

GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Contre : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

N'ont pas pris part au vote : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek

Ont voté pour :

Marie-Do Aeschlimann	Alain Cazabonne	Amel Gacquerre
Pascal Allizard	Samantha Cazebonne	Laurence Garnier
Jean-Claude Anglars	Anne Chain-Larché	Fabien Genet
Jocelyne Antoine	Patrick Chaize	Frédérique Gerbaud
Jean-Michel Arnaud	Daniel Chasseing	Béatrice Gosselin
Jean Bacci	Alain Chatillon	Sylvie Goy-Chavent
Arnaud Bazin	Patrick Chauvet	Jean-Pierre Grand
Bruno Belin	Cédric Chevalier	Daniel Gremillet
Marie-Jeanne Bellamy	Guillaume Chevrollier	Jacques Groperrin
Nadine Bellurot	Marta de Cidrac	Pascale Gruny
Catherine Belrhiti	Olivier Cigolotti	Daniel Gueret
Martine Berthet	Marie-Carole Ciuntu	Jocelyne Guidez
Marie-Pierre Bessin-Guérin	Édouard Courtial	Véronique Guillotin
Étienne Blanc	Pierre Cuypers	Nadège Havet
Jean-Baptiste Blanc	Laure Darcos	Ludovic Haye
Yves Bleunven	Mathieu Darnaud	Olivier Henno
Christine Bonfanti-Dossat	Marc-Philippe Daubresse	Loïc Hervé
François Bonhomme	Vincent Delahaye	Christine Herzog
François Bonneau	Jean-Marc Delia	Jean Hingray
Michel Bonnus	Patricia Demas	Alain Houpert
Alexandra Borchio	Stéphane Demilly	Marie-Lise Housseau
Fontimp	Chantal Deseyne	Jean-Raymond Hugonot
Corinne Bourcier	Brigitte Devésá	Jean-François Husson
Jean-Marc Boyer	Franck Dhersin	Corinne Imbert
Valérie Boyer	Catherine Di Folco	Annick Jacquemet
Jean-Luc Brault	Élisabeth Doineau	Micheline Jacques
Max Brisson	Sabine Drexler	Lauriane Josende
Christian Bruyen	Alain Duffourg	Else Joseph
François-Noël Buffet	Catherine Dumas	Muriel Jourda
Bernard Buis	Françoise Dumont	Roger Karoutchi
Laurent Burgoa	Laurent Duplomb	Claude Kern
Frédéric Buval	Nicole Duranton	Khalifé Khalifé
Alain Cadec	Dominique Estrosi Sassone	Christian Klinger
Olivier Cadic	Jacqueline Eustache-Brinio	Mikaele Kulimoetoke
Guislain Cambier	Agnès Evren	Sonia de La Provôté
Christian Cambon	Daniel Fargeot	Laurent Lafon
Agnès Canayer	Gilbert Favreau	Marc Laménie
Vincent Capocanellas	Isabelle Florennes	Florence Lassarade
Emmanuel Capus	Philippe Folliot	Michel Laugier
Marie-Claire Carrère-Gée	Stéphane Fouassin	Daniel Laurent
	Christophe-André Frassa	Christine Lavarde
		Antoine Lefèvre
		Dominique de Legge
		Ronan Le Gleut

Jean-Baptiste Lemoyne
Marie-Claude
Lermytte
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Martin Lévrier
Anne-Catherine
Loisier
Jean-François Longeot
Vivette Lopez
Vincent Louault
Viviane Malet
Claude Malhuret
Didier Mandelli
Alain Marc
David Margueritte
Hervé Marseille
Pascal Martin
Pauline Martin
Hervé Maurey
Pierre Médevielle
Thierry Meignen
Frank Menonville
Marie Mercier
Damien Michallet
Brigitte Micouneau
Alain Milon
Jean-Marie Mizon
Thani Mohamed
Soilihi
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-
Desailly
Philippe Mouiller

Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-
Bronn
Solanges Nadille
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolaï
Sylviane Noël
Claude Nougéin
Olivier Paccaud
Jean-Jacques Panunzi
Vanina Paoli-Gagin
Georges Patient
François Patriat
Anne-Sophie Patru
Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot
Cédric Perrin
Évelyne Perrot
Annick Petrus
Marie-Laure Phinera-
Horth
Stéphane Piednoir
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas
Frédérique Puissat
Didier Rambaud
Jean-François Rapin
Évelyne Renaud-
Garabedian
Bruno Retailleau

Ont voté contre :

Cathy Apourceau-Poly
Viviane Artigalas
Jérémy Bacchi
Pierre Barros
Alexandre Basquin
Audrey Bélim
Guy Benarroche
Christian Bilhac
Annick Billon
Olivier Bitz
Grégory Blanc
Florence Blatrix
Contat
Nicole Bonnefoy
Denis Bouad
Hussein Bourgi
Brigitte Bourguignon
Sophie Briante
Guillemont
Isabelle Briquet
Ian Brossat
Colombe Brossel
Céline Brulin
Henri Cabanel
Marion Canales
Michel Canévet
Rémi Cardon
Marie-Arlette Carlotti
Maryse Carrère
Christophe Chaillou
Yan Chantrel
Catherine Conconne
Hélène Conway-
Mouret
Évelyne Corbière
Naminzo
Jean-Pierre Corbisez
Thierry Cozic
Cécile Cukierman
Karine Daniel
Ronan Dantec
Jérôme Darras
Raphaël Daubet

Bernard Delcros
Gilbert-Luc Devinaz
Thomas Dossus
Vincent Éblé
Frédérique Espagnac
Sébastien Fagnen
Rémi Féraud
Corinne Féret
Jacques Fernique
Jean-Luc Fichet
Fabien Gay
Hervé Gillé
Annick Girardin
Éric Gold
Guillaume Gontard
Nathalie Goulet
Michelle Gréaume
Philippe Grosvalet
Antoinette Guhl
André Guiol
Laurence Harribey
Olivier Jacquin
Yannick Jadot
Éric Jeansannetas
Patrice Joly
Bernard Jomier
Gisèle Jourda
Mireille Jouve
Patrick Kanner
Éric Kerrouche
Marie-Pierre de La
Gontrie
Gérard Lahellec
Ahmed Laouedj
Annie Le Houerou
Pierre-Antoine Levi
Audrey Linkenheld
Jean-Jacques Lozach
Monique Lubin
Victorin Lurel
Monique de Marco
Marianne Margaté
Didier Marie

Hervé Reynaud
Olivia Richard
Marie-Pierre Richer
Olivier Rietmann
Pierre Jean Rochette
Teva Rohfrisch
Bruno Rojouan
Anne-Sophie
Romagny
Jean-Luc Ruelle
Denise Saint-Pé
Hugues Saury
Stéphane Sautarel
Michel Savin
Elsa Schalck
Patricia Schillinger
Marc Séné
Bruno Sido
Jean Sol
Nadia Sollogoub
Laurent Somon
Francis Szpiner
Lana Tetuanui
Dominique Théophile
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon
Dominique Vérien
Pierre-Jean Verzelen
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel
Louis Vogel
Dany Wattebled

Adel Ziane

Abstentions :

Nathalie Delattre, Bernard Fialaire, Sylvie Vermeillet.

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher,
Président du Sénat
Xavier Iacovelli,
Président de séance

Aymeric Durox
Joshua Hochart
Alain Joyandet
Stéphane Ravier

Christopher Szczurek

SCRUTIN N° 78

sur l'amendement n° A-2, présenté par M. Jean-François Husson au nom de la commission des finances, tendant à supprimer l'article 11 sexies du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	325
Suffrages exprimés	322
Pour	222
Contre	100

Le Sénat a adopté

ANALYSE DU SCRUTIN

GRUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :

Pour : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GRUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Contre : 65

GRUPE UNION CENTRISTE (59) :

Pour : 55

Contre : 3 M. Daniel Fargeot, Mme Nathalie Goulet, M. Bernard Pillefer

Abstention : 1 M. Bernard Delcros

GRUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Pour : 20

GRUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 18

N'a pas pris part au vote : 1 M. Xavier Iacovelli, Président de séance

GRUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Contre : 18

GRUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Pour : 1 Mme Véronique Guillotin

Contre : 14

Abstentions : 2 Mme Nathalie Delattre, M. Bernard Fialaire

Michel Masset
Paulette Matray
Akli Mellouli
Serge Mérillou
Jean-Jacques Michau
Marie-Pierre Monier
Frank Montaugé
Corinne Narassiguin
Mathilde Ollivier
Saïd Omar Oili
Alexandre Ouizille
Pierre Ouzoulis
Guylène Pantel
Paul Toussaint Parigi
Bernard Pillefer
Sebastien Pla
Raymonde Poncet
Monge
Émilienne Poumirol
Claude Raynal
Christian Redon-
Sarrazy
Sylvie Robert
Pierre-Alain Roiron
David Ros
Laurence Rossignol
Jean-Yves Roux
Daniel Salmon
Pascal Savoldelli
Ghislaine Senée
Silvana Silvani
Anne Souyris
Lucien Stanzione
Rachid Temal
Jean-Claude Tissot
Simon Uzenat
Mickaël Vallet
Marie-Claude Varailas
Jean-Marc Vayssouze-
Faure
Mélanie Vogel
Michaël Weber
Robert Wienie Xowie

GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

N'ont pas pris part au vote : 16 MM. Guy Benarroche *, Grégory Blanc *, Ronan Dantec *, Thomas Dossus *, Jacques Fernique *, Guillaume Gontard *, Mme Antoinette Guhl *, M. Yannick Jadot *, Mme Monique de Marco *, M. Akli Mellouli *, Mmes Mathilde Ollivier *, Raymonde Poncet Monge *, M. Daniel Salmon *, Mmes Ghislaine Senée *, Anne Souyris *, Mélanie Vogel *

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

N'ont pas pris part au vote : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek

Ont voté pour :

Marie-Do Aeschlimann	Laure Darcos	Christian Klinger
Pascal Allizard	Mathieu Darnaud	Mikael Kulimoetoke
Jean-Claude Anglars	Marc-Philippe Daubresse	Sonia de La Provôté
Jocelyne Antoine	Vincent Delahaye	Laurent Lafon
Jean-Michel Arnaud	Jean-Marc Delia	Marc Laménie
Jean Bacci	Patricia Demas	Florence Lassarade
Arnaud Bazin	Stéphane Demilly	Michel Laugier
Bruno Belin	Chantal Deseyne	Daniel Laurent
Marie-Jeanne Bellamy	Brigitte Devésa	Christine Lavarde
Nadine Bellurot	Franck Dherain	Antoine Lefèvre
Catherine Belrhiti	Catherine Di Folco	Dominique de Legge
Martine Berthet	Élisabeth Doineau	Ronan Le Gleut
Marie-Pierre Bessin-Guérin	Sabine Drexler	Jean-Baptiste Lemoyné
Annick Billon	Alain Duffourg	Marie-Claude Lermyte
Olivier Bitz	Catherine Dumas	Henri Leroy
Étienne Blanc	Françoise Dumont	Stéphane Le Rudulier
Jean-Baptiste Blanc	Laurent Duplomb	Pierre-Antoine Levi
Yves Bleunven	Nicole Duranton	Martin Lévrier
Christine Bonfanti-Dossat	Dominique Estrosi Sassone	Anne-Catherine Loisièr
François Bonhomme	Jacqueline Eustache-Brinio	Jean-François Longeot
François Bonneau	Agnès Evren	Vivette Lopez
Michel Bonnus	Gilbert Favreau	Vincent Louault
Alexandra Borchio Fontimp	Isabelle Florennes	Viviane Malet
Corinne Bourcier	Philippe Folliot	Claude Malhuret
Brigitte Bourguignon	Stéphane Fouassin	Didier Mandelli
Jean-Marc Boyer	Christophe-André Frassa	Alain Marc
Valérie Boyer	Amel Gacquerre	David Margueritte
Jean-Luc Brault	Laurence Garnier	Hervé Marseille
Max Brisson	Fabien Genet	Pascal Martin
Christian Bruyen	Frédérique Gerbaud	Pauline Martin
François-Noël Buffet	Béatrice Gosselin	Hervé Maurey
Bernard Buis	Sylvie Goy-Chavent	Pierre Médevielle
Laurent Burgoa	Jean-Pierre Grand	Thierry Meignen
Frédéric Buval	Daniel Gremillet	Franck Menonville
Alain Cadec	Jacques Gresperrin	Marie Mercier
Olivier Cadic	Pascale Gruny	Damien Michallet
Guislain Cambier	Daniel Gueret	Brigitte Micoulean
Christian Cambon	Jocelyne Guidez	Alain Milon
Agnès Canayer	Véronique Guillotin	Jean-Marie Mizzon
Michel Canévet	Nadège Havet	Thani Mohamed Soilihi
Vincent Capocanellas	Ludovic Haye	Albéric de Montgolfier
Emmanuel Capus	Oliver Henno	Catherine Morin-Desailly
Marie-Claire Carrère-Gée	Loïc Hervé	Philippe Mouiller
Alain Cazabonne	Christine Herzog	Marie-Pierre Mouton
Samantha Cazebonne	Jean Hingray	Laurence Muller-Bronn
Anne Chain-Larché	Alain Houpert	Solanges Nadille
Patrick Chaize	Marie-Lise Housseau	Georges Naturel
Daniel Chasseing	Jean-Raymond Hugonet	Anne-Marie Nédélec
Alain Chatillon	Jean-François Husson	Louis-Jean de Nicolaÿ
Patrick Chauvet	Corinne Imbert	Sylviane Noël
Cédric Chevalier	Annick Jacquemet	Claude Nougéin
Guillaume Chevrollier	Micheline Jacques	Olivier Paccaud
Marta de Cidrac	Lauriane Josende	Jean-Jacques Panunzi
Olivier Cigolotti	Else Joseph	Vanina Paoli-Gagin
Marie-Carole Ciuntu	Muriel Jourda	Paul Toussaint Parigi
Édouard Courtial	Roger Karoutchi	Georges Patient
Pierre Cuypers	Claude Kern	François Patriat
	Khalifé Khalifé	Anne-Sophie Patru

Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot
Cédric Perrin
Évelyne Perrot
Annick Petrus
Marie-Laure Phinera-Horth
Stéphane Piednoir
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas
Frédérique Puissat
Didier Rambaud
Jean-François Rapin
Évelyne Renaud-Garabedian

Bruno Retailleau
Hervé Reynaud
Olivia Richard
Marie-Pierre Richer
Olivier Rietmann
Pierre Jean Rochette
Teva Rohfritsch
Bruno Rojouan
Anne-Sophie Romagny
Jean-Luc Ruelle
Denise Saint-Pé
Hugues Saury
Stéphane Sautarel
Michel Savin
Elsa Schalck
Patricia Schillinger
Marc Séné

Bruno Sido
Jean Sol
Nadia Sollogoub
Laurent Somon
Francis Szpiner
Lana Tetuanui
Dominique Théophile
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon
Dominique Vérien
Sylvie Vermeillet
Pierre-Jean Verzelen
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel
Louis Vogel
Dany Wattedled

Ont voté contre :

Cathy Apourceau-Poly
Viviane Artigalas
Jérémy Bacchi
Pierre Barros
Alexandre Basquin
Audrey Bélim
Christian Bilhac
Florence Blatrix Contat
Nicole Bonnefoy
Denis Bouad
Hussein Bourgi
Sophie Briante
Guillemont
Isabelle Briquet
Ian Brossat
Colombe Brossel
Céline Brulin
Henri Cabanel
Marion Canalès
Rémi Cardon
Marie-Arlette Carlotti
Maryse Carrère
Christophe Chaillou
Yan Chantrel
Catherine Conconne
Hélène Conway-Mouret
Evelyne Corbière
Naminzo
Jean-Pierre Corbisez
Thierry Cozic
Cécile Cukierman
Karine Daniel
Jérôme Darras
Raphaël Daubet

Gilbert-Luc Devinaz
Vincent Éblé
Frédérique Espagnac
Sébastien Fagnen
Daniel Fargeot
Rémi Féraud
Corinne Férét
Jean-Luc Fichet
Fabien Gay
Hervé Gillé
Annick Girardin
Éric Gold
Nathalie Goulet
Michelle Gréaume
Philippe Grosvalet
André Guiol
Laurence Harribey
Olivier Jacquin
Éric Jeansannetas
Patrice Joly
Bernard Jomier
Gisèle Jourda
Mireille Jouve
Patrick Kanner
Éric Kerrouche
Marie-Pierre de La Gontrie
Gérard Lahellec
Ahmed Laouedj
Annie Le Houerou
Audrey Linkenheld
Jean-Jacques Lozach
Monique Lubin
Victorin Lurel
Marianne Margaté
Didier Marie

Michel Masset
Paulette Matray
Serge Mérillou
Jean-Jacques Michau
Marie-Pierre Monier
Franck Montaugé
Corinne Narassiguin
Saïd Omar Oili
Alexandre Ouizille
Pierre Ouzoulis
Guylène Pantel
Bernard Pillefer
Sebastien Pla
Émilienne Poumirol
Claude Raynal
Christian Redon-Sarraz
Sylvie Robert
Pierre-Alain Roiron
David Ros
Laurence Rossignol
Jean-Yves Roux
Pascal Savoldelli
Silvana Silvani
Lucien Stanzione
Rachid Temal
Jean-Claude Tissot
Simon Uzenat
Mickaël Vallet
Marie-Claude Varailas
Jean-Marc Vayssouze-Faure
Michaël Weber
Robert Wienie Xowie
Adel Ziane

Abstentions :

Nathalie Delattre, Bernard Delcros, Bernard Fialaire.

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher,
Président du Sénat
Xavier Iacovelli,
Président de séance
Guy Benarroche *
Grégory Blanc *
Ronan Dantec *
Thomas Dossus *
Aymeric Durox

Jacques Fernique *
Guillaume Gontard *
Antoinette Guhl *
Joshua Hochart
Yannick Jadot *
Alain Joyandet
Monique de Marco *
Akli Mellouli *
Mathilde Ollivier *

Raymonde Poncet Monge *
Stéphane Ravier
Daniel Salmon *
Ghislaine Senée *
Anne Souyris *
Christopher Szczurek
Mélanie Vogel *

* Lors de la séance du jeudi 4 décembre 2025, MM. Guy Benarroche, Grégory Blanc, Ronan Dantec, Thomas Dossus, Jacques Fernique, Guillaume Gontard, Mme Antoinette Guhl, M. Yannick Jadot, Mme Monique de Marco, M. Akli Mellouli, Mmes Mathilde Ollivier, Raymonde Poncet

Monge, M. Daniel Salmon, Mmes Ghislaine Senée, Anne Souyris, Mélanie Vogel ont fait savoir qu'ils auraient souhaité voter contre.

SCRUTIN N° 79

sur l'amendement n° A-3, présenté par M. Jean-François Husson au nom de la commission des finances, tendant à supprimer l'article 11 septies du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	341
Suffrages exprimés	340
Pour	166
Contre	174

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN

GROUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :

Pour : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Contre : 65

GROUPE UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 59

GROUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Pour : 20

GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 18

N'a pas pris part au vote : 1 M. Xavier Iacovelli, Président de séance

GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Contre : 18

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Contre : 16

Abstention : 1 Mme Véronique Guillotin

GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Contre : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

N'ont pas pris part au vote : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek

Ont voté pour :

Marie-Do Aeschlimann	Bruno Belin	Marie-Pierre Bessin-Guérin
Pascal Allizard	Marie-Jeanne Bellamy	Étienne Blanc
Jean-Claude Anglars	Nadine Bellurot	Jean-Baptiste Blanc
Jean Bacci	Catherine Belrhiti	Christine Bonfanti-Dossat
Arnaud Bazin	Martine Berthet	

François Bonhomme
Michel Bonnus
Alexandra Borchio Fontimp
Corinne Bourcier
Jean-Marc Boyer
Valérie Boyer
Jean-Luc Brault
Max Brisson
Christian Bruyen
François-Noël Buffet
Bernard Buis
Laurent Burgoa
Frédéric Buval
Alain Cadec
Christian Cambon
Agnès Canayer
Emmanuel Capus
Marie-Claire Carrère-Gée
Samantha Cazebonne
Anne Chain-Larché
Patrick Chaize
Daniel Chasseing
Alain Chatillon
Cédric Chevalier
Guillaume Chevrollier
Marta de Cidrac
Marie-Carole Ciuntu
Pierre Cuypers
Laure Darcos
Mathieu Darnaud
Marc-Philippe Daubresse
Jean-Marc Delia
Patricia Demas
Chantal Deseyne
Catherine Di Folco
Sabine Drexler
Catherine Dumas
Françoise Dumont
Laurent Duplomb
Nicole Durant
Dominique Estrosi Sassone
Jacqueline Eustache-Brinio
Agnès Evren
Gilbert Favreau
Stéphane Fouassin
Christophe-André Frassa
Laurence Garnier
Fabien Genet
Frédérique Gerbaud
Béatrice Gosselin

Sylvie Goy-Chavent
Jean-Pierre Grand
Daniel Gremillet
Jacques Groperrin
Pascale Gruny
Daniel Gueret
Nadège Havet
Alain Houpert
Jean-Raymond Hugonet
Jean-François Husson
Corinne Imbert
Micheline Jacques
Lauriane Josende
Else Joseph
Muriel Jourda
Roger Karoutchi
Khalifé Khalifé
Christian Klingner
Mikael Kulimoetoke
Marc Laménie
Florence Lassarade
Daniel Laurent
Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Ronan Le Gleut
Jean-Baptiste Lemoyne
Marie-Claude Lermette
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Martin Lévrier
Vivette Lopez
Vincent Louault
Viviane Malet
Claude Malhuret
Didier Mandelli
Alain Marc
David Margueritte
Pauline Martin
Pierre Médevielle
Thierry Meignen
Marie Mercier
Damien Michallet
Brigitte Micoulet
Alain Milton
Thani Mohamed Soilihi
Albéric de Montgolfier
Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-Bronn
Solanges Nadille

Ont voté contre :

Sophie Briante Guillemont
Isabelle Briquet
Ian Brossat
Colombe Brossel
Céline Brulin
Henri Cabanel
Olivier Cadic
Guislain Cambier
Marion Canalès
Michel Canévet
Vincent Capocanellas
Rémi Cardon
Marie-Arlette Carlotti
Maryse Carrère
Alain Cazabonne
Christophe Chaillou
Yan Chantrel
Patrick Chauvet
Olivier Cigolotti

Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolaï
Sylviane Noël
Claude Nougéin
Olivier Paccaud
Jean-Jacques Panunzi
Vanina Paoli-Gagin
Georges Patient
François Patriat
Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot
Cédric Perrin
Annick Petrus
Marie-Laure Phinera-Horth
Stéphane Piednoir
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas
Frédérique Puissat
Didier Rambaud
Jean-François Rapin
Évelyne Renaud-Garabedian
Bruno Retailleau
Hervé Reynaud
Marie-Pierre Richer
Olivier Rietmann
Pierre Jean Rochette
Teva Rohfritsch
Bruno Rojouan
Jean-Luc Ruelle
Hugues Sauray
Stéphane Sautarel
Michel Savin
Elsa Schalck
Patricia Schillinger
Marc Séné
Bruno Sido
Jean Sol
Laurent Somon
Francis Szpiner
Dominique Théophile
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon
Pierre-Jean Verzellen
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel
Louis Vogel
Dany Wattedled

Catherine Conconne
Hélène Conway-Mouret
Évelyne Corbière Naminzo
Jean-Pierre Corbisez
Édouard Courtial
Thierry Cozic
Cécile Cukierman
Karine Daniel
Ronan Dantec
Jérôme Darras
Raphaël Daubet
Vincent Delahaye
Nathalie Delattre
Bernard Delclos
Stéphane Demilly
Brigitte Devésa
Gilbert-Luc Devinaz
Frank Dherisin
Élisabeth Doineau

Thomas Dossus
Alain Duffourg
Vincent Éblé
Frédérique Espagnac
Sébastien Fagnen
Daniel Fargeot
Rémi Féraud
Corinne Féret
Jacques Fernique
Bernard Fialaire
Jean-Luc Fichet
Isabelle Florennes
Philippe Folliot
Amel Gacquerre
Fabien Gay
Hervé Gillé
Annick Girardin
Éric Gold
Guillaume Gontard
Nathalie Goulet
Michelle Gréaume
Philippe Grosvalet
Antoinette Guhl
Jocelyne Guidez
André Guiol
Laurence Harribey
Ludovic Haye
Olivier Henno
Loïc Hervé
Christine Herzog
Jean Hingray
Marie-Lise Housseau
Annick Jacquemet
Olivier Jacquin
Yannick Jadot
Éric Jeansannetas
Patrice Joly
Bernard Jomier
Gisèle Jourda
Mireille Jouve
Patrick Kanner

Claude Kern
Éric Kerrouche
Marie-Pierre de La
Gontrie
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Gérard Lahellec
Ahmed Laouedj
Michel Laugier
Annie Le Houerou
Pierre-Antoine Levi
Audrey Linkenheld
Anne-Catherine
Loisier
Jean-François Longeot
Jean-Jacques Lozach
Monique Lubin
Victorin Lurel
Monique de Marco
Marianne Margaté
Didier Marie
Hervé Marseille
Pascal Martin
Michel Masset
Paulette Matray
Hervé Maurey
Akli Mellouli
Franck Menonville
Serge Mérillou
Jean-Jacques Michau
Jean-Marie Mizzon
Marie-Pierre Monier
Franck Montaugé
Catherine Morin-
Desailly
Corinne Narassiguin
Mathilde Ollivier
Saïd Omar Oili
Alexandre Ouizille
Pierre Ouzoulias
Gyulène Pantel

Paul Toussaint Parig
Anne-Sophie Patru
Évelyne Perrot
Bernard Pillefer
Sébastien Pla
Raymonde Poncet
Monge
Émilienne Poumirol
Claude Raynal
Christian Redon-
Sarrazay
Olivia Richard
Sylvie Robert
Pierre-Alain Roiron
Anne-Sophie
Romagny
David Ros
Laurence Rossignol
Jean-Yves Roux
Denise Saint-Pé
Daniel Salmon
Pascal Savoldelli
Ghislaine Senée
Silvana Silvani
Nadia Sollogoub
Anne Souyris
Lucien Stanzione
Rachid Temal
Lana Tetuanui
Jean-Claude Tissot
Simon Uzenat
Mickaël Vallet
Marie-Claude Varaillas
Jean-Marc Vayssouze-
Faure
Dominique Vérien
Sylvie Vermeillet
Mélanie Vogel
Michaël Weber
Robert Wienie Xowie
Adel Ziane

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :*Contre : 65***GROUPE UNION CENTRISTE (59) :***Pour : 58**Contre : 1 M. Jean-François Longeot***GROUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :***Pour : 20***GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :***Pour : 18**N'a pas pris part au vote : 1 M. Xavier Iacovelli, Président de séance***GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :***Contre : 18***GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :***Pour : 16**Abstention : 1 M. Michel Masset***GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :***Contre : 16***RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :***N'ont pas pris part au vote : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek***Abstentions :**

Véronique Guillotin.

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat	Aymeric Durox Joshua Hochart	Christopher Szczurek
Xavier Iacovelli, Président de séance	Alain Joyandet Stéphane Ravier	

SCRUTIN N° 80

sur l'amendement n° A-5, présenté par M. Jean-François Husson au nom de la commission des finances, à l'article 36 du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	341
Suffrages exprimés	340
Pour	240
Contre	100

Le Sénat a adopté

ANALYSE DU SCRUTIN**GROUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :***Pour : 128**N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet***Ont voté pour :**

Marie-Do Aeschlimann Pascal Allizard Jean-Claude Anglars Jocelyne Antoine Jean-Michel Arnaud Jean Bacci Arnaud Bazin Bruno Belin Marie-Jeanne Bellamy Nadine Bellurrot Catherine Belrhiti Martine Berthet Marie-Pierre Bessin- Guérin Christian Bilhac Annick Billon Olivier Bitz Étienne Blanc Jean-Baptiste Blanc Yves Bleunven Christine Bonfanti- Dossat François Bonhomme François Bonneau Michel Bonnus Alexandra Borchio Fontimp Corinne Bourcier Brigitte Bourguignon Jean-Marc Boyer Valérie Boyer Jean-Luc Brault Sophie Briante Guilleumont Max Brisson	Christian Bruyen François-Noël Buffet Bernard Buis Laurent Burgoa Frédéric Buval Henri Cabanel Alain Cadec Olivier Cadic Guislain Cambier Christian Cambon Agnès Canayer Michel Canévet Vincent Capo- Canellas Emmanuel Capus Maryse Carrère Marie-Claire Carrère- Gée Alain Cazabonne Samantha Cazebonne Anne Chain-Larché Patrick Chaize Daniel Chasseing Alain Chatillon Patrick Chauvet Cédric Chevalier Guillaume Chevrollier Marta de Cidrac Olivier Cigolotti Marie-Carole Ciuntu Édouard Courtial Pierre Cuypers Laure Darcos Mathieu Darnaud Raphaël Daubet	Marc-Philippe Daubresse Vincent Delahaye Nathalie Delattre Bernard Delcros Jean-Marc Delia Patricia Demas Stéphane Demilly Chantal Deseyne Brigitte Devésa Franck Dhersin Catherine Di Folco Élisabeth Doineau Sabine Drexler Alain Duffourg Catherine Dumas Françoise Dumont Laurent Duplomb Nicole Duranton Dominique Estrosi Sassone Jacqueline Eustache- Brinio Agnès Evren Daniel Fargeot Gilbert Favreau Bernard Fialaire Isabelle Florennes Philippe Folliot Stéphane Fouassin Christophe-André Frassa Amel Gacquerre Laurence Garnier Fabien Genet Frédérique Gerbaud
---	--	--

Annick Girardin
 Éric Gold
 Béatrice Gosselin
 Nathalie Goulet
 Sylvie Goy-Chavent
 Jean-Pierre Grand
 Daniel Gremillet
 Jacques Gersperrin
 Philippe Grosvalet
 Pascale Gruny
 Daniel Gueret
 Jocelyne Guidez
 Véronique Guillotin
 André Guiol
 Nadège Havet
 Ludovic Haye
 Olivier Henno
 Loïc Hervé
 Christine Herzog
 Jean Hingray
 Alain Houpert
 Marie-Lise Housseau
 Jean-Raymond Hugonet
 Jean-François Husson
 Corinne Imbert
 Annick Jacquemet
 Micheline Jacques
 Lauriane Josende
 Else Joseph
 Muriel Jourda
 Mireille Jouve
 Roger Karoutchi
 Claude Kern
 Khalifé Khalifé
 Christian Klinger
 Mikael Kulimoetoke
 Sonia de La Provôté
 Laurent Lafon
 Marc Laménie
 Ahmed Laouedj
 Florence Lassarade
 Michel Laugier
 Daniel Laurent
 Christine Lavarde
 Antoine Lefèvre
 Dominique de Legge
 Ronan Le Gleut
 Jean-Baptiste Lemoine
 Marie-Claude Lermytte

Henri Leroy
 Stéphane Le Rudulier
 Pierre-Antoine Levi
 Martin Lévrier
 Anne-Catherine Loisier
 Vivette Lopez
 Vincent Louault
 Viviane Malet
 Claude Malhuret
 Didier Mandelli
 Alain Marc
 David Margueritte
 Hervé Marseille
 Pascal Martin
 Pauline Martin
 Hervé Maurey
 Pierre Médevielle
 Thierry Meignen
 Franck Menonville
 Marie Mercier
 Damien Michallet
 Brigitte Micouneau
 Alain Milon
 Jean-Marie Mizzon
 Thani Mohamed Soilihi
 Albéric de Montgolfier
 Catherine Morin-Desailly
 Philippe Mouiller
 Marie-Pierre Mouton
 Laurence Muller-Bronn
 Solanges Nadille
 Georges Naturel
 Anne-Marie Nédélec
 Louis-Jean de Nicolay
 Sylviane Noël
 Claude Nougéin
 Olivier Paccaud
 Guylène Pantel
 Jean-Jacques Panunzi
 Vanina Paoli-Gagin
 Paul Toussaint Parigi
 Georges Patient
 François Patriat
 Anne-Sophie Patru
 Philippe Paul
 Jean-Gérard Paumier
 Cyril Pellevat

Ont voté contre :

Cathy Apourceau-Poly
 Viviane Artigalas
 Jérémy Bacchi
 Pierre Barros
 Alexandre Basquin
 Audrey Bélim
 Guy Benarroche
 Grégory Blanc
 Florence Blatrix Contat
 Nicole Bonnefoy
 Denis Bouad
 Hussein Bourgi
 Isabelle Briquet
 Ian Brossat
 Colombe Brossel
 Céline Brulin
 Marion Canales
 Rémi Cardon
 Marie-Arlette Carlotti
 Christophe Chaillou
 Yan Chantrel
 Catherine Conconne
 Hélène Conway-Mouret

Evelyne Corbière
 Naminzo
 Jean-Pierre Corbisez
 Thierry Cozic
 Cécile Cukierman
 Karine Daniel
 Ronan Dantec
 Jérôme Darras
 Gilbert-Luc Devinaz
 Thomas Dossus
 Vincent Éblé
 Frédérique Espagnac
 Sébastien Fagnen
 Rémi Féraud
 Corinne Féret
 Jacques Fernique
 Jean-Luc Fichet
 Fabien Gay
 Hervé Gillé
 Guillaume Gontard
 Michelle Gréaume
 Antoinette Guhl
 Laurence Haribey
 Olivier Jacquin
 Yannick Jadot
 Éric Jeansannetas

Clément Pernot
 Cédric Perrin
 Évelyne Perrot
 Annick Petrus
 Marie-Laure Phinera-Horth
 Stéphane Piednoir
 Bernard Pillefer
 Kristina Pluchet
 Rémy Pointereau
 Sophie Primas
 Frédérique Puissat
 Didier Rambaud
 Jean-François Rapin
 Évelyne Renaud-Garabedian
 Bruno Retailleau
 Hervé Reynaud
 Olivia Richard
 Marie-Pierre Richer
 Olivier Rietmann
 Pierre Jean Rochette
 Teva Rohfritsch
 Bruno Rojouan
 Anne-Sophie Romagny
 Jean-Yves Roux
 Jean-Luc Ruelle
 Denise Saint-Pé
 Hugues Saury
 Stéphane Sautarel
 Michel Savin
 Elsa Schalck
 Patricia Schillinger
 Marc Séné
 Bruno Sido
 Jean Sol
 Nadia Sollogoub
 Laurent Somon
 Francis Szpiner
 Lana Tetuanui
 Dominique Théophile
 Sylvie Valente Le Hir
 Anne Ventalon
 Dominique Vérien
 Sylvie Vermeillet
 Pierre-Jean Verzelen
 Cédric Vial
 Jean Pierre Vogel
 Louis Vogel
 Dany Wattebled

Alexandre Ouizille
 Pierre Ouzoulias
 Sébastien Pla
 Raymonde Poncet
 Monge
 Émilienne Poumirol
 Claude Raynal
 Christian Redon-Sarrazy
 Sylvie Robert

Pierre-Alain Roiron
 David Ros
 Laurence Rossignol
 Daniel Salmon
 Pascal Savoldelli
 Ghislaine Senée
 Silvana Silvani
 Anne Souyris
 Lucien Stanzione
 Rachid Temal

Jean-Claude Tissot
 Simon Uzenat
 Mickaël Vallet
 Marie-Claude Varailles
 Jean-Marc Vayssouze-Faure
 Mélanie Vogel
 Michaël Weber
 Robert Wienie Xowie
 Adel Ziane

Abstentions :

Michel Masset.

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher,
 Président du Sénat
 Xavier Iacovelli,
 Président de séance

Aymeric Durox
 Joshua Hochart
 Alain Joyandet
 Stéphane Ravier

Christopher Szczurek

SCRUTIN N° 81

sur l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	345
Suffrages exprimés	303
Pour	198
Contre	105

Le Sénat a adopté

ANALYSE DU SCRUTIN

GRUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :

Pour : 127

Contre : 1 M. Marc-Philippe Daubresse

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GRUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Contre : 65

GRUPE UNION CENTRISTE (59) :

Pour : 51

Abstentions : 7 MM. Olivier Cadic, Vincent Delahaye, Claude Kern, Michel Laugier, Pierre-Antoine Levi, Hervé Maurey, Jean-Marie Mizzon

N'a pas pris part au vote : 1 Mme Sylvie Vermeillet, Présidente de séance

GRUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Abstentions : 20

GRUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 19

GRUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Contre : 18

GRUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Pour : 1 Mme Véronique Guillotin

Contre : 1 M. Henri Cabanel

Abstentions : 15

GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Contre : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

Contre : 4

Ont voté pour :

Marie-Do Aeschlimann
Pascal Allizard
Jean-Claude Anglars
Jocelyne Antoine
Jean-Michel Arnaud
Jean Bacci
Arnaud Bazin
Bruno Belin
Marie-Jeanne Bellamy
Nadine Bellurot
Catherine Belrhiti
Martine Berthet
Annick Billon
Olivier Bitz
Étienne Blanc
Jean-Baptiste Blanc
Yves Bleunven
Christine Bonfanti-Dossat
François Bonhomme
François Bonneau
Michel Bonnus
Alexandra Borchio
Fontimp
Brigitte Bourguignon
Jean-Marc Boyer
Valérie Boyer
Max Brisson
Christian Bruyen
François-Noël Buffet
Bernard Buis
Laurent Burgoa
Frédéric Buval
Alain Cadec
Guislain Cambier
Christian Cambon
Agnès Canayer
Michel Canévet
Vincent Capocanellas
Marie-Claire Carrère-Gée
Alain Cazabonne
Samantha Cazebonne
Anne Chain-Larché
Patrick Chaize
Alain Chatillon
Patrick Chauvet
Guillaume Chevrollier
Marta de Cidrac
Olivier Cigolotti
Marie-Carole Ciuntu
Édouard Courtial
Pierre Cuypers
Mathieu Darnaud
Bernard Delcros
Jean-Marc Delia
Patricia Demas
Stéphane Demilly
Chantal Deseyne
Brigitte Devésa
Frank Dherain
Catherine Di Folco
Élisabeth Doineau
Sabine Drexler

Alain Duffourg
Catherine Dumas
Françoise Dumont
Laurent Duplomb
Nicole Duranton
Dominique Estrosi Sassone
Jacqueline Eustache-Brinio
Agnès Evren
Daniel Fargeot
Gilbert Favreau
Isabelle Florennes
Philippe Folliot
Stéphane Fouassin
Christophe-André Frassa
Amel Gacquerre
Laurence Garnier
Fabien Genet
Frédérique Gerbaud
Béatrice Gosselin
Nathalie Goulet
Sylvie Goy-Chavent
Daniel Gremillet
Jacques Gersperrin
Pascale Gruny
Daniel Gueret
Jocelyne Guidez
Véronique Guillotin
Nadège Havet
Ludovic Haye
Olivier Henno
Loïc Hervé
Christine Herzog
Jean Hingray
Alain Houpert
Marie-Lise Housseau
Jean-Raymond Hugonet
Jean-François Husson
Xavier Iacovelli
Corinne Imbert
Annick Jacquemet
Micheline Jacques
Lauriane Josende
Else Joseph
Muriel Jourda
Roger Karoutchi
Khalifé Khalifé
Christian Klinger
Mikaelé Kulimoetoke
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Florence Lassarade
Daniel Laurent
Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Roman Le Gleut
Jean-Baptiste Lemoyne
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Martin Lévrier

Anne-Catherine Loisir
Jean-François Longeot
Vivette Lopez
Viviane Malet
Didier Mandelli
David Margueritte
Hervé Marseille
Pascal Martin
Pauline Martin
Thierry Meignen
Frank Menonville
Marie Mercier
Damien Michallet
Brigitte Micouneau
Alain Milon
Thani Mohamed Soilihi
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-Desailly
Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-Bronn
Solanges Nadille
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolaÿ
Sylviane Noël
Claude Nougéin
Olivier Paccaud
Jean-Jacques Panunzi
Paul Toussaint Parigi
Georges Patient
François Patriat
Anne-Sophie Patru
Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Clément Pernot
Cédric Perrin
Évelyne Perrot
Annick Petrus
Marie-Laure Phinera-Horth
Stéphane Piednoir
Bernard Pillefer
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas
Frédérique Puissat
Didier Rambaud
Jean-François Rapin
Évelyne Renaud-Garabedian
Bruno Retailleau
Hervé Reynaud
Olivia Richard
Marie-Pierre Richer
Olivier Rietmann
Teva Rohfritsch
Bruno Rojouan
Anne-Sophie Romagny
Jean-Luc Ruelle
Denise Saint-Pé

Hugues Saury
Stéphane Sautarel
Méril Savin
Elsa Schalck
Patricia Schillinger
Marc Séné

Bruno Sido
Jean Sol
Nadia Sollogoub
Laurent Somon
Francis Szpiner
Lana Tetuanui

Dominique Théophile
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon
Dominique Vérien
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel

Ont voté contre :

Cathy Apourceau-Poly
Viviane Artigalas
Jérémy Bacchi
Pierre Barros
Alexandre Basquin
Audrey Bélim
Guy Benarroche
Grégory Blanc
Florence Blatrix
Contat
Nicole Bonnefoy
Denis Bouad
Hussein Bourgi
Isabelle Briquet
Ian Brossat
Colombe Brossel
Céline Brulin
Henri Cabanel
Marion Canaless
Rémi Cardon
Marie-Arlette Carlotti
Christophe Chaillou
Yan Chantrel
Catherine Conconne
Hélène Conway-Mouret
Evelyn Corbière
Naminzo
Jean-Pierre Corbise
Thierry Cozic
Cécile Cukierman
Karine Daniel
Ronan Dantec
Jérôme Darras
Marc-Philippe Daubresse
Gilbert-Luc Devinaz
Thomas Dossus

Aymeric Durox
Vincent Éblé
Frédérique Espagnac
Sébastien Fagnen
Rémi Féraud
Corinne Férét
Jacques Fernique
Jean-Luc Fichet
Fabien Gay
Hervé Gillé
Guillaume Gontard
Michelle Gréaume
Yannick Jodot
Éric Jeansannetas
Patrice Joly
Bernard Jomier
Gisèle Jourda
Patrick Kanner
Éric Kerrouche
Marie-Pierre de La Gontrie
Gérard Lahellec
Annie Le Houerou
Audrey Linkenheld
Jean-Jacques Lozach
Monique Lubin
Victorin Lurel
Monique de Marco
Marianne Margaté
Didier Marie
Paulette Matray
Akli Mellouli
Serge Mérillou
Jean-Jacques Michau

Marie-Pierre Monier
Franck Montaugé
Corinne Narassiguin
Mathilde Ollivier
Saïd Omar Oili
Alexandre Ouizille
Pierre Ouzoulis
Sebastien Pla
Raymonde Poncet
Monge
Émilienne Poumirol
Stéphane Ravier
Claude Raynal
Christian Redon-Sarrazay
Sylvie Robert
Pierre-Alain Roiron
David Ros
Laurence Rossignol
Daniel Salmon
Pascal Savoldelli
Ghislaine Senée
Silvana Silvani
Anne Souyris
Lucien Stanzione
Christopher Szczurek
Rachid Temal
Jean-Claude Tissot
Simon Uzenat
Mickaël Vallet
Marie-Claude Varailas
Jean-Marc Vayssouze-Faure
Mélanie Vogel
Michaël Weber
Robert Wienie Xowie
Adel Ziane

Abstentions :

Marie-Pierre Bessin-Guérin
Christian Bilhac
Corinne Bourcier
Jean-Luc Brault
Sophie Briante
Guillemont
Olivier Cadic
Emmanuel Capus
Maryse Carrère
Daniel Chasseing
Cédric Chevalier
Laure Darcos
Raphaël Daubet
Vincent Delahaye

Nathalie Delattre
Bernard Fialaire
Annick Girardin
Éric Gold
Jean-Pierre Grand
Philippe Grosvalet
André Guiol
Mireille Jouve
Claude Kern
Marc Laménie
Ahmed Laouedj
Michel Laugier
Marie-Claude Lermytte
Pierre-Antoine Levi

Vincent Louault
Claude Malhuret
Alain Marc
Michel Masset
Hervé Maurey
Pierre Médevielle
Jean-Marie Mizzon
Guylène Pantel
Vanina Paoli-Gagin
Cyril Pellevat
Pierre Jean Rochette
Jean-Yves Roux
Pierre-Jean Verzellen
Louis Vogel
Dany Wattedled

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat, Sylvie Vermeillet, Présidente de séance, Alain Joyandet.

SCRUTIN N° 82

sur l'amendement n° II-549 rectifié, présenté par M. Michel Canévet et plusieurs de ses collègues, sur les crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	341
Suffrages exprimés	324
Pour	1
Contre	323

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN

GROUPES LES RÉPUBLICAINS (130) :

Contre : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GROUPES SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Contre : 65

GROUPES UNION CENTRISTE (59) :

Pour : 1 M. Michel Canévet

Contre : 57

N'a pas pris part au vote : 1 Mme Sylvie Vermeillet, Présidente de séance

GROUPES LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GROUPES RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Contre : 19

GROUPES COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Contre : 18

GROUPES DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Abstentions : 17

GROUPES ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Contre : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

N'ont pas pris part au vote : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek

Ont voté pour :

Michel Canévet.

Ont voté contre :

Marie-Do
Aeschlimann
Pascal Allizard
Jean-Claude Anglars
Jocelyne Antoine
Cathy Apourceau-Poly
Jean-Michel Arnaud
Viviane Artigalas
Jérémy Bacchi
Jean Bacci
Pierre Barros
Alexandre Basquin
Arnaud Bazin
Audrey Bélim
Bruno Belin
Marie-Jeanne Bellamy

Nadine Bellurot
Catherine Belrhiti
Guy Benarroche
Martine Berthet
Marie-Pierre Bessin-
Guérin
Annick Billon
Olivier Bitz
Étienne Blanc
Grégory Blanc
Jean-Baptiste Blanc
Florence Blatrix
Contat
Yves Bleunven
Christine Bonfanti-
Dossat

François Bonhomme
François Bonneau
Nicole Bonnefoy
Michel Bonnus
Alexandra Borchio
Fontimp
Denis Bouad
Corinne Bourcier
Hussein Bourgi
Brigitte Bourguignon
Jean-Marc Boyer
Valérie Boyer
Jean-Luc Brault
Isabelle Briquet
Max Brissson
Ian Brossat

Colombe Brossel
Céline Brulin
Christian Bruyen
François-Noël Buffet
Bernard Buis
Laurent Burgoa
Frédéric Buval
Alain Cadec
Olivier Cadic
Guislain Cambier
Christian Cambon
Marion Canaless
Agnès Canayer
Vincent Capo-
Canellas
Emmanuel Capus
Rémi Cardon
Marie-Arlette Carlotti
Marie-Claire Carrère-
Gée
Alain Cazabonne
Samantha Cazebonne
Christophe Chaillou
Anne Chain-Larché
Patrick Chaize
Yan Chantrel
Daniel Chasseing
Alain Chatillon
Patrick Chauvet
Cédric Chevalier
Guillaume Chevrolier
Marta de Cidrac
Olivier Cigolotti
Marie-Carole Ciuntu
Catherine Conconne
Hélène Conway-
Mouret
Evelyne Corbière
Naminzo
Jean-Pierre Corbise
Édouard Courtial
Thierry Cozic
Cécile Cukierman
Pierre Cuypers
Karine Daniel
Ronan Dantec
Laure Darcos
Mathieu Darnaud
Jérôme Darras
Marc-Philippe
Daubresse
Vincent Delahaye
Bernard Delcros
Jean-Marc Delia
Patricia Demas
Stéphane Demilly
Chantal Deseyne
Brigitte Devésa
Gilbert-Luc Devinaz
Franck Dherin
Catherine Di Folco
Élisabeth Doineau
Thomas Dossus
Sabine Drexler
Alain Duffourg
Catherine Dumas
Françoise Dumont
Laurent Duplomb
Nicole Duranton
Vincent Éblé
Frédérique Espagnac
Dominique Estrosi
Sassone
Jacqueline Eustache-
Brinio
Agnès Evren
Sébastien Fagnen
Daniel Fargeot
Gilbert Favreau
Rémi Féraud

Corinne Féret
Jacques Fernique
Jean-Luc Fichet
Isabelle Florennes
Philippe Folliot
Stéphane Fouassin
Christophe-André
Frassa
Amel Gacquerre
Laurence Garnier
Fabien Gay
Fabien Genet
Frédérique Gerbaud
Hervé Gillé
Guillaume Gontard
Béatrice Gosselin
Nathalie Goulet
Sylvie Goy-Chavent
Jean-Pierre Grand
Michelle Gréaume
Daniel Gremillet
Jacques Groperrin
Pascale Gruny
Daniel Gueret
Antoinette Guhl
Jocelyne Guidez
Laurence Harribey
Nadège Havet
Ludovic Haye
Olivier Henno
Loïc Hervé
Christine Herzog
Jean Hingray
Alain Houpert
Marie-Lise Housseau
Jean-Raymond
Hugonet
Jean-François Husson
Xavier Iacovelli
Corinne Imbert
Annick Jacquemet
Micheline Jacques
Olivier Jacquin
Yannick Jadot
Éric Jeansannetas
Patrice Joly
Bernard Jomier
Lauriane Josende
Else Joseph
Gisèle Jourda
Muriel Jourda
Patrick Kanner
Roger Karoutchi
Claude Kern
Éric Kerrouche
Khalifé Khalifé
Christian Klinger
Mikael Kulimoetoke
Marie-Pierre de La
Gontrie
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Gérard Lahellec
Marc Laménie
Florence Lassarade
Michel Laugier
Daniel Laurent
Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Ronan Le Gleut
Annie Le Houerou
Jean-Baptiste
Lemoyne
Marie-Claude
Lermytte
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Pierre-Antoine Levi
Martin Lévrier

Audrey Linkenheld
Anne-Catherine
Loisier
Jean-François Longeot
Vivette Lopez
Vincent Louault
Jean-Jacques Lozach
Monique Lubin
Victorin Lurel
Viviane Malet
Claude Mahuret
Didier Mandelli
Alain Marc
Monique de Marco
Marianne Margaté
David Margueritte
Didier Marie
Hervé Marseille
Pascal Martin
Pauline Martin
Paulette Matray
Hervé Maurey
Pierre Médevielle
Thierry Meignen
Akli Mellouli
Franck Menonville
Marie Mercier
Serge Mérillou
Damien Michallet
Jean-Jacques Michau
Brigitte Micoulet
Alain Milon
Jean-Marie Mizzon
Thani Mohamed
Soilihi
Marie-Pierre Monier
Franck Montaugé
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-
Desailly
Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-
Bronn
Solanges Nadille
Corinne Narassiguin
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolaï
Sylviane Noël
Claude Nougéin
Mathilde Ollivier
Saïd Omar Oili
Alexandre Ouizille
Pierre Ouzoulias
Olivier Paccaud
Jean-Jacques Panunzi
Vanina Paoli-Gagin
Paul Toussaint Parigi
Georges Patient
François Patriat
Anne-Sophie Patru
Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot
Cédric Perrin
Évelyne Perrot
Annick Petrus
Marie-Laure Phinera-
Horth
Stéphane Piednoir
Bernard Pillefer
Sébastien Pla
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Raymonde Poncet
Monge
Émilienne Poumirol
Sophie Primas

Frédérique Puissat	Laurence Rossignol	Lana Tetuanui
Didier Rambaud	Jean-Luc Ruelle	Dominique Théophile
Jean-François Rapin	Denise Saint-Pé	Jean-Claude Tissot
Claude Raynal	Daniel Salmon	Simon Uzenat
Christian Redon-Sarrazay	Hugues Saury	Sylvie Valente Le Hir
Évelyne Renaud-Garabedian	Stéphane Sautarel	Mickaël Vallet
Bruno Retailleau	Michel Savin	Marie-Claude Varaillas
Hervé Reynaud	Pascal Savoldelli	Jean-Marc Vayssouze-Faure
Olivia Richard	Elsa Schalck	Anne Ventalon
Marie-Pierre Richer	Patricia Schillinger	Dominique Vérien
Olivier Rietmann	Marc Séné	Pierre-Jean Verzelen
Sylvie Robert	Ghislaine Senée	Cédric Vial
Pierre Jean Rochette	Bruno Sido	Jean Pierre Vogel
Teva Rohfritsch	Silvana Silvani	Louis Vogel
Pierre-Alain Roiron	Jean Sol	Mélanie Vogel
Bruno Rojouan	Nadia Sollogoub	Dany Wattebled
Anne-Sophie Romagny	Laurent Somon	Michaël Weber
David Ros	Anne Souyris	Robert Wienie Xowie
	Lucien Stanzione	Adel Ziane
	Francis Szpiner	
	Rachid Temal	

Abstentions :

Christian Bilhac *	Nathalie Delattre *	André Guiol *
Sophie Briante Guillemont *	Bernard Fialaire *	Mireille Jouve *
Henri Cabanel *	Annick Girardin *	Ahmed Laouedj *
Maryse Carrère *	Éric Gold *	Michel Masset *
Raphaël Daubet *	Philippe Grosvalet *	Guylène Pantel *
	Véronique Guillotin *	Jean-Yves Roux *

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat	Aymeric Durox	Christopher Szczurek
Sylvie Vermeillet, Présidente de séance	Joshua Hochart	
	Alain Joyandet	
	Stéphane Ravier	

* Lors de la séance du vendredi 5 décembre 2025, M. Christian Bilhac, Mme Sophie Briante Guillemont, M. Henri Cabanel, Mme Maryse Carrère, M. Raphaël Daubet, Mme Nathalie Delattre, M. Bernard Fialaire, Mme Annick Girardin, MM. Éric Gold, Philippe Grosvalet, Mme Véronique Guillotin, M. André Guiol, Mme Mireille Jouve, MM. Ahmed Laouedj, Michel Masset, Mme Guylène Pantel, M. Jean-Yves Roux ont fait savoir qu'ils auraient souhaité voter contre.

SCRUTIN N° 83

sur l'amendement n° II-464, présenté par M. Jérémy Bacchi et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky, sur les crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	341
Suffrages exprimés	341
Pour	135
Contre	206

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN**GROUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :**

Contre : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GROUPE UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 58

N'a pas pris part au vote : 1 Mme Sylvie Vermeillet, Présidente de séance

GROUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 19

GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Pour : 18

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Pour : 17

GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Pour : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

N'ont pas pris part au vote : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek

Ont voté pour :

Cathy Apourceau-Poly	Gilbert-Luc Devinaz	Jean-Jacques Lozach
Viviane Artigalas	Thomas Dossus	Monique Lubin
Jérémy Bacchi	Nicole Duranton	Victorin Lurel
Pierre Barros	Vincent Éblé	Monique de Marco
Alexandre Basquin	Frédérique Espagnac	Marianne Margaté
Audrey Bélim	Sébastien Fagnen	Didier Marie
Guy Benarroche	Rémi Féraud	Michel Masset
Christian Bilhac	Corinne Férét	Paulette Matray
Grégory Blanc	Jacques Fernique	Akli Mellouli
Florence Blatrix	Bernard Fialaire	Serge Mérillou
Contat	Jean-Luc Fichet	Jean-Jacques Michau
Nicole Bonnefoy	Stéphane Fouassin	Thani Mohamed
Denis Bouad	Fabien Gay	Soilihi
Hussein Bourgi	Hervé Gillé	Marie-Pierre Monier
Sophie Briante Guillemont	Annick Girardin	Franck Montaugé
Isabelle Briquet	Éric Gold	Solanges Nadille
Ian Brossat	Guillaume Gontard	Corinne Narassiguin
Colombe Brossel	Michelle Gréaume	Mathilde Ollivier
Céline Brulin	Philippe Grosvalet	Saïd Omar Oili
Antoinette Guhl	Véronique Guillotin	Alexandre Ouizille
Bernard Buis	André Guiol	Pierre Ouzoulis
Frédéric Buval	Laurence Harribey	Guylène Pantel
Henri Cabanel	Nadège Havet	Georges Patient
Marion Canalès	Xavier Iacovelli	François Patriat
Rémi Cardon	Olivier Jacquin	Marie-Laure Phinera-Horth
Marie-Arlette Carlotti	Yannick Jadot	Sebastien Pla
Maryse Carrère	Éric Jeansannetas	Raymonde Poncet
Samantha Cazebonne	Patrice Joly	Monge
Christophe Chaillou	Bernard Jomier	Émilienne Poumirol
Yan Chantrel	Gisèle Jourda	Didier Rambaud
Catherine Conconne	Mireille Jouve	Claude Raynal
Hélène Conway-Mouret	Patrick Kanner	Christian Redon-Sarrazay
Evelyne Corbière	Éric Kerrouche	Sylvie Robert
Naminzo	Mikaele Kulimoetoke	Teva Rohfritsch
Jean-Pierre Corbisez	Marie-Pierre de La Gontrie	Pierre-Alain Roiron
Thierry Cozic	Gérard Lahellec	David Ros
Cécile Cukierman	Ahmed Laouedj	Laurence Rossignol
Karine Daniel	Annie Le Houerou	Jean-Yves Roux
Ronan Dantec	Jean-Baptiste Lemoyne	Daniel Salmon
Jérôme Darras	Martin Lévrier	Pascal Savoldelli
Raphaël Daubet	Audrey Linkenheld	Patricia Schillinger
Nathalie Delattre		

Ghislaine Senée
Silvana Silvani
Anne Souyris
Lucien Stanzione
Rachid Temal
Dominique Théophile

Jean-Claude Tissot
Simon Uzenat
Mickaël Vallet
Marie-Claude Varailas
Jean-Marc Vayssouze-
Faure

Mélanie Vogel
Michaël Weber
Robert Wienie Xowie
Adel Ziane

Francis Szpiner
Lana Tetuanui
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon

Dominique Vérien
Pierre-Jean Verzelen
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel

Louis Vogel
Dany Wattebled

Ont voté contre :

Marie-Do
Aeschlimann
Pascal Allizard
Jean-Claude Anglars
Jocelyne Antoine
Jean-Michel Arnaud
Jean Bacci
Arnaud Bazin
Bruno Belin
Marie-Jeanne Bellamy
Nadine Belluror
Catherine Belrhiti
Martine Berthet
Marie-Pierre Bessin-
Guérin
Annick Billon
Olivier Bitz
Étienne Blanc
Jean-Baptiste Blanc
Yves Bleunven
Christine Bonfanti-
Dossat
François Bonhomme
François Bonneau
Michel Bonnus
Alexandra Borchio
Fontimp
Corinne Bourcier
Brigitte Bourguignon
Jean-Marc Boyer
Valérie Boyer
Jean-Luc Brault
Max Brisson
Christian Bruyen
François-Noël Buffet
Laurent Burgoa
Alain Cadec
Olivier Cadic
Guislain Cambier
Christian Cambon
Agnès Canayer
Michel Canévet
Vincent Capo-
Canellas
Emmanuel Capus
Marie-Claire Carrère-
Gée
Alain Cazabonne
Anne Chain-Larché
Patrick Chaize
Daniel Chasseing
Alain Chatillon
Patrick Chauvet
Cédric Chevalier
Guillaume Chevrollier
Marta de Cidrac
Olivier Cigolotti
Marie-Carole Ciuntu
Édouard Courtial
Pierre Cuypers
Laure Darcos
Mathieu Darnaud
Marc-Philippe
Daubresse
Vincent Delahaye
Bernard Delcros
Jean-Marc Delia
Patricia Demas
Stéphane Demilly
Chantal Deseyne
Brigitte Devésa

Franck Dhersin
Catherine Di Folco
Élisabeth Doineau
Sabine Drexler
Alain Duffourg
Catherine Dumas
Françoise Dumont
Laurent Duplomb
Dominique Estrosi
Sassone
Jacqueline Eustache-
Brinio
Agnès Evren
Daniel Fargeot
Gilbert Favreau
Isabelle Florennes
Philippe Folliot
Christophe-André
Frassa
Amel Gacquerre
Laurence Garnier
Fabien Genet
Frédérique Gerbaud
Béatrice Gosselin
Nathalie Goulet
Sylvie Goy-Chavent
Jean-Pierre Grand
Daniel Gremillet
Jacques Groperrin
Pascale Grunty
Daniel Gueret
Jocelyne Guidez
Ludovic Haye
Olivier Henno
Loïc Hervé
Christine Herzog
Jean Hingray
Alain Houpert
Marie-Lise Housseau
Jean-Raymond
Hugonet
Jean-François Husson
Corinne Imbert
Annick Jacquemet
Micheline Jacques
Lauriane Josende
Else Joseph
Muriel Jourda
Roger Karoutchi
Claude Kern
Khalifé Khalifé
Christian Klingner
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Marc Laménie
Florence Lassarade
Michel Laugier
Daniel Laurent
Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Ronan Le Gleut
Marie-Claude
Lermyte
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Pierre-Antoine Levi
Anne-Catherine
Loisier
Jean-François Longeot
Vivette Lopez

Vincent Louault
Viviane Malet
Claude Malhuret
Didier Mandelli
Alain Marc
David Margueritte
Hervé Marseille
Pascal Martin
Pauline Martin
Hervé Maurey
Pierre Médevielle
Thierry Meignen
Frank Menonville
Marie Mercier
Damien Michallet
Brigitte Micouleau
Alain Milon
Jean-Marie Mizzon
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-
Desailly
Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-
Bronn
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolaÿ
Sylviane Noël
Claude Nougéin
Olivier Paccaud
Jean-Jacques Panunzi
Vanina Paoli-Gagin
Paul Toussaint Parisi
Anne-Sophie Patru
Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot
Cédric Perrin
Évelyne Perrot
Annick Petrus
Stéphane Piednoir
Bernard Pillefer
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas
Frédérique Puissat
Jean-François Rabin
Évelyne Renaud-
Garabedian
Bruno Retailleau
Hervé Reynaud
Olivia Richard
Marie-Pierre Richer
Olivier Rietmann
Pierre Jean Rochette
Bruno Rojouan
Anne-Sophie
Romagny
Jean-Luc Ruelle
Denise Saint-Pé
Hugues Saury
Stéphane Sautarel
Michel Savin
Elsa Schalck
Marc Séné
Bruno Sido
Jean Sol
Nadia Sollogoub
Laurent Somon

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher,
Président du Sénat
Sylvie Vermeillet,
Présidente de séance

Aymeric Durox
Joshua Hochart
Alain Joyandet
Stéphane Ravier

Christopher Szczurek

SCRUTIN N° 84

sur les amendements identiques n° II-199, présenté par Mme Mathilde Ollivier et plusieurs de ses collègues, n° II-249 rectifié bis, présenté par Mme Catherine Belrhiti et plusieurs de ses collègues, et n° II-314 rectifié ter, présenté par Mme Jocelyne Antoine et plusieurs de ses collègues, sur les crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	341
Suffrages exprimés	339
Pour	134
Contre	205

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN

GRUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :

Contre : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GRUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GRUPE UNION CENTRISTE (59) :

Pour : 1 M. Bernard Pillefer

Contre : 57

N'a pas pris part au vote : 1 Mme Sylvie Vermeillet, Présidente de séance

GRUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GRUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 19

GRUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Pour : 18

GRUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Pour : 15

Abstentions : 2 M. Bernard Fialaire, Mme Véronique Guillotin

GRUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Pour : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

N'ont pas pris part au vote : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek

Ont voté pour :

Cathy Apourceau-Poly	Rémi Féraud	Marie-Pierre Monier
Viviane Artigalas	Corinne Féret	Franck Montaugé
Jérémy Bacchi	Jacques Fernique	Solanges Nadille
Pierre Barros	Jean-Luc Fichet	Corinne Narassiguin
Alexandre Basquin	Stéphane Fouassin	Mathilde Ollivier
Audrey Bélim	Fabien Gay	Said Omar Oili
Guy Benarroche	Hervé Gillé	Alexandre Ouizille
Christian Bilhac	Annick Girardin	Pierre Ouzoulias
Grégory Blanc	Éric Gold	Guylène Pantel
Florence Blatrix	Guillaume Gontard	Georges Patient
Contat	Michelle Gréaume	François Patriat
Nicole Bonnefoy	Philippe Grosvalet	Marie-Laure Phinera-Horth
Denis Bouad	Antoinette Guhl	Bernard Pillefer
Hussein Bourgi	André Guiol	Sebastien Pla
Sophie Briante	Laurence Harribey	Raymonde Poncet
Guillemont	Nadège Havet	Monge
Isabelle Briquet	Xavier Iacovelli	Émilienne Poumirol
Ian Brossat	Olivier Jacquin	Didier Rambaud
Colombe Brossel	Yannick Jadot	Claude Raynal
Céline Brulin	Éric Jeansannetas	Christian Redon-Sarrazy
Bernard Buis	Patrice Joly	Sylvie Robert
Frédéric Buval	Bernard Jomier	Téva Rohfritsch
Henri Cabanel	Gisèle Jourda	Pierre-Alain Roiron
Marion Canalès	Mireille Jouve	David Ros
Rémi Cardon	Patrick Kanner	Laurence Rossignol
Marie-Arlette Carloti	Éric Kerrouche	Jean-Yves Roux
Maryse Carrère	Mikaele Kulimoetoke	Daniel Salmon
Samantha Cazebonne	Marie-Pierre de La Gontrie	Pascal Savoldelli
Christophe Chaillou	Gérard Lahellec	Patricia Schillinger
Yan Chantrel	Ahmed Laouedj	Ghislaine Senée
Catherine Conconne	Annie Le Houerou	Silvana Silvani
Hélène Conway-Mouret	Jean-Baptiste Lemoyne	Anne Souyris
Evelyne Corbière	Martin Lévrier	Lucien Stanzione
Naminzo	Audrey Linkenheld	Rachid Temal
Jean-Pierre Corbisez	Thierry Cozic	Dominique Théophile
Thierry Cozic	Cécile Cukierman	Jean-Claude Tissot
Cécile Cukierman	Karine Daniel	Simon Uzenat
Karine Daniel	Ronan Dantec	Mickaël Vallet
Ronan Dantec	Jérôme Darras	Marie-Claude Varaillas
Jérôme Darras	Raphaël Daubet	Jean-Marc Vayssouze-Faure
Raphaël Daubet	Nathalie Delattre	Mélanie Vogel
Nathalie Delattre	Gilbert-Luc Devinaz	Michaël Weber
Gilbert-Luc Devinaz	Thomas Dossus	Robert Wienie Xowie
Thomas Dossus	Nicole Duranton	Adel Ziane
Nicole Duranton	Vincent Éblé	
Vincent Éblé	Frédérique Espagnac	
Frédérique Espagnac	Sébastien Fagnen	

Ont voté contre :

Marie-Do Aeschlimann	Christine Bonfanti-Dossat	Michel Canévet
Pascal Allizard	François Bonhomme	Vincent Capo-Canellas
Jean-Claude Anglars	Michel Bonnus	Emmanuel Capus
Jocelyne Antoine	Alexandra Borchio	Marie-Claire Carrère-Gée
Jean-Michel Arnaud	Fontimp	Alain Cazabonne
Jean Bacci	Corinne Bourcier	Anne Chain-Larché
Arnaud Bazin	Brigitte Bourguignon	Patrick Chaize
Bruno Belin	Jean-Marc Boyer	Daniel Chasseing
Marie-Jeanne Bellamy	Valérie Boyer	Alain Chatillon
Nadine Bellurot	Jean-Luc Brault	Patrick Chauvet
Catherine Belrhiti	Max Brisson	Cédric Chevalier
Martine Berthet	Christian Bruyen	Guillaume Chevrollier
Marie-Pierre Bessin-Guérin	François-Noël Buffet	Marta de Cidrac
Annick Billon	Laurent Burgoa	Olivier Cigolotti
Olivier Bitz	Alain Cadec	Marie-Carole Ciuntu
Étienne Blanc	Olivier Cadic	Édouard Courtial
Jean-Baptiste Blanc	Guislain Cambier	Pierre Cuypers
Yves Bleunven	Christian Cambon	Laure Darcos
	Agnès Canayer	Mathieu Darnaud

Marc-Philippe Daubresse	Lauriane Josende
Vincent Delahaye	Else Joseph
Bernard Delcros	Muriel Jourda
Jean-Marc Delia	Roger Karoutchi
Patricia Demas	Claude Kern
Stéphane Demilly	Khalifé Khalifé
Chantal Deseyne	Christian Klingner
Brigitte Devésa	Sonia de La Provôté
Franck Dhersin	Laurent Lafon
Catherine Di Folco	Marc Laménie
Élisabeth Doineau	Florence Lassarade
Sabine Drexler	Michel Laugier
Alain Duffourg	Daniel Laurent
Catherine Dumas	Christine Lavarde
Françoise Dumont	Antoine Lefèvre
Laurent Duplomb	Dominique de Legge
Dominique Estrosi Sassone	Ronan Le Gleut
Jacqueline Eustache-Brinio	Marie-Claude Lermytte
Agnès Evren	Henri Leroy
Daniel Fargeot	Stéphane Le Rudulier
Gilbert Favreau	Pierre-Antoine Levi
Isabelle Florennes	Anne-Catherine Loisier
Philippe Folliot	Jean-François Longeot
Christophe-André Frassa	Vivette Lopez
Amel Gacquerre	Vincent Louault
Laurence Garnier	Viviane Malet
Fabien Genet	Claude Malhuret
Frédérique Gerbaud	Didier Mandelli
Béatrice Gosselin	Alain Marc
Nathalie Goulet	David Margueritte
Sylvie Goy-Chavent	Hervé Marseille
Jean-Pierre Grand	Pascal Martin
Daniel Gremillet	Pauline Martin
Jacques Groperrin	Hervé Maurey
Pascale Grunty	Pierre Médevielle
Daniel Gueret	Thierry Meignen
Jocelyne Guidez	Franck Menonville
Ludovic Haye	Marie Mercier
Olivier Henno	Damien Michallet
Loïc Hervé	Brigitte Micouleau
Christine Herzog	Alain Milon
Jean Hingray	Jean-Marie Mizzon
Alain Houpert	Albéric de Montgolfier
Marie-Lise Housseau	Catherine Morin-Desailly
Jean-Raymond Hugonet	Philippe Mouiller
Jean-François Husson	Marie-Pierre Mouton
Corinne Imbert	Laurence Muller-Bronn
Annick Jacquemet	Georges Naturel
Micheline Jacques	Anne-Marie Nédélec
	Louis-Jean de Nicolaï

Abstentions :

Bernard Fialaire, Véronique Guillotin.

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher,	Aymeric Durox	Christopher Szczurek
Président du Sénat	Joshua Hochart	
Sylvie Vermeillet,	Alain Joyandet	
Présidente de séance	Stéphane Ravier	

SCRUTIN N° 85

sur les amendements identiques n° II-449, présenté par Mme Nathalie Delattre et plusieurs de ses collègues, et n° II-466, présenté par M. Jérémy Bacchi et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky, sur les crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées pour les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	341
Suffrages exprimés	341
Pour	135
Contre	206

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN

GROUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :

Contre : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GROUPE UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 58

N'a pas pris part au vote : 1 Mme Sylvie Vermeillet, Présidente de séance

GROUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 19

GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Pour : 18

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Pour : 17

GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Pour : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

N'ont pas pris part au vote : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek

Ont voté pour :

Cathy Apourceau-Poly	Frédéric Buval	Nathalie Delattre
Viviane Artigalas	Henri Cabanel	Gilbert-Luc Devinaz
Jérémy Bacchi	Marion Canalès	Thomas Dossus
Pierre Barros	Rémi Cardon	Nicole Duranton
Alexandre Basquin	Marie-Arlette Carlotti	Vincent Éblé
Audrey Bélim	Maryse Carrère	Frédérique Espagnac
Guy Benarroche	Samantha Cazebonne	Sébastien Fagnen
Christian Bilhac	Christophe Chaillou	Laurent Burgoa
Grégory Blanc	Yan Chantrel	Corinne Féret
Florence Blatrix	Catherine Conconne	Jacques Fernique
Contat	Hélène Conway-Mouret	Bernard Fialaire
Nicole Bonnefoy	Evelyne Corbière	Jean-Luc Fichet
Denis Bouad	Naminzo	Stéphane Fouassin
Hussein Bourgi	Jean-Pierre Corbisez	Fabien Gay
Sophie Briante	Thierry Cozic	Hervé Gillé
Guillemont	Cécile Cukierman	Annick Girardin
Isabelle Briquet	Karine Daniel	Éric Gold
Ian Brossat	Ronan Dantec	Guillaume Gontard
Colombe Brossel	Jérôme Darras	Michelle Gréaume
Céline Brulin	Raphaël Daubet	Philippe Grosvalet
Bernard Buis		Antoinette Guhl

Véronique Guillotin
André Guiol
Laurence Harribey
Nadège Havet
Xavier Iacovelli
Olivier Jacquin
Yannick Jadot
Éric Jeansannetas
Patrice Joly
Bernard Jomier
Gisèle Jourda
Mireille Jouve
Patrick Kanner
Éric Kerrouche
Mikaele Kulimoetoke
Marie-Pierre de La Gontrie
Gérard Lahellec
Ahmed Laouedj
Annie Le Houerou
Jean-Baptiste Lemoyne
Martin Lévrier
Audrey Linkenheld
Jean-Jacques Lozach
Monique Lubin
Victorin Lurel
Monique de Marco

Marianne Margaté
Didier Marie
Michel Masset
Paulette Matray
Akli Mellouli
Serge Mérillou
Jean-Jacques Michau
Thani Mohamed Soilihi
Marie-Pierre Monier
Franck Montaugé
Solanges Nadille
Corinne Narassiguin
Mathilde Ollivier
Saïd Omar Oli
Alexandre Ouizille
Pierre Ouzoulis
Guylène Pantel
Georges Patient
François Patriat
Marie-Laure Phinera-Horth
Sebastien Pla
Raymonde Poncet
Monge
Émilienne Poumirol
Didier Rambaud
Claude Raynal

Christian Redon-Sarrazy
Sylvie Robert
Teva Rohfritsch
Pierre-Alain Roiron
David Ros
Laurence Rossignol
Jean-Yves Roux
Daniel Salmon
Pascal Savoldelli
Patricia Schillinger
Ghislaine Senée
Silvana Silvani
Anne Souyris
Lucien Stanzione
Rachid Temal
Dominique Théophile
Jean-Claude Tissot
Simon Uzenat
Mickaël Vallet
Marie-Claude Varailles
Jean-Marc Vaysouze-Faure
Mélanie Vogel
Michaël Weber
Robert Wienie Xowie
Adel Ziane

Ont voté contre :

Marie-Do Aeschlimann
Pascal Allizard
Jean-Claude Anglars
Jocelyne Antoine
Jean-Michel Arnaud
Jean Bacci
Arnaud Bazin
Bruno Belin
Marie-Jeanne Bellamy
Nadine Bellurot
Catherine Belrhiti
Martine Berthet
Marie-Pierre Bessin-Guérin
Annick Billon
Olivier Bitz
Étienne Blanc
Jean-Baptiste Blanc
Yves Bleunven
Christine Bonfanti-Dossat
François Bonhomme
François Bonneau
Michel Bonnus
Alexandra Borchio Fontimp
Corinne Bourcier
Brigitte Bourguignon
Jean-Marc Boyer
Valérie Boyer
Jean-Luc Brault
Max Brisson
Christian Bruyen
François-Noël Buffet
Laurent Burgoa
Alain Cadec
Olivier Cadic
Guislain Cambier
Christian Cambon
Agnès Canayer
Michel Canévet
Vincent Capocanellas
Emmanuel Capus
Marie-Claire Carrère-Gée
Alain Cazabonne
Anne Chain-Larché

Patrick Chaize
Daniel Chasseing
Alain Chatillon
Patrick Chauvet
Cédric Chevalier
Guillaume Chevrollier
Marta de Cidrac
Olivier Cigolotti
Marie-Carole Ciuntu
Édouard Courtial
Pierre Cuypers
Laure Darcos
Mathieu Darnaud
Marc-Philippe Daubresse
Vincent Delahaye
Bernard Delcros
Jean-Marc Delia
Patricia Demas
Stéphane Demilly
Chantal Deseyne
Brigitte Devésa
Franck Dhersin
Catherine Di Folco
Élisabeth Doineau
Sabine Drexler
Alain Duffourg
Catherine Dumas
Françoise Dumont
Laurent Duplomb
Dominique Estrosi Sassone
Jacqueline Eustache-Brinio
Agnès Evren
Daniel Fargeot
Gilbert Favreau
Isabelle Florennes
Philippe Folliot
Christophe-André Frassa
Amel Gacquerre
Laurence Garnier
Fabien Genet
Frédérique Gerbaud
Béatrice Gosselin
Nathalie Goulet
Sylvie Goy-Chavent
Jean-Pierre Grand

Daniel Gremillet
Jacques Groperrin
Pascale Gruny
Daniel Gueret
Jocelyne Guidez
Ludovic Haye
Olivier Henno
Loïc Hervé
Christine Herzog
Jean Hingray
Alain Houpert
Marie-Lise Housseau
Jean-Raymond Hugonet
Jean-François Husson
Corinne Imbert
Annick Jacquemet
Micheline Jacques
Lauriane Josende
Else Joseph
Muriel Jourda
Roger Karoutchi
Claude Kern
Khalifé Khalifé
Christian Klinger
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Marc Laménie
Florence Lassarade
Michel Laugier
Daniel Laurent
Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Ronan Le Gleut
Marie-Claude Lermytte
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Pierre-Antoine Levi
Anne-Catherine Loisier
Jean-François Longeot
Vivette Lope
Vincent Louault
Viviane Malet
Claude Malhuret
Didier Mandelli
Alain Marc

David Margueritte	Jean-Jacques Panunzi	Bruno Rojouan
Hervé Marseille	Vanina Paoli-Gagin	Anne-Sophie
Pascal Martin	Paul Toussaint Parigi	Romagny
Pauline Martin	Anne-Sophie Patru	Jean-Luc Ruelle
Hervé Maurey	Philippe Paul	Denise Saint-Pé
Pierre Médevielle	Jean-Gérard Paumier	Hugues Saury
Thierry Meignen	Cyril Pellevat	Stéphane Sautarel
Franck Menonville	Clément Pernot	Michel Savin
Marie Mercier	Cédric Perrin	Elsa Schalck
Damien Michallet	Évelyne Perrot	Marc Séné
Brigitte Micouneau	Annick Petrus	Bruno Sido
Alain Milon	Stéphane Piednoir	Jean Sol
Jean-Marie Mizzon	Bernard Pillefer	Nadia Sollogoub
Albéric de Montgolfier	Kristina Pluchet	Laurent Somon
Catherine Morin-	Rémy Pointereau	Francis Szpiner
Desailly	Sophie Primas	Lana Tetuanui
Philippe Mouiller	Frédérique Puissat	Sylvie Valente Le Hir
Marie-Pierre Mouton	Jean-François Rapin	Anne Ventalon
Laurence Muller-	Évelyne Renaud-	Dominique Vérien
Bronn	Garabedian	Pierre-Jean Verzelen
Georges Naturel	Bruno Retailleau	Cédric Vial
Anne-Marie Nédélec	Hervé Reynaud	Jean Pierre Vogel
Louis-Jean de Nicolay	Olivia Richard	Louis Vogel
Sylviane Noël	Marie-Pierre Richer	Dany Wattebled
Claude Nougéin	Olivier Rietmann	
Olivier Paccaud	Pierre Jean Rochette	

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat	Aymeric Durox	Christopher Szczurek
Sylvie Vermeillet, Présidente de séance	Joshua Hochart	
	Alain Joyandet	
	Stéphane Ravier	

SCRUTIN N° 86

sur l'amendement n° II-552 rectifié, présenté par M. Akli Mellouli et plusieurs de ses collègues, sur les crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	341
Suffrages exprimés	322
Pour	116
Contre	206

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN**GRUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :**

Contre : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GRUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GRUPE UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 58

N'a pas pris part au vote : 1 Mme Sylvie Vermeillet, Présidente de séance

GRUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GRUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Abstentions : 19

GRUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Pour : 18

GRUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Pour : 17

GRUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Pour : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

N'ont pas pris part au vote : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek

Ont voté pour :

Cathy Apourceau-Poly	Vincent Éblé	Akli Mellouli
Viviane Artigalas	Frédérique Espagnac	Serge Mérillou
Jérémy Bacchi	Sébastien Fagnen	Jean-Jacques Michau
Pierre Barros	Rémi Féraud	Marie-Pierre Monier
Alexandre Basquin	Corinne Féret	Franck Montaugé
Audrey Bélim	Jacques Fernique	Corinne Narassiguin
Guy Benarroche	Bernard Fialaire	Mathilde Ollivier
Christian Bilhac	Jean-Luc Fichet	Saïd Omar Oili
Grégory Blanc	Fabien Gay	Alexandre Ouizille
Florence Blatrix	Hervé Gillé	Pierre Ouzoulis
Contat	Annick Girardin	Guylène Pantel
Nicole Bonnefoy	Éric Gold	Sebastien Pla
Denis Bouad	Guillaume Gontard	Raymonde Poncet
Hussein Bourgi	Michelle Gréaume	Monge
Sophie Briante	Philippe Grosvalet	Émilienne Poumirol
Guillemont	Antoinette Guhl	Claude Raynal
Isabelle Briquet	Véronique Guillotin	Christian Redon-
Ian Brossat	André Guiol	Sarrazay
Colombe Brossel	Laurence Harribey	Sylvie Robert
Céline Brulin	Olivier Jacquin	Pierre-Alain Roiron
Henri Cabanel	Yannick Jadot	David Ros
Marion Canaless	Éric Jeansannetas	Laurence Rossignol
Rémi Cardon	Patrice Joly	Jean-Yves Roux
Marie-Arlette Carlotti	Bernard Jomier	Daniel Salmon
Maryse Carrère	Gisèle Jourda	Pascal Savoldelli
Christophe Chaillou	Mireille Jouve	Ghislaine Senée
Yan Chantrel	Patrick Kanner	Silvana Silvani
Catherine Conconne	Éric Kerrouche	Anne Souyris
Hélène Conway-	Marie-Pierre de La	Lucien Stanzione
Mouret	Gontrie	Rachid Temal
Evelyne Corbière	Gérard Lahellec	Jean-Claude Tissot
Naminzo	Ahmed Laouedj	Simon Uzenat
Jean-Pierre Corbisez	Annie Le Houerou	Mickaël Vallet
Thierry Cozic	Audrey Linkenheld	Marie-Claude Varailles
Cécile Cukierman	Jean-Jacques Lozach	Jean-Marc Vayssouze-
Karine Daniel	Monique Lubin	Faure
Ronan Dantec	Victorin Lurel	Mélanie Vogel
Jérôme Darras	Monique de Marco	Michaël Weber
Raphaël Daubet	Marianne Margaté	Robert Wienie Xowie
Nathalie Delattre	Didier Marie	Adel Ziane
Gilbert-Luc Devinaz	Michel Masset	
Thomas Dossus	Paulette Matray	

Ont voté contre :

Marie-Do	Marie-Pierre Bessin-	Corinne Bourcier
Aeschlimann	Guérin	Brigitte Bourguignon
Pascal Allizard	Annick Billon	Jean-Marc Boyer
Jean-Claude Anglars	Olivier Bitz	Valérie Boyer
Jocelyne Antoine	Étienne Blanc	Jean-Luc Brault
Jean-Michel Arnaud	Jean-Baptiste Blanc	Max Brisson
Jean Bacci	Yves Bleunven	Christian Bruyen
Arnaud Bazin	Christine Bonfanti-	François-Noël Buffet
Bruno Belin	Dossat	Laurent Burgoa
Marie-Jeanne Bellamy	François Bonhomme	Alain Cadec
Nadine Bellurot	François Bonneau	Olivier Cadic
Catherine Belrhiti	Michel Bonnus	Guislain Cambier
Martine Berthet	Alexandra Borchio	Christian Cambon
	Fontimp	Agnès Canayer

Michel Canévet
Vincent Capo-Canellas
Emmanuel Capus
Marie-Claire Carrère-Gée
Alain Cazabonne
Anne Chain-Larché
Patrick Chaize
Daniel Chasseing
Alain Chatillon
Patrick Chauvet
Cédric Chevalier
Guillaume Chevrollier
Marta de Cidrac
Olivier Cigolotti
Marie-Carole Ciuntu
Édouard Courtial
Pierre Cuypers
Laure Darcos
Mathieu Darnaud
Marc-Philippe Daubresse
Vincent Delahaye
Bernard Delcros
Jean-Marc Delia
Patricia Demas
Stéphane Demilly
Chantal Deseyne
Brigitte Devésa
Franck Dhersin
Catherine Di Folco
Élisabeth Doineau
Sabine Drexler
Alain Duffourg
Catherine Dumas
Françoise Dumont
Laurent Duplomb
Dominique Estrosi Sassone
Jacqueline Eustache-Brinio
Agnès Evren
Daniel Fargeot
Gilbert Favreau
Isabelle Florennes
Philippe Folliot
Christophe-André Frassa
Amel Gacquerre
Laurence Garnier
Fabien Genet
Frédérique Gerbaud
Béatrice Gosselin
Nathalie Goulet
Sylvie Goy-Chavent
Jean-Pierre Grand
Daniel Gremillet
Jacques Groperrin
Pascale Gruny
Daniel Gueret

Jocelyne Guidez
Ludovic Haye
Olivier Henno
Loïc Hervé
Christine Herzog
Jean Hingray
Alain Houpert
Marie-Lise Housseau
Jean-Raymond Hugonet
Jean-François Husson
Corinne Imbert
Annick Jacquemet
Micheline Jacques
Lauriane Josende
Else Joseph
Muriel Jourda
Roger Karoutchi
Claude Kern
Khalifé Khalifé
Christian Klingner
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Marc Laménié
Florence Lassarade
Michel Laugier
Daniel Laurent
Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Ronan Le Gleut
Marie-Claude Lermyte
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Pierre-Antoine Levi
Anne-Catherine Loiser
Jean-François Longeot
Vivette Lopez
Vincent Louault
Viviane Malet
Claude Malhuret
Didier Mandelli
Alain Marc
David Margueritte
Hervé Marseille
Pascal Martin
Pauline Martin
Hervé Maurey
Pierre Médevielle
Thierry Meignen
Franck Menonville
Marie Mercier
Damien Michallet
Brigitte Micouneau
Alain Milon
Jean-Marie Mizzon
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-Desailly

Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-Bronn
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolay
Sylviane Noël
Claude Nougéin
Olivier Paccaud
Jean-Jacques Panunzi
Vanina Paoli-Gagin
Paul Toussaint Parigi
Anne-Sophie Patru
Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot
Cédric Perrin
Évelyne Perrot
Annick Petrus
Stéphane Piednoir
Bernard Pillefer
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas
Frédérique Puissat
Jean-François Rapi
Évelyne Renaud-Garabedian
Bruno Retailleau
Hervé Reynaud
Olivia Richard
Marie-Pierre Richer
Olivier Rietmann
Pierre Jean Rochette
Bruno Rojoan
Anne-Sophie Romagny
Jean-Luc Ruelle
Denise Saint-Pé
Hugues Saury
Stéphane Sautarel
Michel Savin
Elsa Schalck
Marc Séné
Bruno Sido
Jean Sol
Nadia Sollogoub
Laurent Somon
Francis Szpiner
Lana Tetuanui
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon
Dominique Vérien
Pierre-Jean Verzezen
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel
Louis Vogel
Dany Wattebled

Abstentions :

Bernard Buis
Frédéric Buval
Samantha Cazebonne
Nicole Duranton
Stéphane Fouassin
Nadège Havet
Xavier Iacovelli
Mikael Kulimoetoke

Jean-Baptiste Lemoine
Martin Lévrier
Thani Mohamed Soilihi
Solanges Nadille
Georges Patient
François Patriat

Marie-Laure Phinera-Horth
Didier Rambaud
Teva Rohfritsch
Patricia Schillinger
Dominique Théophile

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher,
Président du Sénat
Sylvie Vermeillet,
Présidente de séance

Aymeric Durox
Joshua Hochart
Alain Joyandet
Stéphane Ravier

Christopher Szczurek

SCRUTIN N° 87

sur le sous-amendement n° II-1679, présenté par M. Michel Savin, à l'amendement n° II-495, présenté par Mme Christine Lavarde, sur les crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants 341
Suffrages exprimés 325
Pour 208
Contre 117

Le Sénat a adopté

ANALYSE DU SCRUTIN**GROUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :**

Pour : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Contre : 65

GROUPE UNION CENTRISTE (59) :

Pour : 58

N'a pas pris part au vote : 1 Mme Sylvie Vermeillet, Présidente de séance

GROUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Pour : 20

GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Contre : 19

GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Contre : 18

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Pour : 2 MM. Christian Bilhac, Bernard Fialaire

Contre : 15

GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Abstentions : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

N'ont pas pris part au vote : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek

Ont voté pour :

Marie-Do Aeschlimann
Pascal Allizard
Jean-Claude Anglars
Jocelyne Antoine
Jean-Michel Arnaud
Jean Bacci
Arnaud Bazin
Bruno Belin
Marie-Jeanne Bellamy
Nadine Bellurot

Catherine Belrhiti
Martine Berthet
Marie-Pierre Bessin-Guérin
Christian Bilhac
Annick Billon
Olivier Bitz
Étienne Blanc
Jean-Baptiste Blanc
Yves Bleunven

Christine Bonfanti-Dossat
François Bonhomme
François Bonneau
Michel Bonnus
Alexandra Borchio Fontimp
Corinne Bourcier
Brigitte Bourguignon
Jean-Marc Boyer
Valérie Boyer

Jean-Luc Brault Max Brisson Christian Bruyen François-Noël Buffet Laurent Burgoa Alain Cadec Olivier Cadic Guislain Cambier Christian Cambon Agnès Canayer Michel Canévet Vincent Capo- Canellas Emmanuel Capus Marie-Claire Carrère- Gée Alain Cazabonne Anne Chain-Larché Patrick Chaize Daniel Chasseing Alain Chatillon Patrick Chauvet Cédric Chevalier Guillaume Chevrollier Marta de Cidrac Olivier Cigolotti Marie-Carole Ciuntu Édouard Courtial Pierre Cuypers Laure Darcos Mathieu Darnaud Marc-Philippe Daubresse Vincent Delahaye Bernard Delcros Jean-Marc Delia Patricia Demas Stéphane Demilly Chantal Deseyne Brigitte Devésa Frank Dhersin Catherine Di Folco Élisabeth Doineau Sabine Drexler Alain Duffourg Catherine Dumas Françoise Dumont Laurent Duplomb Dominique Estrosi Sassone Jacqueline Eustache- Brinio Agnès Evren Daniel Fargeot Gilbert Favreau Bernard Fialaire Isabelle Florennes Philippe Folliot Christophe-André Frassa Amel Gacquerre Laurence Garnier Fabien Genet Frédérique Gerbaud Béatrice Gosselin	Nathalie Goulet Sylvie Goy-Chavent Jean-Pierre Grand Daniel Gremillet Jacques Gresperrin Pascale Gruny Daniel Gueret Jocelyne Guidez Ludovic Haye Olivier Henno Loïc Hervé Christine Herzog Jean Hingray Alain Houpert Marie-Lise Housseau Jean-Raymond Hugonet Jean-François Husson Corinne Imbert Annick Jacquemet Micheline Jacques Lauriane Josende Else Joseph Muriel Jourda Roger Karoutchi Claude Kern Khalifé Khalifé Christian Klinger Sonia de La Provôté Laurent Lafon Marc Laménie Florence Lassarade Michel Laugier Daniel Laurent Christine Lavarde Antoine Lefèvre Dominique de Legge Ronan Le Gleut Marie-Claude Lermytte Henri Leroy Stéphane Le Rudulier Pierre-Antoine Levi Anne-Catherine Loisier Jean-François Longeot Vivette Lopez Vincent Louault Viviane Malet Claude Malhuret Didier Mandelli Alain Marc David Margueritte Hervé Marseille Pascal Martin Pauline Martin Hervé Maurey Pierre Médevielle Thierry Meignen Franck Menonville Marie Mercier Damien Michallet Brigitte Micoulean Alain Milon Jean-Marie Mizzon	Albéric de Montgolfier Catherine Morin- Desailly Philippe Mouiller Marie-Pierre Mouton Laurence Muller- Bronn Georges Naturel Anne-Marie Nédélec Louis-Jean de Nicolaÿ Sylviane Noël Claude Nougéin Olivier Paccaud Jean-Jacques Panunzi Vanina Paoli-Gagin Paul Toussaint Parigi Anne-Sophie Patru Philippe Paul Jean-Gérard Paumier Cyril Pellevat Clément Pernot Cédric Perrin Évelyne Perrot Annick Petrus Stéphane Piednoir Bernard Pillefer Kristina Pluchet Rémy Pointereau Sophie Primas Frédérique Puissat Jean-François Rapin Évelyne Renaud- Garabedian Bruno Retailleau Hervé Reynaud Olivia Richard Marie-Pierre Richer Olivier Rietmann Pierre Jean Rochette Bruno Rojouan Anne-Sophie Romagny Jean-Luc Ruelle Denise Saint-Pé Hugues Sauray Stéphane Sautarel Michel Savin Elsa Schalck Marc Séné Bruno Sido Jean Sol Nadia Sollogoub Laurent Somon Francis Szpiner Lana Tetuanui Sylvie Valente Le Hir Anne Ventalon Dominique Vérien Pierre-Jean Verzelen Cédric Vial Jean Pierre Vogel Louis Vogel Dany Wattebled	Karine Daniel Jérôme Darras Raphaël Daubet Nathalie Delattre Gilbert-Luc Devinaz Nicole Duranton Vincent Éblé Frédérique Espagnac Sébastien Fagnen Rémi Féraud Corinne Férét Jean-Luc Fichet Stéphane Fouassin Fabien Gay Hervé Gillé Annick Girardin Éric Gold Michelle Gréaume Philippe Grosvalet Véronique Guillotin André Guiole Laurence Harribey Nadège Havet Xavier Iacovelli Olivier Jacquin Éric Jeansannetas Patrice Joly Bernard Jomier Gisèle Jourda Mireille Jouve Patrick Kanner	Éric Kerrouche Mikaelé Kulimoetoke Marie-Pierre de La Gontrie Gérard Lahellec Ahmed Laouedj Annie Le Houerou Jean-Baptiste Lemoynes Martin Lévrier Audrey Linkenheld Jean-Jacques Lozach Monique Lubin Victorin Lurel Marianne Margaté Didier Marie Michel Masset Paulette Matray Serge Métrillou Jean-Jacques Michau Thani Mohamed Soilihi Marie-Pierre Monier Franck Montaugé Solanges Nadille Corinne Narassiguin Saïd Omar Oili Alexandre Ouizille Pierre Ouzoulis Guylène Pantel Georges Patient	François Patriat Marie-Laure Phinera- Horth Sébastien Pla Émilienne Poumirol Didier Rambaud Claude Raynal Christian Redon- Sarrazay Sylvie Robert Téva Rohfritsch Pierre-Alain Roiron David Ros Laurence Rossignol Jean-Yves Roux Pascal Savoldelli Patricia Schillinger Silvana Silvani Lucien Stanzione Rachid Temal Dominique Théophile Jean-Claude Tissot Simon Uzenat Mickaël Vallet Marie-Claude Varailas Jean-Marc Vayssouze- Faure Michaël Weber Robert Wienie Xowie Adel Ziane
--	--	---	--	---	--

Abstentions :

Guy Benarroche Grégory Blanc Ronan Dantec Thomas Dossus Jacques Fernique Guillaume Gontard	Antoinette Guhl Yannick Jadot Monique de Marco Akli Mellouli Mathilde Ollivier	Raymonde Poncet Monge Daniel Salmon Ghislaine Senée Anne Souyris Mélanie Vogel
---	--	---

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat Sylvie Vermeillet, Présidente de séance	Aymeric Durox Joshua Hochart Alain Joyandet Stéphane Ravier	Christopher Szczurek
---	--	----------------------

SCRUTIN N° 88

sur les amendements identiques n° II-577 rectifié quater, présenté par M. Cédric Vial et plusieurs de ses collègues, et n° II-578 rectifié ter, présenté par M. Jean-Michel Arnaud et plusieurs de ses collègues, sur les crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	341
Suffrages exprimés	258
Pour	242
Contre	16

Le Sénat a adopté

ANALYSE DU SCRUTIN**GROUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :**

Pour : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Abstentions : 65

Ont voté contre :

Cathy Apourceau-Poly Viviane Artigalas Jérémy Bacchi Pierre Barros Alexandre Basquin Audrey Bélim Florence Blatrix Contat Nicole Bonnefoy Denis Bouad Hussein Bourgi	Sophie Briante Guillemont Isabelle Briquet Ian Brossat Colombe Brossel Céline Brulin Bernard Buis Frédéric Buval Henri Cabanel Marion Canales Rémi Cardon Marie-Arlette Carlotti	Maryse Carrère Samantha Cazebonne Christophe Chaillou Yan Chantrel Catherine Conconne Hélène Conway- Mouret Evelyne Corbière Naminzo Jean-Pierre Corbisez Thierry Cozic Cécile Cukierman
--	---	---

GROUPE UNION CENTRISTE (59) :*Pour* : 58*N'a pas pris part au vote* : 1 Mme Sylvie Vermeillet, Présidente de séance**GROUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :***Pour* : 20**GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :***Pour* : 19**GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :***Abstentions* : 18**GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :***Pour* : 17**GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :***Contre* : 16**RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :***N'ont pas pris part au vote* : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek**Ont voté pour :**

Marie-Do Aeschlimann	Olivier Cadic	Catherine Dumas
Pascal Allizard	Guislain Cambier	Françoise Dumont
Jean-Claude Anglars	Christian Cambon	Laurent Duplomb
Jocelyne Antoine	Agnès Canayer	Nicole Duranton
Jean-Michel Arnaud	Michel Canévet	Dominique Estrosi Sassone
Jean Bacci	Vincent Capocanellas	Jacqueline Eustache-Brinio
Arnaud Bazin	Emmanuel Capus	Agnès Evren
Bruno Belin	Maryse Carrère	Daniel Fargeot
Marie-Jeanne Bellamy	Marie-Claire Carrère-Gée	Gilbert Favreau
Nadine Bellurot	Alain Cazabonne	Bernard Fialaire
Catherine Belrhiti	Samantha Cazebonne	Isabelle Florennes
Martine Berthet	Anne Chain-Larché	Philippe Folliot
Marie-Pierre Bessin-Guérin	Patrick Chaize	Stéphane Fouassin
Christian Bilhac	Daniel Chasseing	Christophe-André Frassa
Annick Billon	Alain Chatillon	Amel Gacquerre
Olivier Bitz	Patrick Chauvet	Laurence Garnier
Étienne Blanc	Cédric Chevalier	Fabien Genet
Jean-Baptiste Blanc	Guillaume Chevrollier	Frédérique Gerbaud
Yves Bleunven	Marta de Cidrac	Annick Girardin
Christine Bonfanti-Dossat	Oliver Cigolotti	Éric Gold
François Bonhomme	Marie-Carole Ciuntu	Béatrice Gosselin
François Bonneau	Édouard Courtial	Nathalie Goulet
Michel Bonnus	Pierre Cuypers	Sylvie Goy-Chavent
Alexandra Borchio	Laure Darcos	Jean-Pierre Grand
Fontimp	Mathieu Darnaud	Daniel Gremillet
Corinne Bourcier	Raphaël Daubet	Jacques Groperrin
Brigitte Bourguignon	Marc-Philippe Daubresse	Philippe Grosvalet
Jean-Marc Boyer	Vincent Delahaye	Pascal Gruny
Valérie Boyer	Nathalie Delattre	Daniel Gueret
Jean-Luc Brault	Bernard Delcros	Jocelyne Guidez
Sophie Briante	Jean-Marc Delia	Véronique Guillotin
Guillemont	Patricia Demas	André Guiol
Max Brisson	Stéphane Demilly	Nadège Havet
Christian Bruyen	Chantal Deseyne	Ludovic Haye
François-Noël Buffet	Brigitte Devésa	Olivier Henno
Bernard Buis	Franck Dhersin	Loïc Hervé
Laurent Burgoa	Catherine Di Folco	Christine Herzog
Frédéric Buval	Élisabeth Doineau	Jean Hingray
Henri Cabanel	Sabine Drexler	Alain Houpert
Alain Cadec	Alain Duffourg	Marie-Lise Housseau

Jean-Raymond Hugonet
Jean-François Husson
Xavier Iacovelli
Corinne Imbert
Annick Jacquemet
Micheline Jacques
Lauriane Josende
Else Joseph
Muriel Jourda
Mireille Jouve
Roger Karoutchi
Claude Kern
Khalifé Khalifé
Christian Klinger
Mikael Kulimoetoko
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Marc Laménie
Ahmed Laouedj
Florence Lassarade
Michel Laugier
Daniel Laurent
Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Ronan Le Gleut
Jean-Baptiste Lemoine
Marie-Claude Lermotte
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Pierre-Antoine Levi
Martin Lévrier
Anne-Catherine Loisier
Jean-François Longeot
Vivette Lopez
Vincent Louault
Viviane Malet
Claude Malhuret
Didier Mandelli
Alain Marc
David Margueritte

Hervé Marseille
Pascal Martin
Pauline Martin
Michel Masset
Hervé Maurey
Pierre Médevielle
Thierry Meignen
Franck Menonville
Marie Mercier
Damien Michallet
Brigitte Micouleau
Alain Milon
Jean-Marie Mizzon
Thani Mohamed Soilihi
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-Desailly
Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-Bronn
Solanges Nadille
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolaÿ
Sylviane Noël
Claude Nougéin
Olivier Paccaud
Guylène Pantel
Jean-Jacques Panunzi
Vanina Paoli-Gagin
Paul Toussaint Parigi
Georges Patient
François Patriat
Anne-Sophie Patru
Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot
Cédric Perrin
Évelyne Perrot
Annick Petrus
Marie-Laure Phinera-Horth

Stéphane Piednoir
Bernard Pillefer
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas
Frédérique Puissat
Didier Rambaud
Jean-François Rapin
Évelyne Renaud-Garabedian
Bruno Retailleau
Hervé Reynaud
Olivia Richard
Marie-Pierre Richer
Olivier Rietmann
Pierre Jean Rochette
Teva Rohfrisch
Bruno Rojouan
Anne-Sophie Romagny
Jean-Yves Roux
Jean-Luc Ruelle
Denise Saint-Pé
Hugues Sauray
Stéphane Sautarel
Michel Savin
Elsa Schalck
Patricia Schillinger
Marc Séné
Bruno Sido
Jean Sol
Nadia Sollogoub
Laurent Somon
Francis Szpiner
Lana Tetuanui
Dominique Théophile
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon
Dominique Vérien
Pierre-Jean Verzelet
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel
Louis Vogel
Dany Wattedled

Ont voté contre :

Guy Benarroche
Grégory Blanc
Ronan Dantec
Thomas Dossus
Jacques Fernique
Guillaume Gontard

Antoinette Guhl
Yannick Jadot
Monique de Marco
Akli Mellouli
Mathilde Ollivier

Raymonde Poncet
Monge
Daniel Salmon
Ghislaine Senée
Anne Souyris
Mélanie Vogel

Abstentions :

Cathy Apourceau-Poly
Viviane Artigalas
Jérémy Bacchi
Pierre Barros
Alexandre Basquin
Audrey Bélim
Florence Blatrix
Contat
Nicole Bonnefoy
Denis Bouad
Hussein Bourgi
Isabelle Briquet
Ian Brossat
Colombe Brossel
Céline Brulin
Marion Canales
Rémi Cardon
Marie-Arlette Carloti
Christophe Chaillou
Yan Chantrel
Catherine Conconne
Hélène Conway-Mouret

Évelyne Corbière
Naminzo
Jean-Pierre Corbisez
Thierry Cozic
Cécile Cukierman
Karine Daniel
Jérôme Darras
Gilbert-Luc Devinaz
Vincent Éblé
Frédérique Espagnac
Sébastien Fagnen
Rémi Féraud
Corinne Féret
Jean-Luc Fichet
Fabien Gay
Hervé Gillé
Michelle Gréaume
Laurence Harribey
Olivier Jacquin
Éric Jeansannetas
Patrice Joly
Bernard Jomier
Gisèle Jourda

Patrick Kanner
Éric Kerrouche
Marie-Pierre de La Gontrie
Gérard Lahellec
Annie Le Houerou
Audrey Linkenheld
Jean-Jacques Lozach
Monique Lubin
Victorin Lurel
Marianne Margaté
Didier Marie
Paulette Matray
Serge Méridou
Jean-Jacques Michau
Marie-Pierre Monier
Franck Montaugé
Corinne Narassiguin
Saïd Omar Oili
Alexandre Ouizille
Pierre Ouzoulis
Sebastien Pla
Émilienne Poumirol

Claude Raynal	Pascal Savoldelli	Marie-Claude Varailas
Christian Redon-Sarrazy	Silvana Silvani	Jean-Marc Vayssouze-Faure
Sylvie Robert	Lucien Stanzione	Michaël Weber
Pierre-Alain Roiron	Rachid Temal	Robert Wienie Xowie
David Ros	Jean-Claude Tissot	Adel Ziane
Laurence Rossignol	Simon Uzenat	
	Mickaël Vallet	

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat	Aymeric Durox Joshua Hochart	Christopher Szczurek
Sylvie Vermeillet, Présidente de séance	Alain Joyandet Stéphane Ravier	

SCRUTIN N° 89

sur les amendements identiques n° II-197, présenté par Mme Mathilde Ollivier et plusieurs de ses collègues, et n° II-422 rectifié, présenté par M. Alexandre Ouizille et plusieurs de ses collègues, sur les crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	341
Suffrages exprimés	340
Pour	115
Contre	225

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN**GROUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :**

Contre : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GROUPE UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 58

N'a pas pris part au vote : 1 Mme Sylvie Vermeillet, Présidente de séance

GROUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Contre : 19

GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Pour : 18

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Pour : 16

Abstention : 1 Mme Véronique Guillotin

GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Pour : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

N'ont pas pris part au vote : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek

Ont voté pour :

Cathy Apourceau-Poly	Thomas Dossus	Paulette Matray
Viviane Artigalas	Vincent Éblé	Akli Mellouli
Jérémy Bacchi	Frédérique Espagnac	Serge Mérillou
Pierre Barros	Sébastien Fagnen	Jean-Jacques Michau
Alexandre Basquin	Rémi Féraud	Marie-Pierre Monier
Audrey Bélim	Corinne Férét	Franck Montaugé
Guy Benarroche	Jacques Fernique	Corinne Narassiguin
Christian Bilhac	Bernard Fialaire	Mathilde Ollivier
Grégory Blanc	Jean-Luc Fichet	Saïd Omar Oili
Florence Blatrix	Fabien Gay	Alexandre Ouizille
Contat	Hervé Gillé	Pierre Ouzoulias
Nicole Bonnefoy	Annick Girardin	Guyène Pantel
Denis Bouad	Éric Gold	Sebastien Pla
Hussein Bourgi	Guillaume Gontard	Raymonde Poncet
Sophie Briante	Michelle Gréaume	Monge
Guilleumont	Philippe Grosvalet	Émilienne Poumirol
Isabelle Briquet	Antoinette Guhl	Claude Raynal
Ian Brossat	André Guiol	Christian Redon-Sarrazy
Colombe Brossel	Laurence Harribey	Sylvie Robert
Céline Brulin	Olivier Jacquin	Pierre-Alain Roiron
Henri Cabanel	Yannick Jadot	David Ros
Marion Canalès	Éric Jeansannetas	Laurence Rossignol
Rémi Cardon	Patrice Joly	Jean-Yves Roux
Marie-Arlette Carlotti	Bernard Jomier	Daniel Salmon
Maryse Carrère	Gisèle Jourda	Pascal Savoldelli
Christophe Chaillou	Mireille Jouve	Ghislaine Senée
Yan Chantrel	Patrick Kanner	Silvana Silvani
Catherine Conconne	Éric Kerrouche	Anne Souyris
Hélène Conway-Mouret	Marie-Pierre de La Gontrie	Lucien Stanzione
Evelyne Corbière	Gérard Lahellec	Rachid Temal
Naminzo	Ahmed Laouedj	Jean-Claude Tissot
Jean-Pierre Corbisez	Annie Le Houerou	Simon Uzenat
Thierry Cozic	Audrey Linkenheld	Mickaël Vallet
Cécile Cukierman	Jean-Jacques Lozach	Marie-Claude Varailas
Karine Daniel	Monique Lubin	Jean-Marc Vayssouze-Faure
Ronan Dantec	Victorin Lurel	Mélanie Vogel
Jérôme Darras	Monique de Marco	Michaël Weber
Raphaël Daubet	Marianne Margaté	Robert Wienie Xowie
Nathalie Delattre	Didier Marie	Adel Ziane
Gilbert-Luc Devinaz	Michel Masset	

Ont voté contre :

Marie-Do Aeschlimann	Jean-Marc Boyer	Marta de Cidrac
Pascal Allizard	Valérie Boyer	Olivier Cigolotti
Jean-Claude Anglars	Jean-Luc Brault	Marie-Carole Ciuntu
Jocelyne Antoine	Max Brisson	Édouard Courtial
Jean-Michel Arnaud	Christian Bruyen	Pierre Cuypers
Jean Bacci	François-Noël Buffet	Laure Darcos
Arnaud Bazin	Bernard Buis	Mathieu Darnaud
Bruno Belin	Laurent Burgoa	Marc-Philippe Daubresse
Marie-Jeanne Bellamy	Frédéric Buval	Vincent Delahaye
Nadine Bellurot	Alain Cadec	Bernard Delcros
Catherine Belrhiti	Olivier Cadic	Jean-Marc Delia
Martine Berthet	Guislain Cambier	Patricia Demas
Marie-Pierre Bessin-Guérin	Christian Cambon	Stéphane Demilly
Annick Billon	Agnès Canayer	Chantal Deseyne
Olivier Bitz	Michel Canévet	Brigitte Devéas
Étienne Blanc	Vincent Capocanellas	Franck Dherisin
Jean-Baptiste Blanc	Emmanuel Capus	Catherine Di Folco
Yves Bleunven	Marie-Claire Carrère-Gée	Élisabeth Doineau
Christine Bonfanti-Dossat	Alain Cazabonne	Sabine Drexler
François Bonhomme	Samantha Cazebonne	Alain Duffourg
François Bonneau	Anne Chain-Larché	Catherine Dumas
Michel Bonnus	Patrick Chaize	Françoise Dumont
Alexandra Borchio	Daniel Chasseing	Laurent Duplomb
Fontimp	Alain Chatillon	Nicole Duranton
Corinne Bourcier	Patrick Chauvet	Dominique Estrosi Sassone
Brigitte Bourguignon	Cédric Chevalier	Jacqueline Eustache-Brinio
	Guillaume Chevrollier	

Agnès Evren	Ronan Le Gleut	Jean-Gérard Paumier
Daniel Fargeot	Jean-Baptiste Lemoyne	Cyril Pellevat
Gilbert Favreau	Marie-Claude	Clément Pernot
Isabelle Florennes	Lermytte	Cédric Perrin
Philippe Folliot	Henri Leroy	Évelyne Perrot
Stéphane Fouassin	Stéphane Le Rudulier	Annick Petrus
Christophe-André Frassa	Pierre-Antoine Levi	Marie-Laure Phinera-Horth
Amel Gacquerre	Martin Lévrier	Stéphane Piednoir
Laurence Garnier	Anne-Catherine Loisier	Bernard Pillefer
Fabien Genet	Jean-François Longeot	Kristina Pluchet
Frédérique Gerbaud	Vivette Lopez	Rémy Pointereau
Béatrice Gosselin	Vincent Louault	Sophie Primas
Nathalie Goulet	Viviane Malet	Frédérique Puissant
Sylvie Goy-Chavent	Claude Malhuret	Didier Rambaud
Jean-Pierre Grand	Didier Mandelli	Jean-François Rapin
Daniel Gremillet	Alain Marc	Évelyne Renaud-Garabedian
Jacques Gresperrin	David Margueritte	Bruno Retailleau
Pascale Gruny	Hervé Marseille	Hervé Reynaud
Daniel Gueret	Pascal Martin	Olivia Richard
Jocelyne Guidez	Pauline Martin	Marie-Pierre Richer
Nadège Havet	Hervé Maurey	Olivier Rietmann
Ludovic Haye	Pierre Médevielle	Pierre Jean Rochette
Olivier Henno	Thierry Meignen	Teva Rohfritsch
Loïc Hervé	Franck Menonville	Bruno Rojouan
Christine Herzog	Marie Mercier	Anne-Sophie Romagny
Jean Hingray	Damien Michallet	Jean-Luc Ruelle
Alain Houpert	Brigitte Micouveau	Denise Saint-Pé
Marie-Lise Housseau	Alain Milon	Hugues Saury
Jean-Raymond Hugonet	Jean-Marie Mizzon	Stéphane Sautarel
Jean-François Husson	Thani Mohamed Soilihi	Michel Savin
Xavier Iacovelli	Albéric de Montgolfier	Elsa Schalck
Corinne Imbert	Catherine Morin-Desailly	Patricia Schillinger
Annick Jacquemet	Philippe Mouiller	Marc Séné
Micheline Jacques	Marie-Pierre Mouton	Bruno Sido
Lauriane Josende	Laurence Muller-Bronn	Jean Sol
Else Joseph	Solanges Nadille	Nadia Sollogoub
Muriel Jourda	Georges Naturel	Laurent Somon
Roger Karoutchi	Anne-Marie Nédélec	Francis Szpiner
Claude Kern	Louis-Jean de Nicolaj	Lana Tetuanui
Khalifé Khalifé	Sylviane Noël	Dominique Théophile
Christian Klinger	Claude Nougéin	Sylvie Valente Le Hir
Mikaele Kulimoetoke	Olivier Paccaud	Anne Ventalon
Sonia de La Provôté	Jean-Jacques Panunzi	Dominique Vérien
Laurent Lafon	Vanina Paoli-Gagin	Pierre-Jean Verzelen
Marc Laménie	Paul Toussaint Parigi	Cédric Vial
Florence Lassarade	Georges Patient	Jean Pierre Vogel
Michel Laugier	François Patriat	Louis Vogel
Daniel Laurent	Anne-Sophie Patru	Dany Wattebled
Christine Lavarde	Philippe Paul	
Antoine Lefèvre		
Dominique de Legge		

Abstentions :

Véronique Guillotin.

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat	Aymeric Durox	Christopher Szczurek
Sylvie Vermeillet, Présidente de séance	Joshua Hochart	
	Alain Joyandet	
	Stéphane Ravier	

SCRUTIN N° 90

sur l'amendement n° II-465, présenté par M. Jérémy Bacchi et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste – Kanaky, sur les crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	341
Suffrages exprimés	341
Pour	133
Contre	208

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN**GROUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :***Contre* : 128*N'ont pas pris part au vote* : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet**GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :***Pour* : 65**GROUPE UNION CENTRISTE (59) :***Contre* : 58*N'a pas pris part au vote* : 1 Mme Sylvie Vermeillet, Présidente de séance**GROUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :***Contre* : 20**GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :***Pour* : 19**GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :***Pour* : 18**GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :***Pour* : 15*Contre* : 2 M. Bernard Fialaire, Mme Véronique Guillotin**GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :***Pour* : 16**RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :***N'ont pas pris part au vote* : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek**Ont voté pour :**

Cathy Apourceau-Poly	Bernard Buis	Jérôme Darras
Viviane Artigalas	Frédéric Buval	Raphaël Daubet
Jérémy Bacchi	Henri Cabanel	Nathalie Delattre
Pierre Barros	Marion Canalets	Gilbert-Luc Devinaz
Alexandre Basquin	Rémi Cardon	Thomas Dossus
Audrey Bélim	Marie-Arlette Carlotti	Nicole Duranton
Guy Benarroche	Maryse Carrère	Vincent Éblé
Christian Bilhac	Samantha Cazebonne	Frédérique Espagnac
Grégory Blanc	Christophe Chaillou	Sébastien Fagnen
Florence Blatrix	Yan Chantrel	Rémi Féraud
Contat	Catherine Conconne	Corinne Féret
Nicole Bonnefoy	Hélène Conway-Mouret	Jacques Fernique
Denis Bouad	Evelyne Corbière	Jean-Luc Fichet
Hussein Bourgi	Naminzo	Stéphane Fouassin
Sophie Briante	Jean-Pierre Corbisez	Fabien Gay
Guillemont	Thierry Cozic	Hervé Gillé
Isabelle Briquet	Cécile Cukierman	Annick Girardin
Ian Brossat	Karine Daniel	Éric Gold
Colombe Brossel	Ronan Dantec	Guillaume Gontard
Céline Brulin		Michelle Gréaume

Philippe Grosvalet
Antoinette Guhl
André Guiol
Laurence Harribey
Nadège Havet
Xavier Iacovelli
Olivier Jacquin
Yannick Jadot
Éric Jeansannetas
Patrice Joly
Bernard Jomier
Gisèle Jourda
Mireille Jouve
Patrick Kanner
Éric Kerrouche
Mikaele Kulimoetoke
Marie-Pierre de La
Gontrie
Gérard Lahellec
Ahmed Laouedj
Annie Le Houerou
Jean-Baptiste Lemoyne
Martin Lévrier
Audrey Linkenheld
Jean-Jacques Lozach
Monique Lubin
Victorin Lurel
Monique de Marco

Marianne Margaté
Didier Marie
Michel Masset
Paulette Matray
Akli Mellouli
Serge Mérillou
Jean-Jacques Michau
Thani Mohamed
Soilihi
Marie-Pierre Monier
Franck Montaugé
Solanges Nadille
Corinne Narassiguin
Mathilde Ollivier
Saïd Omar Oili
Alexandre Ouizille
Pierre Ouzoulis
Guylène Pantel
Georges Patient
François Patriat
Marie-Laure Phinera-
Horth
Sebastien Pla
Raymonde Poncet
Monge
Émilienne Poumirol
Didier Rambaud
Claude Raynal

Christian Redon-
Sarrazy
Sylvie Robert
Teva Rohfritsch
Pierre-Alain Roiron
David Ros
Laurence Rossignol
Jean-Yves Roux
Daniel Salmon
Pascal Savoldelli
Patricia Schillinger
Ghislaine Senée
Silvana Silvani
Anne Souyris
Lucien Stanzione
Rachid Temal
Dominique Théophile
Jean-Claude Tissot
Simon Uzenat
Mickaël Vallet
Marie-Claude Varaillas
Jean-Marc Vayssouze-
Faure
Mélanie Vogel
Michaël Weber
Robert Wiëny Xowie
Adel Ziane

Didier Mandelli
Alain Marc
David Margueritte
Hervé Marseille
Pascal Martin
Pauline Martin
Hervé Maurey
Pierre Médevielle
Thierry Meignen
Franck Menonville
Marie Mercier
Damien Michallet
Brigitte Micouleau
Alain Milon
Jean-Marie Mizzon
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-
Desailly
Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-
Bronn
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolaÿ
Sylviane Noël

Claude Nougéin
Olivier Paccaud
Jean-Jacques Panunzi
Vanina Paoli-Gagin
Paul Toussaint Parigi
Anne-Sophie Patru
Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot
Cédric Perrin
Évelyne Perrot
Annick Petrus
Stéphane Piednoir
Bernard Pillefer
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas
Frédérique Puissat
Jean-François Rapin
Évelyne Renaud-
Garabedian
Bruno Retailleau
Hervé Reynaud
Olivia Richard
Marie-Pierre Richer

Olivier Rietmann
Pierre Jean Rochette
Bruno Rojouan
Anne-Sophie
Romagny
Jean-Luc Ruelle
Denise Saint-Pé
Hugues Saury
Stéphane Sautarel
Michel Savin
Elsa Schalk
Marc Séné
Bruno Sido
Jean Sol
Nadia Sollogoub
Laurent Somon
Francis Szpiner
Lana Tetuanui
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon
Dominique Vérien
Pierre-Jean Verzellen
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel
Louis Vogel
Dany Wattedled

Ont voté contre :

Marie-Do
Aeschlimann
Pascal Allizard
Jean-Claude Anglars
Jocelyne Antoine
Jean-Michel Arnaud
Jean Bacci
Arnaud Bazin
Bruno Belin
Marie-Jeanne Bellamy
Nadine Bellurot
Catherine Belrhiti
Martine Berthet
Marie-Pierre Bessin-
Guérin
Annick Billon
Olivier Bitz
Étienne Blanc
Jean-Baptiste Blanc
Yves Bleunven
Christine Bonfanti-
Dossat
François Bonhomme
François Bonneau
Michel Bonnus
Alexandra Borchio
Fontimp
Corinne Bourcier
Brigitte Bourguignon
Jean-Marc Boyer
Valérie Boyer
Jean-Luc Brault
Max Brisson
Christian Bruyen
François-Noël Buffet
Laurent Burgoa
Alain Cadec
Olivier Cadic
Guislain Cambier
Christian Cambon
Agnès Canayer
Michel Canévet
Vincent Capo-
Canellas
Emmanuel Capus
Marie-Claire Carrère-
Gée
Alain Cazabonne
Anne Chain-Larché

Patrick Chaize
Daniel Chasseing
Alain Chatillon
Patrick Chauvet
Cédric Chevalier
Guillaume Chevrollier
Marta de Cidrac
Olivier Cigolotti
Marie-Carole Ciuntu
Édouard Courtial
Pierre Cuypers
Laure Darcos
Mathieu Darnaud
Marc-Philippe
Daubresse
Vincent Delahaye
Bernard Delcros
Jean-Marc Delia
Patricia Demas
Stéphane Demilly
Chantal Deseyne
Brigitte Devésa
Franck Dhersin
Catherine Di Folco
Élisabeth Doineau
Sabine Drexler
Alain Duffourg
Catherine Dumas
Françoise Dumont
Laurent Duplomb
Dominique Estrosi
Sassone
Jacqueline Eustache-
Brinio
Agnès Evren
Daniel Fargeot
Gilbert Favreau
Bernard Fialaire
Isabelle Florennes
Philippe Folliot
Christophe-André
Frassa
Amel Gacquerre
Laurence Garnier
Fabien Genet
Frédérique Gerbaud
Béatrice Gosselin
Nathalie Goulet
Sylvie Goy-Chavent

Jean-Pierre Grand
Daniel Gremillet
Jacques Gresperrin
Pascale Gruny
Daniel Gueret
Jocelyne Guidez
Véronique Guillotin
Ludovic Haye
Olivier Henno
Loïc Hervé
Christine Herzog
Jean Hingray
Alain Houpert
Marie-Lise Housseau
Jean-Raymond
Hugonet
Jean-François Husson
Corinne Imbert
Annick Jacquemet
Micheline Jacques
Lauriane Josende
Else Joseph
Muriel Jourda
Roger Karoutchi
Claude Kern
Khalifé Khalifé
Christian Klingner
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Marc Laménie
Florence Lassarade
Michel Laugier
Daniel Laurent
Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Ronan Le Gleut
Marie-Claude
Lermytte
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Pierre-Antoine Levi
Anne-Catherine
Loisier
Jean-François Longeot
Vivette Lopez
Vincent Louault
Viviane Malet
Claude Malhuret

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher,
Président du Sénat
Sylvie Vermeillet,
Présidente de séance

Aymeric Durox
Joshua Hochart
Alain Joyandet
Stéphane Ravier

Christopher Szczurek

SCRUTIN N° 91

sur l'amendement n° II-313 rectifié bis, présenté par Mme Béatrice Gosselin et plusieurs de ses collègues, sur les crédits de la mission « Sport, jeunesse et vie associative » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	341
Suffrages exprimés	341
Pour	322
Contre	19

Le Sénat a adopté

ANALYSE DU SCRUTIN

GRUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :

Pour : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GRUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GRUPE UNION CENTRISTE (59) :

Pour : 58

N'a pas pris part au vote : 1 Mme Sylvie Vermeillet, Présidente de séance

GRUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Pour : 1 Mme Laure Darcos

Contre : 19

GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :*Pour : 19***GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :***Pour : 18***GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :***Pour : 17***GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :***Pour : 16***RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :***N'ont pas pris part au vote : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek***Ont voté pour :**

Marie-Do Aeschlimann	Henri Cabanel	Franck Dhersin
Pascal Allizard	Alain Cadec	Catherine Di Folco
Jean-Claude Anglars	Olivier Cadic	Élisabeth Doineau
Jocelyne Antoine	Guislain Cambier	Thomas Dossus
Cathy Apourceau-Poly	Sabine Drexler	Sabine Drexler
Jean-Michel Arnaud	Marion Canalès	Alain Duffourg
Viviane Artigalas	Agnès Canayer	Catherine Dumas
Jérémy Bacchi	Michel Canévet	Françoise Dumont
Jean Bacci	Vincent Capocanellas	Laurent Duplomb
Pierre Barros	Rémi Cardon	Nicole Duranton
Alexandre Basquin	Marie-Arlette Carlotti	Vincent Éblé
Arnaud Bazin	Maryse Carrère	Frédérique Espagnac
Audrey Bélim	Marie-Claire Carrère-Gée	Dominique Estrosi Sassone
Bruno Belin	Alain Cazabonne	Jacqueline Eustache-Brinio
Marie-Jeanne Bellamy	Samantha Cazebonne	Agnès Evren
Nadine Bellurot	Christophe Chaillou	Sébastien Fagnen
Catherine Belhiti	Anne Chain-Larché	Daniel Fargeot
Guy Benarroche	Patrick Chaize	Gilbert Favreau
Martine Berthet	Yan Chantrel	Rémi Féraud
Christian Bilhac	Alain Chatillon	Corinne Férét
Annick Billon	Patrick Chauvet	Jacques Fernique
Olivier Bitz	Guillaume Chevrollier	Bernard Fialaire
Étienne Blanc	Marta de Cidrac	Jean-Luc Fichet
Grégory Blanc	Olivier Cigolotti	Isabelle Florennes
Jean-Baptiste Blanc	Marie-Carole Ciuntu	Philippe Folliot
Florence Blatrix	Catherine Conconne	Stéphane Fouassin
Contat	Hélène Conway-Mouret	Christophe-André Frassa
Yves Bleunven	Evelyne Corbière	Amel Gacquerre
Christine Bonfanti-Dossat	Naminzo	Laurence Garnier
François Bonhomme	Jean-Pierre Corbisez	Fabien Gay
Nicolas Bonnefoy	Édouard Courtial	Fabien Genet
Michel Bonnus	Thierry Cozic	Frédérique Gerbaud
Alexandra Borchio	Cécile Cukierman	Hervé Gillé
Fontimp	Pierre Cuypers	Annick Girardin
Denis Bouad	Karine Daniel	Éric Gold
Hussein Bourgi	Ronan Dantec	Guillaume Gontard
Brigitte Bourguignon	Laure Darcos	Béatrice Gosselin
Jean-Marc Boyer	Mathieu Darnaud	Nathalie Goulet
Valérie Boyer	Jérôme Darras	Sylvie Goy-Chavent
Sophie Briante	Raphaël Daubet	Michelle Gréaume
Guillemont	Marc-Philippe Daubresse	Daniel Gremillet
Isabelle Briquet	Vincent Delahaye	Jacques Groperrin
Max Brisson	Nathalie Delattre	Philippe Grosvalet
Ian Brossat	Bernard Delcros	Pascale Grunty
Colombe Brossel	Jean-Marc Delia	Daniel Gueret
Céline Brulin	Patricia Demas	Antoinette Guhl
Christian Bruyen	Stéphane Demilly	Jocelyne Guidez
François-Noël Buffet	Chantal Deseyne	Véronique Guillotin
Bernard Buis	Brigitte Devésa	André Guiol
Laurent Burgoa	Gilbert-Luc Devinaz	Laurence Harribey
Frédéric Buval		Nadège Havet

Ludovic Haye
Olivier Henno
Loïc Hervé
Christine Herzog
Jean Hingray
Alain Houpert
Marie-Lise Housseau
Jean-Raymond Hugonet
Jean-François Husson
Xavier Iacovelli
Corinne Imbert
Annick Jacquemet
Micheline Jacques
Olivier Jacquin
Yannick Jadot
Éric Jeansannetas
Patrice Joly
Bernard Jomier
Lauriane Josende
Else Joseph
Gisèle Jourda
Muriel Jourda
Mireille Jouve
Patrick Kanner
Roger Karoutchi
Claude Kern
Éric Kerrouche
Khalifé Khalifé
Christian Klinger
Mikaele Kulimoetoke
Marie-Pierre de La Gontrie
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Gérard Lahellec
Ahmed Laouedj
Florence Lassarade
Michel Laugier
Daniel Laurent
Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Ronan Le Gleut
Annie Le Houerou
Jean-Baptiste Lemoyne
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Pierre-Antoine Levi
Martin Lévrier
Audrey Linkenheld
Anne-Catherine Loisier
Jean-François Longeot
Vivette Lopez
Jean-Jacques Lozach
Monique Lubin
Victorin Lurel
Viviane Malet
Didier Mandelli
Monique de Marco
Marianne Margaté

David Margueritte
Didier Marie
Hervé Marseille
Pascal Martin
Pauline Martin
Michel Masset
Paulette Matray
Hervé Maurey
Thierry Meignen
Akli Mellouli
Franck Menonville
Marie Mercier
Serge Mérellou
Damien Michallet
Jean-Jacques Michau
Brigitte Micoulet
Alain Milon
Jean-Marie Mizzon
Thani Mohamed Soilihi
Marie-Pierre Monier
Franck Montaugé
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-Desailly
Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-Bronn
Solanges Nadille
Corinne Narassiguin
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolay
Sylviane Noël
Claude Nougéin
Mathilde Ollivier
Saïd Omar Oili
Alexandre Ouizille
Pierre Ouzoulis
Olivier Paccaud
Guylène Pantel
Jean-Jacques Panunzi
Paul Toussaint Parigi
Georges Patient
François Patriat
Anne-Sophie Patru
Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Clément Pernot
Cédric Perrin
Éveline Perrot
Annick Petrus
Marie-Laure Phinera-Horth
Stéphane Piednoir
Bernard Pillefer
Sebastien Pla
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Raymonde Poncet
Monge
Émilienne Poumirol

Ont voté contre :

Marie-Pierre Bessin-Guérin *	Jean-Pierre Grand *	Pierre Médevielle *
Corinne Bourcier *	Marc Laménie *	Vanina Paoli-Gagin *
Jean-Luc Brault *	Marie-Claude Lermytte *	Cyril Pellevar *
Emmanuel Capus *	Vincent Louault *	Pierre Jean Rochette *
Daniel Chasseing *	Claude Malhuret *	Pierre-Jean Verzelen *
Cédric Chevalier *	Alain Marc *	Louis Vogel *
		Dany Wattebled *

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat	Aymeric Durox Joshua Hochart	Christopher Szczurek
Sylvie Vermeillet, Présidente de séance	Alain Joyandet Stéphane Ravier	

* Lors de la séance du jeudi 4 décembre 2025, Mmes Marie-Pierre Bessin-Guérin, Corinne Bourcier, MM. Jean-Luc Brault, Emmanuel Capus, Daniel Chasseing, Cédric Chevalier, Jean-Pierre Grand, Marc Laménie, Mme Marie-Claude Lermytte, MM. Vincent Louault, Claude Malhuret, Alain Marc, Pierre Médevielle, Mme Vanina Paoli-Gagin, MM. Cyril Pellevat, Pierre Jean Rochette, Pierre-Jean Verzelen, Louis Vogel, Dany Wattebled ont fait savoir qu'ils auraient souhaité voter pour.

SCRUTIN N° 92

sur les amendements identiques n° II-212, présenté par Mme Solanges Nadille et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, et n° II-580, présenté par Mme Audrey Bélim, sur les crédits de la mission « Outre-mer » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	344
Suffrages exprimés	344
Pour	137
Contre	207

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN

GRUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :

Contre : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GRUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GRUPE UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 59

GRUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GRUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 19

GRUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Pour : 17

N'a pas pris part au vote : 1 M. Pierre Ouzoulias, Président de séance

GRUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Pour : 17

GRUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Pour : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

Pour : 3

N'a pas pris part au vote : 1 M. Stéphane Ravier

Ont voté pour :

Cathy Apourceau-Poly	Sébastien Fagnen	Jean-Jacques Michau
Viviane Artigalas	Rémi Féraud	Thani Mohamed
Jérémy Bacchi	Corinne Férét	Soilih
Pierre Barros	Jacques Fernique	Marie-Pierre Monier
Alexandre Basquin	Bernard Fialaire	Franck Montaugé
Audrey Bélim	Jean-Luc Fichet	Solanges Nadille
Guy Benarroche	Stéphane Fouassin	Corinne Narassiguin
Christian Bilhac	Fabien Gay	Mathilde Ollivier
Grégory Blanc	Hervé Gillé	Saïd Omar Oili
Florence Blatrix	Annick Girardin	Alexandre Ouizille
Contat	Éric Gold	Guylène Pantel
Nicole Bonnefoy	Guillaume Gontard	Georges Patient
Denis Bouad	Michelle Gréaume	François Patriat
Hussein Bourgi	Philippe Grosvalet	Marie-Laure Phinera-
Sophie Briante	Antoinette Guhl	Horth
Guillemont	Véronique Guillotin	Sebastien Pla
Isabelle Briquet	André Guio	Raymonde Poncet
Ian Brossat	Laurence Harribey	Monge
Colombe Brossel	Nadège Havet	Émilienne Poumirol
Céline Brulin	Joshua Hochart	Didier Rambaud
Bernard Buis	Xavier Iacovelli	Claude Raynal
Frédéric Buval	Olivier Jacquin	Christian Redon-
Henri Cabanel	Yannick Jadot	Sarrazay
Marion Canalès	Éric Jeansannetas	Sylvie Robert
Rémi Cardon	Patrice Joly	Teva Rohfritsch
Marie-Arlette Carlotti	Bernard Jomier	Pierre-Alain Roiron
Maryse Carrère	Gisèle Jourda	David Ros
Samantha Cazebonne	Mireille Jouve	Laurence Rossignol
Christophe Chaillou	Patrick Kanner	Jean-Yves Roux
Yan Chantrel	Éric Kerrouche	Daniel Salmon
Catherine Conconne	Mikaele Kulimoetoke	Pascal Savoldelli
Hélène Conway-	Marie-Pierre de La	Patricia Schillinger
Mouret	Gontrie	Ghislaine Senée
Evelyne Corbière	Gérard Lahellec	Silvana Silvani
Naminzo	Ahmed Laouedj	Anne Souyris
Jean-Pierre Corbisez	Annie Le Houerou	Lucien Stanzione
Thierry Cozic	Jean-Baptiste Lemoyne	Christopher Szczurek
Cécile Cukierman	Martin Lévrier	Rachid Temal
Karine Daniel	Audrey Linkenheld	Dominique Théophile
Ronan Dantec	Jean-Jacques Lozach	Jean-Claude Tissot
Jérôme Darras	Monique Lubin	Simon Uzenat
Raphaël Daubet	Victorin Lurel	Mickaël Vallet
Nathalie Delattre	Monique de Marco	Marie-Claude Varailas
Gilbert-Luc Devinaz	Marianne Margaté	Jean-Marc Vayssouze-
Thomas Dossus	Didier Marie	Faure
Nicole Duranton	Michel Masset	Mélanie Vogel
Aymeric Durox	Paulette Matray	Michaël Weber
Vincent Éblé	Akli Mellouli	Robert Wienie Xowie
Frédérique Espagnac	Serge Mérimou	Adel Ziane

Ont voté contre :

Marie-Do	Alexandra Borchio	Daniel Chasseing
Aeschlimann	Fontimp	Alain Chatillon
Pascal Allizard	Corinne Bourcier	Patrick Chauvet
Jean-Claude Anglars	Brigitte Bourguignon	Cédric Chevalier
Jocelyne Antoine	Jean-Marc Boyer	Guillaume Chevrollier
Jean-Michel Arnaud	Valérie Boyer	Marta de Cidrac
Jean Bacci	Jean-Luc Brault	Olivier Cigolotti
Arnaud Bazin	Max Brisson	Marie-Carole Ciuntu
Bruno Belin	Christian Bruyen	Édouard Courtial
Marie-Jeanne Bellamy	François-Noël Buffet	Pierre Cuypers
Nadine Bellurot	Laurent Burgoa	Laure Darcos
Catherine Belrhiti	Alain Cadec	Mathieu Darnaud
Martine Berthet	Olivier Cadic	Marc-Philippe
Marie-Pierre Bessin-	Guislain Cambier	Daubresse
Guérin	Christian Cambon	Vincent Delahaye
Annick Billon	Agnès Canayer	Bernard Delcros
Olivier Bitz	Michel Canévet	Jean-Marc Delia
Étienne Blanc	Vincent Capo-	Patricia Demas
Jean-Baptiste Blanc	Canellas	Stéphane Demilly
Yves Bleunven	Emmanuel Capus	Chantal Deseyne
Christine Bonfanti-	Marie-Claire Carrère-	Brigitte Devésa
Dossat	Gée	Franck Dherain
François Bonhomme	Alain Cazabonne	Catherine Di Folco
François Bonneau	Anne Chain-Larché	Élisabeth Doineau
Michel Bonnus	Patrick Chaize	Sabine Drexler

Alain Duffourg	Marc Laménie	Paul Toussaint Parigi
Catherine Dumas	Florence Lassarade	Anne-Sophie Patru
Françoise Dumont	Michel Laugier	Philippe Paul
Laurent Duplomb	Daniel Laurent	Jean-Gérard Paumier
Dominique Estrosi	Christine Lavarde	Cyril Pellevat
Sassone	Antoine Lefèvre	Clément Pernot
Jacqueline Eustache-Brinio	Dominique de Legge	Cédric Perrin
Agnès Eyren	Ronan Le Gleut	Évelyne Perrot
Daniel Fargeot	Marie-Claude	Annick Petrus
Gilbert Favreau	Lermytte	Stéphane Piednoir
Isabelle Florennes	Henri Leroy	Bernard Pillefer
Philippe Folliot	Stéphane Le Rudulier	Kristina Pluchet
Christophe-André Frassa	Pierre-Antoine Levi	Rémy Pointereau
Amel Gacquerre	Anne-Catherine Loisier	Sophie Primas
Laurence Garnier	Jean-François Longeot	Frédérique Puissat
Fabien Genet	Vivette Lopez	Jean-François Rapin
Frédérique Gerbaud	Vincent Louault	Évelyne Renaud-Garabedian
Béatrice Gosselin	Viviane Malet	Bruno Retailleau
Nathalie Goulet	Claude Malhuret	Hervé Reynaud
Sylvie Goy-Chavent	Didier Mandelli	Olivia Richard
Jean-Pierre Grand	Alain Marc	Marie-Pierre Richer
Daniel Gremillet	David Margueritte	Olivier Rietmann
Jacques Gresperrin	Hervé Marseille	Pierre Jean Rochette
Pascale Gruny	Pascal Martin	Bruno Rojouan
Daniel Gueret	Pauline Martin	Anne-Sophie Romagny
Jocelyne Guidez	Hervé Maurey	Jean-Luc Ruelle
Ludovic Haye	Pierre Médevielle	Denise Saint-Pé
Olivier Henno	Thierry Meignen	Hugues Saury
Loïc Hervé	Franck Menonville	Stéphane Sautarel
Christine Herzog	Marie Mercier	Michel Savin
Jean Hingray	Damien Michallet	Elsa Schalck
Alain Houpert	Brigitte Micouneau	Marc Séné
Marie-Lise Housseau	Alain Milon	Bruno Sido
Jean-Raymond Hugonet	Jean-Marie Mizzon	Jean Sol
Jean-François Husson	Albéric de Montgolfier	Nadia Sollogoub
Corinne Imbert	Catherine Morin-Desailly	Laurent Somon
Annick Jacquemet	Philippe Mouiller	Francis Szpiner
Micheline Jacques	Marie-Pierre Mouton	Lana Tettuanui
Lauriane Josende	Laurence Muller-Bronn	Sylvie Valente Le Hir
Else Joseph	Georges Naturel	Anne Ventalon
Muriel Jourda	Anne-Marie Nédélec	Dominique Vérien
Roger Karoutchi	Louis-Jean de Nicolaÿ	Sylvie Vermeillet
Claude Kern	Sylviane Noël	Pierre-Jean Verzelen
Khalifé Khalifé	Claude Nougéin	Cédric Vial
Christian Klinger	Olivier Paccaud	Jean Pierre Vogel
Sonia de La Provôté	Jean-Jacques Panunzi	Louis Vogel
Laurent Lafon	Vanina Paoli-Gagin	Dany Wattebled

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat, Pierre Ouzoulis, Président de séance, Alain Joyandet, Stéphane Ravier.

SCRUTIN N° 93

sur l'amendement n° II-320, présenté par M. Victorin Lurel, sur les crédits de la mission « Outre-mer » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	344
Suffrages exprimés	343
Pour	137
Contre	206

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN**GROUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :**

Contre : 127

Abstention : 1 Mme Micheline Jacques

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GROUPE UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 59

GROUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 19

GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Pour : 17

N'a pas pris part au vote : 1 M. Pierre Ouzoulis, Président de séance

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Pour : 17

GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Pour : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

Pour : 3

N'a pas pris part au vote : 1 M. Stéphane Ravier

Ont voté pour :

Cathy Apourceau-Poly	Jean-Pierre Corbisez	Olivier Jacquin
Viviane Artigalas	Thierry Cozic	Yannick Jadot
Jérémy Bacchi	Cécile Cukierman	Éric Jeansannetas
Pierre Barros	Karine Daniel	Patrice Joly
Alexandre Basquin	Ronan Dantec	Bernard Jomier
Audrey Bélim	Jérôme Darras	Gisèle Jourda
Guy Benarroche	Raphaël Daubet	Mireille Jouve
Christian Bilhac	Nathalie Delattre	Patrick Kanner
Grégory Blanc	Gilbert-Luc Devinaz	Éric Kerrouche
Florence Blatrix	Thomas Dossus	Mikaele Kulimoetoke
Contat	Nicole Duranton	Marie-Pierre de La Gontrie
Nicole Bonnefoy	Aymeric Durox	Gérard Lahellec
Denis Bouad	Vincent Éblé	Ahmed Laouedj
Hussein Bourgi	Frédérique Espagnac	Annie Le Houerou
Sophie Briante	Sébastien Fagnen	Jean-Baptiste Lemoyne
Guillemont	Rémi Féraud	Martin Lévrier
Isabelle Briquet	Corinne Féret	Audrey Linkenheld
Ian Brossat	Jacques Fernique	Jean-Jacques Lozach
Colombe Brossel	Bernard Fialaire	Monique Lubin
Céline Brulin	Jean-Luc Fichet	Victorin Lurel
Bernard Buis	Stéphane Fouassin	Monique de Marco
Frédéric Buval	Fabien Gay	Marianne Margaté
Henri Cabanel	Hervé Gillé	Didier Marie
Marion Canales	Annick Girardin	Michel Masset
Rémi Cardon	Éric Gold	Paulette Matray
Marie-Arlette Carlotti	Guillaume Gontard	Akli Mellouli
Maryse Carrère	Michelle Gréaume	Serge Mérillou
Samantha Cazebonne	Philippe Grosvalet	Jean-Jacques Michau
Christophe Chaillou	Antoinette Guhl	Thani Mohamed Soilihi
Yan Chantrel	Véronique Guillotin	Marie-Pierre Monier
Catherine Conconne	André Guiol	Franck Montaugé
Hélène Conway-Mouret	Laurence Harribey	Solanges Nadille
Evelyne Corbière	Nadège Havet	Corinne Narassiguin
Naminzo	Joshua Hochart	
	Xavier Iacovelli	

Mathilde Ollivier
Saïd Omar Oili
Alexandre Ouizille
Guylène Pantel
Georges Patient
François Patriat
Marie-Laure Phinera-
Horth
Sebastien Pla
Raymonde Poncet
Monge
Émilienne Poumirol
Didier Rambaud
Claude Raynal

Christian Redon-
Sarrazy
Sylvie Robert
Teva Rohfritsch
Pierre-Alain Roiron
David Ros
Laurence Rossignol
Jean-Yves Roux
Daniel Salmon
Pascal Savoldelli
Patricia Schillinger
Ghislaine Senée
Silvana Silvani
Anne Souyris

Lucien Stanzione
Christopher Szczurek
Rachid Temal
Dominique Théophile
Jean-Claude Tissot
Simon Uzenat
Mickaël Vallet
Marie-Claude Varaillas
Jean-Marc Vayssouze-
Faure
Mélanie Vogel
Michaël Weber
Robert Wienie Xowie
Adel Ziane

Frédérique Puissat
Jean-François Rapin
Évelyne Renaud-
Garabedian
Bruno Retailleau
Hervé Reynaud
Olivia Richard
Marie-Pierre Richer
Olivier Rietmann
Pierre Jean Rochette
Bruno Rojouan

Anne-Sophie
Romagny
Jean-Luc Ruelle
Denise Saint-Pé
Hugues Saury
Stéphane Sautarel
Michel Savin
Elsa Schalck
Marc Séné
Bruno Sido
Jean Sol
Nadia Sollogoub

Laurent Somon
Francis Szpiner
Lana Tetuanui
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon
Dominique Vérien
Sylvie Vermeillet
Pierre-Jean Verzelen
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel
Louis Vogel
Dany Wattebled

Ont voté contre :

Marie-Do
Aeschlimann
Pascal Allizard
Jean-Claude Anglars
Jocelyne Antoine
Jean-Michel Arnaud
Jean Bacci
Arnaud Bazin
Bruno Belin
Marie-Jeanne Bellamy
Nadine Bellurot
Catherine Belrhiti
Martine Berthet
Marie-Pierre Bessin-
Guérin
Annick Billon
Olivier Bitz
Étienne Blanc
Jean-Baptiste Blanc
Yves Bleunven
Christine Bonfanti-
Dossat
François Bonhomme
François Bonneau
Michel Bonnus
Alexandra Borchio
Fontimp
Corinne Bourcier
Brigitte Bourguignon
Jean-Marc Boyer
Valérie Boyer
Jean-Luc Brault
Max Brisson
Christian Bruyen
François-Noël Buffet
Laurent Burgoa
Alain Cadec
Olivier Cadic
Guislain Cambier
Christian Cambon
Agnès Canayer
Michel Canévet
Vincent Capo-
Canellas
Emmanuel Capus
Marie-Claire Carrère-
Gée
Alain Cazabonne
Anne Chain-Larché
Patrick Chaize
Daniel Chasseing
Alain Chatillon
Patrick Chauvet
Cédric Chevalier
Guillaume Chevrollier
Marta de Cidrac
Olivier Cigolotti
Marie-Carole Ciuntu
Édouard Courtial
Pierre Cuypers
Laure Darcos
Mathieu Darnaud

Marc-Philippe
Daubresse
Vincent Delahaye
Bernard Delcros
Jean-Marc Delia
Patricia Demas
Stéphane Demilly
Chantal Deseyne
Brigitte Devésa
Franck Dhersin
Catherine Di Folco
Élisabeth Doineau
Sabine Drexler
Alain Duffourg
Catherine Dumas
Françoise Dumont
Laurent Duplomb
Dominique Estrosi
Sassone
Jacqueline Eustache-
Brinio
Agnès Evren
Daniel Fargeot
Gilbert Favreau
Isabelle Florennes
Philippe Folliot
Christophe-André
Frassa
Amel Gacquerre
Laurence Garnier
Fabien Genet
Frédérique Gerbaud
Béatrice Gosselin
Nathalie Goulet
Sylvie Goy-Chavent
Jean-Pierre Grand
Daniel Gremillet
Jacques Gresperrin
Pascale Gruny
Daniel Gueret
Jocelyne Guidez
Ludovic Haye
Olivier Henno
Loïc Hervé
Christine Herzog
Jean Hingray
Alain Houpert
Marie-Lise Housseau
Jean-Raymond
Hugonet
Jean-François Husson
Corinne Imbert
Annick Jacquemet
Lauriane Josende
Else Joseph
Muriel Jourda
Roger Karoutchi
Claude Kern
Khalifé Khalifé
Christian Klinger
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Marc Laménie

Florence Lassarade
Michel Laugier
Daniel Laurent
Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Ronan Le Gleut
Marie-Claude
Lermytte
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Pierre-Antoine Levi
Anne-Catherine
Loisier
Jean-François Longeot
Vivette Lopez
Vincent Louault
Viviane Malet
Claude Malhuret
Didier Mandelli
Alain Marc
David Margueritte
Hervé Marseille
Pascal Martin
Pauline Martin
Hervé Maurey
Pierre Médevielle
Thierry Meignen
Frank Menonville
Marie Mercier
Damien Michallet
Brigitte Micouleau
Alain Milon
Jean-Marie Mizzon
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-
Desailly
Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-
Bronn
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolaÿ
Sylviane Noël
Claude Nougéin
Olivier Paccaud
Jean-Jacques Panunzi
Vanina Paoli-Gagin
Paul Toussaint Parigi
Anne-Sophie Patru
Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot
Cédric Perrin
Évelyne Perrot
Annick Petrus
Stéphane Piednoir
Bernard Pillefer
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas

Abstentions :

Micheline Jacques.

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat, Pierre Ouzoulias, Président de séance, Alain Joyandet, Stéphane Ravier.

SCRUTIN N° 94

sur l'amendement n° II-338, présenté par Mme Evelyne Corbière Naminzo et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky, sur les crédits de la mission « Outre-mer » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	344
Suffrages exprimés	344
Pour	137
Contre	207

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN

GRUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :

Contre : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GRUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GRUPE UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 59

GRUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GRUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 19

GRUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Pour : 17

N'a pas pris part au vote : 1 M. Pierre Ouzoulias, Président de séance

GRUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Pour : 17

GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :*Pour : 16***RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :***Pour : 3**N'a pas pris part au vote : 1 M. Stéphane Ravier***Ont voté pour :**

Cathy Apourceau-Poly	Rémi Féraud	Thani Mohamed
Viviane Artigalas	Corinne Féret	Soilihi
Jérémy Bacchi	Jacques Fernique	Marie-Pierre Monier
Pierre Barros	Bernard Fialaire	Franck Montaugé
Alexandre Basquin	Jean-Luc Fichet	Solanges Nadille
Audrey Bélim	Stéphane Fouassin	Corinne Narassiguin
Guy Benarroche	Fabien Gay	Mathilde Ollivier
Christian Bilhac	Hervé Gillé	Saïd Omar Oili
Grégory Blanc	Annick Girardin	Alexandre Ouizille
Florence Blatrix	Éric Gold	Guylène Pantel
Contat	Guillaume Gontard	Georges Patient
Nicole Bonnefoy	Michelle Gréaume	François Patriat
Denis Bouad	Philippe Grosvalet	Marie-Laure Phinera-
Hussein Bourgi	Antoinette Guhl	Horth
Sophie Briante	Véronique Guillotin	Sebastien Pla
Guillemont	André Guiol	Raymonde Poncet
Isabelle Briquet	Laurence Harribey	Monge
Ian Brossat	Nadège Havet	Émilienne Poumirol
Colombe Brossel	Joshua Hochart	Didier Rambaud
Céline Brulin	Xavier Iacovelli	Claude Raynal
Bernard Buis	Olivier Jacquin	Christian Redon-
Frédéric Buval	Yannick Jadot	Sarrazy
Henri Cabanel	Éric Jeansannetas	Sylvie Robert
Marion Canalès	Patrice Joly	Teva Rohfritsch
Rémi Cardon	Bernard Jomier	Pierre-Alain Roiron
Marie-Arlette Carlotti	Gisèle Jourda	David Ros
Maryse Carrère	Mireille Jouve	Laurence Rossignol
Samantha Cazebonne	Patrick Kanner	Jean-Yves Roux
Christophe Chaillou	Éric Kerrouche	Daniel Salmon
Yan Chantrel	Mikaele Kulimoetoke	Pascal Savoldelli
Catherine Conconne	Marie-Pierre de La	Patricia Schillinger
Hélène Conway-	Gontrie	Ghislaine Senée
Mouret	Gérard Lahellec	Silvana Silvani
Evelyne Corbière	Ahmed Laouedj	Anne Souyris
Naminzo	Annie Le Houerou	Lucien Stanzione
Jean-Pierre Corbisez	Jean-Baptiste	Christopher Szczurek
Thierry Cozic	Lemoine	Rachid Temal
Cécile Cukierman	Martin Lévrier	Dominique Théophile
Karine Daniel	Audrey Linkenheld	Jean-Claude Tissot
Ronan Dantec	Jean-Jacques Lozach	Simon Uzenat
Jérôme Darras	Monique Lubin	Mickaël Vallet
Raphaël Daubet	Victorin Lurel	Marie-Claude Varailas
Nathalie Delattre	Monique de Marco	Jean-Marc Vayssouze-
Gilbert-Luc Devinaz	Marianne Margaté	Faure
Thomas Dossus	Didier Marie	Mélanie Vogel
Nicole Duranton	Michel Masset	Michaël Weber
Aymeric Durox	Paulette Matray	Robert Wienie Xowie
Vincent Éblé	Akli Mellouli	Adel Ziane
Frédérique Espagnac	Serge Méritillou	
Sébastien Fagnen	Jean-Jacques Michau	

Ont voté contre :

Marie-Do	Olivier Bitz	Max Brisson
Aeschlimann	Étienne Blanc	Christian Bruyen
Pascal Allizard	Jean-Baptiste Blanc	François-Noël Buffet
Jean-Claude Anglars	Yves Bleunven	Laurent Burgoa
Jocelyne Antoine	Christine Bonfanti-	Alain Cadec
Jean-Michel Arnaud	Dossat	Olivier Cadic
Jean Bacci	François Bonhomme	Guislain Cambier
Arnaud Bazin	François Bonneau	Christian Cambon
Bruno Belin	Michel Bonnus	Agnès Canayer
Marie-Jeanne Bellamy	Alexandra Borchio	Michel Canévet
Nadine Bellurot	Fontimp	Vincent Capo-
Catherine Belrhiti	Corinne Bourcier	Canellas
Martine Berthet	Brigitte Bourguignon	Emmanuel Capus
Marie-Pierre Bessin-	Jean-Marc Boyer	Marie-Claire Carrère-
Guérin	Valérie Boyer	Gée
Annick Billon	Jean-Luc Brault	Alain Cazabonne

Anne Chain-Larché	Jean Hingray	Laurence Muller-
Patrick Chaize	Alain Houpert	Bronn
Daniel Chasseing	Marie-Lise Housseau	Georges Naturel
Alain Chatillon	Jean-Raymond	Anne-Marie Nédélec
Patrick Chauvet	Hugonet	Louis-Jean de Nicolaï
Cédric Chevalier	Jean-François Husson	Sylviane Noël
Guillaume Chevrollier	Corinne Imbert	Claude Nougéin
Marta de Cidrac	Annick Jacquemet	Olivier Paccaud
Olivier Cigolotti	Micheline Jacques	Jean-Jacques Panunzi
Marie-Carole Ciuntu	Lauriane Josende	Vanina Paoli-Gagin
Édouard Courtial	Else Joseph	Paul Toussaint Parigi
Pierre Cuypers	Muriel Jourda	Anne-Sophie Patru
Laure Darcos	Roger Karoutchi	Philippe Paul
Mathieu Darnaud	Claude Kern	Jean-Gérard Paumier
Marc-Philippe	Khalifé Khalifé	Cyril Pellevat
Daubresse	Christian Klinger	Clément Pernot
Vincent Delahaye	Sonia de La Provôté	Cédric Perrin
Bernard Delcros	Laurent Lafon	Évelyne Perrot
Jean-Marc Delia	Marc Laménie	Annick Petrus
Patricia Demas	Florence Lassarade	Stéphane Piednoir
Stéphane Demilly	Michel Laugier	Bernard Pillefer
Chantal Deseyne	Daniel Laurent	Kristina Pluchet
Brigitte Devésa	Christine Lavarde	Rémy Pointereau
Franck Dherain	Antoine Lefèvre	Sophie Primas
Catherine Di Folco	Dominique de Legge	Frédérique Puissat
Élisabeth Doineau	Ronan Le Gleut	Jean-François Rapin
Sabine Drexler	Marie-Claude	Évelyne Renaud-
Alain Duffourg	Lermytte	Garabedian
Catherine Dumas	Henri Leroy	Bruno Retailleau
Françoise Dumont	Stéphane Le Rudulier	Hervé Reynaud
Laurent Duplomb	Pierre-Antoine Levi	Olivia Richard
Dominique Estrosi	Anne-Catherine	Marie-Pierre Richer
Sassone	Loisier	Olivier Rietmann
Jacqueline Eustache-	Jean-François Longeot	Pierre Jean Rochette
Brinio	Vivette Lopez	Bruno Rojouan
Agnès Evren	Vincent Louault	Anne-Sophie
Daniel Fargeot	Viviane Malet	Romagny
Gilbert Favreau	Claude Malhuret	Jean-Luc Ruelle
Isabelle Florennes	Didier Mandelli	Denise Saint-Pé
Philippe Folliot	Alain Marc	Hugues Sauray
Christophe-André	David Margueritte	Stéphane Sautarel
Frassa	Hervé Marseille	Michel Savin
Amel Gacquerre	Pascal Martin	Elsa Schalck
Laurence Garnier	Pauline Martin	Marc Séné
Fabien Genet	Hervé Maurey	Bruno Sido
Frédérique Gerbaud	Pierre Médevielle	Jean Sol
Béatrice Gosselin	Thierry Meignen	Nadia Sollogoub
Nathalie Goulet	Franck Menonville	Laurent Somon
Sylvie Goy-Chavent	Marie Mercier	Francis Szpiner
Jean-Pierre Grand	Damien Michallet	Lana Tetuanui
Daniel Gremillet	Brigitte Micoulean	Sylvie Valente Le Hir
Jacques Groperrin	Alain Milon	Anne Ventalon
Pascale Grunty	Jean-Marie Mizzon	Dominique Vérien
Daniel Gueret	Albéric de Montgolfier	Sylvie Vermeillet
Jocelyne Guidez	Catherine Morin-	Pierre-Jean Verzelen
Ludovic Haye	Desailly	Cédric Vial
Olivier Henno	Philippe Mouiller	Jean Pierre Vogel
Loïc Hervé	Marie-Pierre Mouton	Louis Vogel
Christine Herzog		Dany Wattebled

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat, Pierre Ouzoulias, Président de séance, Alain Joyandet, Stéphane Ravier.

SCRUTIN N° 95

sur l'amendement n° II-339, présenté par Mme Evelyne Corbière Naminzo et les membres du groupe Communiste Républicain Citoyen et Écologiste - Kanaky, sur les crédits de la mission « Outre-mer » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	344
Suffrages exprimés	344
Pour	137
Contre	207

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN

GRUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :

Contre : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GRUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GRUPE UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 59

GRUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GRUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 19

GRUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Pour : 17

N'a pas pris part au vote : 1 M. Pierre Ouzoulis, Président de séance

GRUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Pour : 17

GRUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Pour : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

Pour : 3

N'a pas pris part au vote : 1 M. Stéphane Ravier

Ont voté pour :

Cathy Apourceau-Poly	Frédéric Buval	Nathalie Delattre
Viviane Artigalas	Henri Cabanel	Gilbert-Luc Devinaz
Jérémy Bacchi	Marion Canaès	Thomas Dossus
Pierre Barros	Rémi Cardon	Nicole Duranton
Alexandre Basquin	Marie-Arlette Carlotti	Aymeric Durox
Audrey Bélim	Maryse Carrère	Vincent Éblé
Guy Benarroche	Samantha Cazebonne	Frédérique Espagnac
Christian Bilhac	Christophe Chaillou	Sébastien Fagnen
Grégory Blanc	Yan Chantrel	Rémi Féraud
Florence Blatrix	Catherine Conconne	Corinne Féret
Contat	Hélène Conway-	Jacques Fernique
Nicole Bonnefoy	Mouret	Bernard Fialaire
Denis Bouad	Evelyne Corbière	Jean-Luc Fichet
Hussein Bourgi	Naminzo	Stéphane Fouassin
Sophie Briante	Jean-Pierre Corbisez	Fabien Gay
Guillemont	Thierry Cozic	Hervé Gillé
Isabelle Briquet	Cécile Cukierman	Annick Girardin
Ian Brossat	Karine Daniel	Éric Gold
Colombe Brossel	Ronan Dantec	Guillaume Gontard
Céline Brulin	Jérôme Darras	Michelle Gréaume
Bernard Buis	Raphaël Daubet	Philippe Grosvalet

Antoinette Guhl	Monique de Marco
Véronique Guillotin	Marianne Margaté
André Guiol	Didier Marie
Laurence Harribey	Michel Masset
Nadège Havet	Paulette Matray
Joshua Hochart	Akli Mellouli
Xavier Iacovelli	Serge Mérillou
Olivier Jacquin	Jean-Jacques Michau
Yannick Jadot	Thani Mohamed
Éric Jeansannetas	Soilihi
Patrice Joly	Marie-Pierre Monier
Bernard Jomier	Franck Montaugé
Gisèle Jourda	Solanges Nadille
Mireille Jouve	Corinne Narassiguin
Patrick Kanner	Mathilde Ollivier
Éric Kerrouche	Saïd Omar Oili
Mikaele Kulimoetoke	Alexandre Ouizille
Marie-Pierre de La	Guyène Pantel
Gontrie	Georges Patient
Gérard Lahellec	François Patriat
Ahmed Laouedj	Marie-Laure Phinera-
Annie Le Houerou	Horth
Jean-Baptiste	Sebastien Pla
Lemoyné	Raymonde Poncet
Martin Lévrier	Monge
Audrey Linkenheld	Émilienne Poumirol
Jean-Jacques Lozach	Didier Rambaud
Monique Lubin	Claude Raynal
Victorin Lurel	

Christian Redon-
Sarrazay
Sylvie Robert
Teva Rohfritsch
Pierre-Alain Roiron
David Ros
Laurence Rossignol
Jean-Yves Roux
Daniel Salmon
Pascal Savoldelli
Patricia Schillinger
Ghislaine Senée
Silvana Silvani
Anne Souyris
Lucien Stanzione
Christopher Szczurek
Rachid Temal
Dominique Théophile
Jean-Claude Tissot
Simon Uzenat
Mickaël Vallet
Marie-Claude Varailles
Jean-Marc Vayssouze-
Faure
Mélanie Vogel
Michaël Weber
Robert Wienie Xowie
Adel Ziane

Ont voté contre :

Marie-Do	Anne Chain-Larché	Sylvie Goy-Chavent
Aeschlimann	Patrick Chaize	Jean-Pierre Grand
Pascal Allizard	Daniel Chasseing	Daniel Gremillet
Jean-Claude Anglars	Alain Chatillon	Jacques Groperrin
Jocelyne Antoine	Patrick Chauvet	Pascale Gruny
Jean-Michel Arnaud	Cédric Chevalier	Daniel Gueret
Jean Bacci	Guillaume Chevrollier	Jocelyne Guidez
Arnaud Bazin	Marta de Cidrac	Ludovic Haye
Bruno Belin	Olivier Cigolotti	Olivier Henno
Marie-Jeanne Bellamy	Marie-Carole Ciuntu	Loïc Hervé
Nadine Bellurot	Édouard Courtial	Christine Herzog
Catherine Belrhiti	Pierre Cuypers	Jean Hingray
Martine Berthet	Laure Darcos	Alain Houpert
Marie-Pierre Bessin-	Mathieu Darnaud	Marie-Lise Housseau
Guérin	Marc-Philippe	Jean-Raymond
Annick Billon	Daubresse	Hugonet
Olivier Bitz	Vincent Delahaye	Jean-François Husson
Étienne Blanc	Bernard Delcros	Corinne Imbert
Jean-Baptiste Blanc	Jean-Marc Delia	Annick Jacquemet
Yves Bleunven	Patricia Demas	Micheline Jacques
Christine Bonfanti-	Stéphane Demilly	Lauriane Josende
Dossat	Chantal Deseyne	Else Joseph
François Bonhomme	Brigitte Devésa	Muriel Jourda
François Bonneau	Franck Dhersin	Roger Karoutchi
Michel Bonnus	Catherine Di Folco	Claude Kern
Alexandra Borchio	Élisabeth Doineau	Khalifé Khalifé
Fontimp	Sabine Drexler	Christian Klingner
Corinne Bourcier	Alain Duffourg	Sonia de La Provôté
Brigitte Bourguignon	Catherine Dumas	Laurent Lafon
Jean-Marc Boyer	Françoise Dumont	Marc Laménie
Valérie Boyer	Laurent Duplomb	Florence Lassarade
Jean-Luc Brault	Dominique Estrosi	Michel Laugier
Max Brisson	Sassone	Daniel Laurent
Christian Bruyen	Jacqueline Eustache-	Christine Lavarde
François-Noël Buffet	Brinio	Antoine Lefèvre
Laurent Burgoa	Agnès Evren	Dominique de Legge
Alain Cadec	Daniel Fargeot	Ronan Le Gleut
Olivier Cadic	Gilbert Favreau	Marie-Claude
Guislain Cambier	Isabelle Fennes	Lermytte
Christian Cambon	Philippe Folliot	Henri Leroy
Agnès Canayer	Christophe-André	Stéphane Le Rudulier
Michel Canévet	Frassa	Pierre-Antoine Levi
Vincent Capo-	Amel Gacquerre	Anne-Catherine
Canellas	Laurence Garnier	Loisier
Emmanuel Capus	Fabien Genet	Jean-François Longeot
Marie-Claire Carrère-	Frédérique Gerbaud	Vivette Lopez
Gée	Béatrice Gosselin	Vincent Louault
Alain Cazabonne	Nathalie Goulet	Viviane Malet

Claude Malhuret
Didier Mandelli
Alain Marc
David Margueritte
Hervé Marseille
Pascal Martin
Pauline Martin
Hervé Maurey
Pierre Médevielle
Thierry Meignen
Franck Menonville
Marie Mercier
Damien Michallet
Brigitte Micouveau
Alain Milon
Jean-Marie Mizzon
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-Desailly
Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-Bronn
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolaÿ
Sylviane Noël

Claude Nougéin
Olivier Paccaud
Jean-Jacques Panunzi
Vanina Paoli-Gagin
Paul Toussaint Parigi
Anne-Sophie Patru
Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot
Cédric Perrin
Évelyne Perrot
Annick Petrus
Stéphane Piednoir
Bernard Pillefer
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas
Frédérique Puissat
Jean-François Rapin
Évelyne Renaud-Garabedian
Bruno Retaileau
Hervé Reynaud
Olivia Richard
Marie-Pierre Richer
Olivier Rietmann

Pierre Jean Rochette
Bruno Rojouan
Anne-Sophie Romagny
Jean-Luc Ruelle
Denise Saint-Pé
Hugues Saury
Stéphane Sautarel
Michel Savin
Elsa Schalck
Marc Séné
Bruno Sido
Jean Sol
Nadia Sollogoub
Laurent Somon
Francis Szpiner
Lana Tetuanui
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon
Dominique Vérien
Sylvie Vermeillet
Pierre-Jean Verzelen
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel
Louis Vogel
Dany Wattebled

GRUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Pour : 17

N'a pas pris part au vote : 1 M. Pierre Ouzoulis, Président de séance

GRUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Pour : 17

GRUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Pour : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

Pour : 3

N'a pas pris part au vote : 1 M. Stéphane Ravier

Ont voté pour :

Cathy Apourceau-Poly
Viviane Artigalas
Jérémy Bacchi
Pierre Barros
Alexandre Basquin
Audrey Bélim
Guy Benarroche
Christian Bilhac
Grégory Blanc
Florence Blatrix
Contat
Nicole Bonnefoy
Denis Bouad
Hussein Bourgi
Sophie Briante
Guillemont
Isabelle Briquet
Ian Brossat
Colombe Brosse
Céline Brulin
Bernard Buis
Frédéric Buval
Henri Cabanel
Marion Canals
Rémi Cardon
Marie-Arlette Carlotti
Maryse Carrère
Samantha Cazebonne
Christophe Chaillou
Yan Chantrel
Catherine Conconne
Hélène Conway-Mouret
Évelyne Corbière
Naminzo
Jean-Pierre Corbisez
Thierry Cozic
Cécile Cukierman
Karine Daniel
Ronan Dantec
Jérôme Darras
Raphaël Daubet
Nathalie Delattre
Gilbert-Luc Devinaz
Thomas Dossus
Nicole Duranton
Aymeric Durox
Vincent Éblé
Frédérique Espagnac

Sébastien Fagnen
Rémi Féraud
Corinne Féret
Jacques Fernique
Bernard Fialaire
Jean-Luc Fichet
Stéphane Fouassin
Fabien Gay
Hervé Gillé
Annick Girardin
Éric Gold
Guillaume Gontard
Michelle Gréaume
Philippe Grosvalet
Antoinette Guhl
Véronique Guillotin
André Guiol
Laurence Harribe
Nadège Havet
Joshua Hochart
Xavier Iacovelli
Olivier Jacquin
Yannick Jadot
Éric Jeansannetas
Patrice Joly
Bernard Jomier
Gisèle Jourda
Mireille Jouve
Patrick Kanner
Éric Kerrouche
Mikael Kulmoetoke
Marie-Pierre de La Gontrie
Gérard Lahellec
Ahmed Laouedj
Annie Le Houerou
Jean-Baptiste Lemoyne
Martin Lévrier
Audrey Linkenheld
Jean-Jacques Lozach
Monique Lubin
Victorin Lurel
Monique de Marco
Marianne Margaté
Didier Marie
Michel Masset
Paulette Matray
Akli Mellouli
Serge Mérillou

Jean-Jacques Michau
Thani Mohamed Soilihi
Marie-Pierre Monier
Franck Montaugé
Solanges Nadille
Corinne Narassiguin
Mathilde Ollivier
Saïd Omar Oili
Alexandre Ouizille
Guylène Pantel
Georges Patient
François Patriat
Marie-Laure Phinera-Horth
Sebastien Pla
Raymonde Poncet
Monge
Émilienne Poumirol
Didier Rambaud
Claude Raynal
Christian Redon-Sarrazy
Sylvie Robert
Teva Rohfritsch
Pierre-Alain Roiron
David Ros
Laurence Rossignol
Jean-Yves Roux
Daniel Salmon
Pascal Savoldelli
Patricia Schillinger
Ghislaine Senée
Silvana Silvani
Anne Souvri
Lucien Stanzione
Christopher Szczurek
Rachid Temal
Dominique Théophile
Jean-Claude Tissot
Simon Uzenat
Mickaël Vallet
Marie-Claude Varailles
Jean-Marc Vayssouze-Faure
Mélanie Vogel
Michaël Weber
Robert Wienie Xowie
Adel Ziane

Ont voté contre :

Marie-Do Aeschlimann
Pascal Allizard
Jean-Claude Anglars

Jocelyne Antoine
Jean-Michel Arnaud
Jean Bacci
Arnaud Bazin

Bruno Belin
Marie-Jeanne Bellamy
Nadine Bellurot
Catherine Belrhiti

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat, Pierre Ouzoulis, Président de séance, Alain Joyandet, Stéphane Ravier.

SCRUTIN N° 96

sur l'amendement n° II-559, présenté par M. Akli Mellouli et les membres du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires, sur les crédits de la mission « Outre-mer » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	344
Suffrages exprimés	344
Pour	137
Contre	207

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN

GRUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :

Contre : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GRUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GRUPE UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 59

GRUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GRUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 19

Martine Berthet
Marie-Pierre Bessin-
Guérin
Annick Billon
Olivier Bitz
Étienne Blanc
Jean-Baptiste Blanc
Yves Bleunven
Christine Bonfanti-
Dossat
François Bonhomme
François Bonneau
Michel Bonnus
Alexandra Borchio
Fontimp
Corinne Bourcier
Brigitte Bourguignon
Jean-Marc Boyer
Valérie Boyer
Jean-Luc Brault
Max Brisson
Christian Bruyen
François-Noël Buffet
Laurent Burgoa
Alain Cadec
Olivier Cadic
Guislain Cambier
Christian Cambon
Agnès Canayer
Michel Canévet
Vincent Capo-
Canellas
Emmanuel Capus
Marie-Claire Carrère-
Gée
Alain Cazabonne
Anne Chain-Larché
Patrick Chaize
Daniel Chasseing
Alain Chatillon
Patrick Chauvet
Cédric Chevalier
Guillaume Chevrollier
Marta de Cidrac
Olivier Cigolotti
Marie-Carole Ciuntu
Édouard Courtial
Pierre Cuyppers
Laure Darcos
Mathieu Darnaud
Marc-Philippe
Daubresse
Vincent Delahaye
Bernard Delcros
Jean-Marc Delia
Patricia Demas
Stéphane Demilly
Chantal Deseyne
Brigitte Devésa
Franck Dherain
Catherine Di Folco
Élisabeth Doineau
Sabine Drexler
Alain Duffourg
Catherine Dumas
Françoise Dumont
Laurent Duplomb
Dominique Estrosi
Sassone
Jacqueline Eustache-
Brinio

Agnès Evren
Daniel Fargeot
Gilbert Favreau
Isabelle Florennes
Philippe Folliot
Christophe-André
Frassa
Amel Gacquerre
Laurence Garnier
Fabien Genet
Frédérique Gerbaud
Béatrice Gosselin
Nathalie Goulet
Sylvie Goy-Chavent
Jean-Pierre Grand
Daniel Gremillet
Jacques Gresperrin
Pascale Gruny
Daniel Gueret
Jocelyne Guidez
Ludovic Haye
Olivier Henno
Loïc Hervé
Christine Herzog
Jean Hingray
Alain Houpert
Marie-Lise Housseau
Jean-Raymond
Hugonet
Jean-François Husson
Corinne Imbert
Annick Jacquemet
Micheline Jacques
Lauriane Josende
Else Joseph
Muriel Jourda
Roger Karoutchi
Claude Kern
Khalifé Khalifé
Christian Klinger
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Marc Laménie
Florence Lassarade
Michel Laugier
Daniel Laurent
Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Ronan Le Gleut
Marie-Claude
Lermytte
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Pierre-Antoine Levi
Anne-Catherine
Loisier
Jean-François Longeot
Vivette Lopez
Vincent Louault
Viviane Malet
Claude Malhuret
Didier Mandelli
Alain Marc
David Margueritte
Hervé Marseille
Pascal Martin
Pauline Martin
Hervé Maurey
Pierre Médevielle
Thierry Meignen

Franck Menonville
Marie Mercier
Damien Michallet
Brigitte Micouneau
Alain Milton
Jean-Marie Mizzon
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-
Desailly
Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-
Bronn
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolaÿ
Sylviane Noël
Claude Nougéin
Olivier Paccaud
Jean-Jacques Panunzi
Vanina Paoli-Gagin
Paul Toussaint Parigi
Anne-Sophie Patru
Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot
Cédric Perrin
Évelyne Perrot
Annick Petrus
Stéphane Piednoir
Bernard Pillefer
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas
Frédérique Puissat
Jean-François Rapin
Évelyne Renaud-
Garabedian
Bruno Retailleau
Hervé Reynaud
Olivia Richard
Marie-Pierre Richer
Olivier Rietmann
Pierre Jean Rochette
Bruno Rojouan
Anne-Sophie
Romagny
Jean-Luc Ruelle
Denise Saint-Pé
Hugues Saury
Stéphane Sautarel
Michel Savin
Elsa Schalck
Marc Séné
Bruno Sido
Jean Sol
Nadia Sollogoub
Laurent Somon
Francis Szpiner
Lana Tetuanui
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon
Dominique Vérien
Sylvie Vermeillet
Pierre-Jean Verzellen
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel
Louis Vogel
Dany Wattebled

SCRUTIN N° 97

sur l'amendement n° II-524, présenté par Mme Audrey Bélim et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, sur les crédits de la mission « Outre-mer » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	344
Suffrages exprimés	328
Pour	123
Contre	205

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN

GROUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :

Pour : 1 Mme Viviane Malet

Contre : 127

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GROUPE UNION CENTRISTE (59) :

Pour : 1 Mme Lana Tetuanui

Contre : 58

GROUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 3 Mme Solanges Nadille, MM. Teva Rohfritsch, Dominique Théophile

Abstentions : 16

GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Pour : 17

N'a pas pris part au vote : 1 M. Pierre Ouzoulis, Président de séance

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Pour : 17

GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Pour : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

Pour : 3

N'a pas pris part au vote : 1 M. Stéphane Ravier

Ont voté pour :

Cathy Apourceau-Poly
Viviane Artigalas
Jérémy Bacchi
Pierre Barros
Alexandre Basquin
Audrey Bélim

Guy Benarroche
Christian Billac
Grégory Blanc
Florence Blatrix
Contat
Nicole Bonnefoy

Denis Bouad
Hussein Bourgi
Sophie Briante
Guillemont
Isabelle Briquet
Ian Brossat

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat, Pierre Ouzoulis, Président de séance, Alain Joyandet, Stéphane Ravier.

Colombe Brossel Céline Brulin Henri Cabanel Marion Canaless Rémi Cardon Marie-Arlette Carlotti Maryse Carrère Christophe Chaillou Yan Chantrel Catherine Conconne Hélène Conway-Mouret Evelyne Corbière Naminzo Jean-Pierre Corbisez Thierry Cozic Cécile Cukierman Karine Daniel Ronan Dantec Jérôme Darras Raphaël Daubet Nathalie Delattre Gilbert-Luc Devinaz Thomas Dossus Aymeric Durox Vincent Éblé Frédérique Espagnac Sébastien Fagnen Rémi Féraud Corinne Férét Jacques Fernique Bernard Fialaire Jean-Luc Fichet Fabien Gay Hervé Gillé Annick Girardin Éric Gold Guillaume Gontard	Michelle Gréaume Philippe Grosvalet Antoinette Guhl Véronique Guilloin André Guiol Laurence Harribey Joshua Hochart Olivier Jacquin Yannick Jadot Éric Jeansannetas Patrice Joly Bernard Jomier Gisèle Jourda Mireille Jouve Patrick Kanner Éric Kerrouche Marie-Pierre de La Gontrie Gérard Lahellec Ahmed Laouedj Annie Le Houerou Audrey Linkenheld Jean-Jacques Lozach Monique Lubin Victorin Lurel Viviane Malet Monique de Marco Marianne Margaté Didier Marie Michel Masset Paulette Matray Akli Mellouli Serge Mérillou Jean-Jacques Michau Marie-Pierre Monier Franck Montaugé Solanges Nadille Corinne Narassiguin	Mathilde Ollivier Saïd Omar Oili Alexandre Ouizille Guylène Pantel Sébastien Pla Raymonde Poncet Monge Émilienne Poumirol Claude Raynal Christian Redon-Sarazy Sylvie Robert Teva Rohfritsch Pierre-Alain Roiron David Ros Laurence Rossignol Jean-Yves Roux Daniel Salmon Pascal Savoldelli Ghislaine Senée Silvana Silvani Anne Souyris Lucien Stanzione Christopher Szczurek Rachid Temal Lana Tetuanui Dominique Théophile Jean-Claude Tissot Simon Uzenat Mickaël Vallet Marie-Claude Varailas Jean-Marc Vayssouze-Faure Mélanie Vogel Michaël Weber Robert Wienie Xowie Adel Ziane	Else Joseph Muriel Jourda Roger Karoutchi Claude Kern Khalifé Khalifé Christian Klinger Sonia de La Provôté Laurent Lafon Marc Laménie Florence Lassarade Michel Leroy Daniel Laurent Christine Lavarde Antoine Lefèvre Dominique de Legge Ronan Le Gleut Marie-Claude Lermytte Henri Leroy Stéphane Le Rudulier Pierre-Antoine Levi Anne-Catherine Loisier Jean-François Longeot Vivette Lopez Vincent Louault Claude Malhuret Didier Mandelli Alain Marc David Margueritte Hervé Marselle Pascal Martin Pauline Martin Hervé Maurey Pierre Médevielle	Thierry Meignen Franck Menonville Marie Mercier Damien Michallet Brigitte Micouleau Alain Milon Jean-Marie Mizzon Albéric de Montgolfier Catherine Morin-Desailly Philippe Mouiller Marie-Pierre Mouton Laurence Muller-Bronn Georges Naturel Anne-Marie Nédélec Louis-Jean de Nicolaÿ Sylviane Noël Claude Nougéin Olivier Paccaud Jean-Jacques Panunzi Vanina Paoli-Gagin Paul Toussaint Parigi Anne-Sophie Patru Philippe Paul Jean-Gérard Paumier Cyril Pellevat Clément Pernot Cédric Perrin Évelyne Perrot Annick Petrus Stéphane Piednoir Bernard Pillefer Kristina Pluchet Rémy Pointereau	Sophie Primas Frédérique Puissat Jean-François Rapin Évelyne Renaud-Garabedian Bruno Retailleau Hervé Reynaud Olivia Richard Marie-Pierre Richer Olivier Rietmann Pierre Jean Rochette Bruno Rojouan Anne-Sophie Romagny Jean-Luc Ruelle Denise Saint-Pé Hugues Sauray Stéphane Sautarel Michel Savin Elsa Schalck Marc Séné Bruno Sido Jean Sol Nadia Sollogoub Laurent Somon Francis Szpiner Sylvie Valente Le Hir Anne Ventalon Dominique Vérien Sylvie Vermeillet Pierre-Jean Verzelen Cédric Vial Jean Pierre Vogel Louis Vogel Dany Wattebled
--	--	--	---	--	---

Ont voté contre :

Marie-Do Aeschlimann Pascal Allizard Jean-Claude Anglars Jocelyne Antoine Jean-Michel Arnaud Jean Bacci Arnaud Bazin Bruno Belin Marie-Jeanne Bellamy Nadine Bellurot Catherine Belhiti Martine Berthet Marie-Pierre Bessin-Guérin Annick Billon Olivier Bitz Étienne Blanc Jean-Baptiste Blanc Yves Bleunven Christine Bonfanti-Dossat François Bonhomme François Bonneau Michel Bonnus Alexandra Borchio Fontimp Corinne Bourcier Brigitte Bourguignon Jean-Marc Boyer Valérie Boyer Jean-Luc Brault Max Brisson Christian Bruyen François-Noël Buffet Laurent Burgoa Alain Cadec Olivier Cadic Guislain Cambier	Christian Cambon Agnès Canayer Michel Canévet Vincent Capocanellas Emmanuel Capus Marie-Claire Carrère-Gée Alain Cazabonne Anne Chain-Larché Patrick Chaize Daniel Chasseing Alain Chatillon Patrick Chauvet Cédric Chevalier Guillaume Chevrollier Marta de Cidrac Olivier Cigolotti Marie-Carole Ciuntu Édouard Courtial Pierre Couypers Laure Darcos Mathieu Darnaud Marc-Philippe Daubresse Vincent Delahaye Bernard Delcros Jean-Marc Delia Patricia Demas Stéphane Demilly Chantal Deseyne Brigitte Devésa Franck Dhersin Catherine Di Folco Élisabeth Doineau Sabine Drexler Alain Duffourg Catherine Dumas Françoise Dumont
--	--

Laurent Duplomb Dominique Estrosi Sassone Jacqueline Eustache-Brinio Agnès Evren Daniel Fargeot Gilbert Favreau Isabelle Florennes Philippe Folliot Christophe-André Frassa Amel Gacquerre Laurence Garnier Fabien Genet Frédérique Gerbaud Béatrice Gosselin Nathalie Goulet Sylvie Goy-Chavent Jean-Pierre Grand Daniel Gremillet Jacques Groperrin Pascale Grunty Daniel Gueret Jocelyne Guidéz Ludovic Haye Olivier Henno Loïc Hervé Christine Herzog Jean Hingray Alain Houpert Marie-Lise Housseau Jean-Raymond Hugonet Jean-François Husson Corinne Imbert Annick Jacquemet Micheline Jacques Lauriane Josende

Bernard Buis Frédéric Buval Samantha Cazebonne Nicole Duranton Stéphane Fouassin Nadège Havet
--

Abstentions :

Xavier Iacovelli Mikael Kulimoetoke Jean-Baptiste Lemoyne Martin Lévrier Thani Mohamed Soilihi
--

Georges Patient François Patriat Marie-Laure Phinera-Horth Didier Rambaud Patricia Schillinger
--

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat, Pierre Ouzoulias, Président de séance, Alain Joyandet, Stéphane Ravier.

SCRUTIN N° 98

sur l'amendement n° II-565, présenté par M. Akli Mellouli et les membres du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires, sur les crédits de la mission « Outre-mer » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	344
Suffrages exprimés	325
Pour	101
Contre	224

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN**GRUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :**

Contre : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GRUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GRUPE UNION CENTRISTE (59) :*Contre : 59***GRUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :***Contre : 20***GRUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :***Abstentions : 19***GRUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :***Pour : 17**N'a pas pris part au vote : 1 M. Pierre Ouzoulias, Président de séance***GRUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :***Contre : 17***GRUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :***Pour : 16***RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :***Pour : 3**N'a pas pris part au vote : 1 M. Stéphane Ravier***Ont voté pour :**

Cathy Apourceau-Poly
Viviane Artigalas
Jérémy Bacchi
Pierre Barros
Alexandre Basquin
Audrey Bélim
Guy Benarroche
Grégory Blanc
Florence Blatrix
Contat
Nicole Bonnefoy
Denis Bouad
Hussein Bourgi
Isabelle Briquet
Ian Brossat
Colombe Brossel
Céline Brulin
Marion Canalès
Rémi Cardon
Marie-Arlette Carlotti
Christophe Chaillou
Yan Chantrel
Catherine Conconne
Hélène Conway-Mouret
Evelyne Corbière
Naminzo
Jean-Pierre Corbisez
Thierry Cozic
Cécile Cukierman
Karine Daniel
Ronan Dantec
Jérôme Darras
Gilbert-Luc Devinaz
Thomas Dossus
Aymeric Durox

Vincent Éblé
Frédérique Espagnac
Sébastien Fagnen
Rémi Féraud
Corinne Féret
Jacques Fernique
Jean-Luc Fichet
Fabien Gay
Hervé Gillé
Guillaume Gontard
Michelle Gréaume
Antoinette Guhl
Laurence Harribey
Joshua Hochart
Olivier Jacquin
Yannick Jadot
Éric Jeansannetas
Patrice Joly
Bernard Jomier
Gisèle Jourda
Patrick Kanner
Éric Kerrouche
Marie-Pierre de La Gontrie
Gérard Lahellec
Annie Le Houerou
Audrey Linkenheld
Jean-Jacques Lozach
Monique Lubin
Victorin Lurel
Monique de Marco
Marianne Margaté
Didier Marie
Paulette Matray
Akli Mellouli
Serge Mérillou

Jean-Jacques Michau
Marie-Pierre Monier
Franck Montaugé
Corinne Narassiguin
Mathilde Ollivier
Saïd Omar Oili
Alexandre Ouizille
Sebastien Pla
Raymonde Poncet
Monge
Émilienne Poumirol
Claude Raynal
Christian Redon-Sarraz
Sylvie Robert
Pierre-Alain Roiron
David Ros
Laurence Rossignol
Daniel Salmon
Pascal Savoldelli
Ghislain Senée
Silvana Silvani
Anne Souyris
Lucien Stanzione
Christopher Szczurek
Rachid Temal
Jean-Claude Tissot
Simon Uzenat
Mickaël Vallet
Marie-Claude Varaillas
Jean-Marc Vayssouze-Faure
Mélanie Vogel
Michaël Weber
Robert Wienie Xowie
Adel Ziane

Ont voté contre :

Marie-Do
Aeschlimann
Pascal Allizard
Jean-Claude Anglars

Jocelyne Antoine
Jean-Michel Arnaud
Jean Bacci
Arnaud Bazin

Bruno Belin
Marie-Jeanne Bellamy
Nadine Bellurot
Catherine Belrhiti

Martine Berthet
Marie-Pierre Bessin-Guérin
Christian Bilhac
Annick Billon
Olivier Bitz
Étienne Blanc
Jean-Baptiste Blanc
Yves Bleunven
Christine Bonfanti-Dossat
François Bonhomme
François Bonneau
Michel Bonnus
Alexandra Borchio
Fontimp
Corinne Bourcier
Brigitte Bourguignon
Jean-Marc Boyer
Valérie Boyer
Jean-Luc Brault
Sophie Briante
Guillemont
Max Brisson
Christian Bruyen
François-Noël Buffet
Laurent Burgoa
Henri Cabanel
Alain Cadec
Olivier Cadic
Guislain Cambier
Christian Cambon
Agnès Canayer
Michel Canévet
Vincent Capocanellas
Emmanuel Capus
Maryse Carrère
Marie-Claire Carrère-Gée
Alain Cazabonne
Anne Chain-Larché
Patrick Chaize
Daniel Chasseing
Alain Chatillon
Patrick Chauvet
Cédric Chevalier
Guillaume Chevrollier
Marta de Cidrac
Olivier Cigolotti
Marie-Carole Ciuntu
Édouard Courtial
Pierre Cuypers
Laure Darcos
Mathieu Darnaud
Raphaël Daubet
Marc-Philippe Daubresse
Vincent Delahaye
Nathalie Delattre
Bernard Delcros
Jean-Marc Delia
Patricia Demas
Stéphane Demilly
Chantal Deseyne
Brigitte Devésa
Franck Dhersin
Catherine Di Folco
Élisabeth Doineau
Sabine Drexler
Alain Duffourg
Catherine Dumas
Françoise Dumont
Laurent Duplomb
Dominique Estrosi Sassone

Jacqueline Eustache-Brinio
Agnès Evren
Daniel Fargeot
Gilbert Favreau
Bernard Fialaire
Isabelle Florennes
Philippe Folliot
Christophe-André Frassa
Amel Gacquerre
Laurence Garnier
Fabien Genet
Frédérique Gerbaud
Annick Girardin
Éric Gold
Béatrice Gosselin
Nathalie Goulet
Sylvie Goy-Chavent
Jean-Pierre Grand
Daniel Gremillet
Jacques Groperrin
Philippe Grosvalet
Pascale Grunty
Daniel Gueret
Jocelyne Guidez
Véronique Guillotin
André Guiol
Ludovic Haye
Olivier Henno
Loïc Hervé
Christine Herzog
Jean Hingray
Alain Houpert
Marie-Lise Housseau
Jean-Raymond Hugonet
Jean-François Husson
Corinne Imbert
Annick Jacquemet
Micheline Jacques
Lauriane Josende
Else Joseph
Muriel Jourda
Mireille Jouve
Roger Karoutchi
Claude Kern
Khalifé Khalifé
Christian Klinger
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Marc Laménie
Ahmed Laouedj
Florence Lassarade
Michel Laugier
Daniel Laurent
Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Ronan Le Gleut
Marie-Claude Lermytte
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Pierre-Antoine Levi
Anne-Catherine Loisier
Jean-François Longeot
Vivette Lopez
Vincent Louault
Viviane Malet
Claude Malhuret
Didier Mandelli
Alain Marc
David Margueritte
Hervé Marseille
Pascal Martin

Pauline Martin
Michel Masset
Hervé Maurey
Pierre Médevielle
Thierry Meignen
Franck Menonville
Marie Mercier
Damien Michallet
Brigitte Micoulean
Alain Miron
Jean-Marie Mizzon
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-Desailly
Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-Bronn
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolay
Sylviane Noël
Claude Nougéin
Olivier Paccaud
Guylène Pantel
Jean-Jacques Panunzi
Vanina Paoli-Gagin
Paul Toussaint Parigi
Anne-Sophie Patru
Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot
Cédric Perrin
Évelyne Perrot
Annick Petrus
Stéphane Piednoir
Bernard Pillefer
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas
Frédérique Puissat
Jean-François Rabin
Évelyne Renaud-Garabedian
Bruno Retailliau
Hervé Reynaud
Olivia Richard
Marie-Pierre Richer
Olivier Rietmann
Pierre Jean Rochette
Bruno Rojouan
Anne-Sophie Romagny
Jean-Yves Roux
Jean-Luc Ruelle
Denise Saint-Pé
Hugues Saury
Stéphane Sautarel
Michel Savin
Elsa Schalck
Marc Séné
Bruno Sido
Jean Sol
Nadia Sollogoub
Laurent Somon
Francis Szpiner
Lana Tetuanui
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon
Dominique Vérien
Sylvie Vermeillet
Pierre-Jean Verzellen
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel
Louis Vogel
Dany Wattedled

Abstentions :

Bernard Buis	Jean-Baptiste Lemoyne	Marie-Laure Phinera-Horth
Frédéric Buval	Martin Lévrier	Didier Rambaud
Samantha Cazebonne	Thani Mohamed Soilihi	Teva Rohfritsch
Nicole Duranton	Solanges Nadille	Patricia Schillinger
Stéphane Fouassin	Georges Patient	Dominique Théophile
Nadège Havet	François Patriat	
Xavier Iacovelli		
Mikaele Kulimoetoke		

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat, Pierre Ouzoulias, Président de séance, Alain Joyandet, Stéphane Ravier.

SCRUTIN N° 99

sur l'amendement n° II-517, présenté par M. Saïd Omar Oili et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, sur les crédits de la mission « Outre-mer » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	344
Suffrages exprimés	325
Pour	101
Contre	224

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN**GROUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :**

Contre : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GROUPE UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 59

GROUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Abstentions : 19

GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Pour : 17

N'a pas pris part au vote : 1 M. Pierre Ouzoulias, Président de séance

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Contre : 17

GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Pour : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

Pour : 3

N'a pas pris part au vote : 1 M. Stéphane Ravier

Ont voté pour :

Cathy Apourceau-Poly	Vincent Éblé	Jean-Jacques Michau
Viviane Artigalas	Frédérique Espagnac	Marie-Pierre Monier
Jérémy Bacchi	Sébastien Fagnen	Franck Montaugé
Pierre Barros	Rémi Féraud	Corinne Narassiguin
Alexandre Basquin	Corinne Féret	Mathilde Ollivier
Audrey Bélim	Jacques Fernique	Saïd Omar Oili
Guy Benarroche	Jean-Luc Fichet	Alexandre Ouizille
Grégory Blanc	Fabien Gay	Sebastien Pla
Florence Blatrix	Hervé Gillé	Raymonde Poncet
Contat	Guillaume Gontard	Monge
Nicole Bonnefoy	Michelle Gréaume	Émilienne Poumirol
Denis Bouad	Antoinette Guhl	Claude Raynal
Hussein Bourgi	Laurence Harribey	Christian Redon-
Isabelle Briquet	Joshua Hochart	Sarrazy
Ian Brossat	Olivier Jacquin	Sylvie Robert
Colombe Brossel	Yannick Jadot	Pierre-Alain Roiron
Céline Brulin	Éric Jeansannetas	David Ros
Marion Canalès	Patrice Joly	Laurence Rossignol
Rémi Cardon	Bernard Jomier	Daniel Salmon
Marie-Arlette Carlotti	Gisèle Jourda	Pascal Savoldelli
Christophe Chaillou	Patrick Kanner	Ghislaine Senée
Yan Chantrel	Éric Kerrouche	Silvana Silvani
Catherine Conconne	Marie-Pierre de La	Anne Souyris
Hélène Conway-	Gontrie	Lucien Stanzione
Mouret	Gérard Lahellec	Christopher Szczurek
Evelyne Corbière	Annie Le Houerou	Rachid Temal
Naminzo	Audrey Linkenheld	Jean-Claude Tissot
Jean-Pierre Corbisez	Jean-Jacques Lozach	Simon Uzenat
Thierry Cozic	Monique Lubin	Mickaël Vallet
Cécile Cukierman	Victorin Lurel	Marie-Claude Varailles
Karine Daniel	Monique de Marco	Jean-Marc Vaysouze-
Ronan Dantec	Marianne Margaté	Faure
Jérôme Darras	Didier Marie	Mélanie Vogel
Gilbert-Luc Devinaz	Paulette Matray	Michaël Weber
Thomas Dossus	Akli Mellouli	Robert Wienie Xowie
Aymeric Durox	Serge Mérillou	Adel Ziane

Ont voté contre :

Marie-Do Aeschlimann	Sophie Briante	Mathieu Darnaud
Pascal Allizard	Guillemont	Raphaël Daubet
Jean-Claude Anglars	Max Brisson	Marc-Philippe
Jocelyne Antoine	Christian Bruyen	Daubresse
Jean-Michel Arnaud	François-Noël Buffet	Vincent Delahaye
Jean Bacci	Laurent Burgoa	Nathalie Delattre
Arnaud Bazin	Henri Cabanel	Bernard Delcros
Bruno Belin	Alain Cadec	Jean-Marc Delia
Marie-Jeanne Bellamy	Olivier Cadic	Patricia Demas
Nadine Bellurot	Guislain Cambier	Stéphane Demilly
Catherine Belrhiti	Christian Cambon	Chantal Deseyne
Martine Berthet	Agnès Canayer	Brigitte Devésa
Marie-Pierre Bessin-	Michel Canévet	Franck Dhersin
Guérin	Vincent Capo-	Catherine Di Folco
Christian Bilhac	Canellas	Élisabeth Doineau
Annick Billon	Emmanuel Capus	Sabine Drexler
Olivier Bitz	Maryse Carrère	Alain Duffourg
Étienne Blanc	Marie-Claire Carrère-	Catherine Dumas
Jean-Baptiste Blanc	Gée	Françoise Dumont
Yves Bleunven	Alain Cazabonne	Laurent Duplomb
Christine Bonfanti-	Anne Chain-Larché	Dominique Estrosi
Dossat	Patrick Chaize	Sassone
François Bonhomme	Daniel Chasseing	Jacqueline Eustache-
François Bonneau	Alain Chatillon	Brinio
Michel Bonnus	Patrick Chauvet	Agnès Evren
Alexandra Borchio	Cédric Chevalier	Daniel Fargeot
Fontimp	Guillaume Chevrollier	Gilbert Favreau
Corinne Bourcier	Marta de Cidrac	Bernard Fialaire
Brigitte Bourguignon	Olivier Cigolotti	Isabelle Florennes
Jean-Marc Boyer	Marie-Carole Ciuntu	Philippe Folliot
Valérie Boyer	Édouard Courtial	Christophe-André
Jean-Luc Brault	Pierre Cuypers	Frassa
	Laure Darcos	Amel Gacquerre

Laurence Garnier	Ronan Le Gleut	Jean-Gérard Paumier
Fabien Genet	Marie-Claude	Cyril Pellevat
Frédérique Gerbaud	Lermytte	Clément Pernot
Annick Girardin	Henri Leroy	Cédric Perrin
Éric Gold	Stéphane Le Rudulier	Évelyne Perrot
Béatrice Gosselin	Pierre-Antoine Levi	Annick Petrus
Nathalie Goulet	Anne-Catherine	Stéphane Piednoir
Sylvie Goy-Chavent	Loisier	Bernard Pillefer
Jean-Pierre Grand	Jean-François Longeot	Kristina Pluchet
Daniel Gremillet	Vivette Lopez	Rémy Pointereau
Jacques Groperrin	Vincent Louault	Sophie Primas
Philippe Grosvalet	Viviane Malet	Frédérique Puissat
Pascale Gruny	Claude Malhuret	Jean-François Rapin
Daniel Gueret	Didier Mandelli	Évelyne Renaud-
Jocelyne Guidez	Alain Marc	Garabedian
Véronique Guillotin	David Margueritte	Bruno Retailleau
André Guiol	Hervé Marseille	Hervé Reynaud
Ludovic Haye	Pascal Martin	Olivia Richard
Olivier Henno	Pauline Martin	Marie-Pierre Richer
Loïc Hervé	Michel Masset	Olivier Rietmann
Christine Herzog	Hervé Maurey	Pierre Jean Rochette
Jean Hingray	Pierre Médevielle	Bruno Rojouan
Alain Houpert	Thierry Meignen	Anne-Sophie
Marie-Lise Housseau	Franck Menonville	Romagny
Jean-Raymond	Marie Mercier	Jean-Yves Roux
Hugonet	Damien Michallet	Jean-Luc Ruelle
Jean-François Husson	Brigitte Micouveau	Denise Saint-Pé
Corinne Imbert	Alain Milon	Hugues Saury
Annick Jacquemet	Jean-Marie Mizzon	Stéphane Sautarel
Micheline Jacques	Albéric de Montgolfier	Michel Savin
Lauriane Josende	Catherine Morin-	Elsa Schalck
Else Joseph	Desailly	Marc Séné
Muriel Jourda	Philippe Mouiller	Bruno Sido
Mireille Jouve	Marie-Pierre Mouton	Jean Sol
Roger Karoutchi	Laurence Muller-	Nadia Sollogoub
Claude Kern	Bronn	Laurent Somon
Khalifé Khalifé	Georges Naturel	Francis Szpiner
Christian Klingier	Anne-Marie Nédélec	Lana Tetuanui
Sonia de La Provôté	Louis-Jean de Nicolaj	Sylvie Valente Le Hir
Laurent Lafon	Sylviane Noël	Anne Ventalon
Marc Laménie	Claude Nougéin	Dominique Vérien
Ahmed Laouedj	Olivier Paccaud	Sylvie Vermeillet
Florence Lassarade	Guylène Pantel	Pierre-Jean Verzelen
Michel Laugier	Jean-Jacques Panunzi	Cédric Vial
Daniel Laurent	Vanina Paoli-Gagin	Jean Pierre Vogel
Christine Lavarde	Paul Toussaint Parigi	Louis Vogel
Antoine Lefevre	Anne-Sophie Patru	Dany Wattebled
Dominique de Legge	Philippe Paul	

Abstentions :

Bernard Buis	Jean-Baptiste	Marie-Laure Phinera-
Frédéric Buval	Lemoyne	Horth
Samantha Cazebonne	Martin Lévrier	Didier Rambaud
Nicole Duranton	Thani Mohamed	Teva Rohfritsch
Stéphane Fouassin	Soilihi	Patricia Schillinger
Nadège Havet	Solanges Nadille	Dominique Théophile
Xavier Iacovelli	Georges Patient	
Mikaele Kulimoetoke	François Patriat	

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat, Pierre Ouzoulis, Président de séance, Alain Joyandet, Stéphane Ravier.

SCRUTIN N° 100

sur l'amendement n° II-518, présenté par M. Saïd Omar Oili et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, sur les crédits de la mission « Outre-mer » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	344
Suffrages exprimés	308
Pour	102
Contre	206

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN**GROUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :**

Pour : 1 Mme Micheline Jacques

Contre : 127

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GROUPE UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 59

GROUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Abstentions : 19

GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Pour : 17

N'a pas pris part au vote : 1 M. Pierre Ouzoulis, Président de séance

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Abstentions : 17

GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Pour : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

Pour : 3

N'a pas pris part au vote : 1 M. Stéphane Ravier

Ont voté pour :

Cathy Apourceau-Poly	Christophe Chaillou	Corinne Féret
Viviane Artigalas	Yan Chantrel	Jacques Fernique
Jérémy Bacchi	Catherine Conconne	Jean-Luc Fichet
Pierre Barros	Hélène Conway-	Fabien Gay
Alexandre Basquin	Mouret	Hervé Gillé
Audrey Bélim	Evelyne Corbière	Guillaume Gontard
Guy Benarroche	Naminzo	Michelle Gréaume
Grégory Blanc	Jean-Pierre Corbisez	Antoinette Guhl
Florence Blatrix	Thierry Cozic	Laurence Harribey
Contat	Cécile Cukierman	Joshua Hochart
Nicole Bonnefoy	Karine Daniel	Micheline Jacques
Denis Bouad	Ronan Dantec	Olivier Jacquin
Hussein Bourgi	Jérôme Darras	Yannick Jadot
Isabelle Briquet	Gilbert-Luc Devinaz	Éric Jeansannetas
Ian Brossat	Thomas Dossus	Patrice Joly
Colombe Brossel	Aymeric Durox	Bernard Jomier
Céline Brulin	Vincent Éblé	Gisèle Jourda
Marion Canalès	Frédérique Espagnac	Patrick Kanner
Rémi Cardon	Sébastien Fagnen	Éric Kerrouche
Marie-Arlette Carlotti	Rémi Féraud	

Marie-Pierre de La
Gontrie
Gérard Lahellec
Annie Le Houerou
Audrey Linkenheld
Jean-Jacques Lozach
Monique Lubin
Victorin Lurel
Monique de Marco
Marianne Margaté
Didier Marie
Paulette Matray
Akli Mellouli
Serge Mérillou
Jean-Jacques Michau
Marie-Pierre Monier
Franck Montaugé

Corinne Narassiguin
Mathilde Ollivier
Saïd Omar Oili
Alexandre Ouizille
Sébastien Pla
Raymonde Poncet
Monge
Émilienne Poumirol
Claude Raynal
Christian Redon-
Sarrazay
Sylvie Robert
Pierre-Alain Roiron
David Ros
Laurence Rossignol
Daniel Salmon
Pascal Savoldelli

Ghislaine Senée
Silvana Silvani
Anne Souyris
Lucien Stanzione
Christophe Szczurek
Rachid Temal
Jean-Claude Tissot
Simon Uzenat
Mickaël Vallet
Marie-Claude Varailles
Jean-Marc Vayssouze-
Faure
Mélanie Vogel
Michael Weber
Robert Wienie Xowie
Adel Ziane

Cédric Perrin
Évelyne Perrot
Annick Petrus
Stéphane Piednoir
Bernard Pillefer
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas
Frédérique Puissat
Jean-François Rabin
Évelyne Renaud-
Garabedian
Bruno Retailleau
Hervé Reynaud
Olivia Richard

Marie-Pierre Richer
Olivier Rietmann
Pierre Jean Rochette
Bruno Rojouan
Anne-Sophie
Romagny
Jean-Luc Ruelle
Denise Saint-Pé
Hugues Saury
Stéphane Sautarel
Michel Savin
Elsa Schalck
Marc Séné
Bruno Sido
Jean Sol

Nadia Sollogoub
Laurent Somon
Francis Szpiner
Lana Tetuanui
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon
Dominique Vérien
Sylvie Vermeillet
Pierre-Jean Verzellen
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel
Louis Vogel
Dany Wattedled

Ont voté contre :

Marie-Do
Aeschlimann
Pascal Allizard
Jean-Claude Anglars
Jocelyne Antoine
Jean-Michel Arnaud
Jean Bacci
Arnaud Bazin
Bruno Belin
Marie-Jeanne Bellamy
Nadine Belluror
Catherine Belrhiti
Martine Berthet
Marie-Pierre Bessin-
Guérin
Annick Billon
Olivier Bitz
Étienne Blanc
Jean-Baptiste Blanc
Yves Bleunven
Christine Bonfanti-
Dossat
François Bonhomme
François Bonneau
Michel Bonnus
Alexandra Borchio
Fontimp
Corinne Bourcier
Brigitte Bourguignon
Jean-Marc Boyer
Valérie Boyer
Jean-Luc Brault
Max Brisson
Christian Bruyen
François-Noël Buffet
Laurent Burgoa
Alain Cadec
Olivier Cadic
Guislain Cambier
Christian Cambon
Agnès Canayer
Michel Canévet
Vincent Capo-
Canellas
Emmanuel Capus
Marie-Claire Carrère-
Gée
Alain Cazabonne
Anne Chain-Larché
Patrick Chaize
Daniel Chasseing
Alain Chatillon
Patrick Chauvet
Cédric Chevalier
Guillaume Chevrollier
Marta de Cidrac
Olivier Cigolotti
Marie-Carole Ciuntu
Édouard Courtial
Pierre Cuypers

Laure Darcos
Mathieu Darnaud
Marc-Philippe
Daubresse
Vincent Delahaye
Bernard Delcros
Jean-Marc Delia
Patricia Demas
Stéphane Demilly
Chantal Deseyne
Brigitte Devésa
Franck Dhersin
Catherine Di Folco
Élisabeth Doineau
Sabine Drexler
Alain Duffourg
Catherine Dumas
Françoise Dumont
Laurent Duplomb
Dominique Estrosi
Sassone
Jacqueline Eustache-
Brinio
Agnès Evren
Daniel Fargeot
Gilbert Favreau
Isabelle Florennes
Philippe Folliot
Christophe-André
Frassa
Amel Gacquerre
Laurence Garnier
Fabien Genet
Frédérique Gerbaud
Béatrice Gosselin
Nathalie Goulet
Sylvie Goy-Chavent
Jean-Pierre Grand
Daniel Gremillet
Jacques Groperrin
Pascale Grunyt
Daniel Gueret
Jocelyne Guidez
Ludovic Haye
Olivier Henno
Loïc Hervé
Christine Herzog
Jean Hingray
Alain Houpert
Marie-Lise Housseau
Jean-Raymond
Hugonet
Jean-François Husson
Corinne Imbert
Annick Jacquemet
Lauriane Josende
Else Joseph
Muriel Jourda
Roger Karoutchi
Claude Kern

Khalifé Khalifé
Christian Klingner
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Marc Laménie
Florence Lassarade
Michel Laugier
Daniel Laurent
Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Ronan Le Gleut
Marie-Claude
Lermytte
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Pierre-Antoine Levi
Anne-Catherine
Loisier
Jean-François Longeot
Vivette Lopez
Vincent Louault
Viviane Malet
Claude Malhuret
Didier Mandelli
Alain Marc
David Margueritte
Hervé Marseille
Pascal Martin
Pauline Martin
Hervé Maurey
Pierre Médevielle
Thierry Meignan
Franck Menonville
Marie Mercier
Damien Michallet
Brigitte Micouleau
Alain Milon
Jean-Michel Mizzon
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-
Desailly
Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-
Bronn
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolaÿ
Sylviane Noël
Claude Nougéin
Olivier Paccaud
Jean-Jacques Panunzi
Vanina Paoli-Gagin
Paul Toussaint Parigi
Anne-Sophie Patru
Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot

Abstentions :

Christian Bilhac
Sophie Briante
Guillemont
Bernard Buis
Frédéric Buval
Henri Cabanel
Maryse Carrère
Samantha Cazebonne
Raphaël Daubet
Nathalie Delattre
Nicole Duranton
Bernard Fialaire
Stéphane Fouassin

Annick Girardin
Éric Gold
Philippe Grosvalet
Véronique Guillotin
André Guiol
Nadège Havet
Xavier Iacovelli
Mireille Jouve
Mikael Kulimoetoke
Ahmed Laouedj
Jean-Baptiste Lemoyne
Martin Lévrier
Michel Masset

Thani Mohamed
Soilihi
Solanges Nadille
Guylène Pantel
Georges Patient
François Patriat
Marie-Laure Phinera-
Horth
Didier Rambaud
Teva Rohfritsch
Jean-Yves Roux
Patricia Schillinger
Dominique Théophile

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat, Pierre Ouzoulis, Président de séance, Alain Joyandet, Stéphane Ravier.

SCRUTIN N° 101

sur l'amendement n° II-493, présenté par Mme Solanges Nadille et les membres du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants, sur les crédits de la mission « Outre-mer » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	327
Suffrages exprimés	327
Pour	120
Contre	207

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN

GROUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :

Contre : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GROUPE UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 59

GROUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :*Pour : 19***GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :***Pour : 17**N'a pas pris part au vote : 1 M. Pierre Ouzoulis, Président de séance***GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :***N'ont pas pris part au vote : 17 M. Christian Bilhac, Mme Sophie Briante Guillemont, M. Henri Cabanel, Mme Maryse Carrère, M. Raphaël Daubet, Mme Nathalie Delattre, M. Bernard Fialaire, Mme Annick Girardin, MM. Éric Gold, Philippe Grosvalet, Mme Véronique Guillotin, M. André Guiol, Mme Mireille Jouve, MM. Ahmed Laouedj, Michel Masset, Mme Guylène Pantel, M. Jean-Yves Roux***GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :***Pour : 16***RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :***Pour : 3**N'a pas pris part au vote : 1 M. Stéphane Ravier***Ont voté pour :**

Cathy Apourceau-Poly	Corinne Féret	Solanges Nadille
Viviane Artigalas	Jacques Fernique	Corinne Narassiguin
Jérémy Bacchi	Jean-Luc Fichet	Mathilde Ollivier
Pierre Barros	Stéphane Fouassin	Saïd Omar Oili
Alexandre Basquin	Fabien Gay	Alexandre Ouizille
Audrey Bélim	Hervé Gillé	Georges Patient
Guy Benarroche	Guillaume Gontard	François Patriat
Grégory Blanc	Michelle Gréaume	Marie-Laure Phinera-
Florence Blatrix	Antoinette Guhl	Horth
Contat	Laurence Harribey	Sebastien Pla
Nicole Bonnefoy	Nadège Havet	Raymonde Poncet
Denis Bouad	Joshua Hochart	Monge
Hussein Bourgi	Xavier Iacovelli	Émilienne Poumirol
Isabelle Briquet	Olivier Jacquin	Didier Rambaud
Ian Brossat	Yannick Jadot	Claude Raynal
Colombe Brossel	Éric Jeansannetas	Christian Redon-
Céline Brulin	Patrice Joly	Sarrazy
Bernard Buis	Bernard Jomier	Sylvie Robert
Frédéric Buval	Gisèle Jourda	Teva Rohfritsch
Marion Canalès	Patrick Kanner	Pierre-Alain Roiron
Rémi Cardon	Éric Kerrouche	David Ros
Marie-Arlette Carlotti	Mikaele Kulimoetoke	Laurence Rossignol
Samantha Cazebonne	Marie-Pierre de La	Daniel Salmon
Christophe Chaillou	Gontrie	Pascal Savoldelli
Yan Chantrel	Gérard Lahellec	Patricia Schillinger
Catherine Conconne	Annie Le Houerou	Ghislaine Senée
Hélène Conway-	Jean-Baptiste	Silvana Silvani
Mouret	Lemoyne	Anne Souyris
Evelyne Corbière	Martin Lévrier	Lucien Stanzione
Naminzo	Audrey Linkenheld	Christopher Szczurek
Jean-Pierre Corbisez	Jean-Jacques Lozach	Rachid Temal
Thierry Cozic	Monique Lubin	Dominique Théophile
Cécile Cukierman	Victorin Lurel	Jean-Claude Tissot
Karine Daniel	Monique de Marco	Simon Uzenat
Ronan Dantec	Marianne Margaté	Mickaël Vallet
Jérôme Darras	Didier Marie	Marie-Claude Varaillas
Gilbert-Luc Devinaz	Paulette Matray	Jean-Marc Vayssouze-
Thomas Dossus	Akli Mellouli	Faure
Nicole Duranton	Serge Mérillou	Mélanie Vogel
Aymeric Durox	Jean-Jacques Michau	Michael Weber
Vincent Eblé	Thani Mohamed	Robert Wienie Xowie
Frédérique Espagnac	Soilihi	Adel Ziane
Sébastien Fagnen	Marie-Pierre Monier	
Rémi Féraud	Franck Montaigué	

Ont voté contre :

Marie-Do	Alain Duffourg	Pauline Martin
Aeschlimann	Catherine Dumas	Hervé Maurey
Pascal Allizard	Françoise Dumont	Pierre Médevielle
Jean-Claude Anglars	Laurent Duplomb	Thierry Meignen
Jocelyne Antoine	Dominique Estrosi	Franck Menonville
Jean-Michel Arnaud	Sassone	Marie Mercier
Jean Bacci	Jacqueline Eustache-	Damien Michallet
Arnaud Bazin	Brinio	Brigitte Micouleau
Bruno Belin	Agnès Evren	Alain Milon
Marie-Jeanne Bellamy	Daniel Fargeot	Jean-Marie Mizzon
Nadine Bellurot	Gilbert Favreau	Albéric de Montgolfier
Catherine Belrhiti	Isabelle Florennes	Catherine Morin-
Martine Berthet	Philippe Folliot	Desailly
Marie-Pierre Bessin-	Christophe-André	Philippe Mouiller
Guérin	Frassa	Marie-Pierre Mouton
Annick Billon	Amel Gacquerre	Laurence Muller-
Olivier Bitz	Laurence Garnier	Bronn
Étienne Blanc	Fabien Genet	Georges Naturel
Jean-Baptiste Blanc	Frédérique Gerbaud	Anne-Marie Nédélec
Yves Bleunven	Béatrice Gosselin	Louis-Jean de Nicolaÿ
Christine Bonfanti-	Nathalie Goulet	Sylviane Noël
Dossat	Sylvie Goy-Chavent	Claude Nougéin
François Bonhomme	Jean-Pierre Grand	Olivier Paccaud
François Bonneau	Daniel Gremillet	Jean-Jacques Panunzi
Michel Bonnus	Jacques Groperrin	Vanina Paoli-Gagin
Alexandra Borchio	Pascale Gruny	Paul Toussaint Parigi
Fontimp	Daniel Gueret	Anne-Sophie Patru
Corinne Bourcier	Jocelyne Guidez	Philippe Paul
Brigitte Bourguignon	Ludovic Haye	Jean-Gérard Paumier
Jean-Marc Boyer	Olivier Henno	Cyril Pellevat
Valérie Boyer	Loïc Hervé	Clément Pernot
Jean-Luc Brault	Christine Herzog	Cédric Perrin
Max Brisson	Jean Hingray	Éveline Perrot
Christian Bruyen	Alain Houpert	Annick Petrus
François-Noël Buffet	Marie-Lise Housseau	Stéphane Piednoir
Laurent Burgoa	Jean-Raymond	Bernard Pillefer
Alain Cadec	Hugonet	Kristina Pluchet
Olivier Cadic	Jean-François Husson	Rémy Pointereau
Guislain Cambier	Corinne Imbert	Sophie Primas
Christian Cambon	Annick Jacquemet	Frédérique Puissat
Agnès Canayer	Micheline Jacques	Jean-François Rabin
Michel Canévet	Lauriane Josende	Evelyne Renaud-
Vincent Capo-	Else Joseph	Garabedian
Canellas	Muriel Jourda	Bruno Retailliau
Emmanuel Capus	Roger Karoutchi	Hervé Reynaud
Marie-Claire Carrère-	Claude Kern	Olivia Richard
Gée	Khalifé Khalifé	Marie-Pierre Richer
Alain Cazabonne	Christian Klinger	Olivier Rietmann
Anne Chain-Larché	Sonia de La Provôté	Pierre Jean Rochette
Patrick Chaize	Laurent Lafon	Bruno Rojouan
Daniel Chasseing	Marc Laménie	Anne-Sophie
Alain Chatillon	Florence Lassarade	Romagny
Patrick Chauvet	Michel Laugier	Jean-Luc Ruelle
Cédric Chevalier	Daniel Laurent	Denise Saint-Pé
Guillaume Chevrollier	Christine Lavarde	Hugues Saury
Marta de Cidrac	Antoine Lefèvre	Stéphane Sautarel
Olivier Cigolotti	Dominique de Legge	Michel Savin
Marie-Carole Ciuntu	Ronan Le Gleut	Elsa Schalck
Édouard Courtial	Marie-Claude	Marc Séné
Pierre Cuypers	Lermytte	Bruno Sido
Laure Darcos	Henri Leroy	Jean Sol
Mathieu Darnaud	Stéphane Le Rudulier	Nadia Sollogoub
Marc-Philippe	Pierre-Antoine Levi	Laurent Somon
Daubresse	Anne-Catherine	Francis Szpiner
Vincent Delahaye	Loisier	Lana Tetuanui
Bernard Delcros	Jean-François Longeot	Sylvie Valente Le Hir
Jean-Marc Delia	Vivette Lopez	Anne Ventalon
Patricia Demas	Vincent Louault	Dominique Vérien
Stéphane Demilly	Viviane Malet	Sylvie Vermeillet
Chantal Deseyne	Claude Malhuret	Pierre-Jean Verzelen
Brigitte Devésa	Didier Mandelli	Cédric Vial
Franck Dhersin	Alain Marc	Jean Pierre Vogel
Catherine Di Folco	David Margueritte	Louis Vogel
Élisabeth Doineau	Hervé Marseille	Dany Wattebled
Sabine Drexler	Pascal Martin	

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat	Maryse Carrère Raphaël Daubet	André Guiol Mireille Jouve
Pierre Ouzoulias, Président de séance	Nathalie Delattre Bernard Fialaire	Alain Joyandet Ahmed Laouedj
Christian Bilhac	Annick Girardin Éric Gold	Michel Masset Guylène Pantel
Sophie Briante Guillemont	Philippe Grosvalet Véronique Guillotin	Stéphane Ravier Jean-Yves Roux
Henri Cabanel		

SCRUTIN N° 102

sur l'amendement n° II-516, présenté par M. Saïd Omar Oili et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, sur les crédits de la mission « Outre-mer » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	341
Suffrages exprimés	323
Pour	117
Contre	206

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN**GRUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :**

Contre : 127

Abstention : 1 Mme Micheline Jacques

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GRUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GRUPE UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 59

GRUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GRUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 19

GRUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Pour : 17

N'a pas pris part au vote : 1 M. Pierre Ouzoulias, Président de séance

GRUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Abstentions : 17

GRUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Pour : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

N'ont pas pris part au vote : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek

Ont voté pour :

Cathy Apourceau-Poly Viviane Artigalas Jérémy Bacchi Pierre Barros Alexandre Basquin Audrey Bélim Guy Benarroche Grégory Blanc Florence Blatrix Contat Nicole Bonnefoy Denis Bouad Hussein Bourgi Isabelle Briquet Ian Brossat Colombe Brosset Céline Brulin Bernard Buis Frédéric Buval Marion Canalès Rémi Cardon Marie-Arlette Carlotti Samantha Cazebonne Christophe Chaillou Yan Chantrel Catherine Conconne Hélène Conway-Mouret Evelyne Corbière Naminzo Jean-Pierre Corbisez Thierry Cozic Cécile Cukierman Karine Daniel Ronan Dantec Jérôme Darras Gilbert-Luc Devinaz Thomas Dossus Nicole Duranton Vincent Éblé Frédérique Espagnac Sébastien Fagnen	Rémi Féraud Corinne Féret Jacques Fernique Jean-Luc Fichet Stéphane Fouassin Fabien Gay Hervé Gillé Guillaume Gontard Michelle Gréaume Antoinette Guhl Laurence Harribey Nadège Havet Xavier Iacovelli Olivier Jacquin Yannick Jadot Éric Jeansannetas Patrice Joly Bernard Jomier Gisèle Jourda Patrick Kanner Éric Kerrouche Mikael Kulmoetoke Marie-Pierre de La Gontrie Gérard Lahellec Annie Le Houerou Jean-Baptiste Lemoyne Martin Lévrier Audrey Linkenheld Jean-Jacques Lozach Monique Lubin Victorin Lurel Monique de Marco Marianne Margaté Didier Marie Paulette Matray Akli Mellouli Serge Mérillou Jean-Jacques Michau Thani Mohamed Soilihi Marie-Pierre Monier	Franck Montaugé Solanges Nadille Corinne Narassiguin Mathilde Ollivier Saïd Omar Oili Alexandre Ouizille Georges Patient François Patriat Marie-Laure Phinera-Horth Sebastien Pla Raymonde Poncet Monge Émilienne Poumirol Didier Rambaud Claude Raynal Christian Redon-Sarrazy Sylvie Robert Teva Rohfritsch Pierre-Alain Roiron David Ros Laurence Rossignol Daniel Salmon Pascal Savoldelli Patricia Schillinger Ghislaine Senée Silvana Silvani Anne Souyris Lucien Stanzione Rachid Temal Dominique Théophile Jean-Claude Tissot Simon Uzenat Mickaël Vallet Marie-Claude Varailles Jean-Marc Vayssouze-Faure Mélanie Vogel Michaël Weber Robert Wienie Xowie Adel Ziane
--	---	---

Ont voté contre :

Marie-Do Aeschlimann Pascal Allizard Jean-Claude Anglars Jocelyne Antoine Jean-Michel Arnaud Jean Bacci Arnaud Bazin Bruno Belin Marie-Jeanne Bellamy Nadine Bellurot Catherine Belrhiti Martine Berthet Marie-Pierre Bessin-Guérin Annick Billon Olivier Bitz Étienne Blanc Jean-Baptiste Blanc Yves Bleunven Christine Bonfanti-Dossat François Bonhomme François Bonneau Michel Bonnus Alexandra Borchio Fontimp Corinne Bourcier Brigitte Bourguignon Jean-Marc Boyer Valérie Boyer Jean-Luc Brault	Max Brisson Christian Bruyen François-Noël Buffet Laurent Burgoa Alain Cadec Olivier Cadic Guislain Cambier Christian Cambon Agnès Canayer Michel Canévet Vincent Capo-Canellas Emmanuel Capus Marie-Claire Carrère-Gée Alain Cazabonne Anne Chain-Larché Patrick Chaize Daniel Chasseing Alain Chatillon Patrick Chauvet Cédric Chevalier Guillaume Chevrollier Marta de Cidrac Olivier Cigolotti Marie-Carole Ciuntu Édouard Courtial Pierre Cuypers Laure Darcos Mathieu Darnaud Marc-Philippe Daubresse	Vincent Delahaye Bernard Delcros Jean-Marc Delia Patricia Demas Stéphane Demilly Chantal Deseyne Brigitte Devésa Franck Dherain Catherine Di Folco Élisabeth Doineau Sabine Drexler Alain Duffourg Catherine Dumas Françoise Dumont Laurent Duplomb Dominique Estrosi Sassone Jacqueline Eustache-Brinio Agnès Evren Daniel Fargeot Gilbert Favreau Isabelle Florennes Philippe Folliot Christophe-André Frassa Amel Gacquerre Laurence Garnier Fabien Genet Frédérique Gerbaud Béatrice Gosselin Nathalie Goulet
---	---	---

Sylvie Goy-Chavent
Jean-Pierre Grand
Daniel Gremillet
Jacques Gersperrin
Pascale Gruny
Daniel Gueret
Jocelyne Guidez
Ludovic Haye
Olivier Henno
Loïc Hervé
Christine Herzog
Jean Hingray
Alain Houpert
Marie-Lise Housseau
Jean-Raymond Hugonet
Jean-François Husson
Corinne Imbert
Annick Jacquemet
Lauriane Josende
Else Joseph
Muriel Jourda
Roger Karoutchi
Claude Kern
Khalifé Khalifé
Christian Klinger
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Marc Laménie
Florence Lassarade
Michel Laugier
Daniel Laurent
Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Ronan Le Gleut
Marie-Claude Lermytte
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Pierre-Antoine Levi
Anne-Catherine Loisiér

Jean-François Longeot
Vivette Lopez
Vincent Louault
Viviane Malet
Claude Malhuret
Didier Mandelli
Alain Marc
David Margueritte
Hervé Marseille
Pascal Martin
Pauline Martin
Hervé Maurey
Pierre Médevielle
Thierry Meignen
Frack Menonville
Marie Mercier
Damien Michallet
Brigitte Micoulean
Alain Milon
Jean-Marie Mizzon
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-Desailly
Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-Bronn
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolaï
Sylviane Noël
Claude Nougéin
Olivier Paccaud
Jean-Jacques Panunzi
Vanina Paoli-Gagin
Paul Toussaint Parigi
Anne-Sophie Patru
Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot
Cédric Perrin
Évelyne Perrot

Annick Petrus
Stéphane Piednoir
Bernard Pillefer
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas
Frédérique Puissat
Jean-François Rapin
Évelyne Renaud-Garabedian
Bruno Retailleau
Hervé Reynaud
Olivia Richard
Marie-Pierre Richer
Olivier Rietmann
Pierre Jean Rochette
Bruno Rojouan
Anne-Sophie Romagny
Jean-Luc Ruelle
Denise Saint-Pé
Hugues Saury
Stéphane Sautarel
Michel Savin
Elsa Schalck
Marc Séné
Bruno Sido
Jean Sol
Nadia Sollogoub
Laurent Somon
Francis Szpiner
Lana Tetuanui
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon
Dominique Vérien
Sylvie Vermeillet
Pierre-Jean Verzellen
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel
Louis Vogel
Dany Wattebled

Abstentions :

Christian Bilhac
Sophie Briante
Guillemont
Henri Cabanel
Maryse Carrère
Raphaël Daubet
Nathalie Delattre

Bernard Fialaire
Annick Girardin
Éric Gold
Philippe Grosvalet
Véronique Guillotin
André Guiol
Micheline Jacques

Mireille Jouve
Ahmed Laouedj
Michel Masset
Guylène Pantel
Jean-Yves Roux

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher,
Président du Sénat
Pierre Ouzoulias,
Président de séance

Aymeric Durox
Joshua Hochart
Alain Joyandet
Stéphane Ravier

Christopher Szczurek

SCRUTIN N° 103

sur l'amendement n° II-522, présenté par Mme Audrey Bélim et les membres du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain, sur les crédits de la mission « Outre-mer » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants	324
Suffrages exprimés	324
Pour	117
Contre	207

Le Sénat n'a pas adopté

ANALYSE DU SCRUTIN

GRUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :

Contre : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GRUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

Pour : 65

GRUPE UNION CENTRISTE (59) :

Contre : 59

GRUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Contre : 20

GRUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 19

GRUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

Pour : 17

N'a pas pris part au vote : 1 M. Pierre Ouzoulias, Président de séance

GRUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

N'ont pas pris part au vote : 17 M. Christian Bilhac, Mme Sophie Briante Guillemont, M. Henri Cabanel, Mme Maryse Carrère, M. Raphaël Daubet, Mme Nathalie Delattre, M. Bernard Fialaire, Mme Annick Girardin, MM. Éric Gold, Philippe Grosvalet, Mme Véronique Guillotin, M. André Guiol, Mme Mireille Jouve, MM. Ahmed Laouedj, Michel Masset, Mme Guylène Pantel, M. Jean-Yves Roux

GRUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

Pour : 16

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

N'ont pas pris part au vote : 4 MM. Aymeric Durox, Joshua Hochart, Stéphane Ravier, Christopher Szczurek

Ont voté pour :

Cathy Apourceau-Poly
Viviane Artigalas
Jérémy Bacchi
Pierre Barros
Alexandre Basquin
Audrey Bélim
Guy Benarroche
Grégory Blanc
Florence Blatrix
Contat
Nicole Bonnefoy
Denis Bouad
Hussein Bourgi
Isabelle Briquet
Ian Brossat
Colombe Brossel
Céline Brulin
Bernard Buis
Frédéric Buval
Marion Canalès
Rémi Cardon
Marie-Arlette Carlotti
Samantha Cazebonne
Christophe Chaillou

Yan Chantrel
Catherine Conconne
Hélène Conway-Mouret
Évelyne Corbière
Naminzo
Jean-Pierre Corbisez
Thierry Cozic
Cécile Cukierman
Karine Daniel
Ronan Dantec
Jérôme Darras
Gilbert-Luc Devinaz
Thomas Dossus
Nicole Duranton
Vincent Éblé
Frédérique Espagnac
Sébastien Fagnen
Rémi Féraud
Corinne Féret
Jacques Fernique
Jean-Luc Fichet
Stéphane Fouassin
Fabien Gay

Hervé Gillé
Guillaume Gontard
Michelle Gréaume
Antoinette Guhl
Laurence Harribey
Nadège Havet
Xavier Iacovelli
Olivier Jacquin
Yannick Jadot
Éric Jeansannetas
Patrice Joly
Bernard Jomier
Gisèle Jourda
Patrick Kanner
Éric Kerrouche
Mikael Kulimoetoko
Marie-Pierre de La Gontrie
Gérard Lahellec
Annie Le Houerou
Jean-Baptiste Lemoyne
Martin Lévrier
Audrey Linkenheld
Jean-Jacques Lozach

Monique Lubin
Victorin Lurel
Monique de Marco
Marianne Margaté
Didier Marie
Paulette Matray
Akli Mellouli
Serge Mérillou
Jean-Jacques Michau
Thani Mohamed
Soilihi
Marie-Pierre Monier
Franck Montaugé
Solanges Nadille
Corinne Narassiguin
Mathilde Ollivier
Saïd Omar Oili
Alexandre Ouizille

Georges Patient
François Patriat
Marie-Laure Phinera-
Horth
Sébastien Pla
Raymonde Poncet
Monge
Émilienne Poumirol
Didier Rambaud
Claude Raynal
Christian Redon-
Sarrazy
Sylvie Robert
Teva Rohfritsch
Pierre-Alain Roiron
David Ros
Laurence Rossignol
Daniel Salmon

Pascal Savoldelli
Patricia Schillinger
Ghislaine Senée
Silvana Silvani
Anne Souyris
Lucien Stanzione
Rachid Temal
Dominique Théophile
Jean-Claude Tissot
Simon Uzenat
Mickaël Vallet
Marie-Claude Varailas
Jean-Marc Vayssouze-
Faure
Mélanie Vogel
Michaël Weber
Robert Wienie Xowie
Adel Ziane

Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot
Cédric Perrin
Évelyne Perrot
Annick Petrus
Stéphane Piednoir
Bernard Pillefer
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas
Frédérique Puissat
Jean-François Rabin
Évelyne Renaud-
Garabedian

Bruno Retailleau
Hervé Reynaud
Olivia Richard
Marie-Pierre Richer
Olivier Rietmann
Pierre Jean Rochette
Bruno Rojouan
Anne-Sophie
Romagny
Jean-Luc Ruelle
Denise Saint-Pé
Hugues Saury
Stéphane Sautarel
Michel Savin
Elsa Schalck
Marc Séné

Bruno Sido
Jean Sol
Nadia Sollogoub
Laurent Somon
Francis Szpiner
Lana Tetuanui
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon
Dominique Vérien
Sylvie Vermeillet
Pierre-Jean Verzelen
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel
Louis Vogel
Dany Wattebled

Ont voté contre :

Marie-Do
Aeschlimann
Pascal Allizard
Jean-Claude Anglars
Jocelyne Antoine
Jean-Michel Arnaud
Jean Bacci
Arnaud Bazin
Bruno Belin
Marie-Jeanne Bellamy
Nadine Bellurot
Catherine Belhiti
Martine Berthet
Marie-Pierre Bessin-
Guérin
Annick Billon
Olivier Bitz
Étienne Blanc
Jean-Baptiste Blanc
Yves Bleunven
Christine Bonfanti-
Dossat
François Bonhomme
François Bonneau
Michel Bonnus
Alexandra Borchio
Fontimp
Corinne Bourcier
Brigitte Bourguignon
Jean-Marc Boyer
Valérie Boyer
Jean-Luc Brault
Max Brisson
Christian Bruyen
François-Noël Buffet
Laurent Burgoa
Alain Cadec
Olivier Cadic
Guislain Cambier
Christian Cambon
Agnès Canayer
Michel Canévet
Vincent Capo-
Canellas
Emmanuel Capus
Marie-Claire Carrère-
Gée
Alain Cazabonne
Anne Chain-Larché
Patrick Chaize
Daniel Chasseing
Alain Chatillon
Patrick Chauvet
Cédric Chevalier
Guillaume Chevrollier
Marta de Cidrac
Olivier Cigolotti
Marie-Carole Ciuntu
Édouard Courtial

Pierre Cuypers
Laure Darcos
Mathieu Darnaud
Marc-Philippe
Daubresse
Vincent Delahaye
Bernard Delcros
Jean-Marc Delia
Patricia Demas
Stéphane Demilly
Chantal Deseyne
Brigitte Devésa
Franch Dherin
Catherine Di Folco
Élisabeth Doineau
Sabine Drexler
Alain Duffourg
Catherine Dumas
Françoise Dumont
Laurent Duplomb
Dominique Estrosi
Sassone
Jacqueline Eustache-
Brinio
Agnès Evren
Daniel Fargeot
Gilbert Favreau
Isabelle Florennes
Philippe Folliot
Christophe-André
Frassa
Amel Gacquerre
Laurence Garnier
Fabien Genet
Frédérique Gerbaud
Béatrice Gosselin
Nathalie Goulet
Sylvie Goy-Chavent
Jean-Pierre Grand
Daniel Gremillet
Jacques Groperrin
Pascale Grunty
Daniel Gueret
Jocelyne Guidéz
Ludovic Haye
Olivier Henno
Loïc Hervé
Christine Herzog
Jean Hingray
Alain Houpert
Marie-Lise Housseau
Jean-Raymond
Hugonot
Jean-François Husson
Corinne Imbert
Annick Jacquemet
Micheline Jacques
Lauriane Josende
Else Joseph

Muriel Jourda
Roger Karoutchi
Claude Kern
Khalifé Khalifé
Christian Klinger
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Marc Laménie
Florence Lassarade
Michel Laugier
Daniel Laurent
Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Ronan Le Gleut
Marie-Claude
Lermytte
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Pierre-Antoine Levi
Anne-Catherine
Loisier
Jean-François Longeot
Vivette Lopez
Vincent Louault
Viviane Malet
Claude Malhuret
Didier Mandelli
Alain Marc
David Margueritte
Hervé Marseille
Pascal Martin
Pauline Martin
Hervé Maurey
Pierre Médevielle
Thierry Meignen
Franch Menonville
Marie Mercier
Damien Michallet
Brigitte Micouleau
Alain Milon
Jean-Marie Mizzon
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-
Desailly
Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-
Bronn
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolay
Sylviane Noël
Claude Nougéin
Olivier Paccard
Jean-Jacques Panunzi
Vanina Paoli-Gagin
Paul Toussaint Parigi
Anne-Sophie Patru

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher,
Président du Sénat
Pierre Ouzoulias,
Président de séance
Christian Bilhac
Sophie Briante
Guillemont
Henri Cabanel
Maryse Carrère

Raphaël Daubet
Nathalie Delattre
Aymeric Durox
Bernard Fialaire
Annick Girardin
Éric Gold
Philippe Grosvalet
Véronique Guillotin
André Guiol

Joshua Hochart
Mireille Jouve
Alain Joyandet
Ahmed Laouedj
Michel Masset
Guylène Pantel
Stéphane Ravier
Jean-Yves Roux
Christopher Szczurek

SCRUTIN N° 104

sur les crédits de la mission « Outre-mer » figurant à l'état B du projet de loi de finances pour 2026, compte tenu de l'ensemble des délégations de vote accordées par les sénateurs aux groupes politiques et notifiées à la Présidence :

Nombre de votants 246
Suffrages exprimés 212
Pour 209
Contre 3

Le Sénat a adopté

ANALYSE DU SCRUTIN**GROUPE LES RÉPUBLICAINS (130) :**

Pour : 128

N'ont pas pris part au vote : 2 M. Gérard Larcher, Président du Sénat, M. Alain Joyandet

GROUPE SOCIALISTE, ÉCOLOGISTE ET RÉPUBLICAIN (65) :

N'ont pas pris part au vote : 65 Mmes Viviane Artigalas, Audrey Bélim, Florence Blatrix Contat, Nicole Bonnefoy, MM. Denis Bouad, Hussein Bourgi, Mmes Isabelle Briquet, Colombe Brossel, Marion Canalès, M. Rémi Cardon, Mme Marie-Arlette Carlotti, MM. Christophe Chaillou, Yan Chantrel, Mmes Catherine Conconne, Hélène Conway-Mouret, M. Thierry Cozic, Mme Karine Daniel, MM. Jérôme Darras, Gilbert-Luc Devinaz, Vincent Éblé, Mme Frédérique Espagnac, MM. Sébastien Fagnen, Rémi Féraud, Mme Corinne Féret, MM. Jean-Luc Fichet, Hervé Gillé, Mme Laurence Harribey, MM. Olivier Jacquin, Éric Jeansannetas, Patrice Joly, Bernard Jomier, Mme Gisèle Jourda, MM. Patrick Kanner, Éric Kerrouche, Mmes Marie-Pierre de La Gontrie, Annie Le Houerou, Audrey Linkenheld, M. Jean-Jacques Lozach, Mme Monique Lubin, MM. Victorin Lurel, Didier Marie, Mme Paulette Matray, MM. Serge Mérillou, Jean-Jacques Michau, Mme Marie-Pierre Monier, M. Franck Montaugé, Mme Corinne Narassiguin, MM. Saïd Omar Oili, Alexandre Ouizille, Sébastien Pla, Mme Émilienne Poumirol, MM. Claude Raynal, Christian Redon-Sarrazy, Mme Sylvie Robert, MM. Pierre-Alain Roiron, David Ros, Mme Laurence

Rossignol, MM. Lucien Stanzione, Rachid Temal, Jean-Claude Tissot, Simon Uzenat, Mickaël Vallet, Jean-Marc Vayssouze-Faure, Michaël Weber, Adel Ziane

GROUPE UNION CENTRISTE (59) :

Pour : 59

GROUPE LES INDÉPENDANTS - RÉPUBLIQUE ET TERRITOIRES (20) :

Pour : 20

GROUPE RASSEMBLEMENT DES DÉMOCRATES, PROGRESSISTES ET INDÉPENDANTS (19) :

Pour : 2 MM. Stéphane Fouassin, Georges Patient

Abstentions : 17

GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE - KANAKY (18) :

N'ont pas pris part au vote : 18 M. Pierre Ouzoulis, Président de séance, Mme Cathy Apourceau-Poly, MM. Jérémy Bacchi, Pierre Barros, Alexandre Basquin, Ian Brossat, Mmes Céline Brulin, Evelyne Corbière Naminzo, M. Jean-Pierre Corbisez, Mme Cécile Cukierman, M. Fabien Gay, Mme Michelle Gréaume, M. Gérard Lahellec, Mme Marianne Margaté, M. Pascal Savoldelli, Mmes Silvana Silvani, Marie-Claude Varailas, M. Robert Wienie Xowie

GROUPE DU RASSEMBLEMENT DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (17) :

Abstentions : 17

GROUPE ÉCOLOGISTE - SOLIDARITÉ ET TERRITOIRES (16) :

N'ont pas pris part au vote : 16 MM. Guy Benarroche, Grégory Blanc, Ronan Dantec, Thomas Dossus, Jacques Fernique, Guillaume Gontard, Mme Antoinette Guhl, M. Yannick Jadot, Mme Monique de Marco, M. Akli Mellouli, Mmes Mathilde Ollivier, Raymonde Poncet Monge, M. Daniel Salmon, Mmes Ghislaine Senée, Anne Souyris, Mélanie Vogel

RÉUNION ADMINISTRATIVE DES SÉNATEURS NE FIGURANT SUR LA LISTE D'AUCUN GROUPE (4) :

Contre : 3

N'a pas pris part au vote : 1 M. Stéphane Ravier

Ont voté pour :

Marie-Do Aeschlimann	Corinne Bourcier	Guillaume Chevrollier
Pascal Allizard	Brigitte Bourguignon	Marta de Cidrac
Jean-Claude Anglars	Jean-Marc Boyer	Olivier Cigolotti
Jocelyne Antoine	Valérie Boyer	Marie-Carole Ciuntu
Jean-Michel Arnaud	Jean-Luc Brault	Édouard Courtial
Jean Bacci	Max Brisson	Pierre Cuypers
Arnaud Bazin	Christian Bruyen	Laure Darcos
Bruno Belin	François-Noël Buffet	Mathieu Darnaud
Marie-Jeanne Bellamy	Laurent Burgoa	Marc-Philippe Daubresse
Nadine Bellurot	Alain Cadec	Vincent Delahaye
Catherine Belrhiti	Olivier Cadic	Bernard Delcros
Martine Berthet	Guislain Cambier	Jean-Marc Delia
Marie-Pierre Bessin-Guérin	Christian Cambon	Patricia Demas
Annick Billon	Agnès Canayer	Stéphane Demilly
Olivier Bitz	Michel Canévet	Chantal Deseyne
Étienne Blanc	Vincent Capo-Canellas	Brigitte Devésa
Jean-Baptiste Blanc	Emmanuel Capus	Franck Dhersin
Yves Bleunven	Marie-Claire Carrère-Gée	Catherine Di Folco
Christine Bonfanti-Dossat	Alain Cazabonne	Élisabeth Doineau
François Bonhomme	Anne Chain-Larché	Sabine Drexler
François Bonneau	Patrick Chaize	Alain Duffourg
Michel Bonnus	Daniel Chasseing	Catherine Dumas
Alexandra Borchio	Alain Chatillon	Françoise Dumont
Fontimp	Patrick Chauvet	Laurent Duplomb
	Cédric Chevalier	Dominique Estrosi Sassone

Jacqueline Eustache-Brinio
Agnès Evren
Daniel Fargeot
Gilbert Favreau
Isabelle Florennes
Philippe Folliot
Stéphane Fouassin
Christophe-André Frassa
Amel Gacquerre
Laurence Garnier
Fabien Genet
Frédérique Gerbaud
Béatrice Gosselin
Nathalie Goulet
Sylvie Goy-Chavent
Jean-Pierre Grand
Daniel Gremillet
Jacques Groperrin
Pascale Grunty
Daniel Gueret
Jocelyne Guidez
Ludovic Haye
Olivier Henno
Loïc Hervé
Christine Herzog
Jean Hingray
Alain Houpert
Marie-Lise Housseau
Jean-Raymond Hugonet
Jean-François Husson
Corinne Imbert
Annick Jacquemet
Micheline Jacques
Lauriane Josende
Else Joseph
Muriel Jourda
Roger Karoutchi
Claude Kern
Khalifé Khalifé
Christian Klinger
Sonia de La Provôté
Laurent Lafon
Marc Laménie
Florence Lassarade
Michel Laugier
Daniel Laurent

Christine Lavarde
Antoine Lefèvre
Dominique de Legge
Ronan Le Gleut
Marie-Claude Lermytte
Henri Leroy
Stéphane Le Rudulier
Pierre-Antoine Levi
Anne-Catherine Loisier
Jean-François Longeot
Vivette Lopez
Vincent Louault
Viviane Malet
Claude Malhuret
Didier Mandelli
Alain Marc
David Margueritte
Hervé Marseille
Pascal Martin
Pauline Martin
Hervé Maurey
Pierre Médevielle
Thierry Meignan
Franck Menonville
Marie Mercier
Damien Michallet
Brigitte Micouleau
Alain Milon
Jean-Marie Mizzon
Albéric de Montgolfier
Catherine Morin-Desailly
Philippe Mouiller
Marie-Pierre Mouton
Laurence Muller-Bronn
Georges Naturel
Anne-Marie Nédélec
Louis-Jean de Nicolay
Sylviane Noël
Claude Nougéin
Olivier Paccaud
Jean-Jacques Panunzi
Vanina Paoli-Gagin
Paul Toussaint Parigi
Georges Patient
Anne-Sophie Patru

Philippe Paul
Jean-Gérard Paumier
Cyril Pellevat
Clément Pernot
Cédric Perrin
Evelyne Perrot
Annick Petrus
Stéphane Piednoir
Bernard Pillefer
Kristina Pluchet
Rémy Pointereau
Sophie Primas
Frédérique Puissat
Jean-François Rapin
Evelyne Renaud-Garabedian
Bruno Retailleau
Hervé Reynaud
Olivia Richard
Marie-Pierre Richer
Olivier Rietmann
Pierre Jean Rochette
Bruno Rojouan
Anne-Sophie Romagny
Jean-Luc Ruelle
Denise Saint-Pé
Hugues Saury
Stéphane Sautarel
Michel Savin
Elsa Schalck
Marc Séné
Bruno Sido
Jean Sol
Nadia Sollogoub
Laurent Somon
Francis Szpiner
Lana Tetuanui
Sylvie Valente Le Hir
Anne Ventalon
Dominique Vérien
Sylvie Vermeillet
Pierre-Jean Verzellen
Cédric Vial
Jean Pierre Vogel
Louis Vogel
Dany Wattedled

Ont voté contre :

Aymeric Durox, Joshua Hochart, Christopher Szczurek.

Abstentions :

Christian Bilhac	Éric Gold	Thani Mohamed Soilihi
Sophie Briante	Philippe Grosvalet	Solanges Nadille
Guillemont	Véronique Guillotin	Guyène Pantel
Bernard Buis	André Guiol	François Patriat
Frédéric Buval	Nadège Havet	Marie-Laure Phinera-Horth
Henri Cabanel	Xavier Iacovelli	Didier Rambaud
Maryse Carrère	Mireille Jouve	Teva Rohfritsch
Samantha Cazebonne	Mikaele Kulimoetoke	Jean-Yves Roux
Raphaël Daubet	Ahmed Laouedj	Patricia Schillinger
Nathalie Delattre	Jean-Baptiste Lemoyne	Dominique Théophile
Nicole Duranton	Martin Lévrier	
Bernard Fialaire	Michel Masset	
Annick Girardin		

N'ont pas pris part au vote :

Gérard Larcher, Président du Sénat	Audrey Bélim	Ian Brossat
Pierre Ouzoulis, Président de séance	Guy Benarroche	Colombe Brossel
Cathy Apourceau-Poly	Grégory Blanc	Céline Brulin
Viviane Artigalas	Florence Blatrix	Marion Canales
Jérémy Bacchi	Contat	Rémi Cardon
Pierre Barros	Nicole Bonnefoy	Marie-Arlette Carlotti
Alexandre Basquin	Denis Bouad	Christophe Chaillou
	Hussein Bourgi	Yan Chantrel
	Isabelle Briquet	Catherine Conconne

Hélène Conway-Mouret	Sébastien Fagnen	Patrice Joly	Monique de Marco	Raymonde Poncet	Silvana Silvani
Evelyne Corbière Naminzo	Rémi Féraud	Bernard Jomier	Marianne Margaté	Monge	Anne Souyris
Jean-Pierre Corbisez	Corinne Féret	Gisèle Jourda	Didier Marie	Émilienne Poumirol	Lucien Stanzione
Thierry Cozic	Jacques Fernique	Alain Joyandet	Paulette Matray	Stéphane Ravier	Rachid Temal
Cécile Cukierman	Jean-Luc Fichet	Patrick Kanner	Akli Mellouli	Claude Raynal	Jean-Claude Tissot
Karine Daniel	Fabien Gay	Éric Kerrouche	Serge Mérillou	Christian Redon-Sarrazy	Simon Uzenat
Ronan Dantec	Hervé Gillé	Marie-Pierre de La Gontrie	Jean-Jacques Michau	Sylvie Robert	Mickaël Vallet
Jérôme Darras	Guillaume Gontard	Gérard Lahellec	Marie-Pierre Monier	Pierre-Alain Roiron	Marie-Claude Varailles
Gilbert-Luc Devinaz	Michelle Gréaume	Annie Le Houerou	Franck Montaugé	David Ros	Jean-Marc Vayssouze-Faure
Thomas Dossus	Antoinette Guhl	Audrey Linkenheld	Corinne Narassiguin	Laurence Rossignol	Mélanie Vogel
Vincent Éblé	Laurence Harribey	Jean-Jacques Lozach	Mathilde Ollivier	Daniel Salmon	Michaël Weber
Frédérique Espagnac	Olivier Jacquin	Monique Lubin	Saïd Omar Oili	Pascal Savoldelli	Robert Wienie Xowie
	Yannick Jadot	Victorin Lurel	Alexandre Ouizille	Ghislaine Senée	Adel Ziane
	Éric Jeansannetas		Sebastien Pla		